

LES MUSÉES QUÉBÉCOIS: DE LA SAUVEGARDE DE LA MÉMOIRE COLLECTIVE  
À LA COMMUNICATION

Généalogie de la mise en place et de la structuration  
du dispositif muséal au Québec

Christine Tarpin

Thèse présentée au Département de Communication

comme exigence partielle en vue de l'obtention du grade de  
philosophae doctor (Ph.D.)

Université Concordia

Montréal, Québec, Canada

Août 1995

© Christine Tarpin, 1995



National Library  
of Canada

Acquisitions and  
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street  
Ottawa, Ontario  
K1A 0N4

Bibliothèque nationale  
du Canada

Direction des acquisitions et  
des services bibliographiques

395 rue Wellington  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0N4

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-612-18466-8

Canada

## SOMMAIRE

LES MUSÉES QUÉBÉCOIS: DE LA SAUVEGARDE DE LA MÉMOIRE COLLECTIVE

À LA COMMUNICATION

Généalogie de la mise en place et de la structuration  
du dispositif muséal au Québec

Christine Tarpin, Ph.D.

Concordia University, 1995

Cette thèse vise à une meilleure intelligibilité de la muséologie québécoise d'aujourd'hui. Après le déclin des institutions muséales en sciences au début du siècle, le Québec a, jusqu'aux années 1970, donné l'image d'une province où la muséologie des sciences accusait un grand retard. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'ouverture du Musée de la civilisation de Québec en 1988 a marqué un nouveau positionnement des musées dans le champ social, à l'avant scène de ce qui se fait en muséologie. Aujourd'hui, c'est en termes de "moyens de communication" que l'on parle des dernières institutions muséales nées au Québec. Qu'est-ce qui caractérise ce nouveau positionnement? Quelles circonstances l'ont favorisé? Telles sont nos interrogations.

Il nous est apparu pertinent d'aborder cette question du point de vue de l'élargissement des pratiques gouvernementales à ce secteur, ainsi que du point de vue de l'évolution des rapports entre État et société civile en matière de culture. Notre analyse a consisté, dans une perspective foucaldienne, à repérer les formations discursives qui marquent l'intention stratégique ayant soutenu le développement muséal au Québec et qui a conduit à une nouvelle façon de

concevoir les musées. La problematisation de l'émergence et de la structuration du dispositif muséal québécois, des années 1960 aux années 1980, a permis une généalogie de la rationalité politique qui a conduit à l'extension de l'action civilisatrice de l'État québécois à la sphère des musées.

Les arguments en vue du développement du dispositif muséal québécois évoluent, vers la fin des années 1970, d'une optique de préservation de la mémoire collective et du patrimoine, à une optique de développement général de la province. Le ministère des Affaires culturelles tente alors de proposer et d'imposer une nouvelle vision de la place et du rôle des musées dans la société, influencé en cela aussi bien par le contexte social, politique, économique, culturel, que muséal. Le Musée de la civilisation est caractéristique de cette nouvelle conception des musées: désormais lieux de communication, plus que stricts instruments d'éducation, ils se positionnent comme ayant une nouvelle place à occuper dans l'espace public québécois.



## REMERCIEMENTS

Le dernier épisode de cette longue aventure que représente la réalisation d'une thèse de doctorat terminé, je voudrais tout d'abord remercier chaleureusement mon directeur de thèse, Martin Allor, pour sa disponibilité sans limites, son écoute attentive, ses encouragements répétés, tout cela associé à une présence discrète, respectueuse et valorisante.

Je ne peux passer sous silence le rôle primordial joué par mon conjoint, Richard Pitre, dans l'aboutissement de cette thèse. Tout en étant embarqué dans la même aventure doctorale, il a pris le temps de relire patiemment chaque page, de dispenser ses commentaires constructifs mais aussi, il a su prodiguer un précieux réconfort dans les moments de doute et de découragement. Un grand merci pour son immense soutien autant matériel qu'affectif.

Mes vifs remerciements vont également à Roland Arpin et Gérald Grandmont du Musée de la civilisation de Québec qui ont bien voulu m'accorder de leur temps et mettre à ma disposition toute la documentation dont ils disposaient. Je saurais gré aussi à André Juneau qui n'a pas hésité à me recevoir à un moment très chargé, ainsi qu'à Francine Lelièvre. Leurs commentaires m'ont été d'une aide précieuse.

Je remercie enfin de tout cœur mes parents et mes amis, ceux qui passent toujours en dernier mais dont le support est pourtant des plus essentiels, ceux qu'on néglige quand notre degré de sociabilité a atteint son point zéro mais qui sont là pour nous rappeler à l'ordre, ceux qui nous font relativiser les choses et

qui sont indispensables à notre bon équilibre... Je nommerai bien sûr Bernadette et Robert, mais aussi Renée et Jean qui m'ont supporté psychologiquement et matériellement avec la plus grande complaisance depuis le début de cette aventure. Je n'énumérerai pas tous les autres mais ils savent que je leur suis très reconnaissante.

## TABLE DES MATIÈRES

---

INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE: CONTEXTUALISATION ET DÉLIMITATION DE LA RECHERCHE.....	13
1 LES MUSÉES SCIENTIFIQUES, UN SECTEUR HISTORIQUEMENT AU CŒUR DE STRATÉGIES DIVERSES.....	16
1.1. Des cabinets de curiosité aux muséums.....	17
1.1.1. La philosophie des Lumières .....	18
1.1.2. L'esprit nord-américain .....	24
1.1.3. Les premiers musées de sciences au Canada .....	27
1.2. Le mouvement d'expansion et de diversification des musées .....	32
1.2.1. Multiplication et spécialisation des musées.....	32
1.2.2. L'émergence des sciences humaines dans le secteur muséal.....	40
1.2.3. Grandeur des musées de sciences naturelles en Amérique du Nord.....	42
1.3. La modernisation des musées de sciences.....	48
1.3.1. L'adaptation des musées nord-américains à de nouvelles réalités .....	49
1.3.2. Les enjeux du mouvement de modernisation en Europe .....	55
1.3.3. Les nouvelles stratégies des musées scientifiques.....	58
1.4. L'affirmation de la mission sociale des musées .....	66
1.4.1. Les soubresauts de la modernisation des musées au Canada et au Québec.....	67
1.4.2. La préoccupation gouvernementale pour les musées de sciences .....	71
1.4.3. Les paradoxes du secteur muséal en sciences au Québec .....	74
1.4.4. Questions de recherche .....	79

2. ÉLABORATION DU CADRE DE LA RECHERCHE .....	81
2.1. De l'appréhension d'une situation complexe à la mise en évidence des pistes d'analyse .....	83
2.2 L'étude des musées.....	89
2.1.1. Rôle et fonctions des musées.....	89
2.1.2. Bilan de l'historiographie des musées .....	96
2.3. De la culture à l'intervention culturelle étatique.....	105
2.3.1. La notion de culture.....	106
2.3.2. L'institutionnalisation de la culture comme champ d'intervention étatique.....	111
2.3.3. Les motivations à l'intervention culturelle étatique et aux politiques culturelles .....	116
2.4. L'élargissement des pratiques administratives de l'État: de nouveaux rapports de sens.....	121
2.4.1. La question du pouvoir.....	125
2.4.2. Rationalisation de la pratique gouvernementale.....	130
2.4.3. L'intervention «civilisatrice» de l'État.....	135
3. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE.....	141
3.1. Une approche généalogique.....	141
3.2. Formes discursives et dispositifs.....	148
3.3. Les énoncés relatifs aux éléments du dispositif .....	154
3.4. Les paramètres guides d'analyse.....	157
DEUXIÈME PARTIE: GÉNÉALOGIE DU DISPOSITIF MUSÉAL AU QUÉBEC .....	160
4. L'INSTITUTIONNALISATION DU CHAMP CULTUREL AU QUÉBEC.....	163
4.1. La révolution tranquille: État, modernité et culture.. ..	165
4.1.1. La modernisation de la société et des institutions .....	165
4.1.2. La production du culturel.....	172
4.1.3. Le dispositif du champ culturel.....	178
4.2. Affirmation et effervescence du culturel au cours des années 1970.....	188
4.2.1. Un mouvement international .....	189
4.2.2. L'enjeu politique et social de la culture au Québec .....	193
4.2.3. Le Parti québécois et la question de la culture .....	196

5 LA MISE EN PLACE DU DISPOSITIF MUSÉAL QUÉBÉCOIS .....	203
5.1. Les débuts de l'intervention étatique en faveur des musées.....	204
5.1.1. L'intervention culturelle fédérale et les musées.....	205
5.1.2. L'intervention culturelle québécoise dans le secteur des musées .....	211
5.1.3. Les relations conflictuelles Québec-Ottawa.....	217
5.2. Le développement du dispositif muséal québécois au milieu des années 1970.....	225
5.2.1. L'affirmation de la préoccupation pour le secteur des musées .....	225
5.2.2. La mise en place des éléments du dispositif muséal.....	231
5.2.3. Le dispositif muséal québécois dans l'économie générale des discours sur la culture.....	239
6. LA QUESTION MUSÉALE DANS L'AGENDA GOUVERNEMENTAL DU QUÉBEC AU TOURNANT DES ANNÉES 1980 .....	250
6.1. De nouvelles perspectives sur la question muséale au Québec.....	252
6.1.1. Du Musée du Québec au Musée de la civilisation .....	253
6.1.2. Vers une politique de développement de la muséologie québécoise.....	264
6.1.3. Les propositions du Groupe de travail sur les musées scientifiques.....	273
6.2. L'enchevêtrement des formations discursives concernant la question muséale.....	289
6.2.1. Le renouveau des formations discursives du champ muséal.....	291
6.2.2. L'adaptation de la pensée muséale du gouvernement québécois aux nouvelles réalités.....	307
6.2.3. La confrontation des anciens et des modernes.....	317
7. LE DISPOSITIF MUSÉAL: SPHÈRE D'EXTENSION DE L'ACTION CIVILISATRICE DE L'ÉTAT .....	328
7.1. De la nécessité du rôle de l'État dans la modernisation du dispositif muséal québécois.....	330
7.1.1. La légitimation de l'intervention gouvernementale dans le secteur muséal québécois au tournant des années 1980.....	330
7.1.2. Les musées québécois, des instruments pédagogiques et éducatifs .....	334

7.2. Des musées au service de la société .....	337
7.2.1. Quelle mission éducative pour quels musées? .....	339
7.2.2. Vision culturelle de la science ou vision scientifique de la culture? .....	343
7.2.3. Les vertus de la muséologie scientifique .....	347
7.3. Les stratégies gouvernementales entourant l'évolution du dispositif muséal québécois.....	356
7.3.1. L'évolution du jeu des rapports de pouvoir-savoir Québec-Ottawa au tournant des années 1980.....	358
7.3.2. La productivité tactique des discours gouvernementaux relatifs aux musées au Québec au tournant des années 1980.....	363
8. DE L'ABSENCE D'UN MUSÉE DE SCIENCES ET TECHNIQUES À LA CRÉATION DU MUSÉE DE LA CIVILISATION AU QUÉBEC.....	370
8.1. L'État face à la question de la muséologie scientifique.....	372
8.1.1. Du réseau des musées scientifiques à la Maison des sciences et des techniques .....	374
8.1.2. La consultation sur le projet de Maison des sciences et des techniques .....	385
8.1.3. De la Loi créant la Société de la Maison des sciences et des techniques à l'abandon du projet.....	395
8.1.4. Le glissement des enjeux entourant la muséologie scientifique.....	404
8.2. De la création du musée de la civilisation.....	410
8.2.1. La longue gestation du Musée de la civilisation ...	411
8.2.2. Les spécificités du Musée de la civilisation et leurs multiples ancrages.....	422
8.2.3. La trajectoire du Musée de la civilisation dans l'enchevêtrement des formations discursives le concernant.....	435
CONCLUSION.....	453
BIBLIOGRAPHIE.....	460

## INTRODUCTION

---

Depuis les années 1950, le secteur des musées a connu un développement sans précédent. Cette vogue muséologique a été accompagnée d'une multiplication et d'un éclatement de plus en plus poussé des formes des musées. Ces derniers ne prennent plus le nom de musée: c'est l'éclosion des centres de sciences, et d'établissements spécialisés dans un nombre invraisemblable de secteurs tels les planétariums, insectariums, aquariums, parcs nationaux, parcs historiques, centres d'interprétation, écomusées, etc. En effet, les musées englobant désormais l'homme, la société et la nature, leurs formes traditionnelles ne peuvent plus résister.

Les musées ont tellement évolué que, dans les années 1960, on en vient finalement à se poser plusieurs questions. Qu'elles devraient être les fonctions premières des musées? Tous les musées devraient-ils se ressembler? Si les musées n'existaient pas, aurait-on ressenti le besoin de les inventer au XX<sup>e</sup> siècle? Victimes de leur succès, les musées vivent une crise d'identité qui entraîne une certaine remise en question de leur rôle et de leurs missions. En réponse, de nouveaux courants émergent en muséologie à partir des années 1960; ils prendront forme dans les années 1970, et visent une refonte totale de la façon de penser les musées. Depuis, l'utilité sociale des musées, loin d'être remise en question, ne cesse de constituer un enjeu important dans nos sociétés.

Les musées scientifiques<sup>1</sup> — compris dans leur sens le plus large — ont joué un rôle central et novateur dans l'évolution de la façon de penser les musées, mais également dans leur façon d'être, et ce, à travers le monde. C'est notamment sous leur influence que s'est posée avec acuité la question du rôle social du musée. C'est justement cette question qui nous intéresse. Nous allons plus précisément l'analyser dans le cas du Québec, au sein du Canada.

En 1990, Paul Carle et al. écrivaient : "L'historiographie des musées au Québec est peu importante et peu connue; ce phénomène est encore plus notable quand on songe aux musées scientifiques et techniques<sup>2</sup>". De plus, ces auteurs précisent que la grande majorité des travaux réalisés portent sur le mouvement de création des musées scientifiques au XIX<sup>e</sup> siècle. De ce fait, il nous a semblé non seulement pertinent mais aussi très important de nous intéresser à la situation des musées au Québec au XX<sup>e</sup> siècle, et plus particulièrement à la problématique des musées scientifiques.

Le Québec a, jusqu'aux années 1970, donné l'image d'une province où la muséologie<sup>3</sup>, et plus précisément la muséologie des sciences, accusait un grand

- 
1. Dans cette thèse, nous allons parler de muséologie des sciences et de musées scientifiques. La signification que nous donnons à ces termes est à comprendre au sens large. Nous les employons pour bien marquer que ce ne sont pas aux musées d'art que nous nous intéressons. Ils couvrent donc aussi bien les musées de sciences et techniques, de sciences naturelles, de sciences de l'environnement, de sciences humaines, ils font également référence aux musées traditionnels aussi bien qu'aux nouvelles formes de musées. Nous aurons l'occasion, ultérieurement, de revenir sur cette distinction entre musée scientifiques et musée d'art.
  2. Paul Carle et al., "Le mouvement de modernisation des musées scientifiques au XX<sup>e</sup> siècle le cas du Musée Redpath de l'Université McGill", *Fontanus*, vol. III, 1992, p. 77.
  3. Peter Van Mensch définit ainsi la muséologie : "(...) l'étude de l'histoire et du contexte des musées, de leur rôle dans la société, des systèmes spécifiques de recherche, de conservation, d'éducation et d'organisation de la relation avec l'environnement physique et de la classification des différentes sortes de musées". Peter Van Mensch, "Methodological



retard, à la fois par rapport au reste du pays, mais aussi par rapport à l'Amérique du Nord dans son ensemble<sup>4</sup>. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Depuis quelques années, tout un discours de promotion de la muséologie québécoise ainsi que des compétences de ceux qui la pratiquent, s'est mis en place. Des réalisations de grande envergure ont vu le jour: le Musée de la civilisation de Québec (qui, sans être un musée de sciences au sens strict, fait une place non négligeable aux préoccupations scientifiques dans ses expositions), l'Insectarium, le Biodôme de Montréal, le Cosmodôme, la Biosphère, centre d'interprétation sur le Saint-Laurent.

Tous les discours, issus de ces institutions ou s'y rapportant, montrent qu'elles se positionnent comme ayant un nouveau rôle à jouer dans la société, une nouvelle place à occuper dans l'espace public québécois. Elles se veulent des lieux de débats, des instruments de communication, de véritables médias<sup>5</sup>. Or, ce n'est pas dans les musées d'art que ce mouvement est apparu. Tout au plus, certains d'entre eux tentent-ils de suivre les nouvelles voies ouvertes par les autres types d'institutions muséales. C'est la raison pour laquelle nous ne nous intéresserons pas, dans cette recherche, aux musées d'art.

Notre objectif est de parvenir à une meilleure intelligibilité de la muséologie, telle qu'elle se présente aujourd'hui au Québec. Après le déclin des institutions muséales en sciences au début du siècle, puis une longue période de léthargie

---

Museology", in Susan Pearce (sous la direction de), *Objects of Knowledge: New Research in Museum Studies*, London, Athlone Press, 1990, p. 141-154.

4 Voir Paul Carle, Jacqueline Eidelman, "Musée et communauté scientifique: les renouveaux muséologiques en France et au Québec vers 1930", in Bernard Schiele (sous la direction de), *Faire voir Faire savoir*, Québec, Musée de la civilisation, 1989, p. 45.

5. Voir notamment: *Mission, concept et orientations*, Musée de la civilisation, Québec, août 1987; *Programme d'éducation et de communication*, Biodôme de Montréal, Ville de Montréal, Régie des installations olympiques, juin 1990.

jusqu'aux années 1970, quelles sont les circonstances qui ont favorisé au Québec ce brusque réveil muséal dans les années 1980, réveil qui l'a propulsé à l'avant scène de ce qui se fait de novateur en muséologie? Avec la création du Musée de la civilisation — musée national mis en place par le gouvernement du Québec —, ce réveil s'est assorti d'un nouveau positionnement des musées dans le champ social. Aujourd'hui, c'est en termes de "moyens de communication" et en "s'inspirant du fonctionnement médiatique" que l'on parle des dernières institutions muséales qui sont nées au Québec. Qu'est-ce qui caractérise ce positionnement et qui l'a rendu possible au Québec? Telles sont les interrogations qui sont les nôtres.

Notre objectif n'est pas de remettre en question le nouveau positionnement des musées dans le champ social, dans le champ de la communication. Il est plutôt de questionner ce positionnement afin de voir à quoi il renvoie exactement, afin d'observer comment il a été possible et comment il s'est opéré dans les années 1980 au Québec. Pour répondre aux questions que nous nous posons, nous avons pensé qu'émettre une hypothèse unique ne pouvait convenir. C'est plutôt à la délimitation de pistes heuristiques qu'il nous a semblé pertinent de procéder. À partir de notre connaissance du secteur muséal au Québec et de son évolution dans les années 1980, nous nous sommes rendu compte que nous ne pouvions comprendre la complexité de son évolution uniquement en regard de l'examen des politiques gouvernementales, ou encore, en regard de l'histoire d'une institution — en l'occurrence celle du Musée de la civilisation —, ou bien à la seule lumière de l'évolution de la muséologie dans son ensemble. Nous avons donc tout d'abord appréhendé plusieurs directions possibles d'analyse. Ces pistes d'analyse nous ont servi à élaborer le cadre de référence dans lequel allait se situer notre recherche.

Après avoir passé en revue un certain nombre d'écrits spécifiques au champ de la muséologie, il nous est apparu qu'ils ne suffisaient pas à rendre compte de la complexité de notre problématique. Nous avons élargi notre champ d'investigation à la sociologie de la culture, les musées étant des institutions culturelles. Mais nous avons constaté que, dans ce domaine, les institutions spécifiques au champ culturel sont très peu analysées. Aussi, afin de dépasser ces difficultés et de mieux comprendre dans sa totalité la question de l'évolution du secteur muséal au Québec dans les années 1980, il nous a semblé que nous devions nous intéresser à la question de l'institutionnalisation de la culture dans son ensemble. Il paraissait pertinent d'aborder cette question, à la fois du point de vue de l'élargissement des pratiques gouvernementales à ce secteur, et du point de vue des rapports entre État et société civile en matière de culture.

Nous nous sommes donc intéressé à l'élargissement des pratiques administratives de l'État ayant conduit à l'institutionnalisation du champ culturel, afin de situer le contexte d'évolution du secteur muséal. Selon nous, la production du champ culturel ne peut se concevoir simplement comme un développement propre à l'appareil de l'État. Le fonctionnement du champ culturel traverse les frontières entre l'État et la société civile, l'État moderne n'a pas asservi toute la société civile, et il n'a pas été absorbé par elle. Dans cette perspective, le travail effectué par Michel Foucault, à partir du milieu des années 1970, sur la problématique de la gouvernementalité et sur la notion de gouvernement nous a semblé fournir un cadre de référence adéquat pour étudier l'évolution des formes de l'appareil administratif de l'État et de ses interpénétrations avec la société civile au Québec.

Foucault a démontré la dimension politique des «techniques et procédures destinées à diriger la conduite des hommes» dans les domaines de la vie publique ainsi que de la vie privée. Il a mis en évidence le type de rationalité qui légitime

l'intervention «civilisatrice» de l'État. L'émergence, dans l'après-guerre, de ce qu'on a appelé «l'État providence» n'a fait que consacrer plus encore les interventions des États dans le champ du social. L'historique de la gouvernamentalité telle qu'effectuée par Foucault en tant qu'analyse de l'émergence d'un dispositif de rapports savoir-pouvoir, contribuant à reconstruire le champ social en même temps qu'il répond aux demandes, va nous servir de perspective théorique d'analyse pour notre objet.

En adoptant ce positionnement par rapport à la perspective foucauldienne de l'analyse de la gouvernamentalité, nous pouvons aborder de manière différente à ce qui se fait dans le champ de la muséologie, l'étude du développement et de l'évolution des institutions muséales au Québec. De plus, pour nous situer par rapport au champ de la communication, un tel positionnement permet d'adopter une approche plurielle et de dépasser le cadre des analyses qui prennent pour acquis que les musées sont des médias et, qu'en tant que tels, on peut les analyser comme les autres éléments du champ des industries culturelles.

D'un point de vue méthodologique, nous nous situons en référence à l'approche historique, en lien avec le travail de Michel Foucault. L'approche historique cherche à rendre compte de la dimension historique des objets étudiés et elle permet de réinscrire les phénomènes dans leurs contextes d'émergence et d'évolution afin de pouvoir mieux les questionner et les analyser. Le travail de Foucault a beaucoup enrichi et précisé la notion d'histoire; sa démarche consiste à partir des pratiques concrètes, telles qu'elles se donnent à voir. À la lumière de ces pratiques, il articule les savoirs mis en œuvre et analyse comment peuvent effectivement se constituer un certain nombre de choses, sur le statut desquelles il s'interroge ensuite. Il laisse de côté des notions qui pourraient servir de grille

d'intelligibilité des pratiques, pour au contraire les questionner à partir des pratiques.

Dans cette perspective historique, l'analyse discursive — au sens où Foucault l'entend —, semble la méthode la plus appropriée pour saisir la complexité de la situation du secteur muséal au Québec ainsi que la multiplicité des lieux d'où l'on parle des musées. Cette méthode nous permet de nous situer à la fois à l'intérieur du champ de l'étude des musées, mais aussi à l'extérieur de l'histoire de ce champ. Elle implique une perspective interdisciplinaire et intersectorielle qui permet d'immerger la production foisonnante des discours sur les musées dans le champ des relations de pouvoir multiples et mobiles, ainsi que de déchiffrer les mécanismes de pouvoir à partir d'une stratégie immanente aux rapports de force.

L'exercice du pouvoir est au cœur du travail de Foucault. Il analyse les stratégies de pouvoir telles qu'elles se manifestent à travers certaines pratiques culturelles où s'entrecroisent pouvoir et savoir. Dans cette optique, l'approche historique telle que nous la concevons privilégie aussi l'analyse du jeu des intérêts sociaux, des rapports de force, des relations stratégiques de pouvoir. En posant les questions: comment s'est opérée l'inscription des musées dans le champ de la communication? Pourquoi des musées lieux ou instruments de communication?, nous voulons analyser le jeu des intérêts sociaux, les relations stratégiques de pouvoir ayant entouré l'émergence de cette nouvelle façon de penser les musées.

Tirant les leçons de l'analyse de Foucault, on peut affirmer que les musées n'obéiraient pas plus à une unique loi de transformation qui leur serait intérieure (évolution de la muséologie), qu'à une unique loi qui leur serait extérieure (transformation de la conjoncture sociale). L'on ne peut rendre compte de leur transformation par la simple analyse en terme de liens de causalité. Pour

comprendre l'évolution des musées scientifiques, il est nécessaire de se placer — et de les placer — au carrefour des disciplines dont ils peuvent relever, et non pas seulement de les examiner à la lumière d'une grille d'analyse exclusive.

L'ensemble de la démarche méthodologique, qui trouve sa justification dans notre positionnement théorique, est présenté en première partie de cette thèse. Nous allons conduire une analyse discursive qui va se concentrer sur les rapports de savoir-pouvoir entourant les enjeux liés à la muséologie au Québec, tels qu'ils apparaissent dans les stratégies d'action gouvernementales mais aussi à travers tous les éléments constitutifs du dispositif muséal. Notre stratégie de recherche consiste à considérer les discours (au sens foucauldien) en tant qu'activité productrice de la société et témoin de sa dynamique profonde. Les discours politiques, sociaux et institutionnels sur un sujet précis offrent la possibilité d'analyser les aspects conflictuels ou consensuels des représentations en vigueur à un moment précis.

Notre analyse consiste donc à repérer les formations discursives qui marquent l'intention stratégique qui a soutenu le développement muséal et qui a conduit à une nouvelle façon de penser les musées et d'en parler. Cette analyse se situe dans un questionnement plus large qui concerne le jeu des relations stratégiques de pouvoir ayant entouré l'émergence d'une volonté de développement culturel de la province; volonté de développement culturel transcendant les rapports entre État et société civile. Dans la lignée de Foucault, nous avons choisi la voie d'une histoire des pratiques et des types de rationalité dans lesquels celles-là se réfléchissent. Pour reprendre les mots de François Ewald:

Une histoire dynamique, stratégique de la rationalité qui fasse apparaître comment le donné est toujours un construit, comment l'objet naît dans les formes mêmes de sa problématisation, une histoire donc qui s'en tienne rigoureusement au jeu circulaire de la théorie et de la pratique, qui s'interdise de rien imposer de l'extérieur à ce qu'il décrit, qui ne se donne donc rien d'autre

que le jeu de savoir-pouvoir qui était celui-là même à travers lequel les acteurs de l'histoire la menaient.<sup>6</sup>

Dans cette optique, la problématisation de l'émergence et de la structuration du dispositif muséal québécois, des années 1960 aux années 1980, nous conduit à une mise en évidence de la généalogie de la rationalité politique qui a conduit à l'extension de l'action civilisatrice de l'État québécois à la sphère des musées.

Dans la seconde partie, nous allons tout d'abord nous intéresser à l'institutionnalisation du champ culturel au Québec telle qu'elle s'est opérée à partir des années 1960. Avec la Révolution tranquille, on assiste à une affirmation du culturel comme légitimation de la constitution de l'État québécois. La tentative incessante de définition de l'identitaire québécois s'inscrit alors dans une conception large de la culture qui est largement promue par les organismes internationaux et supranationaux tels l'Unesco. Tout au long des années 1960-1970, le culturel s'affirme comme un dispositif spécifique au Québec. Son évolution apparaît même relativement autonome des temps politiques. Dès les années 1970, la notion de développement culturel sert à justifier l'ancrage de plus en plus profond du culturel dans les autres sphères de la société. En faisant du développement culturel un des axes principaux de l'essor de la société québécoise, l'État se donne, dans les années 1970, les moyens d'exercer sa tutelle. Cette analyse de l'institutionnalisation du champ culturel au Québec fait l'objet du chapitre quatre.

Le chapitre cinq s'intéresse à la mise en place du dispositif muséal québécois. Bien que diverses actions aient eu lieu dans ce secteur depuis le début du siècle, c'est surtout à partir des années 1970 que le gouvernement manifeste un réel intérêt

---

6. François Ewald, *L'État providence*, Paris, Grasset, 1986, p. 25.

pour le développement de son intervention dans ce champ. D'abord timide, ces actions s'amplifient au milieu des années 1970. Elles s'opèrent en parallèle avec la structuration du champ culturel dans son ensemble. Nous situons donc notre problématique dans une "économie générale" des discours sur la culture au Québec. En tant qu'établissements culturels, lieux de mémoire et de préservation du patrimoine, dans un contexte de souveraineté culturelle, les musées deviennent peu à peu l'objet d'une attention spécifique. Le Livre blanc sur le développement culturel de 1978 n'hésite pas à affirmer que la mise en application d'une politique de développement d'un réseau muséal est une "inéluçtable urgence". Peu à peu, la préservation de la mémoire n'apparaît plus une raison suffisante au développement muséal, dans le contexte du développement général de la province, on confie aux musées la tâche de contribuer à ce développement en diffusant certaines valeurs, certains savoirs. À cet effet, les musées scientifiques occupent une place importante dans la préoccupation gouvernementale envers les musées à la fin des années 1970.

Le chapitre six nous conduit justement à l'analyse de la place centrale de la question muséale dans l'agenda gouvernemental au tournant des années 1980. Cette période est effectivement marquée par une effervescence de la réflexion sur les musées et la muséologie au Québec au ministère des Affaires culturelles. Le ministère des Affaires culturelles tente alors de proposer et d'imposer une nouvelle vision de la place et du rôle des musées dans la société québécoise, influencé en cela par le renouveau de la pensée muséale qui s'opère sur la scène internationale. L'évolution de la pensée muséale est évidente, qu'il s'agisse de la question de l'agrandissement du Musée du Québec qui débouche finalement sur la décision de créer deux musées distincts: le Musée du Québec et le Musée national de la civilisation, de la proposition d'une politique de développement de



la muséologie québécoise, ou du projet de Musée scientifique. L'analyse des documents relatifs à ces projets nous a conduit à mettre au jour l'enchevêtrement des formations discursives dans lequel s'inscrit le renouveau de la pensée muséale au ministère des Affaires culturelles.

Dans le septième chapitre, nous nous sommes spécifiquement attaché à démontrer en quoi et comment, au tournant des années 1980, le dispositif muséal québécois s'est affirmé comme une sphère d'extension de l'action civilisatrice de l'État. Après avoir mis en évidence la légitimation de l'intervention gouvernementale dans le secteur muséal québécois à cette époque, nous avons fait ressortir les régularités discursives concernant la motivation à cette intervention. Elles se traduisent par l'équation suivante: les musées québécois comme instruments pédagogiques et éducatifs au service de la société. Nous avons poussé notre démarche généalogique afin de questionner cette régularité discursive. Nous avons alors repéré les circonstances historiques qui ont positionné les musées en tant qu'instruments au service de la société ayant une mission éducative à remplir. Cela nous a conduit à centrer notre étude sur les musées scientifiques. Nous avons questionné le contenu de cette mission éducative ainsi que les vertus associées à la muséologie scientifique. Nous avons enfin situé ce questionnement dans la perspective des stratégies gouvernementales entourant l'évolution du dispositif muséal québécois et mis au jour la productivité tactique des discours gouvernementaux relatifs aux musées.

Le huitième et dernier chapitre expose en quelque sorte l'aboutissement de l'effervescence de la question muséale au sein du gouvernement québécois au tournant des années 70. Il se caractérise, dans les années 80, par l'absence d'un musée de sciences et techniques et par l'ouverture du Musée de la civilisation à Québec. Après avoir étudié l'évolution de l'attitude de l'État face à la question de

la muséologie scientifique, nous mettons en évidence le glissement des enjeux entourant ce secteur de la muséologie. Nous présentons également les étapes de la longue gestation du Musée de la civilisation. Nous décrivons les spécificités qui sont les siennes tout en mettant en relief les multiples ancrages de ces spécificités. La trajectoire du Musée de la civilisation, telle qu'elle apparaît aujourd'hui, s'inscrit dans un enchevêtrement de formations discursives qui relèvent aussi bien du champ social, politique, économique, culturel et, bien sûr, muséal.

L'analyse des circonstances et des conditions qui ont rendu possible, dans les années 80, la réalisation du Musée de la civilisation dans la forme qu'il a, démontre qu'effectivement ce Musée marque une rupture par rapport aux pratiques ainsi qu'aux discours muséologiques dominants jusque-là. La principale conséquence de cette rupture est de contribuer à positionner différemment l'institution muséale dans le paysage social. C'est désormais comme média de communication que se positionne ce Musée, plus que comme un strict instrument d'éducation — comme c'était le cas pour les institutions muséales d'auparavant.

Il a été nécessaire de remonter aux années 1960 pour comprendre les origines, les implications ainsi que les tenants et les aboutissants de cette rupture. Aussi, plutôt que de représenter le moment d'émergence de cette rupture dans le dispositif muséal, nous constatons que le Musée de la civilisation en est, en quelque sorte, la concrétisation dans sa forme la plus achevée. Ce phénomène ne se limite plus aujourd'hui au seul Musée de la civilisation. On peut constater qu'il concerne aussi les dernières institutions muséales en sciences nées au Québec.

PREMIÈRE PARTIE:

CONTEXTUALISATION ET  
DÉLIMITATION DE LA  
RECHERCHE

Depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le monde muséal connaît de grandes transformations. Ces transformations touchent aussi bien le rôle, les missions et les fonctions des musées, leurs formes, les catégories de personnel qui y travaillent (de nouvelles professions sont apparues), l'organisation et les manières de faire: expositions temporaires, expositions itinérantes, salles de découvertes, ateliers pédagogiques, centres d'interprétation mobiles, espaces de rencontre, etc. Qu'ils soient musées de sciences naturelles, musées de sciences et techniques ou musées d'art, ils sont aujourd'hui tous touchés par ce processus. Toutefois, on constate que selon leur nature, les musées le sont plus ou moins fortement et rapidement.

Le secteur des musées scientifiques a été le premier touché par ces transformations et il est également le plus prolifique dans ses innovations. De nouveaux types de musées sont apparus dans son champ: les centres des sciences — qui se sont même vus refuser à l'origine l'appellation de musées —, les écomusées, les centres d'interprétation, pour ne citer qu'eux. Ces nouvelles dénominations traduisent l'ampleur des changements. Pourquoi en est-il ainsi, pourquoi le secteur des musées de sciences connaît-il des changements plus importants que les autres secteurs du champ muséal? Cette question marque le point de départ de notre intérêt pour cet objet que sont les musées scientifiques.

Afin de mieux appréhender la problématique des musées de sciences au Québec, et de mieux comprendre les processus à l'œuvre, il semble indispensable de situer l'évolution de ce secteur de façon plus globale, de contextualiser son émergence et son évolution, non seulement au Québec, mais aussi au Canada ainsi que sur la scène internationale. Les musées ont connu deux grands sites de

développement au XVIII<sup>e</sup> siècle: l'Europe et l'Amérique du Nord<sup>7</sup>. Depuis, sur ces deux continents, les musées n'ont cessé de se transformer.

Cette mise en contexte historique fera l'objet du premier chapitre. Elle nous permettra de mettre en perspective le cas du Québec afin de mieux éclairer notre problématique concernant la muséologie scientifique et d'amener nos questions de recherche. Nous constaterons que la question muséale ne peut effectivement pas se comprendre dans le cadre strict d'un pays, ni même en référence à la seule évolution de la discipline. Dans le second chapitre, nous exposerons comment s'est déroulée l'élaboration du cadre de notre recherche ainsi que le positionnement théorique qui est le nôtre pour aborder l'analyse de notre objet. L'approche méthodologique que nous avons privilégiée sera présentée dans le troisième chapitre de cette première partie.

---

7. Georges Henri Rivière, *La museologie selon Georges Henri Rivière, cours de muséologie, textes et témoignages*, Dunod, 1989, p. 51.

## 1. LES MUSÉES SCIENTIFIQUES, UN SECTEUR HISTORIQUEMENT AU COEUR DE STRATÉGIES DIVERSES

---

Les musées se sont développés plus particulièrement en Europe et en Amérique du Nord à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle. Historiquement, les contextes qui ont donné naissance aux musées de sciences sur ces deux continents étaient très différents. Les buts et les fonctions dont les institutions muséales étaient porteuses se situaient sur des plans dissemblables et donc, les changements qu'ont connu les musées n'ont pas suivi un cheminement similaire. Le Canada, quant à lui, se situe à mi-chemin entre les traditions européennes et américaines quant à son développement muséal. Les liens historiques avec l'Angleterre et la proximité du territoire américain expliquent la convergence de certaines pratiques muséales sur son territoire.

Nous allons, dans une première section, délimiter brièvement les contours des contextes historiques et sociaux qui ont donné naissance aux premiers musées en Europe et en Amérique du Nord au XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans une deuxième section, nous décrirons l'évolution des institutions muséales en sciences au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce siècle a en effet été très prolifique en transformations de tous genres. Cela s'est traduit sur le plan muséal par une considérable expansion et diversification des établissements muséaux. Nous aborderons également la question de la structuration du secteur muséal au niveau international. Puis, dans une troisième section, nous traiterons, du mouvement de modernisation des musées qui a résulté de l'ensemble de ces transformations au début du XX<sup>e</sup>

siècle. Dans la dernière section, nous exposerons notre problématique spécifique au Québec ainsi que nos questions de recherche.

### 1.1. DES CABINETS DE CURIOSITÉ AUX MUSÉUMS

La plupart des grands musées du monde d'aujourd'hui sont issus des cabinets d'art et de curiosité qui commencent à se constituer en Occident vers le XV<sup>e</sup> siècle, pour culminer du XVI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle. Les grands voyages d'exploration qui se développent alors rendent populaire l'acte de collectionner des éléments de la nature, parmi les classes sociales les plus privilégiées<sup>8</sup>. La soif d'apprendre et d'expliquer le monde est à l'origine des plus importantes collections réunies par les grandes familles bourgeoises, d'abord en Italie puis dans le nord de l'Europe. Les cabinets désignent alors des lieux relativement fermés et réservés principalement à l'usage des lettrés et des savants. Ils célèbrent l'anormal, le bizarre et l'imagination. Ils recèlent, pour la plupart, des assemblages très hétérogènes de spécimens d'histoire naturelle, d'artefacts de pays lointains, d'art exotique, mais aussi d'art contemporain ou d'antiquités.

La logique qui préside à la constitution de leurs collections peut nous sembler bien étrange aujourd'hui. Le choix des objets, leur disposition et les savoirs dont ils sont porteurs relèvent, en fait, d'une volonté d'accumulation sensée résumer le monde et en expliquer la conception. Ces accumulations d'objets, ces collections, apparaissent n'avoir de sens à nos yeux que si on les resitue par

---

8. Susan Sheets-Pyenson, *Cathedrals of Science: The Development of Colonial Natural History Museums During the late 19th Century*, Montréal, McGill Queens Press, 1988, p. 3.

rapport à l'intérêt qu'elles représentaient pour le savoir et la connaissance des choses du monde à l'époque qui les a vues se constituer. Raymond Montpetit constate: "Pas de collection en effet, sans un acte fondateur qui pose que certains objets recèlent en eux, pour qui sait les lire, des connaissances qui viennent répondre aux questions jugées pertinentes et essentielles par la société d'une époque donnée."<sup>9</sup>

Ces musées "potentiels ou naissants" — pour reprendre l'expression de Georges Henri Rivière, désignant les collections privées et les cabinets — se transforment dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle.

[Le musée] naît, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, de la transformation des idées politiques, de la substitution progressive du principe démocratique au principe aristocratique. Trésors religieux ou princiers, cabinets d'amateurs jusqu'alors parcimonieusement ouverts à quelques privilégiés accueillent soudain le public.<sup>10</sup>

Examinons plus en détail comment cette transformation est influencée, sur les deux continents, par de grands événements: tandis que l'Europe accentue ses conquêtes coloniales, la France est marquée par sa Révolution et par la philosophie des Lumières, et l'Amérique du Nord accède à l'indépendance.

### 1.1.1. La philosophie des Lumières

La France est l'un des premiers pays d'Europe à avoir ouvert au public un cabinet de sciences naturelles: le "jardin des plantes du Roi". Fondé à Paris en

---

9. Raymond Montpetit, "Exposer le savoir et savoir exposer: les champs disciplinaires et la muséologie", in *Cahiers de recherche*, Québec, Musée de la civilisation, n° 2, novembre 1990, p. 13.

10. R. Huyghe, *Revue des deux mondes*, octobre 1937, cité par François Dagognet, *Le musée sans fin*, Paris, Champ Vallon, coll. "Milieux", p. 120.



1626 par des médecins de Louis XIII, puis développé et agrandi par Buffon, il comprend alors également le “cabinet du roi”, exposant essentiellement des plantes médicinales. Héritier de cet ensemble, le Muséum d'histoire naturelle, est créé par décret de la Convention en 1793. Mentionnons que l'histoire naturelle connaît une vogue extraordinaire en France durant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle. Les cabinets d'amateurs se multiplient et, bien qu'ils soient rarement spécialisés, ce sont les spécimens d'histoire naturelle qui y recueillent la plus grande faveur<sup>11</sup>.

Le Muséum d'histoire naturelle constitue la seconde initiative consacrée par la Convention nationale, la première ayant été le décret annonçant la création du musée du Louvre (Muséum Central des Arts), en août 1792<sup>12</sup>. La diffusion de l'esprit des Lumières et des idées de la Révolution française contribue à la transformation des collections privées en musées publics. Préconisant l'accessibilité du plus grand nombre aux connaissances humaines, véhiculant les idées généreuses de vulgarisation scientifique, le mouvement des Lumières n'est pas sans influence sur le développement même de la notion de musée, qui prend alors le sens que nous lui connaissons aujourd'hui. La Convention, en instituant successivement les musées que nous venons de citer — et bien d'autres de divers types (artistique, historique, scientifique, technique, militaire) — en est la preuve. De plus, ce vaste mouvement ne demeure pas limité à Paris.

Après avoir été au XVII<sup>e</sup> siècle «le fait du prince», le musée, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle tend à se transformer pour servir à l'éducation des artistes et du public.

- 
11. Voir notamment à ce sujet, Yves Laissus, “Les cabinets d'Histoire naturelle”, in René Taton (sous la direction de), *Enseignement et diffusion des sciences en France au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hermann, 1986, p. 659-666.
  12. Ministère de la Culture et de la Communication, *Les Musées*, Paris, La Documentation française, Coll. “État et Culture”, 1991, p. 21-22.

C'est à la Révolution française qu'il doit sa forme institutionnelle; l'extension des idées de la Révolution le répand dans toute l'Europe.<sup>13</sup>

La Révolution française, dès 1789, met en route le processus d'appropriation des «biens nationaux» afin d'assurer la sauvegarde des richesses du pays et de les protéger du vandalisme. Pour Roland Schaer<sup>14</sup>, elle crée un "espace neutre" qui fait oublier la signification religieuse, monarchique ou féodale de ces biens: le musée.

C'est en 1791 qu'apparaît pour la première fois le terme musée dans le dictionnaire de l'Académie française. Il désigne alors uniquement un lieu: "Lieu destiné soit à l'étude des Beaux-Arts, des Sciences et des Lettres, soit à rassembler des monuments relatifs aux Arts, aux Sciences et aux Lettres<sup>15</sup>". Cette définition, précise Dagognet, est reprise dans l'édition de 1832, qui introduit de plus le terme muséum en lui donnant le même sens que celui de musée. Jean Châtelain mentionne qu'aux environs de la Révolution française, les musées portaient tous le même nom, celui de muséum: "N'oublions pas que le premier nom du musée du Louvre était le Muséum Central des Arts et qu'il faisait très exactement pendant au muséum d'histoire naturelle<sup>16</sup>". Le Muséum d'histoire naturelle possède alors une triple mission: la conservation de collections basées sur les grandes systématisations taxonomiques, la recherche, la formation et la divulgation des connaissances.

---

13. Germain Bazin, *Le temps des musées*, Liège et Bruxelles, Desoer, 1967, page couverture.

14. Roland Schaer, *L'invention des musées*, Paris, Découvertes Gallimard/Réunion des musées nationaux, 1993, p. 51.

15. Cité par François Dagognet, *op. cit.*, p. 105.

16. Jean Chatelain, in Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, *Rencontre de Grenoble. Musée d'histoire naturelle, science et cité*, *op. cit.*, p. 136.

Le XVIII<sup>e</sup> siècle est celui des grands développements des sciences naturelles et, à cette époque, les musées de sciences sont essentiellement des musées de sciences naturelles. Les sciences exactes et les techniques, ne possèdent pas encore de véritables musées, mais plutôt des cabinets d'objets techniques et d'instruments de physique, d'usage privé<sup>17</sup>. Le Conservatoire des Arts et Métiers remédie à cette situation. Créé par l'abbé Grégoire en 1794 à Paris — dans la lancée de la Convention à la suite du Louvre et du Muséum d'histoire naturelle —, il est parmi les premiers musées techniques à être ouverts au public. C'est ainsi à la France que revient le rôle de précurseur de la promotion de la technique à l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle. Mentionnons cependant qu'on attribue à cet établissement le nom de Conservatoire et non pas celui de Museum, laissant ainsi planer une ambiguïté sur ses fonctions.

Les premiers fonds du Conservatoire des Arts et Métiers sont constitués par les collections personnelles de Vaucanson, ingénieur mécanicien français, qui les avait données au Roi. De plus, le Conservatoire réunit tous les outils et machines nouvellement inventés ou perfectionnés et les présente en démonstration afin de permettre une expérience directe. Leur exposition répond alors au besoin d'en permettre la reproduction et l'étude afin de servir le perfectionnement et le progrès de l'industrie nationale, et ce, à un moment où la technique française piétine derrière celle de l'Angleterre<sup>18</sup>.

Les objectifs des fondateurs étaient politiques et économiques. Le financement par les pouvoirs publics de l'éducation pratique offrait aux travailleurs qualifiés l'occasion d'améliorer tout à la fois leur propre bien-être et celui de la jeune

---

17. Georges Henri Rivière, *La muséologie selon Georges Henri Rivière*, *op. cit.*, p. 51.

18. OCIM, *op. cit.*, p. ix.

République, en rendant les produits français plus compétitifs face à leurs concurrents.<sup>19</sup>

Les faveurs que l'État accorde alors à cet établissement, précise Eckhard Bolenz, possèdent "une dimension à la fois morale, démocratique et pédagogique<sup>20</sup>". Elles ont leur source à la fois dans les besoins de représentation et dans la nécessité d'encourager l'activité économique. Le Conservatoire des Arts et Métiers possède ainsi une double mission: présentation muséologique et enseignement pour les jeunes et les adultes (éducation professionnelle et formation continue). Il participe directement à la volonté de faire reconnaître, en France, la science et la technique comme partie intégrante de la culture<sup>21</sup>. Il innove dans le sens où il symbolise une rupture par rapport au mode de culture dominant à cette époque, où culture signifie alors avant tout culture littéraire et artistique, la science et la technique étant peu valorisées, contrairement à l'Angleterre. Avec le Conservatoire, la science ainsi que ses applications technologiques ont désormais droit de cité, au même titre qu'une œuvre d'art, dans un musée. Le Conservatoire contribue ainsi à légitimer et à diffuser le savoir scientifique et technique et les valeurs l'entourant.

En cette fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la philosophie des Lumières domine toute la pensée sociale. L'État est reconnu comme ayant une responsabilité à l'égard du peuple, il doit veiller à son éducation, au partage des connaissances, à la diffusion

---

19. Miriam Levin, "La ville: un musée technique", in Brigitte Schröder-Gudehus (sous la direction de), *La société industrielle et ses musées*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1992, p. 79.

20. Eckhard Bolenz, "Entre publicité, nostalgie et pédagogie. L'évolution des musées des techniques et de l'industrie en Allemagne", in Brigitte Schröder-Gudehus, *ibid.*, p.241-242.

21. André Conquet, *Des musées pour quoi faire? Conservatoires du passé ou tremplins pour l'avenir*, Paris, Le Centurion, p. 44.

du savoir. L'ouverture des portes des collections royales découle de cet état d'esprit. La liberté et l'égalité concernent aussi l'accession au savoir. Les institutions muséales conservent un rôle de prestige, de collection et de recherche, mais elles voient peu à peu se développer leur mission d'éducation et celle de protection du patrimoine. D'ailleurs, dans cette optique, le Musée des Monuments français voit le jour en 1795. Il privilégie une approche pédagogique en exposant des sculptures, des moulages et des maquettes dans une grandiose mise en scène<sup>22</sup>.

Sous cette impulsion, la plupart des pays d'Europe continentale transforment, au XVIII<sup>e</sup> siècle, leurs collections privées, royales ou princières, en institutions publiques, en musées accessibles au peuple. Les collections passent ainsi d'une accessibilité très limitée à une accessibilité de plus en plus large. Mais c'est surtout la bourgeoisie que va profiter de cette ouverture. Mentionnons que si ce processus de muséalisation et d'étatisation des collections des souverains se généralise en Europe, des musées naissent également à l'initiative d'États. C'est le cas du British Museum, dont les collections ont été acquises de l'université d'Oxford par le Parlement britannique en 1753, et qui fut ouvert au public en 1759. Déjà l'université d'Oxford se montrait préoccupée d'ouvrir ses collections au public en plus d'assurer la conservation des collections. En fait, contrairement à de nombreux pays européens, la Grande Bretagne ne possédait pas de collections royales qui pouvaient simplement être transformées en musée public. Le British Museum comportait à l'origine des collections d'histoire naturelle, de

---

22. Roland Schaer, *L'invention des musées*, op. cit., p. 63.

chimie, de numismatique et de peintures et il était avant tout une institution pour l'avancement des sciences<sup>23</sup>.

L'Amérique du Nord connaît elle aussi une forte croissance dans le secteur muséal à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais dans des circonstances fort différentes de celles de l'Europe, examinons les.

### 1.1.2. L'esprit nord-américain

Avant le XVIII<sup>e</sup> siècle, on trouvait sur le territoire américain — , comme en Europe — des collections privées et des cabinets. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les États-Unis répondent à l'impulsion européenne en ce qui concerne le développement des musées. Ces derniers y connaissent également un fort développement, mais dans un esprit et dans un contexte totalement autre que celui de l'Europe. Faute de collections royales et de décisions publiques, l'émergence des musées suit une autre voie.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, sur le continent nord-américain, l'intérêt porté à l'histoire naturelle, à la science en général et à ses applications technologiques, domine celui porté à l'art. On souhaite avant tout comprendre, reproduire et expliquer le fonctionnement de l'univers, on se soucie de l'exploitation des ressources de cet immense territoire. Tout ce qui peut permettre de mieux les exploiter afin de bâtir le pays est privilégié. Les cabinets de curiosités et de sciences sont, au XVIII<sup>e</sup> siècle, le reflet de ces préoccupations.

---

23. Germain Bazin, *Le temps des musées*, op. cit., p. 144-147.

The new emphasis on study by observation encouraged the formation of new collections which at times were connected with laboratories. The new collectors were dedicated to the pursuit of knowledge; they did not cultivate elegant pastimes as many of their predecessors had done. Their systematic style led to a more careful recording of specimens in catalogues they wrote themselves or had written by others.<sup>24</sup>

Le monde des affaires, de l'industrie, de l'agriculture encouragent les initiatives relevant de la promotion de la science sous toutes ses formes. Ils contribuent au financement de ces cabinets qui ont une fonction importante de légitimation, de diffusion et de promotion de la culture scientifique. Ce faisant, ils agissent, à la fois sous couvert d'un idéalisme humanitaire œuvrant pour l'avenir de la Nation, pour le bien-être collectif, et pour leurs propres intérêts.

Les circonstances ayant présidé à la création des musées étaient donc bien différentes en Europe et en Amérique du Nord. Les initiatives en vue de la création de musées ou de leur développement ne viennent pas de l'État. Beaucoup de musées naissent à l'initiative de sociétés savantes<sup>25</sup>, d'autres à celle d'établissements d'enseignement qui souhaitent ainsi accroître leur prestige, ou encore, tout simplement, à celle de collectionneurs privés. Les discours sur la place de la science et de la technique dans la société, le statut de ces disciplines et les valeurs les entourant répondent également à d'autres préoccupations. D'un côté on a un continent possédant une culture fortement littéraire et artistique, défendue ardemment par une élite aristocratique et bourgeoise, qui occupe elle-même les sphères du pouvoir politique. D'un autre côté, on trouve un territoire

---

24. Alma S. Wittlin, *Museums: in search of usable future*, Cambridge, Massachusetts and London, England, The MIT Press, 1970, p. 41-42.

25. Laurence Vail Coleman, *The museum in America, a critical study*, Washington D. C., The American Association of Museums, 1939, p. 8-9.

d'immigration où les citoyens ayant fuit pour la plupart les guerres de religion et les monarchies d'Europe, veulent prendre leur devenir social en main.

Le rêve américain se caractérise, pour la majorité d'entre eux, par la libre initiative, le libre accès aux ressources de la terre, par la chance pour chaque individu de devenir membre de n'importe quel groupe social et par la foi en l'éducation comme moyen d'accroissement du bien-être humain. Le fondement politique et philosophique de cet état d'esprit n'est alors pas celui des Lumières, affirme Alma S. Wittlin<sup>26</sup>, mais il est plutôt issu de la pensée de Tocqueville. L'État n'est pas considéré comme ayant une responsabilité devant les citoyens. Ce sont, au contraire, les individus, personnes autonomes, qui se doivent d'œuvrer pour le bien social. Les citoyens, responsables, considèrent que leurs actions contribuent au bien collectif de la nation. Cet esprit est celui fondateur de la Nation américaine. Il domine encore aujourd'hui et on ne peut mieux le symboliser que par cette phrase célèbre de John F. Kennedy: "Ne vous demandez pas ce que l'État peut faire pour vous, mais bien ce que vous pouvez faire pour l'État".

Au Canada, les véritables premiers musées n'apparaissent qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Avant cela, il n'y a "pas trace d'un mouvement muséologique dans le champ scientifique ou technique", commentent Paul Carle et al.<sup>27</sup>; il ne s'agit que de collections particulières ou de cabinets privés. Voyons ce qu'il en est.

---

26. Alma S. Wittlin, *Museums: in search of usable future*, op. cit., p. 106.

27. Paul Carle et al., "Le mouvement de modernisation des musées scientifiques au XX<sup>e</sup> siècle", *Fontanus*, vol. III, 1990, p. 77.



### 1.1.3. Les premiers musées de sciences au Canada

Les premières collections furent constituées par les explorateurs et les premiers administrateurs des colonies de la Nouvelle-France. Selon Philippe Dubé et Raymond Montpetit<sup>28</sup>, l'intendant Michel Bégon (1667-1747), collectionneur de spécimens indigènes, implante cette pratique en Nouvelle-France au XVII<sup>e</sup> siècle. La plupart des collectionneurs de cette époque réunissent dans des cabinets d'amateurs des choses précieuses qui flattent leur orgueil, ceci dans un but purement scientifique ou de loisir. Ces cabinets ne sont généralement pas ouverts au grand public, même si celui-ci n'en est pas exclu.

La conquête anglaise de 1759 ralentit ce mouvement, et il faut attendre les années 1800 pour qu'il reprenne et voit se constituer les premiers musées. Après l'adoption de la constitution de 1791, la situation politique au Canada se stabilise. La division du territoire canadien en deux provinces, en deux unités politiques que sont le Haut et le Bas-Canada, ainsi que l'évolution démographique et sociale de la colonie ne sont pas étrangères au développement des musées. Comme l'expliquent Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras:

Avec la croissance des villes et du commerce, on voit apparaître au Bas-Canada une bourgeoisie de marchands et de professions libérales, qui prend sa place aux côtés des officiers de l'administration coloniale et des anciennes familles seigneuriales. Peu à peu, le climat culturel et intellectuel du Bas-Canada va se ressentir de ce gonflement des classes aisées.<sup>29</sup>

---

28. Philippe Dubé et Raymond Montpetit, "Savoir et exotisme. Naissance de nos premiers musées", *Cap-aux-Diamants*, n°25, printemps 1991, p. 10.

29. Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras, *Histoire des sciences au Québec*, Montréal, Boréal, 1987, p. 77.

Selon Raymond Duchesne et Paul Carle<sup>30</sup>, en ce début de XIX<sup>e</sup> siècle, on cultive les sciences au même titre que les arts ou la littérature, et "l'histoire naturelle est la science de prédilection". Pour ces auteurs, l'omniprésence des collections d'histoire naturelle montre que l'étude de cette science fait partie du style de vie de la bourgeoisie canadienne. Cet engouement est d'ailleurs similaire à celui du public anglais ou américain de l'époque. Il tient à de nombreuses causes: intérêts pragmatiques tels ceux des ingénieurs civils, de ceux se préoccupant d'agriculture "scientifique", des médecins, etc., ou encore à la vogue de la théologie naturelle, aux arguments confortant le sentiment religieux, à la veine romantique. Les collections sont également entourées d'un prestige divin, soulignent Paul Carle et al.:

la nature et ses manifestations sont perçues comme un témoignage divin (...); la collection de spécimens d'histoire naturelle constitue ultimement une façon "scientifique" de vouer un culte au Créateur. Prestige institutionnel, prestige divin, prestige scientifique forment l'aspect latent des fonctions du Musée ou de la collection.<sup>31</sup>

Ainsi, au XIX<sup>e</sup> siècle au Canada, les collections scientifiques sont le reflet de ces préoccupations qui ne diffèrent guère de celles que l'on trouve aux États-Unis, également territoire d'immigration. Les collections se développent surtout grâce aux efforts de particuliers et à la volonté de certains individus fortunés et passionnés. Beaucoup des premiers musées ne perdurent d'ailleurs pas plus d'une

---

30. Raymond Duchesne et Paul Carle, "L'ordre des choses: Cabinets et Musées d'Histoire Naturelle au Québec (1824-1900)", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, n°1, été 1990, p. 3-30.

31. Paul Carle et al., "Le mouvement de modernisation des musées scientifiques au XX<sup>e</sup> siècle", *op. cit.*, p. 79.

génération, confrontés qu'ils sont à leur situation financière, explique J. Lynne Teather<sup>32</sup>.

Les deux musées ouverts au public au Bas-Canada au début du XIX<sup>e</sup> siècle illustrent cette situation. Le musée de Pierre Chasseur, véritable Museum d'histoire naturelle, est créé en 1824 à Québec, et ouvert au public en 1826. C'est la plus ancienne des institutions à caractère muséologique connue au Québec. Le Cabinet de Curiosités Naturelles et Artificielles de Tomasso Delvecchio est, quant à lui, ouvert en 1824 à Montréal<sup>33</sup>. Il rassemble notamment des spécimens de curiosités naturelles, des automates, des instruments de musique et des figures de cire.

Ces musées connaissent bien des déboires. Le Musée de Tomasso Delvecchio sombre rapidement dans l'obscurité après la mort de son propriétaire en 1826. Quant à Pierre Chasseur, il doit multiplier les démarches politiques pour obtenir l'appui du gouvernement, qui finalement se porte acquéreur de ses collections en 1836.

Le musée vaut à Chasseur les félicitations de plusieurs journaux, mais hélas, ne lui apporte pas la richesse. Dès 1826, le naturaliste se voit réduit à solliciter une subvention de l'Assemblée et du gouverneur afin de sauver sa collection des griffes des créanciers. (...) Les députés lui accordent d'abord 350 puis encore £ 400 en 1830. Rien n'y fait. En 1836, le pauvre Chasseur n'a d'autre choix que de remettre sa collection entre les mains de l'Assemblée pour le montant de sa dette.<sup>34</sup>

---

32. J. Lynne Teather, "La création des musées au Canada (jusqu'en 1972)", *Muse. L'État des musées au Canada*, vol. 10, n°2 et 3, septembre 1992, p. 33.

33. Voir: Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras, *Histoire des sciences au Québec*, *op. cit.*, p. 87-92; Philippe Dubé et Raymond Montpetit, "Savoir et exotisme. Naissance de nos premiers musées", *op. cit.*, p. 11; Raymond Duchesne et Paul Carle, "L'ordre des choses", *op. cit.*, p. 9-11.

34. Luc Chartrand, Raymond Duchesne, Yves Gingras, *ibid.*, p. 87-88.

Si l'on regarde, avec Raymond Duchesne et Paul Carle<sup>35</sup>, les raisons invoquées par les députés de l'Assemblée pour justifier l'appui au Musée Chasseur, l'on constate que le Bas-Canada est plus enclin à suivre l'exemple britannique où l'État accepte de prêter main-forte à l'initiative privée, que la tradition américaine du strict laisser faire. Le Canada, à cette époque, présente donc une situation particulière en ce qui concerne les musées. Les mentalités y sont quelque peu différentes, de par les liens qui unissent ce pays à l'Angleterre. L'intention de plusieurs députés de l'Assemblée était de faire de la collection de Chasseur le point de départ d'un musée "national" répondant à la fois aux besoins de la science, de l'enseignement et de l'éducation populaire. Finalement un tel musée ne verra pas le jour puisque le gouvernement abandonne les collections à la *Literary and Historical Society* de Québec, en 1841.

Précisons que les sociétés savantes connaissent un grand développement au début du XIX<sup>e</sup> siècle sur le sol canadien. Avec elles, "la science trouve sa place dans les salons aristocratiques et bourgeois de la colonie" précise Raymond Duchesne<sup>36</sup>. Beaucoup de ces sociétés rassemblent d'ailleurs des collections scientifiques et les ouvrent, dans certaines conditions, au public: la *Literary and Historical Society* de Québec en 1823, la société pour l'encouragement des sciences et des arts au Canada en 1827, la *Montreal Natural History Society* en 1828. Mais même si elles accueillent parfois le grand public, ces sociétés savantes demeurent des institutions relativement "élitistes".

---

35. Raymond Duchesne et Paul Carle, "L'ordre des choses", *op. cit.*, p. 11.

36. Raymond Duchesne, "De Jacques Cartier à la «Big Science»", *Continuité*, n°26, hiver 1985, p. 15.

Chartrand, Duchesne et Gingras<sup>37</sup>, expliquent que pour des raisons politiques, le gouverneur général du Canada, représentant de la couronne, accordait sa protection aux arts et aux sciences. Il appuyait, par des actions circonstanciées, la formation des sociétés savantes et aidait la mise sur pied ou la sauvegarde de musées scientifiques dus à des initiatives privées. Les sociétés savantes œuvraient alors, pour la plupart, à la fois pour la promotion des arts et des sciences qui constituaient la "culture savante" d'une élite de la population. Par conséquent, les musées et cabinets d'histoire naturelle du Bas-Canada, jusqu'à la fin des années 1850, "reflètent davantage le style de vie et les intérêts culturels d'une classe aisée que des préoccupations «professionnelles»", soutiennent Duchesne et Carle<sup>38</sup>. Après l'échec du musée Chasseur, un autre musée public voit le jour: celui de la Commission géologique, créé à Montréal en 1842 par le Gouvernement du Canada-Uni. Ses collections seront transférées à Ottawa en 1881 pour fonder le musée national.

Ainsi, le Bas-Canada offre un contexte spécifique en ce qui concerne le développement des musées de sciences. Bien que les conditions sociales et économiques soient semblables à celles des États-Unis, le Canada reste, dans sa philosophie politique, plus proche de l'Europe et plus précisément de l'Angleterre. Il n'a d'ailleurs pas emboîté le pas à la Révolution américaine ce qui a justement eu pour effet de renforcer ses liens avec l'Angleterre.

Au seuil du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré des contextes différents, l'Europe et l'Amérique du Nord voient les cabinets de curiosités donner naissance à des institutions

---

37. Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras, *Histoire des sciences au Québec*, op. cit., p. 78.

38. Raymond Duchesne et Paul Carle, "L'ordre des choses", op. cit., p. 14-15.

correspondant beaucoup plus au sens moderne du mot musée. Mais c'est surtout au cours du XIX<sup>e</sup> siècle que les musées se multiplient un peu partout dans le monde. Ce mouvement de croissance n'ira pas sans une diversification et une évolution des formes des musées de sciences, comme nous allons pouvoir le constater.

## 1.2. LE MOUVEMENT D'EXPANSION ET DE DIVERSIFICATION DES MUSÉES

Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les musées connaissent un fort mouvement d'expansion à travers le monde. Ce siècle est d'ailleurs souvent qualifié d'âge d'or des musées. Ces derniers se multiplient et se diversifient tout à la fois, bénéficiant d'une conjoncture favorable et répondant à de nouvelles préoccupations. Le développement industriel sans précédent qui gagne l'Europe (particulièrement la France, la Grande Bretagne et l'Allemagne) ainsi que l'Amérique du Nord, la spécialisation des établissements muséaux, le succès des expositions universelles et l'émergence des sciences humaines dans le champ muséal, contribuent au mouvement d'expansion et de diversification des musées. Toutefois, malgré ces mouvements, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les musées de sciences naturelles resteront le type de musée dominant en Amérique du Nord.

### 1.2.1. Multiplication et spécialisation des musées

Après l'ébranlement révolutionnaire, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'essor économique et industriel lié à un besoin grandissant de renouer avec l'histoire, de soutenir la

formation d'un état d'esprit historique en conservant toutes formes de l'activité humaine, favorisent la croissance des musées.

Né de la rupture révolutionnaire, le musée est pour les régimes successifs du XIX<sup>e</sup> siècle un moyen privilégié de renouer avec l'Histoire, d'en établir la continuité. Il est par là même, un efficace et prestigieux instrument de propagande politique.<sup>39</sup>

En France, le château de Versailles est même transformé en Musée historique par Louis-Philippe et inauguré en juin 1837. Germain Bazin, commentant ce phénomène, constate qu'il s'accompagne d'une grande idolâtrie du passé, "contrepois d'une certaine complaisance au présent, mais à un présent qui s'éprouve comme un moment dans la course accélérée vers un avenir, dont les perspectives finissent par effrayer"; il ajoute: "le musée d'histoire sera lié étroitement à la politique pendant tout le cours du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>40</sup>".

En Europe, cet engouement pour le passé se manifeste essentiellement à travers l'apparition de musées dédiés à l'histoire nationale, à l'affirmation des identités nationales, voire au nationalisme, et à la légitimation du pouvoir politique par les musées. K. F. Waagen, historien d'art et premier directeur du Musée royal de Berlin, dira au XIX<sup>e</sup> siècle: "Le premier but d'un musée est de favoriser la formation spirituelle d'une Nation par la contemplation du Beau<sup>41</sup>". Dès lors, l'institution muséale ne cessera d'être impartie d'un rôle social de plus en plus important.

---

39. Ministère de la Culture et de la Communication, *Les Musées*, Paris, La Documentation française, Coll. "État et Culture", 1991, p. 26.

40. Germain Bazin, *Le temps des musées*, op. cit., p. 6, 225.

41. Cité par Roland Schaer, *L'invention des musées*, op. cit., p. 78.

En Amérique du Nord, le début du XIX<sup>e</sup> siècle est également marqué par un développement du goût pour l'histoire; les sociétés historiques se multiplient. Toutefois, le sentiment nationaliste n'a pas la même portée qu'en Europe. Il conduit à la création du premier musée public national en 1855. Après huit années de débats au congrès, le gouvernement américain décide enfin l'instauration d'un musée public national: la *Smithsonian Institution*. Cette institution a pour mission de contribuer au sentiment d'unité des différents états, à la promotion du caractère national. Désirant avant tout contribuer à l'avancement des connaissances et à leur diffusion à travers le pays, la *Smithsonian* met l'accent sur la recherche à partir des collections et sur la diffusion<sup>42</sup>.

L'extension des échanges internationaux, le foisonnement de la libre entreprise favorisent eux aussi la multiplication des collections et une certaine spécialisation des institutions muséales. Peu à peu, les musées se répartissent en quelques grands domaines: les musées d'art et d'archéologie (auxquels sont liés les musées d'ethnographie), les musées d'histoire, les musées de sciences de la nature et les musées de techniques. Les musées de sciences deviennent totalement séparés des musées d'art au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, précise Alma S. Wittlin<sup>43</sup>. En 1883, la collection de sciences naturelles du British Museum est déménagée dans un autre bâtiment. Par ailleurs, les spécimens se rapportant à un sujet précis sont rassemblés afin de former des collections distinctes, même à l'intérieur d'un bâtiment. La présentation de la peinture, quant à elle, se fait désormais par écoles. Vers la fin du siècle, les premiers musées d'art contemporain sont créés, ainsi que les musées d'art décoratif liant l'art à l'industrie. Wittlin poursuit: "Around 1870,

---

42. Alma S. Wittlin, *Museums: in search of usable future*, Cambridge, Massachusetts and London, England, The MIT Press, 1970, p. 125.

43. Alma S. Wittlin, *Museums: in search of usable future*, *ibid.*, p. 121-122.



at the time of the foundation of the two great museums in New York, of art and of natural history, the earlier dream of a small universe under a single roof had dimmed, and specific types of museums occupied the mind of people”.

La multiplication et la diversification des musées conduit non seulement à la dissociation des sciences et des arts, mais également à l'émergence de structures totalement différentes. Le premier parc national voit le jour en 1872 aux États-Unis: le *Yellowstone Park*. Quant au Canada, c'est en 1885 qu'il crée le Service des parcs canadiens, et en 1887 qu'il ouvre son premier parc naturel, à Banff; il sera suivi de plusieurs autres. Ces “musées de la nature sauvage”, comme les appelle Georges Henri Rivière<sup>44</sup>, se propagent ensuite progressivement à travers le monde.

Ainsi, sur le territoire nord-américain comme en Europe, la stabilisation de la situation politique, l'essor économique et industriel et l'accroissement des échanges favorisent la multiplication et la diversification des musées. Les expositions universelles, qui se développent surtout vers la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, contribuent également à ce phénomène. Montées à la gloire de l'industrie et de la technologie, pour le développement de la production de masse, ces expositions remportent un vif succès. D'abord locales, elles deviennent rapidement des événements internationaux. Un intérêt de plus en plus poussé pour la culture technique se manifeste, intérêt essentiellement lié au développement de la civilisation industrielle<sup>45</sup>.

---

44. Georges Henri Rivière, *La muséologie selon Georges Henri Rivière*, *op. cit.*, p. 56.

45. R. Huyghe, *Revue des deux mondes*, octobre 1937, cité par François Dagonet, *Le musée sans fin*, Paris, Champ Vallon, coll. “Milieux”, p. 121.

Bernadette Bensaude-Vincent note que les expositions internationales ou universelles insistent sur les développements de la civilisation et célèbrent invariablement le progrès.

Si la science reste plus discrète dans l'espace physique des expositions, elle est omniprésente dans les discours qui les accompagnent, exaltée, louée, encensée comme condition des progrès et prouesses technologiques. Aussi, par-delà les enjeux économiques, commerciaux et industriels, par-delà les rivalités nationales, les opérations politiques de prestige ou les espoirs de paix sociale, les expositions se présentent comme de grandes entreprises vulgarisatrices. La plupart d'entre elles ne diffusent que de maigres contenus de savoir, en dépit de bonnes intentions éducatives affichées, mais elles véhiculent des images fortes de la science et des techniques et leur attachent des impressions, des sensations, qui contribuent largement à leur pénétration dans le tissu social. Et comme elles accomplissent l'exploit de réunir ponctuellement des millions de visiteurs, de faire converger en un même lieu pendant six mois industriels et ouvriers, savants et amateurs, spécialistes ou simples curieux, elles inaugurent une «culture de masse».<sup>46</sup>

Bensaude-Vincent relève que depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la diffusion des sciences parmi le peuple apparaît comme une problématique centrale des sociétés occidentales, et que cette problématique résulte du mouvement positiviste qui a traversé tout le XIX<sup>e</sup> siècle. Elle raconte également qu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle en Angleterre, des instituts visaient à instruire les travailleurs pour les éloigner de la dépravation morale. Vulgariser la science c'est alors travailler à un nouvel ordre social, "la science populaire apparaît comme l'un des moyens possibles de contrôle social"<sup>47</sup>, écrit-elle. Ayant cherché à historiciser l'idée de la nécessité de la vulgarisation scientifique, elle en arrive à la conclusion que cette dernière apparaît moins comme un phénomène nécessaire que comme un "carrefour d'intérêts convergents", un "élément rare de consensus social".

---

46. Bernadette Bensaude-Vincent, "Un public pour la science: l'essor de la vulgarisation au XIX<sup>e</sup> siècle", *Réseaux*, Paris, CNET, n°58, mars-avril 1993, p. 51.

47. Bernadette Bensaude-Vincent, *ibid.*, p. 56.

Le succès rencontré par les expositions universelles contribue très souvent à donner naissance à un musée dans les villes où elles se tiennent. Roland Schaer précise qu'à chaque fois, les enjeux économiques sont invoqués, car ces établissements ont aussi pour vocation de stimuler les productions nationales, à un moment où le libre-échange se généralise<sup>48</sup>. La première exposition internationale est celle de Londres en 1851, elle entraîne la création du musée *South Kensington*. Ce musée innove par son architecture de fonte et de verre, ouvertement utilitaire, aux antipodes des «temples de l'art». L'Angleterre est alors le premier pays d'Europe à montrer l'incidence de l'industrie sur les musées. De plus, poursuit Roland Schaer, il reste ouvert le soir et utilise l'éclairage artificiel, rendant ainsi son accessibilité plus grande. Il inaugure également la pratique des expositions temporaires en empruntant à des particuliers.

Mentionnons que ce musée sera plus tard divisé en deux: le *Victoria and Albert Museum* d'une part, et le *Science Museum* qui ouvre son propre bâtiment de l'autre côté de la rue en 1928<sup>49</sup>. Le *South Kensington museum* devient rapidement un exemple qui sera suivi par beaucoup d'autres à travers l'Europe. Mais l'influence des expositions universelles ne se cantonne pas seulement à l'Europe, elle se répand également aux États-Unis. L'exposition de 1876 à Philadelphie contribue à accroître considérablement les collections du *United States National Museum*. L'exposition universelle de Chicago en 1893 laisse le Muséum d'histoire naturelle, et ces exemples ne cessent de se reproduire.

---

<sup>48</sup>. Roland Schaer, *L'invention des musées*, op. cit., p. 92.

<sup>49</sup>. Melanie Quin, "Clones, hybrides ou mutans? L'évolution des grands musées scientifiques européens", *Alliage. Science et culture en Europe*, Été-automne 1993, n° 16-17, p. 264-265.

Non seulement ces expositions universelles favorisent le mouvement d'expansion des musées, mais elles démocratisent aussi le phénomène culturel et influencent les manières de faire des musées, notamment des musées de sciences. Les expositions innoveront par leurs techniques de présentation: démonstrations de machines, de mécaniques en mouvement, participation du public, etc. Ce faisant, elles donnent le goût d'autres choses aux visiteurs et les musées de sciences s'inspireront de ces pratiques<sup>50</sup>. Le *Deutsches Museum* de Munich, créé en 1903, le *Science Museum* de Londres témoignent de l'introduction de ces nouvelles manières de faire dans les musées. Le Planétarium, installé à Paris en 1913, participe aussi de ce mouvement. Les musées scientifiques se veulent de plus en plus instructifs et recueillent, dès lors, la faveur du public qui les visite en plus grand nombre.

Le *Deutsches Museum* de Munich, conçu en 1903 et achevé en 1925, est l'héritier direct des expositions universelles<sup>51</sup>. Premier grand musée de ce type du XX<sup>e</sup> siècle, il se veut l'incarnation institutionnelle d'un véritable manuel vivant des sciences et des techniques, et sa mission pédagogique a pour but essentiel d'attirer la jeunesse. Eckhard Bolenz note toutefois qu'au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, en Allemagne, la philosophie néo-humaniste de la culture et de l'éducation discréditait une occupation qui apparaissait avant tout comme utilitariste.

---

50. Voir Paul Carle et Jacqueline Eidelman, "Musée et communauté scientifique: les renouveaux muséologiques en France et au Québec vers 1930", in *Faire voir faire savoir*, Québec, Musée de la civilisation, 1989, p. 39.

51. Joachim Radkau note: "L'Exposition universelle de Paris marqua l'apogée, mais aussi la fin de l'ère classique des expositions universelles et la fondation du *Deutsches Museum* s'inscrit d'ores et déjà dans une période de lassitude vis-à-vis du phénomène; il ne doit donc pas seulement être considéré comme l'héritier des expositions mais aussi comme le témoin de la fin d'une époque." Joachim Radkau, "Production de masse ou magie? La dialectique des musées de la technique et de l'histoire de la technique", in Brigitte Schröder-Gudehus, *op. cit.*, p. 28.

Concevoir la technique comme production culturelle, écrit-il, et la rendre digne d'entrer au musée, a demandé en Allemagne un grand effort contre les élites universitaires contrôlant le système éducatif. Glorifiant le progrès, sacralisant la science et la technique, autant les expositions universelles que les premiers musées de sciences et techniques agissaient pour la promotion et le développement de la science et de ses applications technologiques, mais plus encore. Présentant la science et la technique comme des composantes de la culture en les englobant dans un univers fait de faste historiciste, ils visaient également à développer la fierté de la population envers un pays, à renforcer le sentiment d'appartenance à une société. Ils servaient ainsi souvent de moyens d'accroître la force et l'influence d'une nation.

L'utilité sociale du musée public devient alors une sorte d'évidence, et ce, pour toutes les catégories de musées. Comme le précise Roland Schaer<sup>52</sup>, les donations se multiplient, devenant la principale source d'enrichissement. Les collectionneurs fortunés des classes bourgeoises font profiter les musées de leur choix de trésors et permettent d'accumuler des richesses énormes. Sur les deux continents, dans la lancée du mouvement d'expansion des musées, les nouvelles catégories de musées manifestent la volonté de ne plus montrer seulement des œuvres du passé, mais de s'associer au progrès en démontrant le développement de l'humanité dans tous les domaines. L'apparition des musées d'ethnographie vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est significative de ce phénomène. Ces musées sont la marque de l'émergence des sciences humaines dans le secteur muséal.

---

52. Roland Schaer, *L'invention des musées*, op. cit., p. 86.

### 1.2.2. L'émergence des sciences humaines dans le secteur muséal

Jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les collections ethnographiques ne possèdent pas réellement de statut propre; on en trouve dans divers types de musées.

Héritières des curiosités exotiques d'autrefois, enrichies par les voyages d'exploration, puis par la formation des empires coloniaux, les collections ethnographiques ont d'abord un statut indéfini, relevant aussi bien de musées d'antiques, de marine, d'histoire naturelle, que de collections géographiques. C'est vers le milieu du siècle que l'ethnographie devient une discipline autonome.<sup>53</sup>

Aux États-unis, vers 1866, le banquier George Peabody finance la fondation d'un musée d'archéologie et d'ethnographie auprès de l'université de Harvard. Mais signalons que les innovations muséologiques dans ce domaine viennent essentiellement des pays scandinaves qui se montrent précurseurs et très novateurs. Stimulés par une forte volonté d'affirmation nationale, ces pays mettent sur pied les premiers musées d'ethnographie qui commencent à s'intéresser aux cultures populaires. Cette culture populaire sera d'ailleurs baptisée folk-lore (savoir du peuple)<sup>54</sup>.

C'est en 1873 pour la première fois à Stockholm que naît le premier musée de plein air. Musée ouvert s'opposant au musée couvert, il est aménagé sur le concept très large de la civilisation nordique. Beaucoup d'autres musées suivront cet exemple; leur création coïncide avec les débuts d'une révolution industrielle qui fait peu à peu disparaître les traditions et les objets témoins de la culture

---

<sup>53</sup>. Roland Schaer, *ibid.*, p. 95.

<sup>54</sup>. Pour plus d'information au sujet de ces musées et de ce mouvement, voir notamment l'article de Jean Clair, "Les origines de la notion d'écomusée", texte de 1976 réédité in André Desvallées, textes choisis et présentés par, *Vagues, une anthologie de la nouvelle muséologie*, France, éd. W, M.N.E.S., coll. "museologia", vol. 1, 1992, p. 433-439.

agraire et artisanale de ces pays. Les musées de folklore se veulent de véritables microcosmes, tenants d'une culture populaire reflétant la vie quotidienne des classes les plus défavorisées.

Ce n'est qu'un peu plus tard que ces préoccupations gagnent les États-Unis, avant de se retrouver en France où, en 1878 au lendemain de l'exposition universelle, un musée d'ethnographie s'organise au nouveau palais du Trocadéro à Paris. Mais c'est surtout après la première guerre mondiale que cette discipline s'institutionnalise dans les musées français. Elle donnera naissance aux musées des Arts et Traditions populaires, pendant des musées scandinaves de folklore. En effet, la première guerre mondiale fait prendre conscience de la fragilité des cultures nationales et de l'utilité d'en conserver des traces dans des musées. C'est dans cet esprit que sont créés, à l'occasion de l'Exposition universelle de 1937 à Paris, le Musée de l'Homme au Palais de Chaillot et le musée des Arts et traditions populaires, ce dernier mis sur pied par Georges Henri Rivière. Ces musées reflètent les nouvelles approches en ethnologie. On s'intéresse de plus en plus à la vie en société, aux relations des humains entre eux ainsi qu'avec leur environnement. Les préoccupations sociales tiennent une place grandissante dans les discours sociaux et les musées se montrent soucieux de répondre à ce mouvement. Alma S. Wittlin fait remarquer:

Even in museums of science and technology human problems often became central. In previous times, objects — machinery or minerals, or paintings — had been shown as ends in themselves and not in relation to their functions in the lives of human beings. Man and his man-made environment were featured in a growing number of museums of ethnology and of folk museums.<sup>55</sup>

---

55. Alma S. Wittlin, *Museums: in search of usable future*, op. cit., p. 159.

Ces nouveaux musées d'ethnologie sont les précurseurs d'une démarche multidisciplinaire<sup>56</sup>. Les expositions qu'ils présentent font appel à une combinaison de disciplines aussi variées que la botanique, la géographie, la zoologie, la géologie, l'ethnographie, l'histoire, etc. Ces musées ne désirent plus uniquement être des lieux de conservation des objets, mais, sensibles à l'aspect éphémère des civilisations, ils attachent beaucoup d'importance à diffuser les connaissances et à attirer le public.

Ainsi, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le champ du musée s'est considérablement élargi sur les deux continents. Ces derniers ne se veulent plus seulement conservateurs du passé; ils veulent également participer au progrès. Leur multiplication, leur diversification et leur spécialisation sont les signes de cette démarche et la marque du rôle accru qu'ils veulent jouer dans la société. Toutefois, malgré ces transformations, sur le continent nord-américain, le musée de sciences naturelles reste le type dominant de musée tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Voyons en les raisons.

### 1.2.3. Grandeur des musées de sciences naturelles en Amérique du Nord

Que ce soit aux États-Unis ou au Canada, pour les raisons que nous avons mentionnées précédemment, le musée de sciences naturelles est encore le type de musée dominant vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Malgré la diversification des institutions et l'ouverture de quelques musées publics, la majeure partie des

---

56. Georges Henri Rivière, *La muséologie selon Georges Henri Rivière, op. cit.*, p. 51-53.



musées demeure principalement financée par des mécènes ou par des sociétés savantes jusqu'à la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant, "à mesure qu'avance le XIX<sup>e</sup> siècle, la société savante perd de son importance au profit des universités" mentionne Raymond Duchesne<sup>57</sup>.

L'idée du musée universitaire, genre d'institution presque inconnu en Europe, sauf en Angleterre et en Italie, prit forme dans les premières décades du XIX<sup>e</sup> siècle. (...)

Ces collèges de la Nouvelle Angleterre créèrent un nouveau type de musée qui fut imité dans le pays tout entier, faisant du musée universitaire une caractéristique spécifique de la vie culturelle américaine.<sup>58</sup>

Au Bas-Canada, c'est un peu plus tardivement que le musée universitaire se développe car il faut d'abord attendre la création des universités; celle-ci s'opère essentiellement à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Avec la stabilisation de la situation politique découlant de la mise sur pied de la confédération et de l'adoption de la constitution de 1867, l'économie se transforme et le système d'éducation se développe. Sur les deux rives du Saint-Laurent, notent Duchesne et Carle: "un clergé bâtisseur multiplie les institutions. La création de l'Université Laval, en 1852, et la réforme de l'Université McGill, peu après, donnent une nouvelle dimension aux études supérieures dans la province<sup>59</sup>".

En effet, à l'université McGill à partir de 1856, l'enseignement des sciences s'organise avec J. W. Dawson. Dès lors, dans un but didactique, la grande majorité des institutions d'enseignement collégial ou universitaire vont vouloir posséder leur musée de sciences. En effet, dans la tradition des institutions supérieures d'enseignement de l'époque, il est impératif, précisent Paul Carle et

---

57. Raymond Duchesne, "De Jacques Cartier à la «Big Science»", *Continuité*, op. cit., p. 15.

58. Germain Bazin, *Le temps des musées*, op. cit. p. 243-245.

59. Raymond Duchesne et Paul Carle, "L'ordre des choses", op. cit., p. 15.

al., que l'Université "se dote d'une collection d'histoire naturelle et de cabinets afin d'accéder au rang des institutions sérieuses<sup>60</sup>". Chaque collège ou presque a son musée d'histoire naturelle. Le Collège de Montréal ainsi que le Collège de Saint-Laurent possèdent les plus prestigieux. Même les communautés religieuses ne veulent pas être en reste et certains couvents possèdent leurs collections d'histoire naturelle.

Pour beaucoup liés à des établissements d'enseignement, les musées de sciences nord-américains ont dès lors surtout pour but l'accroissement et de diffusion des connaissances. La classification et l'ordre sont dès lors à la base de la structuration des collections. Michel Van-Praet<sup>61</sup> souligne que pendant tout le XVIII<sup>e</sup> et le début du XIX<sup>e</sup> siècle, les expositions intègrent sans difficulté les nouvelles tendances scientifiques. La présentation artistique et "émotionnelle" des spécimens naturalisés dans les cabinets d'histoire naturelle est remplacée par leur alignement systématique dans des vitrines.

La fonction d'amusement liée aux collections — telle qu'elle pouvait exister dans les cabinets de curiosité jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle — s'estompe au profit de la mission éducative. L'idée d'ordonnancement justifie la classification de la collection par le chercheur, dans sa volonté d'établir un inventaire de la nature. Sa présentation au public sous cette forme a pour but d'instruire les visiteurs, particulièrement les élèves, de cet ordre régnant dans la nature. Mais la mission éducative des musées s'adresse encore surtout aux écoles et constitue un privilège pour les classes moyennes disposant plus que jamais de temps de loisir,

---

60. Paul Carle et al., "Le mouvement de modernisation des musées scientifiques au XX<sup>e</sup> siècle", *Fontanus*, vol. III, 1990, p. 84.

61. Michel Van-Praet, "Contradictions des musées d'histoire naturelle et évolution de leurs expositions", in *Faire voir Faire savoir*, Québec, Musée de la civilisation, 1989, pp. 27-28.

d'une mobilité physique et d'éducation, mentionne Susan Sheets-Pyenson<sup>62</sup>. Érigés sur une base démocratique visant l'éducation du peuple, les musées sont aussi de forts éléments de différenciation sociale.

Essentiellement consacrés à l'histoire naturelle, ces musées possèdent parfois des instruments scientifiques. Les collections se constituent alors sans véritable politique: dons, échanges, cueillette sur le terrain... Outre les échanges entre institutions, tout un réseau de marchands locaux et étrangers participe à la constitution des collections de spécimens<sup>63</sup>. Le musée du séminaire de Québec naît en 1875. Le musée du séminaire de Sherbrooke voit le jour en 1879, créé par quelques prêtres enseignants qui souhaitent en faire "un musée aussi complet que possible de la faune, de la flore et du sous-sol des Cantons de l'Est<sup>64</sup>". Le Musée Redpath de l'Université McGill est érigé en 1882. Quant à l'Université Laval, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle abrite:

(...) huit musées, dont quatre musées scientifiques (Musée de zoologie, Musée de minéralogie et de géologie, Musée de botanique et Cabinet de physique) et quatre musées à caractère plus général (Musée ethnologique, Musée numismatique, Musée religieux et Musée de peinture). Soulignons que les musées scientifiques servent d'abord à l'enseignement, sont peu accessibles au public et que l'ensemble de leurs collections forme l'un des musées les plus importants au Canada, sans doute le plus important au Canada français<sup>65</sup>

- 
- 62. Susan Sheets-Pyenson, *Cathedrals of Science: The Development of Colonial Natural History Museums During the late 19th Century*, op. cit., p. 4.
  - 63. Voir Paul Carle et Jacqueline Eidelman, "Musée et communauté scientifique", op. cit., p. 40.
  - 64. Charles Farrar, "Petit musée deviendra grand", *Musées*, Société des musées québécois, vol. 12, n°2, juin 1990, p. 26.
  - 65. Paul Carle et Madeleine Dufresne, "Les musées scientifiques: de l'Université Laval, et du Séminaire de Québec au XX<sup>e</sup> siècle", *Musées*, Société des musées québécois, vol. 12, n°2, juin 1990, p. 7.

Tous ces établissements sont relativement similaires et le resteront jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Peu accessibles au grand public, ils sont dirigés par des conservateurs dont la fonction principale est l'enseignement et la recherche.

Dans plusieurs cas, la richesse des collections excède les besoins de l'enseignement (...). Les conservateurs sont donc libres de poursuivre leurs propres intérêts scientifiques, souvent avec l'encouragement des institutions qui pratiquent une politique de prestige à travers leurs collections d'histoire naturelle et leurs cabinets de physique.<sup>66</sup>

Après le déménagement des collections de la Commission géologique à Ottawa en 1881, le seul musée public en sciences naturelles qui existe alors au Québec est le Musée de l'Instruction publique. Créé en 1886 à partir de la collection de l'abbé Provancher, célèbre naturaliste et entomologiste, ce musée constitue surtout un élément d'une appropriation symbolique du territoire, précise Raymond Duchesne<sup>67</sup>. Il permet d'alimenter la participation du Québec aux expositions universelles en servant de réserve aux trésors d'histoire naturelle exposés à l'étranger. Toutefois, malgré des efforts pour y attirer le public, peu de visiteurs passent réellement les portes du Musée de l'Instruction publique et c'est dans l'indifférence générale que ses collections sont dispersées vers 1920. Ainsi, malgré la richesse de certaines collections universitaires, le Québec n'a donc jamais eu de véritable musée public d'histoire naturelle, expliquent Duchesne et Carle: "Outre la pauvreté relative de l'État provincial et sa timidité dans le domaine de l'éducation en général, la raison en est peut-être l'absence au Canada français

---

66. Raymond Duchesne et Paul Carle, "L'ordre des choses", *op. cit.*, p. 22.

67. Voir Raymond Duchesne, *Sciences, culture et pouvoir politique: le musée de l'Instruction publique et l'histoire naturelle au Canada français*, thèse de doctorat, Institut d'histoire et de sociopolitique des sciences, Faculté des arts et des sciences, Université de Montréal, 1984, 312 p.

d'une tradition philanthropique comparable à celle qui a contribué au succès de beaucoup de musées américains<sup>68</sup>".

Cette "absence de tradition philanthropique" au Québec jouera à l'encontre des musées universitaires au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. La révolution industrielle et la modification des activités scientifiques qu'elle entraîne font que les sciences naturelles perdent de leur prestige au profit de la physique et de la chimie ainsi que de leurs applications technologiques. Le type de musée universitaire en sciences naturelles devient moins pertinent car il ne correspond plus aux besoins des enseignements en sciences. Par contre, on voit la naissance du Musée du Commerce et de l'Industrie de Montréal, par exemple.

Ce dernier, fondé par Henri Laureys, alors directeur de l'École des Hautes Études Commerciales ouvre en 1916; il rassemble: "23 000 échantillons de produits bruts et ouvrés, des photographies, des cartes et des graphiques. S'ajoutent à cela une trentaine de modèles réduits d'installations et de machines industrielles, dont un haut fourneau, une verrerie, une minoterie et un appareil de calandrage<sup>69</sup>". Une galerie entière consacrée aux textiles, et d'autres endroits réservés aux matériaux de construction, aux combustibles, aux produits métallurgiques, chimiques et alimentaires complètent ce musée. Marie-Carole Daigle souligne qu'il est alors "un reflet authentique des préoccupations industrielles de son époque". Il ferme finalement ses portes durant l'année scolaire 1955-1956, après avoir été, durant 40 ans, une vitrine ouverte sur le monde industriel et commercial.

---

68. Raymond Duchesne et Paul Carle, "L'ordre des choses", *op. cit.*, p. 28.

69. Marie-Carole Daigle, "Le Musée du Commerce et de l'Industrie de Montréal, 1916-1956", *Musées*, vol. 9, n°2, été 1986, p. 10.

En se multipliant comme jamais auparavant, tous les musées entrent en concurrence les uns les autres. Ce phénomène a d'autant plus d'importance en Amérique du Nord où les établissements muséaux sont plus fortement tributaires du secteur privé. Plus nombreux que les autres sur ce continent, les musées de sciences vont être les plus touchés. Ils feront l'objet d'un mouvement de modernisation sans précédent, mouvement qui se propagera ensuite vers l'Europe.

### 1.3. LA MODERNISATION DES MUSÉES DE SCIENCES

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, la situation des musées de sciences en Europe et en Amérique du Nord est encore très contrastée, à la fois en raison du statut juridique de ces institutions, mais aussi de l'intérêt pour les sciences sur chacun de ces continents. C'est d'abord sur le continent nord-américain que se développe le mouvement de modernisation des musées de sciences. Il donne lieu à tout un processus de professionnalisation de certaines fonctions. Après la période de grandeur du type de musée universitaire de sciences naturelles, les institutions d'enseignement sont confrontées à de nouvelles réalités sociales et à l'intérêt croissant pour de nouvelles disciplines. Les musées subissent de plein fouet ces transformations: ils sont contraints de s'adapter et de s'ouvrir à de nouvelles préoccupations qui les conduisent notamment à élargir leur audience. Né en Amérique du Nord, ce mouvement gagnera l'Europe, et particulièrement la France, qui connaîtra de grands changements en muséologie des sciences durant la période de l'entre-deux-guerres. Sous cette impulsion, de nouveaux dispositifs et de nouvelles manières de faire se généralisent dans le champ muséal.

### 1.3.1. L'adaptation des musées nord-américains à de nouvelles réalités

À compter de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'agriculture fait de plus en plus place à l'industrialisation, ce qui entraîne des transformations importantes dans la façon de penser la science. Ainsi, au Québec, l'École polytechnique de Montréal est créée en 1873 pour répondre aux nouvelles réalités sociales et industrielles.

La poussée d'industrialisation, dont le symbole est la construction des chemins de fer, fait donc prendre conscience à une partie de l'élite canadienne-française du sous-développement de l'enseignement scientifique. Une nouvelle conception de cet enseignement émerge alors, qui ne le considère plus comme un simple complément à la culture humaniste, mais bien comme un outil essentiel à l'industrialisation du Québec et au succès économique des Canadiens français. (...)

À compter de 1896, une seconde poussée, caractérisée par le développement de l'industrie papetière et électrochimique, provoquera des changements encore plus importants dans le système d'éducation supérieure francophone du Québec.<sup>70</sup>

Le nombre des ingénieurs formés à l'École polytechnique ne suffit pas. Dès lors, constate Duchesne: "il devient manifeste que le Canada français a pris dans le domaine des sciences et des techniques un retard qui risque de lui coûter fort cher. Dans les collèges classiques et à l'Université Laval, l'enseignement n'a pas suivi le progrès des sciences<sup>71</sup>". Il est alors indispensable que les universités s'ouvrent à la physique, à la chimie, au génie, à la technique, afin de répondre aux nouvelles réalités. Mais pour cela, poursuit Duchesne, "il faut vaincre d'abord les préjugés qui, surtout dans les milieux religieux, associent la science au matérialisme et au positivisme". Devant les nouvelles possibilités de carrière ouvertes par l'industrialisation et l'exil des jeunes vers les universités

---

70. Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras, *op. cit.*, p. 222, 239.

71. Raymond Duchesne, "De Jacques Cartier à la «Big Science»", *op. cit.*, p. 16.

anglophones, certains prennent l'initiative de faire une place à la science au Canada français. C'est l'époque où le frère Marie-Victorin — pour ne citer que lui —, s'impose par son charisme comme le défenseur des universités. Finalement, l'Université de Montréal est fondée en 1920. Elle fait une large place aux laïcs et accorde de l'importance à l'enseignement commercial et scientifique.

Liées à la croissance des activités scientifiques au sein des universités francophones, les sociétés savantes se multiplient. Non seulement la promotion des sciences et des arts ne se fait plus dans les mêmes sociétés, mais les nouvelles sociétés qui voient le jour ne sont vouées qu'à la promotion d'un secteur unique et particulier des sciences: la Société de biologie de Montréal en 1922, la Société canadienne d'histoire naturelle à Montréal en 1923. Une société de physique et une de chimie sont créées à l'initiative de professeurs de la Faculté des sciences de l'Université de Montréal. Et en 1923 également, il est convenu de fonder l'Association canadienne française pour l'avancement des sciences. L'Acfas a pour tâche de "favoriser le développement scientifique de la société par la recherche, l'enseignement et la vulgarisation<sup>72</sup>".

Propagandiste de la culture scientifique, le Frère Marie-Victorin saisit également l'importance de populariser la science. Il met sur pied les Cercles des jeunes naturalistes. Ce mouvement de jeunesse suscite au Québec un intérêt inattendu pour les sciences naturelles, mais il déborde aussi le cadre du loisir scientifique pour s'inscrire dans celui d'une préoccupation éducatrice revêtant un intérêt public. Dans cette mouvance, Marie-Victorin lance aussi le projet de création d'un jardin botanique à Montréal. Tout ce mouvement scientifique s'inspire fortement des thèmes du nationalisme économique canadien-français, valorisant

---

72. Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras, *op. cit.*, p. 251.



les nouvelles compétences nationales. La science au Québec, dans son développement, entretient ainsi un rapport privilégié avec le pouvoir politique, qui ne sera pas toujours sans heurts.

Pour ces scientifiques nationalistes, il est vital d'investir dans toutes les sphères d'activité, y compris la science, si l'on veut rattraper un certain retard car, comme le dit Marie-Victorin, "nos problèmes économiques et les problèmes économiques en général, sont avant tout des problèmes scientifiques".<sup>73</sup>

Dès lors, un véritable corps de chercheurs francophones se constitue et s'organise et, par le fait même, le domaine scientifique prend plus d'ampleur. Afin de répondre au besoin urgent au Québec d'un plus grand nombre de personnes poursuivant des carrières scientifiques et techniques, l'enseignement des sciences est réformé. Cette réforme ne touche plus seulement le niveau supérieur mais le secondaire aussi, les sciences naturelles sont retirées de la liste des matières universitaires et leur enseignement est laissé au choix de chaque collège<sup>74</sup>.

L'apparition des laboratoires de biologie dans les universités contribue à reléguer à un second plan la botanique et la zoologie. Au Québec, par exemple, le musée de botanique et de zoologie de l'Université Laval disparaît<sup>75</sup>. Beaucoup de ces musées n'ont pas les moyens (matériels et en personnel) de s'adapter, ils ferment leurs portes ou disparaissent pour cause de volatilisation de leurs collections. Par contre, d'autres restent, tel le musée de minéralogie et de géologie de cette même Université, qui s'est greffé à la Faculté des sciences. À l'époque, il faut dire que la

---

73. Marie-Victorin "La science et notre vie nationale", *Annales de l'Acfas*, vol. V, 1939, p. 143, cité par Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras, *op. cit.*, p. 268.

74. voir Raymond Duchesne et Paul Carle, "L'ordre des choses", *op. cit.*, p. 22-23.

75. Voir Paul Carle et Madeleine Dufresne, "Les musées scientifiques: de l'Université Laval, et du Séminaire de Québec au XXe siècle", *Musées*, *op. cit.*, p. 11.

minéralogie et la géologie sont étroitement liées à l'un des fers de lance de l'économie québécoise, à savoir, l'industrie minière.

Les autres provinces du Canada connaissent, elles aussi, le déclin du type de musée universitaire voué aux sciences naturelles. Beaucoup de ces musées disparaissent au fur et à mesure que des musées de technologie émergent. Il en va de même aux États-Unis. Aux alentours de 1900, la dépression économique et les aléas politiques accentuent encore le mouvement de déclin des musées. Les difficultés financières se font d'autant plus sentir que beaucoup d'établissements muséaux dépendent de revenus privés et que ces revenus vont plus facilement à l'enseignement qu'aux collections en période de crise économique. Les musées doivent donc réduire leurs dépenses et leurs activités. Selon Susan Sheets-Pyenson<sup>76</sup>, l'idéal de toucher à la fois une vaste audience mais aussi de satisfaire les besoins de chercheurs apparaît de plus en plus irréalisable.

Ainsi, à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, en Amérique du Nord, les transformations à la fois des réalités sociales, économiques et politiques, des structures de l'enseignement, de l'activité scientifique, ont de multiples répercussions sur les musées scientifiques qui sont alors contraints de redéfinir leurs objectifs et leurs rôles, de se repositionner afin de justifier leur existence<sup>77</sup>. Peu à peu, les musées prennent leurs distances vis à vis des mécènes et des établissements d'enseignement auxquels ils sont majoritairement liés.

Ce mouvement prendra d'abord naissance aux États-Unis, il conduira à l'émergence d'un nouveau discours muséologique. Ce discours vise avant tout

---

76. Susan Sheets-Pyenson, *Cathedrals of Science*, *op. cit.*, p. 100.

77. Paul Carle et Jacqueline Eidelman, "Musée et communauté scientifique", *op. cit.*, p. 35-45.

l'autonomisation du musée par rapport à la profession et aux institutions scientifiques. Afin de sortir de leurs difficultés financières, les musées veulent élargir leur audience en s'ouvrant de plus en plus au public, en adoptant des présentations dynamiques et en optant pour une pédagogie active. Cette approche touche également les autres types d'établissements muséaux. En attirant un nouveau public dans leurs murs, les musées américains sortent de leur inertie et accroissent leur nombre de façon importante. Aux États-Unis, en 1910 on estime à 600 le nombre des musées, en 1939 il est de 2500<sup>78</sup>.

L'ampleur du mouvement de modernisation des musées aux États-Unis est telle qu'il va susciter un intérêt marqué au Québec, avant de gagner l'Europe. Au Québec, expliquent Paul Carle et al.<sup>79</sup>, le Musée Redpath de l'Université McGill illustre ces transformations du champ muséal: il prend ses distances par rapport au champ scientifique où il a pris naissance. Dans la lignée de discours d'origine américaine, le mouvement de renouveau muséologique voit les revendications professionnelles s'accroître. Ce mouvement est accompagné de diverses stratégies visant la mise en place de programmes de formation en muséologie des sciences et des techniques, et de revendications quant au statut et au salaire du personnel des musées, jusque-là dépendant des établissements d'enseignement.

Peu à peu la profession de muséologue s'affirme, restreignant la place et le rôle des scientifiques. Ces dispositions en vue de la légitimation de la profession de muséologue ont pour conséquence de confiner les scientifiques à des rôles subalternes, dont ils ne veulent se contenter. Les querelles entre ces deux corps

---

78. Laurence Vail Coleman, *The museum in America*, op. cit., p. 3.

79. Paul Carle et al., "Le mouvement de modernisation des musées scientifiques au XX<sup>e</sup> siècle", *Fontanus*, vol. III, 1990, p. 83-121.

de professionnels empêchent parfois le développement de certains musées et la réalisation de nouveaux objectifs, retardant ainsi la réorganisation des musées au Québec<sup>80</sup>. Le manque de moyens et les bas salaires accentuent les tensions. Les relations se dégradent entre les universités et les musées. Selon les propos de Carle et al., ces problèmes illustrent:

(...) les difficultés liées à la lutte constante contre l'indifférence sociale et institutionnelle marquant le déclin des anciennes approches élitistes et taxonomiques aux sciences naturelles et à leur exposition; difficultés donc de légitimation d'un nouveau discours sur le musée, difficultés de légitimation d'un nouveau groupe d'acteurs dans le musée, vision moins centrée sur la science elle-même (...) que sur sa pédagogie et sa communication.<sup>81</sup>

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, mentionnent Duchesne et Carle:

Un mouvement international se développe en faveur de l'éducation populaire à travers les musées et les collections. Ce mouvement s'explique à la fois par l'évolution des mentalités, qui va dans le sens d'une "démocratisation du savoir", et par le fait que beaucoup de musées privés sont devenus trop lourds à supporter pour des sociétés d'amateurs et des institutions d'enseignement. Afin d'obtenir l'appui du public, on multiplie les programmes éducatifs et les expositions destinées aux néophytes. (...) les collections de recherche sont reléguées à la réserve, cédant la place à des arrangements de spécimens plus spectaculaires ou plus éducatifs. Ce mouvement s'accompagne d'une transformation du statut de nombreux musées privés qui sont pris en charge par les pouvoirs publics.<sup>82</sup>

La mission des musées scientifiques devient alors essentiellement une mission de conservation, de diffusion, de vulgarisation, et non plus de recherche, comme le démontrent Carle et Eidelman:

La société dans son ensemble devenant la nouvelle clientèle du musée, on reconstruit ses priorités (...). Par ses dispositifs et par ses discours, le musée doit

---

80. Paul Carle et Jacqueline Eidelman, "Musée et communauté scientifique", *op. cit.*, p. 41 à 43.

81. Paul Carle, Pascale Gagnon, Michèle Metzener, "Florian Crête, c.s.v., et le Musée éducatif de l'Institut des Sourds-Muets (1882-1970): vers une nouvelle muséologie scientifique", *Scientia canadensis*, 1992, XVI 1, p. 72.

82. Raymond Duchesne et Paul Carle, "L'ordre des choses", *op. cit.*, p. 23.

respecter ces nouvelles priorités, se rangeant d'emblée dans une perspective vulgarisatrice, œuvrant dans une perspective culturelle et d'éducation populaire.<sup>83</sup>

En Europe, et plus précisément en France, au début du XX<sup>e</sup> siècle, le mouvement de modernisation des musées de sciences suit une toute autre voie que celle des musées nord-américains et renvoie à des enjeux différents.

### 1.3.2. Les enjeux du mouvement de modernisation en Europe

Tout d'abord, précisons que les activités muséologiques connaissent un grand ralentissement en Europe durant la période des conflits mondiaux. Malgré cela, l'esprit de reconstruction et la multiplication des échanges internationaux, donnent lieu à divers bouleversements dans le monde muséal. Des idées nouvelles, en provenance notamment des États-Unis, circulent vers l'Europe. Elles ont une grande influence sur l'évolution des musées en Europe, où les acquisitions et la mise en valeur des collections constituent encore bien souvent la fonction essentielle des musées. Le rôle éducatif des musées s'impose de plus en plus, ainsi que son ouverture à de nouvelles classes sociales<sup>84</sup>. Cela sera particulièrement visible avec la création du Musée de l'Homme, du musée des Arts et traditions populaires ainsi qu'avec celle du Palais de la Découverte, pendant l'Exposition universelle de 1937, à Paris.

Créé pour la durée de l'Exposition, le Palais de la Découverte rencontre un tel succès qu'il se transforme en établissement permanent. Il rompt alors avec la

---

83. Paul Carle et Jacqueline Eidelman, "Musée et communauté scientifique", *op. cit.*, p. 43.

84. Luc Benoist, *Musées et musologie*, "Que sais-je", Presses Universitaires de France, 1971, p. 29.

conception traditionnelle du musée de sciences, telle qu'elle apparaît au Conservatoire des Arts et Métiers. Il faut dire que les modes d'exposition de ce dernier étaient devenus désuets et surtout peu attrayants à l'époque des expositions universelles. Faute de moyens, de plans d'action soutenus et peut-être aussi de motivations, le Conservatoire — longtemps resté la seule institution de ce type en France — n'avait pas suffi à donner l'élan nécessaire au développement d'une véritable "culture scientifique" sur le territoire français<sup>85</sup>.

La création du Palais de la Découverte marque un moment important de la muséologie des sciences en France. Il reflète à la fois l'évolution de ce champ ainsi que celle de la légitimation de l'activité scientifique elle-même. Né sous le gouvernement du Front Populaire, le Palais de la Découverte associe les grands savants français de l'époque autour de Jean Perrin. Jean Perrin souligne alors qu'outre le prestige qu'en retire la France, la double utilité de son nouveau projet réside dans son rôle éducatif, de révélateurs de vocations, ainsi que dans son utilité sociale. Le Palais de la Découverte se veut musée moderne, ayant un but de vulgarisation et d'éducation populaire. Il s'inscrit dans le mouvement de réforme pédagogique et de promotion des loisirs, préconisé alors par l'académie des sciences. Il affiche la volonté de rapprocher la recherche scientifique du public et il marque la naissance d'une muséologie nouvelle et originale, fondée sur la présentation d'expériences, sur les exposés traitant de la construction de la connaissance scientifique, et sur la communication directe entre les scientifiques et les visiteurs.

Afin de toucher un public de non spécialistes, le Palais de la Découverte recherche des méthodes de présentation à la fois spectaculaires et didactiques.

---

85. André Conquet, *Des musées pour quoi faire*, Paris, Le Centurion, p. 45.

Les collections sont remplacées par des expositions, la monstration par la démonstration et l'expérience. La grande innovation réside dans l'utilisation de ces différentes approches, issues des pratiques des expositions universelles, dans un contexte muséal. Les animateurs du musée sont recrutés parmi des assistants de recherche œuvrant sous la direction de chercheurs confirmés. À l'inverse de la situation au Québec, la corporation des muséologues se sent menacée et refuse de reconnaître le Palais de la découverte en tant que musée (il ne porte d'ailleurs pas le nom de musée). Comme l'a démontré Jacqueline Eidelman<sup>86</sup>, derrière les discours de démocratisation de l'accès à la culture scientifique et technique, le Palais de la Découverte représente en fait le moyen pour les scientifiques de se constituer en tant que corps de professionnels. Investir le champ de la muséologie scientifique constitue ainsi un procédé d'identification et de légitimation de cette fraction sociale.

Comme nous pouvons le constater, ce phénomène est inverse de celui qui s'est produit en Amérique du Nord à la même époque, où ce sont les muséologues qui légitiment leur place et leurs fonctions au sein des musées des sciences, au détriment des scientifiques. Mais malgré cela, les musées de sciences en Europe et en Amérique du Nord perdent de leurs contrastes. Sur les deux continents, ils accroissent leur fonction éducative et s'ouvrent de plus en plus au public. L'emphase est mise sur l'éducation et la pédagogie et va même parfois jusqu'à la concentration en cette seule fonction. Ainsi, on peut lire dans le catalogue de l'exposition universelle de 1937 à Paris, dans le chapitre sur les musées: "dans certains pays modernes où l'action politique tend à devenir le point de

---

<sup>86</sup>. Jacqueline Eidelman, *La création du Palais de la Découverte: professionnalisation de la recherche et culture scientifique dans l'entre-deux guerres*, Thèse de doctorat unique, université Paris V, 1988.

convergence de toutes les forces de la nation, le Musée voit son rôle social et pédagogique l'emporter de plus en plus sur son rôle esthétique et sensible<sup>87</sup>".

La fonction éducative des musée est non seulement reconnue mais les services qui en ont la charge tendent à prendre de plus en plus d'importance — et ce sur les deux continents —, ils ne cessent de gagner en ressources et en efficacité. Les activités didactiques et pédagogiques du musée sont considérées comme ayant autant d'importance que les collections elles-mêmes<sup>88</sup>. Les nouvelles priorités des musées de sciences entraînent une réévaluation des dispositifs muséologiques en place et l'élaboration de nouvelles façons de communiquer avec les visiteurs.

### 1.3.3. Les nouvelles stratégies des musées scientifiques

C'est dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle que le secteur des musées commence à s'organiser au niveau international. En 1926, la Société des Nations engendre l'Office international des musées, affilié à l'Institut de coopération intellectuelle à Paris. Cet Office organise des conférences et offre une plate forme d'expression internationale grâce à la revue *Museion* (consacrée aux musées d'art et d'histoire), ainsi qu'à un bulletin intitulé *Les musées scientifiques*. L'Institut international de coopération intellectuelle mène, dans l'entre-deux-guerres, une longue réflexion sur la spécificité des musées scientifiques. Il nous a semblé important d'effectuer une recherche sur les débats ayant alors entouré cette question. Nous avons donc consulté les documents de cette époque.

---

87. Cité par Alma S. Wittlin, *ibid.*, p. 276.

88. Georges Henri Rivière, *La muséologie selon Georges Henri Rivière*, *op. cit.*, p. 60.



C'est en juillet 1932 qu'une résolution adoptée par l'Institut recommande la création d'un centre d'information et de documentation sur toutes les questions concernant les musées scientifiques<sup>89</sup>. Sont énumérés comme musées scientifiques: a) les musées de sciences naturelles; b) les musées relatifs à l'histoire et à la civilisation (préhistoire, archéologie, ethnographie, folklore, etc.); c) les musées techniques; d) les jardins zoologiques et botaniques, aquariums, vivariums, planétariums, etc. L'Institut souhaite, de plus, arriver à la création d'un Office international des musées scientifiques analogue à l'Office international des musées d'art existant déjà, et fonctionner en corrélation avec lui.

En juin 1933, l'Association américaine des musées approuve elle aussi la création d'un tel centre. Mais à l'automne 1934, le rapport de A. Avinoff intitulé *Relations internationales entre musées scientifiques*, insiste plutôt sur l'importance de centraliser les affaires des musées de toute sorte. Ce rapport établit qu'il est indéniable que les musées possèdent une base commune relativement forte. Pour étayer cette idée, A. Avinoff stipule<sup>90</sup>:

- 1) Il est impossible de tracer une ligne qui diviserait nettement les domaines des sciences (de la physique et des sciences naturelles surtout) de ceux de l'histoire, de l'archéologie, de l'art, des arts appliqués et de l'ethnologie; en conséquence la création d'un office spécial pour les musées des sciences signifierait la création d'un second organisme copié sur le premier, les fonctions de l'un empiétant sur celles de l'autre.
- 2) Les problèmes techniques de muséologie, notamment les problèmes de conservation, d'arrangement et d'interprétation des collections offrent beaucoup d'analogie dans les différents musées.
- 3) Les activités pédagogiques sont presque les mêmes dans les différents musées.
- 4) Certaines associations nationales n'ont réussi qu'en prise à de grandes difficultés à maintenir une unité dans le domaine des musées et la division des

---

89. Institut international de coopération intellectuelle, *Les musées scientifiques*, Bulletin d'informations mensuelles, Unesco. Premier numéro paru en 1933.

90. Institut international de coopération intellectuelle, *Les musées scientifiques*, Bulletin d'informations mensuelles, Institut international de coopération intellectuelle, Unesco, n°19-20, octobre-novembre 1934, p. 273-277.

buts poursuivis a menacé de nuire à cette atmosphère d'amicale et mutuelle compréhension bienfaisante à la fois au personnel et aux institutions elles-mêmes.

5) Le mouvement en faveur des musées gagnerait en unité et en autorité si l'on évitait de diviser les efforts.

6) L'exemple que donnerait l'Institut international en maintenant l'unité de front entre musées ne manquerait pas d'exercer une influence morale sur les formes d'activité que déploient les associations nationales et les institutions connexes dans les différents pays du monde.

Ainsi, Avinoff constate que le mouvement de modernisation et de diversification des musées tend à faire s'estomper les différences de buts et de missions des diverses institutions muséales. Il pense également qu'il est plus judicieux de maintenir une centralisation des questions touchant l'ensemble de ces établissements afin que le mouvement en faveur des musées gagne en autorité. Cette décision est importante dans la mesure où elle marque le début d'un mouvement fort en faveur de la défense du rôle et de la place des musées dans la société. Elle va également contribuer à conditionner une manière de penser et de définir les musées qui ne se fondera pas sur le type de collection mais qui mettra surtout l'accent sur la raison d'être des établissements muséaux, quels qu'ils soient.

En effet, si l'Office international des musées ne survit pas à la disparition de la Société des Nations en France après la guerre, l'Unesco (Organisation des nations unies pour la science, l'éducation et la culture), fondée en novembre 1946, inclut dès son origine une branche muséale très active. Cette dernière — qui deviendra, en 1947, la première organisation professionnelle non gouvernementale concernant les musées: l'actuel Conseil international des musées (Icom) — publie notamment des manuels et un périodique trimestriel *Museum*. L'Icom regroupe dès l'origine des musées et des professionnels des musées de partout à travers le monde et de toutes disciplines. Ce Conseil jouera un rôle fédérateur et mobilisateur important en tentant de rassembler toutes les catégories de musées.

Comme nous aurons l'occasion de le voir ultérieurement, il n'a jamais privilégié une définition des musées basée sur la distinction entre les collections et son action a fortement contribué à accroître la place et le rôle des musées sur la scène internationale.

Toutefois, le regroupement des musées de toutes catégories ne conduit pas pour autant à la non reconnaissance des spécificités de chacun. Tous les musées, en dehors de différences formelles, ont sensiblement les mêmes problèmes et les mêmes préoccupations: conservation, techniques d'exposition, aménagement, sécurité, etc.; tous sont ouverts au public. Mais bien qu'ils ne soient effectivement, au premier abord, pas fondamentalement différents, pour Jean Châtelain<sup>91</sup>, les principes guidant la constitution des collections des musées d'art et de sciences ainsi que les objectifs auxquels ces collections répondent ne sont pas les mêmes. Tout en n'étant pas fondamentalement différents des autres types de musées, les musées scientifiques possèdent des spécificités relativement fortes. Ils vivent souvent sur le principe de collections d'objets ou de spécimens en série, alors que les musées d'art pratiquent plutôt le culte de l'objet unique. Cette différence de nature entraîne d'autres, qui ne sont pas sans conséquences sur leur mode de fonctionnement. Elles concernent à la fois la gestion des collections, leur mise en valeur, la présentation des expositions, mais aussi la façon de travailler et la composition du personnel.

Pour Jacqueline Eidelman, la muséologie des sciences et des techniques traduit l'histoire des rapports qu'entretient la société avec le savoir qu'elle produit. Elle constate:

---

91. Jean Chatelain, in *Rencontre de Grenoble, Musée d'histoire naturelle, science et cité*, compte-rendu, Presses Universitaires de Grenoble, 1990, p. 136-140.

Fruit de la Révolution française, le musée-conservatoire s'est détourné des effets de spectacle en vogue à l'époque des Lumières pour se vouer à la constitution de collections chosifiant les progrès du savoir. L'établissement de séries de systèmes d'objets naturalisés ou d'artefacts devient le modèle théorique et pratique de la mise en exposition et essaime partout en Europe et en Amérique du Nord tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ce modèle a été battu en brèche dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle: les «expositions universelles» montrent «en mouvement» les derniers produits de la technique; les conférences-spectacles des propagandistes de la «science populaire» réhabilitent la démonstration en direct; le souci du cadre authentique ouvre la voie aux dioramas; les pédagogies rénovatrices développent l'idée d'une participation active.<sup>92</sup>

Effectivement, que ce soit en Europe ou en Amérique du Nord, peu à peu dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, une nouvelle priorité est donnée au grand public, et ce, plus particulièrement dans les musées scientifiques. Cette ouverture contraint à transformer l'organisation physique des musées, à structurer et à présenter autrement les collections et les exhibits. Les pratiques muséographiques héritées du XIX<sup>e</sup> siècle sont profondément remises en cause: les classifications taxonomiques font place à un souci de synthèse et de vulgarisation, les spécimens tendent à être exposés dans leurs habitats naturels reproduits plutôt qu'en séries dans des vitrines comme auparavant. La mission pédagogique et éducative en vient même à primer sur les autres fonctions. Non seulement les modes d'exposition évoluent de plus en plus et les activités d'animation se multiplient, mais les activités du musée prennent autant d'importance que les collections elles-mêmes. Paul Carle et al. précisent: "Les expositions sont maintenant considérées comme des *outils d'enseignement*, pouvant transmettre une idée ou un concept. Le contenu du message prédomine

---

92. Jacqueline Eidelman, "La science au musée: des cabinets d'amateurs aux centres de culture scientifique", in Nicolas Witkowski (sous la direction de), *L'état des sciences et des techniques*, Montréal - Paris, Boréal - La Découverte, 1991, p. 103.

sur les objets et artefacts présentés. Les musées «modernes» se font alors *interprètes*<sup>93</sup>».

L'accès aux messages est facilité et les visites guidées, les conférences, offrent de l'information sur un grand nombre de sujets et s'adressent aussi bien au grand public qu'à des groupes d'intérêt particuliers. De plus, des salles destinées à recevoir des expositions temporaires sont aménagées; ces expositions deviennent de plus en plus des composantes naturelles des musées<sup>94</sup>. Tout est mis en œuvre pour attirer le public et le faire revenir. Les études de public commencent à se développer aux États-Unis. Des outils de publicité et de diffusion apparaissent: affiches, conférences de presse, communiqués, catalogues d'exposition, guides, brochures, textes de vulgarisation<sup>95</sup>. Les musées ouvrent également leurs portes au public durant la journée et les fins de semaine et non plus seulement le soir. Afin de rendre les visites plus agréables pour les écoliers et le public du dimanche, l'on prend en compte des questions d'aménagement intérieur, d'éclairage, de circulation, de confort.

Ces innovations seront interrompues en Europe avec l'arrivée de la seconde guerre mondiale. Mais après la seconde guerre, dans le vaste mouvement d'euphorie qui accompagne la reconstruction, les musées se mettent à proliférer; les anciens sont refaits, rénovés et des nouveaux créés. Si le musée est une conception ancienne, précise Georges Poisson<sup>96</sup>, l'art de l'exposition est au contraire une théorie nouvelle après la seconde guerre mondiale en France. On

---

93. Paul Carle et al., "Le mouvement de modernisation des musées scientifiques au XX<sup>e</sup> siècle", *Fontanus*, vol. III, 1990, p. 89.

94. Roland Schaer, *L'invention des musées*, *op. cit.*, p. 104-105.

95. Paul Carle et Jacqueline Eidelman, "Musée et communauté scientifique", *op. cit.*, p. 41 à 43.

96. Georges Poisson, *Les Musées de France*, Paris, Presses Universitaires de France, 1950, p. 14.

joue sur l'allégement des collections pour une bonne présentation, on commence à faire attention à la disposition des objets, à leur mise en valeur, etc.

Ainsi, l'idée d'un musée au service de la société, ouvert au public, mettant l'emphasis sur l'éducation n'a pas toujours existé. C'est seulement au début du XX<sup>e</sup> siècle, que d'un lieu de légitimation de la diffusion de la culture savante d'abord réservée à une élite, les musées sont devenus un véritable lieu de vulgarisation, de démocratisation de l'accès au savoir et d'éducation du grand public. Même si les musées nés de la Révolution française se sont ouverts au public au moment où l'esprit des Lumières préconisait la démocratisation de l'accès au savoir, à cette époque, l'ouverture au public ne signifiait pas forcément le grand public. On établissait même des frais d'entrée pour freiner les visiteurs et ces derniers restaient essentiellement des "gentlemen", des universitaires, des chercheurs et des étudiants. En fait, les collections étaient ouvertes aux mêmes communautés de personnes que celles qui les constituaient<sup>97</sup>.

Avec le développement du niveau de scolarité et d'instruction et, du même coup, l'accroissement du nombre de personnes ayant ce statut social, les musées s'ouvrent à ce qu'on appelle le grand public. En tentant de reproduire des manières de faire inaugurées par les expositions universelles, les musées scientifiques tentent de séduire le plus grand nombre de visiteurs, même s'ils n'en demeurent pas moins de forts éléments de différenciation sociale. Toute la période allant de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup> siècle a donc été riche en profonds renouvellements dans le secteur muséal, et ce, notamment sous l'impulsion des musées de sciences.

---

97. Edwina Taborsky, *The sociostructural role of the Museum*, Ph. D. thesis, Department of Educational Theory, University of Toronto, 1981, p. 38.

Les années de prospérité de l'après-guerre touchent également les États-Unis qui ne sont pas en reste quant à la croissance des musées. L'Association américaine des musées relève dans son bilan statistique de 1965, qu'entre 1940 et 1949, un nouveau musée se crée tous les 10,5 jours; entre 1960 et 1963, ce chiffre est de 3,3 jours. Entre 1957 et 1965, précise Alma S. Wittlin, on construit deux fois plus de nouveaux bâtiments muséaux qu'au cours des six années précédantes<sup>98</sup>. De plus, les États-Unis occupent le premier rang des pays industrialisés en ce qui concerne le nombre de ses musées de sciences. Le Canada est l'autre pays d'Amérique où les musées connaissent une croissance fulgurante à partir des années 1950.

En fait, en Amérique du Nord comme en Europe, bien que dans des circonstances différentes, ce n'est qu'à la fin des années 1940 que le mouvement de modernisation des musées amorcé au début du siècle prend toute son ampleur. À partir des années 1950, avec la période de prospérité qui suit l'après-guerre, le secteur des musées connaît un nouvel essor et le mouvement de professionnalisation s'accroît. En 1950, Georges Poisson écrit au sujet du musée: "habilité à aider les peuples à mieux se comprendre, il est, plus qu'un instrument de science, un effort de paix<sup>99</sup>". Il précise encore que les musées deviennent le centre culturel de leur ville: lieux d'expositions, de concerts, de conférences, de représentations théâtrales, de réceptions même.

La vogue muséologique des années 1950 s'accompagne d'une multiplication et d'un éclatement des formes des musées. Les techniques de présentation évoluent de plus en plus et les efforts pédagogiques ne cessent de se multiplier. "Le moule

---

98. Alma S. Wittlin, *Museums: in search of usable future*, op. cit., 189-190.

99. Georges Poisson, *Les Musées de France*, op. cit., p. 120.

ancien éclate, remplacé par un modèle plus souple”, précise André Desvallées<sup>100</sup>; les destinataires ne sont plus les mêmes: “visiteurs remplacés par des citoyens — usagers — interpellateurs”.

Conscients de leur rôle dans les sociétés industrielles, les établissements muséaux en sciences ne cessent de se multiplier à travers le monde depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Leur utilité sociale, loin d’être remise en question, ne cesse de constituer un enjeu important dans nos sociétés. Ils attirent toujours plus de visiteurs, et multiplient leurs activités pour répondre aux attentes du public, au point même que la mission sociale qu’on leur attribue ne cesse de s’élargir. Ils ne veulent plus être seulement des conservateurs du passé, mais aussi participer au développement social. C’est précisément à ce phénomène que nous voulons nous intéresser dans cette thèse. Nous nous attacherons plus particulièrement aux musées scientifiques — compris dans leur sens le plus large —, notamment à cause du rôle novateur qu’ils n’ont cessé d’avoir, à travers le monde, dans l’évolution de la définition des missions, du rôle, des fonctions et des formes des musées. Le cas du Québec, au sein du Canada, retiendra toute notre attention comme nous allons le préciser ci-dessous, dans l’élaboration de notre problème de recherche.

#### 1.4. L’AFFIRMATION DE LA MISSION SOCIALE DES MUSÉES

À partir des années 1950, comme partout en Occident, le nombre des musées se multiplie de façon exponentielle au Canada. Toutefois, ce mouvement ne s’est pas

---

100. André Desvallées, in *La muséologie selon Georges Henri Rivière*, *op. cit.*, p. 358.



opéré de façon continue depuis le début du siècle. Il a subi un fort ralentissement avec la crise des années 1930. Quant au Québec, ce sont les années 1960-1970 qu'il faut attendre pour y voir le secteur muséal faire partie des préoccupations gouvernementales. Au tournant des années 1980, le secteur des musées est même au cœur de l'agenda du ministère des Affaires culturelles et il connaît un essor remarquable. Le gouvernement perçoit alors les musées comme de véritables outils de développement social et culturel, et cela est encore plus vrai pour les musées scientifiques.

#### 1.4.1. Les soubresauts de la modernisation des musées au Canada et au Québec

Au Canada, la crise des années 1930 frappe durement les universités et les musées dont elle vient stopper les processus de modernisation. L'Université McGill ferme "temporairement" le musée McCord ainsi que le Musée d'ethnologie en 1936, fermeture qui durera plus de vingt ans pour McCord<sup>101</sup>, et qui se changera en fermeture définitive en 1941 pour le Musée d'ethnologie. Aussi, lorsqu'en 1932, Henry Miers et Frank Markham<sup>102</sup>, de la British Museum Association, réalisent un rapport sur les musées canadiens, il apparaît nettement que leur situation n'est guère satisfaisante.

Mentionnons que ce rapport est l'un des premiers à ne pas annexer les musées canadiens à ceux des États-Unis. Le rapport mentionne l'état de pauvreté dans

---

101. Paul Carle et al., "Le mouvement de modernisation des musées scientifiques au XX<sup>e</sup> siècle", *Fontanus*, vol. III, 1990, p. 86.

102. Sir Henry Miers, Frank Markham, *A Report on the Museums of Canada*, T. and A. Constable, Édimbourg, 1932.

lequel vivent la plupart des musées, le manque de locaux, de moyens, de personnel qualifié. En fait, jusqu'à la fin des années 1940, la participation financière des pouvoirs publics au développement culturel se fait encore très largement à partir des règles du mécénat classique<sup>103</sup>. Et même si certains musées sont pris en charge par les gouvernements, beaucoup sont livrés à eux-mêmes et manquent cruellement de moyens. Dans le but d'améliorer la situation des musées canadiens, une des suggestions du rapport de Miers et Markham consiste à conférer aux gouvernements provinciaux la responsabilité du développement de ces institutions sur leur territoire respectif. Les auteurs recommandent également de créer une Association des musées canadiens. Mais ces recommandations ne seront pas appliquées dans l'immédiat. En 1933, une tentative de former une Association des musées canadiens ainsi qu'un regroupement appelé "The Museums of the Province of Quebec" avorte. L'Association des musées canadiens ne deviendra réalité qu'en 1947<sup>104</sup>.

Par ailleurs, à l'aube des années 1950, peu de choses ont changé dans l'ensemble du pays. Une critique continue de cette situation et de l'état de la culture au Canada met peu à peu en cause le rôle du gouvernement à tous les niveaux. En 1949, le gouvernement fédéral, réagit. Son premier geste est de mettre sur pied une commission royale d'enquête sur le développement national des arts, des lettres et des sciences. Cette Commission, placée sous la direction de Massey et Lévesque, remet son rapport en 1951. Il sera ultérieurement communément appelé Rapport Massey. Le rapport reprend en partie les constats faits par Miers

---

103. Jean-Paul L'Allier, ministre des Affaires culturelles, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, document de travail, mai 1976, p. 10.

104. Paul Carle et al., "Le mouvement de modernisation des musées scientifiques au XX<sup>e</sup> siècle", *Fontanus*, vol. III, 1990, p. 86.

et Markham en 1932. En ce qui concerne le développement culturel du pays, les auteurs concluent que la situation ne montre alors que peu de signes d'amélioration, sinon aucun. Ils ajoutent que le triste état des musées au Canada va de pair avec l'indifférence fort répandue dans le public face à leur médiocrité<sup>105</sup>. Pour faire face à cette situation, le rapport Massey invite fortement le gouvernement à intervenir en matière de culture et, plus spécifiquement dans le secteur des musées.

Aiguillonné par ces critiques, le gouvernement augmente ses subventions en faveur d'un grand nombre de musées dans les années qui suivent. Les mouvements de professionnalisation et de formation professionnelle reprennent dans le secteur muséal. De plus, suite aux recommandations de la commission Massey, le gouvernement décide, en 1956, de séparer la collection du Musée national en deux sections: histoire naturelle et histoire humaine, ce qui donne la création du Musée national de l'Homme et du Musée national des sciences naturelles. Le gouvernement fédéral met également sur pied le 28 mars 1957 le Conseil des arts du Canada qui a notamment pour mandat de subventionner les personnes et les organismes actifs dans le domaine des arts.

Quant au Québec, la situation des musées n'y est pas meilleure que dans l'ensemble du Canada. Le gouvernement Duplessis en place de 1936 à 1959 — excepté l'intermède de 1940-1944 — ne favorise guère le développement culturel, ni même l'éducation, en dehors d'un nationalisme catholique et conservateur qui renvoie aux valeurs d'un clergé omniprésent dans les différentes sphères de l'activité sociale: éducation, santé, syndicalisme, etc. De plus, la période de conflit

---

105. Gouvernement du Canada, *La Commission royale d'enquête sur l'avancement des Arts, des Lettres et des Sciences*, Ottawa, 1951, p. 99.

mondial durant laquelle le Québec a à régler ses problèmes de positionnement face au Canada, refusant la mobilisation à l'effort de guerre, n'aide pas le développement muséal et freine même les projets de modernisation en cours sur son territoire.

Durant toutes ces années, les musées sont donc loin d'être une préoccupation et une priorité du gouvernement en place au Québec. Ils se ressentent beaucoup de cette situation et, mis à part les efforts et les actions du frère Marie-Victorin — dont la création du Jardin botanique —, leur développement est pour ainsi dire réduit à zéro. De l'entre-deux-guerres aux années 1960, les musées du Québec restent donc confinés à la situation qui était la leur au début du siècle. Il faut attendre la fin du "règne" Duplessis pour qu'un réel mouvement en faveur du développement de l'éducation et de la culture se mette en place.

Avec l'accession au pouvoir du gouvernement libéral, en 1960, les choses commencent à changer. La "Révolution tranquille" touche peu à peu tous les secteurs de la société québécoise. La culture et l'éducation sont au cœur des préoccupations gouvernementales. Toutefois, l'éducation bénéficie de plus de moyens que la culture et il faut attendre la fin des années 1970 pour que le secteur muséal devienne un véritable champ d'action gouvernemental. Jusqu'à cette date, le Québec accuse donc un certain retard par rapport au reste du Canada qui, lui, connaît un boom dans le champ muséal.

### 1.4.2. La préoccupation gouvernementale pour les musées de sciences

Dans les années 1960, le gouvernement libéral accède au pouvoir et, rompant avec la politique de Duplessis, lance la "Révolution tranquille". Le positionnement du Québec comme société distincte par rapport au reste du Canada devient le leitmotiv. La priorité est donnée aux problèmes culturels et aux questions qui touchent l'éducation, secteurs perçus par le gouvernement comme les leviers du développement économique et social du Québec.

En 1961, un ministère des Affaires culturelles est mis sur pied. Sa création a notamment pour fonction de ne pas laisser le fédéral agir seul en matière de culture sur le territoire québécois, surtout après la mise sur pied, en 1957, du Conseil des arts du Canada. C'est dans ce contexte de souveraineté culturelle que s'élaborent les projets de développement d'une politique muséale au Québec. Une Commission des musées est créée et, peu à peu, un réseau des musées québécois se constitue. Depuis la première loi concernant les musées de la province, adoptée le 29 décembre 1922, le gouvernement du Québec n'avait pas légiféré dans le secteur muséal. En 1964, la Loi sur les monuments historiques est adoptée et, en 1972, la Loi sur les biens culturels marque la nécessité de dresser systématiquement un inventaire des biens culturels.

Mais cette sensibilisation est lente et les moyens mis en œuvre restent relativement pauvres. Dès lors, le Québec va accuser un certain retard dans l'aménagement de ses musées par rapport au reste du pays, et plus

particulièrement dans celui des musées de sciences<sup>106</sup>. En effet, en 1968, le gouvernement Trudeau adopte la *Loi sur les Musées nationaux*. Les retombées des fêtes du centenaire du Canada de 1967 favorisent également le développement des musées canadiens<sup>107</sup>. Et dans la foulée, en 1969, le Centre des Sciences de l'Ontario est inauguré.

Si depuis 1961, le gouvernement du Québec se pose comme agent du développement culturel de la province, le gouvernement fédéral, quant à lui, a une tout autre vision des relations fédérales-provinciales. Cela est particulièrement vrai sous Trudeau. En 1970, le gouvernement fédéral présente les grandes lignes de sa nouvelle politique culturelle. Pluralisme, démocratisation, décentralisation, coopération fédérale-provinciale, en sont les grands axes. C'est surtout sur la démocratisation et sur la décentralisation que le gouvernement canadien met l'accent dans la redéfinition de la politique relative aux musées. Ainsi, en 1972, dans cette optique, il adopte la *Politique nationale des musées* dans laquelle il charge les Musées nationaux du Canada de venir en aide aux musées autres que les musées fédéraux. Jean Trudel et Barbara Tyler<sup>108</sup> reconnaissent qu'au Canada, les années 1970 sont "l'époque glorieuse des musées".

La politique fédérale heurte le Québec, qui refuse d'être considéré comme une province comme une autre, et qui perçoit l'action d'Ottawa comme une volonté

---

106. Voir *La politique québécoise de développement culturel. Livre blanc sur le développement culturel du Québec*, ministère d'État au développement culturel, Gouvernement du Québec, 1978, p. 365-371.

107. Max O. Brice, *Le secteur des musées au Canada*, Rapport de la Direction de la recherche et des statistiques, Direction générale des arts et de la culture, Ministère des Communications, Ottawa, Gouvernement du Canada, novembre 1979, p. 9.

108. Jean Trudel et Barbara Tyler, "L'État des musées au Canada", *Muse. L'État des musées au Canada*, vol. 10, n°2 et 3, septembre 1992, p. 3.

d'ingérence du gouvernement fédéral. Le rapport L'Allier affirme, en 1974, que l'action d'Ottawa procède d'une volonté ferme et cohérente de créer une culture canadienne et que cette volonté ne permet pas de favoriser l'existence distincte, homogène et dynamique de la culture québécoise. Il déplore qu'il n'existe pas de plan concerté ni d'entente entre Québec et le fédéral qui s'immisce en marge des programmes du Québec. Les tensions engendrées par une telle attitude sont évidentes et le partage de l'autorité politique paraît urgent.

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, en 1976, la position de Québec se radicalise davantage face à Ottawa. Le gouvernement provincial associe résolument le développement scientifique au développement social et culturel du Québec. C'est dans le Livre blanc de 1978<sup>109</sup>, que l'élaboration d'une politique de développement culturel ainsi que celle d'une politique scientifique sont affirmées comme priorités du gouvernement du Québec. C'est également dans ce Livre blanc qu'un vaste programme de rattrapage dans le secteur des musées est annoncé et que la mise en application d'une politique de développement d'un réseau muséal est affirmée comme une "inéluçtable urgence": le développement des loisirs scientifiques, la création d'un Musée québécois des sciences naturelles, la création d'un Musée des arts et des traditions populaires, la création d'un Musée des sciences et de la technologie y sont présentés comme des impératifs essentiels.

Ainsi, jusqu'à la fin des années 1970, le Québec accuse un grand retard dans le développement de ses musées par rapport au reste du Canada. Il s'est senti longtemps brimé de ne pas mettre en œuvre un musée de sciences et de

---

109. Voir le *Livre blanc sur le développement culturel du Québec*, 1978, *op. cit.*, p. 271-288, 361-459, 468-470.

techniques, alors que d'autres provinces, dans les années 1960, se sont montrées innovatrices en répondant au large mouvement de création des Centres de Sciences.

Mais l'année 1979, est marquée par une intense réflexion sur les musées et la muséologie au Québec. Alors même qu'un groupe de travail cherche à définir un concept muséologique pour le Musée du Québec, le ministre annonce la formation d'un autre comité de travail chargé de proposer un concept général en vue de la création de musées scientifiques, selon l'esprit du Livre blanc sur le développement culturel<sup>110</sup>. De plus, une proposition de politique muséale est déposée par le ministère des Affaires culturelles. Il a ainsi fallu attendre le tournant des années 1980 pour voir de nouvelles stratégies se dessiner et se mettre en place au Québec en ce qui concerne le secteur des musées. Mais suite au résultat du référendum de 1980, cet ambitieux programme est révisé. De plus, la crise économique de 1982 contribue à ramener à l'avant scène les priorités économiques. Dès lors, les actions gouvernementales dans le secteur muséal s'entrecroisent avec les impératifs de la gestion économique libérale. De ce fait, le cas du Québec au sein du Canada est intéressant à analyser car il représente un lieu de convergence des pratiques américaines et européennes.

#### 1.4.3. Les paradoxes du secteur muséal en sciences au Québec

Dans les années 1980, les cycles de récession obligent les gouvernements à geler les subventions, voire à les réduire, partout au Canada. Beaucoup de musées se

---

110. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec, nouvelles perspectives*, Québec, 1979, annexe A, p. 119-120.



retrouvent au bord du gouffre ou sont contraints à chercher des financements privés pour continuer à vivre. Déjà en 1982, le comité Applebaum—Hébert<sup>111</sup> juge la situation alarmante et conseille, dans le *Rapport du comité d'étude de la politique culturelle fédérale*, des initiatives de coopération entre les Musées nationaux et l'ensemble des musées canadiens moins bien pourvus. Il propose la création du "Conseil du patrimoine" qui prendrait en charge les Programmes nationaux et il invite le secteur privé à collaborer au développement des installations patrimoniales. De 1976 à 1990, les fonds alloués aux Musées nationaux ou au Conseil des Arts du Canada n'augmentent pas en valeur réelle. De ce fait, les établissements canadiens ne peuvent développer davantage leurs activités de collection, conservation et présentation. De plus, la Corporation des Musées Nationaux, créée en 1968, est démantelée en 1987, son budget ayant stagné de 1972 à 1987, les crédits disponibles ne répondaient plus à la demande<sup>112</sup>.

Selon Trudel et Tyler<sup>113</sup>, cette crise des musées est cependant moins importante au Québec que dans le reste du Canada, parce que le rôle que joue la culture dans l'identité de chacun dans cette province, a toujours été politiquement et socialement plus respecté. Ainsi, dans les années 1980, la situation des musées au Québec comparée à celle des musées au Canada tend à s'inverser. Alors que le reste du Canada connaît une période de crise quant à ses musées, les musées du Québec, malgré la conjoncture économique défavorable des années 1980, connaissent une situation moins problématique. Les retombées de l'effervescente

---

111. L. Applebaum, J. Hébert (sous la direction de), *Rapport du comité d'étude de la politique culturelle fédérale*, ministère des Approvisionnements et Services, gouvernement du Canada, 1982.

112. Statistique Canada, *Statistiques de la culture: Musées, galeries d'art et établissements assimilés*, cat. 87-516, 1983, p. 13.

113. Jean Trudel et Barbara Tyler, "L'État des musées au Canada", *op. cit.*, p. 3.

réflexion de la fin des années 1970 sur les musées continuent à se faire sentir; les projets de musées affluent. En 1983, un nouveau projet de la Maison des Sciences et des Techniques est présenté, suivi, en 1986, de la proposition d'un plan quinquennal. D'autres projets circulent, pilotés par des acteurs du secteur privé: le Carrefour des Sciences, des Techniques et de l'Industrie, ainsi que le Centre d'Exploration pour les Jeunes, tous deux en 1989. Mais aucun de tous ceux-là ne verra le jour.

Le contexte économique difficile explique en partie le fait qu'aucun des différents projets d'un musée des sciences à Montréal n'est devenu effectif. Mais il est loin d'en être la seule raison. En effet, si aucun établissement majeur consacré aux sciences et aux techniques n'a réussi à s'implanter au Québec, plusieurs autres projets en sciences se sont concrétisés, révélant de nouvelles tendances en muséologie. Mentionnons tout d'abord le Musée de la civilisation de Québec: décidé en 1980, créé en société par la loi en 1984 et ouvert au public en 1988. Il "vise à faire valoir et comprendre les grands phénomènes scientifiques et les avancées des sciences humaines<sup>114</sup>". Le jardin botanique de Montréal est devenu un véritable complexe en sciences de la nature avec la création des jardins chinois et japonais et celle de l'Insectarium en 1990. Le Biodôme, quant à lui, dont une étude d'impact avait été demandée en 1988, a finalement vu le jour en 1992. De plus, la Biosphère, centre d'interprétation de l'eau et du Saint-Laurent, vient tout juste d'ouvrir ses portes. Cette liste n'est pas exhaustive.

Si, à date, la muséologie scientifique et technique n'a pas eu le succès espéré, reconnaissent Paul Carle et Madeleine Dufresne, la muséologie des sciences de la

---

114. Roland Arpin, *Le Musée de la civilisation, concept et pratiques*, Québec, Éditions Multimonde, Musée de la civilisation, 1992, p. 24.

nature semble, quant à elle, avoir le vent en poupe, après sa période de déclin au début du siècle:

On vient d'inaugurer l'*Insectarium* de Montréal, on évalue la possibilité de rouvrir le Redpath de l'Université McGill, le Biodôme fait la manchette. Tout semble se passer comme si les sciences naturelles redevenaient à la mode, réussissaient à s'assurer une nouvelle légitimité, de nouveaux promoteurs et bienfaiteurs.<sup>115</sup>

Depuis la fin des années 1970, le Québec présente donc plusieurs paradoxes en ce qui concerne le secteur des musées de sciences. Ces paradoxes concernent aussi bien la préoccupation pour les sciences, l'importance accordée à certaines disciplines scientifiques, la place des musées parmi les institutions culturelles, le rôle de l'État.

Les nouveaux établissements innovent dans leurs manières de faire et leurs approches muséologiques. Ils se veulent ouvertement représentatifs d'une nouvelle forme de muséologie beaucoup plus centrée sur les visiteurs et les préoccupations contemporaines. Ils élargissent leurs missions et inaugurent de nouvelles façon de faire, de nouvelles tendances, contribuant à placer le Québec dans une position à part dans ce qui se fait en muséologie aujourd'hui. Les dernières-nées des institutions muséales en sciences au Québec ne se positionnent pas comme des musées traditionnels. Elles se présentent comme étant avant tout des lieux de communication, lieux d'accueil, d'échange, de rencontre<sup>116</sup>.

---

115. Paul Carle et Madeleine Dufresne, "Les musées scientifiques...", *op. cit.*, p. 11-12.

116. Voir notamment les diverses déclarations et réflexions de Monsieur Roland Arpin, directeur général du Musée de la civilisation de Québec, à propos de la muséologie au Québec, ainsi que les diverses communications des portes-parole du Biodôme de Montréal.

Le Musée de la civilisation de Québec est l'un des premiers à avoir inauguré cette façon de faire au Québec, positionnant ouvertement le musée dans le champ de la communication. De plus, il véhicule tout un ensemble de discours promotionnels visant à accroître la visibilité de la muséologie québécoise et à la positionner comme une figure de proue, ceci non seulement au niveau national mais aussi sur la scène internationale. Précisons encore que ce musée est le seul musée national parmi ceux que nous avons mentionnés et que, de ce fait, les discours qu'il véhicule n'en ont que plus d'ampleur et n'en prennent que plus d'importance. C'est en termes de "moyens de communication" et en "s'inspirant du fonctionnement médiatique" que l'on parle de ce musée. Les visiteurs y sont la principale préoccupation et la diffusion des connaissances est une des composantes essentielles de sa mission. Il ne s'agit plus d'éducation et de vulgarisation scientifique, mais plus globalement, de nouvelles façons de communiquer avec les visiteurs. Ainsi le confirme Roland Arpin:

(...) des musées qui évoluent intensément vers la diffusion, des musées qui optent pour une certaine mutation, des musées qui sont à la fois des lieux et des mass média, des musées qui élargissent leur définition et leur emprise sur le réel, afin de rejoindre le plus grand nombre d'utilisateurs, (...) aujourd'hui l'objet unique du propos d'un nombre croissant de musées, c'est le public lui-même.<sup>117</sup>

Comme nous avons pu le constater au cours de notre mise en contexte historique, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle — c'est à dire en quelque sorte depuis que le musée est musée —, les institutions muséales se positionnent comme des garants du patrimoine culturel d'un pays, qu'il soit artistique, scientifique ou technique. Les gouvernements, à des degrés variables, ont souvent vu en ces institutions des

---

117. Roland Arpin, "Plaidoyer pour des musées au service de la société", *Les idées en marche*, Québec, Musée de la civilisation, n°20, 28-11-1990, p 9 et 13.

moyens d'assurer leur présence sur le territoire d'un pays et dans le monde. De ce fait, les musées participent pleinement aux stratégies de diffusion culturelles.

Conscients du rôle qu'ils peuvent jouer dans la société, les musées — et principalement les musées de sciences — se sont de plus en plus institués comme de véritables acteurs sociaux. En outre, la mission sociale dont ils se font les porteurs n'a cessé de s'élargir. D'un lieu de conservation, de recherche, d'enseignement, de développement de savoirs scientifiques et techniques, puis de démocratisation de l'accès au savoir, ils se veulent désormais de véritables acteurs du développement social. Ils s'instituent comme de véritables espaces publics, lieux de débats sur les questions importantes qui touchent nos sociétés. De ce fait, ils se retrouvent eux-mêmes au cœur d'enjeux et de stratégies caractéristiques d'une époque. Il semble que le musée de la civilisation de Québec n'échappe pas à ce phénomène. L'objectif global de notre recherche est donc de parvenir à une meilleure intelligibilité du secteur de la muséologie des sciences, tel qu'il s'est mis en place dans les années 1980 au Québec, notamment avec la création du musée de la civilisation. Précisons notre questionnement.

#### 1.4.4. Questions de recherche

Après le déclin des institutions muséales en sciences au début du siècle, l'amorce d'un mouvement de modernisation, puis une longue période de léthargie jusqu'aux années 1970, quelles sont les circonstances qui ont favorisé au Québec ce brusque réveil muséal dans les années 1980? Avec la création du Musée de la civilisation, ce réveil s'est assorti d'un nouveau positionnement des musées dans le champ social. Qu'est-ce qui caractérise ce positionnement et qui l'a rendu possible au Québec? Telles sont les interrogations qui sont les nôtres et qui nous

conduisent à situer le Musée de la civilisation comme aboutissement de notre analyse.

Des questions secondaires découlent de ces questions principales, nous avons pu les entrevoir au cours du développement de la problématique. Quels sont les enjeux des actions gouvernementales? Comment se fait-il que le Québec ait plusieurs musées relevant des sciences de la nature et aucune institution d'envergure en sciences et techniques? Quelles sont les stratégies des différents acteurs dans le champ muséal? Quelle est l'importance des contextes politique, économique, social et international dans ce processus? Notre analyse nous conduira à élucider chacun de ces questionnements.

En étudiant la situation québécoise, nous ne pouvons faire l'économie de références à l'évolution du secteur muséal au Canada ainsi que sur le plan international. La mise en contexte historique que nous avons effectuée au cours de ce chapitre nous servira de point de référence tout au long de notre analyse. Mais auparavant, situons le cadre de notre recherche et présentons notre démarche.

## 2. ÉLABORATION DU CADRE DE LA RECHERCHE

---

La mise en place de notre problématique nous a amené à décrire une situation complexe, celle de l'évolution du secteur muséal au Québec. Nous avons mis en évidence les paradoxes relatifs à cette évolution, tels qu'ils nous sont apparus. Ce constat nous a conduit à notre objectif: parvenir à une meilleure intelligibilité du secteur des musées de sciences au Québec, tel qu'il s'est mis en place dans les années 1980. Nous avons précisé cet objectif à l'aide de quelques questions principales qui, rappelons-le, sont les suivantes: quelles sont les circonstances qui ont favorisé au Québec un brusque réveil muséal dans les années 1980?, réveil qui s'est notamment manifesté avec la création du Musée de la civilisation, et qui s'est assorti d'un nouveau positionnement des musées dans le champ social. Qu'est-ce qui caractérise ce positionnement et qui l'a rendu possible au Québec?

Pour répondre aux questions que nous nous posons, nous pensons qu'émettre une hypothèse unique ne peut convenir. À partir de la situation que nous avons exposée, c'est plutôt à la délimitation de pistes heuristiques qu'il nous semble plus pertinent de procéder. Notre connaissance du secteur muséal au Québec et de son évolution dans les années 1980 — telle que décrite au chapitre premier —, nous a permis d'appréhender plusieurs directions possibles d'analyse. Ces pistes d'analyse ont servi à élaborer le cadre de référence dans lequel va se situer notre recherche. Nous pensons que nous ne pouvons comprendre la complexité de l'évolution du secteur muséal au Québec uniquement en regard de l'examen des politiques gouvernementales, ou encore en regard de l'histoire d'une institution

— en l'occurrence celle du Musée de la civilisation —, ou bien à la seule lumière de l'évolution de la muséologie dans son ensemble.

Après avoir passé en revue un certain nombre d'écrits spécifiques au champ de la muséologie, il apparaît qu'ils ne suffisent pas à rendre compte de la complexité de notre problématique. Nous avons élargi notre champ d'investigation à la sociologie de la culture, les musées constituant des outils du secteur culturel. Mais nous avons constaté que, dans ce domaine, les institutions spécifiques au champ culturel sont très peu analysées. Aussi, afin de dépasser ces difficultés, il semble que pour mieux comprendre dans sa totalité la question de l'évolution du secteur muséal au Québec depuis les années 1980, c'est à la question de l'institutionnalisation de la culture dans son ensemble qu'il convient de s'intéresser. C'est, à la fois du point de vue de l'élargissement des pratiques gouvernementales à ce secteur, et du point de vue des rapports entre État et société civile en matière de culture qu'il nous paraît plus pertinent d'aborder cette question.

Voyons tout d'abord plus en détail la démarche qui a été la nôtre en vue de l'élaboration du cadre de notre recherche. Cette dernière a débuté par une appréhension d'une situation complexe — celle de la situation de la muséologie québécoise dans les années 1980 —, elle a débouché sur la mise en évidence de diverses pistes d'analyse. Ces pistes d'analyse nous ont conduit à regarder le champ spécifique des études sur les musées, c'est ce que nous exposerons dans une deuxième section. Dans une troisième section, nous présenterons notre investigation du champ de la sociologie de la culture dans la perspective de l'intervention culturelle étatique. Cette perspective nous amènera, dans une quatrième section, à justifier le cadre finalement retenu pour l'analyse de notre problématique: celui de la gouvernamentalité.



## 2.1. DE L'APPRÉHENSION D'UNE SITUATION COMPLEXE À LA MISE EN ÉVIDENCE DES PISTES D'ANALYSE

Avant d'entrer dans le cœur même de notre recherche, la connaissance préalable que nous avons du secteur muséal au Québec, celle que nous avons retirée de la lecture de divers documents — gouvernementaux ou non — ainsi que des diverses investigations menées sur le terrain (consultation des archives du Musée de la civilisation, entrevues avec le directeur de ce Musée ainsi qu'avec diverses personnes ayant travaillé à la naissance de ce musée, etc.), nous a conduit à dresser une liste de plusieurs pistes d'analyse possibles.

Ces pistes d'analyse — en plus d'avoir une fonction heuristique aidant à mieux définir les contours de notre recherche et permettant une meilleure intelligibilité de la situation — ont favorisé la délimitation du cadre de référence théorique dans lequel nous avons inscrit notre recherche. Regardons ces pistes d'analyse telles qu'elles émergent de l'examen de la situation muséale au Québec dans les années 1980.

1) C'est surtout à partir de 1978 — notamment avec le Livre blanc sur le développement culturel du Québec<sup>118</sup> — qu'apparaît la préoccupation du gouvernement québécois pour le secteur des musées. Quoique déjà présent dans le rapport L'Allier de 1976, l'intérêt pour les institutions muséales n'était jamais apparu aussi marqué. Le Livre blanc annonce en effet un vaste programme de rattrapage dans le secteur des musées, ainsi que la mise en application urgente

---

118. Ministère d'état au développement culturel, *La politique québécoise du développement culturel. Livre blanc sur le développement culturel*, Québec, Gouvernement du Québec, 1978.

d'une politique de développement d'un réseau muséal. Précisons que c'est alors le Parti québécois qui est au pouvoir. Cette préoccupation nouvelle du gouvernement pour le secteur des musées peut être interprétée comme un moyen de l'affirmation de l'identité québécoise face au gouvernement fédéral. Dans cette perspective, les musées, investis d'un rôle important de renforcement de l'identité nationale, constitueraient alors un instrument de l'État en vue d'une stratégie de souveraineté culturelle du Québec.

Une telle piste d'analyse, si elle s'avère en partie vraie, conduit toutefois, selon nous, à une interprétation limitative du rôle et de la fonction des musées, en les cantonnant dans une perspective fonctionnaliste qui ne nous satisfait pas entièrement. Elle ne permet pas, par exemple, de rendre compte de l'existence de multiples projets de musées de sciences au cours des années 1980, projets dont aucun n'a abouti.

2) Au cours des années 1970, une grande effervescence s'est fait sentir partout à travers le monde dans le secteur muséal: le courant de la nouvelle muséologie remet en cause les fonctions et les formes traditionnelles des musées, des établissements nouveaux apparaissent, tels les centres de sciences, les écomusées, les centres d'interprétation, etc. Une piste explicative de la préoccupation accrue pour les musées au Québec dans les années 1980 pourrait consister à faire le parallèle avec l'effervescence internationale. Mais le Musée de la civilisation s'est-il inspiré de ces courants? Son positionnement est-il en lien avec celui de ces nouveaux établissements muséaux?

Le Musée de la civilisation ne ressemble ni à un centre de sciences, ni à un écomusée. Ce n'est pas vraiment un musée sans collections, même si ces dernières n'y occupent pas une place centrale. Comme les centres de sciences, il

se positionne plutôt comme un lieu de communication; mais contrairement à ces derniers, ce n'est pas à cause de l'utilisation de multiples interactifs. C'est à un autre mode de communication que fait référence le Musée de la civilisation, celui des médias. En introduisant directement des questions sociales d'actualité au centre de ses préoccupations, ce musée se positionne par rapport aux autres types de médias. Il rompt en cela avec la tradition muséale qui consistait surtout à conserver et montrer des éléments du passé. De ce fait, cette piste d'analyse ne suffit pas à rendre compte du nouveau positionnement de ce musée dans le champ social.

3) Alors, n'est-ce pas en analysant les musées comme des médias que nous comprendrons mieux l'évolution du secteur muséal au Québec? S'il se positionne comme un média, le Musée de la civilisation — et d'autres musées depuis — ne se veut pas moins différent des autres médias. Plus que simple diffuseur d'informations — à l'instar d'autres médias — il se veut au service du public et s'inscrit volontairement comme un acteur social ayant une mission pédagogique à remplir<sup>119</sup>. En effet, les expositions permettent un traitement spécifique des informations, plus approfondi que dans la plupart des autres médias. De plus, aller au musée n'est guère comparable — en termes de consommation d'informations — à allumer la télévision ou la radio. La démarche est beaucoup plus volontariste et d'ailleurs, ce n'est qu'un faible pourcentage de la population qui l'effectue<sup>120</sup>. Analyser les musées comme n'importe quels autres

---

119. Roland Arpin, "Plaidoyer pour des musées au service de la société", *op. cit.*, p. 23.

120. La proportion de Québécoises et de Québécois ayant fréquenté les musées autres que les musées d'art se situait à 17,6% en 1979 et à 24,4 % en 1989, selon: Ministère de la Culture et des Communications, *Chiffres à l'appui*, Québec, vol. VIII, n°3, avril-mai 1994, p. 3.

médias, en termes de contenu de diffusion, ne nous semble donc pas convenir à notre démarche, ni pouvoir répondre à notre objectif.

4) Ne conviendrait-il pas d'analyser la situation du secteur muséal en termes d'industries culturelles? Il est vrai que les contraintes budgétaires auxquelles sont de plus en plus confrontés les musées, dans la logique économique qui prévaut depuis quelques années, a contraint ces derniers à certaines transformations: création de "blockbusters", multiplication des expositions temporaires, recherche de partenaires financiers pouvant avoir plus ou moins d'influence sur le contenu des expositions, offre de services accrue (boutiques, restaurants, librairies, etc.). Ces transformations ont également eut des conséquences sur les manières de faire et sur la composition du personnel des musées: apparition de nouvelles professions tels les "designers", les "scénographes", etc. Toutefois, ce type d'analyse ne permet pas de rendre compte des motivations gouvernementales pour le développement du secteur muséal au Québec à la fin des années 1970.

5) La préoccupation accrue envers les musées au Québec dans les années 1980 a beaucoup été centrée autour de la muséologie des sciences. Le succès des centres de sciences partout à travers le monde dans les années 1970 pourrait en être la raison, toutefois aucun musée de sciences et techniques n'a jamais vu le jour au Québec. De plus, dans les années 1980, la formule des centres de sciences a commencé à montrer des faiblesses et à être remise en cause. Alors, comment expliquer l'affluence des projets allant dans ce sens au Québec, jusqu'en 1989 et même après? Certains acteurs avaient-ils des intérêts particuliers à cela? Cette piste d'analyse peut certainement rendre compte de certaines situations, mais une analyse en termes d'acteurs serait trop restrictive pour rendre compte de l'évolution du secteur muséal dans son ensemble.

6) Des divers projets de musées nationaux proposés par le gouvernement du Québec dans le Livre blanc de 1978 (sciences naturelles, arts et traditions populaires, sciences et technologie), un seul a finalement vu le jour: le Musée de la civilisation. On pourrait penser que sa création a contribué à occulter celle des autres musées dans la mesure où son concept inclut les sciences, les techniques, les sciences humaines. Mais cette piste d'analyse ne suffit pas non plus à expliquer ce qui a rendu la création d'un tel musée possible qui, le premier au Québec, a fait appel à diverses disciplines et a intégré à la fois les notions d'évolution naturelle et humaine.

7) Une autre piste d'analyse pourrait être de considérer que, comme pour d'autres secteurs, le réveil muséal du Québec s'est effectué avec dix ans de retard par rapport à celui réalisé au niveau du gouvernement fédéral. Cet effet de retard est souvent avancé pour expliquer diverses situations socio-économiques au Québec. De nombreux auteurs se sont entendus pour en attribuer la cause à la période de "grande noirceur" associée au gouvernement de Duplessis, période à laquelle a succédé la "révolution tranquille". Mais cette thèse de la "grande noirceur" a été contestée par plusieurs chercheurs<sup>121</sup>. S'y référer pour expliquer le retard du Québec en ce qui concerne la situation de ses musées semble une explication relativement pauvre, même s'il est vrai que la conjoncture des années du gouvernement Duplessis n'a guère favorisé le développement des musées.

La mise au jour de ces quelques pistes d'analyse — la liste pourrait certainement être plus longue — constitue une démarche heuristique utile à la délimitation de notre cadre de recherche. La situation muséale que nous cherchons à rendre plus

---

121. Voir notamment Pierre Popovic, Yves Gingras, Raymond Duchesne, Gilles Bourque, Jules Duchastel, Jacques Beauchemin, etc.

intelligible apparaît ainsi dans toute sa complexité. Nous remarquons que chaque piste permet d'éclairer un ou plusieurs aspects de l'évolution du secteur muséal au Québec, telle qu'elle s'est produite dans les années 1980. Toutefois, aucune ne peut, à elle seule, servir d'explication à l'ensemble de notre problématique. L'évolution du secteur muséal au Québec ne peut se comprendre en regard seulement de celle des musées dans leur ensemble, elle ne peut se comprendre non plus uniquement en analysant ces derniers comme d'autres éléments du champ des industries culturelles, ou encore en les étudiant comme n'importe quels autres médias, ni en considérant les musées comme de simples outils au service d'un gouvernement.

Les musées sont l'enjeu de discours multiples, aussi il apparaît difficile de se cantonner dans une discipline pour les analyser. Notre questionnement nous conduit plutôt à nous situer au point de confluence de plusieurs champs théoriques. Seule une approche multidisciplinaire nous semble possible pour rendre compte de la complexité de la situation observée. Tout d'abord, nous allons nous situer par rapport aux études qui existent dans le champ de la muséologie. Par ailleurs, les musées, comme le secteur culturel dans son ensemble, ayant fait l'objet des préoccupations gouvernementales à un moment donné, nous nous interrogerons sur le processus d'institutionnalisation de la culture comme champ d'action gouvernemental dans nos sociétés. Cela nous conduira à réfléchir sur les circonstances et les implications de l'élargissement du rôle de l'État et à situer la démarche que nous adoptons.

## 2.2. L'ÉTUDE DES MUSÉES

La littérature sur les musées, comme le nombre des musées lui-même, est en croissance constante. De plus, les études qui portent sur cet objet émanent de champs disciplinaires de plus en plus variés. Nous allons tenter de dresser un bilan des principaux types d'analyses ayant été menés jusqu'à présent dans ce secteur. Pour cela, nous allons nous appuyer essentiellement sur deux études, celle d'Edwina Taborsky et celle de Dominique Poulot qui ont tous deux travaillé à catégoriser les études sur les musées. Edwina Taborsky catégorise des écrits portant sur le rôle et les fonctions des musées. Dominique Poulot, quant à lui, fait le point sur l'état de l'histoire des musées. Avec la présentation de ces deux études, nous disposons d'une perspective nord-américaine (Taborsky) et d'une perspective européenne (Poulot). Le travail de ces chercheurs nous servira à situer l'approche que nous privilégions pour notre propre analyse.

### 2.1.1. Rôle et fonctions des musées

Edwina Taborsky<sup>122</sup>, dans une thèse de doctorat intitulée *The sociostructural role of the Museum*, a effectué un travail de catégorisation des écrits sur les musées. Selon elle, le développement, le rôle et les fonctions des musées ont été analysés de différentes manières, que l'on peut regrouper en quatre grandes sections analytiques. Nous n'allons pas reprendre ici tout son travail de démonstration, nous allons simplement en mentionner les grandes lignes.

---

122. Edwina Taborsky, *The sociostructural role of the Museum*, Ph. D. thesis, Department of Educational Theory, University of Toronto, 1981, 387 p

Précisons qu'Edwina Taborsky a travaillé à catégoriser les études portant sur le rôle et les fonctions des musées. Son objectif n'était pas de catégoriser la pensée en tant que telle des auteurs cités. Aussi, un même auteur peut se retrouver dans plus d'une des quatre sections analytiques énoncées, dans la mesure où les analyses qu'il a effectuées montrent des perspectives différentes d'un ouvrage ou d'un article à un autre, ou même dans un même ouvrage.

Les quatre grandes sections analytiques mises au jour par Edwina Taborsky en ce qui concerne le rôle et les fonctions des musées sont les suivantes:

### 1) *Collection*

Cette catégorie concerne les théories centrées essentiellement sur les collections. Elles mettent l'accent sur les collectionneurs, les collections elles-mêmes, les lieux où elles sont conservées. L'analyse de la pratique de collectionner, de son histoire, de son développement sont au cœur de ces théories qui considèrent les musées comme résultant de cet acte de collectionner; les collections sont les raisons d'être des musées. Selon Taborsky, des auteurs comme Burcaw, Cameron, Hudson, Ripley, Bazin, Frese, Parr, Wittlin, etc. ont conduit de telles analyses à propos des musées.

### 2) *Social interaction and nurturance*

Cette section analytique regroupe les théories sur l'influence sociale des musées et leur rôle dans le développement des sociétés. Les analyses rentrant dans cette catégorie sont basées sur l'idée que les sociétés enseignent à leurs membres à conserver un ensemble commun d'images sociales; les musées participeraient à ce processus en remplissant une telle fonction éducative. Selon ces analyses, les musées peuvent aussi bien diffuser un héritage culturel que des valeurs de



changement culturel. Ils sont également des lieux de recherche et d'analyse du passé ou du présent. Le musée est donc présenté comme un outil social et on insiste sur les techniques de collection, de conservation, de présentation. C'est parmi ces théories que l'on trouve le plus d'ouvrages, nous dit Taborsky, avec des auteurs tels: Alexander, Bazin, De Varine, Boucher, Lemieux, Parr, Riviere, O'Doherty, Screven, Shettel, etc.

### 3) *Object*

Les théories de cette catégorie mettent l'accent sur les objets conservés par les musées. Elles insistent sur la fonction d'enseignement que peuvent avoir les objets, notamment à propos de l'évolution naturelle, mais aussi "artificielle", des sociétés ainsi que de leur développement historique. Le musée est considéré, dans ces théories, comme un système permettant de montrer et d'expliquer les changements dans les sociétés et aidant à en prendre conscience. L'emphasis est moins sur la conservation que sur la présentation des objets, placés pour correspondre chacun à des périodes de temps différentes. Chaque objet est imparté d'un savoir, d'une signification particulière concernant l'évolution des sociétés. Là aussi le musée est analysé comme un outil fonctionnel auquel on attribue un rôle social. Pour Taborsky, des auteurs comme Parr, Freese, Mills, Wittlin, ont conduit de telles analyses.

### 4) *Evolutionary Development*

Les théories relevant de cette section analytique tendent à considérer l'institution muséale comme une institution spécifique dans la société, à la fois par ses actions et par ses fonctions. Ces analyses font du musée un agent d'évolution et de développement social. Le développement du système muséal y est regardé par rapport à l'ensemble du développement du système social. Les musées ne sont

plus de simples outils sociaux, mais constituent des éléments à part entière de la structure sociale et se développent avec elle. Selon Taborsky, les théories de cette quatrième section analytique ont tendance à voir le changement et le développement comme des vérités de base. Elles considèrent que les sociétés évoluent d'un système "primitif" à un système "moderne", les musées faisant partie de cette évolution. Pour des auteurs comme Bazin, Alexander, Frese, Riplev, Hudson, Morlay, etc., au fur et à mesure que les institutions sociales se développent, les musées développent leurs fonctions. Les collections deviennent le centre attractif et s'ouvrent vers un large public; l'éducation et la recherche sont privilégiées de même que l'analyse de l'audience.

À travers l'ensemble de cette catégorisation, on constate que le rôle et les fonctions des musées ont été analysés sous des angles différents. Toutefois, Taborsky fait remarquer que beaucoup de ces analyses sont marquées par une approche fonctionnaliste. Certains auteurs expliquent, par exemple, l'existence et le développement des musées par les fonctions qui leur sont assignées (Bazin, Cameron, etc.), ou bien encore, réduisent le rôle des musées dans la société à un rôle instrumental, outil servant à des buts particuliers: enseignement, identité nationale, éducation, transmission de valeurs, etc. (Parr, Wittlin, etc.).

Quelques spécialistes ont toutefois essayé de dépasser le cadre des fonctions pour se positionner dans une perspective plus globale et resituer le développement des musées en relation avec le développement social. Mais dans ce type d'écrits, on trouve souvent, comme le mentionne Taborsky, une perspective évolutionniste, qui n'est malheureusement jamais questionnée (Alexander, Bazin, Hudson, Morlay, etc.).

D'ailleurs, pour poursuivre l'analyse de Taborsky, on constate que même au sein du courant de la nouvelle muséologie — courant de pensée né dans les années 1960-1970, questionnant et remettant en cause la place et le rôle des musées dans la société —, certains auteurs ont continué à poser la question des musées en termes fonctionnalistes ou évolutionnistes. Citons par exemple Cameron pour qui un musée sans collection n'est plus un musée, ou Peter Vergo qui dans son livre *The new museology*<sup>123</sup> continue à penser en terme de rôle social du musée.

À cet égard, Thomas J. Schlereth précise qu'une telle perspective est effectivement très présente en Amérique du Nord, notamment dans l'étude des musées d'histoire et celle des musées de sciences et techniques:

A belief in progress has been enormously influential in both American social history and material culture research. The latter has often seen the American past as one material success after another in an ever-upward ascent of increased goods and services for all the nation's citizens. George Basalla<sup>124</sup> has traced this tendency in the history of technology and in technical museums. Such museums, notes Basalla, are often dominated by a «technological cornucopia» mentality in their celebration of North American progress. (...) it must be admitted that the social history approach to material culture research, particularly in North American history museums, is the dominant theoretical model.<sup>125</sup>

Après avoir catégorisé de nombreuses analyses sur le rôle et les fonctions des musées, Edwina Taborsky<sup>126</sup> constate qu'il est finalement difficile de les désapprouver car elles relèvent plus du constat que de véritables théories. En effet, ces analyses sélectionnent un nombre d'éléments observables sur les

---

123. Peter Vergo, *The new museology*, London, Reaktion Books Ltd, 1989, 230 p.

124. George Basalla, "Museums and technological utopianism", in I. M. G. Quimby and P. A. Early (eds), *Technological Innovation and the Decorative Arts*, 1974, p. 360.

125. Thomas J. Schlereth, "Material Culture Research and North American History", in Susan M. Pearce (eds), *Museum Studies in Material Culture*, Leicester University Press, 1989, p. 20-21.

126. Edwina Taborsky, *The sociostructural role of the Museum*, op. cit., p. 81.

musées, les donnent comme base de données empiriques, et structurent alors une théorie autour de ces éléments. Une telle méthode est suffisante pour expliquer les données relevées, admet Taborsky, mais elle tient difficilement si elle est confrontée à d'autres données.

D'ailleurs, Dominique Poulot, dans un article intitulé "Bilan et perspectives pour une histoire culturelle des musées<sup>127</sup>", fait également remarquer que l'analyse des musées a surtout été l'apanage de professionnels plus que de théoriciens. Or, selon lui, il n'est pas souhaitable que l'histoire des musées soit directement liée à une discipline professionnelle.

Partant de là, Taborsky propose un nouveau mode d'analyse des musées, de leur origine, de leur développement historique et de leur rôle social. Son analyse diffère des théories existantes car elle ne considère pas les musées comme "créateurs de", ou "émergeant de" leurs fonctions particulières (collections, recherche et éducation). Pour Taborsky, les analyses antérieures sur les musées considéraient essentiellement le musée comme une unité sémantique différenciée, un objet en soi ayant des relations avec le système au sein duquel il fonctionne (système d'explication causal des fonctions muséales). Mais cette chercheuse s'est demandé pourquoi il était si important pour la culture, pour le savoir et le développement social, de posséder dans un lieu clos des objets et des images empruntées au hasard de la vie quotidienne, que des gens conservent et analysent et que d'autres visitent et regardent, et pourquoi les sociétés sans musées sont considérées comme intellectuellement et culturellement déshéritées.

---

127 Dominique Poulot, "Bilan et perspectives pour une histoire culturelle des musées", *Publics et musées*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, décembre 1992, n°2, p. 125-145.

Après étude, elle a constaté que toutes les sociétés semblent concernées par la préservation de leur héritage social et par la transmission du savoir, mais qu'elles utilisent des méthodes différentes pour remplir ces besoins sociaux. Celles qui ne possèdent pas de musées possèdent d'autres moyens: mythes, poésie, chansons, histoires, contes, danses, rituels, religion, par exemple. Elle en est donc arrivée à la conclusion que les musées ne sont qu'une manière spécifique de relation au savoir, à l'héritage social, et qu'ils n'apparaissent que dans un type spécifique de société. Elle montre que les musées ne sont pas des agents causaux de la préservation de l'héritage et du développement social, ni de l'appréciation de la beauté ou de la compréhension, ou de tout autre résultat qu'on leur attribue le plus souvent. Les musées ne se développent pas en tant que systèmes isolés dans une société, et ils ne peuvent exister comme système isolés. Ils se développent en conjonction avec d'autres institutions et d'autres méthodes qui utilisent les mêmes schémas.

S'appuyant sur Foucault, Taborsky souligne l'importance de ce niveau générateur que Foucault ne nomme pas structurel, mais "pouvoir". La formation des discours et la généalogie des savoirs ont, pour Foucault, besoin d'être analysés, non en termes de perceptions ou d'idéologie, mais en termes de tactiques et de stratégies de pouvoir.

Le point de vue de Taborsky est intéressant, à la fois parce qu'il insiste sur l'existence d'une structure génératrice, partie intégrante du système social, et non particulière au système des musées, mais aussi parce qu'il suggère que les musées sont structurellement en interrelations avec deux autres systèmes: le langage et les méthodes industrielles de production. Selon elle, ces trois systèmes ne sont pas la totalité du système social, mais tous les trois ont à voir avec l'évolution d'une chose: le social. Le musée n'est donc pas seulement un lieu de classement

et d'archivage, mais aussi un agent générateur, producteur d'images et de relations sociales. "The museum is not an isolate system, not a sum of objects or actions, but a system for the creation of social images, within a particular social pattern.<sup>128</sup>"

Nous considérons la position de Taborsky très pertinente en ce qui concerne l'explication de l'origine des musées, de leur développement historique. Toutefois, même si nous adhérons à ce point de vue, nous ne pouvons adopter un tel mode d'analyse pour répondre à nos questions de recherche. En effet, notre problématique est beaucoup plus circonscrite dans le temps et dans l'espace. Aussi, afin de préciser encore notre positionnement théorique, nous sommes nous intéressé au bilan de la réflexion sur le musée établi par Dominique Poulot.

### 2.1.2. Bilan de l'historiographie des musées

Dans son travail d'analyse de la réflexion sur l'institution muséale, Dominique Poulot se positionne dans une perspective historique. Après avoir fait le point sur l'état de l'histoire des musées, il s'attache à dresser le bilan des études sur les musées, ceci essentiellement dans trois domaines.

1) Le premier domaine est celui de la spécificité de la réflexion sur le musée par rapport à la notion anthropologique de collection. Les travaux dans ce domaine s'intéressent aux objets qu'abritent — ou que n'abritent pas — les musées. L'histoire des musées est, dans cette perspective, liée à celle des collections

---

<sup>128</sup> Edwina Taborsky, *The sociostructural role of the Museum*, op. cit., p. 22.

muséales. Poulot repère en première approche trois figures anthropologiques de la constitution des collections muséales: celle du souvenir (liée à une personne ou un groupe) celle du fétiche («l'habitus du conservateur»), et celle d'une systématique visant à compléter des séries. Poulot passe en revue un certain nombre de travaux relevant de cette réflexion sur les collections: Pearce, 1989, 1991; Jordanova, 1989; Pomian, 1987; Stewart, 1984; Bourdieu et Darbel, 1969; etc. Puis il conclut que l'analyse de l'institution muséale "ne peut se réduire à une anthropologie de l'objet. Sa spécificité tient à une modalité particulière de la représentation, apparue dans les sociétés occidentales des XVIII<sup>e</sup> XIX<sup>e</sup> siècles<sup>129</sup>".

Nous pouvons effectivement préciser qu'un auteur comme Bernard Deloche<sup>130</sup> a en effet remis en cause la fonction sacralisante des musées et l'idéologie qu'elle sous-tend; il a montré que le musée sans collection était chose possible. Rappelons aussi qu'Edwina Taborsky<sup>131</sup> a démontré l'importance des musées en tant que fondements des systèmes sociaux, remplissant une fonction générique liée à la nature des sociétés.

2) Le second domaine évoqué par Poulot fait justement référence au musée en tant qu'élaboration d'un lieu de représentation. Les travaux relevant de ce domaine évoquent la constitution d'un *espace public* de la communication au XVIII<sup>e</sup> siècle, tel que défini par Jürgen Habermas. La place de l'institution muséale dans la sphère publique, en tant que lieu spécifique de représentation

---

129. Dominique Poulot, "Bilan et perspectives pour une histoire culturelle des musées", *op. cit.*, p. 131.

130. Bernard Deloche, *Museologica, contradictions et logique du musée*, deuxième édition revue et corrigée, Editions W. MNES, coll. "Museologia", 1989, 221 p.

131. Voir Edwina Taborsky, *The sociostructural role of the Museum*, *op. cit.*, p. ix, x.

d'un patrimoine, est au cœur de ces études. Pour Poulot, cette "approche renouvelée de la naissance du musée, liée à l'apparition d'un marché et à la définition d'un public<sup>132</sup>", a inspiré des lectures diverses: Hooper-Greenhill, 1990; Crow, 1985; Davallon, 1986, 1992; etc. Il constate que dans tous les cas, ces études placent le public au centre de leurs perspectives en analysant les conduites et les stratégies des visiteurs, ainsi que la culture publique qui se forme dans les musées.

Ajoutons à cette liste, par exemple, une analyse telle celle d'Eliséo Verón<sup>133</sup> qui a remis en cause la nature profonde du musée en tant que «lieu de savoir», pour le reconnaître plutôt comme «le plus vieux média du monde». Ou encore, celle de Jean Davallon et Pierre Clément pour qui les musées sont désormais tournés sur le public plus que centrés sur les objets ou le savoir. Ce qui entraîne un basculement complet de l'institution muséale vers de nouvelles fonctions de «médiation» plutôt que de conservation. Il s'agit désormais "de signifier en exposant et non seulement en disant ou en transmettant<sup>134</sup>".

3) Le troisième domaine étudié par Poulot est celui de l'analyse des établissements muséaux en tant que figures de l'innovation culturelle. Dans cette perspective, pour l'historien, l'histoire du musée devient "celle d'une institution qui produit, dans un certain cadre, le rapport à des objets spécifiques comme expérience du monde et instrument de connaissance, mais aussi activité sociale

---

132 Dominique Poulot, "Bilan et perspectives pour une histoire culturelle des musées", *op. cit.*, p. 131.

133 Voir Eliseo Veron, "Le plus vieux média du monde", *Mscope*, Versailles, Centre régional de documentation pédagogique, n°3, novembre 1992, p. 32-37.

134 Jean Davallon et Pierre Clément, "La muséologie des sciences et des techniques: un nouveau champ de recherche", conférence durant les: *Rencontres internationales sur la communication publique des sciences et des techniques*, Madrid, 21-24 mai 1991, p. 3.



«de valeur»<sup>135</sup>». L'inscription sociale du musée requiert alors, pour Poulot, plusieurs lectures. «Instance de production de la légitimité culturelle parmi d'autres, le musée est en effet le théâtre d'une élaboration de principes, de savoirs et de pratiques de la part des usagers<sup>136</sup>». Diverses études ont mis en évidence les usages «culturellement différenciés» des visites au musée: Poulot, 1985; Passeron, 1990; etc. Poulot précise:

Le musée, qui met en rapport des formes génériques de choix intellectuels et des catégories de publics, à travers les manières dont il se visite et s'interprète, fournit un excellent exemple de pratique culturelle en acte et de culture institutionnalisée, dans ses liens aux sociétés savantes et aux pouvoirs.<sup>137</sup>

Selon ce chercheur, il existe toutefois une dichotomie parmi les travaux relevant de ce troisième domaine. D'un côté il est question de l'intérêt et de l'influence des musées sur les arts ou les idées, et cette interrogation de fond est traitée de manière «philosophique». De l'autre côté, il est question du savoir-faire des musées, de la muséographie, et cet aspect est traité de manière mineure, «puisque pratique». Or, pour Poulot: «Ne considérer que les contenus de la polémique sur l'intérêt des musées, au nom, de surcroît, de nos valeurs historicistes contemporaines, c'est s'interdire de comprendre que de tels énoncés sont eux-mêmes les effets de la «productivité» culturelle des musées<sup>138</sup>».

Poulot soutient que ceci renvoie à ce que Michel Foucault nommait «la corrélation, dans une culture, entre domaines de savoir, types de normativité et

---

135. Dominique Poulot, «Bilan et perspectives pour une histoire culturelle des musées», *op. cit.*, p. 132.

136. Dominique Poulot, *ibid.*, p. 132-133.

137. Dominique Poulot, *ibid.*, p. 132.

138. Dominique Poulot, *ibid.*, p. 133.

formes de subjectivité<sup>139</sup>». Précisons que c'est d'ailleurs ce que se sont attachées à démontrer des analyses comme celles de Jacqueline Eidelman<sup>140</sup> qui a mis en évidence que la création du Palais de la Découverte à Paris en 1937 s'inscrivait notamment dans un mouvement de professionnalisation et de légitimation de la recherche scientifique. Ou encore, Maria Osietzki<sup>141</sup> qui a analysé comment la création du Deutsches Museum de Munich en 1903, était aussi corrélative de l'affirmation d'une catégorie sociale particulière, celle des ingénieurs.

Après avoir dressé le bilan de la réflexion sur les musées dans les trois domaines que nous venons de présenter, Dominique Poulot fait remarquer que trois approches ont successivement marqué l'historiographie des musées, "chacune appelant une lecture spécifique de l'articulation d'une société à l'interprétation et à l'institution de sa culture<sup>142</sup>". Il s'attache alors à mettre au jour les représentations des musées évoquées par ces trois approches qui, selon nous, peuvent être mises en parallèle avec les catégories analytiques établies par Edwina Taborsky.

1) Le premier modèle — qui est le plus largement dominant selon Poulot —, suppose que le caractère des collections publiques correspond à celui des structures sociales qui leur ont donné naissance. Le plus souvent, souligne ce chercheur, cette démonstration "est au service d'un paradigme «libéral», en ce

---

139. Michel Foucault, *Histoire de la sexualité*, 2: *L'usage des plaisirs*, Paris, 1984, p. 10-12. cité par: Dominique Poulot, *ibid.*, p. 134.

140. Voir Jacqueline Eidelman, *La création du Palais de la Découverte: professionnalisation de la recherche et culture scientifique dans l'entre-deux-guerres*, Thèse de Doctorat unique, Université de Paris V, 1988.

141. Brigitte Schrøder-Gudehus (sous la direction de), *La société industrielle et ses musées*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1992, p. 151-159.

142. Dominique Poulot, "Bilan et perspectives pour une histoire culturelle des musées", *op. cit.*, p. 134.

qu'elle associe le musée moderne à l'affirmation de sociétés «libérales», «bourgeoises» ou «démocratiques»<sup>143</sup>.

Cette lecture — qui rejoint celle décrite par Edwina Taborsky dans la section analytique *Evolutionary Développement* —, «lie le progrès de l'institution à l'évolution «naturelle» des sociétés, en vue de la diffusion toujours plus large de la science, de l'art, de la conscience morale<sup>144</sup>». Dans cette perspective, on retrouve des auteurs comme Bazin, Wittlin, Hudson, etc. De plus, ajoute Dominique Poulot cette approche sous-tend également la légitimation de l'évaluation comme marque de préoccupation envers l'éducation et la formation des visiteurs.

2) La seconde approche est une vue critique de ce premier paradigme. Elle tend à considérer les musées comme des «témoignages significatifs» et des «dispositifs signifiants de valeurs et d'idéologies<sup>145</sup>». Le musée est vu comme un outil des conflits d'intérêts, de classes, de cultures, de sexes, etc. propres à toute société (Horne, 1984). Poulot explique qu'un tel tournant de l'interprétation date essentiellement de l'École de Francfort.

Précisons que c'est effectivement dans la période de l'entre-deux-guerres qu'une perspective critique a commencé à attribuer au musée la perpétuation d'une hégémonie culturelle de classe<sup>146</sup>. Ce courant de pensée a eu beaucoup de répercussions, notamment sur les façons de penser les institutions culturelles. Dans cette perspective, on trouve des auteurs comme Bourdieu, Darbel,

---

143. Dominique Poulot, *ibid.*, p. 134.

144. Dominique Poulot, «Les musées: une histoire sociale des représentations», *Mscope*, Versailles, Centre régional de documentation pédagogique, n°3, novembre 1992, p. 70-74.

145. Dominique Poulot, «Bilan et perspectives pour une histoire culturelle des musées», *op. cit.*, p. 135.

146. Voir notamment Heidegger dans ses écrits sur la culture.

Passeron, etc. Cette position critique est bien sûr inconciliable avec celle qui consiste à voir le musée comme un outil de démocratisation des savoirs.

Dominique Poulot précise que l'originalité de la position critique est d'avoir soutenu "que les musées montrent moins l'art, l'histoire ou la science que des spécimens, des illustrations, des objets d'exposition élaborés au cours de la constitution progressive de chacune de ces humanités<sup>147</sup>". Cette position peut être rapprochée de celles évoquées par Edwina Taborsky dans les sections analytiques *Social interaction and nurturance* et également *Object*. Rappelons que dans ces sections les musées sont perçus comme des outils sociaux qui, à travers les objets qu'ils exposent, agissent comme des diffuseurs de cultures, mais aussi comme des éléments de prise de conscience sur ces cultures.

3) La troisième lecture est à la fois issue de l'ethnométhodologie, de l'interactionnisme symbolique forgé à l'Université de Chicago et de la phénoménologie. Selon Poulot, plus que la transmission d'un corpus de savoirs, c'est l'importance du contexte, du *cadre de l'expérience*, qui s'avère déterminante. Ce sont les modes d'énonciation, les discours, les textes, qui deviennent les matériaux de l'analyse; les questions de communication, d'agencement, de production sont primordiales (Wuthnow et Witten, 1988). Les travaux de ce courant tentent d'isoler le sens que les visiteurs donnent à la situation qu'ils vivent.

Le secteur des musées, comme nous le constatons, fait l'objet d'un nombre important de réflexions. Depuis une vingtaine d'années, ces dernières se sont multipliées et ne résultent plus seulement des professionnels de ce secteur. Que

---

147. Dominique Poulot, "Bilan et perspectives pour une histoire culturelle des musées", *op. cit.*, p. 136-137.

ce soit depuis le champ de l'anthropologie, de l'histoire de l'art, de l'histoire des sciences, de l'éducation, de la sociologie, de la philosophie, de la sémiotique, de la communication, des théoriciens analysent les musées en des termes très différents, illustrant ainsi l'intérêt croissant pour cet objet de recherche. Pour Davallon et Clément, si la recherche en muséologie est effectivement en pleine expansion, c'est parce que le champ muséal se réorganise. Selon ces chercheurs, les questions qui se posent "sont avant tout la marque d'une déstabilisation des institutions, des professions et des activités — déstabilisation liée à la restructuration du champ muséal. Mieux encore: la montée des recherches en muséologie est à considérer comme un des opérateurs essentiels de cette restructuration<sup>148</sup>".

Ainsi, avec la multiplication des recherches en muséologie, les musées se sont trouvés questionnés depuis des perspectives très diverses. Aussi, on peut constater avec Poulot, que l'évolution récente des analyses de l'institution muséale se lit "comme une complexification progressive de son inscription sociale, qui rend difficile sa caractérisation comme objet d'étude". Il s'ensuit, précise l'auteur, que le musée risque de perdre peu à peu sa singularité permettant justement de le distinguer clairement d'autres institutions ou d'autres objets comme les médias, les expositions, etc. Face à ce problème, Poulot affirme la nécessité d'étudier les institutions muséales dans une perspective historique, en correspondance avec l'élaboration des légitimités intellectuelles et culturelles d'un milieu et d'une époque.

La tâche historique pourrait être alors non de déconstruire la forme muséale au titre d'une critique de la culture occidentale, non plus que de dénoncer la

---

148. Voir sur ce point: Jean Davallon et Pierre Clément, "La muséologie des sciences et des techniques", *op. cit.*, p. 2.

fonction d'aveuglement qu'elle remplirait au sein du corps social, mais d'explicitier les *correspondances* entre le musée et l'élaboration de légitimités intellectuelles, le prononcé de tels ou tels jugements quant à l'importance de certains héritages pour la culture publique. Elle s'attacherait ainsi, à l'image de toute l'histoire intellectuelle contemporaine, à lire le "muséal" comme la construction de ce qui a fait figure de culture significative aux yeux d'un milieu et d'une époque.<sup>149</sup>

Ainsi, si nous nous situons dans l'optique de la démarche de Dominique Poulot, pour comprendre l'évolution du secteur des musées de sciences au Québec, nous ne pouvons nous contenter d'étudier le développement strict des projets et des réalisations muséales. Il nous faut élargir notre perspective à l'étude du contexte intellectuel et culturel dans lequel se sont élaborés et développés les projets québécois de musées de sciences. Il est également nécessaire d'étendre notre analyse aux fonctions symboliques attribuées, dans ce contexte, aux institutions muséales. Sur ces points, cette démarche rejoint les fondements de celle d'Edwina Taborsky.

Nous avons vu, dans le premier chapitre, que c'est surtout à partir des années 1970 que l'intérêt pour les musées se retrouve parmi les préoccupations gouvernementales au Québec. Faisant suite à la mouvance des changements culturels des années 1960, cet intérêt est également allé de pair avec l'accroissement des préoccupations politiques et gouvernementales pour la culture dans son ensemble. Aussi, ne peut-on pas analyser l'évolution du secteur muséal dans son ensemble en faisant abstraction d'un examen plus global des actions de l'État dans le champ de la culture, ainsi que du contexte socio-politique de l'époque.

---

<sup>149</sup>. Dominique Poulot, "Bilan et perspectives pour une histoire culturelle des musées", *op. cit.*, p. 137.

Avant d'aller plus loin dans l'analyse du secteur muséal, il nous semble nécessaire de développer la question de l'accroissement de ces préoccupations politiques et gouvernementales pour la culture dans nos sociétés. Préoccupations qui se sont manifestées notamment par l'émergence d'un champ d'intervention culturelle étatique ainsi que par le développement de politiques culturelles. Il convient donc d'interroger la pratique de l'intervention culturelle gouvernementale et de réfléchir sur les transformations de la conception du rôle de l'État.

### 2.3. DE LA CULTURE À L'INTERVENTION CULTURELLE ÉTATIQUE

Depuis les années 1960, le culturel s'est affirmé de plus en plus comme une préoccupation politique et gouvernementale, non seulement au Québec, mais partout à travers le monde. Comme le fait justement remarquer Gabriel Dussault:

(...) non seulement au Québec mais un peu partout à travers le monde, l'on assiste, semble-t-il, à une extension et à une intensification des préoccupations et de l'interventionnisme étatiques en matière de «culture». Cette dernière est devenue de plus en plus affaire d'État comme en témoigne la multiplication, par exemple, des ministères et autres agences gouvernementales à vocation «culturelle», des énoncés de politiques et des plans d'action dans ce domaine, tout comme des conférences internationales sur les «politiques culturelles». <sup>150</sup>

L'interventionnisme étatique en matière de culture s'est manifesté notamment par la mise sur pied de diverses institutions culturelles — dont des musées —, mais aussi par une multitude d'actions de divers ordres, et ce dans beaucoup de

---

150. Gabriel Dussault, "Présentation", *Questions de culture*, n°10, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 9.

pays occidentaux. Mais de quoi parlons-nous quand nous parlons de culture et que signifie la notion d'intervention culturelle étatique?

### 2.3.1. La notion de culture

Lorsqu'on examine la notion de culture, on ne peut que constater le réel flottement sémantique qui l'entoure. Non seulement ce terme renvoie-t-il à des définitions différentes — on en aurait recensé plus de trois cent cinquante<sup>151</sup> (!) —, mais aussi à des concepts très hétérogènes. Parfois, ce terme se restreint à qualifier une portion de la culture constituée par les seuls arts et lettres, sans référence à la science ni à la technologie, dans d'autres circonstances, il est employé pour désigner l'ensemble des modes de vie d'une société. Conséquemment, ces conceptions différentes de la culture sont l'enjeu de grands débats:

(...) des conceptions divergentes de la culture suscitent ou reflètent, en toute hypothèse alimentent de sérieux conflits à l'intérieur du dispositif d'action culturelle des pouvoirs publics, et la définition même de ce qu'on entend par ce mot est l'enjeu de débats politiques.<sup>152</sup>

Aussi, est-il important, avant de parler du champ de l'intervention culturelle étatique, de tenter de mieux cerner cette notion. Dans ce but, Dussault a examiné en détail la littérature produite par les organismes supranationaux, les États, les promoteurs et les critiques de l'intervention culturelle étatique. Ce travail lui a

---

151. Jean-Paul Baillargeon, "Les statistiques culturelles", *Questions de culture*, n°7, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984, p. 172.

152. Gabriel Dussault, "La notion de culture en contexte d'intervention culturelle étatique et ses corrélats structurels", *Recherches sociographiques*, vol. XXI, n°3, septembre-décembre 1980, p. 317-327.



permis de dégager, à l'échelle mondiale, trois grandes attitudes face à la notion de culture.

1) La première attitude manifeste un refus de définir cette notion, tout en se référant à des définitions implicites. Selon Dussault, cette attitude est notamment représentée par l'ouvrage de l'Unesco de 1969: *Réflexions préalables sur les politiques culturelles*. On y lit: "les participants (...) ont unanimement décidé de ne pas s'engager dans la recherche d'une définition de la culture<sup>153</sup>". Pour l'Unesco, en effet:

Les politiques culturelles sont aussi diverses que les cultures elles-mêmes; il appartient à chaque État membre de déterminer et d'appliquer la sienne compte tenu de sa conception de la culture, de son système socio-économique, de son idéologie politique et de son développement technologique.<sup>154</sup>

Toutefois, cette absence de définition explicite n'empêche pas, dans ce même document, le recours implicite à diverses conceptions de la culture, qu'elles soient normative, hiérarchique ou positive.

2) La deuxième attitude consiste à recourir à des définitions restrictives de la culture et du culturel. Par exemple, cette attitude s'exprime par l'exclusion de la science, ou encore de l'éducation, du domaine de la culture. Dussault fait remarquer que la culture se trouve alors réduite aux activités de loisirs, ou encore, à une sous-culture que certains auteurs appellent culture "savante" ou culture "cultivée".

3) La troisième attitude, qui représente la tendance la plus significative depuis les années 1970 selon Dussault, s'exprime à travers le recours à la notion élargie,

---

153. Unesco, *Réflexions préalables sur les politiques culturelles*, Paris, Unesco, 1969, p. 8.

154. Unesco, préface des monographies nationales de la collection "Politiques culturelles: études et documents", à partir de 1972.

anthropologique, de la culture. En 1970, la déclaration sur *Les droits culturels en tant que droits de l'homme* de l'Unesco a défini la culture comme "l'ensemble des moyens créés par l'homme pour assurer son existence<sup>155</sup>". Dès lors, comme le précise Dussault<sup>156</sup>, de nombreux pays ont mis de l'avant la notion élargie de culture: que ce soit comme mode de vie, culture nationale, culture socialiste, comme comprenant toutes les activités créatrices, toute l'activité humaine et la formation du moi, tout ce qui est produit par l'homme.

Le Québec n'échappe pas à cette tendance. Le recours à la notion élargie de la culture transparaît dans toutes les prises de position gouvernementales en matière de culture au Québec. Depuis la création du ministère des Affaires culturelles du Québec en 1961, la culture n'a jamais été exclusivement confinée aux arts et aux lettres. En 1965, le *Livre blanc* du ministère des Affaires culturelles du Québec arborait la définition suivante de la culture: "La culture en tant que vie de l'esprit, fruit des efforts individuels, finit par constituer l'ensemble des conquêtes intellectuelles et spirituelles qu'une communauté déterminée considère comme son patrimoine<sup>157</sup>".

En 1975, toujours au Québec, le *Rapport du Tribunal de la Culture* déclare: "La culture — le monde des valeurs, des représentations, des signes et des symboles — se manifeste dans l'économie — définie comme le processus de production des biens et des services — aussi bien que dans le politique — défini comme

---

155. Unesco, *Les droits culturels en tant que droits de l'homme*, Paris, Unesco, 1970, p. 109.

156. Gabriel Dussault, "La notion de culture en contexte d'intervention culturelle étatique et ses corrélats structurels", *op. cit.*, p. 323.

157. Ministère des affaires culturelles, Pierre Laporte, *Livre blanc*, Québec, Gouvernement du Québec, 1965.

l'organisation du pouvoir<sup>158</sup>". En 1978, le *Livre blanc sur le développement culturel* ajoute à cette conception de la culture:

Les sciences de l'homme et aussi bien les tentatives de «développement culturel» ont fini par rendre familière une acception première. On parle des «cultures» pour désigner des ensembles plus ou moins vastes de façons de parler, de penser, de vivre, et, en corollaire, des langages, des croyances, des institutions (...)

Dans un second sens, la *culture* désigne l'accomplissement intellectuel et spirituel de la personne, son accès à la prise de conscience de soi et du monde, sa faculté créatrice.<sup>159</sup>

Jean-Paul Baillargeon<sup>160</sup> relate qu'en septembre 1982, la conférence mondiale sur les politiques culturelles, tenue sous l'égide de l'Unesco, a inscrit la définition suivante de la culture dans la *Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles*:

Dans son sens le plus large, la culture peut aujourd'hui être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances

Gabriel Dussault, adhérant à la conception élargie de la notion de culture, propose la définition suivante:

(...) la culture désigne ni plus ni moins que l'ensemble des manières intellectuelles et interdépendantes de penser, de sentir et d'agir, ni innées ni universelles, mais (au moins) relativement arbitraires et distinctives d'une collectivité donnée (civilisation, société globale, ethnie, nation, région, classe sociale, groupement volontaire, etc.), à un moment donné de son histoire, ainsi que l'ensemble des objectivations auxquelles elles donnent lieu dans des produits humains, dans des œuvres.<sup>161</sup>

158. Ministère des Affaires culturelles, Jean-Paul L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle. Document de travail*, Québec, Ministère des affaires culturelles, 1976, p. 64.

159. Ministère d'état au développement culturel, Camille Lauzon, *La politique québécoise du développement culturel. Livre blanc sur le développement culturel. Vol. I. Perspectives d'ensemble: de quelle culture s'agit-il?*, Québec, Gouvernement du Québec, 1978, p. 11.

160. Jean-Paul Baillargeon, "Les statistiques culturelles", *Questions de culture*, n°7, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984, p. 171-172.

161. Gabriel Dussault, "Présentation", *Questions de culture. La culture une industrie*, n°10, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 10.

Fernand Dumont et Fernand Harvey, quant à eux, affirment: "La culture (pas plus du reste que l'économie ou la politique) n'est pas un «secteur» ou un «palier» de la société: c'est un foyer particulier de lecture qui concerne la réalité collective tout entière<sup>162</sup>".

Nous n'irons pas plus loin dans ce tour d'horizon des définitions de la notion de culture; là n'est pas notre propos. Mais ce travail était nécessaire, non seulement pour savoir de quoi l'on parle, mais surtout il nous éclaire sur ce qui peut faire l'objet des interventions culturelles étatiques ou des politiques culturelles. En effet, plus la définition de la culture retenue par un gouvernement est large, plus son champ d'intervention dans ce domaine peut être vaste. De plus, comme le précise Dussault, une telle conception peut avoir des incidences sur les structures mêmes de l'intervention: "l'adoption d'une notion élargie de la culture a pour pendant, sur le plan des structures et à défaut de mieux, le décloisonnement et la coordination des interventions de divers ministères<sup>163</sup>".

Interrogeons nous maintenant sur les actions de l'État dans ce secteur, sur la mise en place de la préoccupation pour le culturel au sein des États ainsi que sur l'institutionnalisation de ce champ. En effet, depuis les années d'après-guerre, l'État n'a cessé d'étendre son action sur divers secteurs de la culture, et ce, dans de nombreux pays.

---

162. Fernand Dumont et Fernand Harvey, "La recherche sur la culture", *Recherches sociographiques*, Vol. XXVI, n° 1-2, 1985, p. 85.

163. Gabriel Dussault, "La notion de culture en contexte d'intervention culturelle étatique et ses corrélats structurels", *op. cit.*, p. 325.

### 2.3.2. L'institutionnalisation de la culture comme champ d'intervention étatique

L'intervention culturelle étatique ne date pas d'hier. Les rois et les princes ont toujours entretenu des rapports avec les arts et les sciences et le mécénat est pratiqué depuis la nuit des temps. Comme le fait justement remarquer Gabriel Dussault:

(...) l'État a, tour à tour, imposé, soutenu ou proscrit des religions, diffusé des idéologies, pratiqué diverses formes de mécénat ou de censure, mis sur pied de gigantesques systèmes d'enculturation en créant des réseaux publics d'enseignement.<sup>164</sup>

Par contre, ce qui semble relativement nouveau, c'est l'intensité des préoccupations culturelles de l'État ainsi que sa volonté d'envisager la culture comme un champ global d'intervention. Nous avons vu précédemment comment, à partir des années 1970, la notion de culture a pris un sens de plus en plus large. Nous pouvons aussi constater que parallèlement à l'intervention de l'État dans les secteurs de l'économie et dans le champ social, l'intervention étatique en matière de culture s'est elle aussi développée.

Dussault définit le terme intervention par "toute action consciente, délibérée, volontaire d'un agent en vue de modifier le cours présumé des événements" et le terme politique par "l'ensemble des principes, objectifs, stratégies et tactiques, implicites ou explicites, qui gouvernent cette intervention<sup>165</sup>". Il précise que toute intervention ne s'inscrit pas nécessairement dans une politique définie et

---

164. Gabriel Dussault, *ibid.*, p. 317.

165. Gabriel Dussault, *ibid.*, p. 317 (notes).

que la réciproque est également vraie. De ce fait, les concepts d'intervention culturelle et de politique ne doivent pas être confondus.

Sur la scène internationale, le processus d'intervention culturelle étatique a commencé à se manifester dans le second tiers du XX<sup>e</sup> siècle. Daniel Latouche fait remarquer qu'aux États-Unis, la crise économique des années 1930 contribua à transformer considérablement les liens entre le pouvoir politique et la communauté artistique et intellectuelle. "Des programmes fédéraux d'appui aux artistes, chose impensable jusque-là en Amérique, virent subitement le jour avec Roosevelt<sup>166</sup>".

En France, c'est un peu plus tard — en 1936 — que le gouvernement commence réellement à esquisser un premier plan d'actions culturelles; mais ce plan sera suspendu avec l'arrivée de la seconde guerre mondiale.

C'est très tardivement, en 1936 seulement, sous le Front populaire, que s'esquisse la première politique culturelle de l'État républicain, qui du reste n'aura guère le temps de se réaliser. Elle se dessine à travers une politique de la jeunesse et des sports, en traçant les premiers réseaux de maisons de jeunes et de la culture (...). Ce qui s'ébauche ainsi est une politique des loisirs et de la culture populaire plutôt que des arts.<sup>167</sup>

Ce n'est qu'en 1959 qu'est créé pour la première fois en France un ministère des Affaires culturelles. Instauré par le général de Gaulle, ce ministère marque la nécessité de développer une politique publique dans le domaine culturel, de promouvoir la culture parmi les programmes majeurs de la vie politique.

---

166. Daniel Latouche, "Une rencontre en ville", in Emmanuel Wallon (sous la direction de), *L'artiste et le prince. Pouvoirs publics et création*, Musée de la civilisation de Québec - Presses universitaires de Grenoble, 1991, p. 118.

167. Robert Abirached, "Postface", in Emmanuel Wallon, *ibid.*, p. 277.

Auparavant, précise Augustin Girard<sup>168</sup>, des personnes étaient chargées du patrimoine, des beaux-arts, mais elles n'étaient pas membres du gouvernement; elles étaient en général sous la tutelle du ministre chargé de l'éducation.

Selon Robert Abirached, en France, avec les premières politiques culturelles, l'État ajoute à sa mission traditionnelle de conservation du patrimoine un souci d'intérêt général.

Tout ce qui va se construire par la suite reposera sur cette idée d'aller vers une société plus égalitaire qui donne sa chance à tous, non seulement par l'instruction publique mais par l'accès aux arts et l'appropriation par chacun de sa propre imagination, idée nourrie par une longue réflexion des intellectuels, de la résistance, du secteur associatif, des syndicats.<sup>169</sup>

L'interpénétration de la société civile et de l'État prend dès lors en France un caractère très prononcé en matière de culture. Depuis la fin des années 1960, la culture y est devenue une préoccupation majeure des différents niveaux de gouvernement, qu'il s'agisse du niveau central, régional ou municipal. On peut ainsi dire que la politique culturelle connaît un sort que beaucoup d'autres politiques publiques pourraient lui envier, mais qu'en même temps, elle pose la question du délicat rapport entre culture et politique.

La culture, mise en plans et en programmes publics, est en effet objet d'une politisation intense, au meilleur sens du terme, au sens où l'on débat sans trêve de l'action culturelle des pouvoirs publics, de l'orientation qu'il faut lui donner, des contradictions qu'elle rencontre. Débat majeur en France que celui des délicats rapports entre culture et politique, mais aussi débat qui ne tient pas toutes ses promesses. Il est moins signe de dynamisme que d'une profonde interrogation sur la légitimité de toute entreprise de politique culturelle.<sup>170</sup>

---

168. Augustin Girard, "À quoi sert un ministère de la culture?", *Questions de culture*, n°7, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984, p. 139.

169. Robert Abirached, "Postface", in Emmanuel Wallon, *op. cit.*, p. 278.

170. Guy Saez, "Territorialisation de la politique culturelle", *Silex*, L'État dans toutes ses cultures, n°22, 1982, p. 5.

Pour Claude Gilbert, l'émergence des politiques culturelles renvoie à une réflexion sur l'évolution du rôle de l'État à un moment donné.

La nécessité de développer une politique publique dans le domaine culturel apparaît étroitement liée à un ensemble d'appréciations sur l'état de la France et des Français au début des années soixante, sur la nature du rapport entre culture et démocratie, entre culture et politique donc. Autrement dit, le questionnement sur la culture est le prétexte d'un inventaire, d'un débat relevant de la philosophie politique et d'une réflexion sur la pratique administrative, sur le rôle de l'État.<sup>171</sup>

On peut constater que l'intervention culturelle — mais aussi sociale et économique — étatique est allée de pair avec la prospérité économique d'après-guerre qui bénéficia aussi bien à plusieurs pays d'Europe qu'à l'Amérique du Nord. Cette période fut propice aux discussions sur le rôle des gouvernements, non seulement face à la culture, mais aussi dans tous les secteurs de la vie sociale. Comme le mentionne André J. Bélanger pour le cas du Québec:

Les pronostics économiques participent à l'euphorie keynésienne: les lendemains ne peuvent être que meilleurs et constants. Période de grande confiance dans le libéralisme économique et politique qui s'est traduite, au Québec, par une visée de «rattrapage» en contraste avec l'idéologie traditionnelle précédente.<sup>172</sup>

Toutefois, la prospérité économique n'est certainement pas le seul élément à avoir joué en faveur de l'intervention culturelle étatique. Tout un ensemble d'éléments liés à un contexte favorable a contribué à ces interventions. Comme le précise Gabriel Dussault:

[O]nt pu également jouer dans le même sens: les nouveaux défis lancés aux États par les «révolutions culturelles» de la fin des années soixante (v.g. mai 68); la volonté de ces derniers d'étendre leur champ d'intervention légitime pour justifier la croissance de leurs appareils; les pressions des pays en voie de décolonisation dont l'invocation du droit collectif à la culture se trouve cautionnée par la notion anthropologique et le relativisme culturel qui en

---

171. Claude Gilbert, "Culture, terre de mission", *Silex, ibid.*, p. 31.

172. André-J. Bélanger, "Lectures politiques", *Recherches sociographiques*, Vol. XXVI, n°1-2, 1985, p. 121.



découle; l'expansion des «industries culturelles» transnationales perçues comme menaçantes pour les cultures nationales et, partant, pour les États-Nations; l'introduction de sociologues et d'anthropologues dans les services de recherche des administrations publiques de la culture, etc.<sup>173</sup>

De fait, le Québec, au début des années 1960, s'engage — sous le gouvernement Lesage (1960-1966) — “dans un triple processus de laïcisation, d'internationalisation et de technocratisation. C'était l'époque de ce que l'on nomme encore aujourd'hui la révolution tranquille<sup>174</sup>”. Cette période, communément reconnue comme celle de l'entrée du Québec dans la modernité<sup>175</sup>, comme celle de la modernisation de la société québécoise toute entière, se traduit par une transformation et une expansion de l'appareil gouvernemental. Elle est marquée par un élargissement des champs d'action de l'État: enseignement, santé, loisirs, culture..., accompagné de la montée de nouvelles élites.

Cette modernisation passe d'abord et avant tout par une redistribution des pouvoirs entre l'église et l'État, qui a pour conséquence une évolution des formes et des pratiques du gouvernement. Sous la pression de nouvelles élites, ce sont de nouvelles sphères d'activités, de nouvelles régulations étatiques qui sont mises en place dans les années 1960. Dès lors, on peut se demander quels sont les intérêts des gouvernements à intervenir en matière de culture et quelles sont les motivations et les raisons qui les y poussent.

---

173. Gabriel Dussault, “La notion de culture en contexte d'intervention culturelle étatique et ses corrélats structurels”, *op. cit.*, p. 323.

174. Gérald Grandmont, “Les paradoxes de l'innovation en institution”, in Emmanuel Wallon (sous la direction de), *L'artiste et le prince. Pouvoirs publics et création*, *op. cit.*, p. 139.

175. Voir notamment Jocelyn Létourneau, “Le «Québec moderne»: un chapitre du grand récit collectif des québécois”, *Discours social*, vol. 4, n°1-2, 1992, p. 63-87.

### 2.3.3. Les motivations à l'intervention culturelle étatique et aux politiques culturelles

Dans le but de comprendre les motivations aux actions gouvernementales en matière de culture, Dussault<sup>176</sup> a tenté de mettre au jour la logique qui sous-tend l'intervention culturelle étatique, les raisons qui engagent l'État à intervenir en matière de culture, que ce soit au Québec, ou dans le discours d'instances supranationales telle l'Unesco. Il relève principalement trois justifications:

- 1) l'invocation des «besoins culturels»,
- 2) l'invocation implicite ou explicite des «droits culturels»,
- 3) l'invocation du «développement culturel».

L'invocation des «besoins culturels», comme le montre Dussault, renvoie aussi bien à ceux des individus ou à ceux de la société et permet à l'État d'intervenir en vertu "du rôle supplétif" qui est le sien. Toutefois, fait remarquer Dussault, la notion même de «besoin» est vague et son emploi est à la fois discutable et discuté. L'auteur fait référence à plusieurs chercheurs ayant critiqué cette notion. Il rappelle que seulement une infime partie de la population utilise les ressources culturelles et que le plus souvent l'élaboration des politiques culturelles se déroule dans l'indifférence du public. Dans ces circonstances, peut-on encore parler de «besoin»? Dussault relève que Durkheim disait déjà:

(...) si les hommes se sont instruits, ce n'est pas d'eux-mêmes, par amour du savoir, du travail; mais c'est qu'ils y ont été obligés; ils y ont été obligés par la société qui leur en fait un devoir de plus en plus impératif. Parce qu'elles ont

---

176. Gabriel Dussault, "L'intervention culturelle de l'État", *Questions de culture*, n°10, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 19.

besoin de plus de science, les sociétés réclament plus de science de leurs membres (...). Mais c'est par devoir que les hommes se sont cultivés et instruits.<sup>177</sup>

Par conséquent, pour Dussault, l'invocation des «besoins culturels» de la société n'explique pas adéquatement l'intervention culturelle étatique, bien que la croyance en de tels besoins y contribue.

Quant à l'invocation des «droits culturels» — collectifs ou individuels —, ils font appel à trois catégories distinctes de justifications:

- l'affirmation et l'épanouissement des cultures des collectivités nationales (on retrouve une telle justification dans le projet de Livre blanc du ministre Pierre Laporte en 1965, cette évocation étant liée à l'affirmation nouvelle du Québec comme «société distincte»);
- le droit des individus à l'égalité des chances d'accès à la culture, par une démocratisation de la «culture savante» et son corollaire, une déconcentration géographique (cette justification fut celle du gouvernement français lors de la création du ministère des Affaires culturelles, mais aussi celle du Québec dans le Livre blanc de 1965 et dans le Livre vert de 1976, ainsi que celle du Canada dans les années 1970);
- le droit des individus à l'égalité des chances d'accès à la création ou à l'expression culturelle dans un contexte de pluralisme culturel (multiculturalisme).

En ce qui concerne la première catégorie de justifications — l'affirmation et l'épanouissement des cultures des collectivités nationales —, Dussault précise que, de la part des États, cette affirmation «constitue une légitimation de leur

---

177. Emile Durkheim, *L'éducation morale*, Paris, PUF, 1963 (édition originale 1902-1903), p. 151, cité par Gabriel Dussault, *ibid.*, p. 23.

existence distincte, de leur droit même d'exister en tant qu'États, et leurs interventions en faveur de la culture nationale peuvent avoir pour raison la défense de leur intégrité et de leur souveraineté<sup>178</sup>”.

La deuxième catégorie de justifications — le droit des individus à l'égalité des chances d'accès à la culture — résiste mal à l'analyse en tant que véritable motif d'intervention culturelle étatique, selon Dussault. D'une part, parce que les revendications pour les droits de chacun à la culture sont pratiquement inexistantes; d'autre part, car des études ont montré que les interventions culturelles étatiques iraient précisément à l'encontre de l'égalisation des chances d'accès à la culture, en servant principalement les classes aisées et cultivées.

La troisième catégorie de justifications — l'égalité des chances d'accès à la création ou à l'expression culturelle dans un contexte de pluralisme culturel — tend plutôt à consolider la position de la culture majoritaire en émiettant les minorités culturelles. De plus, affirme Dussault, une telle généralisation de la création a des implications qu'aucun État ne pourrait vraisemblablement assumer. Toutefois, elle s'élabore dans le cadre de l'invocation du «développement culturel» qui s'inscrit lui-même, historiquement, dans le prolongement direct des justifications de l'intervention de l'État dans les champs économique et social, au nom du développement économique et du développement social.

Se référant à Augustin Girard, Dussault affirme que la forme typique de ce genre de justifications est la suivante: “L'intervention culturelle étatique correspond à la nécessité d'assurer un développement culturel «comme partie intégrante du

---

178. Gabriel Dussault, *ibid.*, p. 25.

développement général»<sup>179</sup>». Il poursuit en se demandant si le fait que les États et les divers promoteurs de l'intervention culturelle étatique se réfèrent de plus en plus au «développement culturel», ne serait pas lié à l'utopie suprême de notre civilisation qui a noms progrès, croissance, développement multidimensionnel..., qui constituent désormais la justification par excellence de l'État lui-même?

Seule, pour Dussault, la première catégorie de justifications de l'invocation des «droits culturels» résisterait à l'analyse en tant que véritable motif d'intervention culturelle étatique. Par ailleurs, ce chercheur ne remet nullement en cause la sincérité des discours entrant dans les deux autres catégories, il montre plutôt les limites de leur valeur explicative.

Le questionnement de Dussault nous conduit à envisager l'intervention culturelle de l'État dans une perspective renvoyant à une réflexion plus large sur la pratique administrative, sur le rôle de l'État. L'émergence d'un champ d'intervention culturelle étatique n'est, en effet, pas dissociable du gonflement de l'ensemble de l'organisation gouvernementale et administrative de l'État québécois. Dussault précise que les raisons invoquées au Québec pour justifier l'intervention culturelle étatique:

(...) ne diffèrent pas substantiellement de celles que l'on rencontre ailleurs dans le monde. Sans nier, encore une fois, que les croyances ou les idéaux qu'elles expriment puissent, dans une mesure difficile à préciser, co-déterminer l'action de l'État, nous espérons avoir montré en quoi et pourquoi elles ne semblaient pas en rendre compte adéquatement, et avoir contribué, par cette nécessaire opération de nettoyage, à préparer le terrain pour la recherche d'explications plus satisfaisantes.<sup>180</sup>

---

179. Augustin Girard, *Développement culturel: expériences et politiques*, Paris, Unesco, 1972, p. 5, cité par Gabriel Dussault, *ibid.*, p. 36.

180. Gabriel Dussault, *ibid.*, p. 37.

Dans la même préoccupation pour la recherche d'explications au développement des actions gouvernementales en matière de culture au Québec, Carolle Simard<sup>181</sup> analyse la mise en place d'un système culturel spécialisé et autonome au Québec, à partir des années 1960. Elle reconnaît qu'il résulte sans doute d'enjeux socio-politiques, mais qu'il peut aussi être une conséquence parmi d'autres des changements intervenus dans la culture politique d'un État. D'ailleurs, Martin Allor et Michelle Gagnon, affirment que les transformations sociales mises en œuvre au cours de la Révolution tranquille marquent "a shift in the ratio of our system of governmentality away from religious and secular forms of disciplinary power-knowledge relations and towards a new form of articulation of the continuities of government"<sup>182</sup>.

Emmanuel Wallon<sup>183</sup> souligne que les travaux sont encore peu nombreux à avoir analysé les institutions spécifiques au champ du culturel, débordée qu'est la recherche par l'expansion récente de la notion de culturel. De plus, poursuit cet auteur, les difficultés théoriques rencontrées tiennent à l'imbrication de plusieurs disciplines: histoire, sociologie, économie, philosophie, droit, esthétique, etc. Aussi, afin de dépasser ces difficultés, il nous semble indispensable d'examiner la question de l'institutionnalisation de la culture comme champ d'intervention gouvernemental en interrogeant cette pratique à la base, c'est-à-dire en réfléchissant sur les transformations de la conception du rôle de l'État, que ce soit en France, au Québec ou ailleurs. Comme le mentionne Wallon: "Les régimes ne se distinguent pas uniquement suivant leur forme présidentielle ou parlementaire,

---

181. Carolle Simard, "La culture institutionnalisée", *Questions de culture*, n°7, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984, p. 150.

182. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 29-31.

183. Emmanuel Wallon, *L'artiste et le prince. Pouvoirs publics et création*, op. cit., p. 31.

fédérative ou déconcentrée, mais aussi selon leur prétention à contrôler la langue, la transmission des savoirs, l'agencement des cités, la vivacité des expressions et des perceptions<sup>184</sup>”.

Cette réflexion sur l'institutionnalisation de la culture comme champ complexe d'actions gouvernementales — les musées représentant un des secteurs de la culture —, nous semble indispensable à la compréhension des transformations qui ont touché le champ muséal au Québec dans les années 1970-1980. Nous voulons aborder la question des institutions spécifiques au champ du culturel sous l'angle de l'élargissement des pratiques administratives de l'État, dans ce qu'il implique comme évolution des interpénétrations avec la société civile. Non seulement le passage de la culture dans l'administration et dans la politique marque une extension des compétences de l'État, mais il détermine aussi de nouveaux rapports de sens.

#### 2.4. L'ÉLARGISSEMENT DES PRATIQUES ADMINISTRATIVES DE L'ÉTAT: DE NOUVEAUX RAPPORTS DE SENS

Ne me demandez pas qui je suis et ne me dites pas de rester le même : c'est une morale d'état-civil ; elle régit nos papiers. Qu'elle nous laisse libres quand il s'agit d'écrire.

(Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, p. 28)

Cette thèse ne s'inscrivant pas dans le champ des sciences politiques, ce n'est donc pas en référence aux diverses théories générales de l'État que nous avons voulu nous positionner. La question qui nous intéresse est celle de

---

184. Emmanuel Wallon, *ibid.*, p. 31.

l'élargissement des pratiques administratives de l'État ayant conduit à l'institutionnalisation du champ culturel. C'est ainsi plutôt à une analyse de l'extension des actions de l'État — corrélative à l'évolution des formes de l'appareil administratif de l'État — que nous voulons procéder afin de situer le contexte d'évolution du secteur muséal.

Lorsque nous parlons de l'institutionnalisation du champ culturel, nous entendons — avec Bourdieu et Passeron<sup>185</sup> —, “l'apparition d'un corps de spécialistes permanents dont la formation, le recrutement et la carrière sont réglés par une organisation spécialisée et qui trouvent dans l'institution des moyens d'affirmer avec succès leur prétention au monopole de l'inculcation légitime d'une culture légitime”. À cet effet, — nous aurons l'occasion d'y revenir dans la seconde partie de cette thèse —, Marcel Fournier<sup>186</sup> a démontré comment, au Québec, un nouveau groupe de spécialistes en sciences sociales, en se faisant engager notamment comme fonctionnaires de l'État, ont collaboré à la production d'un nouvel ordre social dans les années 1960.

Lorsque nous parlons d'institution, nous adhérons à la définition donnée par Michel Crozier et Erhard Friedberg de ce qu'est une institution sociale: “un instrument que des acteurs sociaux se sont forgé pour régler leurs interactions de façon à obtenir le minimum de coopération nécessaire à la poursuite d'objectifs collectifs, tout en maintenant leur autonomie d'agents relativement libres<sup>187</sup>”.

---

185. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La Reproduction*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1970.

186. Marcel Fournier, “L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec”, *Sociologie et sociétés*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, vol. 5, n°1, mai 1973, p. 27-57.

187. Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977, p. 93.



Dans une monographie intitulée *L'État de culture*, Martin Allor et Michelle Gagnon relèvent que, depuis les trente dernières années, tout un espace discursif public s'est développé au Québec autour de la problématique du développement culturel. Selon eux:

(...) the cultural field is seen as both the specific interventions of the state into the production, circulation and consumption of cultural materials (cinema, télévision, musique, livres, magazines, théâtre, musées) and as the broader public space of the formations of specific intellectuals contesting the stakes and outcomes of cultural development.<sup>188</sup>

Cela démontre, pour ces auteurs, que la production du champ culturel ne peut pas se concevoir simplement comme un développement propre à l'appareil de l'État. Au Québec, le fonctionnement du champ culturel traverse les frontières entre l'État et la société civile. Même si les champs d'action de l'État se sont considérablement élargis, l'État moderne n'a pas asservi toute la société civile, et il n'a pas été absorbé par elle. Comme l'affirme Emmanuel Wallon, on peut dire qu'"ils se sont mutuellement colonisés"<sup>189</sup>. Précisons que le concept de société civile désigne communément toutes les institutions et mécanismes qui se situent hors des frontières du système propre à l'État, les institutions et les pratiques non-étatiques<sup>190</sup>.

Le travail effectué par Michel Foucault, à partir du milieu des années 1970, sur la problématique de la gouvernementalité et sur la notion de gouvernement fournit un cadre de référence pour étudier l'évolution des formes de l'appareil administratif de l'État et de ses interpénétrations avec la société civile. En effet,

---

188. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 26.

189. Emmanuel Wallon, *L'artiste et le prince. Pouvoirs publics et création*, op. cit., p. 30.

190. Voir notamment Krishan Kumar, "Civil Society: an inquiry into the usefulness of an historical term", *British Journal of Sociology*, vol. 44, n°3, 1993, p. 383.

comme le précise François Ewald, Foucault "propose une analyse de la naissance de l'État indépendante aussi bien du thème trop facile de sa croissance continue que de l'opposition société civile-État<sup>191</sup>". Ces analyses permettent de mieux comprendre les implications de l'institutionnalisation du champ culturel dans le social. En effet, Foucault a étudié l'émergence d'un dispositif de pouvoir-savoir au sein des gouvernements libéraux, dispositif qui, pour Allor et Gagnon, "reconstructed the shape of the social field at the same time that it produced contingent responses to forces impinging on the actions of the state<sup>192</sup>".

La question du gouvernement peut être considérée comme un thème fédérateur de l'œuvre de Foucault, si l'on mesure la distance que ce dernier a pris vis-à-vis de la notion classique de pouvoir<sup>193</sup>. Analysant le travail de Foucault, Carlo Freccero écrit:

Jusqu'à *Surveiller et punir*, Foucault apparaît surtout comme l'archéologue du savoir. Il essaie d'analyser les *épistèmes* dans le tissu de l'histoire et met en lumière leur caractère paradoxal pour la sensibilité moderne (...). À partir de *Surveiller et punir*, la place des *épistèmes* sera prise par le pouvoir. Au-delà de toute sensibilité, culture ou organisation du savoir, il y a toujours le pouvoir. Disséminé dans le tissu social, celui-ci produit le savoir à travers la recherche de la vérité. (...) Savoir et pouvoir sont indissociables.<sup>194</sup>

Ainsi, le travail initial de Foucault porte essentiellement sur le discours et l'épistémologie. Dans *Les mots et les choses*, publié en 1966, il montre, en effectuant une «archéologie des sciences humaines», quand et comment l'homme a pu devenir un objet de sciences, comme la nature avait pu l'être au XVII<sup>e</sup> et au

---

191. François Ewald, "Michel Foucault: le carnet de bord", *Magazine littéraire*, n°262, février 1989, p. 88.

192. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 28.

193. Pierre Bouretz, "La question du pouvoir", *Magazine littéraire*, n°325, octobre 1994, p. 30.

194. Carlo Freccero, "Savoir et pouvoir à l'ère de la vidéo", *Magazine littéraire*, *ibid.*, p. 32.

XVIII<sup>e</sup> siècles. Puis ses préoccupations se tournent vers les questions relatives au pouvoir dans le contrôle social. Selon Paul Heyer, cela ne signifie toutefois pas qu'il y a deux Foucault: Foucault "s'est toujours préoccupé de la question du pouvoir; et il s'intéresse encore au discours et au savoir, dans la mesure où ils sont reliés à l'exercice du pouvoir<sup>195</sup>". Voyons ce qu'il en est de cette question du pouvoir telle que Foucault l'a abordée, analysée et redéfinie.

### 2.4.1. La question du pouvoir

Issu de l'École normale supérieure, agrégé de philosophie, ayant comme directeur pour sa thèse sur l'histoire de la folie Georges Canguilhem, Foucault a toujours fréquenté les lieux les plus prestigieux du monde universitaire. Gilles Deleuze déclarait même sans détour en 1986 : "La pensée de Foucault me semble une des plus grandes philosophies modernes<sup>196</sup>".

Les stratégies de pouvoir constituent un élément central du travail de Michel Foucault, notamment à partir de *Surveiller et punir*, comme nous venons de le mentionner. Ce livre, paru en 1975, "explique comment l'ontologie du présent est marquée par le problème du pouvoir<sup>197</sup>". Foucault poursuit ce travail dans *La volonté de savoir* paru l'année suivante. Dans ces deux ouvrages, Foucault analyse en effet la question des techniques de pouvoir, des modalités de son exercice, des stratégies, des tactiques. Il cherche tout particulièrement à isoler les

---

195. Paul Heyer, "Pour une histoire des communications: quelques parallèles et contrastes entre Michel Foucault et la «filière canadienne»", *Communication Information*, vol. V, n°2/3, Hiver/Été 1983, p. 263-264.

196. Voir Didier Eribon, *Michel Foucault*, Paris, Flammarion, 1989, p. 20.

197. François Ewald, "Repères biographiques", *Magazine littéraire*, n°325, octobre 1994, p. 23

rapports qui existent entre pouvoir et savoir dans les sociétés modernes afin d'étudier l'objectivation du sujet.

Foucault ne cherche pas à édifier son analyse du pouvoir en théorie, il cherche plutôt à présenter une «analytique» du pouvoir qui serait "la définition du domaine spécifique que forment les relations de pouvoir et la détermination des instruments qui permettent de l'analyser<sup>198</sup>". À cet effet, Foucault débute son analytique du pouvoir par une critique de la conception dominante du pouvoir qu'il qualifie de «conception juridique».

Selon Foucault, depuis le Moyen Age, les sociétés occidentales formulent toujours l'exercice du pouvoir dans cette conception juridique: "malgré les efforts qui ont été faits pour dégager le juridique de l'institution monarchique et pour libérer le politique du juridique, la représentation du pouvoir est restée prise dans ce système<sup>199</sup>". Il poursuit: "Penser le pouvoir à partir de ces problèmes, c'est les penser à partir d'une forme historique bien particulière à nos sociétés: la monarchie juridique".

Ce constat établi, Foucault précise qu'il faut s'affranchir de l'image traditionnelle du pouvoir.

On demeure attaché à une certaine image du pouvoir-loi, du pouvoir-souveraineté que les théoriciens du droit et l'institution monarchique ont dessinée. Et c'est de cette image qu'il faut s'affranchir, c'est-à-dire du privilège théorique de la loi et de la souveraineté, si on veut faire une analytique du pouvoir dans le jeu concret et historique de ses procédés. Il faut bâtir une analytique du pouvoir qui ne prendra plus le droit pour modèle et pour code.<sup>200</sup>

---

198. Michel Foucault, *Histoire de la sexualité. 1: La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, p. 109.

199. Michel Foucault, *ibid.*, p. 116.

200. Michel Foucault, *ibid.*, p. 118-119.

Foucault veut ainsi se donner “une autre grille de déchiffrement historique” afin d’avancer vers “une autre conception du pouvoir”. Pour ce faire, il analyse les stratégies de pouvoir telles qu’elles se manifestent à travers certaines pratiques culturelles où s’entrecroisent pouvoir et savoir. Foucault définit ainsi son analyse en termes de pouvoir:

L’analyse, en termes de pouvoir, ne doit pas postuler, comme données initiales, la souveraineté de l’État, la forme de la loi ou l’unité globale d’une domination, celles-ci n’en sont plutôt que les formes terminales. Par pouvoir, il me semble qu’il faut comprendre d’abord la multiplicité des rapports de force qui sont immanents au domaine où ils s’exercent, et sont constitutifs de leur organisation; le jeu qui par voie de luttes et d’affrontements incessants les transforme, les renforce, les inverse; les appuis que ces rapports de force trouvent les uns dans les autres, de manière à former chaîne ou système, ou, au contraire, les décalages, les contradictions qui les isolent les uns des autres; les stratégies enfin dans lesquelles ils prennent effet, et dont le dessin général ou la cristallisation institutionnelle prennent corps dans les appareils étatiques, dans la formulation de la loi, dans les hégémonies sociales.<sup>201</sup>

La pensée de Foucault est toujours restée étrangère aux problématiques du totalitarisme, explique Bouretz<sup>202</sup>, pour privilégier des approches du politique en termes de rapport de force ou de stratégie, étant en cela beaucoup plus proche d’un Max Weber. Pour Foucault, il devient possible d’utiliser la mise au jour de la condition de possibilité du pouvoir et de ses mécanismes comme grille d’intelligibilité du champ social. De ce point de vue, ce penseur bouleverse la conception traditionnelle du pouvoir et, par conséquent les théories générales de l’État: les rapports de pouvoir ne sont pas localisables en une seule institution ou dans le seul appareil d’État. Foucault ne concentre pas son travail sur les institutions — même s’il y porte un grand intérêt —, mais sur le développement des «technologies de pouvoir». Avec lui, “le pouvoir perd ses caractéristiques

---

201. Michel Foucault, *ibid.*, p. 121-122.

202. Pierre Bouretz, “La question du pouvoir”, *Magazine littéraire*, n°325, octobre 1994, p. 31.

négatives de puissance souveraine qui réprime, corrompt, interdit, pour assumer l'aspect universel d'un savoir productif, géré par tous et auquel tous participent<sup>203</sup>”.

Foucault en vient à définir ainsi ce qu'il entend par pouvoir:

Le pouvoir est partout; ce n'est pas qu'il englobe tout, c'est qu'il vient de partout. (...) Il faut sans doute être nominaliste: le pouvoir, ce n'est pas une institution, et ce n'est pas une structure, ce n'est pas une certaine puissance dont certains seraient dotés: c'est le nom qu'on prête à une situation stratégique complexe dans une société donnée.<sup>204</sup>

C'est à une conception similaire du pouvoir que Crozier et Friedberg font référence dans leur livre intitulé *L'acteur et le système*. Pour eux, le pouvoir n'est “rien d'autre que le résultat toujours contingent de la mobilisation par les acteurs des sources d'incertitudes pertinentes qu'ils contrôlent dans une structure de jeu donné, pour leurs relations et tractations avec les autres participants à ce jeu. C'est donc une relation<sup>205</sup>”. Commentant l'approche qu'a Foucault de ce concept de pouvoir, Crozier et Friedberg précisent que la reconnaissance explicite du pouvoir en tant que relation

(...) oblige à sortir de la logique stricte du discours pour centrer l'analyse sur les processus concrets à travers lesquels ce discours peut s'incarner dans les faits. En somme, elle conduit à une autre démarche, qui, en partant de l'acteur, cherche à étudier la structuration de son champ d'action, et avec elle la médiation qu'en tant que construit de pouvoir avec sa dynamique propre celle-ci impose au discours.<sup>206</sup>

En tant que relation, le pouvoir possède donc une dynamique qui lui est propre et conduit à la structuration de champs d'actions (le culturel pouvant être

---

203. Carlo Freccero, “Savoir et pouvoir à l'ère de la vidéo”, *Magazine littéraire*, *ibid.*, p. 32.

204. Michel Foucault, *Histoire de la sexualité. 1: La volonté de savoir*, *op. cit.*, p. 122-123.

205. Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977, p. 26.

206. Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977, p. 26 (note).

considéré comme un de ces champs). Pour reprendre les termes de Gilles Deleuze, le pouvoir chez Foucault n'est ni répression, ni idéologie, "les dispositifs de pouvoir ne se contentent plus d'être normatifs, ils tendent à être constituants (de la sexualité). Ils ne se contentent plus de former des savoirs, ils sont constitutifs de vérité (vérité de pouvoir)<sup>207</sup>".

On avait reproché à Foucault, au sujet de *Surveiller et punir*, de ne prendre en compte que des micro-pouvoirs sans parvenir à saisir le phénomène de l'État. Foucault relève le défi dès 1978, notamment dans les cours qu'il donne au Collège de France, en analysant les politiques étatiques dans leurs aspects les plus contemporains. Dans l'introduction au cours de l'année 1978<sup>208</sup>, il se propose d'analyser les relations de pouvoir comme quelque chose conduisant à l'amorce d'une analyse globale d'une société.

L'originalité de cette analyse du pouvoir conduit peu à peu Foucault à glisser de ce concept à celui de gouvernement pour proposer une analyse de la «gouvernementalité politique» conçue comme art de gouverner. Au cours des années qui suivent, Foucault approfondit son analyse de la notion de gouvernement en l'étudiant dans son sens le plus large, c'est-à-dire au sens «de techniques et procédures destinées à diriger la conduite des hommes<sup>209</sup>».

---

207. Gilles Deleuze, "Désir et plaisir", *Magazine littéraire*, n°325, octobre 1994, p. 59.

208. Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population. Introduction au cours de l'année 1978*, cours enregistré.

209. Michel Foucault, *Résumés des cours 1970-1982*, Julliard, 1989, p. 123.

## 2.4.2. Rationalisation de la pratique gouvernementale

Dans l'introduction de son cours au Collège de France de l'année 1979, Foucault expose qu'il veut essayer de saisir la manière dont, à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, on a tenté de conceptualiser cette pratique qui consiste à gouverner. C'est à une "étude de la rationalisation de la pratique gouvernementale dans l'exercice de la souveraineté politique<sup>210</sup>" qu'il souhaite procéder alors. Il désire étudier la manière dont on a établi le domaine de la pratique du gouvernement, les différents objets, ses règles générales, ses objectifs d'ensemble afin de gouverner de la meilleure manière possible.

L'étude de la gouvernementalité répond pour Foucault à un double objectif:

(...) faire la critique nécessaire des conceptions courantes du «pouvoir» (plus ou moins confusément pensé comme un système unitaire, organisé autour d'un centre qui en est en même temps la source, et qui est porté par sa dynamique interne à s'étendre toujours); l'analyser au contraire comme un domaine de relations stratégiques entre des individus ou des groupes — relations qui ont pour enjeu la conduite de l'autre ou des autres, et qui ont recours, selon les cas, selon les cadres institutionnels où elles se développent, selon les groupes sociaux, selon les époques, à des procédures et techniques diverses<sup>211</sup>.

Foucault relève l'apparition et la mise en place, vers le XVI<sup>e</sup> siècle, de la «Raison d'État». À travers elle, il repère l'émergence d'un certain type de rationalité dans la pratique gouvernementale. L'État se gouverne, dès lors, selon des principes rationnels qui lui sont intrinsèques (et non plus divins ou autres) et qui prennent corps dans un certain nombre de manières précises de gouverner et dans des institutions corrélatives à ces manières. Pour Foucault, ce qui est caractéristique

---

210. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Introduction au cours de l'année 1979*, cours enregistré, face A.

211. Michel Foucault, *Résumés des cours 1970-1982*, Julliard, 1989, p. 135.



de la Raison d'État telle qu'elle s'est formée au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est qu'on admet le rôle décisif de chaque État. Chacun a à défendre ses intérêts en s'auto-limitant sans rêver à devenir un Empire. En tant que puissance indépendante, l'État a des objectifs limités face aux autres puissances, en revanche, il a des objectifs illimités en ce qui concerne la gestion de ses sujets qui doit lui servir à faire face aux autres États.

"Gouverner, selon le principe de la Raison d'État, c'est faire en sorte que l'État puisse être rendu solide et permanent, qu'il puisse être rendu riche, qu'il puisse être rendu fort en face de tout ce qui peut le détruire<sup>212</sup>". Le dessein lié à cet art de gouverner n'est plus de renforcer le pouvoir d'un prince mais celui de l'État lui-même. Dès lors commence à se développer tout l'appareil administratif des grandes monarchies territoriales. Foucault précise encore:

(...) it was also linked with a set of analyses and forms of knowledge which started developing at the end of the 16th century and took on importance in the 17th, consisting essentially of the knowledge of the state, in all the different elements, dimensions and factors of its power, termed precisely «statistics», meaning the science of the state; (...) I don't think we can omit to relate this search for an art of government with the practices of mercantilism and police.<sup>213</sup>

En effet, la richesse ne pouvant plus s'affirmer par la conquête de nouveaux territoires, c'est par le commerce qu'on entend s'enrichir désormais. Selon Foucault:

(...) c'est de l'enrichissement par le commerce qu'on attend la possibilité d'augmenter la population, la main-d'œuvre, la production et l'exportation, et de se doter d'armées fortes et nombreuses. Le couple population-richesse fut, à l'époque du mercantilisme et de la caméralistique, l'objet privilégié de la nouvelle raison gouvernementale.<sup>214</sup>

---

212. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Introduction au cours de l'année 1979*, cours enregistré, face A.

213. Michel Foucault, "On governmentality", *I & C*, n°6, automne 1979, p. 14.

214. Michel Foucault, *Résumés des cours 1970-1982*, Julliard, 1989, p. 103.

Principe d'enrichissement selon les mercantilistes, la population est surtout reconnue comme pièce essentielle de la force des États, qu'il est indispensable de savoir gérer. Or, pour la gérer, il est nécessaire de la connaître. Dès lors, se développe ce que l'on a appelé «statistique». Le gouvernement et tout l'appareil administratif a besoin d'un savoir concret et spécifique pour s'assurer des forces et des faiblesses de ses forces. Il recueille peu à peu tout un ensemble de savoirs précis et mesurés, indispensables à la connaissance des forces respectives des différents États et de ce qu'il faut faire pour les consolider.

The formation of a «savoir» proper to government is absolutely bound up with the knowledge of all the processes related to population in its larger sense, that is to say what we now call the «economy». (...) the constitution of political economy depended upon the emergence of population as the new subject of all the various elements of wealth; (...) and this corresponds to the formation of a type of intervention characteristic of government, namely intervention in the field of economy and population.<sup>215</sup>

La nouvelle rationalité politique est ainsi liée à l'apparition des sciences humaines empiriques. L'État met peu à peu en place des techniques en vue du contrôle de la densité, du volume, de la répartition, de la santé de cette population. Les statistiques lui fournissent un savoir qui lui permettent d'exercer plus efficacement son pouvoir sur les individus, en permettant, comme le souligne Jacques Donzelot<sup>216</sup>, de les classer, de les orienter selon les besoins du système et non selon leurs propres aspirations. La famille devient, vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, un instrument privilégié de gestion de la population. Le gouvernement prend en charge des questions liées à la santé, l'hygiène, la natalité, la longévité, l'habitat, le mouvement des populations, etc.

---

215. Michel Foucault, "On governmentality", *I & C*, n°6, automne 1979, p. 18.

216. Jacques Donzelot, *L'invention du social*, Paris, Seuil, coll. "Points", 1994, (éd. originale 1984), p. 201.

(...) population comes to appear above all else as the ultimate end of government, that is the welfare of the population since this end consists not in the act of governing as such but in the improvement of the condition of the population, the increase of its wealth, longevity, health, etc.<sup>217</sup>

La limitation de l'objectif international, dans la manière de gouverner selon la Raison d'État, a ainsi eu pour corrélatif l'illimitation dans l'exercice de l'état de police — compris comme une technique de gouvernement propre à l'État et non comme une institution ou un mécanisme fonctionnant au sein de l'État<sup>218</sup>. Foucault précise qu'il existe toutefois des mécanismes de compensation afin de limiter la Raison d'État. Au XVI, XVII<sup>e</sup> siècle, le droit ainsi que les institutions judiciaires servaient de limitation externe contre ce pouvoir royal. Cependant, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, il se produit une transformation importante de la raison gouvernementale qui consiste dans la mise en place d'un principe de limitation non plus extrinsèque mais intrinsèque. On entre dans une critique interne de la Raison gouvernementale visant à rationaliser la manière de gouverner.

À partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, un certain nombre de phénomènes jouent en faveur de cette rationalisation, comme l'écrit Foucault:

(...) the demographic expansion of the 18th century, connected with historical monetary abundance, which in turn was linked to the expansion of agricultural production through a series of circular processes that historians are familiar with. If this is the general picture, then we can say more precisely that the problematic art of government was opened up anew in relation to the emergence of the problem of population; or let us say rather that there occurred a subtle process, which we must seek to reconstruct in its particulars, through which the science of government, the recentring of the theme of economy on a different plane from that of the family, and lastly, the problem of population are linked one to another.<sup>219</sup>

---

217. Michel Foucault, "On governmentality", *I & C*, n°6, automne 1979, p. 17.

218. Michel Foucault, "Omnes et singulatim: vers une critique de la raison politique", *Le Débat*, n°41, septembre-novembre 1986, p. 27.

219. Michel Foucault, "On governmentality", *I & C*, n°6, automne 1979, p. 16.

Selon Foucault, c'est l'économie politique, qui à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle va agir comme limitation à la Raison d'État. L'économie politique ne s'est pas développée à l'extérieur ni contre la Raison d'État; elle s'est au contraire formée dans le cadre même des objectifs que la Raison d'État avait fixés: elle propose l'enrichissement de l'État, la croissance de la population et des subsistances de façon ajustée, la concurrence entre les états dans le maintien d'un certain équilibre. Cet équilibre s'obtient à partir de la question: comment ne pas trop gouverner?

L'économie politique réfléchit et analyse les pratiques gouvernementales en fonction de leurs effets (économiques) et non pas de leurs origines (leur légitimité). Elle devient l'instrument de mesure de la façon de ne pas trop gouverner. La réussite ou l'échec deviennent les critères de l'action gouvernementale, remplaçant la légitimité ou l'illégitimité.

À partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, on a ainsi, par des mécanismes intelligibles, établi une cohérence réfléchie et raisonnée permettant de juger les pratiques de l'État comme bonnes ou non. Selon Foucault, un nouveau régime de vérité s'est mis en place qui a fait se déplacer toutes les questions relatives à l'art de gouverner. À partir de l'émergence de ce régime de vérité comme principe d'auto-limitation du gouvernement, Foucault s'est attaché à montrer par quelle interférence toute une série de pratiques, à partir du moment où elles sont coordonnées à un régime de vérité, a pu faire que ce qui n'existait pas (la folie, la maladie, la délinquance, la sexualité, etc.) devienne quelque chose, qui — selon lui — continue cependant de ne pas exister. L'enjeu pour Foucault est de montrer comment le couplage série de pratiques/régime de vérité forme un dispositif de pouvoir/savoir qui marque dans le réel ce qui n'existe pas, et le soumet légitimement au partage du vrai et du faux. Ce moment, qui marque la naissance

de cette bipolarité: politique/économie, c'est la naissance du libéralisme, vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Pierre Bouretz fait remarquer au sujet de tout ce travail effectué par Foucault :

(...) du point de vue de l'histoire des systèmes de pensée l'essentiel réside dans le passage d'un univers politique centré sur la thématique de la «raison d'État» au monde propre du libéralisme. Avec celui-ci la rationalisation de l'exercice du gouvernement consistera désormais à jouer de cette logique économique qui optimise les effets du pouvoir en réduisant ses coûts. (...) D'où la découverte du lien entre les techniques de domination que représentent l'asile, la prison ou toutes les institutions d'enfermement et ces «techniques de soi» qui régissent de manière plus intime le contrôle des individus.<sup>220</sup>

### 2.4.3. L'intervention «civilisatrice» de l'État

Foucault a ainsi mis en évidence que l'économie proprement moderne du pouvoir apparaît parallèlement à un problème nouveau qui est celui de la gestion des populations. Dès lors, la question de la population et, son corollaire, le problème central de la sécurité, deviennent les objets spécifiques de «l'histoire de la gouvernamentalité». La thématique de la population permet à Foucault de montrer l'émergence de ce qu'il appelle «l'État de gouvernement».

Selon Foucault, on ne peut pas dissocier ces problèmes du cadre de la rationalité politique que représente le libéralisme, cadre à l'intérieur duquel ils sont apparus et où ils ont pris leur acuité. Le libéralisme constitue essentiellement une forme de réflexion critique sur la pratique gouvernementale: «La réflexion libérale ne part pas de l'existence de l'État, trouvant dans le gouvernement le moyen

---

220. Pierre Bouretz, «La question du pouvoir», *Magazine littéraire*, n°325, octobre 1994, p. 31.

d'atteindre cette fin qu'il serait pour lui-même; mais de la société qui se trouve être dans un rapport complexe d'intériorité et d'extériorité vis-à-vis de l'État<sup>221</sup>".

C'est la société qui permet de poser la question: "qu'est-ce qui rend nécessaire qu'il y ait un gouvernement et quelles fins doit-il poursuivre, à l'égard de la société, pour se justifier d'exister?"<sup>222</sup> Plutôt que de faire de la distinction État-société civile un universel historique et politique, Foucault préfère y voir une forme de schématisation propre à une technologie particulière de gouvernement qui, sans avoir été toujours libérale, "n'a pas cessé d'être hantée depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par la question du libéralisme"<sup>223</sup>.

Ainsi, selon Foucault, le dispositif de base constitué par les relations entre les «techniques et procédures destinées à diriger la conduite des hommes» et les cadres d'action de l'État est encore le même aujourd'hui. Il a démontré la dimension politique des «techniques et procédures destinées à diriger la conduite des hommes» dans les domaines de la vie publique ainsi que de la vie privée. Il a mis en évidence le type de rationalité qui légitime l'intervention «civilisatrice» de l'État. D'ailleurs, depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la légitimité de ces interventions de l'État n'est guère contestée (excepté peut-être les critiques portant sur le degré et le niveau de ces interventions); tout le monde s'accorde sur l'importance de la question du social. Comme le fait remarquer Jacques Donzelot:

(...) tous les partis s'accordent pour faire du social l'objectif déclaré de leur politique, le critère commun sur lequel décider de son échec ou de sa réussite. L'adhésion à cette mission sociale constitue comme un brevet de républicanisme,

---

221. Michel Foucault, *Résumés des cours 1970-1982*, Julliard, 1989, p. 112.

222. Michel Foucault, *ibid.*, p. 112.

223. Michel Foucault, *ibid.*, p. 119.

dont ne se passent que les organisations les plus extrémistes, celles qui d'elles-mêmes se placent hors de toute référence à la République démocratique<sup>224</sup>.

L'émergence, dans l'après-guerre, de ce qu'on a appelé «l'État providence» ne fait que consacrer plus encore les interventions des États dans le champ du social. François Ewald et Jacques Donzelot<sup>225</sup> ont longuement traité de cette question dans leurs ouvrages respectifs, en ce qui concerne le cas français. Au Canada, Anne Legaré et Nicole Morf ont mis en évidence les transformations des liens entre l'État et la société dans la période de l'après-guerre avec l'adoption des nombreuses politiques sociales:

À travers des prestations «en nature» (les équipements collectifs: médical, scolaire, récréatif, etc.) et surtout des prestations financières (sous forme d'allocations et d'assurances), les principaux aspects de la reproduction de la force de travail sont *socialisés*, i.e. qu'ils sont assumés et pris en charge *au niveau de la société* et non plus seulement au niveau de l'individu. (...) cette reproduction socialisée de la population se constitue comme noyau central de la *politique économique* de l'État, comme un élément moteur de la régulation étatique du rapport salarial.<sup>226</sup>

Avec un nombre grandissant de personnel et de fonctions sociales, de nouveaux savoirs se constituent, se complexifient, liés à l'apparition de nouveaux pouvoirs dans la société. Les sciences humaines et sociales se développent, prennent de l'ampleur. Selon Alvin Gouldner<sup>227</sup>, elles deviennent même de plus en plus, une technologie bien financée dans l'effort de l'État-providence pour résoudre les problèmes de sa société industrielle. Pour cet auteur, cela est notamment visible,

---

224. Jacques Donzelot, *L'invention du social*, op. cit., p. 17.

225. Voir Jacques Donzelot, *ibid.* et François Ewald, *L'État providence*, Paris, Grasset, 1986.

226. Anne Legaré et Nicole Morf, *La société distincte de l'État, Québec-Canada 1930-1980*, Montréal, Ed. Hurtubise hmh, coll. Brèches, 1989, p. 101.

227. Alvin W. Gouldner, *The coming crisis of Western Sociology*, New York & London, Basic Books Inc., 1970 (3e édition), p. 344.

au cours des années 1960, dans le niveau grandissant d'investissement des gouvernements dans les sciences sociales.

Jean Baudrillard affirme même que les interventions de l'État dans le social ne se limitent pas à la population en tant que telle. Elles s'étendent sur l'environnement compris dans son sens le plus large, l'individu faisant lui-même partie de l'environnement à protéger.

Le contrôle social de l'air, de l'eau, etc., sous le signe de la protection de l'environnement, ce sont évidemment les hommes eux-mêmes qui entrent un peu plus profondément dans le champ du contrôle social. (...) L'homme n'est même plus face à son environnement: il fait virtuellement partie lui-même de l'environnement à protéger.<sup>228</sup>

Martin Allor et Michelle Gagnon<sup>229</sup> mentionnent que différents travaux axés sur l'impact des sciences humaines sur les domaines d'intervention gouvernementale se sont appuyés sur la perspective élaborée par Foucault dans son analyse de la gouvernementalité: "insurance and risk management"<sup>230</sup>, "social welfare"<sup>231</sup>, "state school systems"<sup>232</sup>. À cette liste, on peut ajouter les musées, notamment avec les travaux de chercheurs comme Eilean Hooper-Greenhill<sup>233</sup> et Tony Bennett<sup>234</sup>.

---

228. Jean Baudrillard, *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Paris, Gallimard, 1972, p. 255.

229. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 29.

230. François Ewald, *L'État providence*, op. cit., 1986.

231. Jacques Donzelot, *L'invention du social*, op. cit., 1984.

232. I. Hunter, *Rethinking the School*, St. Leonards, N.S.W.: Allen and Unwin, 1994.

233. Eilean Hooper-Greenhill, "The Museum in the Disciplinary Society", in Susan M. Pearce, (ed), *Museum Studies in Material Culture*, London & New York, Leicester University Press, 1989; *Museums and the Shaping of Knowledge*, London, New York, Routledge, 1992, 229 p.

234. Tony Bennett, "The Exhibitionary Complex", *New Formations*, n°4, spring 1988, p. 73-102; "Museums and Public Culture: History, Theory, Policy", *Media Information Australia*, n°53, august 1989, p. 57-65.



Selon Allor et Gagnon, ces travaux ont toutefois révisé la perspective foucaldienne dans la mesure où les savoirs se rapportant à la population se sont complexifiés — notamment avec le développement des disciplines telles l'économie, la psychologie, la sociologie, la science politique. Ils ont aussi contesté les liens entre la série gouvernement-population-économie politique. Toutefois, précisent ces auteurs:

The key epistemological commitments linking this work to that of Foucault lie in a focus on conjunctural historical study and in the analysis of the relations between discursive and institutional levels of social power. This conjunctural focus (...) leads to detailed analyses of both the existing interventions and apparatuses of governance and of new discursive forms of analyses of domains of intervention, and new figures of the population and the citizenry. This epistemological focus is conjunctural in a broader sense in that it refuses to see the development of specific practices of government as the teleological outcomes of either the progress of liberal rationality or the power relations of capital and class.<sup>235</sup>

C'est dans une telle perspective qu'il nous semble intéressant de nous situer pour aborder l'étude de nos questions de recherche qui, rappelons-le, sont les suivantes: quelles sont les circonstances qui ont favorisé au Québec le brusque réveil muséal dans les années 1980? Qu'est-ce qui caractérise le nouveau positionnement des musées dans le champ social — tel que l'incarne le Musée de la civilisation —, qu'est-ce qui a rendu ce positionnement possible et nécessaire au Québec?

En adoptant ce positionnement par rapport à la perspective foucaldienne de l'analyse de la gouvernamentalité, nous pouvons aborder de manière différente à ce qui se fait dans le champ de la muséologie, l'étude du développement et de l'évolution des institutions muséales au Québec. De plus, pour nous situer par rapport au champ de la communication, un tel positionnement permet d'adopter

---

235. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 29-30.

une approche plurielle et de dépasser le cadre des analyses qui prennent pour acquis que les musées sont des médias, et qu'en tant que tels on peut les analyser comme les autres éléments du champ des industries culturelles.

L'historique de la gouvernementalité telle qu'effectuée par Foucault en tant qu'analyse de l'émergence d'un dispositif de rapports savoir/pouvoir contribuant à reconstruire le champ social en même temps qu'il répond aux demandes, va nous servir de perspective d'analyse pour notre objet. Comme le fait remarquer fort justement Carlo Freccero: "(...) pour qu'un concept naisse et s'affirme en apparaissant naturel au sein d'une culture, il est nécessaire que se forme un discours capable de le définir et de l'imposer<sup>236</sup>".

C'est ce qui s'est passé avec l'institutionnalisation du champ d'intervention culturelle étatique. Les musées font partie du champ de l'intervention gouvernementale, et personne ne remet plus en cause aujourd'hui l'intervention de l'État dans la mise sur pied d'institutions culturelles. Le milieu de la culture est demandeur d'actions gouvernementales, même si les liens culture et politique restent sous haute surveillance.

---

236. Carlo Freccero, "Savoir et pouvoir à l'ère de la vidéo", *Magazine littéraire*, n°325, octobre 1994, p. 35.

### 3. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

---

Au cours de l'élaboration du cadre de référence théorique de notre recherche, nous avons constaté — aussi bien en ce qui concerne l'étude des musées, la sociologie de la culture ou l'étude de la gouvernamentalité — la nécessité d'aborder notre objet d'étude dans une perspective historique. Nous allons donc, dans une première section, présenter l'approche dans laquelle s'inscrit notre démarche de recherche, il s'agit d'une approche généalogique. Nous préciserons, dans une deuxième section, les outils méthodologiques qui seront les nôtres. Nous verrons ensuite ce que ces outils recouvrent exactement dans le contexte de notre problématique ainsi que la façon dont nous avons délimité de notre corpus.

#### 3.1. UNE APPROCHE GÉNÉALOGIQUE

Approche historique, dans notre esprit, ne veut pas dire historicisme. En ce qui concerne notre recherche, il ne s'agit pas de comprendre le développement des musées au Québec à partir de leur historicité primitive et d'en tracer une ligne rationnelle d'évolution. Approche historique ne signifie pas faire une histoire des musées, conçue comme un matériau, mais plutôt faire une histoire comprise comme connaissance de ce matériau. Une telle démarche cherche à rendre compte de la dimension historique des objets étudiés — les musées au Québec —

et elle permet de réinscrire les phénomènes dans leurs contextes d'émergence et d'évolution afin de pouvoir mieux les questionner et les analyser. C'est d'ailleurs une telle démarche que suggérait Dominique Poulot pour l'étude des musées, comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent.

Claude Lévi-Strauss affirmait à propos de l'histoire:

En fait, l'histoire n'est pas liée à l'homme, ni à aucun objet particulier. Elle consiste entièrement dans sa méthode, dont l'expérience prouve qu'elle est indispensable pour inventorier l'intégralité des éléments d'une structure quelconque, humaine ou non humaine. Loin donc que la recherche de l'intelligibilité aboutisse à l'histoire comme à son point d'arrivée, c'est l'histoire qui sert de point de départ pour toute quête de l'intelligibilité. Ainsi qu'on le dit de certaines carrières, l'histoire mène à tout, mais à condition d'en sortir.<sup>237</sup>

Le travail de Michel Foucault a beaucoup enrichi et précisé la notion d'histoire; il l'a même redéfinie. Selon lui: "L'histoire, ce n'est donc pas une durée, c'est une multiplicité de durées qui s'enchevêtrent et s'enveloppent les unes les autres. Il faut donc substituer à la vieille notion de temps la notion de durée multiple<sup>238</sup>". Georges Canguilhem soulignait d'ailleurs l'ampleur du travail de Foucault à ce propos:

(...) Foucault a discrédité les questions de possibilité transcendante au profit des questions de possibilité historique, a condamné la recherche des profondeurs, tellement il lui a paru difficile de repérer les points d'où l'on aperçoit bien les surfaces, a substitué à l'histoire des systèmes l'histoire des problématiques.<sup>239</sup>

Dans une entrevue, Jeannette Colombel — amie de Foucault qui vient de publier une sorte de «biographie intellectuelle» de l'œuvre de ce dernier — se faisait

---

237. Claude Lévi-Strauss, *La pensée sauvage*, Paris, Plon, coll. Agora, 1962, p. 313.

238. Michel Foucault, *Dits et Écrits*, Tome II (1970-1975), Paris, Gallimard, 1994, p. 279.

239. Georges Canguilhem (sous la direction de), *Michel Foucault philosophe. Rencontre internationale Paris 9, 10, 11 janvier 1988*, Paris, Seuil, coll. "Des travaux", 1989, p. 12.

demander: "La grande découverte de Foucault ne tient-elle pas à avoir substitué la généalogie à l'histoire?<sup>240</sup>". Mais selon cette dernière, la généalogie ne peut aucunement se substituer à l'histoire, car elle est elle-même *origine historique*.

La généalogie (...) permet de dévoiler la source (...) de structures qui nous sont si habituelles qu'on ne les met pas en question, qu'elles semblent avoir existé de tout temps. En repérant l'origine, en la datant (...) on découvre que les structures, les normes, les institutions, puisqu'elles sont relatives historiquement, peuvent être changées.<sup>241</sup>

Dans la pensée de Foucault, on peut dire que la «généalogie» est plus une réorganisation des priorités qu'une rupture, notamment par rapport à la notion d'«archéologie». L'«archéologie» mettait l'emphasis sur la théorie plutôt que sur la pratique, la «généalogie» place la compréhension des conséquences du discours avant l'analyse de ses formulations internes. Selon Paul Heyer:

The perspective of both *Généalogie* and *Archéologie* goes against the established grain of historical interpretation. (...), his work is useful as a new conceptual model, a signpost, against which we can at times assess apart of the bewildering flow of events that make any comprehensive or "true" history ultimately impossible.<sup>242</sup>

C'est dans ce sens qu'une approche historienne — ou plutôt généalogique — est utile à l'étude de notre objet. Plutôt que d'accepter comme tel l'objet même de recherche, l'approche généalogique commence par le questionner, par mener une «enquête» historique à travers les événements constitutifs de la problématique, par traiter les discours qui entourent notre objet comme autant d'événements historiques.

---

240. Jean-Jacques Brochier (propos recueillis par), "L'exigence de la liberté. Entrevue avec Jeannette Colombel", *Magazine littéraire*, n°325, octobre 1994, p. 70.

241. Jean-Jacques Brochier, *ibid*, p. 70.

242. Paul Heyer, *Communications and History. Theories of Media, Knowledge, and Civilization*, Greenwood Press, 1988, p. 155.

Cette approche, nous l'avons déjà utilisée dans le premier chapitre de cette thèse en tentant de délimiter les événements historiquement constitutifs de notre problématique. Dans le second chapitre, nous avons également questionné la multiplicité des discours qui entourent la question des musées.

L'objet d'étude qui nous concerne est très contemporain puisqu'il s'agit de la situation des musées de science, au Québec, depuis les vingt-cinq dernières années ainsi que de la création du Musée de la civilisation dans les années 1980. Mais le projet de Foucault lui-même était d'"écrire l'histoire du présent", de "diagnostiquer le présent", de "dire ce qu'est le présent, dire en quoi notre présent est différent et absolument différent de tout ce qui n'est pas lui, c'est-à-dire de notre passé<sup>243</sup>". C'est bien d'un diagnostic de la situation présente qu'il part dans *Histoire de la sexualité* et son orientation est résolument contemporaine. De plus, les musées sont des institutions qui entretiennent un rapport direct au savoir, ce sont des lieux où des pratiques culturelles se déroulent, des lieux où des stratégies d'acteurs se jouent et donc où les pratiques et les stratégies de pouvoir sont très présentes. En ce sens, la référence au travail de Michel Foucault est tout à fait pertinente pour notre objet de recherche.

Dans le champ de la communication, plusieurs auteurs ont adopté une perspective historique dans leur travail de recherche. Comme le constate Paul Heyer: "Aujourd'hui un nombre croissant de chercheurs nord-américains en communications traitent des aspects historiques des phénomènes contemporains

---

243. Jean-Pierre El Kabbach (propos recueillis par), "Foucault répond à Sartre", *La Quinzaine Littéraire*, n°46, 1<sup>er</sup> au 15 mars 1968, p. 20.

qu'ils étudient<sup>244</sup>". Par exemple, Harold Innis<sup>245</sup> ouvrit un nouveau champ d'étude en s'intéressant aux effets sociaux des développements historiques en communication. James Carey<sup>246</sup> a proposé une nouvelle conception des médias et de leurs effets en tenant compte de leurs dimensions historiques, de leurs contextes d'émergence et d'évolution.

Paul Heyer lui-même s'est proposé d'établir un secteur spécifiquement historique à l'intérieur du champ de la communication, "à la fois pour comprendre la relation entre sociétés et communications dans le passé et pour situer la réflexion sur la communication dans le courant de l'histoire de la pensée occidentale<sup>247</sup>". Pour cela, il s'est intéressé à l'utilisation du travail de Foucault et il souligne la qualité et le potentiel du travail de ce dernier dans la recherche d'un cadre et d'une perspective historiques propres à la communication. Tous les travaux de Foucault tournent autour d'une préoccupation centrale, remarque-t-il: "celle de l'organisation et du contrôle du discours dans la société. De ce fait, l'œuvre de Foucault participe à l'étude de la communication. Bien plus, *Les mots et les choses* peut facilement être considéré comme relevant de l'histoire des communications<sup>248</sup>".

---

244. Paul Heyer, "Pour une histoire des communications", *Communication Information*, op. cit., p. 249.

245. Harold Adams Innis, *The Bias of Communication*, Toronto, The University of Toronto Press, 1951 et *Empire and Communication*, Toronto, The University of Toronto Press, 1952.

246. James W. Carey, "Technology and Ideology: The case of the Telegraph", in Salzman Jack, *Prospects, an Annual of American Culture Studies*, Cambridge University Press, 1983, p. 303-325.

247. Paul Heyer, "Pour une histoire des communications", *Communication Information*, op. cit., p. 249. Voir également: Paul Heyer, *Communications and History. Theories of Media, Knowledge, and Civilization*, Greenwood Press, 1988.

248. Paul Heyer, "Pour une histoire des communications", *ibid.*, p. 251.

Il est également assez couramment fait référence au travail de Michel Foucault parmi les chercheurs en sciences sociales. Par exemple, Marike Finlay<sup>249</sup>, dans son livre *Powermatics*, s'est inscrite directement dans la démarche de Foucault pour analyser les procédures de légitimation des nouvelles technologies de communication. Mentionnons encore Eilean Hooper-Greenhill<sup>250</sup>, qui a aussi pris comme cadre de référence les écrits de Foucault pour vérifier comment on peut observer, à partir de l'étude de cas de plusieurs musées, le passage de l'épistémè pré-classique à l'épistémè classique. Tony Bennett<sup>251</sup> s'appuie également sur Foucault pour regarder les articulations institutionnelles des relations pouvoir/savoir dans l'analyse des musées et des expositions universelles. Selon lui, ces expositions représentent le lieu d'intersection d'un ensemble de relations institutionnelles et disciplinaires qui peuvent être analysées comme une articulation particulière de pouvoir et de savoir.

L'analyse de l'histoire, Foucault l'affronte en tant que "philosophe du pouvoir", précise Carlo Freccero. Fournissant un cadre inédit du présent, Foucault met en évidence "une généalogie de concepts que nous percevons comme naturels et éternels<sup>252</sup>". Pour Pierre Bourdieu, l'analyse de l'histoire se doit également de mettre en évidence les relations de pouvoir:

Il s'agit de faire une histoire structurale qui trouve dans chaque état de la structure à la fois le produit des luttes antérieures pour transformer ou

---

249. Marike Finlay, *Powermatics. A discursive critique of new communications technology*, Routledge & Kegan Paul, 1987.

250. Eilean Hooper-Greenhill, *Museums and the Shaping of Knowledge*, London, New York, Routledge, 1992, 229 p.

251. Tony Bennett, "The exhibitionary complex", *New Formations*, n°4, été 1988, p. 73-102.

252. Carlo Freccero, "Savoir et pouvoir à l'ère de la vidéo", *Magazine littéraire*, n°325, octobre 1994, p. 32.



conserver la structure, et le principe, à travers les contradictions, les tensions, les rapports de force qui la constituent, des transformations ultérieures.<sup>253</sup>

Foucault<sup>254</sup> écrivait lui-même que les enquêtes historico-critiques portent toujours sur un matériel, une époque, un corps de pratiques et de discours déterminés. Partant de là, selon lui, ce qu'il faut saisir, c'est dans quelle mesure les formes de pouvoir s'y exercent, et l'expérience que nous y faisons de nous-mêmes ne constituent que des figures historiques déterminées, par une forme de problématisation qui définit des objets, des règles d'action, des modes de rapport à soi. Pour cela, Foucault indique de prendre comme domaine homogène de référence ce que les hommes font et la façon dont ils le font, c'est-à-dire les formes de rationalité qui organisent les manières de faire et la liberté avec laquelle ils agissent dans ces systèmes pratiques, réagissant à ce que font les autres, modifiant ainsi jusqu'à un certain point les règles du jeu. Il qualifie une telle démarche d'"archéologique dans sa méthode" et de "généalogique dans sa finalité<sup>255</sup>".

Examinons maintenant les outils que Foucault s'est donné pour conduire de telles analyses, outils que nous allons mettre en œuvre pour conduire notre propre analyse.

---

253. Pierre Bourdieu, *Choses dites*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1987, p. 56.

254. Michel Foucault, "Qu'est-ce que les Lumières?", *Magazine littéraire*, n°309, avril 1993, p. 73.

255. Michel Foucault, *ibid.*, p. 71.

### 3.2. FORMES DISCURSIVES ET DISPOSITIFS

Décrivant le travail de Foucault, Dreyfus et Rabinow constatent que ce penseur "concentre son analyse sur les pratiques culturelles dans lesquelles le pouvoir et le savoir s'entrecroisent et qui modèlent notre perception de l'individu, de la société, et la manière dont nous envisageons les sciences humaines<sup>256</sup>". En effet, que ce soit dans *L'Archéologie du savoir*, ou dans *L'Ordre du discours*, Foucault a notamment cherché à mettre en évidence les stratégies à l'œuvre dans les sociétés occidentales pour assurer le contrôle du savoir.

Le savoir au XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècle, par exemple, se définissait dans un espace social qui était circulaire et forcé. Le savoir c'était le secret, et l'authenticité du savoir était à la fois garantie et protégée par le fait que ce savoir ne circulait qu'entre un nombre défini d'individus, et dès que le savoir était divulgué, il cessait d'être savoir et par conséquent il cessait d'être vrai.<sup>257</sup>

Toutefois, il ne s'agit pas pour Foucault de chercher qui a le pouvoir et qui en est privé, mais de chercher plutôt les modifications qui se produisent par l'intermédiaire du jeu des rapports de force. Selon lui: "Les relations de pouvoir-savoir ne sont pas des formes données de répartition, ce sont des «matrices de transformations»<sup>258</sup>". C'est par l'examen des formes discursives, des conditions dans lesquelles elles s'emploient, de qui les emploient que Foucault parvient à mettre en évidence les relations de pouvoir-savoir qui les entourent.

---

256. Hubert Dreyfus et Paul Rabinow, *Michel Foucault un parcours philosophique*, op. cit., p. 177.

257. Jean-Pierre El Kabbach (propos recueillis par), "Foucault répond à Sartre", *La Quinzaine Littéraire*, n° 46, 1<sup>er</sup> au 15 mars 1968, p. 22.

258. Michel Foucault, *La volonté de savoir*, op. cit., p. 131.

Paul Heyer fait néanmoins remarquer que Foucault ne donne jamais une définition spécifique du discours, même s'il dit souvent ce qu'il n'est pas. Il relève que l'usage que fait le philosophe de ce terme est très varié<sup>259</sup>. En effet, Foucault lui-même énonce une règle de polyvalence tactique des discours. Selon lui c'est dans le discours que pouvoir et savoir s'articulent. "Et pour cette raison même, il faut concevoir le discours comme une série de segments discontinus, dont la fonction tactique n'est ni uniforme ni stable<sup>260</sup>". Il poursuit en précisant que le discours doit être conçu "comme une multiplicité d'éléments discursifs qui peuvent jouer dans des stratégies diverses"; il peut être "à la fois instrument et effet de pouvoir, mais aussi obstacle, butée, point de résistance et départ pour une stratégie opposée. Le discours véhicule et produit du pouvoir". À cet effet, pour Foucault, les discours doivent être interrogés

(...) aux deux niveaux de leur productivité tactique (quels effets réciproques de pouvoir et de savoir ils assurent) et de leur intégration stratégique (quelle conjoncture et quel rapport de force rend leur utilisation nécessaire en tel ou en tel épisode des affrontements divers qui se produisent).<sup>261</sup>

L'emploi du terme discours au sens foucaldien évite ainsi de tomber dans le piège que dénonce Fernand Ouellet<sup>262</sup>:

(...) nombre d'auteurs croient toujours en fin de compte que les idées mènent le monde et que la lettre du discours le contient presque tout entier. Pas besoin alors pour en comprendre le sens profond d'en exploiter les arrière-plans socio-économiques ou socio-culturels, d'en démêler les éléments implicites et explicites et d'en dégager, en cherchant les groupes auxquels il s'adresse, la résonance et la diffusion.

---

259. Paul Heyer, "Pour une histoire des communications", *Communication Information*, op. cit., p. 250.

260. Michel Foucault, *La volonté de savoir*, op. cit., p. 133.

261. Michel Foucault, *La volonté de savoir*, op. cit., p. 135.

262. Fernand Ouellet, "La modernisation de l'historiographie et l'émergence de l'histoire sociale", *Recherches sociographiques*, Vol. XXVI, n°1-2, 1985, p. 67.

L'analyse discursive — dans une perspective foucauldienne telle que nous l'entendons —, semble la méthode la plus appropriée pour saisir la complexité de la situation du secteur muséal au Québec ainsi que la multiplicité des lieux d'où l'on parle des musées. Cette méthode nous permet de nous situer à la fois à l'intérieur du champ de l'étude des musées, mais aussi à l'extérieur de l'histoire de ce champ. Elle implique une perspective interdisciplinaire et intersectorielle. Canguilhem disait d'ailleurs de Foucault que si l'archéologue a pu faire émerger ces moments de ruptures épistémologiques dans la constitution du savoir, c'est parce qu'il "s'est situé à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'histoire" de son objet, parce que, ayant adopté ce qu'il appelle "la tactique de l'incursion réversible", il a surimposé deux lectures. Défiant ainsi "la spécialisation des spécialistes", Foucault a tenté "de devenir un spécialiste, non pas de la généralité, mais de l'inter-régionalité<sup>263</sup>".

Dans *Surveiller et punir*, pour mener à bien son analyse Foucault introduit la notion de *dispositif*. Le *dispositif* englobe à la fois les pratiques discursives et les pratiques non-discursives. Il inclut aussi bien les discours, les institutions, les règlements, les lois, les mesures administratives, les événements politiques, les pratiques et les processus économiques, etc. Le dispositif est une ligne conceptuelle et pragmatique le long de laquelle les choses apparemment déconnectées peuvent être toutes assemblées, impliquant un mode de relation entre tous les éléments.

Gilles Deleuze, tentant de définir la notion de dispositif chez Foucault, écrit:

---

263. Georges Canguilhem, "Mort de l'homme ou épuisement du cogito?", *Critique*, n°242, juillet 1967, p. 609-610.

Démêler les lignes d'un dispositif, dans chaque cas, c'est dresser une carte, cartographier, arpenter des terres inconnues, et c'est ce qu'il appelle le «travail sur le terrain». Il faut s'installer sur les lignes mêmes, qui ne se contentent pas de composer un dispositif, mais qui le traversent et l'entraînent du nord au sud, d'est en ouest ou en diagonale. (...)

Dans tout dispositif, il faut distinguer ce que nous sommes (ce que nous ne sommes déjà plus), et ce que nous sommes en train de devenir *la part de l'histoire et la part de l'actuel*. L'histoire c'est l'archive, le dessin de ce que nous sommes et cessons d'être, tandis que l'actuel est l'ébauche de ce que nous devenons.<sup>264</sup>

Précisons d'ailleurs que pour Foucault l'archive ne s'ordonne pas dans l'espace chronologique du temps. De même, une époque n'est pas une durée historiquement déterminée, c'est plutôt un lieu épistémologique traversé par de multiples formes discursives; une époque c'est "le nom qu'on donne à un enchevêtrement de continuités et de discontinuités, de modifications internes aux positivités, de formations discursives qui apparaissent et qui disparaissent<sup>265</sup>".

H. Dreyfus et P. Rabinow, poursuivant l'analyse de la notion de dispositif chez Foucault, écrivent:

À partir de ces composantes disparates, il s'agit d'établir un ensemble flexible de relations et de les fondre dans un seul appareil afin d'isoler un problème historique bien particulier. Cet appareil rassemble le pouvoir et le savoir dans une grille d'analyse spécifique. (...)

Ce *dispositif* est bien sûr une grille d'analyse construite par l'historien; mais il renvoie également aux pratiques elles-mêmes qui servent d'outils, d'appareil pour constituer et organiser les sujets. Foucault cherche précisément à isoler et à déterminer le niveau d'intelligibilité des pratiques.<sup>266</sup>

La démarche de Foucault consiste à partir des pratiques concrètes, telles qu'elles se donnent à voir. À la lumière de ces pratiques, il articule les savoirs mis en

---

264. Gilles Deleuze, "Qu'est-ce qu'un dispositif?", in Georges Canguilhem (sous la direction de), *Michel Foucault philosophe*, op. cit., p. 185 et 191

265. Michel Foucault, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p. 230.

266. Hubert Dreyfus et Paul Rabinow, *Michel Foucault un parcours philosophique*, op. cit., p. 178.

œuvre et analyse comment peuvent effectivement se constituer un certain nombre de choses, sur le statut desquelles il s'interroge ensuite. Il laisse de côté des notions qui pourraient servir de grille d'intelligibilité des pratiques, pour au contraire questionner ces notions à partir des pratiques.

Martin Allor et Michelle Gagnon<sup>267</sup> ont montré comment le champ culturel au Québec représente un tel dispositif d'instances discursives et non discursives. Ce dispositif comprend des ministères, des agences gouvernementales, des lois, des politiques culturelles et des documents qui leur sont relatifs, des institutions, des allocutions, des organismes, des groupes d'intellectuels spécifiques, des chercheurs, des promoteurs. Nous considérons que le secteur muséal constitue lui aussi un dispositif au sein du dispositif culturel.

Le dispositif muséal comprend également des ministères (ministère de la culture, mais aussi le ministère de l'enseignement supérieur et de la science devenu le ministère de l'industrie, du commerce, des sciences et de la technologie), des agences gouvernementales, des lois (les lois sur les musées nationaux, sur le patrimoine...), des politiques culturelles mais aussi scientifiques ayant une préoccupation pour les musées, des documents qui leur sont relatifs (mémoires, Livres blancs, etc.), des institutions, des allocutions, des organismes, des associations (la Société des musées québécois, l'Association des musées canadiens, etc.), des groupes d'intellectuels spécifiques (autant dans le domaine de la culture que des sciences), des chercheurs (ceux qui travaillent sur les musées), des promoteurs (notamment ceux qui ont tenté de réaliser un musée des sciences et des techniques à Montréal).

---

267. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 33-34.

La démarche de Foucault implique d'immerger la production foisonnante des discours sur les musées au Québec dans le champ des relations de pouvoir multiples et mobiles, ainsi que de déchiffrer les mécanismes de pouvoir à partir d'une stratégie immanente aux rapports de force<sup>268</sup>. Avec ce chercheur, on peut se demander quelles sont les relations de pouvoir à l'œuvre dans le champ muséal au Québec, comment elles rendent possible les discours existants, et inversement, comment ces discours leur servent de support.

Telle que l'explique Gérard Lebrun, la méthode de Foucault consiste en:

(...) la détermination d'une forme de régularité entre énoncés qui tiendrait compte du désordre en lequel s'offrent ceux-ci, au lieu de prétendre le neutraliser, et permettrait ainsi de stipuler par exemple les stratégies diverses — mais celles-là seulement — auxquelles se prêtait cette configuration<sup>269</sup>.

L'analyse discursive que nous allons conduire va se concentrer sur les rapports de savoir-pouvoir qui entourent les enjeux liés à la muséologie au Québec, tels qu'ils apparaissent dans les stratégies d'action gouvernementales mais aussi à travers tous les éléments du dispositif. Ce sont ainsi les différents contextes, les multiples intérêts des divers acteurs sociaux, politiques ou économiques, le jeu complexe des relations ayant conduit à cette nouvelle rationalité des musées de science, les différentes stratégies de pouvoir associées au savoir que nous souhaitons mettre au jour.

Notre analyse va donc consister à repérer les formations discursives qui marquent l'intention stratégique qui a soutenu le développement muséal et qui a conduit à une nouvelle façon de penser les musées et d'en parler. Cette analyse va aussi se situer dans un questionnement plus large qui concerne le jeu des

---

268. Voir Michel Foucault, *La volonté de savoir*, op. cit., p. 128-129.

269. Gérard Lebrun, "Pour la discontinuité", *Magazine littéraire*, n°325, octobre 1994, p. 67.

relations stratégiques de pouvoir ayant entouré l'émergence d'une volonté de développement culturel de la province; volonté de développement culturel transcendant les rapports entre État et société civile.

Nous allons donc situer notre problématique dans une "économie générale" des discours sur la culture et sur les musées au Québec, essentiellement depuis les années 1970. Nous allons étudier le secteur muséal au Québec dans sa relation discursive avec le champ social qui l'englobe. Notre analyse va en quelque sorte rendre compte du dispositif muséal au Québec comme d'un dispositif permettant une interrogation sur le système culturel du Québec et sur les valeurs que ce système met en œuvre.

L'utilité d'une telle méthode par rapport à notre objet est la suivante. Plutôt que de partir de notions telles: la communication, les médias, le public, les industries culturelles, les nouvelles technologies de communication, les nouvelles pratiques muséologiques, etc. pour comprendre l'évolution du secteur muséal au Québec, nous allons partir des pratiques telles qu'elles se donnent à voir et telles qu'elles sont présentes dans le dispositif muséal. De là, nous questionnerons les notions mises en œuvre et nous essaierons de repérer quelles sont les conditions de leur émergence.

### 3.3. LES ÉNONCÉS RELATIFS AUX ÉLÉMENTS DU DISPOSITIF

Tel que nous l'avons présenté, le dispositif muséal comprend un ensemble hétérogène d'éléments auxquels se rapporte un ensemble non moins hétérogène de textes, d'écrits, d'allocutions publiques. Ces divers documents contiennent des énoncés qui reflètent des pratiques et renvoient à des savoirs. Le savoir ne



peut pas être séparé du discours selon Foucault, le discours représente justement le point de rencontre du savoir et du pouvoir. Comme le font remarquer Charles C. Lemert et Garth Gillan à propos des outils méthodologiques utilisés par Foucault:

The document is a practice of discourse produced by the same conflicts and struggles which produced social practices (...). Documents are not rhetorical. They are practices on the same level as other (...) practices of the time. They can be read only at their limit, only by reconstructing the regulating forces which produced them.

This, then, is the space within which Foucault works. The space between practices and rules is the space in which social relations determine what can be and cannot be said in discourse.<sup>270</sup>

Pour délimiter les documents et les énoncés que nous allons analyser, nous avons cerné plus précisément notre problème qui rappelons-le est le suivant: comprendre le champ muséal, tel qu'il s'est mis en place au Québec depuis les années 1970 et tel qu'il se présente depuis les années 1980, avec notamment la création d'un nouveau musée national, le Musée de la civilisation. Selon nous, la création du Musée de la civilisation est la marque visible d'une transformation du champ muséal. C'est donc autour de cet élément du dispositif que nous allons concentrer nos efforts. Toutefois, pour saisir le jeu des rapports de pouvoir-savoir à l'œuvre dans le champ muséal — rapports ayant rendu possible une telle évolution —, il a fallu élargir l'analyse hors du cadre strict de la création du Musée de la civilisation. Nous nous sommes penché — en ce qui concerne les documents gouvernementaux — aussi bien sur les politiques de développement culturel, que sur les politiques de développement scientifique (certaines ayant trait aux musées), et ce autant au niveau du gouvernement provincial que du

---

270. Charles C. Lemert et Garth Gillan, *Michel Foucault. Social Theory and Transgression*, New York, Columbia University Press, 1982, p. 38.

gouvernement fédéral, le partage des compétences et des pouvoirs se chevauchant bien souvent.

Même si c'est spécifiquement la période 1976-1992 qui nous préoccupe, nous sommes remonté aux années 1960 pour saisir l'inscription historique de certaines positions, ces années marquant celles de l'institutionnalisation progressive de l'action culturelle étatique au Québec. Au besoin, nous nous sommes référé aux études qui ont été conduites sur le champ culturel ou sur le secteur muséal au Québec à des époques antérieures (celles de R. Duchesne et de P. Carle, celles de P. Dubé et R. Montpetit, notamment).

Pour constituer notre corpus, nous avons répertorié tous les documents gouvernementaux pertinents qui ont pu être publiés, concernant les musées (politiques culturelles, politiques muséales) au Québec et au Canada. Comme notre objet concerne la muséologie des sciences, il a aussi fallu regarder les politiques scientifiques afin de voir si certains éléments concernaient les musées. L'autoréférentialité nous a permis également de compléter notre corpus, chaque document renvoyant le plus souvent à des travaux antérieurs, à venir ou en cours. Nous avons aussi recherché tous les rapports concernant les différents projets qui ont été présentés en vue de la réalisation d'un musée des sciences au Québec, entre 1978 et 1992, et dont aucun n'a encore vu le jour. Nous avons, de plus, travaillé sur l'ensemble des archives de la création du Musée de la civilisation. Les prises de position sur ces institutions québécoises, qu'elles proviennent d'acteurs politiques, économiques ou sociaux, ou des acteurs mêmes du champ muséologique ont également été étudiées. Ces énoncés se trouvent aussi bien dans des articles de presses, des publications telles celles sur le Musée de la civilisation, des documents promotionnels, des colloques et conférences, des mémoires, etc.

Ainsi, notre corpus est constitué aussi bien de l'ensemble des lois, des politiques et des documents gouvernementaux, tant provincial que fédéral, qui contiennent des éléments relatifs aux musées, notamment aux musées de sciences, ainsi que des énoncés référant aux pratiques du secteur des musées lui-même. De plus, lorsque cela sera pertinent, nous mettrons en perspective la situation québécoise avec ce qui se passe dans le reste du Canada et de l'Amérique du Nord, ainsi qu'en Europe.

### 3.4. LES PARAMÈTRES GUIDES D'ANALYSE

Si la démarche et la méthode élaborées par Michel Foucault, telles que nous les avons présentées, servent de base à notre travail, il faut cependant préciser que Foucault lui-même n'a jamais présenté une grille d'analyse simple ayant servi à sa démarche, même si des modes de découpage de la réalité sont parfaitement visibles dans son travail. Aussi avons nous travaillé à repérer les différents paramètres, guides nécessaires à la délimitation de notre analyse. Ils tentent de réunir dans un ensemble flexible, les composantes disparates de la constitution du champ muséal au Québec tel qu'il s'est constitué dans les années 1980.

Ces paramètres-guides d'analyse ont été affinés au fur et à mesure que nous progressions dans notre analyse, les voici.

#### 1. Les acteurs (gouvernementaux, sociaux, institutionnels)

##### 1.1. Acteurs signataires

##### 1.2. Acteurs consultés

## 2. État de la situation, contexte:

2.1. Contexte politique (actions gouvernementales, conception du rôle de l'État, des partenaires, des acteurs)

2.2. Contexte socio-économique (structures sociales, priorités, statut de certaines disciplines et de certains secteurs d'activité)

2.3. Contexte international

## 3. Culture et science

3.1. Conceptualisation de la culture et mode de légitimation de la politique culturelle

3.2. Conceptualisation de la science (place de la science par rapport à la culture)

## 4. État de la muséologie et conception des musées

4.1. Muséologie (état)

4.2. Musées (conception, fonction, rôle)

## 5. Objectifs, missions et fonctions

5.1. Objectifs généraux (politiques, économiques, sociaux)

5.2. Objectifs particuliers (ceux de l'institution, du programme ou de la politique)

## 6. Structures, partenaires, moyens, retombées

6.1. Structures à mettre en place et actions préconisées

6.2. Quels partenaires prévus

6.3. Quels moyens (publics, privés, etc.) et retombées escomptées

## 7. Thèmes et marchés cibles

### 7.1. Quels sont les thèmes privilégiés

### 7.2. Quels sont les marchés et les publics cibles

Grâce aux paramètres que nous venons de présenter, nous avons relevé les composantes disparates du contexte d'élaboration de chacun des éléments de notre corpus. Nous avons essayé ensuite de les réunir en un ensemble flexible qui nous permette — pour reprendre les mots de D. Poulot — de “lire le «muséal» comme la construction de ce qui a fait figure de culture significative aux yeux d'un milieu et d'une époque<sup>271</sup>”.

---

271. Dominique Poulot, “Bilan et perspectives pour une histoire culturelle des musées”, *Publics et musées*, Presses universitaires de Lyon, n°2, décembre 1992, p. 137.

SECONDE PARTIE:

GÉNÉALOGIE DU  
DISPOSITIF MUSÉAL  
AU QUÉBEC

Dans cette seconde partie, nous allons procéder à l'analyse en tant que telle de notre problématique, d'après les cadres théoriques et méthodologiques que nous avons mis en place. Nous inscrivant dans la démarche élaborée au cours de la partie précédente, nous allons tenter de confronter les relations de savoir (les théories, les courants de pensée) aux relations de pouvoir (les pratiques et les réalisations) telles qu'elles se donnent à voir dans le secteur de la muséologie au Québec, s'inscrivant dans le cadre plus large de l'institutionnalisation du champ culturel et d'une transformation de la rationalité politique de l'État.

L'analytique du secteur muséal au Québec que nous allons conduire va s'ordonner autour de trois thèmes. Le premier thème concerne l'examen de la mise en place du champ de l'intervention culturelle dans le contexte de la rationalité politique du gouvernement québécois des années 1960. Afin de tracer le processus d'institutionnalisation du champ culturel, nous allons — en correspondance avec notre cadre de référence théorique — autant nous intéresser aux actions de l'État, qu'à l'évolution des relations entre l'État et l'ensemble des citoyens. En effet, la production du champ culturel constitue bien plus qu'un développement propre à l'appareil étatique. Pour le démontrer, c'est à l'interpénétration de la société civile et de l'État au sein du champ culturel que nous nous intéresserons; cela fera l'objet du chapitre quatre.

Le second thème sera abordé dans le chapitre cinq; il se rapporte à l'évolution de la problématique particulière des musées dans nos sociétés. Nous exposerons comment et en quoi la question des musées s'inscrit, au Québec, dans le processus d'institutionnalisation de la culture (rapport au savoir) et nous tenterons de mieux saisir les circonstances et les implications de la mise en place

du secteur muséal québécois dans toute sa complexité. Nous élaborerons bien sûr au sujet de la préoccupation spécifique envers la muséologie des sciences.

Le troisième thème traite spécifiquement de l'évolution du paysage muséal au Québec depuis les années 1970, qui sont en fait les années de la mise en place effective des éléments du dispositif muséal. Ce troisième thème fera l'objet de trois chapitres. Le chapitre six abordera la place de la question muséale dans l'agenda gouvernemental du Québec au tournant des années 1980. Ces années-là ont effectivement été marquées par un intense effort de réflexion sur la muséologie québécoise. Le chapitre sept exposera l'analyse approfondie de toute cette réflexion sur le dispositif muséal québécois au tournant des années 1980. Il mettra en évidence les justifications de l'intervention gouvernementale dans ce secteur, il explicitera la place spécifique de la muséologie des sciences dans toutes ces réflexions et il démontrera également la productivité tactique des discours gouvernementaux relatifs aux musées dans un contexte d'autonomisation du champ d'intervention culturelle et dans celui de la restructuration du secteur muséal dans son ensemble.

Enfin, le dernier chapitre réfléchira à l'état du dispositif muséal québécois tel qu'il se présente à la fin des années 1980, à savoir, caractérisé par l'absence d'un musée des sciences et techniques mais aussi par l'ouverture du Musée de la civilisation — musée national mis en place par le gouvernement du Québec — qui, rappelons-le, a contribué à propulser la muséologie québécoise à l'avant-scène du renouveau muséologique sur le plan international. Nous mettrons en évidence les circonstances et les conditions qui ont rendu possible la réalisation de ce Musée dans la forme qu'il a, marquant une rupture par rapport aux pratiques ainsi qu'aux discours muséologiques alors dominants au Québec.



## 4. L'INSTITUTIONNALISATION DU CHAMP CULTUREL AU QUÉBEC

---

Au Québec, le parti libéral accède au pouvoir en 1960 avec l'élection de Jean Lesage. Rompant avec la politique de Maurice Duplessis, le gouvernement lance la Révolution tranquille. Chartrand, Duchesne et Gingras<sup>272</sup> précisent que "[c]e mouvement sociopolitique, qui s'étend de 1960 à 1965, se traduit par une expansion et une modernisation de l'appareil gouvernemental". Il marque également la constitution de l'État providence au Québec, avec lequel la société parviendra partiellement à résorber certaines des contradictions du libéralisme.

La question identitaire est au cœur des débats visant la modernisation de la société et des institutions québécoises dans les années 1960. Aussi n'est-il pas étonnant de la retrouver au cœur du processus d'institutionnalisation du champ culturel au Québec. La tentative incessante de définition de l'identitaire québécois et de la culture a contribué à l'affirmation du culturel comme justification première du projet politique du Québec, et, par conséquent, comme élément central du dispositif de légitimation et de constitution de l'État québécois. La création du ministère des Affaires culturelles du Québec, en 1961, marque de façon évidente l'entrée de l'État dans le secteur de la culture.

---

272. Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras, *Histoire des sciences au Québec*, Montréal, Boréal, 1987, p. 294.

Les gouvernements qui se sont succédés au pouvoir durant les années 60-70 au Québec ont toujours adhéré à une définition large de la culture. Cette conception est d'ailleurs celle dominante sur la scène internationale au cours des années 1970. Sous l'influence d'organismes internationaux ou supranationaux tel l'Unesco, les préoccupations pour le culturel prennent en effet une place de plus en plus affirmée à travers le monde et les États cherchent à délimiter les contours de leurs actions dans ce domaine.

Au Québec, au cours des années 1970, l'instance culturelle — même si elle demeure inséparable de l'État —, s'émancipe par rapport à l'instance politique, dans la mesure où son évolution apparaît relativement indépendante des rythmes politiques. Le culturel s'affirme comme dispositif spécifique où se donnent à voir un ensemble de rapports de force, un enchevêtrement de continuités et de discontinuités.

En effet, l'élection du Parti québécois ne change pas fondamentalement le rapport de l'État à la culture qui demeure une question centrale sous le vocable du développement culturel. La notion de développement culturel servira même à justifier l'ancrage de plus en plus profond du culturel dans les autres sphères de la société, en commençant par le social, puis l'économie et la technologie. En faisant du développement culturel un des axes principaux de l'essor de la société québécoise, l'État se donne les moyens d'exercer sa tutelle et contribue à une présence de plus en plus grande du politique dans le social.

#### 4.1. LA RÉVOLUTION TRANQUILLE: ÉTAT, MODERNITÉ ET CULTURE

Avec la Révolution tranquille, le gouvernement Lesage se lance dans une vaste opération de redéfinition de l'ensemble des rapports sociaux, redéfinition qui ira bien sûr à l'encontre de la délimitation traditionaliste de l'identité canadienne-française de Duplessis. Aussi, la question de l'identité sera-t-elle au cœur des débats de la Révolution tranquille. Cette spécificité du problème national au Québec conduit inévitablement à considérer la question de la culture, notamment dans ses dimensions identitaires, comme étant non seulement au cœur des préoccupations de l'État québécois, mais comme étant un élément central du dispositif de constitution de l'État québécois.

Nous allons, dans un premier temps, situer les éléments qui ont marqué la modernisation de l'État et de la société québécoise dans les années 1960, puis nous nous intéresserons à la question du processus d'institutionnalisation de la culture au Québec. Nous examinerons ensuite les éléments du dispositif du champ culturel.

##### 4.1.1. La modernisation de la société et des institutions

Les années de la Révolution tranquille sont marquées au Québec par la modernisation accélérée de la société, dont l'État a été le principal maître d'œuvre. Disant cela, nous n'adhérons pas pour autant à la thèse de la "grande noirceur" souvent associée au gouvernement Duplessis. Des chercheurs comme Jacques Beauchemin, Marcel Fournier, Jocelyn Létourneau — pour ne citer qu'eux — se sont attachés à rompre avec cette vision de la société québécoise.

Jacques Beauchemin a montré comment la centration obsédée sur le conservatisme social a contribué à dissimuler la dynamique fondamentalement moderne du duplessisme. Situait l'analyse du discours politique duplessiste dans la perspective de ses conditions socio-politiques de production, ce chercheur reconnaît que le conservatisme duplessiste tient "à la définition traditionaliste de l'identité canadienne-française dont les piliers sont la langue, la religion, la tradition et, corollairement, le messianisme<sup>273</sup>". Mais selon lui, les problèmes de la société duplessiste sont ceux d'une société moderne libérale qui tente de se développer tout en voulant maintenir les structures et les valeurs sociales existantes. Pour Beauchemin:

En l'absence de mécanismes technocratiques de régulation que développera plus tard l'État-providence, les sociétés libérales doivent asseoir un ordre social essentiel au développement économique sur des politiques sociales conservatrices et un discours politique au sein duquel les catégories d'éthiques sociales tiendront une large part.<sup>274</sup>

Beauchemin soutient que la régulation, dans les sociétés modernes de type libéral, nécessite l'invocation "de catégories éthiques sur lesquelles se fonde un discours de contrôle social et de disciplinarisation des individus. Cette composante éthique du discours politique lui est inhérente en tant que forme discursive particulière<sup>275</sup>". Ainsi, le discours politique est essentiellement un discours de régulation des rapports sociaux dans la perspective de l'autoproduction de la société.

---

273. Jacques Beauchemin, *Analyse du discours politique Duplessiste: les aspects éthiques de la régulation dans les discours du Trône, électoral, législatif et constitutionnel de l'Union Nationale, de 1944 à 1960*, Thèse présentée comme exigence partielle du Doctorat en sociologie, Montréal, UQAM, février 1992, p. 21.

274. Jacques Beauchemin, *ibid.*, p. 34.

275. Jacques Beauchemin, *ibid.*, p. 9.

Le discours politique contribue donc à la définition des groupes sociaux et de leurs rapports mutuels. Plus précisément, il pose l'intérêt collectif à travers un discours sur la totalité sociale du haut duquel il tente de donner cohérence aux rapports sociaux dont il assume la régulation et d'effacer les contradictions susceptibles de compromettre la reproduction de l'organisation sociale.<sup>276</sup>

Toujours selon ce chercheur, "la société moderne achève la séparation de l'acteur et du social, reconnaissant en son lieu propre le discours tenu sur elle<sup>277</sup>". La modernité naît ainsi de la redéfinition de l'ensemble des rapports sociaux.

Foucault, dans un texte intitulé *Qu'est-ce que les Lumières?*, se demandait, en se référant à Kant, si on ne pouvait pas envisager la modernité plutôt comme une attitude que comme une période de l'histoire.

Et par attitude, je veux dire un mode de relation à l'égard de l'actualité; un choix volontaire qui est fait par certains; enfin une manière de penser et de sentir, une manière aussi d'agir et de se conduire qui, tout à la fois, marque une appartenance et se présente comme une tâche. (...) Et par conséquent, plutôt que de vouloir distinguer la «période moderne» des époques «pré» ou «post-moderne», je crois qu'il vaudrait mieux chercher comment l'attitude de modernité depuis qu'elle s'est formée s'est trouvée en lutte avec des attitudes de «contre-modernité».<sup>278</sup>

Ainsi, Foucault définit la modernité comme une critique permanente de notre être historique, à partir du moment présent. On peut considérer que c'est une telle critique qu'a mis en œuvre le gouvernement Lesage avec la Révolution tranquille. Alors que le gouvernement Duplessis tentait de conjuguer développement de la société et maintien des structures et des valeurs sociales existantes, le gouvernement Lesage se lance dans une vaste opération de

---

276. Jacques Beauchemin, *ibid*, p. 115.

277. Jacques Beauchemin, *ibid*, p. 101.

278. Michel Foucault, "Qu'est-ce que les Lumières?", *Magazine littéraire*, n°309, avril 1993, p. 67.

redéfinition de l'ensemble des rapports sociaux. Redéfinition qui s'est notamment manifestée à travers la transformation des institutions.

Dans la lignée d'une pensée libérale, le gouvernement Lesage dénonce tout d'abord l'influence intellectuelle et politique du clergé et agit en vue de la laïcisation de la société. Dès lors, l'État se présente comme un levier de changement et la primauté du politique s'affirme, comme le précise notamment Léon Dion<sup>279</sup>. La période de la Révolution tranquille se manifeste avant tout par une remise en question des institutions québécoises existantes. Gérald Grandmont précise:

Certains acteurs sociaux, différents des leaders que le Québec avaient connus jusque-là, prenaient tout à coup la parole pour réclamer des institutions plus modernes, plus efficaces, plus démocratiques, une aire de liberté et le remplacement d'une élite religieuse par des élites laïques dans certains secteurs de ces institutions.<sup>280</sup>

En effet, une nouvelle classe moyenne plus instruite prend le relais de la religion dans l'encadrement de la société québécoise et s'appuie sur un État en plein essor. L'expansion et la modernisation de l'appareil d'État que connaît alors le Québec s'accompagnent de l'embauche dans la fonction publique de nombreux diplômés en sciences sociales.

Le milieu des sciences sociales se sent impliqué dans une construction collective où il s'impose en maître d'œuvre. De là, des passages constants vers l'administration et vice-versa. Symbiose des appareils étatiques et universitaires.

---

279. Voir, notamment, Léon Dion, *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1975, 177 p.

280. Gérald Grandmont, "Les paradoxes de l'innovation en institution", in Emmanuel Wallon (sous la direction de), *L'artiste et le prince. Pouvoirs publics et création*, Musée de la civilisation de Québec - Presses universitaires de Grenoble, 1991, p. 139.

L'observation du politique s'opère dans un climat de bon ménage et d'acceptation des règles du jeu propres à l'État libéral.<sup>281</sup>

La présence de ces nouveaux spécialistes semble déterminante pour les orientations que prendra le gouvernement. Comme le fait remarquer Marcel Fournier, au Québec peut-être plus qu'ailleurs, le savoir de cette nouvelle classe dominante tend à devenir un contre-pouvoir entre les mains des intellectuels, un moyen de contestation des pouvoirs politiques et religieux. Le savoir apparaît comme le moyen d'accéder à des positions de pouvoir, il se met "au service du Pouvoir, il deviendra un Pouvoir<sup>282</sup>".

En effet, Fournier démontre que ce sont dans les ministères où travaillent ces spécialistes en sciences sociales que sont conçues et appliquées les importantes réformes que le Gouvernement s'est engagé à réaliser et qui caractérisent la «Révolution tranquille»<sup>283</sup>. Ainsi, ces «intellectuels de la modernité» se transforment en «spécialistes de la modernisation». Ils estiment que la nature et la finalité de la société québécoise doivent être changés, que le Québec doit s'ouvrir au monde, transformer ses structures sociales et réformer les mentalités.

Jocelyn Létourneau a démontré les conditions historiques de formation de cet imaginaire historique, lors d'une étude auprès des jeunes Québécois. Selon lui, la mémoire qu'ont du passé ces jeunes exprime "une sélection de logiques immanentes au *complexe discursif de la technocratie*. Ces logiques, (...) sont constitutives d'un régime de vérité historique, celui qu'a produit (et que s'est

---

281. André-J. Bélanger, "Lectures politiques", *Recherches sociographiques*, Vol XXVI, n°1-2, 1985, p. 121.

282. Marcel Fournier, *L'entrée dans la modernité. Science, culture et société au Québec*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986, p. 237.

283. Marcel Fournier, "L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec", *Sociologie et sociétés*, vol. 5, n°1, 1973, p. 53.

donnée) la technocratie dans le sillage de sa formation et de son ascension<sup>284</sup>". Ce chercheur démontre le rapport étroit qui existe entre le récit de l'histoire du Québec par les jeunes et le récit proposé par la technocratie, de sa propre histoire, confondue avec celle de la province.

Producteurs de savoir positif, pratiquant le culte de la compétence, adhérant à des problématiques fortement teintées par l'idée de progrès, ces intellectuels envisagent de relire l'histoire du Québec en vue de changer, à tout le moins d'infléchir, la destinée de la société canadienne-française. Leur préoccupation première est précisément de redéfinir cette société, c'est-à-dire de lui insuffler de nouveaux enjeux, de nouveaux défis, un nouveau sens historique.<sup>285</sup>

Les aspirations telles la participation, la planification, le développement, la modernité, la démocratie, le droit au bien-être, la promotion des francophones, l'affirmation d'un Québec fort, ouvert sur le monde, servent ainsi à mobiliser la population et à légitimer la nouvelle élite de la technocratie, poursuit Létourneau<sup>286</sup>, alors que par ailleurs est entreprise une critique dévastatrice du duplessisme. Le nationalisme change de visage.

Toutefois, dans la culture politique de l'époque, il s'agissait, comme le souligne Grandmont, de transformer en douceur certaines structures sociales, sans pour autant remettre fondamentalement en question le système politique, ni les valeurs dominantes.

Tout advenait comme si une certaine base sociale, en pleine éclosion, réussissait à utiliser la révolution tranquille pour imposer des objectifs, donc des intérêts à l'ensemble de la société. Mais elle le faisait tout en douceur, en nuances, de telle sorte que même en renversant ce qu'avait été jusqu'alors le fonctionnement des institutions, elle réussissait à faire passer ces changements comme les réformes les plus désirables pour l'ensemble de la société québécoise.

---

284. Jocelyn Létourneau, "Québec d'après-guerre et mémoire collective de la technocratie", *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. XC, 1991, p. 68.

285. Jocelyn Létourneau, *ibid.*, p. 72.

286. Jocelyn Létourneau, *ibid.*, p. 75.



(...) l'État québécois devint en quelque sorte le symbole de l'innovation en cours. Le contexte occidental du Welfare State aidant, les idéaux socio-démocrates prirent valeur de symboles pour permettre à cette nouvelle élite d'imposer ses idéaux technocratiques à l'ensemble de la société.<sup>287</sup>

Ainsi, avec Jean Lesage, le gouvernement se pose comme un "grand investisseur" et montre sa ferme volonté de réforme des institutions sociales et culturelles. Le secteur de l'éducation, le secteur économique, les politiques sociales connaissent de profonds bouleversements et s'engagent sur la voie de l'État-providence. De même, le secteur des activités culturelles, pratiquement inexistant avant les années 1960, connaît un grand développement. Le Rapport L'Allier mentionne même à cet effet, qu'avant la fin des années 1950, c'était les règles du mécénat classique qui s'appliquaient en ce qui concerne la participation financière des pouvoirs publics au développement culturel: "C'est l'arbitraire, le jeu des relations personnelles, le goût des hommes en place, qu'ils soient politiques ou religieux<sup>288</sup>".

En analysant la "gouvernementalisation" de l'État québécois durant cette époque, Martin Allor et Michelle Gagnon font ressortir que cette période ne doit pas être vue seulement comme une transition à la démocratie ou à la souveraineté. Elle constitue plutôt le moment d'un débat public en vue d'établir la légitimité de l'État, de définir les formes d'action du gouvernement et les articulations à la société.

That is to say that this period (...) has to be seen as an extended struggle over the forms of state action and legitimation (as a state or nation-state), the rationalities of state interventions into the economy (neo-liberal versus social democratic), and over new articulations of collective identity *'le peuple québécois*.

287. Gérald Grandmont, "Les paradoxes de l'innovation en institution", *op. cit.*, p. 140-141.

288. Ministère des Affaires culturelles, Jean-Paul L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, document de travail, Gouvernement du Québec, mai 1976, p. 10.

We want to argue that the cultural field functions precisely as the domain of governmental rationality that allows for the contingent and temporary resolution of the contradictions facing the development of sovereign actions of the Québec state.<sup>289</sup>

Le champ culturel, dans sa complexité, apparaît comme le lieu où sont discutées aussi bien les actions économiques et politiques de l'État, que celles relevant de la constitution de l'identitaire québécois. Mais surtout, en ce qui nous concerne, il constitue le point d'ancrage de la plupart des discours sur les musées au Québec; d'où l'utilité de bien comprendre ses fondements et sa constitution. Examinons plus en détail le rôle joué par la question du culturel dans l'ensemble des débats de l'époque.

#### 4.1.2. La production du culturel

Allor et Gagnon soulignent l'utilité de l'approche de Foucault en ce qui concerne l'étude de la question de la culture. Pour ces chercheurs, la perspective foucauldienne "questions the cultural epistemologically and not ontologically, it posits culture as an object of knowledge that needs to be questioned in terms of its configuration and not in terms of its continuity<sup>290</sup>". Ainsi, plutôt que de poser la définition de la culture au Québec a priori, c'est à la délimitation de ses contours tels qu'ils émergent de l'ensemble des jeux de discours et de pratiques qui l'entourent qu'il convient de procéder.

C'est dans *Les mots et les choses* que Foucault écrit l'épistémologie de la culture occidentale. Dans la préface de ce livre, il présente son travail comme consistant à

---

289. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 29-30.

290. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 38.

observer la manière dont une culture éprouve la proximité des choses et établit l'ordre selon lequel il faut les parcourir. Foucault fonde ainsi la relation entre culture et identité: "l'histoire de l'ordre des choses serait l'histoire du Même, — de ce qui pour une culture est à la fois dispersé et apparenté, donc à distinguer par des marques et à recueillir dans des identités<sup>291</sup>".

Cette perspective offre un point de départ important, selon Allor et Gagnon, pour saisir comment la culture est devenue la justification première du projet politique du Québec: "it is only by looking at the knowledge produced, circulated and maintained about culture that we can begin to answer this query; only by drafting a sketch of the formation and ordering of objects, ways and people in Québec that this particular conjunction can be explained<sup>292</sup>".

L'analyse ne considère pas ainsi la culture en tant qu'ensemble de pratiques et de savoirs artistiques ou intellectuels, ou encore — dans une vision plus démocratique — en tant que pratiques et savoirs populaires ou modes de vies des différents groupes sociaux. La culture est plutôt appréhendée, dans une telle perspective et pour reprendre les termes de Tony Bennett: "as a set of institutionally inscribed processes for shaping the attributes of populations, (...) which, if not directly governmental, are in some way governmentally constituted and superintended<sup>293</sup>".

La question de la culture a pris toute sa dimension au Québec sous le gouvernement Lesage. Le processus de démocratisation engagé alors à l'époque

---

291. Michel Foucault, *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1966, p. 15.

292. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 38.

293. Tony Bennett, "Culture: Theory and Policy", *Culture and Policy*, Review of the Institute for Cultural Policy Studies, vol. 1, n°1, 1989, p. 6.

passé essentiellement par la question de l'identité — pas tant individuelle que collective —, par la délimitation des proximités et des externalités par rapport au reste du Canada. Modernité et identité apparaissent ainsi inséparables dans la société québécoise d'alors, même si cette relation est surchargée de sens. Cette définition de l'identité nationale au Québec est traversée à la fois "par la découverte de soi, la délimitation des frontières étatiques (imaginaires autant que réelles) et la croyance en un État fort<sup>294</sup>", constate Carolle Simard.

Dès le début des années 1960, le positionnement du Québec comme société distincte par rapport au reste du Canada devient un leitmotiv et ce leitmotiv est accompagné de tentatives multiples de définition du concept de culture. Comme nous l'avons constaté précédemment, le concept de culture lui-même est toujours entouré d'un certain flou. Dans le cas du Québec, on n'échappe pas à cette règle. La première des régularités repérée par Allor et Gagnon parmi les énoncés concernant la culture au Québec est justement la tentative quasi incessante de définir la culture québécoise: "although these definitions vary widely in their details and their political commitments, the one feature that binds them is the attempt to «prove» this culture by establishing its authenticity, its longevity and its continuity in time and space<sup>295</sup>".

Cette tentative de définition de la culture québécoise n'est pas inhérente aux énoncés politiques ou gouvernementaux. Elle se retrouve également parmi les schématisques de recherche de tous ceux qui, depuis 1960, s'intéressent à la question de la culture au Québec et à son histoire. Comme le font remarquer

---

294. Carolle Simard, "La culture institutionnalisée", *Questions de culture. La culture une industrie?*, n°7, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984, p. 152.

295. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 39.

Fernand Dumont et Fernand Harvey, ce qui est caractéristique lorsqu'on examine ces études, c'est la "défection de la référence" en ce qui concerne l'identité de cette culture.

Dans la revue des thématiques qui ont inspiré l'étude de la culture québécoise depuis les années soixante, on conviendra que le problème de l'identité de cette culture doit venir en premier lieu. Parce qu'il s'agit, somme toute, de la délimitation de l'objet. De quelle culture s'agit-il? (...)

Cette interrogation sur l'identité, présente dans toutes les cultures, est particulièrement lancinante au Québec depuis toujours. Au point où on pourrait y reconnaître le trait caractéristique de notre culture. *Identité incertaine*, telle est la définition que l'on serait tenté paradoxalement de proposer de l'identité québécoise.<sup>296</sup>

Allor et Gagnon constatent que les tentatives de définition de la culture québécoise tournent souvent autour de la question de l'origine, et parfois même d'un moment originaire. Elles présentent alors la culture comme enracinée et articulée à des éléments incontestables comme la langue, l'histoire, les traditions, la géographie. Or un tel processus discursif ne représente pas réellement une identité mais plutôt un processus d'identification renvoyant à des points de repères déjà constitués: "the discursive articulations of l'identitaire québécois are auto-referential in that they take language, history and citizenry as the defining elements of identity. Québécois identity is thus discursively maintained and elaborated by a continued identification with our re-identification"<sup>297</sup>.

Ces chercheurs poursuivent en affirmant que la tentative incessante de définition de la culture québécoise ainsi que celle qui consiste à cerner les contours de l'identitaire québécois constituent deux formations — au sens foucaldien — qui fonctionnent comme les régulateurs discursifs de l'ensemble du champ culturel.

---

296. Fernand Dumont et Fernand Harvey, "La recherche sur la culture", *Recherches sociographiques*, Vol. XXVI, n°1-2, 1985, p. 86.

297. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 45-46.

In articulating the being and becoming of the state and the citizenry the cultural field accomplishes the linked production of the people as the "subjects" whose social being the state serves and as the "objects" of governmental power-knowledge relations. At the same time, the strategic essentialism enacted by these figures of the *citoyenneté culturelle* regulate the manner in which disparate levels and regions of social life (economic, technological, aesthetic) are incorporated into a common *projet de société*. The interactions of these formations then account for the productivity of the cultural field as the terrain where the tensions and contradictions facing the sovereign actions of the Québec state are contested and contingently resolved.<sup>298</sup>

Par cette démonstration, Allor et Gagnon mettent en évidence comment la culture est devenue la justification première du projet politique de souveraineté du Québec et le moyen de réconciliation des contradictions qui se trouvent dans ce projet. Pour eux, le culturel s'est affirmé, à partir des années 1960, en incorporant des champs disparates et connexes tels les arts, l'économie, la technologie. Cela a permis de soutenir et de justifier des projets politiques plus vastes et d'en apaiser les paradoxes.

Par exemple, ces auteurs relèvent les énoncés qui présentent le développement économique comme un facteur de la production de l'identité nationale, ou encore, ceux qui lient le bien-être social aux exigences de l'entrepreneuriat en matière de développement culturel et qui suggèrent un équilibre entre les forces de l'État et celles du marché. D'autres énoncés, plus récents, insistent sur la maîtrise des technologies de communication comme moyen de valorisation et de développement de la culture québécoise, mais aussi signe de sa modernité, ou encore, sur la création artistique en tant qu'activité pure comme point de départ de la culture. Selon ces chercheurs, ce sont les articulations de ces énoncés, des objets et des projets qu'ils mettent en œuvre, qui ont contribué à l'émergence du culturel en tant que "régime de pouvoir": "We want to argue that the key cultural

---

298. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 46.

significance of the social changes inaugurated by the Quiet Revolution has been nothing less than the production of the "Cultural" field itself as both the central legitimating agency of government and as an emergent regime of social power<sup>299</sup>".

Ainsi, la modernisation des institutions québécoises dans les années 1960, la montée de nouvelles élites, la mise en place progressive de l'État québécois et la modernisation de la société elle-même se sont accompagnées d'une interrogation lancinante sur la culture à un niveau allant bien au-delà de la seule question des institutions culturelles ou même politiques. La tentative incessante de définition de la culture et de l'identitaire québécois a contribué à l'affirmation du culturel comme justification première du projet politique du Québec. Elle a permis l'adoption d'une définition la plus large possible de la culture (la définition "anthropologique" que nous avons présentée dans le second chapitre), mais elle a aussi permis de légitimer l'incorporation, dans le culturel, de champs divers tels les arts, l'économie, la technologie, mais aussi l'histoire, la science, les sciences naturelles..., comme nous le constaterons ultérieurement en ce qui concerne les musées. Mais auparavant, revenons un peu plus en détail sur le dispositif du champ culturel dans son ensemble, tel qu'il s'est mis en place dans les années 1960 au Québec.

---

299. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 25-26

### 4.1.3. Le dispositif du champ culturel

Le Parti libéral du Québec, porté au pouvoir en 1960, annonce comme premier article de son programme la création d'un ministère des Affaires culturelles. Créé en 1961 ce ministère marque de façon évidente l'entrée de l'État dans le secteur culturel, ainsi qu'un moment important de l'affirmation du culturel comme élément de légitimation de l'État québécois. Toutefois, précisons que cela s'inscrivait, à cette époque, dans un mouvement plus général dans les pays occidentaux, d'élargissement des pouvoirs de l'État au secteur de la culture. Ce mouvement trouvait ses racines, après la seconde guerre mondiale, dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. En effet, l'adoption de cette Déclaration, en 1948, par les pays membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) incluait, à l'article 27, les Droits culturels.

Comme le fait remarquer notamment Francine Couture, la création du ministère des Affaires culturelles au Québec

(...) participait au mouvement général d'après-guerre, marqué par le développement culturel des sociétés européennes et américaines qui avaient ajouté le droit à la culture à la liste des droits démocratiques. Cette intervention de l'État dans la culture signifiait qu'il reconnaissait le secteur culturel comme étant d'intérêt public (...); il s'attribuait donc ainsi une nouvelle responsabilité sociale.<sup>300</sup>

Rappelons qu'en France, c'est deux ans auparavant, en 1959, qu'avait été créé pour la première fois le ministère des Affaires culturelles. L'intervention de l'État dans le secteur culturel s'y est faite au nom de l'intérêt public. C'est ce modèle qu'a adopté le Québec, comme le font remarquer Allor et Gagnon qui ont relevé

---

<sup>300</sup>. Francine Couture, "La professionnalisation de l'art", in Emmanuel Walion (sous la direction de), *L'artiste et le prince. Pouvoirs publics et création*, op. cit., p. 124.



les énoncés faisant une équation entre culture et nation. Un tel modèle "assumes culture as a national or public good and thus insists on a certain level of governmental direction, protection and intervention<sup>301</sup>". Marie-Charlotte De Koninck<sup>302</sup> souligne également les influences du modèle français d'intervention culturelle sur le Québec, de même que celles d'organismes internationaux (dont l'Unesco) auquel le Québec a joint ses réflexions.

Dans ces circonstances, le ministère des Affaires culturelles devient le maître d'œuvre du projet collectif de développement culturel des Québécois, pris en tant que collectivité dont le gouvernement devient le représentant. Pour Allor et Gagnon, cette perspective constitue "a framing which then enables a back and forth movement between government and *collectivité* in matters of culture without there being a noticeable or essential shift in the operative subject of culture<sup>303</sup>".

En 1961, lors de la création du ministère des Affaires culturelles, le Premier ministre Lesage soutient effectivement l'importance et la nécessité vitale, pour le Québec, d'intervenir directement et au niveau de l'État en vue de la protection et du développement culturel de la province. À cet effet, le ministère des Affaires culturelles s'avère crucial pour la prise en main du développement culturel. Il a notamment pour fonction de ne plus laisser le fédéral agir seul en matière de culture sur le territoire québécois.

---

301. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 42.

302. Marie-Charlotte De Koninck, "Quand la culture se fait stratégie", *Questions de culture L'État et la culture*, n°10, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 48-49.

303. Martin Allor et Michelle Gagnon, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, p. 42.

En effet, suite aux recommandations de la commission Massey en 1951, commission chargée d'étudier le développement national des arts, des lettres et des sciences au Canada, le gouvernement fédéral s'est senti moralement obligé d'intervenir pour promouvoir le développement culturel du pays. Le Conseil des Arts du Canada, mis sur pied en 1957, résulte de ces recommandations. Mais l'intervention du gouvernement fédéral dans le secteur de la culture offusque le Québec, même si la vision de la culture y est plus restrictive et se limite alors principalement aux beaux-arts et aux arts d'interprétation.

Le mandat du ministère des Affaires culturelles, tel que souhaité par Jean Lesage, est donc qu'il soit "en quelque sorte un ministère de la Civilisation canadienne-française", et qu'il devienne "le premier, le plus grand et le plus efficace serviteur du *fait français* en Amérique, c'est-à-dire, de l'âme de notre peuple<sup>304</sup>". Aussi, si l'élargissement des interventions de l'État à la culture s'inscrit, au Québec dans les années 1960, dans un mouvement similaire à celui de plusieurs autres pays occidentaux, la place centrale et le rôle qui sont alors attribués à la culture dans cette province en font la justification première du projet politique de souveraineté du Québec et un élément majeur de légitimation de l'État québécois.

Ajoutons que le gouvernement québécois crée la même année — en 1961 — le ministère des Affaires intergouvernementales, qui agit dans le même sens que le ministère des Affaires culturelles, ainsi que quatre organismes devant aider au déploiement de la mission du ministère des Affaires culturelles: l'Office de la

---

304. Voir le discours de Jean Lesage devant l'Assemblée législative du Québec le 2 mars 1961, cite par Ministère des Affaires culturelles, J.-P. L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, Québec, ministère des Affaires culturelles, mai 1976, p. 13.

langue française, le département du Canada français d'outre-frontières, le Conseil provincial des arts, la Commission des monuments historiques.

Georges-Émile Lapalme, qui a grandement inspiré le programme du Parti libéral, est le premier à occuper les fonctions de ministre des Affaires culturelles. Profondément nationaliste, ses activités politiques sont essentiellement dirigées en faveur du développement national des Canadiens-français. Richard Handler souligne l'admiration de Lapalme pour le premier ministre français de la culture d'alors, André Malraux. Cet auteur précise: "Lapalme played a key role in establishing the quasi-diplomatic relations between the governments of France and Quebec that would loom so large in nationalist politics of the 1960s and 1970s<sup>305</sup>".

Francine Couture constate que ce sont les valeurs de la modernité artistique qui ont guidé Lapalme dans l'élaboration de la première politique culturelle. Elle précise toutefois que les préjugés contre cette vision de la culture étaient encore forts présents dans les mentalités. "La modernité artistique ou intellectuelle était encore perçue comme véhiculant des valeurs menaçant le consensus social<sup>306</sup>".

C'est peut-être pour cette raison que, durant les premières années d'existence du ministère des Affaires culturelles, le Conseil du trésor conserva en matière culturelle une autorité qui dépassait son mandat. Ce constat illustre les nouveaux rapports de force qui se mettent en place à l'époque et, par le fait même, il exprime des enjeux qui dépassent le strict cadre de l'institution culturelle. Cette

---

305. Richard Handler, *Nationalism and the Politics of Culture in Quebec*, The University of Wisconsin Press, 1988, p. 100.

306. Francine Couture, "La professionnalisation de l'art", in Emmanuel Wallon (sous la direction de), *L'artiste et le prince. Pouvoirs publics et création*, op. cit., p. 125.

attitude du Conseil du trésor a comme conséquence de provoquer la démission de Lapalme. Celui-ci envoie sa lettre de démission au Premier ministre Lesage en 1964, pour protester contre le manque de moyens et de pouvoirs qui sont attribués à son ministère des Affaires culturelles<sup>307</sup>.

Bien qu'au cours de toute cette période la culture apparaisse au cœur des préoccupations et du projet politique du Québec, les discours sont plus importants que les réalisations. En fait, sous le gouvernement libéral, l'éducation bénéficie de beaucoup plus de moyens que la culture et connaît un accroissement important de ses ressources financières. La Commission Parent, mise sur pied en 1961, débouche, après trois années d'enquête, sur la création d'un ministère de l'Éducation (en 1964). Cette Commission donne lieu à une importante réforme du système d'éducation et du système d'enseignement dans son ensemble au Québec. Elle préconise notamment l'essor de l'activité scientifique pour soutenir l'enseignement supérieur. La science, dont la fonction première est de servir à "étendre le champ des connaissances humaines", est également perçue comme pouvant apporter "une contribution indirecte au progrès technique et économique"<sup>308</sup>.

Si sous le gouvernement Lesage la priorité financière est donnée aux questions qui touchent l'éducation, c'est notamment parce que l'éducation est considérée comme une clé du développement socio-économique de la province ainsi que de la préservation de la culture. Face au gouvernement fédéral, la culture et l'éducation sont les secteurs à partir desquels le gouvernement provincial

---

307. Voir la lettre reprise dans Ministère des Affaires culturelles, J.-P. L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, document de travail, mai 1976, p. 14-15.

308. Rapport de la commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, 1963, tome II, p. 227-228.

revendique son autonomie. Ces secteurs sont perçus et présentés comme les leviers du développement économique et social de la province. D'ailleurs, peu à peu au sein du gouvernement provincial, la politique sectorielle en matière de culture acquiert une certaine importance. L'instrument culturel s'affirme et s'affranchit par rapport à l'éducation, mais également par rapport aux Sports et aux Loisirs, auxquels il était jusqu'alors très lié<sup>309</sup>.

En 1965, Pierre Laporte, devenu ministre des Affaires culturelles, signe une note de présentation d'un "impressionnant document photocopie intitulé *Livre blanc du ministère des Affaires culturelles*"<sup>310</sup>. Ce Livre blanc formule les principes qui doivent inspirer l'action culturelle de l'État, et édicte les fins et les moyens d'une politique culturelle pour le Québec. Il ne fait plus de doute pour le ministre des Affaires culturelles que, suite à l'évolution de la pensée politique, "[t]out autant que le bien-être matériel de la nation, l'État doit en favoriser la vie spirituelle"<sup>311</sup>. Il se doit donc de développer une politique d'action culturelle qui veille à l'affirmation et au développement de la culture québécoise comme expression de l'identité nationale. À cet effet, le rôle de l'État est double affirme Pierre Laporte. "l'État est préservateur de ce qui existe et catalyseur de ce qui se crée en matière de culture"<sup>312</sup>.

Le ministère des Affaires culturelles raffine progressivement ses outils de connaissance du milieu: consultations de toutes formes, statistiques, études de marché, sondages, enquêtes sur les tendances, etc. Cette façon de procéder lui

---

309. Carolle Simard, "La culture institutionnalisée", *op. cit.*, p. 154.

310. De larges extraits sont repris dans Ministère des Affaires culturelles, J.-P. L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, document de travail, mai 1976, p. 16-34.

311. *ibid.*, p. 21.

312. *ibid.*, p. 23.

permet autant de tenter de répondre aux besoins explicites de la population que d'en percevoir les besoins potentiels. Aussi, le Livre blanc de 1965 constate-t-il une désagrégation de l'identité culturelle des Canadiens français, désagrégation qu'il lie pour une grande part à la diminution de l'emploi de la langue française, notamment comme langue de travail. La langue a d'ailleurs constitué un axe central des revendications culturelles du Québec au cours des années de la Révolution tranquille, notamment en tant que fondement essentiel de l'identité du peuple québécois et délimitation d'un territoire face à Ottawa.

On constate ainsi, dans ce Livre blanc, le rôle structurant joué par la question de l'identitaire, par la construction d'un imaginaire nationaliste. Mentionnons toutefois que ce document n'a jamais été déposé à l'Assemblée nationale, ni rendu public. Il ne l'a été en partie que lorsque le Rapport L'Allier en a intégré des extraits dans ses pages. D'ailleurs, vers la même époque, un sort identique est réservé au rapport Rioux, résultant de la Commission d'enquête de mars 1966 sur l'enseignement des arts. Il est resté sur les tablettes et ne s'est jamais traduit dans la réalité.

Les élections de 1966 et l'arrivée au pouvoir du parti de l'Union nationale avec Daniel Johnson mettent fin, pour certains, à la «Révolution tranquille». Mais il faut constater que, sous la pression de l'opinion publique, ce gouvernement poursuit les grands objectifs de ce mouvement sociopolitique. Il revendique auprès du gouvernement fédéral une réforme du système constitutionnel et un partage accru des pouvoirs. Il accroît également le rayonnement international du Québec, notamment à l'occasion d'Expo 67 et de la visite du Général de Gaulle. En 1967 également, un Institut national de la civilisation est créé. De plus, 1968 marque les débuts de Radio Québec.

Toutefois, malgré ces actions, le Rapport L'Allier constate qu'après 1966 la même ambivalence caractérise encore les actions du ministère des Affaires culturelles: bien que l'affirmation des préoccupations envers la culture soit importante, les actions restent relativement pauvres. Comparés au ministère de l'Éducation, les moyens du ministère des Affaires culturelles paraissent insignifiants. De plus, les actions de ce ministère sont fortement critiquées par le milieu même de la culture qui ne lui fait pas confiance devant son incapacité à formuler une politique cohérente sur le long terme.

[s]ans le vouloir, mais avec une étonnante conformité, ceux qui ont par la suite présidé aux destinées [du ministère des Affaires culturelles] ont permis qu'il acquiert, accepte et subisse sa marginalité, tant en regard de l'administration publique québécoise qu'en regard de l'action et de la vie culturelle au Québec. Le ministre, de par la Loi tout puissant, est en fait empêché d'agir tant à cause de la modicité des fonds et des ressources matérielles et humaines mis à sa disposition qu'à cause de l'absence de structures rationnelles d'intervention. Il dispose de moins de un demi de un pour cent (1/2%) du budget total du gouvernement du Québec.<sup>313</sup>

En effet, même si les dépenses du ministère des Affaires culturelles augmentent sensiblement entre 1960 et 1976 — elles passent de 2,7 à 38,9 millions de dollars —, la part des dépenses de l'État qu'elles représentent diminue: de 0,46% en 1960-1961, elle culmine à 0,60% en 1963-1964 pour redescendre à 0,43% en 1975-1976<sup>314</sup>.

À l'encontre de toutes ces critiques, Guy Frégault, ancien sous-ministre aux Affaires culturelles, dans un bilan des actions de ce ministère en 1975, constate qu'il a apporté une contribution importante et nécessaire à la croissance, en

---

<sup>313</sup> Ministère des Affaires culturelles, J.-P. L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, document de travail, mai 1976, p. 93.

<sup>314</sup> Voir Paul-André Linteau et al., *Histoire de Québec contemporain, Tome II*, Montréal, Boréal, 1989, p. 796.

nombre et en qualité, de certains équipements culturels. Selon lui, l'aspect le plus positif du bilan est qu'en 1961, l'État québécois est enfin devenu lui-même agent de développement culturel.

En créant le ministère des Affaires culturelles, l'État québécois mettait fin à un quasi-monopole fédéral sur son propre territoire et rangeait les affaires culturelles « au nombre de celles qui entrent concrètement, administrativement, dans les préoccupations normales de la puissance publique »<sup>315</sup>.

Frégault se demande pourquoi l'action du ministère des Affaires culturelles laisse dans l'ensemble l'impression d'un demi-échec. Selon lui, c'est qu'au Québec, on attendait beaucoup du ministère des Affaires culturelles, plus que ce que ce ministère pouvait donner. De plus, le débat autour de ce ministère était hautement politisé et différents lobby du secteur culturel ont conduit des campagnes actives contre l'administration des Affaires culturelles. « Beaucoup de ceux qui reprochaient à celle-ci de ne pas avoir de politique lui tenaient rigueur, en réalité, de n'avoir pas plus d'argent à leur donner »<sup>316</sup>.

Frégault constate d'ailleurs que les insuffisances du ministère des Affaires culturelles observées au Québec sont semblables à celles des administrations de même nature partout dans l'Occident. Au début des années 1970, les gouvernements occidentaux s'interrogent sur les effets de l'action culturelle étatique et ils constatent l'échec d'une réelle démocratisation de la culture. En fait, au Québec, comme ailleurs, on constate que l'intervention culturelle étatique a été utile mais qu'elle a cependant fait trop peu en regard des besoins et des attentes, tant des créateurs que de la population.

---

315. Guy Frégault, "Bilan provisoire", septembre 1975, cité par Ministère des Affaires culturelles, J.-P. L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle, op. cit.*, p. 55.

316. Guy Frégault, *ibid.*, p. 56.



De ce fait, les pressions ne manquent pas auprès de ce ministère. L'insatisfaction du milieu ne cesse d'augmenter et, en 1975, un groupe d'artistes et d'intellectuels rédige le *Rapport du tribunal de la culture*. Les communautés artistiques et intellectuelles exigent du pouvoir public une reconnaissance de leur statut, ainsi que des actions en faveur d'une véritable démocratie culturelle. L'"idéal démocratique" a d'ailleurs marqué l'évolution de l'ensemble des institutions culturelles mises en place au cours de ces années précise Grandmont: "Les institutions graduellement mises en place, ministères, agences, établissements para-publics, avaient toutes pour fonction de supporter le développement culturel de la population en pratiquant des politiques de financement, d'accessibilité et de pratiques culturelles<sup>317</sup>".

Cet idéal, comme le précise le Rapport L'Allier: 'dans le contexte de la lutte pour l'indépendance nationale prenait également une signification politique<sup>318</sup>'. Mais malgré la volonté politique et les pressions du milieu culturel, faute de moyens, au milieu des années 1970, le ministère des Affaires culturelles semble peu à peu renoncer à intervenir souligne L'Allier.

Néanmoins, dès le début des années 1970, notamment sous l'influence d'organismes internationaux ou supra-nationaux tel l'Unesco, les préoccupations pour le culturel prennent une place de plus en plus affirmée à travers le monde. La création un peu partout, soit de ministères de la culture, soit d'administrations spécialisées dans ce domaine, témoignent de l'avivement des préoccupations pour le secteur culturel, préoccupations qui ne font que s'amplifier au cours des

---

317. Gerald Grandmont, "Les paradoxes de l'innovation en institution", in Emmanuel Wallon (sous la direction de), *L'artiste et le prince Pouvoirs publics et création*, op. cit., p. 143.

318. Francine Couture, "La professionnalisation de l'art", in Emmanuel Wallon, *ibid.*, p. 127.

années 1970. Le Québec répond à ce mouvement en accroissant ses actions dans le domaine culturel au cours de cette période.

#### 4.2. AFFIRMATION ET EFFERVESCENCE DU CULTUREL AU COURS DES ANNEES 1970

Dans les années 1970, on assiste à une généralisation des préoccupations pour le culturel à travers le monde ainsi qu'à une croissance des moyens financiers attribués à ce secteur. Le Canada n'échappe pas à cette tendance. On constate en examinant les dépenses culturelles du pouvoir fédéral canadien qu'elles croissent de façon spectaculaire entre les années 1960 et 1970: de 31 000 000\$ en 1964-1965, elles passent à 146 000 000\$ en 1966-1967 pour atteindre 900 000 000 en 1971-1972<sup>319</sup>. Cela contribue d'ailleurs à accroître les tensions entre Québec et Ottawa, le gouvernement du Québec voyant dans ces dépenses un moyen d'ingérence du fédéral dans un domaine pour lequel il réclame les pleins pouvoirs.

En plus d'être un phénomène qui s'internationalise, l'intervention culturelle étatique cherche, dans les années 1970, à définir les contours de son champ d'action et ce, dans de nombreux pays. Nous allons tout d'abord examiner ce phénomène sur le plan international puis, nous nous intéresserons à ses enjeux politiques et sociaux au Québec, tant avant qu'après 1976, avec l'élection du Parti québécois.

---

319. Guy Frégault, *Chronique des années perdues*, Montréal, Leméac, 1976, p. 168s, cite par Gabriel Dussault, "La notion de culture en contexte d'intervention culturelle étatique et ses corrélats structurels", *Recherches sociographiques*, vol. XXI, n°3, septembre-décembre 1980, p. 318.

#### 4.2.1. Un mouvement international

En 1970, la conférence de Venise réunit les ministres responsables des Affaires culturelles d'environ 86 pays, initiative qui n'aurait pas pu avoir lieu quelques années plus tôt. En 1972 se déroule la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles à Helsinki. Durant ce temps, l'Unesco multiplie ses travaux thématiques, ses enquêtes sur les politiques culturelles, ses conférences et ses publications sur la culture. En France, on assiste entre 1970 et 1975 à la parution de 1066 titres portant sur le développement culturel, dont 104 "figurent sous la seule rubrique «politique et planification culturelle»<sup>322</sup>".

Ce n'est sans doute pas un hasard si les concepts de politique culturelle et d'action culturelle ont pu naître et s'affirmer au cours de ces années, qui sont celles d'une remise en cause croissante du développement des sociétés occidentales. Par exemple, en France — pays où cette remise en cause s'est affirmée le plus ouvertement avec les événements de mai 68 —, c'est au début des années 1960 que s'affirme un courant reformiste qui dénonce la technocratie qui s'est mise en place au nom du progrès, comme l'analyse très bien Jacques Donzelot. Ce n'est pas tant l'idée de progrès qui s'est affirmée dans les années d'opulence de l'après-guerre qui est alors rejetée par ce mouvement, mais plutôt la croyance en son caractère automatique, telle que la répand l'État.

Parce qu'il avait peur des citoyens, de l'expression contradictoire de leurs désirs, l'État a imposé le progrès du dehors de la société, malgré elle. (...) Mais, par ailleurs, l'État a laissé croire que tout désormais dans la société pouvait passer par lui, il a arboré la certitude — sournisement oppressante pour le citoyen — d'être capable de commander au devenir, il s'est sans vergogne affirmé, en ce

---

320. Gabriel Dussault, *ibid.*, p. 319.

debut des années 60, comme demiurge du progrès et bienfaiteur abstrait de la société<sup>321</sup>

Selon Donzelot, ce mode d'imposition du progrès ne pouvait que susciter des résistances et conduire à l'interpellation du fonctionnement de l'État providence, ce que ne manqueront pas de faire les mouvements gauchistes en France. Le désir est exprimé désormais de changer la société plutôt que de prétendre satisfaire ses besoins; on veut, au sein même de la société — et pas seulement de l'État — discuter des moyens du progrès et de ses finalités. Ce mouvement rend tout à la fois possible et nécessaire, soutient Donzelot, une «autonomisation du social»: "l'enjeu de la crise de l'État-providence est bien l'autonomisation du social — le renvoi à la société elle-même de la détermination des conditions et des finalités du progrès<sup>322</sup>".

Ce qu'on reproche alors à l'action sociale de l'État, c'est qu'elle masque les inégalités plutôt que de les réduire, qu'elle conduit à un travail de destruction des différences, à une lente érosion des singularités régionales, sociales, identitaires. Dans ces circonstances, on comprend la révolte des régions en France contre l'aménagement du territoire guidé par l'État. Ce qu'affirme Mai 68 en France, explique Donzelot, c'est "l'autonomie de l'individu, ainsi que les différences et les singularités sociales que la régulation centrale de la société entreprend d'asservir et de réduire<sup>323</sup>". Cet auteur poursuit en précisant que cela signifie "une réappropriation par la société de sa capacité historique, contre les méta-discours du progrès et de l'Histoire". Le gouvernement ne doit plus occuper une position d'arbitre suprême ou de tuteur, mais plutôt un rôle d'animateur, capable de

---

321. Jacques Donzelot, *L'invention du social*, Paris, Seuil, coll. "Points", 1994, p. 212-213

322. Jacques Donzelot, *ibid*, p. 183-184.

323. Jacques Donzelot, *ibid*, p. 201

redonner vie à la société, de provoquer la négociation "du rapport entre l'autonomie de chacun et la responsabilité de tous"<sup>324</sup>.

Élargie au-delà du cas de la France, cette analyse peut apporter des éléments d'explication à la crise généralisée de l'État providence dans les divers pays occidentaux. Selon nous, l'intérêt des différents gouvernements occidentaux pour le culturel au cours des années 1960 n'est pas sans rapport avec cette "autonomisation du social". Par l'intermédiaire de ce nouveau champ d'intervention, par l'élaboration de politiques culturelles, les États ont tenté d'apporter des réponses à cette crise de société, de se positionner dans un nouveau rôle en faisant appel à la capacité historique de la société.

Dans le cas du Québec, on peut dire que cette crise s'est vécue quelque peu différemment puisqu'elle a correspondu également à l'institutionnalisation de l'État québécois. Au cours des années 1960, l'affirmation du Québec comme société distincte par rapport au Canada, constitue le projet politique qui affirme la volonté de réappropriation par la société québécoise de sa capacité historique:

Plutôt que d'incarner la position de l'État agissant comme arbitre suprême, le gouvernement québécois représente le lieu de la mobilisation de la société, le lieu de la négociation du rapport entre l'autonomie de chacun et la responsabilité de tous en vue de l'autonomisation du Québec. La province affirme son identité, et agit pour la défense de sa différence et de sa singularité que la régulation centrale exercée par Ottawa entreprend d'asservir et de réduire. Précisons que ces années sont celles où le gouvernement fédéral connaît une phase de transformation accélérée de ses interventions. Il met en place une politique économique au sens

---

<sup>324</sup> Jacques Donzelot, *ibid.*, p. 260.

fort qui se traduit par un ensemble de changements impliquant les relations de l'État à la société<sup>325</sup>.

Face à l'action sociale et culturelle d'Ottawa, que le Québec perçoit comme un travail de destruction des différences, d'érosion des singularités sociales, identitaires, culturelles, le gouvernement québécois affirme sa spécificité. Il milite en faveur de la reconnaissance de la différence du peuple québécois et de la nécessité de son autonomie — tant individuelle que collective. D'où la place centrale occupée par le culturel dans la construction et la mise en place des structures de l'État québécois dans les années 1960. L'État se positionne comme capable de redonner vie à la société québécoise, de provoquer la négociation «du rapport entre l'autonomie de chacun et la responsabilité d'un tous», et ce, en mettant l'accent sur des notions telles la démocratisation de l'accès à la culture et l'éducation populaire.

D'ailleurs, Georges-Émile Lapalme, dans un discours de 1962, plaçait l'État comme l'organe de la culture, comme vital à la vie culturelle des Québécois. Richard Handler mentionne également que "Lapalme advocated the growth of the Quebec «state» as the most appropriate tool for the social and cultural development of the French-Canadian nation"<sup>326</sup>. Ces prises de position ne manqueront pas de susciter de vastes débats.

---

325. Voir notamment Anne Legaré et Nicole Morf, *La société distincte de l'État, Québec-Canada 1930-1980*, Montréal, Ed. Hurtubise hmh, coll. Breches, 1989, p. 128-136.

326. Richard Handler, *Nationalism and the Politics of Culture in Quebec*, op. cit., p. 101.

#### 4.2.2. L'enjeu politique et social de la culture au Québec

Au cours des années 1970, l'enjeu culturel ne se résume plus à la langue au Québec. Cette dernière perd un peu de sa centralité en tant qu'enjeu de l'affirmation des revendications culturelles, même si langue et culture demeurent liées dans le besoin d'affirmation face à Ottawa. Les revendications affichent des formes et un contenu plus politiques.

Entre les années 1970 et 1976, précise Carolle Simard, l'organisation gouvernementale en matière culturelle s'est beaucoup étoffée au Québec. En 1976, "plus d'une vingtaine d'organismes dépendent, d'une façon ou de l'autre, du ministère des Affaires culturelles<sup>327</sup>", et ce, même si les budgets consentis au ministère demeurent peu élevés. Tout cela conduit cette auteure à penser que la politique culturelle d'alors aurait permis à la classe politique de mettre en place de nouveaux outils de légitimation.

Enjeu politique, la politique culturelle n'en est pas moins en voie d'émancipation. Elle se sectorise tandis que son territoire, de plus en plus circonscrit, lui confère une spécificité, (...) les Affaires culturelles pour leur part étendent leurs attributions au secteur de l'artisanat, du livre et des bibliothèques, des musées et des théâtres. En réalité, et contrairement à ce que l'on croit généralement, cela se produit avant novembre 1976 et donc avant l'avènement du Parti québécois au pouvoir. (...) On passe aussi d'une action culturelle plus ou moins planifiée, dont le fondement demeure la langue, à l'élaboration d'une politique culturelle, instrument privilégié du développement.<sup>328</sup>

En effet, culture et nationalisme demeurent confondus dans le Rapport L'Allier qui préconise une politique culturelle *nationaliste*, notamment en évoquant de larges extraits du Livre blanc de 1965 comme postulats d'une politique culturelle

---

<sup>327</sup> Carolle Simard, "La culture institutionnalisée", *op. cit.*, p. 155.

<sup>328</sup> Carolle Simard, *ibid.*, p. 156.

pour le Québec<sup>329</sup>. Toutefois, une telle politique ne limite pas pour autant l'accès aux sources culturelles extérieures. De plus, le Rapport L'Allier insiste également la nécessité de la diffusion et de l'accessibilité de la culture.

Selon Simard, les modifications importantes qu'a connu l'appareil culturel au Québec, des années 1960 aux années 1980, se sont produites en dehors des changements de gouvernement. En effet, de 1961 à 1976, la mission culturelle de l'État s'est élargie, et de 1976 jusque dans les années 1980, l'appareil culturel a connu des adaptations de structures et de pouvoirs mais il n'a pas pour autant changé dans sa réalité. De même, nous pouvons ajouter que la conception de la culture qui était celle du gouvernement québécois dans les années 1960 n'a pas fondamentalement évolué, excepté un certain recul de la centralité de la question linguistique. Le Livre blanc de 1978 réitère les valeurs culturelles affirmées dans le Rapport L'Allier de 1976, qui lui-même s'appuyait sur le rapport Rioux de 1966, sur le Livre blanc de 1965 et sur les déclarations de Lapalme. L'Allier reconnaît même qu'il serait important de revenir à l'esprit des propositions de coopération franco-québécoise telles que formulées par André Malraux au début des années 1960<sup>330</sup> et que Lapalme avait promues.

À travers la genèse et l'évolution de l'appareil culturel québécois, c'est la question de l'émancipation de l'instance culturelle par rapport à l'instance politique que pose Carole Simard. Ses conclusions, diffèrent de celles de Michel Audet<sup>331</sup>, qui voyait dans l'arrivée au pouvoir du Parti québécois et la publication du Livre

---

329. Ministère des Affaires culturelles, J.-P. L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, document de travail, mai 1976, p. 206.

330. *ibid.*, p. 189.

331. Michel Audet, "La quête d'un État : la politique québécoise du développement culturel", *Recherches sociographiques*, vol. XX, n°2, 1979, p. 263-275.



blanc de 1978 une nouvelle perspective vis à vis de la culture. Par contre, elles rejoignent l'analyse de Allor et Gagnon dans la mesure où elles démontrent l'existence, au Québec, d'un appareil culturel relativement indépendant des rythmes politiques — même s'il demeure inséparable de l'État. Le culturel représente donc un dispositif spécifique où se donnent à voir un ensemble de rapports de force, un enchevêtrement de continuités et de discontinuités créant de nouveaux rapports de sens.

Depuis la création du ministère des Affaires culturelles, le Québec a toujours adhéré à une définition large de la culture, comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent. Déjà dans le Livre blanc de 1965, la culture ne se limitait pas aux arts et aux lettres, même si la langue en était un élément central. En 1968, dans le *Rapport de la commission d'enquête sur l'enseignement des arts au Québec*, la culture est présentée comme englobant l'homme tout entier. Cette position ne se transforme pas au cours des années 1970. Elle correspond aussi, rappelons-le, à la position dominante sur la scène internationale, qui a beaucoup influencé le Québec. La tendance la plus significative est alors de recourir à la notion élargie de culture, cette dernière incluant aussi bien la science que l'éducation.

En 1975, dans le *Rapport du Tribunal de la Culture*, la culture est présentée par le ministre Hardy comme: "le monde des valeurs, des représentations, des signes et des symboles — se manifeste dans l'économique — définie comme le processus de production des biens et des services — aussi bien que dans le politique — défini comme l'organisation du pouvoir<sup>332</sup>". On constate ainsi, exprimée clairement, l'incorporation de l'économique, du politique et du social dans la

---

<sup>332</sup> Cite par Ministère des Affaires culturelles, J.-P. L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle. Document de travail*, Québec, Ministère des affaires culturelles, 1976, p. 64.

culture. Ni le Livre vert de 1976, ni même le *Livre blanc sur le développement culturel* de 1978 n'innoveront par rapport à cette conception de la culture. La culture est la justification première du projet politique du Québec en même temps que le moyen de réconciliation des contradictions qui s'y trouvent.

Le culturel n'a donc pas, selon nous, connu de transformations majeures avec le changement de gouvernement de 1976. Toutefois, tout un ensemble de continuités et de discontinuités se sont fait sentir dans le dispositif de la culture, créant de nouveaux rapports de force et de nouveaux rapports de sens. Voyons les mouvements essentiels qui se sont produits à l'intérieur du dispositif culturel d'alors. Ils nous amèneront à baliser le contexte d'émergence des préoccupations pour le secteur des musées au Québec.

#### 4.2.3. Le Parti québécois et la question de la culture

Au Québec, on assiste à l'automne 1976 à l'élection du Parti québécois. Ce changement de gouvernement donne lieu à la création d'un Ministère d'Etat au développement culturel, qui remplace le Ministère des affaires culturelles. Les crédits du ministère sont majorés pour atteindre 0,56% des dépenses totales de l'Etat et le gouvernement annonce des redressements. Le développement culturel est associé à l'aménagement du territoire et au développement économique et social. Soulignons que la notion de développement prend une grande importance sous le gouvernement du Parti québécois. C'est elle qui servira à justifier l'ancrage de plus en plus profond du culturel dans les autres sphères de la société, en commençant par le social, puis l'économie et la technologie.

Marcel Rioux, en 1977, présentant la prospective du gouvernement péquiste en ce qui concerne le développement culturel, reconnaît qu'à bien des égards le Livre vert de L'Allier "semble constituer un document de base dont on peut partir pour doter le Québec d'une politique culturelle d'envergure<sup>333</sup>". Il précise également que les recommandations de ce document au sujet du *Conseil de la culture et de l'Institut d'histoire et de civilisation* lui semblent particulièrement importantes. De plus, il mentionne que la politique de décentralisation amorcée par L'Allier dans le domaine culturel doit être poursuivie. Pour Rioux, l'essentiel est que la politique culturelle soit celle de l'État lui-même et pas seulement celle d'un ministère.

Le volumineux Livre blanc de 1978 sur *La politique québécoise du développement culturel* expose en détail les intentions du gouvernement. Les changements qu'il propose n'occasionnent toutefois pas de rupture en tant que telle sur le plan de l'enjeu culturel. Consécration des changements entrepris sous les gouvernements précédents, le culturel demeure l'outil par excellence de l'affirmation du projet politique de la province et de son développement. Désormais, développement social et développement culturel ne sauraient être dissociés.

Enjeu politique, la culture devient également alors "un nouvel outil de contrôle social", affirme Simard<sup>334</sup>. À travers l'affirmation du culturel, c'est tout un ensemble d'actions sur l'ensemble du champ social québécois que suggère le Livre blanc de 1978. La création de l'Institut québécois de recherche sur la

---

333. Marcel Rioux, "Le développement culturel", in Daniel Latouche (textes réunis par), *Premier mandat. Une prospective à court terme du gouvernement péquiste*, tome II, Montréal, Les Éditions de l'Aurore, 1977, p. 31.

334. Carolle Simard, "La culture institutionnalisée", *Questions de culture*, n°7, op. cit., p. 156.

culture en fait partie. Par la volonté de connaître plus en détail la population du Québec, l'état de la culture dans la province ainsi que les pratiques culturelles, l'État souhaite mieux être en mesure de parvenir au développement culturel de la collectivité. C'est bien là une illustration de la manifestation de la préoccupation de la gestion des populations étendue au secteur de la culture. Pour rejoindre l'analyse de Foucault en termes de gouvernementalité, on peut dire qu'au Québec cette préoccupation a contribué à l'émergence de «l'État de gouvernement» et à servi à légitimer l'intervention «civilisatrice» de l'État.

L'intervention culturelle de l'État est loin de se limiter aux seuls services voués à la culture, elle implique divers organismes dont les actions peuvent dépasser en importance celles des instances proprement culturelles. Un comité ministériel permanent est institué en décembre 1976 pour régler le problème de la cohérence des politiques gouvernementales en matière de développement culturel. Son mandat est de décompartmenter l'administration gouvernementale en associant au développement culturel, les communications, l'éducation, la jeunesse, les loisirs et les sports. Puis, ultérieurement, dans le but de concrétiser les orientations du Livre blanc de 1978, les divers ministères cibles devant être intégrés à une politique culturelle globale sont mis à contribution: ministères de l'Immigration, de l'Industrie et du Commerce et du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

Face à l'action d'Ottawa, à son refus de reconnaître «la différence» québécoise, et aux capacités illimitées de dépenser du gouvernement fédéral, — telles que relevées dans le Rapport L'Allier —, les gouvernements québécois tentent ainsi successivement d'imposer leurs priorités et de revendiquer un partage des responsabilités en matière de politique culturelle.

C'est pourquoi autour de cette «différence», chien de garde de l'identité nationale, on a placé un ensemble cohérent de garde-fous, tant du côté de la langue, des communications, du cinéma, des bibliothèques, des archives, du patrimoine, de l'artisanat et des métiers d'art que des musées et des conservatoires de musique et d'art dramatique. (...) À la mise en place et à la multiplication d'organes sectoriels a succédé la création d'organismes de décloisonnement et de coordination.<sup>335</sup>

En faisant du développement culturel le moteur de la société québécoise, la classe politique établit une nouvelle cohérence; elle diagnostique l'existence d'un processus de «déculturation» qu'il faut nécessairement contrer en rendant le citoyen conscient de son identité culturelle. Dans ce but, à la création du Ministère d'état au développement culturel succède un ensemble d'autres réalisations:

(...) la tenue, en décembre 1978, d'une conférence économique sectorielle sur les industries culturelles, suivie de près par la création de la Société de développement des industries culturelles (SODIC); la fondation, en 1979, de l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC); enfin, la publication récente, au printemps 1980, d'un énoncé de politique scientifique faisant suite au Livre vert.<sup>336</sup>

En effet, depuis 1976, la politique scientifique est considérée au Québec comme faisant partie des actions en matière de culture. Le Rapport L'Allier affirme qu'il apparaît évident à ceux qui se préoccupent du devenir culturel du Québec qu'"une politique culturelle moderne est difficilement dissociable, dans sa conception et dans sa réalisation, d'une politique scientifique<sup>337</sup>". Pour L'Allier, la science et la culture drainent "le même type de ressources créatrices" et supposent "des préoccupations complémentaires sinon semblables". Or, il

---

335. Carolle Simard, *ibid.*, p. 159-160.

336. Gabriel Dussault, "La notion de culture en contexte d'intervention culturelle étatique et ses corrélats structurels", *Recherches sociographiques*, *op. cit.*, p. 317-318.

337. Ministère des Affaires culturelles, Jean-Paul L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle. Document de travail*, Québec, Ministère des affaires culturelles, 1976, p. 190.

constate que le Québec n'a pas fait grand chose en regard de la recherche scientifique (pas de véritable politique scientifique, ni des véritables moyens aux institutions s'en préoccupant).

L'Allier suggère donc que le Québec renforce les éléments de sa politique scientifique et lui donne un statut différent au niveau de l'État. Il propose d'aborder la question du regroupement de tous les éléments de la politique scientifique québécoise sous l'autorité du ministère des Affaires culturelles, en vue d'un regroupement en un ministère de la Culture et des Sciences du Québec<sup>338</sup>. Suite à ces propositions, en 1977, le mandat de définir une politique scientifique est confié au ministre d'État au développement culturel. Et en 1980, le gouvernement crée le poste de ministre d'État au développement scientifique. Cela s'inscrit dans l'interprétation élargie de la culture qu'a toujours défendue le Québec.

Mais en élargissant ainsi la définition de la culture et à travers la volonté politique de «rendre le citoyen conscient de son identité culturelle<sup>339</sup>», l'État ne risque-t-il pas alors d'imposer à tous les Québécois un même code social de référence, se demande Carolle Simard: "À travers la culture, ne va-t-on pas assister au quadrillage de l'ensemble du champ social québécois?<sup>340</sup>" Pour cette auteure, la mise en place de toutes les institutions et actions contribue à assurer un quadrillage de plus en plus dense du tissu culturel, puis social. Si ce quadrillage demeure étranger au contrôle social immédiat, il permet toutefois d'identifier, de

---

338. *ibid.*, p. 191.

339. Ministère d'État au développement culturel, Livre blanc: *La politique québécoise du développement culturel*, Gouvernement du Québec, 1978, p. 168.

340. Carolle Simard, "La culture institutionnalisée", *Questions de culture*, n°7, *op. cit.*, p. 157.

localiser et d'encadrer les initiatives et les innovations. De plus, poursuit cette auteure:

(. . .) les interventions étatiques successives, combinées aux demandes sociales relatives à de nouvelles politiques culturelles, se traduisent presque toujours par une demande d'État, avec cette conséquence d'une présence de plus en plus importante du politique dans le social.<sup>341</sup>

En faisant du développement culturel un des axes principaux de l'essor de la société québécoise, l'État se donne ainsi les moyens d'exercer sa tutelle. Néanmoins, loin de ne conduire qu'à une uniformisation des pratiques sociales, Simard constate que cette action de l'État a également conduit à un renouvellement et à une modernisation du discours nationaliste.

Le quadrillage du tissu culturel décrit par Simard se manifeste de façon très nette, à la fin des années 1970, dans le secteur du patrimoine et des musées, qui s'inscrit dans l'agenda gouvernemental québécois. En tant qu'établissements culturels, lieux de mémoire, les musées donnent alors naissance à de grands débats sur leur rôle et leur mission. C'est en effet dans un contexte de souveraineté culturelle que s'élaborent les projets de conservation et de mise en valeur du patrimoine au Québec, et — par conséquent — ceux de développement d'une politique muséale pour la province.

Le Livre blanc de 1978 n'hésite pas à reprendre les propositions du Rapport L'Allier et à annoncer un vaste programme de rattrapage dans le secteur des musées. Il affirme que la mise en application d'une politique de développement d'un réseau muséal est une "inélucltable urgence": le développement des loisirs scientifiques, la création d'un Musée québécois des sciences naturelles, la création

---

341. Carolle Simard, *ibid.*, p. 161.

d'un Musée des arts et des traditions populaires, la création d'un Musée des sciences et de la technologie y sont présentés comme des impératifs essentiels. L'année suivante est marquée par une intense réflexion de divers groupes de travail sur les musées et la muséologie au Québec et ce, selon l'esprit du Livre blanc sur le développement culturel. Abordons maintenant la question des ancrages de la préoccupation pour les musées.



## 5. LA MISE EN PLACE DU DISPOSITIF MUSÉAL QUÉBÉCOIS

---

La préoccupation pour le culturel et son entrée dans le champ de l'intervention gouvernementale n'a pas eu, dans les années 1960-1970 qu'une dimension québécoise, comme nous l'avons constaté au cours du chapitre précédent. Elle a pris forme dans le contexte international de l'interventionnisme de l'État, de la prospérité économique des années 1960, mais aussi de la redéfinition des rapports sociaux. L'intérêt marqué envers le secteur des musées s'est inscrit dans cette mouvance du culturel. C'est la plupart du temps en tant que politique sectorielle au sein du dispositif culturel que la préoccupation envers les musées s'est manifestée. Les institutions muséales sont ainsi apparues comme des éléments importants de l'agenda d'instances gouvernementales — notamment dans des pays comme la France ou le Canada —, ou bien d'instances internationales, telles l'Unesco. Les musées et la muséologie sont devenus sujet de débats publics.

Ainsi, l'intérêt envers les musées qui s'est manifesté au Québec à la fin des années 1970 n'est pas qu'une inspiration strictement provinciale. Il est à replacer dans le contexte international, mais aussi bien sûr canadien, de développement des préoccupations et des actions en faveur de ce secteur. C'est à cela que nous allons nous intéresser dans ce chapitre. Comment s'est opéré, dans les années 1970, l'accroissement de la préoccupation pour les musées, au point de les retrouver au centre des politiques culturelles et de l'agenda des gouvernements?

## 5.1. LES DÉBUTS DE L'INTERVENTION ÉTATIQUE EN FAVEUR DES MUSÉES

Rappelons que jusqu'aux années 1950, les actions des gouvernements, autant canadien que québécois, dans le secteur de la culture étaient plus que modestes. Sans plan d'ensemble, elles visaient plutôt à répondre à des besoins partiels et limités et aucun ministère n'en avait la charge spécifique. En fait, comme il est spécifié dans le Livre blanc sur le développement culturel du Québec<sup>342</sup>, à cette époque, le gouvernement du Canada encourageait plutôt les sciences physiques et naturelles qui, d'ailleurs, conserveront une longueur d'avance sur les sciences humaines.

Toutefois, face à une critique continue de l'état de la culture au Canada, le gouvernement fédéral met sur pied, en 1949, une commission royale d'enquête sur le développement national des arts, des lettres et des sciences. Présidée par Vincent Massey, cette commission, qui remet son rapport en 1951, constate le faible état du développement culturel au pays et les nombreux problèmes qui existent, et incite le gouvernement du Canada à intervenir dans ce domaine. Il est établi que depuis le rapport de Miers et Markham<sup>343</sup>, de la British Museum Association, en 1932, pratiquement aucune amélioration n'a été apportée au secteur culturel et que les musées canadiens sont dans un triste état.

Devant la préoccupation croissante des États nationaux à travers le monde relativement à la culture, ces critiques trouvent un écho auprès du gouvernement

---

342. Ministère d'État au développement culturel, Livre blanc: *La politique québécoise du développement culturel*, Gouvernement du Québec, 1978, p. 18.

343. Sir Henry Miers, Frank Markham, *A Report on the Museums of Canada*, T. and A. Constable, Édimbourg, 1932.

canadien qui opère graduellement un changement d'attitude important envers la culture au cours des années 1950. Le secteur des musées bénéficie pour beaucoup des nouveaux moyens. Ces derniers lui permettent de poursuivre et d'accélérer son mouvement de modernisation. Au Québec, la situation est toutefois un peu moins favorable pour les musées, comme nous allons le constater après avoir présenté les actions du gouvernement canadien.

### 5.1.1. L'intervention culturelle fédérale et les musées

Aiguillonné par les critiques de la commission Massey et Lévesque et celles, précédentes, du rapport Miers et Markham qui relevaient l'état de pauvreté de la plupart des musées canadiens, le gouvernement fédéral augmente sensiblement, au cours des années 1950, ses subventions en faveur d'un grand nombre de musées. De plus, il met sur pied, en 1957, le Conseil des Arts du Canada qui a notamment pour mandat de subventionner les personnes et les organismes actifs dans le domaine des arts. L'aide gouvernementale peut ainsi être étendue aux établissements non fédéraux. En 1963, c'est au Secrétariat d'État que revient la charge de gérer plusieurs institutions culturelles. Léo A. Dorais soutient que le gouvernement du Canada a toujours été très «british» en matière culturelle.

Pendant longtemps, il s'est contenté de laisser aux élites le soin de s'organiser entre elles. (...) Lorsqu'enfin, avec la Commission Massey-Lévesque il fut question d'attribuer un rôle actif au gouvernement fédéral en matière de création artistique, on prit modèle sur le Arts Council of Great Britain. Le premier grand conseil de subventions, le Conseil des Arts du Canada, fut structuré à l'anglaise «at arm's length» (relation d'autonomie par rapport au pouvoir politique). De la même façon, et pour les mêmes raisons de parallélisme avec

Westminster, la Commission Massey-Levesque a rejeté la notion d'un ministère de la Culture <sup>344</sup>

Suite aux recommandations du Rapport Massey et conscient du rôle joué par les musées dans le renforcement de la fierté nationale, le Canada connaît une croissance fulgurante du nombre de ses établissements muséaux à partir des années 1950. L'une des premières enquêtes sur les musées date de 1938, elle recense 150 établissements muséaux. En 1964, on en compte 385; en 1972, ils sont au nombre de 943 et en 1986, le Canada en abrite 1946<sup>345</sup>.

Le rapport Max O. Brice sur *Le secteur des musées au Canada* fait remarquer que ce secteur a connu un essor comparable à celui observé dans les autres domaines de l'activité culturelle au cours des années 1960-1970. Il a bénéficié autant des recommandations de la commission Massey, que de la prospérité des années 1960 et des retombées des fêtes du centenaire de 1967. En effet, 45% des musées canadiens ont été créés en 1967 ou durant les années suivantes et 11% entre 1970 et 1976<sup>346</sup>. Ces établissements voient le jour parfois grâce à l'aide des autorités provinciales ou municipales, mais surtout, pour la plupart, grâce à l'aide privée. De plus, au cours de ces années, de nombreux musées existants agrandissent ou rénovent leurs anciens locaux.

---

344. Léo A. Dorais, "Vingt ans de politique nationale des musées au Canada: de la démocratisation et décentralisation aux organismes spéciaux de service", *Muse. L'État des musées au Canada*, vol. 10, n°2-3, septembre 1992, p. 41.

345. Communications Canada, *Des enjeux et des choix. Projet d'une politique et de programmes fédéraux intéressant les musées*, Mai 1988, p. 31.

346. Max O. Brice, *Le secteur des musées au Canada*, Rapport de la Direction de la recherche et des statistiques, Direction générale des arts et de la culture, Ministère des Communications, Ottawa, Gouvernement du Canada, novembre 1979, p. 9.

Dans la foulée des célébrations du centenaire du pays — même si ce sont des musées de toutes catégories qui sont créés — ce sont surtout les musées locaux ou municipaux qui augmentent en grand nombre. Les fêtes du centennaires contribuent à l'adoption d'une vision plus populaire de la culture, mais aussi à l'affirmation du Canada sur la scène internationale.

Mentionnons également l'inauguration du Centre des Sciences de l'Ontario en 1969. Premier musée scientifique du genre au Canada, il se veut une vitrine des sciences et de la technologie pour tout le pays. Lors de sa création, le Centre des sciences de l'Ontario s'inscrit dans un contexte où l'on considère alors "la science triomphante qui allait tout expliquer et la technologie toute puissante qui allait tout régler<sup>347</sup>". Toutefois, en même temps, les nouvelles techniques qui se multipliaient semblaient un peu effrayer le grand public, explique Claude Faubert:

Il y avait donc une fonction de démythification, de vulgarisation qui devait être jouée par quelqu'un.

Le Centre des sciences se donnait donc comme but de rendre accessible au grand public les méthodes et les résultats de la science ainsi que les manifestations de la technologie moderne.<sup>348</sup>

L'objectif du Centre des sciences était alors de développer des vocations et de vaincre les résistances au "progrès" chez le grand public et surtout chez les jeunes. En créant un tel musée, le gouvernement se montre innovateur; il répond au large mouvement de création des Centres de sciences qui se produit un peu partout dans le monde au cours des années 1960. Comme le fait remarquer Wittlin en 1970:

---

347. Claude Faubert, "L'expérience du Centre des sciences de l'Ontario", *Bulletin de l'Acfas*, vol. 4, n° 2, automne 1982, p. 15.

348. Claude Faubert, "L'expérience du Centre des sciences de l'Ontario", *Les Cahiers de l'Acfas. De la science au musée*, Suites et retombées d'un Colloque tenu en mai 1982 au 50<sup>e</sup> congrès de l'ACFAS, vol. 14, p. 9.

Museological events of a scope beyond all precedent are still in a stage of drafting and building. The new \$30 millions Centennial Centre of Science and Technology in Toronto is to illustrate man's progress toward a better life. Contrary to some older institutions it is more oriented toward the present and the future than the past. Contemporary science and technology have been allotted the claim to 70 percent of the contents, while their historical precedents may occupy only 20 percent; 10 percent of all communications will be extrapolations into the future.<sup>349</sup>

Le Canada connaît également un boom des actions dans le champ muséologique. L'Association des musées canadiens, fondée en 1947, contribue par ses multiples actions à l'accroissement de la communauté muséologique et à son dynamisme. Les mouvements de professionnalisation et de formation professionnelle reprennent dans les années 1960. Par exemple, comme le mentionne Wittlin, le Royal Ontario Museum de Toronto offre un programme en muséologie conjointement avec l'Université de Toronto: "The institution which for many years has been in the lead of museums in Canada, the Royal Ontario Museum in Toronto, is steadily continuing its work. Among its planned ventures is a credit course in museology to be offered jointly with the University of Toronto<sup>350</sup>".

Les expositions itinérantes fleurissent et se multiplient, le gouvernement fédéral contribuant pour une large part à leur financement (jusqu'à 80%). De plus, de nouvelles manières de faire sont promues, autant pour la gestion et la conservation des collections, que pour les services et les expositions. Les fêtes du centenaire du Canada viennent donner encore plus d'ampleur à ce mouvement en favorisant l'éclosion d'institutions muséales à travers le pays dans le but de promouvoir l'identité canadienne. De nombreux groupes sociaux font appel à l'aide gouvernementale pour créer des musées dans leur communauté. Les

---

349. Alma S. Wittlin, *Museums: in search of usable future*, Cambridge, Massachusetts and London, England, The MIT Press, 1970, p. 189.

350. Alma S. Wittlin, *ibid.*, p. 189-190.

musées de plein air se développent, ainsi que les reconstitutions figuratives d'ensembles historiques, de forteresses anciennes, etc.

Avec le développement du dispositif muséal à travers le pays, en 1968, le gouvernement Trudeau adopte la *Loi sur les Musées nationaux*. Son but est de réunir en une même société, la Corporation des musées nationaux, les quatre musées nationaux existants: le Musée des beaux-arts du Canada (anciennement Galerie nationale du Canada, fondée en 1880), le Musée canadien des civilisations (anciennement Musée national de l'Homme, fondé en 1912), le Musée national des sciences naturelles (fondé également en 1912) et le Musée national des sciences et de la technologie (fondé en 1964). La Corporation des musées nationaux doit notamment viser à promouvoir l'activité muséologique du pays.

C'est Gérard Pelletier, alors Secrétaire d'État depuis 1968, qui œuvre pour l'adoption d'une politique culturelle officielle pour le gouvernement du Canada. En 1970, le gouvernement fédéral présente les grandes lignes de sa nouvelle politique culturelle qui va contribuer à transformer fortement le secteur de la culture au Canada. Pluralisme, démocratisation, décentralisation, coopération fédérale-provinciale, en sont les grands axes. À cette époque, ces orientations correspondent d'ailleurs aux tendances internationales en matière de politique culturelle.

C'est surtout sur la démocratisation et sur la décentralisation que le gouvernement Trudeau met l'accent dans la redéfinition de la politique relative aux musées. En 1971, une vaste consultation est conduite en vue de l'élaboration d'une politique en faveur des musées. Cette dernière: la *Politique nationale des musées*, sera présentée en 1972, par le ministre Gérard Pelletier. Jusqu'à cette date, le gouvernement fédéral n'avait pas réellement posé d'actions pour aider les

musées autres que les musées fédéraux. Dans cette politique, des mesures particulières sont prises en vue de l'inventaire systématique des grandes collections du pays, et la principale nouveauté est que cette politique charge la Corporation des Musées nationaux du Canada de venir en aide aux musées non fédéraux. Dans ce but, cinq programmes sont mis sur pied: le Programme d'appui aux musées (PAM), le Programme des expositions mobiles, l'Institut canadien de conservation (ICC), le Réseau canadien d'information sur le patrimoine (RCIP) et le Programme international. La visée centrale de la politique des musées est de faciliter au plus grand nombre l'accès aux collections des musées canadiens. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement canadien établit un réseau privilégié de 44 "musées associés". Ces musées sont habilités à conseiller la Commission consultative des Musées nationaux sur le partage des subventions prévues par la nouvelle politique.

Mentionnons qu'en dehors du champ de juridiction des Musées nationaux, d'importantes parts d'activités du gouvernement fédéral dans le domaine du patrimoine demeurent alors placées sous la tutelle de divers ministères ou agences gouvernementales et ne bénéficient pas d'un encadrement muséal. Tel est le cas par exemple de l'art Inuit ou des Parcs nationaux du Canada qui relèvent du ministère des Affaires indiennes et du Nord. Ultérieurement, les Parcs et lieux historiques seront reliés au ministère de l'Environnement.

Entre 1972 et 1975, comme il est mentionné dans le document *Le secteur des musées au Canada*<sup>351</sup>, le niveau de l'aide financière des autorités fédérales aux musées connaît une progression à proprement parler explosive. Toutefois, à partir de 1975, le programme d'aide aux musées est restructuré en vue d'une

---

351. Max O. Brice, *Le secteur des musées au Canada*, op. cit., p. 1.



meilleure efficacité mais aussi avec l'objectif de mieux contribuer à définir les objectifs des musées nationaux. Mais dans l'ensemble, durant la période 1972-79, l'appui réel aux établissements muséologiques augmente dans toutes les régions du Canada.

Parallèlement, au Québec, durant toute cette période allant jusqu'au milieu des années 1970, les initiatives étatiques envers l'ensemble du secteur de la culture, et plus précisément envers les musées, restent relativement faibles. Après la mise sur pied du Conseil des Arts du Canada, la création en 1961, du ministère des Affaires culturelles a notamment pour fonction de ne pas laisser Ottawa agir seul dans le domaine de la culture sur le territoire québécois. Mais malgré les multiples déclarations d'intention, les moyens de ce ministère restent faibles.

### 5.1.2. L'intervention culturelle québécoise dans le secteur des musées

En créant le ministère des Affaires culturelles, le gouvernement du Québec se pose comme agent du développement culturel de la province. Mais on peut constater qu'en ce qui concerne les musées, au-delà des intentions, peu d'actions concrètes sont réellement posées avant 1974. Toutefois, en effectuant le bilan des actions de ce ministère, le Rapport L'Allier remarque que certains secteurs ont mieux tiré leur épingle du jeu: le développement culturel régional et la direction générale du Patrimoine.

Certains secteurs du ministère des Affaires culturelles ont réussi malgré tout à se développer. Il s'agit en particulier du Développement culturel régional et de la direction générale du Patrimoine. (...) C'est le dynamisme propre aux quelques personnes qui ont animé et qui animent encore ces secteurs qui leur a permis

d'en faire, dans les faits, les secteurs de pointe du ministère des Affaires culturelles.<sup>352</sup>

Si la sauvegarde du patrimoine a réussi à améliorer particulièrement son sort au cours des années 1960, c'est peut-être qu'historiquement c'est également un des premiers secteurs auquel le gouvernement a étendu son action. En effet, la première initiative gouvernementale en faveur des musées a été l'appui financier de l'État accordé en 1836 au *Musée Chasseur*, comme nous l'avons décrit au chapitre premier. Ensuite, il a fallu attendre les années 1920 pour voir le gouvernement intervenir de façon décisive dans le secteur du patrimoine.

Marie-Charlotte De Koninck fait d'ailleurs remarquer que la conservation du patrimoine représente la phase traditionnelle de l'intervention culturelle étatique en tant qu'elle participe au sens de l'histoire et répond aux besoins d'une société de connaître ses racines. Selon elle, la construction de musées va dans ce sens. Elle "valorise les acquis, les proposant comme témoins d'une richesse collective sur laquelle la société de demain doit dorénavant construire<sup>353</sup>".

En décembre 1922, la Loi concernant les musées de la province de Québec est sanctionnée. C'est alors la première fois que la collectivité québécoise confère à la conservation et à la mise en valeur de cette portion du patrimoine un caractère de responsabilité publique. Cette Loi donne au gouvernement le droit d'acquérir terrains et immeubles ainsi que de construire en vue d'établir des musées dans les villes de Québec et Montréal. En 1923, une Commission des monuments historiques est établie. En 1933, le Musée de la province de Québec (devenu le

---

352. Ministère des Affaires culturelles, Jean-Paul L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, document de travail, mai 1976, p. 96.

353. Marie-Charlotte De Koninck, "Quand la culture se fait stratégie", *Questions de culture. L'État et la culture*, n°10, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 50.

Musée du Québec), premier musée d'état, est inauguré. Il concrétise alors la volonté de préserver le patrimoine canadien-français.

Sous le gouvernement Duplessis, de 1936 à 1959 (excepté l'intermède de 1940-1944), le développement culturel ne se trouve guère favorisé. Il faut dire que la période de conflit mondial n'aide pas non plus à l'éclosion de projets. Le développement des musées et leur modernisation sont pratiquement nuls, mis à part le déblocage des fonds pour terminer les installations du Jardin botanique de Montréal, en 1939. Il faut ensuite attendre 1961 pour voir la question de la culture prendre une place centrale au Québec.

La création du ministère des Affaires culturelles donne lieu à la mise sur pied du Conseil provincial des arts. Mais ce dernier, comme le précise le Rapport L'Allier<sup>354</sup>, ne bénéficie pas de budgets pouvant lui permettre de générer des activités, ni même d'aucun pouvoir de décision quant à l'aide de l'État en matière de culture. Il est donc pratiquement inexistant face au Conseil des arts du Canada qui, lui, bénéficie de moyens financiers relativement importants. De même, la Commission des monuments historiques, créée en 1923, est maintenue mais sans grands moyens.

Toutefois, durant toutes ces années, la communauté muséale commence à s'organiser au Québec. Après la création de l'Association des musées canadiens en 1947, l'Association des musées de la province de Québec est créée en 1958. Elle deviendra, en 1973, la Société des musées québécois (SMQ). En 1964, la Loi des musées de la province est adoptée et le ministère des Affaires culturelles crée le Musée d'art contemporain.

---

354. Ministère des Affaires culturelles, Jean-Paul L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, document de travail, mai 1976, p. 12.

En 1965, dans le Livre blanc du ministère des Affaires culturelles, on trouve 60 recommandations devant guider les actions de ce ministère. Parmi ces dernières, plusieurs concernent les musées<sup>355</sup>. Le ministère des Affaires culturelles se voit attribuer la charge de contribuer au développement des musées régionaux et de veiller à la collaboration des musées publics et des musées privés. Une loi devant protéger les richesses archéologiques du Québec est également prévue. Les recommandations 40 à 42 ont trait aux deux musées nationaux: le Musée du Québec et le Musée d'art contemporain. La recommandation 43 prévoit la création d'un Musée de l'homme dans le Québec. Mentionnons également la création d'un service des Sciences de la nature et d'un service des Sciences de l'homme par le ministère des Affaires culturelles.

Ces prises de position ne conduisent toutefois pas au développement d'une véritable politique muséale; les actions prévues restent ponctuelles. De plus, nous savons que ce Livre blanc ne fut ni publié, ni suivi, du fait du changement de gouvernement en 1966 et de l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale avec Daniel Johnson. Néanmoins, l'idée d'un Musée de l'Homme continua à faire son chemin.

Gérald Grandmont relève qu'en novembre 1966, Michel Gaumont, chef du Service de l'archéologie au ministère des Affaires culturelles soumet au sous-ministre Guy Frégault un mémoire portant sur la création d'un Musée de l'Homme. Il poursuit: "Un an plus tard, soit le 17 novembre, Jean-Claude Dupont, alors au Service du Musée de l'homme du Québec, dépose un «Projet

---

355. *Livre blanc du ministère des Affaires culturelles*, novembre 1965, cité par Ministère des Affaires culturelles, Jean-Paul L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, document de travail, mai 1976, p. 33.

visant à remplacer le Musée de l'homme du Québec par l'Institut national de la civilisation du Québec et les Galeries de la civilisation du Québec»<sup>356</sup>.

Grandmont remarque qu'entre 1966 et 1971, divers documents et mémoires administratifs sur l'organisation de l'Institut rendent compte de l'activité de ses divers responsables. Mais en 1972, l'Institut en tant que tel disparaît. Ses activités passent en partie au Service de l'archéologie et de l'ethnologie de la Direction générale du patrimoine et à la Direction des musées. Le Musée du Québec hérite des collections et développe alors un département d'ethnologie. C'est le Livre vert de 1976 qui remettra à nouveau ce projet au jour en créant un Groupe d'étude pour un Institut d'histoire et de civilisation.

Entre temps, les fêtes du centennaires du Canada et la tenue d'Expo 67 à Montréal vont susciter un intérêt sans précédent de la population pour les manifestations culturelles et pour l'aménagement de structures muséales. Ces événements marquent alors l'ouverture de la province sur le monde mais parallèlement, ils contribuent également à la prise de conscience de la population envers son propre patrimoine.

Au cours des années 1970, le gouvernement provincial se dote de diverses administrations, institutions et législations allant dans le sens de son autonomisation par rapport au gouvernement fédéral. En 1972, il crée le Ministère des communications. Cette année-là également, la promulgation de la Loi sur les biens culturels reflète la préoccupation envers le patrimoine de la province en affirmant la nécessité de dresser systématiquement un inventaire des biens culturels. De plus, elle remplace la Commission des monuments

---

<sup>356</sup> Gerald Grandmont, "Musée de la civilisation. Longue gestation d'un jeune musée", *Cap aux Diamants. Des trésors de musées*, n°25, printemps 1991, p. 56.

historiques par une Commission des biens culturels du Québec. Mais cette dernière ne dispose encore une fois que de peu de moyens. Les moyens et les pouvoirs que se donne l'État restent limités et se trouvent presque exclusivement entre les mains du ministre<sup>357</sup>. Mentionnons aussi, en 1972, l'adoption de la Loi sur le Musée des Beaux-arts de Montréal — musée qui existe depuis 1860. Cette Loi institue ce Musée en corporation sans but lucratif.

En fait, les Lois de 1964 et de 1972 traduisent l'attachement de la population québécoise à sa richesse collective ainsi que l'émergence de sa prise de conscience, comme le relève le Rapport L'Allier. Mais elles témoignent également de la relative pauvreté des moyens attribués par l'État au secteur des musées. Jusqu'au milieu des années 1970, les actions d'Ottawa en matière de culture l'emportent sur celles de Québec, notamment grâce aux moyens financiers plus importants qui leur sont consacrés ainsi qu'au dynamisme dont elles témoignent. Face à la capacité quasi illimitée de dépenser du gouvernement fédéral dont les budgets alloués à la culture croissent de façon spectaculaire entre les années 1960 et 1970, le ministère des Affaires culturelles du Québec fait figure de parent pauvre. Rappelons que de 31 000 000\$ en 1964-1965, les dépenses fédérales en matière de culture atteignent 900 000 000\$ en 1971-1972.

Cette situation, ainsi que la politique culturelle mise de l'avant par Trudeau, heurte de plus en plus le Québec. Aussi, en ce qui concerne l'ensemble du champ de l'intervention culturelle étatique n'est-il pas étonnant d'entendre le gouvernement québécois protester contre l'ingérence d'Ottawa. La politique

---

357. Ministère des Affaires culturelles, Jean-Paul L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, document de travail, mai 1976, p. 100.

fédérale de 1972 envers les musées conduit également à des mésententes entre les deux gouvernements et accentue les tensions.

### 5.1.3. Les relations conflictuelles Québec-Ottawa

Suite aux conclusions de la commission Massey, en 1951, et à ses recommandations d'intervention gouvernementale dans le secteur de la culture, le gouvernement du Québec avait déjà protesté contre ce qu'il jugeait être une ingérence du gouvernement fédéral dans un secteur de juridiction provinciale. La commission Tremblay, mise sur pied en 1953, aura d'ailleurs pour objectif d'étudier la question des champs de juridiction de chacun des gouvernements.

Les tensions entre les deux niveaux de gouvernement à ce sujet ne cesseront d'aller en s'accroissant, notamment à partir des années 1960, où le gouvernement du Québec commence à prendre en main l'inventaire et la protection du patrimoine de la province. En se dotant peu à peu de législations, d'institutions et d'administrations dans ce secteur, le gouvernement du Québec s'affirme de plus en plus comme le maître d'œuvre du développement culturel sur son territoire. Il accepte mal les interventions d'Ottawa qui ne vont pas toujours dans le sens où lui souhaiterait qu'elles aillent.

La politique fédérale de 1972 relative aux musées est l'occasion de désaccords entre les deux niveaux de gouvernement. Non seulement cette politique s'insère dans les objectifs de mise en valeur de l'unité canadienne et de promotion de l'identité nationale tels qu'ils sont définis dans la politique culturelle, ce qui est loin de correspondre à la vision du Québec. Mais cette politique prévoit également la mise en place, à travers le Canada, d'un réseau de "musées associés" habilités à

conseiller la Commission des Musées nationaux, et le choix de ces musées ne se fera pas sans heurts. En effet, en février 1973, le gouvernement du Québec accepte que le Musée du Québec ait le statut de "musée associé". Or, tel qu'il est précisé dans le document *Musées et muséologie au Québec*,

(...) la Corporation des Musées nationaux, unilatéralement, désigna le Musée des beaux-arts de Montréal "musée associé", et cela contre l'avis du ministère des Affaires culturelles; le ministère exigea alors la reconnaissance du Musée d'art contemporain comme "musée associé", qu'il obtint en 1976.<sup>358</sup>

La coopération fédérale-provinciale imposée par Ottawa ne conduit toutefois pas qu'à des querelles. En fait, les actions tant du gouvernement provincial que du gouvernement fédéral contribuent à améliorer le sort de la muséologie dans l'ensemble du pays. Dans le cadre de la politique nationale des musées, plusieurs ententes entre les deux niveaux de gouvernement contribuent à l'amélioration de la situation des musées au Québec. Les ressources financières mises à la disposition du Québec par la politique canadienne permettent à la province de réaliser quelques progrès en matière de muséologie.

En 1971, les services fédéraux de Parcs Canada — qui gèrent les parcs nationaux ainsi que les lieux historiques à travers le pays — créent une région décentralisée de leurs services à Québec. C'est l'occasion de créer les premiers parcs nationaux au Québec, à savoir, celui de Forillon en Gaspésie et celui du Parc de la Mauricie. Au cours des années 1970, ce service ne cesse de restaurer et de mettre en valeur des sites historiques. Bénéficiant des importants moyens disponibles alors au niveau fédéral, le service de Parcs Canada Québec se développe rapidement en engageant du personnel venant d'horizon multiples (communication, urbanisme,

---

358. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec Nouvelles perspectives*, Gouvernement du Québec, 1979, p. 122.



histoire, ethnologie, archéologie, etc.). Laurier Lacroix fait remarquer, en ce qui concerne le secteur muséal au Québec:

Les années 70 furent dominées par l'investissement économique et intellectuel injecté par le Service canadien des parcs. Des dizaines de chercheurs, conservateurs, archivistes, concepteurs d'exposition, architectes et animateurs ont été formés et ont mis leurs talents en commun pour élaborer un nouveau produit muséal, le centre d'interprétation. (...) le Service canadien des parcs faisait une brèche importante dans la muséologie didactique et interactive.<sup>359</sup>

La mise en commun de ces différentes compétences, associée à l'ouverture à ce qui se fait de novateur à travers le monde, conduit en effet à l'élaboration d'une expertise et d'une réflexion particulières, favorisant l'interdisciplinarité, totalement différente de l'expertise du personnel des musées d'art alors dominante.

Dans le document *Musées et muséologie au Québec*, le ministère des Affaires culturelles souligne également que la première démarche du gouvernement du Québec a été, au début des années 1970:

(. .) de demander une aide financière qui permit de commander une étude sur l'agrandissement éventuel du Musée du Québec et d'entreprendre une enquête sur les musées régionaux du Québec, — laquelle révéla l'existence de cent trente-cinq musées et lieux d'exposition de toutes sortes. Devant ce résultat, le gouvernement du Québec fut plus que jamais convaincu de la nécessité d'intervenir dans ce secteur.<sup>360</sup>

Ces études apparaissent comme des éléments déclencheurs de la prise de conscience du gouvernement québécois face aux musées. C'est en 1976, qu'une firme déposera au ministère des Affaires culturelles différents scénarios en vue de l'agrandissement du Musée du Québec.

---

359. Laurier Lacroix, "Les musées au Québec: vingt ans d'essor—vingt ans de misère?", *Muse. L'état des musées au Canada*, vol. 10, n°2-3, septembre 1992, p. 112.

360. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec. Nouvelles perspectives*, Gouvernement du Québec, 1979, p. 119.

Ayant pris connaissance du nombre et de l'état des musées à travers la province, Québec ne peut que constater le retard accusé par le secteur des musées dans la province. Ce retard apparaît de plus en plus marqué par rapport au reste du pays où les musées se sont multipliés. De plus, les réalisations novatrices du gouvernement fédéral — telles celles de Parcs Canada ou la création du Centre des Sciences de l'Ontario —, font ressentir à Québec l'urgence de la nécessité de son intervention dans ce secteur.

De ce fait, à partir de 1974, le ministère des Affaires culturelles pose un certain nombre d'actions envers les musées. Il conclut une entente avec le gouvernement fédéral qui permet la construction ou la rénovation de trois musées dans l'est du Québec (Rimouski, Rivière-du-Loup, Îles de la Madeleine). De plus, en novembre 1974, il définit des objectifs dans le secteur des musées et met sur pied un Service des musées privés (devenu, en 1979, Direction des musées et centres d'exposition du ministère des Affaires culturelles). La première année, ce service dispose d'un budget de 325 000\$; il accrédite et subventionne vingt-huit musées privés. Ce service poursuit quatre grands objectifs:

- améliorer la formation du personnel des musées;
- améliorer la qualité des équipements muséologiques;
- améliorer les techniques de présentation muséographique;
- enregistrer et inventorier les collections des musées.

Il est nécessaire de resituer ces interventions dans le contexte plus global de l'époque, à savoir bien sûr, l'ampleur des moyens attribués à la culture par le gouvernement fédéral, les pressions en vue d'une affirmation et d'un développement distinct de la culture québécoise comme expression de l'identité nationale, mais aussi la généralisation des préoccupations pour le culturel sur la

scène internationale. L'ensemble de ces circonstances poussent alors de plus en plus le gouvernement québécois à agir en matière de culture.

Depuis sa création, le ministère des Affaires culturelles a conduit diverses consultations auprès des milieux culturels, associées aux pressions accrues des différents membres de ces milieux, les informations ainsi recueillies fournissent graduellement une meilleure connaissance de ce secteur au gouvernement. S'appuyant sur cette connaissance et sur les besoins exprimés, l'État peut alors centrer ses actions sur les éléments qui lui apparaissent essentiels à l'affirmation de la souveraineté culturelle de la province. On constate qu'au cours des années 1970, l'inventaire et la mise en valeur des biens culturels et du patrimoine québécois deviennent des éléments importants à partir desquels le gouvernement provincial va défendre la spécificité de l'identité québécoise et affirmer sa volonté de souveraineté.

Si dans la section spécifique aux musées, L'Allier précise d'emblée qu'"il n'y a pas et n'y a jamais eu au Québec de politique cohérente en regard du développement et de la mise en valeur des musées<sup>361</sup>", il constate par ailleurs, comme nous l'avons mentionné précédemment, que le développement culturel régional et la direction générale du Patrimoine sont parmi les secteurs qui se sont le mieux développés au sein du ministère des Affaires culturelles. L'Allier précise que c'est surtout grâce au dynamisme de certains individus que la direction générale du Patrimoine a développé ses actions. Néanmoins, on peut aussi penser que le contexte de mise en place la politique culturelle du Québec avec la place centrale

---

361. Ministère des Affaires culturelles, Jean-Paul L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, document de travail, mai 1976, p. 142.

occupée par la question de l'identitaire a joué en faveur des interventions pour la conservation et la mise en valeur du patrimoine.

Ces interventions allaient tout à fait dans le sens de l'affirmation par la province de son identité, de la recherche de son histoire, de la nécessaire connaissance et affirmation de ses racines. En agissant pour la préservation du patrimoine québécois et pour la défense de la spécificité du Québec face à Ottawa dont les interventions culturelles sont perçues comme destructrices des différences, le gouvernement provincial se positionne comme le garant des biens culturels québécois et donc de l'identité de la société québécoise. La valeur mobilisatrice de ces arguments légitimise à la fois la prise en charge de ce secteur par le gouvernement ainsi que l'action politique exercée envers Ottawa.

La valorisation des acquis, de la richesse collective, des témoins du passé se fait dans le but de l'affirmation et de la construction de la société québécoise en vue de l'acquisition de son autonomie. En prenant graduellement conscience de la multitude des éléments constitutifs de son identité — on a vu que dès le début des années 1970 la question de la langue perd de sa centralité dans les débats culturels —, le Québec élargit sa vision du patrimoine et étend son action aux musées, à l'artisanat, aux livres, aux bibliothèques, etc. Ces interventions se produisent avant 1976, avant l'accession au pouvoir du Parti québécois. C'est ainsi dans le cadre plus général de l'élargissement progressif des actions de l'État aux divers secteurs de la culture, que se développent les interventions du gouvernement envers le secteur des musées.

Tout au long des années 1970, l'adhésion à une conception large de la culture ainsi que le lien culture et nationalisme continuent d'apparaître comme des régularités discursives. À travers elles, les gouvernements québécois successifs opèrent des

transformations dans le dispositif culturel sans pour autant qu'il y ait de ruptures dans les conceptions quant à ce dispositif. C'est l'affirmation de la centralité de la culture à travers toutes les sphères de la société, qu'elles soient politique, économique ou sociale.

Le Premier ministre Johnson affirmait: "l'histoire du Canada français démontre que le Québec, dans toutes ses dimensions, a été appelé à jouer, par rapport à la langue et à la culture canadiennes-françaises, le rôle d'un véritable État national<sup>362</sup>". Dans cette ligne de pensée, tout ce qui participe à la définition de la culture québécoise légitimise les interventions du gouvernement et contribue, du même coup, à la construction de l'État québécois et à l'affirmation de la société québécoise. Le Livre blanc sur le développement culturel soutient même "qu'une province qui se mêle d'avoir une politique culturelle n'est déjà plus, au niveau des intentions, tout à fait une province, surtout si la culture dont il s'agit d'assurer la promotion n'est pas celle de l'ensemble politique dans lequel elle se voit enfermée<sup>363</sup>".

Mais au-delà des intentions, il y a le manque de moyens. En 1976, le Rapport L'Allier affirme que la concurrence d'Ottawa ne fait qu'accentuer la désuétude des moyens de l'État québécois en matière culturelle. Selon lui: "Le gouvernement fédéral s'est contenté d'exister, centralisateur et riche<sup>364</sup>". Il a

---

362. Mémoire à la conférence fédérale-provinciale tenue à Ottawa du 5 au 7 février 1968, *Le Gouvernement du Québec et la Constitution*, cité par Ministère d'État au développement culturel, Livre blanc: *La politique québécoise du développement culturel*, Gouvernement du Québec, 1978, p. 31.

363. Ministère d'État au développement culturel, Livre blanc: *La politique québécoise du développement culturel*, Gouvernement du Québec, 1978, p. 33.

364. Ministère des Affaires culturelles, Jean-Paul L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, document de travail, mai 1976, p. 98.

occupé les champs laissés vacants par l'anémie chronique de l'action québécoise. L'Allier poursuit en soutenant que l'action d'Ottawa procède d'une volonté ferme et cohérente de créer une culture canadienne et qu'il est donc logiquement impossible qu'elle favorise l'existence distincte, homogène et dynamique de la culture québécoise.

Le Livre blanc de 1978 reprendra les mêmes constatations. Il accuse Ottawa de vouloir provincialiser la culture québécoise, en considérant le Québec comme une province comme une autre. Mentionnons également que pour l'exercice financier 1977-78, l'administration fédérale a dépensé 877,8 millions de dollars au titre de la culture, soit 2% de son budget global<sup>365</sup>.

Cette confusion entre unité nationale et uniformité nationale crée des tensions et des frustrations dont L'Allier n'hésite pas à dire qu'elles constituent un risque très important de dissension et d'éclatement. Selon lui, le partage de l'autorité politique est urgent.

Tant que cette question politique ne sera pas vidée entre Québec et Ottawa, tant que l'attitude fédérale sera la même, il y aura deux politiques culturelles : une politique fédérale au Québec, vigoureuse et en voie de réalisation, une politique québécoise souhaitée, plausible mais à faire. La réalisation de la première est souvent la négation de la seconde. La conception de la seconde s'opposera naturellement à la première, et à sa philosophie assimilatrice.<sup>366</sup>

Tel est, au milieu des années 1970 au Québec, le contexte de l'affirmation de la préoccupation gouvernementale pour le secteur des musées. En 1976, c'est le Livre vert sur le développement culturel qui va positionner plus précisément les

---

365. La Société des musées québécois, *Les sources de financement*, séminaire, 25-26 janvier 1980, p. 10.

366. Ministère des Affaires culturelles, Jean-Paul L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, document de travail, mai 1976, p. 99-100.

musées dans l'agenda gouvernemental. En effet, le Rapport L'Allier va élaborer un certain nombre de propositions dans ce secteur, à partir desquelles vont se développer et se mettre en place ultérieurement les éléments du dispositif muséal québécois.

## 5.2. LE DÉVELOPPEMENT DU DISPOSITIF MUSÉAL QUÉBÉCOIS AU MILIEU DES ANNÉES 1970

Le Rapport L'Allier, dans ses propositions en vue de l'évolution de la politique culturelle du Québec, consacre plusieurs pages à tout ce qui concerne le patrimoine, les biens culturels et les musées. S'appuyant sur les actions déjà réalisées dans le secteur des musées depuis le début des années 1970, ce Rapport marque, en 1976, l'ébauche d'une réflexion approfondie sur le dispositif muséal dans son ensemble, au sein de la politique culturelle du Québec. Il consacre la place occupée par les musées dans l'agenda du ministère des Affaires culturelles.

### 5.2.1. L'affirmation de la préoccupation pour le secteur des musées

Le Livre vert sur le développement culturel au Québec relève que les actions en faveur des musées ont jusqu'alors consisté le plus souvent en des interventions ponctuelles, sans plan d'ensemble. L'Allier suggère différentes actions pour remédier à cette situation, toutes orientées vers les grands objectifs d'ensemble de la politique culturelle, à savoir: l'animation, la diffusion et l'accessibilité culturelle. Aussi, les politiques en faveur du développement des musées sont-elles conçues avant tout comme devant faciliter l'accessibilité du public au musée.

L'Allier propose de repenser complètement les structures de fonctionnement de la direction générale du Patrimoine au sein du ministère des Affaires culturelles ainsi que de la Commission des biens culturels. Il souhaite également accélérer et compléter le plus rapidement possible l'inventaire des biens culturels et en arriver à la mise sur pied d'une réelle politique dans le secteur muséal. De plus, il exprime la volonté de faire du Musée du Québec une véritable institution nationale.

L'absence de politiques intégrées est devenue intolérable dans le contexte des choix que nous devons faire en regard de notre développement culturel. Au moment où il faut aider de plus en plus de musées privés, locaux et régionaux, où surgissent les projets de musées thématiques de tout ordre et tous aussi nécessaires les uns que les autres, nous manquons terriblement de moyens pour réaliser pleinement les deux musées d'État que nous avons déjà.<sup>367</sup>

Dans ces circonstances, L'Allier suggère de mettre l'accent sur la diffusion, sur l'accessibilité et sur la régionalisation plutôt que sur l'acquisition: "La diffusion devra avoir priorité sur la conservation, comme la conservation devra primer sur l'acquisition tant et aussi longtemps que les ressources ne permettront pas de faire autrement<sup>368</sup>". La priorité à la diffusion s'accompagne pour L'Allier d'un mouvement de régionalisation des lieux d'exposition. Il poursuit: "En plus de constituer dans chacune des régions du Québec et dans chacune des villes d'importance des points d'attraction pour l'ensemble des citoyens québécois, cette décentralisation constitue peut-être la meilleure action d'éducation culturelle permanente".

Comme exemple de ce plan de décentralisation, L'Allier propose la construction d'un Musée national des arts et traditions populaires du Québec à Trois-Rivières,

---

367. *ibid.*, p. 142.

368. *ibid.*, p. 143.



réalisé en collaboration avec l'Université du Québec où se trouve le principal centre d'études québécoises. Il suggère également la création d'un Musée d'histoire du Québec, situé à Montréal ou Québec, qui serait "un lieu important d'éducation et de connaissance du Québec". À ces projets s'ajoutent toute une liste d'autres réalisations sur le plan muséal, qui concernent plus particulièrement la muséologie des sciences:

Il faudra aussi planifier la création d'un Musée des sciences et de la technologie, d'un Musée des sciences naturelles, d'un Musée maritime et d'océanographie — à Rimouski par exemple où est déjà installée l'École de marine —. Il faudra parallèlement songer à l'implantation de musées thématiques de moindre importance mais tout aussi significatifs en regard de la vie québécoise, tel un Musée de la foresterie, de l'agriculture, des transports, etc.<sup>369</sup>

La position affirmée dans ce Rapport envers les musées est claire. Pour L'Allier: "L'État doit sans hésitation tendre à développer un réseau public de musées<sup>370</sup>". Cela ne signifie pas que les musées privés ne doivent pas être soutenus. Au contraire, selon L'Allier, ils doivent continuer d'être encouragés "puisque'ils sont l'expression de l'intérêt de groupes de citoyens face à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine culturel".

Le Rapport L'Allier propose donc que l'État se fasse interventionniste en ce qui concerne la conception et la mise en forme d'une politique des musées visant au développement et à l'implantation de musées publics au Québec, mais aussi d'un réseau de musées privés. Il précise toutefois que l'État ne peut en être le seul réalisateur; il doit associer les diverses administrations publiques (universités, sociétés de conservation et de mise en valeur des ressources patrimoniales, autres

---

369. *ibid.*, p. 144.

370. *ibid.*, p. 145.

ministères tels ceux de l'éducation, des loisirs, du développement régional, etc.) et les groupes de citoyens à l'élaboration et à la réalisation de cette politique.

Il en est du dispositif muséal comme de la réalisation de l'ensemble de la politique culturelle, le ministère des Affaires culturelles est envisagé comme un ministère d'intervention auprès des autres ministères, des autres structures publiques, parapubliques ou privées. L'Allier prévoit une collaboration beaucoup plus poussée entre l'État, les différents organismes d'intervention culturelle, les municipalités et les régions du Québec. Le ministère des Affaires culturelles doit associer les diverses administrations publiques et les groupes de citoyens à l'élaboration de sa politique.

Dans cette optique, L'Allier conclut que les structures en place sont inadéquates et inadaptées pour une bonne gestion des musées d'État et une concertation de ces musées entre eux et avec les musées privés. Il propose de créer une *Commission des musées du Québec* qui serait composée en majorité de non-fonctionnaires nommés sur recommandation du ministère des Affaires culturelles. Cette Commission assumerait la responsabilité de la surveillance générale du fonctionnement des musées, déciderait des questions administratives importantes et serait responsable de la plupart des contrôles a posteriori; elle devrait assurer la coordination avec les politiques des musées privés et recommander les budgets à prévoir pour chacun des musées publics et privés<sup>371</sup>.

Nous avons mentionné précédemment que le Rapport L'Allier avait relancé le projet d'un Institut d'histoire et de civilisation du Québec. Parti de l'idée de création d'un Institut du Québec, tel que présenté dans le Livre blanc de 1965, ce

---

371. *ibid.*, p. 145-146.

projet est devenu, en 1966, celui d'un Musée de l'Homme, puis, en 1967, à nouveau celui d'un Institut national de la civilisation du Québec. Disparu en tant que tel au tournant des années 1970, cet Institut se voit de nouveau d'actualité en 1976 dans le Rapport L'Allier<sup>372</sup> qui pose la question de son existence et en redéfinit les bases.

L'Allier fait remarquer que pour être utile, l'Institut d'histoire et de civilisation du Québec devrait être entièrement autonome (complète indépendance et permanence formellement garanties par la Loi qui le créera) et s'associer, entre autres, des historiens, des chercheurs universitaires et des humanistes. De plus, il précise le mandat global de cet Institut qui serait notamment de:

- organiser les travaux de recherche et de rédaction pour la publication d'une histoire monumentale du Québec;
- favoriser la publication de collections de documents et de rapports sur l'évolution de la société québécoise;
- susciter la recherche, la rédaction et la publication ainsi que la diffusion d'ouvrages de vulgarisation, de travaux de synthèse en sciences physiques, politiques, économiques, juridiques, sociales et dans le secteur des beaux-arts, de la littérature et de la linguistique, en collaboration avec le Conseil de la Culture;
- organiser des congrès et colloques sur divers aspects de la société québécoise au Québec et à l'extérieur, et en publier les actes;
- favoriser la publication de périodiques d'approfondissement ou de vulgarisation des matières énumérées ci-dessus;

---

372. *ibid.*, p. 216-220.

- conseiller les autorités compétentes dans ces domaines quant à l'enseignement et à la diffusion de l'histoire, à l'éducation culturelle et civique, etc.;
- constituer un réservoir de consultants, conférenciers ou chargés de mission;
- favoriser l'attribution de prix ou récompenses dans les matières relevant de la compétence de l'Institut;
- conseiller quant à la politique des musées au Québec.

L'Allier voit un intérêt dans un tel institut dans la mesure où la société québécoise a connu des mutations radicales depuis vingt ans, qui rendent fragile son existence collective, sa cohérence. Cet Institut, s'il voit le jour, pourrait "devenir le symbole et le guide d'une conscience collective qui tend de plus en plus à disparaître, si tant est qu'elle existe encore". Mais l'exercice est difficile et L'Allier prévoit la mise sur pied, dans les semaines qui suivent, d'un groupe de travail chargé de déterminer avant la fin de 1976 si un tel projet est utile, nécessaire et réalisable. Finalement, le rapport de ce groupe de travail proposera plutôt la création d'un Institut québécois de recherche sur la culture, qui verra le jour en 1979.

Avec les élections de 1976, on assiste à l'accession au pouvoir du Parti québécois. Nous avons exposé dans le chapitre précédent en quoi ce changement de gouvernement n'occasionnait pas réellement de transformation majeure de la politique culturelle dans son ensemble. C'est en effet dans la lignée du Rapport L'Allier, et des divers autres documents de réflexions sur la politique culturelle qui l'ont précédés, que se situent les interventions culturelles étatiques du Parti québécois. Toutefois, ce changement de gouvernement entraîne un certain nombre de mouvements d'ensemble — continuités ou discontinuités — dans le

dispositif culturel, et plus précisément, pour ce qui nous intéresse, dans le dispositif muséal.

Avec l'élection du Parti québécois, on assiste à une accentuation des revendications du gouvernement provincial en matière de partage des pouvoirs face à Ottawa. Le Livre blanc de 1978 souligne que la volonté politique a fléchi et que le mouvement s'est ralenti. Il est donc nécessaire, selon lui, de reprendre la marche vers l'autonomie et l'autodétermination là où elle s'était arrêtée, et c'est cela que propose ce Livre blanc<sup>373</sup>. La culture se trouve au centre de tous les débats et le gouvernement de René Lévesque, rappelons-le, remplace le ministère des Affaires culturelles par un ministère d'État au Développement culturel. Dans le prolongement de la prise de conscience du gouvernement précédent, le secteur des musées occupe une place de plus en plus importante dans les projets de développement culturel de la province.

### 5.2.2. La mise en place des éléments du dispositif muséal

À partir de 1977, comme il est mentionné dans le document *Musées et muséologie au Québec*<sup>374</sup>, le gouvernement du Québec accroît considérablement sa collaboration avec le monde des musées. Cela se traduit de diverses manières. De 28 musées privés subventionnés en 1974, le ministère des Affaires culturelles en accrédite et subventionne 45 en 1977. Cette année-là, le budget du Service des

---

373. Ministère d'État au développement culturel, Livre blanc: *La politique québécoise du développement culturel*, Gouvernement du Québec, 1978, p. 5.

374. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec. Nouvelles perspectives*, Gouvernement du Québec, 1979, p. 119.

musées privés atteint 2 500 000\$ (il était de 325 000\$ en 1974). Sept musées accrédités sont également modernisés.

Mentionnons aussi la relance de la Société des musées québécois (SMQ) et le début d'une collaboration avec le Service des musées privés. La SMQ en vient à modifier ses règlements pour satisfaire aux aspirations de ses nouveaux membres. En 1978, elle tient son premier congrès annuel et lance la revue *Musées*. Elle devient alors de plus en plus le lieu de rassemblement de la communauté muséale et une instance représentative importante auprès du gouvernement. Elle agit également pour accroître la popularité des institutions muséales auprès de la population en organisant, en 1979, la première semaine des musées au Québec.

En 1977 toujours, reprenant la proposition du Rapport L'Allier, un mémoire est préparé au Conseil du trésor en vue de créer une Commission nationale des musées. De plus, suite à l'étude sur l'agrandissement éventuel du Musée du Québec, le Conseil des ministres approuve le projet d'extension et de développement de ce musée. René Lévesque, en compagnie du ministre des Affaires culturelles d'alors, Louis O'Neil, en fait l'annonce le 17 novembre et dévoile une maquette du projet. Également conscient du nombre accru de personnes travaillant dans le secteur des musées, O'Neil songe à la nécessité d'élaborer un programme de formation du personnel des musées et demande une étude à ce sujet. Le rapport de cette étude, réalisée par Marie-Odile Jentel, est publié en juin 1978.

L'année 1977 est aussi celle durant laquelle le Service des musées privés au ministère des Affaires culturelles rédige un document intitulé *Une politique de développement des musées privés et des centres d'exposition sur le territoire québécois*. Ce document s'efforce de rationaliser l'aide de l'État aux musées, ainsi

que d'élaborer les pistes de développement du secteur de la muséologie au Québec. Après avoir identifié les principales lacunes du réseau des musées accrédités, ce document propose une politique de développement poursuivant quatre objectifs:

- assurer la conservation du patrimoine culturel;
- mettre en valeur les collections en développant leur dimension éducative;
- assurer la diffusion auprès du plus grand nombre;
- faire du musée un lieu d'animation culturelle.

Pour atteindre ces objectifs, toute une série de moyens sont formulés, dont une répartition géographique plus équilibrée des équipements, la création par l'État de grands musées thématiques (Musée de l'Homme, Musée des sciences, Musée d'histoire naturelle), le développement de politiques d'acquisition des collections, de programmes de formation en muséologie, l'encouragement à la production d'expositions itinérantes, etc.

Une entente fédérale/provinciale, signée en 1978, vise par ailleurs à réaliser la modernisation de cinq musées privés du réseau. Cette année-là est également, au Québec, celle de la parution du Livre blanc sur *La politique du développement culturel*. S'appuyant sur tous les documents précédents ainsi que sur les positions et les déclarations des gouvernements du Québec et d'Ottawa, sur les débats parlementaires et sur les mémoires présentés par le milieu de la culture suite au Livre vert de 1976, ce Livre blanc présente une vision globale des enjeux de l'époque.

La culture est présentée comme un "milieu de vie", et l'ensemble de l'existence est considéré comme "produit de culture"<sup>375</sup>. En cela, comme nous l'avons démontré dans le chapitre précédent, le Livre blanc de 1978 poursuit et affirme encore plus clairement la conception de la culture adoptée par le Québec depuis les années 1960. D'ailleurs, Camille Laurin, alors Ministre d'État au Développement culturel, spécifie que la politique qu'il propose continue l'effort de réflexion des gouvernements précédents et le pousse plus loin.

C'est dans la troisième partie de ce Livre blanc, partie intitulée *Une politique de la diffusion culturelle et de l'enseignement*, qu'est abordée la question des musées. Plus précisément, c'est à l'intérieur du chapitre traitant du patrimoine qu'est développée la préoccupation envers les musées. Ce chapitre débute par une définition du patrimoine qui revêt une certaine importance, notamment lorsqu'on la confronte à la définition de la culture. Comme pour la culture, le patrimoine est compris dans son sens le plus large. Le patrimoine est perçu comme étant le témoin, la trace tangible de l'expression culturelle. La culture étant conçue comme milieu de vie, on voit de ce fait l'étendue de ce qui entre dans la définition du patrimoine.

*Le patrimoine*: nous voulons donner à cette belle expression sa plus large acception. Une société, une culture ne doit pas y voir un secteur conventionnel, relativement limité, des services publics et des préoccupations collectives. Le patrimoine est en somme le témoin de notre humanité; il réunit les signes les plus tangibles de l'effort des hommes pour donner un sens à l'existence en commun. Bien loin d'être la cendre d'un passé défunt, il rend présent notre éternelle faculté créatrice. *Le patrimoine est une pédagogie*. Il incite donc à la création.<sup>376</sup>

---

375. Ministère d'État au développement culturel, Livre blanc: *La politique québécoise du développement culturel*, Gouvernement du Québec, 1978, p. 9.

376. *ibid.*, p. 365.



Depuis la création du ministère des Affaires culturelles, il est fait remarquer dans le Livre blanc que la conservation du patrimoine historique a toujours occupé un rang prioritaire. Nous avons eu l'occasion de relever cet état de fait dans la section précédente. L'État québécois se préoccupe de conserver et de mettre en valeur la part du patrimoine culturel accessible aux Québécois, l'apport du Québec à l'héritage culturel de l'humanité. En effet, dès 1961-1962, 16% du budget du ministère des Affaires culturelles est affecté à la Commission des monuments historiques et en 1977-1978, c'est 29% des ressources financières du ministère qui sont consacrées aux activités correspondant à celles de la Commission des monuments historiques, alors disparue. Selon le Livre blanc:

Une telle préoccupation s'explique par la nécessité d'empêcher la destruction ou la désaffectation des monuments, l'altération ou la disparition des objets et des documents qui sont à la fois des créations et les témoins d'une tradition nationale. Elle se conçoit aussi dans l'optique de la préservation et de l'amélioration du cadre de vie.<sup>377</sup>

L'élargissement de la notion de patrimoine reconnaît l'expression variée de la culture matérielle issue des particularismes des diverses régions du Québec. Elle inclut également les perceptions que se font les citoyens de la valeur culturelle de leur environnement. Les lois de 1964 et de 1972, telles que nous les avons déjà présentées, ont contribué aux progrès réalisés au Québec en vue de la protection des biens culturels. D'ailleurs, on constate dans le Livre blanc, que l'expression même de «biens culturels» employée dans la Loi de 1972, est empruntée au vocabulaire des organisations culturelles internationales et qu'elle vient, pour la première fois, consacrer l'importance de ce champ de la culture matérielle en ne le limitant pas aux seuls monuments anciens<sup>378</sup>.

---

377. *ibid.*, p. 365.

378. *ibid.*, p. 366.

La Loi de 1972, de par l'inventaire des biens culturels qu'elle a suscité, a concouru, bien que tardivement, à l'attachement de la population à sa richesse collective; elle a aussi fait naître beaucoup d'attentes envers les actions gouvernementales. Mais la relative pauvreté des moyens associée à la lente sensibilisation de la collectivité à la richesse de son patrimoine ont constitué, selon le Livre blanc, les principales causes du retard du Québec dans l'aménagement des musées. Il est précisé que l'enquête de 1973-1974 a permis de tracer un portrait réaliste de la situation des musées: ces derniers apparaissent pauvrement pourvus et leur situation se compare défavorablement à ce qui existe au Canada, notamment dans le secteur de la muséologie des sciences. En effet, à cette époque, la province voisine possède sur son sol deux musées de sciences: l'Ontario Science Center de Toronto et le Musée National des Sciences et de la Technologie d'Ottawa.

Devant ce constat, la mise en application d'une politique de développement d'un réseau muséologique est considérée comme étant "une inéluctable urgence"<sup>379</sup>. Néanmoins, il est précisé que la connaissance du patrimoine québécois demeure une tâche pour plusieurs décennies à venir et que le ministère des Affaires culturelles restera toujours un bien modeste instrument si son action n'est pas assortie d'un appui collectif<sup>380</sup>.

Pour corriger cette situation, plusieurs recommandations sont consacrées aux questions muséologiques et tout un ensemble d'éléments composant la politique à venir sont énumérés. Les objectifs poursuivis sont sensiblement les mêmes que ceux édictés dans le document produit par le Service des musées privés l'année

---

379. *ibid.*, p. 368.

380. *ibid.*, p. 367.

précédente. En effet, il est prévu que les programmes du ministère des Affaires culturelles mettent l'accent sur la formation du personnel professionnel, sur la modernisation des équipements, sur une meilleure répartition territoriale des établissements, sur la restauration des biens culturels de toute nature que possèdent les musées du Québec. Il est intéressant de remarquer que les programmes de formation sont présentés comme devant viser à assurer une relève apte à diversifier le réseau muséologique et ainsi rendre possible la création de centres d'interprétation et d'établissements d'un genre nouveau du type écomusée<sup>381</sup>.

En ce qui concerne les actions concrètes, le gouvernement a réitéré son accord à l'agrandissement du Musée du Québec. "Ce qu'il est convenu de considérer comme le Musée national des Québécois sera doté des surfaces nécessaires et des services modernes qui lui permettront de jouer son rôle d'institution nationale<sup>382</sup>". Le gouvernement préconise également de relocaliser le Musée d'art contemporain "qui doit devenir la plaque tournante des entreprises de diffusion de l'art d'aujourd'hui, particulièrement celui de notre pays".

De plus, il est stipulé que le ministère des Affaires culturelles doit poursuivre un programme d'implantation ou de modernisation, selon le cas, des musées régionaux, de centres d'exposition ou d'interprétation, et ce, en s'inspirant de certaines actions menées à l'étranger. Il doit également préparer la création de nouveaux grands établissements: un musée des sciences naturelles, un musée des arts et des traditions populaires, un musée des sciences et de la technologie. Le Livre blanc mentionne l'inspiration de certaines expériences menées à l'étranger

---

381. *ibid.*, p. 368-369.

382. *ibid.*, p. 369.

dans l'élaboration du plan d'action gouvernemental en vue de la réalisation "d'ici une quinzaine d'années, d'un réseau de musées en mesure de satisfaire aux besoins et aux aspirations légitimes des Québécois<sup>383</sup>".

Diffusion et éducation sont alors les maîtres-mots guidant la perspective gouvernementale d'intervention culturelle. Mais déjà le Rapport L'Allier avait, en 1976, déterminé comme objectif d'ensemble de la politique culturelle du gouvernement: l'animation, la diffusion, la décentralisation et l'accessibilité culturelle. Les priorités gouvernementales demeurent donc semblables en ce qui concerne la philosophie d'action. Toutefois, on constate l'abandon par le gouvernement d'un certain nombre de projets de musées thématiques tels qu'ils étaient présentés dans le Livre vert de 1976 (musée d'histoire, musée de la foresterie, de l'agriculture, de l'océanographie).

Seuls trois projets de musées sont retenus: un musée des sciences naturelles, un musée des arts et des traditions populaires, un musée des sciences et de la technologie. Ces trois musées consacrent l'adhésion au sens large des notions de culture et de patrimoine. L'ethnographie, à laquelle le ministère des Affaires culturelles avait commencé à s'intéresser en 1974 seulement, trouve une place de choix dans le projet de musée des arts et des traditions populaires. Le projet d'Institut d'histoire et de civilisation est remplacé, quant à lui, par la création de l'Institut québécois de recherche sur la culture, comme il est précisé dans le Livre blanc<sup>384</sup>.

---

383. *ibid.*, p. 369.

384. *ibid.*, p. 140.

Quant aux projets de musée des sciences naturelles et de musée des sciences et de la technologie, s'ils visent à compenser le retard du Québec à la fois par rapport au Canada, mais aussi par rapport à la scène internationale, ils répondent également à une préoccupation fortement marquée dans le Livre blanc, celle de la diffusion du savoir scientifique. Le Québec se sent brimé de ne pas avoir de musée de sciences et cette préoccupation se ressent nettement dans le plan de développement du réseau muséal québécois où le secteur de la muséologie des sciences occupe une large place; il apparaît même prioritaire. Tentons de resituer cette préoccupation dans toutes ses dimensions.

### 5.2.3. Le dispositif muséal québécois dans l'économie générale des discours sur la culture

La politique de développement culturel présentée dans le Livre blanc part du principe que la culture est le point de rassemblement à partir duquel il paraît possible d'organiser une stratégie de développement complet. Michel Audet, dans une analyse de ce document, écrit: "La culture comme fondement de la nation, de son autonomie et de l'État, voilà ce que nous propose le Livre blanc traitant de *La politique québécoise du développement culturel*". Il poursuit:

(...) le gouvernement du Québec affirme l'existence de la nation québécoise et la légitimité d'un État national souverain par un argument holistique: la culture. Pas la culture comme sphère d'activités mais celle qui englobe l'économique, le politique et les autres dimensions habituellement soulevées par la question nationale.<sup>385</sup>

---

385. Michel Audet, "La quête d'un État: la politique québécoise du développement culturel", *Recherches sociographiques*, vol. XX, n°2, 1979, p. 263.

Nous avons déjà exposé comment ce discours sur la culture apparaît comme une régularité discursive, une continuité par rapport aux discours antérieurs. Partant de là, nous pouvons dresser l'analyse de la formation du dispositif muséal au sein du dispositif de la culture. L'ensemble des énoncés concernant les musées s'inscrivent en effet dans le champ des régularités discursives du dispositif de la culture, mais ils sont aussi organisés selon les lignes de tension, les rapports de force et de contingence de l'ensemble des formations discursives existantes dans ce champ.

Le champ culturel est organisé selon un enchevêtrement de formations discursives renvoyant aussi bien aux conceptions de la culture, au rôle de l'État, aux valeurs, etc. Le dispositif muséal quant à lui renvoie à des énoncés relevant aussi bien des théories sur les fonctions et les missions des institutions muséales, de la définition de ce que recouvre la culture et donc de ce qui est "muséalisable", mais aussi des théories sur le rôle et les missions de l'État en ce qui concerne ses pratiques dans le champ culturel, des modèles d'intervention préconisés sur la scène internationale, des rapports de force politiques, des contextes sociaux et économiques, etc. L'enchevêtrement de ces formations discursives qui sous-tendent le dispositif muséal influence et structure la production d'énoncés. Les énoncés ainsi organisés selon certaines régularités participent à l'articulation et à la réarticulation des diverses formations discursives.

À travers la mise en évidence de la formation du dispositif muséal au Québec au milieu des années 1970, nous pouvons faire le point sur les diverses articulations discursives au sein de ce dispositif, mais aussi sur les articulations de ce dispositif avec les formations relevant de l'économie générale des discours sur la culture au Québec. Voyons tout d'abord quelles sont ces articulations avec les formations relevant de l'économie générale des discours sur la culture.

Une des premières régularités discursives qui semble guider la formation des énoncés relatifs aux musées au Québec relève de la question identitaire via le recours au patrimoine. Notre approche généalogique nous a permis de faire apparaître musées et patrimoine comme étant intimement liés dans les pratiques discursives du gouvernement québécois. C'est à travers les discours développés en vue de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine québécois qu'est affirmée l'impérative nécessité de développer un réseau muséal au Québec.

La préservation de l'héritage canadien-français, l'affirmation de l'identité du peuple québécois et l'éducation des générations présentes et futures aux valeurs de leur histoire apparaissent comme les régularités discursives influençant la formation des énoncés sur les musées. La liaison entre patrimoine et nationalisme au sein du dispositif spécifique de la culture légitime ainsi l'action gouvernementale dans ce secteur. Comme pour l'ensemble du culturel, le gouvernement québécois se positionne comme une instance mobilisatrice en appelant à la responsabilité de tous en vue de la préservation et de l'affirmation de l'identité et de la singularité du Québec. Reprenant les arguments développés en faveur de la construction du dispositif culturel de la province, le gouvernement québécois situe clairement le patrimoine comme un des éléments centraux de ce dispositif.

Le patrimoine n'est pas un ensemble de sites ou d'objets dont on pourrait se partager la garde selon la répartition des propriétés fédérales ou provinciales ou selon les disponibilités budgétaires des administrations. Il est un trésor d'humanité offert à l'épanouissement des hommes d'aujourd'hui. (...) le gouvernement du Québec tient à faire du patrimoine un élément capital d'une politique de l'éducation. Il est ainsi conscient d'assumer des droits inscrits dans une longue histoire et de donner toute sa portée, dans une perspective de développement culturel, à la diffusion de la création.<sup>386</sup>

---

386. Livre blanc: *La politique québécoise du développement culturel*, op. cit., p. 383.

Le recours aux valeurs liées au patrimoine: nationalisme, identité, histoire, racines, mais aussi création et éducation, vise à favoriser la prise de conscience des citoyens de leur identité collective et agit comme un élément de légitimation de la mise en place de structures d'intervention étatiques dans ce secteur. Il participe ainsi au quadrillage du tissu culturel et social québécois par le gouvernement. Dans la lignée de cette argumentation, le développement d'un réseau de musées au Québec est présenté comme passant par l'appropriation par le Québec de l'entière gestion de son patrimoine entendu au sens le plus large. Nous abordons là une autre articulation des énoncés sur les musées, à savoir celle de la construction de l'État québécois et de son rôle ainsi que l'affirmation de ce gouvernement face à Ottawa.

Le Livre blanc affirme que ce sont les Québécois qui font et feront leur culture, ce n'est pas le gouvernement du Québec: "Dans l'éventail des solutions proposées, ce n'est pas à l'État que revient le rôle majeur, car c'est le peuple lui-même qui crée sa culture<sup>387</sup>". Mais immédiatement, il est précisé que le gouvernement doit toutefois participer à cette tâche.

Mais l'État doit quand même intervenir pour favoriser le jeu de la liberté créatrice, s'attaquer aux contraintes et aux pouvoirs qui l'entravent, pour faciliter à tous le libre accès aux biens culturels dans ce qu'ils ont de meilleur. C'est là reconnaître l'importance de son rôle pour la sauvegarde des libertés individuelles et l'instauration d'une véritable justice sociale. (...) C'est là le véritable sens de la démocratie et de l'humanisme.

Précisons que la création de l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC) s'inscrit tout à fait dans cette mission de l'État. Dans le Livre blanc, il est mentionné que les statistiques d'ordre culturel font cruellement défaut au gouvernement qui a justement eu l'occasion de relever leur manque dans les

---

387. *ibid.*, p. 5-6.



travaux préparatoires à ce document: "De toute urgence, il faut intensifier les recherches, mettre au point des techniques d'évaluation et de mesure pour en arriver peut-être à l'établissement de véritables «comptes culturels», à l'exemple de ce qui a été déjà réalisé dans le domaine de l'économie<sup>388</sup>".

L'intervention du gouvernement du Québec est présentée comme s'avérant d'autant plus essentielle que la situation culturelle du Québec n'est pas celle d'un peuple autonome; elle s'insère dans la fédération canadienne. Le Livre blanc reconnaît le bienfait des aides fédérales à la préservation du patrimoine sur le sol québécois toutefois, il déplore que les priorités des deux gouvernements ne soient pas les mêmes et qu'elles vont même jusqu'à s'opposer.

Sans doute faut-il louer l'intérêt que portent les ministères et organismes fédéraux au patrimoine et l'effort financier consenti au profit de la conservation et de la mise en valeur de sites à protéger au Québec. En revanche, on peut reprocher au gouvernement fédéral de se comporter comme s'il n'y avait pas déjà ici un gouvernement engagé dans l'application d'une politique qu'il a légitimement conçue pour satisfaire les besoins et les priorités du Québec.<sup>389</sup>

Ainsi, le gouvernement du Québec constate que la consultation n'a jamais fonctionné. Il est parfois obligé de s'associer avec le gouvernement fédéral sur des projets qu'il juge non prioritaires, ou encore, qu'il se trouve parfois condamné à parachever seul des projets lorsque le gouvernement fédéral décide unilatéralement de se retirer. Le Livre blanc décrit l'impact de cette situation conflictuelle en ce qui concerne précisément le secteur des musées.

Les Musées nationaux du Canada proposent des programmes de soutien aux équipements muséologiques et d'aide financière à des expositions ou à des activités d'animation. Ils s'immiscent dans des projets relatifs à la formation du personnel des musées. Tout cela en marge des programmes du Québec.<sup>390</sup>

---

388. *ibid.*, p. 142.

389. *ibid.*, p. 381.

390. *ibid.*, p. 381.

La question est donc posée de savoir comment poursuivre le développement d'un réseau des musées du Québec s'il n'existe pas de plan concerté entre les deux niveaux de gouvernement. En plus de ne pas tenir compte des avis du Québec, le gouvernement provincial accuse le gouvernement fédéral de lui dissimuler ses projets d'engagement financier. Dans ces circonstances, il est spécifié dans le Livre blanc:

Même dans un contexte constitutionnel fédéral, le gouvernement du Québec revendique l'entière responsabilité de la protection et de la mise en valeur de notre patrimoine et exige que le gouvernement fédéral lui restitue les biens culturels qu'il possède ou gère au Québec ainsi que la part des deniers publics qu'il consacre à ce domaine de la vie québécoise.<sup>391</sup>

Cet énoncé s'articule à la formation discursive revendiquant l'entière responsabilité pour le Québec de l'ensemble de sa politique culturelle, pas seulement de la gestion de son patrimoine. Devant l'adhésion à une définition large de la culture au Canada comme au Québec, le partage des pouvoirs paraît difficile. La situation telle que présentée dans le Livre blanc établit le constat suivant: "nous voilà devant deux politiques de la culture qui se veulent globales, qui s'ignorent et se contredisent souvent<sup>392</sup>".

Une nouvelle articulation apparaît ici, renvoyant à la conception de la culture et donc à l'étendue d'une politique culturelle. En effet, les politiques culturelles des gouvernements québécois et canadien se veulent globales; elles s'appliquent à la fois aux sciences et aux arts et à tout ce qui concerne le milieu de vie d'un peuple. C'est ainsi que déjà en 1965, le ministère des Affaires culturelles du Québec a cherché à étendre son action au-delà du domaine des arts, vers la recherche scientifique, les sciences de la nature et les sciences de l'homme. En 1976, L'Allier

---

391. *ibid.*, p. 382.

392. *ibid.*, p. 17.

proposait de créer un ministère de la culture et des sciences. En 1977, le premier ministre du Québec identifie comme une priorité de son gouvernement la définition d'une politique scientifique et en confie le mandat au ministre d'État au Développement culturel. En 1978, le gouvernement se positionne de plus en plus comme le premier responsable du développement scientifique de la province et la diffusion du savoir scientifique est également affirmée comme une priorité.

Le Livre blanc de 1978 associe expressément développement culturel et développement scientifique de la province et en fait des secteurs de revendication face à Ottawa, notamment en vue du développement économique et social de la province. La maîtrise des budgets alloués à la recherche scientifique — comme en ce qui concerne le patrimoine — paraît d'autant plus indispensable au Québec que leur répartition semble ne pas répondre alors aux préoccupations des Québécois. En effet, le fédéral accorde une prépondérance aux ressources affectées aux sciences naturelles qui sont plus largement dotées que les sciences humaines: 15% des subventions versées aux universités par le gouvernement fédéral vont aux sciences humaines, contre 85% pour les sciences de la santé, sciences naturelles et ingénierie, alors que 74% des inscriptions à la maîtrise-doctorat dans les universités du Québec en 73-74 sont en sciences humaines et 26% en sciences naturelles<sup>393</sup>. Confronté à des ressources limitées, le gouvernement doit, selon le Livre blanc:

(...) apporter toute l'attention possible au choix des domaines scientifiques et techniques ainsi qu'à l'harmonisation de ces choix avec les divers objectifs politiques de la société, qu'ils soient économiques, sociaux ou culturels. (...) Nous retrouvons ici la légitimation culturelle fondamentale d'une politique scientifique.<sup>394</sup>

---

393. *ibid.*, p. 279.

394. *ibid.*, p. 277.

C'est ainsi sous couvert de la légitimité culturelle que le gouvernement du Parti québécois charge le ministère d'État au développement culturel de définir une politique scientifique. Mais c'est aussi dans ce contexte qu'est promu, en vue du développement culturel de la province, la création d'un réseau de musées comprenant plusieurs musées de sciences. En fait, dans le secteur des musées, la muséologie des sciences et des techniques apparaît très mal représentée au Québec, et c'est ce à quoi le vaste programme de rattrapage dans le secteur des musées annoncé par le Livre blanc de 1978 souhaite remédier.

Les musées se retrouvent ainsi au cœur d'un quadrillage relevant à la fois du développement de la diffusion du savoir scientifique dans la province, de la revendication de l'entière gestion de l'ensemble de ses biens culturels, de la conception d'outils pédagogiques visant à favoriser l'accessibilité à la culture, le tout situé dans le projet politique de l'affirmation du gouvernement provincial face au fédéral. Mais il y a une autre formation discursive qui a très fortement guidé les énoncés relatifs aux musées dans les années 1970: les modèles d'intervention préconisés sur la scène internationale.

Dès les premières lignes du chapitre un du Livre blanc de 1978, il est spécifié que ni le Canada, ni le Québec ne peuvent échapper à l'impératif dont on parle partout dans le monde d'intervenir en matière de culture:

(...) à mesure que les États s'inscrivent dans la complexité de la vie collective, ils ne se bornent pas à corriger des injustices ou à compenser les effets des organisations sociales déficientes. Les États veulent que leur action soit positive; ils invoquent un bien commun, des idéaux partagés, dont le projet d'un développement culturel est justement l'expression.<sup>395</sup>

---

395. *ibid.*, p. 17.

Camille Laurin commence la présentation du Livre blanc en écrivant “Les nations modernes sont de plus en plus nombreuses à repenser leur projet culturel et à se donner une politique globale de la culture. Le Québec est lui aussi engagé dans ce processus<sup>396</sup>”. Il évoque ainsi la modernisation du Québec et situe la province en référence aux autres nations modernes. Il relève que le mouvement de réforme et de modernisation qu’a connu le Québec s’est accompagné d’une explosion créatrice dans tous les secteurs proprement culturels. De plus, pour ce gouvernement, une politique de la culture est considérée comme aussi importante qu’une politique de l’économie. Il est d’ailleurs précisé qu’un tel cheminement est devenu classique, l’Unesco s’en est fait le porte-parole depuis les années 1950, et “[l]e gouvernement du Québec ne pense pas autrement<sup>397</sup>”.

Il est intéressant de remarquer l’importante influence des positions des organismes et organisations internationales dans l’élaboration du dispositif québécois de la culture tout au long des années 1960-1970. Le Livre blanc lui-même fait référence à cet impact à plusieurs reprises, que ce soit en matière d’élaboration d’une politique culturelle — comme nous venons de l’exposer — mais aussi en matière de définition d’une notion telle la culture — comme nous l’avons démontré au chapitre deux — ou encore de la notion de patrimoine — comme nous l’avons précisé dans la sous-section précédente. Cette interprétation large de la notion de patrimoine allait permettre de penser différemment le rôle des institutions muséales et de justifier l’implantation de

---

396. *ibid.*, p. 1.

397. *ibid.*, p. 39.

nouvelles formes d'établissements tels les centres d'interprétation et les établissements de type écomusées.

Ainsi, le contexte international a également une très grande influence sur la réflexion québécoise concernant le dispositif muséal. Le Livre blanc fait référence à plusieurs reprises aux expériences novatrices menées à l'étranger dans le secteur muséal et recommande que le Québec s'en inspire. Il préconise la formation du personnel en vue de la mise en place, au Québec, de centres d'interprétation ou d'établissements de type écomusées. Certains énoncés renvoient aussi à des positions qui sont celles des organisations internationales, telles l'Unesco ou l'Icom. Mais c'est essentiellement l'année suivante, en 1979, en s'appuyant justement sur les recommandations du Livre blanc, que toutes ces nouvelles tendances en muséologie prendront de l'ampleur au ministère des Affaires culturelles, comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

Nous avons mis en évidence, tout au long des pages qui précèdent, les formations discursives en fonction desquelles s'est mise en place l'intention stratégique qui a soutenu la formation du dispositif muséal au Québec, ses conditions d'émergence et d'existence. Les divers énoncés relevés témoignent des régularités discursives, des tensions et des formes de pouvoir en fonction desquels s'est élaboré ce dispositif. Resituée dans "l'économie générale" des discours sur la culture, l'analyse des pratiques discursives du dispositif muséal illustre la rationalité ayant guidé les actions et les prises de position du gouvernement québécois au cours des années 1960-1970.

L'analyse des discours gouvernementaux entourant la construction du dispositif muséal au Québec laisse apparaître une productivité tactique à deux niveaux:

- le jeu des rapports de pouvoir-savoir avec le gouvernement fédéral, le pouvoir passant par la revendication de l'entière gestion du patrimoine québécois et le savoir relevant de la sensibilisation de la population à la richesse de son patrimoine collectif;
- l'intégration stratégique de ces discours dans la conjoncture internationale, conjoncture internationale qui, par l'influence d'organisations internationales telle l'Unesco, rend l'utilisation de tels discours en quelque sorte nécessaire pour une nation en devenir qui veut montrer qu'elle est désormais une nation moderne.

Cette double productivité tactique des discours permet à la politique de développement culturel de la province de déborder le domaine habituellement circonscrit à la culture pour se diffuser dans toutes les sphères du gouvernement et de la société. L'État se positionne comme le garant de la modernité et donc comme le maître d'œuvre de l'indispensable développement culturel, mais aussi social et économique de la province. La formation du dispositif muséal au Québec apparaît à la fois comme participant au mouvement d'affirmation nationale en vue du développement de la province, mais également comme fortement ouverte sur l'environnement international. C'est ainsi à l'intérieur de ce dispositif complexe qu'il a fallu se situer pour déterminer le niveau d'intelligibilité des pratiques concernant les musées au Québec, pratiques qui vont se multiplier au cours de l'année 1979.

## 6. LA QUESTION MUSÉALE DANS L'AGENDA GOUVERNEMENTAL DU QUÉBEC AU TOURNANT DES ANNÉES 1980

---

Faisant suite aux recommandations du Livre blanc, l'année 1979 est marquée, au ministère des Affaires culturelles, par une intense réflexion sur les musées et la muséologie au Québec. En fait, cette année-là, la muséologie apparaît comme étant au cœur des préoccupations de ce ministère. L'étude du Livre blanc de 1978 nous a révélé comment l'intérêt pour le secteur des musées s'inscrivait dans la proposition de politique culturelle d'alors. Ce document soulignait "l'inéluctable urgence" du développement d'un réseau muséologique pour le Québec et proposait les lignes directrices d'une politique muséale.

C'est dans la troisième partie de ce Livre blanc — partie intitulée *Une politique de la diffusion culturelle et de l'enseignement* — qu'est abordée la question des musées et, plus précisément, à l'intérieur du chapitre traitant du patrimoine. Rappelons que la définition du patrimoine adoptée par le Livre blanc ne se contentait pas de la vision historique de ce dernier; elle incluait également — de manière novatrice et selon le vocabulaire des organisations culturelles internationales — le champ de la culture matérielle. Cette interprétation large du patrimoine permettait alors l'adhésion à des formules nouvelles dans le champ muséal: le développement des centres d'interprétation et d'établissements de type écomusées.



Le ministre des Affaires culturelles, Denis Vaugeois, réaffirme, en 1979, sa volonté de satisfaire aux diverses recommandations du Livre blanc en matière de musées. Plusieurs réflexions sont menées conjointement dans son ministère. Un groupe de travail est chargé de définir un concept muséologique pour le Musée du Québec. Des consultations publiques ont lieu sur l'orientation à venir de ce musée ainsi que sur la politique de développement des musées au Québec. Le document *Musée du Québec en devenir*, fait suite à ces consultations, ainsi que *Musées et muséologie au Québec, nouvelles perspectives*, document visant l'élaboration d'une politique de développement des musées pour les années qui suivent. Ce document de travail réaffirme la volonté de ce ministère d'établir au moins un musée à vocation scientifique dans la province, mais il ne contient pas réellement de propositions concrètes en vue de la création des musées scientifiques qui étaient prévus dans le Livre blanc sur le développement culturel. Le ministre opte plutôt pour une différenciation de la problématique de la muséologie scientifique en formant, en 1979, un groupe de travail sur les musées scientifiques. Ce groupe de travail est chargé d'examiner la possibilité et, éventuellement, les modalités d'implantation, au Québec, de musées à vocation scientifique. Il remet son rapport en 1980.

Nous allons tout d'abord, dans ce chapitre, nous intéresser à la muséologie québécoise en fonction des diverses réflexions dont elle a fait l'objet au cours de l'année 1979. Ces réflexions apparaissent dans les différents documents dont nous venons de parler, documents qui définissent les orientations gouvernementales en matière de muséologie au tournant des années 1980. Nous nous intéresserons également aux diverses réactions des intervenants de ce secteur suite aux consultations publiques ayant suivi la publication des documents gouvernementaux. Dans une seconde section, nous analyserons l'évolution de la

réflexion sur le dispositif muséal prévu au Québec en fonction de l'évolution des lignes de tension qui caractérisent l'enchevêtrement des formations discursives du champ muséal dans son ensemble. Nous mettrons ainsi en évidence la structuration des énoncés circulant dans le champ muséal québécois au tournant des années 1980 en fonction du déplacement de ces lignes de force. C'est dans le chapitre suivant que nous nous intéresserons aux autres formations discursives qui peuvent elles aussi structurer ces énoncés — en dehors de celles relevant strictement du dispositif muséal.

## 6.1. DE NOUVELLES PERSPECTIVES SUR LA QUESTION MUSÉALE AU QUÉBEC

Depuis l'annonce officielle, par le Premier ministre, de l'acceptation du projet d'extension et de développement du Musée du Québec, en novembre 1977, peu de choses se sont concrétisées en vue de sa réalisation. Plusieurs affrontements ont lieu autour de ce projet au cours des années qui suivent, ils débouchent finalement, en 1980, sur l'éclatement de ce projet en deux réalisations distinctes: la rénovation du Musée du Québec, ainsi que la création d'un Musée national de la civilisation.

En novembre 1979, le Service des musées privés au ministère des Affaires culturelles est remplacé par une Direction des musées privés et centres d'exposition (DMPCE). Cette direction chapeaute les directions des musées, procure de l'aide technique, de l'aide à la formation et un service de publications. Trois programmes sont offerts aux musées: un programme d'aide aux immobilisations, un d'aide au fonctionnement et un d'aide aux activités.

À la fin de l'année 1979, la DMPCE publie un document intitulé *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives*. Ce document réitère la demande du gouvernement provincial au gouvernement fédéral de lui confier l'entière administration des moyens budgétaires accordés au Québec dans ce secteur. De nombreuses consultations et audiences publiques accompagnent le travail des comités chargés d'élaborer les recommandations en vue de ces divers projets. Elles laissent voir les diverses conceptions muséologiques des intervenants.

Dans la préface de *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives*, le ministre Vaugeois annonce que quelques mois plus tard, un autre document — alors en préparation —, examinera la possibilité et, éventuellement, les modalités d'implantation, au Québec, de musées à vocation scientifique. C'est au printemps 1980 que le Groupe de travail chargé de ce dossier, et dirigé par Fernand Seguin, remet son rapport final au ministre des Affaires culturelles. Examinons successivement chacun de ces documents, nous en ferons une analyse synthétique dans la seconde section de ce chapitre.

### 6.1.1. Du Musée du Québec au Musée de la civilisation

Depuis les études sur l'agrandissement du Musée du Québec, déposées en 1976, et suite à l'élection du Parti québécois, le dossier du Musée du Québec stagnait. Au début de l'année 1977, Laurent Bouchard — alors directeur de ce musée depuis 1976 — lance un cri d'alarme au sujet du manque de moyens et d'espace de cet établissement et du péril qu'encourent les collections dans ces conditions. Reprise par les médias, cette intervention a pour conséquence de relancer le projet d'agrandissement auprès du gouvernement.

À l'origine de sa création, en 1933, le Musée du Québec avait reçu pour mission de préserver et de mettre en valeur l'héritage culturel du Québec dans tout ce qui a trait au domaine artistique et ethnologique. Dans l'esprit de ses fondateurs, le Musée du Québec devait être essentiellement voué à la connaissance et à la conservation de la culture québécoise. Cette orientation première fut consacrée notamment par l'inventaire des œuvres d'art du Québec entrepris en 1937. À compter de 1940, le Musée développe un intérêt nouveau pour l'art contemporain qui constitue dès lors une partie importante de ses collections. En 1962, les collections de sciences naturelles qui étaient conservées au Musée du Québec quittent cet endroit pour être entreposées dans des locaux désaffectés. Elles finiront par être récupérées en 1973 par l'Université Laval.

Après un premier agrandissement en 1964, le Musée du Québec connaît une importante expansion. En 1970, lors du démantèlement de l'institut national des civilisations, le Musée du Québec hérite des collections d'art et d'ethnographie que possédait cet Institut. Tout cela le conduit à un certain éclatement de ses collections entre les objets d'art, les objets d'ethnographie et l'art contemporain. Le Livre vert de 1976, prévoyait d'ailleurs la création d'un Musée des Arts et Traditions populaires à Trois-Rivières pour mieux mettre en valeur les collections d'ethnographie détenues par le Musée du Québec.

Le 2 novembre 1977, le Conseil des ministres, dans sa décision 77-433, donne son accord de principe pour l'agrandissement du Musée du Québec et autorise le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement (MTPA) et le ministère des Affaires culturelles à faire préparer les plans et devis nécessaires à la réalisation du projet. Cette décision fait suite à un mémoire présenté au Conseil des ministres par le ministère des Affaires culturelles, mémoire basé sur un programme préliminaire qui, à cette époque, ne prévoyait pas de nouvelle

orientation pour ce musée, mais plutôt un élargissement de ses cadres, sans remise en question de la fonction du musée.

Le 14 février 1978, le Conseil du trésor autorise le MTPA à inscrire à sa programmation budgétaire la finalisation des études préliminaires pour l'agrandissement du musée. Le MTPA et le ministère des Affaires culturelles s'attellent dès lors à l'élaboration du programme des besoins de ce musée. Un groupe de travail est chargé de réfléchir à un concept muséologique pour ce musée, tandis que se poursuit dans le public et les milieux spécialisés une vaste enquête et de multiples consultations. Mentionnons que le Livre blanc de 1978 réitère également la volonté du gouvernement d'agrandir le Musée du Québec. D'ailleurs, cette année-là, Denis Vaugeois succède à Louis O'Neil au ministère des Affaires culturelles et souhaite satisfaire aux diverses recommandations du Livre blanc.

Denis Vaugeois rejette, en décembre 1978, le rapport remis par le directeur du Musée du Québec, Laurent Bouchard, sur le plan de réaménagement de ce musée. Un document du ministère des Affaires culturelles<sup>398</sup> précise que ce rapport intitulé *Le Musée du Québec, son rôle, sa vocation, ses buts*, faisait pourtant consensus parmi les gens du musée. On y proposait un réaménagement du musée existant dans le but d'y retracer l'évolution historique de la culture et des arts québécois, et ce, à partir des collections existantes et à venir d'objets d'art et d'ethnographie. Pour la première fois le terme de Musée de la civilisation était employé dans ce rapport.

---

398. Ministère des Affaires culturelles, *Le ministère des Affaires culturelles et les musées depuis 10 ans*, Gouvernement du Québec, février 1984, p. 42.

Vaugois confie plutôt à Pierre Boucher, alors sous-ministre par intérim au ministère des Affaires culturelles, de réexaminer au complet le projet d'agrandissement du Musée du Québec, en s'inspirant du Livre blanc sur le développement culturel. Le ministre y voit en effet une belle occasion pour amorcer concrètement le renouveau muséologique du Québec. À cet effet, le mémoire élaboré par Boucher: *Le Musée du Québec ou le musée d'histoire de l'Homme d'ici* est un document clé et innovateur, qui se propose de transformer totalement le projet du Musée du Québec et, par conséquent, les conceptions de la muséologie québécoise. Il propose comme ligne directrice au Musée du Québec "l'Homme d'ici" — c'est à dire les Québécois — présentés dans leur passé, leur présent et leur avenir. Une approche thématique et interdisciplinaire est préconisée, où toutes les sciences humaines sont représentées. Contrairement à la muséologie traditionnelle, ce ne sont plus les objets en tant que tels qu'il est prévu de mettre en valeur, mais plutôt les objets en tant qu'ils sont porteurs de messages concernant les thèmes à présenter.

Le document de Boucher propose que le Musée du Québec devienne la pierre angulaire d'un réseau de musées, de sites et de monuments historiques qui, chacun, traiteront d'un aspect de l'Homme d'ici. Boucher souhaite rompre avec le concept du Musée du Québec en tant que musée d'art élitiste. Il conçoit plutôt le nouveau musée comme un musée populaire, ayant un langage qui convienne au grand public. Bien que s'étant inspiré de la notion de civilisation québécoise qui apparaissait dans le projet soumis par le directeur du Musée du Québec, le document de Boucher rompt totalement avec le concept muséologique alors mis de l'avant. De musée d'art, le Musée du Québec devient un musée général de sciences humaines où les collections servent aux exigences thématiques des

expositions. L'objet, de souverain qu'il était, ne devient plus qu'un moyen de communication parmi d'autres pour faire passer un message.

Il va sans dire que ce mémoire rallie à l'époque tous les tenants et les partisans d'une nouvelle muséologie au Québec, courant qui s'affirme alors sur la scène internationale et qui trouve même un écho dans les positions des organisations internationales telles l'Unesco ou l'Icom, comme nous aurons l'occasion de le montrer dans la section suivante. Mais ce faisant, ce mémoire devient également le point de ralliement des opposants de ce courant. Et il s'ensuit, au cours de l'année 1979, un vaste débat qui débordera le cadre strict des acteurs du secteur de la muséologie pour se trouver porté dans tous les médias.

Les tenants de l'art pour l'art et des musées d'art, dont les conservateurs de musées, opposent comme leitmotiv au projet de Boucher les arguments suivants<sup>399</sup>:

- l'objet et sa conservation sont souverains en muséologie;
- l'œuvre d'art peut et doit être le but de l'exposition en soi;
- un musée de l'Homme d'ici est un projet légitime, peut-être même souhaitable, mais non s'il doit se faire au détriment du Musée du Québec.

Les partisans et les opposants de ce projet vont tellement se polariser qu'au cours de l'année 1979, il ne se passera pratiquement pas une semaine sans qu'un article paraisse dans la presse écrite sur ce sujet. En août 1979, des universitaires s'associant aux opposants du projet du musée de l'Homme d'ici vont même jusqu'à former un comité pour la défense des musées d'art du Québec et orchestrent une campagne de presse dans les médias. Luc Noppen, professeur

---

399. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 43.

d'histoire de l'art à l'Université Laval fait paraître à cet effet un article retentissant dans la presse: "Le musée de "l'Homme d'ici", l'histoire d'un détournement"<sup>400</sup>.

Devant l'ampleur de toute cette controverse, le ministre Vaugeois, lui-même historien et fervent partisan du concept de l'Homme d'ici, fait toutefois publier un document quelque peu modifié et abrégé à partir du mémoire de Boucher, mais où le concept demeure inchangé: *Le Musée du Québec en devenir*. Ce document préconise l'agrandissement du Musée du Québec et lui donne la vocation d'un musée consacré à la connaissance de l'Homme québécois. Le Musée du Québec est présenté comme devant conserver et mettre à la disposition du public un ensemble d'objets — et donc de connaissances — constitué de telle sorte qu'il soit un stimulant à l'interprétation culturelle et sociologique de l'homme d'ici et, par voie de comparaison, de l'homme universel. Il est également précisé que si le Musée du Québec doit viser une connaissance totale de l'homme d'ici, il doit aussi chercher à le voir dans une perspective dynamique, en tentant de saisir le mouvement de notre collectivité dans son devenir, et non point seulement d'expliquer l'homme d'aujourd'hui par ce qu'il a été et ce qu'il a fait hier<sup>401</sup>.

Ce document rencontre lui aussi une vive opposition lors de sa parution. Le ministère décide alors d'organiser des audiences publiques, et ce autant à Québec qu'à Montréal, afin de vérifier la réception du concept de l'Homme d'ici. Trente-sept mémoires sont déposés en novembre 1979. Globalement, les intervenants sont d'accord avec la création d'un Musée de l'Homme mais ils ne veulent pas

---

400. Luc Noppen, "Le musée de "l'Homme d'ici". L'histoire d'un détournement", *Le Devoir*, jeudi 23 août 1979.

401. Voir *Le Musée du Québec en devenir*, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1979, p. 22, 31.



que cela se fasse au détriment de la vocation de conservation et de mise en valeur de l'art du Musée du Québec. Deux critiques majeures sont également formulées à l'égard du concept du Musée du Québec: les gens déplorent que le Musée se départisse de ses collections, et ils reprochent au concept de verser un peu trop dans «le nationalisme lyrique» et de manquer «d'internationalisme».

Le comité de consultation responsable de la synthèse des audiences publiques remet finalement son rapport en décembre 1979. Il recommande alors la constitution de deux musées autonomes à Québec: le Musée du Québec, consacré uniquement à l'art, et un second musée consacré à l'anthropologie et à l'histoire du Québec, qui serait responsable des objets d'ethnographie.

Après avoir tenté de faire coexister ce projet de musée à deux têtes sous couvert d'un musée unique qui se serait appelé "Musée national d'art et de civilisation", Denis Vaugeois en vient finalement à annoncer, à l'automne 1980, la création de deux entités muséologiques distinctes à Québec: "L'une qui serait consacrée à l'art et qui resterait située sur les Plaines, l'autre qui mettrait en valeur notre riche passé et nos réalisations actuelles et qui s'intitulerait «Musée national de la civilisation»<sup>402</sup>". Lors de l'annonce officielle de cette décision, le ministre Vaugeois avoue:

À l'issue des travaux du comité consultatif sur l'avenir du musée du Québec, on en arrivait à souhaiter deux musées distincts. Ce qui me paraissait à moi-même un rêve impossible devient une réalité. J'ai tenté de faire deux musées en un. C'était difficile. Le débat de l'an dernier n'aura pas été inutile. Nous aurons deux musées distincts.<sup>403</sup>

---

402. Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, *Mémoire sur les projets de construction et de réaménagement du Musée national de la civilisation*, 1980, p. 2.

403. Ministère des Affaires culturelles, *Communiqué*, "Création d'un Musée national de la civilisation et agrandissement du Musée du Québec", 11 novembre 1980.

Cette volonté gouvernementale se trouve traduite dans un mémoire présenté le 16 octobre 1980 par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement au Conseil des ministres qui l'approuve. On remarque l'abandon de l'intitulé "musée de l'Homme d'ici", qui avait suscité des critiques par sa vision trop restrictive, au profit de "Musée national de la civilisation", terme qui avait été proposé pour la première fois par le directeur du Musée du Québec, Laurent Bouchard, dont le projet avait été rejeté.

Les orientations choisies pour ce nouveau musées, telles qu'elles sont présentées dans ce mémoire du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, sont les suivantes:

Ce ne sera pas un musée limité à la culture du peuple québécois, bien qu'elle y sera présente, mais il voudra faire la plus large place à toutes les expériences dont notre culture a profité, à tous les apports venus d'ailleurs. Il s'attachera à souligner l'influence des amérindiens, ceux d'avant Champlain, comme ceux d'aujourd'hui de même que les influences qui nous sont parvenues de la France, de l'Angleterre, de l'Irlande, de l'Écosse, des États-Unis, de l'Italie, de la Grèce et de bien d'autres qui ne sont pas cités. (...)

Le Musée national de la civilisation saura montrer la filiation, la continuité, ou les nouveautés réelles de notre époque et les phénomènes seront replacés dans une perspective qui va les éclairer et les faire comprendre.<sup>404</sup>

Ce mémoire insiste sur la richesse des collections ethnologiques du Musée du Québec, collections qu'il n'était pas possible de voir faute d'espace. Elles pourront désormais être utilisées dans ce nouveau musée "dédié à l'évolution de notre civilisation et de toutes celles qui ont contribué à l'enrichir et à la développer". Il est mentionné que la méconnaissance du patrimoine ethnologique du Musée du Québec cause un préjudice culturel grave aux

---

404. Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, *Mémoire sur les projets de construction et de réaménagement du Musée national de la civilisation*, 1980, p. 3

utilisateurs potentiels, et que le manque d'espace est souvent assimilé à un manque d'intérêt de la population québécoise.

Le mémoire explique toutefois que présenter au public un patrimoine actuellement caché dans des réserves ne suffit pas. Par conséquent, le futur musée doit posséder "ce qui existe dans la plupart des pays modernes", à savoir: tous les services répondant aux programmes d'animation, de conférences, d'ateliers pédagogiques qui assurent une compréhension des œuvres présentées. Ce document contient globalement les différents concepts proposés dans les documents antérieurs du ministère des Affaires culturelles. On y insiste toutefois plus sur l'ouverture sur le présent et l'avenir et on attribue comme fonction au musée "d'inciter le visiteur à devenir agent de développement et porteur de progrès".

C'est le 28 octobre 1980, suite à l'examen du mémoire déposé par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement sur les projets de construction et de réaménagement du Musée national de la civilisation, que le Conseil du trésor décide de recommander au Conseil des ministres l'acceptation des recommandations de ce mémoire en vue de l'inscription de la phase un du projet à la programmation budgétaire du MTPA. Le 11 novembre 1980, la ministre Jocelyne Ouellette du MPTA et le ministre Denis Vaugois du ministère des Affaires culturelles annoncent officiellement la construction à venir du nouveau musée — celui de la civilisation — dans la basse ville de Québec. Quant à la réorganisation et au réaménagement du Musée du Québec, désormais spécialisé en musée d'art, ils sont prévus pour une démarche ultérieure.

Dans un second communiqué de presse diffusé la même journée, le ministère des Affaires culturelles précise ce que sera le Musée national de la civilisation. On

remarque l'accent mis sur la communication muséologique ainsi que sur le rôle d'agent de développement qui doit être celui du musée.

Ouvert plus particulièrement sur les civilisations du monde atlantique, le futur Musée national de la civilisation sera semblable à une université populaire où tous les Québécois et Québécoises pourront puiser de riches enseignements sur leur devenir collectif. (...) Lieu vivant d'animation culturelle, le musée organisera ses activités et expositions à l'aide des techniques modernes mises de l'avant par les spécialistes en communication muséologique. Également lieu d'éducation et de réflexion, il se devra d'être à l'écoute du milieu et de jouer son rôle d'agent de développement.<sup>405</sup>

Mentionnons que le communiqué du ministère des Affaires culturelles insiste sur le positionnement international de ce musée: "le Musée national de la civilisation répondra en tous points aux normes internationales en matière de muséologie et sera ainsi en mesure d'accueillir les grandes manifestations culturelles d'envergure internationale". Le ministre poursuit en affirmant que "la population du Québec pourra ainsi bénéficier d'échanges essentiels à son progrès culturel"; de plus: "un musée de pareille envergure nous permettra de nous situer sur la carte internationale de la muséologie". On voit là l'importance accordée par le ministre à la comparaison de cette institution muséale avec celles existant sur la scène internationale.

En ce qui concerne l'ouverture du musée sur son milieu, le communiqué précise qu'une équipe légère de professionnels travaillera en étroite collaboration avec des spécialistes du milieu afin de concevoir le contenu scientifique du musée. Pour cela, des experts de différentes disciplines seront chargés d'effectuer des recherches thématiques. Essentiellement basé sur une démarche interdisciplinaire, ce musée devra — tel que le spécifie le communiqué — aussi

---

405. Ministère des Affaires culturelles, *Communiqué*, "Le Musée national de la civilisation: ce qu'il sera", 11 novembre 1980.

être axé sur la communication muséologique et “déborder les limites d’une collection par un recours aux méthodes muséales les plus modernes. Les objectifs d’éducation plutôt que la collection devront guider le plan muséographique<sup>406</sup>”.

Situé dans la basse ville de Québec, dans le quartier que fut le “berceau de la civilisation française en Amérique du Nord”, le Musée national de la civilisation est aussi destiné à revitaliser ce quartier. Le ministre précise d’ailleurs que cette décision n’est pas isolée, mais qu’elle s’inscrit dans un ensemble de travaux en cours à la place Royale.

Tout est ainsi enclenché en 1980 pour le lancement du plan de construction de la future institution muséale. Toutefois une controverse sur l’emplacement choisi pour ce musée ainsi que sur l’incorporation de certains sites historiques vient retarder l’avancement des travaux. Ensuite, la question du contenu du musée et de la définition du concept et du programme muséologique viendront à leur tour différer l’enclenchement de la réalisation de cette institution. Ce n’est finalement qu’en 1984 que le Conseil des ministres adopte la loi qui permettra la création en société du Musée de la civilisation. Mais ce n’est qu’en 1988 que le musée ouvrira ses portes au public, pris qu’il a été dans diverses hésitations sur la définition de son contenu. Nous reviendrons ultérieurement sur cette période. Avant d’aller plus loin dans l’étude des étapes chaotiques qu’a connu ce musée, revenons sur les autres réflexions et actions qui se sont déroulées parallèlement dans le secteur muséal québécois au cours de l’année 1979. En effet, le ministère des Affaires culturelles publie cette année-là le document *Musées et muséologie au Québec*,

---

406. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*

*nouvelles perspectives*, document qui se veut une proposition de politique de développement des musées dans la province.

### 6.1.2. Vers une politique de développement de la muséologie québécoise

Vers la fin de l'année 1979, la Direction des musées privés et centres d'exposition (DMPCE) — anciennement Service des musées privés au ministère des Affaires culturelles — publie deux documents: un *Guide pour la conception architecturale des établissements muséologiques*, mais aussi un document intitulé *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives*. Selon les mots du ministre Vaugois qui préface ce document, *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives*, "contient des hypothèses plutôt que des propositions fermes"<sup>407</sup>. Il se veut un document de travail en vue d'une vaste consultation devant déboucher sur la définition d'une politique muséologique pour le Québec. Il délimite l'esprit général dans lequel le ministère des Affaires culturelles souhaiterait voir se développer une politique muséologique pour le Québec. En attendant l'élaboration de cette politique, le ministère des Affaires culturelles décrète un moratoire visant à ralentir la croissance du réseau des musées.

Le document *Musées et muséologie au Québec* développe un certain nombre d'objectifs en vue d'une politique muséologique. Les auteurs de ce document constatent tout d'abord que dans la province, nous commençons à peine à

---

407. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives. Une hypothèse de travail du ministère des Affaires culturelles*, Gouvernement du Québec, 1979, p. viii.

exploiter un patrimoine — tant ancien que récent — et qu'il existe une volonté de mettre ce patrimoine, longtemps réservé à un groupe réduit de connaisseurs, à la disposition de toute la population. De ce fait, il apparaît nécessaire, d'une part, de "favoriser l'accès au patrimoine muséologique grâce à un équipement fonctionnel", d'autre part, de "populariser en quelque sorte la notion même de musée, de façon à la rendre à la fois compréhensible et attrayante à l'ensemble de la collectivité<sup>408</sup>".

Pour atteindre les objectifs qu'il se fixe, le ministère des Affaires culturelles stipule qu'un musée, quel qu'il soit, ne peut à lui seul atteindre tous ces objectifs ni toucher toute la population. Il apparaît donc nécessaire, dans le cas du Québec, de mettre sur pied un réseau de musées à travers la province. Selon le ministère, seul le développement d'un ensemble d'établissements muséologiques qui jouent un rôle complémentaire les uns par rapport aux autres et qui échangent facilement entre eux permettra de se rapprocher de cet idéal. De plus, il est précisé que ce sont les grands établissements qui ont la responsabilité d'adapter la muséologie et à nos besoins et à nos moyens. Ils doivent, en cela, être les chefs de file dont s'inspireront les établissements plus petits.

(...) notre réseau restera déficient, dans son ensemble, aussi longtemps que ces chefs de file travailleront au ralenti, à cet égard. Toute politique muséologique devant en grande partie s'appuyer sur la formation du personnel et sur le principe de l'accès intellectuel, il faut que, dans le domaine de la formation, nos grands établissements collaborent très étroitement avec les écoles, collèges, cégeps ou universités, — la formation en muséologie devant associer étroitement la théorie et la pratique.<sup>409</sup>

---

408. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec*, *ibid.* p. 7.

409. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec*, *ibid.*, p. 8-9.

Le rapport Jentel sur la formation muséologique au Québec<sup>410</sup>, publié en 1978, marquait déjà clairement l'intérêt du ministère des Affaires culturelles envers la formation du personnel comme élément important de la politique relative aux musées. Ce rapport recommandait de mettre sur pied immédiatement un programme de stages de formation en techniques muséologiques à l'intention du personnel en place dans ces établissements, ainsi qu'un programme visant à promouvoir les visites de musées au Québec mais aussi à l'étranger, pour ce personnel, afin de favoriser les échanges. Ce rapport recommandait que ces programmes soient conçus et coordonnés par la Direction des musées et centres d'exposition. À plus long terme, ce rapport recommandait également, entre autres choses, la mise sur pied d'un programme de formation universitaire de deuxième cycle, programme qui pourrait s'inspirer de celui de l'Université de Toronto réalisé en collaboration avec le Royal Ontario Museum.

Ne voulant pas se substituer au ministère de l'Éducation, ni aux collèges et universités, le ministère des Affaires culturelles a décidé, pour donner suite à ce rapport, de se limiter à fournir une aide à la formation grâce à divers programmes s'adressant au personnel des musées. Le document *Musées et muséologie au Québec* précise qu'il appartient plus particulièrement au ministère des Affaires culturelles "de s'affirmer comme le catalyseur du développement muséologique et de veiller à ce que tout ce que l'État investit dans les établissements muséologiques atteigne l'objectif essentiel qu'en définitive il poursuit, soit un excellent service à la population<sup>411</sup>". Les auteurs de *Musées et muséologie au*

---

410. Marie-Odile Jentel, *Rapport sur la formation muséologique au Québec*, Ministère des Affaires culturelles, Direction des musées et centres d'exposition, 1978, 229 p.

411. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec nouvelles perspectives*, op. cit., p. 9.



Québec indiquent par ailleurs que "la Société des musées québécois est appelée à jouer un rôle important relativement aux moyens de perfectionnement du personnel qu'elle représente<sup>412</sup>". Elle doit, en collaboration avec le ministère des Affaires culturelles, répondre aux besoins de formation de ses membres, autant par des stages, des séminaires, des ateliers, que par des publications.

Pour mettre en œuvre sa volonté, le ministère des Affaires culturelles soutient qu'il y a deux façons de planifier le réseau des établissements muséologiques au Québec: la première fondée sur la recherche d'un équilibre géographique, la seconde fondée sur la recherche des secteurs d'activité non couverts actuellement et qui devraient l'être. Cette seconde option est celle pour laquelle les auteurs du Livre blanc de 1978 ont opté en proposant la création d'un musée des sciences naturelles, d'un musée des arts et traditions populaires, d'un musée des sciences et de la technologie. Devant ces alternatives, l'objectif majeur que se donne le ministère des Affaires culturelles est d'établir au moins un musée à vocation scientifique, mais aussi de donner à chaque région un équipement muséologique de qualité. Sur ces bases, le réseau muséologique du Québec serait composé de trois catégories d'établissements<sup>413</sup>:

- les musées nationaux (musées d'État),
- les établissements accrédités, musées et centres d'exposition privés, recevant annuellement une aide financière du ministère des Affaires culturelles (les critères d'accréditation, assez exigeants, doivent permettre une expansion vraiment positive du réseau),

---

412. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 79.

413. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 61-67.

- les organismes reconnus ayant accès à des services et à des programmes du ministère des Affaires culturelles, sans pour autant être subventionnés (accès à la collection nationale, collaboration avec le réseau, etc.).

En fonction de cet objectif de développement d'un réseau muséologique, les auteurs du document *Musées et muséologie au Québec* soutiennent que la définition d'une politique de développement des établissements muséologiques est une première étape indispensable à toute modification des modes d'intervention du ministère des Affaires culturelles dans le domaine de la muséologie. Ils précisent que la formation, annoncée récemment, de la Direction générale des musées s'impose au sein du ministère des Affaires culturelles. Elle devient donc réalité en 1979, avec à sa tête André Juneau, auparavant directeur de la DMPCE. Son mandat général est alors double:

(...) s'assurer, d'une part, que les directions du ministère qui œuvrent déjà dans le domaine muséologique, — Direction du Musée du Québec, Direction du Musée d'art contemporain et Direction des musées et centres d'exposition, — poursuivent des objectifs identiques et travaillent en étroite collaboration; et s'efforcer, d'autre part, de mettre en œuvre la nouvelle politique que se donnera le ministère des Affaires culturelles.<sup>414</sup>

Il est à noter que les objectifs énoncés pour une politique muséologique à venir se situent globalement dans l'esprit de ceux énoncés dans le document de 1977 — que nous avons présenté dans le chapitre précédent — intitulé *Une politique de développement des musées privés et des centres d'exposition sur le territoire québécois*. Ces objectifs sont toutefois plus précis et détaillés dans le document *Musées et muséologie au Québec*. Il est spécifié que la Direction générale des musées devrait viser à:

- contribuer à la création et au progrès d'établissements muséologiques,

---

414. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 85-86.

- favoriser une meilleure collaboration entre les établissements muséologiques,
- favoriser, en matière de muséologie, la recherche et les études de planification,
- favoriser la circulation de biens culturels mobiliers au Québec et à l'étranger,
- favoriser la circulation du patrimoine étranger au Québec,
- encourager la production d'œuvres d'art,
- sensibiliser la population à la valeur des biens culturels mobiliers,
- associer la population au progrès des établissements muséologiques.

À cet effet, les auteurs de *Musées et muséologie au Québec* affirment qu'il est urgent que la Direction générale des musées crée des directions dont le mandat faciliterait l'accès de tous les établissements du réseau à un patrimoine muséologique diversifié et en quantité suffisante, bien conservé et documenté. Les directions suggérées sont les suivantes<sup>415</sup>:

- l'une responsable du secteur de la conservation comprenant la Direction de la collection rationale, le Laboratoire technique de conservation et de restauration, la Direction de l'Inventaire des collections;
- l'autre responsable du secteur de la diffusion comprenant la Direction du Musée du Québec, la Direction du Musée d'art contemporain, et la Direction des musées et centres d'exposition;
- la dernière aurait pour rôle essentiel de se tenir au courant des travaux de recherche pour les faire connaître aux établissements intéressés.

Ainsi, le rôle de la Direction générale des musées dans le développement et l'amélioration du réseau consisterait essentiellement en la planification et en la

---

415. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 90.

coordination. La Direction serait chargée d'établir des liens avec tous les ministères et organismes déjà engagés dans le domaine de la muséologie (le Ministère de l'Éducation par exemple). La coordination devrait s'étendre à la Corporation des musées nationaux du Canada, organisme qui, après le ministère des Affaires culturelles, joue le plus grand rôle dans le développement de la muséologie au Québec. La Direction serait le porte-parole officiel du ministère des Affaires culturelles en muséologie, auprès d'Ottawa et de l'étranger. Elle devrait également faire un travail d'incitation auprès des municipalités pour le développement de la muséologie sur leurs territoires respectifs.

La création d'une collection nationale s'avère un élément clé du dispositif muséal que prévoit de mettre sur pied le ministère des Affaires culturelles. Cette dernière doit avoir quatre grandes fonctions: la documentation, la formation d'archives, l'exploitation et l'acquisition de collections<sup>416</sup>. Cette collection doit regrouper l'ensemble des collections des musées d'État ainsi qu'une banque d'œuvres d'art contemporain. Les collections ne seraient donc plus sous la responsabilité des musées d'État, mais sous celle de la Direction de la collection nationale. La recherche et la diffusion autour de la collection nationale, quant à elles, contribueraient au progrès de la muséologie, mais elles devraient essentiellement servir à la diffusion. Le principe énoncé — qui se situe d'ailleurs dans la lignée de ce que préconisait déjà le Rapport L'Allier — est qu'on ne conserve le patrimoine que pour le diffuser<sup>417</sup>. Un effort particulier est prévu également en ce qui concerne l'inventaire et l'enregistrement des collections de

---

416. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 101.

417. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 42-43.

tous les musées accrédités afin de créer une banque centrale de données sur les collections.

Le dernier chapitre du document *Musées et muséologie au Québec* est consacré au "partage des responsabilités entre le gouvernement québécois et le gouvernement canadien". Sur cette question, les auteurs de ce document reprennent les principes énoncés dans le Livre blanc de 1978, à savoir qu'en matière de développement et de soutien des musées québécois, il existe un problème de chevauchement administratif et de dédoublement des interventions aussi coûteux qu'inutile. Citant le Livre blanc, les auteurs de ce document rappellent que

[d]epuis toujours, et depuis 1960 plus particulièrement, le gouvernement du Québec, se réclamant de la "souveraineté culturelle", s'estime seul responsable et compétent en la matière; par ailleurs, et depuis 1972, notamment, le gouvernement du Canada définit et met en œuvre, par l'entremise des musées nationaux, une politique muséologique qui inclut tout aussi bien des programmes d'aide aux musées et aux centres d'exposition, et des programmes de recherche et de formation en muséologie, que des programmes de restauration et de diffusion du patrimoine culturel.<sup>418</sup>

Ces auteurs se demandent comment peuvent coexister, en même temps, deux conceptions et deux orientations différentes du développement et du soutien des musées québécois. De ce fait, ils poursuivent:

Responsable du maintien et du progrès des musées au Québec, de mieux en mieux équipé pour faire face à ses obligations, soucieux, malgré tout, de permettre aux Québécois de toucher leur part des sommes réservées à des fins muséologiques par le gouvernement du Canada, le ministère des Affaires culturelles veut que soit reconnue sa compétence exclusive, au niveau gouvernemental, en matière de musées et de muséologie sur le territoire québécois, et que, en conséquence, il soit au Québec, le seul interlocuteur des Musées nationaux du Canada.<sup>419</sup>

---

418. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 111-112.

419. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 113.

Ainsi, le ministère des Affaires culturelles revendique la gestion directe de l'enveloppe budgétaire destinée aux musées venant du gouvernement du Canada. Toutefois, cela ne l'empêche pas de continuer à négocier des ententes avec le gouvernement fédéral. C'est grâce à une telle entente que le ministère des Affaires culturelles a pu créer, en 1979, le Centre de conservation et de restauration du Québec chargé de conserver et restaurer la collection nationale.

C'est en annexe du document *Musées et muséologie au Québec*, que le financement du réseau des musées au Québec est présenté<sup>420</sup>. Pour l'année 1978-1979, les contributions totales au réseau des établissements muséologiques sont de 14 913 037\$. Le détail de ce montant se décompose ainsi: 9 638 300\$ proviennent du gouvernement du Québec, 2 223 300\$ proviennent des Musées nationaux du Canada et 3 051 437\$ proviennent d'autres contributions, telles le Conseil des Arts du Canada, les municipalités, les droits d'entrée, etc. Parmi les 9 638 300\$ provenant du gouvernement du Québec, 7 491 192\$ sont issus du ministère des Affaires culturelles, 1 307 108\$ du ministère des Travaux publics et Approvisionnements, et 840 000\$ du Programme de soutien de l'emploi. Quant à la Direction des musées et centres d'exposition, elle dispose pour cette année-là d'un budget de 5 000 000\$. Rappelons que son budget était de 2 500 000\$ en 1977.

Ainsi, par cette volonté de développer un réseau muséologique au Québec et de définir une véritable politique muséologique pour ces établissements, le ministère des Affaires culturelles — et par conséquent le gouvernement du Québec — affirme de façon de plus en plus précise, son intention d'étendre son action à ce secteur. Il se positionne ouvertement comme "le catalyseur du développement muséologique" avec comme objectif essentiel de fournir "un excellent service a

---

420. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, annexe C, p. 151-156

la population". Ce service consiste essentiellement à favoriser l'accès — à la fois physique et intellectuel — au patrimoine muséologique.

Ce patrimoine muséologie comprend bien sûr le patrimoine scientifique et technique, toutefois, par la décision de mettre sur pied un Groupe de travail spécifique sur les musées scientifiques, le ministre des Affaires culturelles du Québec opte pour une différenciation de la problématique de la muséologie des sciences.

### 6.1.3. Les propositions du Groupe de travail sur les musées scientifiques

C'est dans le courant de l'année 1979 que le ministre des Affaires culturelles forme le Groupe de travail sur les musées scientifiques. Ce comité a pour mandat d'amorcer la réalisation des projets mentionnés dans le Livre blanc sur le développement culturel. Ses travaux doivent servir à déterminer les besoins du Québec en matière d'établissements muséologiques à caractère scientifique, tels qu'ils sont exprimés à la fois par les milieux scientifiques et par le réseau des musées existants. C'est Fernand Seguin, communicateur scientifique, qui fut désigné président de ce Groupe de travail. Il est d'ailleurs souvent familièrement fait référence au rapport de ce Groupe sous le nom de Rapport Seguin.

Ce Groupe de travail comprenait huit autres membres d'origines diverses: scientifique, muséologue, écologiste, chercheur, sociologue, sémiologue, urbaniste. Notons la présence de Claude Faubert du Centre des Sciences de l'Ontario. Le mandat assigné au Groupe de travail sur les musées scientifiques par

le ministère des Affaires culturelles précise que le rapport doit contenir un concept général qui fasse preuve d'imagination et d'audace:

Après avoir exploré différentes hypothèses à la lumière des expériences acquises, le Groupe de travail proposera au ministre des Affaires culturelles un concept général dont les lignes de force permettront de transcender les formules traditionnelles et de faire œuvre d'imagination et d'audace <sup>421</sup>

Comme pour la proposition de politique de développement des musées, et comme pour le projet du Musée national de la civilisation, l'objectif du ministère des Affaires culturelles est ainsi de se situer à la pointe de ce qui se fait de nouveau en muséologie. Le mandat précise également que le concept doit permettre de répondre à une série de questions précises:

- a) doit-il y avoir un ou deux établissements muséologiques?
- b) quels seront la vocation de chaque établissement, son axe central de rayonnement, ses traits dominants, la nature de ses activités?
- c) quelle place doit être faite à la recherche scientifique par rapport à la vocation normale de diffusion culturelle?
- d) quelles liaisons devraient être établies avec l'industrie, les centres de recherche et les réseaux d'enseignement?
- e) comment les établissements doivent-ils être conçus au plan de leur aménagement physique: doivent-ils être conçus dans le cadre d'un bâtiment unique? doivent-ils s'inspirer d'une approche favorisant la décentralisation régionale? où doivent-ils être localisés?

Au début de son mandat, devant le peu de temps dont il dispose, le Groupe de travail sur les musées scientifiques constate qu'il ne peut guère s'engager "dans un processus exhaustif de réflexion sur l'action muséologique en général, sur l'évolution des musées scientifiques dans nos sociétés contemporaines, ni sur l'idéologie qui pourrait les sous-tendre<sup>422</sup>". Nous ne trouvons donc pas, dans ce

---

421. Mandat du Groupe de travail sur les musées scientifiques tel que présenté en annexe du *Rapport final du groupe de travail sur les musées scientifiques*, Ministère des Affaires culturelles, 1980, p. 56.

422. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *Rapport final du groupe de travail sur les musées scientifiques*, Gouvernement du Québec, 1980, p. 2



rapport, des éléments de réflexion sur ces différents aspects. Toutefois, les lignes de force qui guident les diverses orientations choisies par le Groupe de travail sont clairement identifiées. De plus le Groupe précise qu'il a décidé de visiter plusieurs réalisations muséologiques en sciences, et ce, afin de compléter son information. Les destinations choisies sont les suivantes: l'Ontario Science Center à Toronto, le Palais de la Découverte et le Centre Beaubourg à Paris. Ces visites ne manqueront pas d'influencer certains points de vue énoncés dans le rapport.

Avant de débiter leur étude, les membres du Groupe de travail sur les musées scientifiques identifient la problématique dans laquelle doivent se situer les actions et les interventions qu'ils vont proposer. Cette problématique est la suivante:

Le projet de doter le Québec d'un équipement muséologique en science et en technologie s'inscrit dans une démarche explicite du gouvernement visant à formuler des politiques en matière d'information scientifique et technique et à proposer des hypothèses de développement muséologique.

La question posée est donc celle de l'accès au savoir scientifique par le biais d'une action muséologique, à quoi l'on peut ajouter les problèmes particuliers à la constitution et à la gestion des collections de sciences naturelles, ainsi qu'à la conservation de notre patrimoine industriel et technique.<sup>423</sup>

La problématique de la création de musées scientifiques se trouve donc clairement inscrite, dans le Rapport Seguin, dans une double préoccupation gouvernementale: celle du développement du dispositif muséal, mais aussi celle de la diffusion de l'information scientifique et technique; deux secteurs où le Québec accuse un certain retard. En effet, le Groupe de travail souligne que le Québec possède, par rapport à d'autres sociétés de même type, un retard important dans plusieurs domaines de la vulgarisation scientifique et qu'il manque

---

<sup>423</sup> Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 5.

également de médiateurs compétents, de communicateurs scientifiques<sup>424</sup>. Cet objectif de diffusion du savoir est tout à fait spécifique aux musées scientifiques. Nous avons pu constater dans le premier chapitre de cette thèse, comment dès la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, les États-Unis avaient vu se développer, surtout dans les musées de sciences, un mouvement en faveur de l'éducation populaire à travers les collections. Ce mouvement a ensuite pris toute son ampleur dans les années d'après-guerre, en gagnant le Canada et l'Europe et en s'étendant à d'autres types de musées.

Pour s'acquitter de sa tâche, le Groupe de travail opte pour une large consultation des milieux scientifiques québécois et du réseau des musées existants, ainsi que des individus ou des associations intéressés à l'activité scientifique de caractère muséologique. Il s'enquiert de leurs opinions, de leurs attentes et de leurs espoirs. Il profite également de l'expérience individuelle de ses membres. L'ancrage des consultations, autant dans le milieu muséal qu'auprès du milieu scientifique, vise à permettre aux membres du Groupe de travail d'établir un constat juste de la situation québécoise dans ce secteur. Elle permet aussi de rallier les avis des personnes concernées et de les associer au projet.

Le Groupe de travail décide de prendre appui sur un constat évident: l'absence de tout musée national de science et de technologie sur le territoire du Québec, ainsi que de toute structure visant à la conservation de ce patrimoine:

Il n'existe pas encore de musée d'envergure nationale dans le domaine des sciences et de la technologie au Québec, aucun organisme chargé de la production et de la présentation d'«exhibits», fixes ou itinérants, aucun endroit où les éléments du réseau pourraient s'adresser pour leur documentation et leur information.<sup>425</sup>

---

424. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid*, p. 8.

425. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid*, p. 32

Avant d'exposer l'aboutissement de leurs réflexions, les membres du Groupe de travail font le tour de la réalité muséologique, de la situation québécoise, ainsi que de la question des collections de sciences naturelles et du patrimoine industriel et technique. En ce qui concerne la réalité muséologique, le Groupe de travail constate qu'il est manifeste que le mot «musée» est loin d'évoquer des images identiques dans tous les esprits; en certains milieux, il comporte même une connotation passéiste, pour ne pas dire péjorative. Pour rompre avec ce problème, le Groupe de travail déclare qu'il souscrit à la définition de ce qu'est un musée telle qu'elle est établie par le Conseil international des Musées (Icom), à savoir:

(...) une institution permanente, sans but lucratif, ouverte au public, qui se consacre à la collection, à la conservation, à la recherche, à l'interprétation et à la présentation d'objets caractéristiques de l'homme et de son environnement et lui fournit ainsi l'opportunité d'étudier, de se cultiver et de se délecter.<sup>426</sup>

Cette définition très englobante permet de couvrir des réalités muséales aussi différentes que des musées traditionnels, des centres de sciences, des jardins botaniques ou zoologiques, des centres d'interprétation, etc. Dans la perspective de cette définition, le Groupe de travail constate que le Québec n'est pas dépourvu d'équipements muséologiques à caractère scientifique. Toutefois, il constate également "que ces derniers sont insuffisants et, surtout, qu'ils ne sont pas maximisés comme ils pourraient l'être dans le cadre d'une politique d'ensemble<sup>427</sup>".

En ce qui concerne la situation québécoise, le Groupe de travail relève que les enquêtes les plus récentes font ressortir que depuis l'impulsion donnée à la

---

426. Cité par Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 5.

427. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 6.

préoccupation scientifique par la génération universitaire des années 1920 (création de l'ACFAS, de la Société d'histoire naturelle, des Cercles des jeunes naturalistes, du Jardin botanique, imposition des programmes de science dans les collèges classiques, etc.), les Québécois sont de tous les Canadiens, les plus intéressés à la science et à la technologie. Estimant à 60 000 le nombre de Québécois inscrits dans des associations de loisir scientifique, les membres du Groupe de travail affirment que la préoccupation scientifique au Québec, incarnée dans des groupements et parfois même dans des institutions, "forme une trame beaucoup plus serrée qu'on ne pourrait le penser". Ils ajoutent: "Notre intention muséologique s'appuie sur un acquis important, multiple et solide"<sup>428</sup>.

En ce qui concerne la question des collections de sciences naturelles et du patrimoine industriel et technique au Québec, les membres du Groupe de travail relèvent leur piteux état. Plusieurs collections de sciences naturelles sont mal conservées, mal archivées et le plus souvent incomplètes et éparpillées, personne n'en a la charge de gestion. Les raisons de ce délabrement sont complexes explique le Rapport Seguin.

Pendant qu'il n'existait au Québec aucune institution de prestige, comme le Museum d'Histoire naturelle de Paris, le British Museum of Natural History de Londres ou l'American Museum of Natural History de New York, capable d'assurer le regroupement des collections et d'assumer la direction de la recherche, les sciences naturelles subissaient, dans nos universités, surtout dans les années cinquante et soixante, une éclipse quasi totale. C'est la perception généralisée de la «crise de l'environnement» qui nous permettait de réaliser, à compter du milieu des années soixante, une diminution grave du degré de nos connaissances du monde animal et végétal dans lequel nous vivons <sup>429</sup>

---

428. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 7.

429. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 10.

Souvenons-nous effectivement du mouvement de déclin des musées de sciences naturelles au tournant du XX<sup>e</sup> siècle au Québec, mouvement résultant de l'adaptation de l'activité scientifique à de nouvelles réalités, tel que nous l'avons décrit dans le premier chapitre de cette thèse. Le Rapport Seguin nous dit que c'est la sensibilisation environnementale qui, au milieu des années 1960, contribue à remettre de l'avant la préoccupation pour tout ce qui est lié aux sciences de la nature. Par conséquent, cette préoccupation amène à prendre conscience du seuil critique qu'ont atteint les collections de sciences naturelles au Québec.

Quant au patrimoine industriel et technique, souligne le Groupe de travail, il a, à ce jour au Québec, soulevé peu d'intérêt, et ce, alors que de nombreux pays développés se dotent d'une politique de mise en valeur de leur patrimoine industriel et technique. À la recherche d'une définition du patrimoine industriel et technique, le Rapport Seguin explique:

(...) les Britanniques ont inventé, vers 1960, la notion d'archéologie industrielle: la démarche d'un archéologue industriel consistant à identifier et à préserver les témoins matériels de l'industrialisation à l'intérieur d'une chronologie précise et ce, depuis la Révolution industrielle.

Pour les Français, éveillés depuis quelque cinq ans à ce problème, ce terme renvoie à l'identification et à la conservation des systèmes techniques. Cette définition comprend donc, non seulement l'immobilier et le mobilier lourd (...), le mobilier léger (...), mais aussi tous les objets produits par l'industrie, et enfin, le patrimoine humain, c'est à dire la mémoire de l'artisan.<sup>430</sup>

Constatant qu'au Québec personne ne s'occupe de l'inventaire ni de la conservation du patrimoine technique et industriel, le Rapport Seguin suggère différentes actions à entreprendre. L'une des premières consiste en une identification du patrimoine en région, puis un inventaire des bâtiments et du matériel à sauvegarder. Ces actions devraient être suivies d'un effort continu de

---

430. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 12.

restauration et de recyclage des bâtiments. Dans le cas où le matériel se trouve trop détérioré, il est suggéré d'utiliser les technologies et les moyens audiovisuels afin d'en garder des traces.

Il ressort de l'aboutissement des réflexions du Groupe de travail sur les musées scientifiques que l'action muséologique à entreprendre devrait au maximum viser à utiliser les infrastructures déjà établies. Cet objectif guide le concept d'intervention muséologique proposé. Ce concept comprend deux niveaux: "celui des structures de concertation, de gestion et de coordination, d'une part, et celui des équipements, d'autre part"<sup>431</sup>.

Au niveau des structures, le Rapport Seguin propose que le réseau d'action muséologique qu'il préconise soit constitué d'un Conseil national et de Conseils régionaux. Le Conseil national devra notamment s'occuper de collecte et de la gestion des collections de sciences naturelles et du patrimoine industriel et technique nécessaire à l'activité muséologique. Au niveau des équipements, il propose la mise sur pied d'un Musée National des sciences et de la technologie, rattaché au Conseil national, ainsi que de centres qui seront créés par les Conseils régionaux au fur et à mesure des besoins. Ces centres comporteront, au minimum, des services d'information, de documentation et de présentation d'«exhibits».

Le concept proposé par le Groupe de travail différencie ainsi totalement les activités de diffusion — qui seront assumées par le Musée National —, des activités de collecte et de conservation du patrimoine naturel et industriel — qui seront, quant à elles, assumées par le Conseil national. La conception de la

---

431. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid*, p. 19.

mission du Musée en est une essentielle de vulgarisation et de diffusion des connaissances scientifiques et techniques auprès du public. Elle ne concerne plus la préservation du patrimoine et des collections, ni même la recherche sur les collections, tâches qui reviennent à une instance distincte, en l'occurrence le Conseil national. Ce dernier n'en a pas moins pour autant lui aussi une fonction de communication puisque le Groupe de travail précise qu'une double perspective doit éclairer son action: la science et la communication.

Tel qu'il est présenté dans le Rapport Seguin, le Conseil national d'action muséologique en science et en technologie devrait avoir le statut d'une compagnie privée à but non lucratif. Ses fonctions seraient: la planification et la gestion du réseau, son animation et sa coordination, la programmation des activités nationales. Son rôle est ainsi d'assurer la gestion et l'administration courante des ressources nécessaires au fonctionnement du réseau. À cette fin, il doit notamment établir les politiques, les orientations générales et les objectifs du réseau, et proposer les moyens et les activités nécessaires à la réalisation de ces objectifs. Il est précisé que ce Conseil "ne se substituera pas à l'État, qui garde ses prérogatives dans la détermination des choix politiques, des moyens pour les réaliser et des grandes priorités à respecter<sup>432</sup>".

Le Conseil national doit aussi, conjointement avec les conseils régionaux, s'assurer que le réseau est bien doté en personnel et voir au perfectionnement et à la formation de ce dernier. Il doit également fournir la documentation et l'information scientifique et technique nécessaires aux membres du réseau, coordonner la production et la circulation des «exhibits» itinérants. En fait, le Conseil national doit prendre en charge tout ce qui déborde la compétence des

---

432. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 21.

Conseils régionaux. Dans l'immédiat, le Groupe de travail recommande que le Conseil national ait comme mandat prioritaire:

- de scénariser et programmer le Musée national des Sciences et de la Technologie;
- de mettre en place et de développer le réseau;
- d'établir conjointement avec les autorités concernées, une politique en rapport avec les collections nationales et un plan directeur concernant les problèmes d'archivage, d'inventaire, de cueillette, de conservation et de gestion des collections aussi bien dans le domaine des sciences naturelles que dans celui du patrimoine industriel et technique<sup>433</sup>.

Les **Conseils régionaux**, quant à eux, seront créés à la demande des régions elles-mêmes et en respectant les structures de fonctionnement qu'elles voudront se donner. Le Groupe de travail recommande un statut de compagnie privée à but non lucratif pour ces Conseils régionaux. Ils devront définir les politiques régionales d'action muséologique en science et en technologie et assurer leur mise en œuvre. Les Conseils régionaux devraient également se doter chacun d'un Centre des sciences et de la technologie, lieu privilégié de production et de présentation d'expositions à caractère scientifique et technique et extension du Musée national pour ce qui est des services d'information et de documentation<sup>434</sup>. Le mandat des Conseils régionaux est en fait: "d'assurer la coordination des activités muséologiques à caractère scientifique sur leur territoire, d'apporter un soutien technique et financier (...) et, bien entendu, de

---

433 Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 22.

434. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 37-38.



concevoir et d'implanter des programmes propres répondant aux problématiques du milieu<sup>435</sup>.

Chacune des instances du réseau doit fixer sa programmation, optimiser les liens entre les organismes et institutions qui œuvrent déjà dans la région, faire l'inventaire du patrimoine de son secteur, fournir un appui logistique aux scientifiques amateurs, aux associations et groupes poursuivant des activités à caractère scientifique. Le Rapport Seguin considère ainsi que l'action muséologique à entreprendre devrait:

( ) être étendue à l'ensemble du territoire québécois et présenter la plus grande souplesse possible dans ses modalités de fonctionnement. En effet, l'objectif d'accès au savoir scientifique et technique devrait être réalisé par un ensemble d'activités et d'expériences vécues: visites industrielles, présentations itinérantes, conférences, ateliers de travail, centres d'information et de documentation, etc. Cette action muséologique devrait intégrer les démarches qui existent déjà dans la plupart des régions, et susciter leur développement et leurs interactions.<sup>436</sup>

Quant au **Musée national des sciences et de la technologie**, le Rapport Seguin affirme qu'il doit être créé à Montréal, car il n'existe aucun établissement de ce genre au Québec. Il aura des fonctions de présentations publiques, de documentation, d'information et d'animation. Il doit viser à rapprocher le public de l'objet ou de «l'expérience» scientifique, et accorder une égale importance tant au contenu qu'à la présentation de l'information scientifique. Cela signifie que le Musée doit mettre l'accent sur la communication avec le public en revalorisant les fonctions d'animation et de vulgarisation et en encourageant la participation. Il est précisé que cette tendance ne signifie pas nécessairement l'abandon des collections ou de l'objet, mais plutôt une revalorisation des fonctions d'animation

---

435. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid*, p. 27.

436. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid*, p. 16-17.

et de vulgarisation<sup>437</sup>. Le Rapport Seguin rapporte en effet que “de simples dépositaires de collections, les musées se sont transformés en établissements publics résolument tournés vers la diffusion de connaissances scientifiques<sup>438</sup>”. Ils abandonnent ainsi peu à peu le champ de la recherche scientifique aux établissements d’enseignement et aux instituts spécialisés.

Aussi, la fonction première du Musée sera de produire et de présenter des expositions. A cet effet, il peut envisager trois types d’expositions:

- les expositions à grand déploiement portant sur des thèmes majeurs comme l’énergie nucléaire, qui pourraient après un temps limité circuler — en entier ou en partie — vers les Centres régionaux ou établissements associés;
- des expositions de moindre envergure sur des sujets d’actualité, qui pourraient circuler en entier vers les Centres régionaux;
- des expositions mineures plus permanentes, illustrant des lois fondamentales, des produits ou des objets et qui pourraient être enrichies avec le temps<sup>439</sup>.

Les membres du Groupe de travail préconisent la préparation et la présentation d’«exhibits» à caractère systémique et ouvert. Ils précisent que l’approche systémique “consiste à rassembler et à décrire tous les éléments importants qui constituent un système, et ce dans une perspective de décloisonnement<sup>440</sup>”. Par exemple, l’énergie hydroélectrique peut être décrite au niveau de sa technologie spécifique, au niveau des lois physiques (population, faune, flore, équilibre

---

437 Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 6.

438 Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 43.

439 Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 33.

440. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 18.

écologique) ainsi qu'au niveau de sa consommation. Quand au caractère ouvert d'un «exhibit», poursuivent les membres du Groupe de travail, "il consiste à permettre au spectateur-participant de choisir divers itinéraires à l'intérieur d'un «exhibit» systémique, selon ses préférences et ses intérêts, plutôt que de se voir imposer un cheminement unique et obligatoire".

La seconde fonction du Musée sera d'être le centre national de documentation et d'information scientifique et technique pour le grand public et pour les membres du réseau et leurs clientèles. Cela inclut une bibliothèque, une vidéothèque, une filmothèque, des banques de données sur les collections et même sur celles des grands musées étrangers. Le Musée devrait aussi fournir des salles de réunion et de conférences et organiser des colloques ou débats sur les grands thèmes scientifiques de l'heure. Il disposera également d'une librairie et de boutiques. Il est spécifié que des programmes d'activités muséologiques devront être développés pour rejoindre les divers publics cibles, avec une attention particulière aux clientèles scolaires: ateliers de travail, conférences, etc. Il est stipulé dans le Rapport qu'il apparaît primordial que le Musée national et les Centres régionaux évaluent périodiquement, non seulement la portée et la pertinence des programmes de recherche mis en place, mais aussi les goûts et désirs du public<sup>441</sup>.

Publié au printemps 1980, le Rapport Seguin est finalement rendu public pour consultation. Plusieurs mémoires provenant de différents ministères, de groupes ou d'organismes intéressés à cette question sont déposés au cours de l'été. La Société des musées québécois prend bien sûr position dans ce dossier. Elle apporte globalement son appui aux conceptions présentées dans le Rapport

---

441. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 46

Seguin. Elle souscrit à la principale recommandation du Groupe de travail sur les musées scientifiques de créer une institution muséologique à vocation scientifique.

La Société des musées québécois croit qu'il est important pour le Québec de posséder une institution muséologique à vocation scientifique. La technologie québécoise actuelle et son histoire doivent se refléter dans un musée national en sciences et en technologie qui se doit d'être au diapason de la technologie de pointe qui place la société québécoise parmi les peuples les plus développés au monde.

La création d'un tel musée, qui se doit d'être de calibre international, viendrait combler le retard que le Québec accuse dans ce domaine face aux autres nations ou sociétés.<sup>442</sup>

La Société des musées québécois est également partisane du développement conjoint d'un réseau qui regrouperait des établissements spécialisés chacun dans un des secteurs scientifiques. Elle insiste même sur la priorité à accorder à la consolidation et au développement du réseau muséologique déjà en place et trouve, qu'à cet effet, le Rapport Seguin ne prend pas assez en considération l'existence de ce réseau. De plus, elle défend le fait que le musée national ne doit pas empiéter sur l'amélioration du réseau, ni se faire au détriment de ce dernier. La critique la plus importante de la SMQ au Rapport Seguin concerne le rôle du Musée national en sciences et en technologie. La SMQ affirme qu'un tel musée ne peut se concevoir sans collections. Elle déclare:

C'est ainsi que le «Rapport Seguin» réduit le rôle du musée national en sciences et en technologie à des fonctions d'animation et de diffusion, en ignorant les véritables fonctions inhérentes à la définition même de tout musée, soit la constitution, la conservation et la gestion des collections et déléguant son rôle de recherche muséologique à des organismes à vocation non muséologique.<sup>443</sup>

---

442. SMQ, "Pour un véritable réseau muséologique en sciences et en technologie. Réflexion de la Société des Musées québécois à la suite du «Rapport final du groupe de travail sur les musées scientifiques», texte soumis au Conseil d'administration de la SMQ le 10 novembre 1980 et publié dans la revue *Musées*, vol. 4, n°1, mars 1981, p. 5.

443. SMQ, *ibid.*, p. 4.

La SMQ n'est pas la seule à déplorer cette emphase du musée national en sciences et en technologie sur la diffusion et la communication. Certains membres déplorent le fait que le projet de musée des sciences et des techniques ne mette pas suffisamment l'accent sur la conservation et la recherche, en se donnant comme objectif essentiel la vulgarisation. Ainsi Raymond Duchesne réagissant lui aussi au Rapport Seguin écrit:

Élire la vulgarisation scientifique à l'exclusion de toute autre responsabilité, telles la recherche et la conservation que peut avoir un musée envers son public et son objet, c'est prêter l'apparence à la substance et s'exposer à ériger, non pas le «temple de la science», mais le «temple de l'image de la science»<sup>444</sup>

Ainsi, comme en ce qui concerne la politique de développement muséologique du Québec, un certain nombre de personnes s'opposent à la conception du rôle des musées mise de l'avant par le gouvernement. Pour la SMQ, et pour d'autres également, la fonction première d'un musée scientifique et technique doit rester la constitution de collections, la sauvegarde et la conservation d'objets témoignant du passé et du présent technologique. Cela n'exclut pas, pour la SMQ, qu'il ait ensuite une fonction de diffusion et de vulgarisation, mais c'est à partir des collections qu'il doit remplir ces fonctions. Aussi la SMQ estime qu'il est tout à fait possible de faire coexister toutes ces fonctions dans un musée de sciences, l'une s'appuyant sur les autres:

Il est important d'assurer la diffusion et la vulgarisation des connaissances scientifiques actuelles, mais cela doit se faire en s'appuyant fortement sur la transmission des connaissances de l'évolution technologique et sociale d'un peuple; cela n'est possible qu'en s'appuyant sur les témoins matériels de cette évolution.<sup>445</sup>

---

444. Raymond Duchesne, *Le Devon*, 11 juillet 1980

445. Position de la SMQ exprimée par François T. Beaudet, vice-président de la SMQ, dans "Cri d'angoisse: expansion ou consolidation?", *Les Cahiers de l'Acfas. De la science au musée*, Suites et retombées d'un Colloque tenu en mai 1982 au 50<sup>e</sup> congrès de l'ACFAS, vol. 14, p. 59.

Malgré les encouragements reçus en faveur des réflexions du Groupe de travail sur les musées scientifiques, tous les intervenants en présence n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une formule de développement de la muséologie scientifique. Oscillant entre le modèle d'une centre de sciences du type de l'Ontario science Center, ou celui d'un musée de sciences et techniques, ou encore celui d'une institution novatrice, les différents intervenants mettent chacun de l'avant leurs conceptions. Finalement, le ministère des Affaires culturelles ne donne pas suite au Rapport Seguin. Fernand Seguin, déplore cette situation. Il en fait part publiquement dans un article du journal *Le Soleil*, daté du 27 septembre 1980. Il faut dire que l'échec du référendum de 1980 et la démission du gouvernement qui s'ensuit conduisent à des changements ministériels. Même si le gouvernement péquiste est réélu, l'orientation de la question muséale se trouve quelque peu transformée par la suite. Nous en poursuivrons l'analyse ultérieurement.

On a pu le constater tout au long de la présentation des documents de réflexion sur les divers aspects de l'évolution du dispositif muséal du Québec au tournant des années 1980, la question muséale se trouve au cours de ces années au confluent de plusieurs courants de pensée. Le développement des musées à travers le monde dans les années d'après-guerre a conduit à un accroissement de la préoccupation pour ces institutions, mais aussi à une évolution du champ muséal et même à une transformation de l'institution qu'est le musée. Aussi les débats concernant le dispositif muséal au Québec sont-ils loin d'être isolés. Ils s'inscrivent dans des courants de pensée qui s'affirment alors dans le champ muséal sur la scène internationale. Ils correspondent et se font écho du déplacement des ancrages des énoncés relatifs aux musées à travers le monde, tout en s'inscrivant dans la problématique spécifique du Québec. Intéressons-

nous à cette problématique des ancrages des discours québécois face à la complexité de l'évolution de la question muséale dans son ensemble. Cette dernière étant très importante, nous nous intéresserons aux autres formations discursives qui peuvent structurer les énoncés concernant le champ muséal québécois au tournant des années 1980 dans le chapitre suivant.

## 6.2. L'ENCHEVÊTREMENT DES FORMATIONS DISCURSIVES CONCERNANT LA QUESTION MUSÉALE

Dans la préface du document *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives*, le ministre Vaugeois explique qu'il souhaite que ce rapport soit "l'amorce d'une réflexion sereine et d'une vaste consultation sur l'avenir des musées et de la muséologie au Québec<sup>446</sup>". C'est donc à une grande réflexion sur les musées, leurs rôles, leurs missions, leurs fonctions que convie alors le ministre. C'est également à l'imagination et à l'audace des membres du Groupe de travail sur les musées scientifiques que fait appel le ministre afin de "transcender les formules traditionnelles". Et c'est aussi dans cette perspective qu'il faut regarder les diverses consultations publiques qui se déroulent autour de l'avenir du Musée du Québec à la même époque. L'ensemble des discours gouvernementaux concernant les musées au Québec s'appuient alors fortement sur les nouveaux courants qui s'affirment sur la scène internationale.

---

446. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec nouvelles perspectives*, op. cit., p. viii.

Ce n'est qu'au tournant des années 1950 que le mouvement de modernisation des musées amorcé au début du siècle a pris toute son ampleur. La prospérité qui suit les années d'après-guerre permet aux musées de connaître un nouvel essor — et ce à travers le monde — et de s'affirmer dans de nouveaux rôles. Souvenons-nous que les musées de sciences ont beaucoup influencé la transformation de tous les types de musées. C'est notamment sous leur impulsion que les musées se multiplient et se diversifient tout à la fois, tant dans leurs contenus que dans leurs formes. C'est l'éclosion des musées de plein air, des centres d'interprétation, des parcs nationaux, des écomusées, des centres de sciences, etc. Ce mouvement s'accompagne de vastes débats sur la spécificité des musées et sur ce que sont ou doivent être ces institutions.

L'effervescence muséale d'alors suscite l'intérêt des chercheurs pour ce secteur. Peu à peu, la muséologie acquiert le statut de discipline à part entière<sup>447</sup>. Dès lors, la perspective sociologique va marquer les études sur les musées, et ces derniers vont être analysés selon des angles différents. Les réflexions qui naissent contribuent à faire évoluer la conception habituelle des musées et de la muséologie. L'Icom s'est largement fait l'initiateur et le porte-parole de tels débats. Examinons de plus près le rôle qu'a pu jouer une telle organisation.

---

<sup>447</sup> G. H. Rivière précise qu'elle a peu à peu gagné le rang de science appliquée: en 1974, elle est enseignée dans quelques cent soixante-dix universités, instituts, musées et associations de musées. In *La muséologie selon Georges Henri Rivière, cours de muséologie, textes et témoignages*, Dunod, 1989, p. 63.



### 6.2.1. Le renouveau des formations discursives du champ muséal

Georges Henri Rivière fut l'un des co-fondateurs de l'Icom en 1947. Il fut également le directeur de cet organisme de sa création à 1962. Sous son impulsion, l'Icom regroupe, dès son origine, des établissements muséaux et des professionnels de musées de partout à travers le monde et de toutes disciplines. Rivière veut d'emblée que ce Conseil soit à la fois représentatif des musées du monde, mais aussi porte-parole des institutions muséales. C'est ainsi surtout à l'instigation de l'Icom et grâce aux contacts internationaux que cet organisme permet d'établir entre les institutions muséales, que se développent, à partir des années 1950, les échanges d'idées et les recherches sur les musées, leurs rôles, leurs fonctions, leurs missions.

Outre les conférences générales et les séminaires, l'Icom met en place, lors de sa création, deux publications qui servent efficacement à diffuser internationalement les idées, mais aussi à mobiliser les institutions muséales autour d'expériences et de réflexions nouvelles. Il s'agit de *Museum* — publiée à Paris par l'Unesco — qui prend en fait la relève de la revue *Museion*, ainsi que de *Icom News* (*Nouvelles de l'Icom*), publication plus modeste qui vise à faire connaître les travaux de l'Icom. Ces deux périodiques contribuent, notamment à travers les éditoriaux et les écrits de Rivière, à diffuser la conception de l'institution muséale telle que ce dernier l'envisage.

Georges Henri Rivière est en effet le co-rédacteur de la première définition internationale du mot musée, telle qu'adoptée dans les statuts de cet organisme: "L'ICOM reconnaît la qualité de musée à toute institution permanente qui

conserve et présente des collections d'objets de caractère culturel ou scientifique, a des fins d'étude, d'éducation et de délectation<sup>448</sup>».

A cette époque, cette définition fait preuve d'une grande ouverture, notamment si on la compare à l'ordonnance du 13 juillet 1945 qui, en France, définissait alors les collections des musées français comme constituées «d'œuvres présentant un intérêt artistique, historique ou archéologique». La définition française parle d'œuvres, induisant ainsi une optique esthétique, alors que la définition de l'Icom parle d'objets. De plus, la définition de l'Icom évite d'évoquer des disciplines précises. En ce sens elle répond au mouvement de spécialisation et de transformation que connaissent les établissements muséaux depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle.

Le premier numéro d'*Icom News*, paru en 1948, précise la définition du mot musée. Elle est essentiellement fondée sur la définition du contenu de ces institutions et sur leur ouverture au public:

Le mot «musée» comprend toutes les collections ouvertes au public d'objets artistiques, techniques, scientifiques, historiques ou archéologiques, y compris les zoos ou jardins botaniques, mais à l'exclusion des bibliothèques, sauf si elles entretiennent des salles d'exposition permanente.<sup>449</sup>

Cette définition met ainsi au même niveau les collections artistiques, techniques, scientifiques, historiques ou archéologiques. Qu'ils soient d'art, de sciences et techniques, zoos ou jardins botaniques, tous ces établissements muséaux sont officiellement considérés comme musées. Cette conception s'affirme comme le reflet de la ligne dominante dans les milieux professionnels de l'époque.

---

<sup>448</sup> ICOM, *Statuts*, 1947, article 3.

<sup>449</sup> Voir Georges Henri Rivière, *La museologie selon Georges Henri Rivière, cours de museologie, textes et témoignages*, Dunod, 1989, p. 82-83.

Elle est reprise de façon plus précise dans les statuts de l'Icom en 1951, article II. La définition introduit l'idée du musée en tant qu'institution permanente. Elle met l'accent sur l'aspect service public avec obligation d'administrer dans l'intérêt général. Dans cette définition de 1951, exposer est présente comme une fonction essentielle du musée, et ce autant dans un but d'éducation que de délectation:

Le mot «musée» désigne ici tout établissement permanent, administré dans l'intérêt général en vue de conserver, étudier, mettre en valeur par des moyens divers et essentiellement exposer pour la délectation et l'éducation du public un ensemble d'éléments de valeur culturelle: collections d'objets artistiques, historiques, scientifiques et techniques, jardins botaniques et zoologiques, aquariums...

Seront assimilés à des musées les bibliothèques publiques et les centres d'archives qui entretiennent en permanence des salles d'exposition.

La dichotomie entre délectation et éducation, entre jouissance et instruction a toujours existé dans l'histoire des musées selon Rivière. Aussi, dans cette définition rassemble-t-il ces fonctions au musée. Pour lui, la mission du musée moderne est la diffusion la plus large possible des connaissances véhiculées par ses collections. Toutefois, la volonté de viser un large public s'accorde également avec celle de ne négliger ni le plaisir ni l'apport de connaissances<sup>450</sup>.

L'élargissement de la définition du mot musée ne fait que croître dans les années qui suivent. Elle va de pair avec le mouvement de spécialisation et de diversification des établissements muséaux à travers le monde. Ce mouvement trouve d'ailleurs des échos, au cours des années 1950, dans le champ des sciences humaines. Ces dernières — qui avaient fait leur apparition dans le champ muséal en premier lieu dans les pays scandinaves —, s'affirment alors de plus en plus avec la mise sur pied de plusieurs musées d'ethnographie.

---

450. André Desvallées in *La muséologie selon Georges Henri Rivière*, *ibid*, p. 352-353

Après la première guerre, la France consacre en effet l'ethnographie en créant le Musée de l'Homme ainsi que le musée des Arts et traditions populaires à Paris. Ce dernier, initié par Georges Henri Rivière, reflète les nouvelles approches qui voient le jour en ethnologie et qui s'intéressent de plus en plus à la vie en société et aux relations des humains avec leur environnement. Dans une optique liant délectation et éducation, Rivière avait d'ailleurs instauré au Musée des Arts et Traditions populaires trois niveaux d'explications dans un même circuit: scientifique (explications très détaillées), éducatif (moins détaillé pour une lecture rapide) et culturel (explications parallèles que l'on peut se dispenser de lire). Ces principes muséographiques alors très novateurs s'étendront par la suite à d'autres musées.

Les nouveaux musées d'ethnographie sont alors les précurseurs d'une démarche multidisciplinaire en muséologie. Préoccupés par les questions sociales et la fragilité des civilisations, les expositions qu'ils présentent font appel à de multiples disciplines et cherchent moins à mettre l'accent sur la conservation des objets. Claude Lévi-Strauss avait d'ailleurs dit en 1954 de ces musées: "Il ne saurait s'agir exclusivement de recueillir des objets, mais aussi et surtout de comprendre des hommes<sup>451</sup>". C'est dans ce mouvement qu'il faut chercher les ancrages de l'évolution de la conception des musées dans les années d'après-guerre. Les musées ne veulent plus seulement être des conservateurs du passé. Ils veulent répondre aux préoccupations sociales et participer à la transformation des sociétés. Ces réflexions annoncent l'amorce d'une nouvelle façon de penser les musées, pensée qui va peu à peu se diffuser à travers le monde.

---

451. Claude Lévi-Strauss, "Place de l'anthropologie dans les sciences sociales", repris dans, *Anthropologie structurale*, Paris, 1958, p. 413.

En effet, les actions de l'Icom et celles de l'Unesco favorisent alors énormément la circulation des idées et des compétences muséales à travers le monde. Dans le but d'accroître la collaboration de tous les musées, ces instances internationales organisent régulièrement des séminaires et des conférences.

To promote knowledge about the use of museums, conferences and seminars are held periodically in key locations which by themselves show up the smallness of our planet, and with changing panels of professional participants. UNESCO's first Museum Seminar was held in Brooklyn, New York, in 1952; ICOM held a conference in Baghdad, Iraq, in 1967, and in Cologne, Germany, in 1968.<sup>452</sup>

Aussi, la définition du terme musée, présente dans les statuts de l'Icom de 1961 — titre II, articles 3 et 4 — témoigne-t-elle une nouvelle fois de l'évolution de la conception de ce qu'est un musée. La notion d'objet est étendue au patrimoine dans son ensemble. Un musée n'est donc plus seulement un bâtiment abritant des artefacts, et ce, notamment avec l'introduction des parcs naturels dans la définition des musées. Précisons que l'élargissement de l'attribut musée à des établissements nouveaux a aussi pour conséquence de permettre à ces derniers de devenir membre de l'Icom et de faire entendre leur voix.

L'ICOM reconnaît la qualité de musée à toute institution qui présente des ensembles de biens culturels à des fins de conservation, d'étude, d'éducation et de délectation.

Entrent dans cette définition:

- a. Les demeures, trésors d'église et autres édifices ou parties de monuments historiques, soumis à la visite réglementée du public.
- b. Les jardins botaniques et zoologiques, aquariums, vivariums et autres organisations qui présentent des spécimens vivants d'espèces végétales ou animales.

Peuvent être assimilés à des musées:

1. Les galeries d'exposition qu'entretiennent en permanence des bibliothèques publiques et des centres d'archives.
2. Les parcs naturels de caractère scientifique et éducatif.

---

452. Alma S. Wittlin, *Museums: in search of usable future*, Cambridge, Massachusetts and London, England, The MIT Press, 1970, p. 197.

Cette nouvelle perspective de ce qu'est un musée illustre la remise en question grandissante du rôle, des missions et des fonctions des musées et de la muséologie qui se dessine alors de plus en plus. Toutefois, cette perspective s'oppose aux conceptions encore dominantes, et qui sont alors fortement répandues dans les musées d'art. Selon Bernard Deloche la conception dont les musées d'art sont porteurs remonte à la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque le musée est devenu tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Le musée, création révolutionnaire, achèvement et légitimation des collections privées par la conversion du trésor sacré en patrimoine collectif, est devenu naturellement le gardien de l'identité culturelle de l'homme, le conservatoire de l'humain. Mais le culte qu'il encourage et qu'il perpétue est le culte idolâtre de l'homme considéré comme une créature hors du commun en tant que seul capable de se reconnaître dans ses propres œuvres.<sup>453</sup>

Selon Deloche, cette conception du musée a donné naissance à la notion de patrimoine culturel, notion qui serait née du moment où l'être humain a compris qu'il s'objectivait dans ses créations. Dès lors, l'œuvre d'art s'est trouvée couronnée comme irréductible symbole de l'humain, dans une esthétique sacralisante. Deloche ajoute toutefois que cette perspective se transforme: "par leur doute quant à l'identité même du sujet humain, les sciences de l'homme jettent une lumière nouvelle sur ce qui se trame dans les coulisses du musée<sup>454</sup>".

Georges Henri Rivière est justement de ceux qui remettent en question l'adéquation entre le musée et la collection. Pour lui, comme le note André Desvallées, "collection et conservation ne suffisent plus à définir la spécificité de

---

<sup>453.</sup> Bernard Deloche, "L'œuvre d'art au musée", texte de 1983 réédité in André Desvallées, textes choisis et présentés par, *Vagues, une anthologie de la nouvelle muséologie*, France, éd. W, M.N.E.S., coll. "museologia", vol. 2, 1994, p. 340.

<sup>454.</sup> Bernard Deloche, "L'œuvre d'art au musée", *ibid.*, p. 341.

l'institution muséale<sup>455</sup>”, et ce, aussi bien pour les musées d'art que pour les autres musées. La formation de collections n'est désormais plus perçue comme une fin en soi, mais comme un moyen pour les institutions muséales.

C'est à partir de cette conception que Georges Henri Rivière élabore et précise le concept de “l'écomuséologie” qui prendra une place importante dans le discours et les réalisations muséologiques des années 1960. Héritiers des musées d'ethnographie locale et de plein air, nés en Europe du Nord à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les écomusées sont issus de la montée de la préoccupation pour la disparition de certaines pratiques sociales. Au projet culturel et social dont l'objet est le support, ils ajoutent la nécessité de questionner les aspects du développement d'une communauté, ils prennent en compte les questions sociales en muséologie. De plus, les écomusées introduisent la problématique du territoire<sup>456</sup>.

Nés en France, les écomusées ne seront pas les seuls nouveaux types de musées dans ce genre à se développer. Qu'ils s'intitulent «écomusées», ou encore «musées de site» ou «centres d'interprétation», ces nouveaux musées se consacrent aussi bien à l'habitat, à l'environnement, au milieu industriel, etc. Ils “se veulent l'expression de la diversité culturelle, moyens d'affirmer l'identité de communautés ethniques ou sociales qui se reconnaissent autour d'un territoire, d'une activité agricole ou d'un patrimoine industriel<sup>457</sup>”. Comme le décrit

---

455. André Desvallées in *La muséologie selon Georges Henri Rivière*, op. cit., p. 345.

456. Jean Davallon, “Philosophie de l'écomusée et mise en exposition”, in *Claquemurer, pour ainsi dire, tout l'univers. La mise en exposition*, Paris, Centre Georges Pompidou, Centre de Création Industrielle, coll. “alors:”, 1986, p. 105.

457. Roland Schaer, *L'invention des musées*, Paris, Découvertes Gallimard/Réunion des musées nationaux, p. 107.

Jacqueline Eidelman, ils "mobilisent patrimoines et acteurs de l'histoire locale en vue d'une mise en contexte des savoirs<sup>458</sup>". Où réside exactement l'originalité des écomusées se demande F. Dagognet?

D'abord l'élargissement de la notion de patrimoine qui ne connaît plus de frontières (...). Le musée s'est disséminé. Et ce n'est plus tel ou tel qui entre au musée, mais c'est le musée qui pénètre dans tout le territoire (paysages fragiles, gare délaissée, ancienne forge, cités ouvrières, etc.).<sup>459</sup>

Si ce mouvement a connu un fort développement en Europe, il s'est également manifesté en Amérique du Nord. Comme le décrit Wittlin, dans les années 1960, plusieurs tendances se font sentir dans les musées américains:

They concern the contents of exhibitions, their styles of presentation, and administrative organization:  
 An increasing interest and changes of taste in art museums  
 An increasing concern with ecology, in both museums of natural history and anthropology  
 An awareness of minority groups  
 Manners of display tending toward a Total Environment  
 A museum-school marriage  
 A new emphasis on research  
 Multi-track versus one-track establishments.<sup>460</sup>

Ces transformations profondes des dispositifs muséaux à travers le monde ainsi que l'évolution des formations discursives entourant leur développement conduisent, dès les années 1960 mais surtout au cours des années 1970, à l'émergence d'un nouveau courant de pensée. Il prendra le nom de "nouvelle muséologie<sup>461</sup>" et fera sentir son influence dans les rangs de l'Icom et de

---

458. Jacqueline Eidelman, "La science au musée: des cabinets d'amateurs aux centres de culture scientifique", in Nicolas Witkowski (sous la direction de), *L'état des sciences et des techniques*, Montréal - Paris, Boréal - La Découverte, 1991, p. 104.

459. François Dagognet, *Le musée sans fin*, Paris, Champ Vallon, coll. "Milieux", p. 85.

460. Alma S. Wittlin, *Museums: in search of usable future*, op. cit., p. 175.

461. Pour plus d'informations sur la naissance du mouvement de la nouvelle muséologie et sur les idées que ce mouvement a véhiculées, voir André Desvallées, textes choisis et présentés



l'Unesco. Le courant de la nouvelle muséologie questionne et remet en cause toute l'institution muséale dans ses fondements les plus profonds, elle vise à repenser autrement les musées. Sur le plan théorique, pour reprendre les termes d'André Desvallées, la démarche de la «nouvelle muséologie» s'inscrit dans une définition globalisante du musée et de la muséologie:

Le concept «musée» couvre l'univers entier et tout est donc muséalisable, le musée étant le lieu spécifique où l'on peut étudier les relations de l'homme à la réalité de l'univers dans sa totalité, et la muséologie étant la science des relations de l'homme à la réalité de l'univers.<sup>462</sup>

Sur le plan pratique, toujours selon Desvallées, cette définition conduit naturellement à des musées interdisciplinaires, voire pluridisciplinaires, ainsi qu'à des méthodes de travail également interdisciplinaires. La nouvelle muséologie se fait porteuse d'une conception des musées et des expositions qui soient thématiques, qui fassent appel à un ensemble de disciplines et ne se cantonnent plus à une discipline unique. Ainsi, la nouvelle muséologie met l'accent sur la vocation sociale du musée et son caractère interdisciplinaire, en même temps que sur des modes d'expression et de communication renouvelés. Alain Nicolas souligne que la nouvelle muséologie ne cherche pas à faire apprendre mais à faire comprendre; il précise:

La «nouvelle muséologie» vise d'abord à faire en sorte que *le passe soit générateur de projet*. Elle considère que le musée est une structure qui doit relever du social avant que de relever d'une culture cultivée de gens bien pensants. Vu sous cet angle, le musée intéresse les sciences humaines et principalement la sociologie.<sup>463</sup>

---

par, *Vagues, une anthologie de la nouvelle muséologie*, éditions W. MNES, coll. "museologia", vol. 1, 1992, et vol. 2, 1994.

462. André Desvallées, "Présentation", in *Vagues, une anthologie de la nouvelle muséologie*, vol. 1, éditions W. MNES, coll. "museologia", 1992, p. 21.

463. Alain Nicolas, "L'avenir du musée, le musée de l'avenir", in Jacques Hainard et Roland Kaehr (textes réunis et édités par), *Temps perdu, temps retrouvé*, Neuchâtel (Suisse), Musée d'ethnographie, 1985, p. 114.

L'extension de la préoccupation des musées envers les êtres humains, envers la société toute entière, marque incontestablement un changement de perspective, changement qui est encore renforcé, précise Desvallées, par l'affirmation dans ces mêmes années de l'importance de l'écologie. En 1972, un important colloque organisé par l'Icom se tient en France sur le thème *Musées et environnement*.

Il s'appliqua à répondre aux questions posées par la création des Parcs naturels et par l'organisation de nouvelles formes de musées dans leur cadre. S'ajoute ainsi à l'étude de la société, celle de la nature, toujours dans une vision globale (...), il s'agit d'étudier les milieux dans leur intégralité écologique. (...) *Le musée c'est la nature même*<sup>464</sup>.

Hugues de Varine — qui succède à G. H. Rivière au poste de directeur de l'Icom de 1966 à 1975 —, propose même l'idée de musée intégral:

[L]e musée dont nous parlons ici n'est plus d'art, d'histoire, d'archéologie, d'ethnologie, de sciences. Il n'a plus de limites si ce ne sont les limites mêmes de l'homme. Ce musée présente tout en fonction de l'homme: son environnement, ses croyances, ses activités, de la plus élémentaire à la plus complexe. Le point focal du musée n'est plus l'"artefact" mais l'Homme dans sa plénitude.<sup>465</sup>

G. H. Rivière n'adhère toutefois pas à cette idée, mais il fait partiellement sienne l'idée de développement promue également par de Varine. Selon lui, les musées doivent considérer les témoins de la mémoire comme des instruments culturels et s'en servir pour sensibiliser les populations à leur histoire et les inviter à envisager l'avenir en tirant les leçons du passé. Cette conception est à rapprocher de l'élargissement de la notion de culture telle qu'elle est alors véhiculée par l'Unesco. Dans les années qui suivent, la conception des musées ne cesse d'évoluer au sein de l'Icom. La mission éducative des musées apparaît même

---

<sup>464</sup>. André Desvallées, in *La muséologie selon Georges Henri Rivière, op. cit.*, p. 357-358.

<sup>465</sup>. Hugues De Varine, "Le musée au service de l'homme et du développement", 1969, texte réédité in André Desvallées (textes choisis et présentés par), *Vagues, une anthologie de la nouvelle muséologie*, France, éd. W, M.N.E.S., 1992, p. 59.

comme une priorité dans les discussions entourant leur rôle; ils sont de plus en plus considérés comme des instrument culturels.

Grace Morley écrit: "Both Unesco and Icom consider museum education of major importance and it would be difficult to name a country of which the museums stand aloof from the educational movement<sup>466</sup>". Toutefois, l'éducation n'est pas entendue dans un sens scolaire; la fonction éducative du musée s'élargit au point de faire de l'institution muséale un acteur social d'envergure.

Sa fonction éducative doit devenir prioritaire, afin d'aider les peuples à résoudre leurs problèmes de société, non seulement dans le cadre des sociétés industrielles de plus en plus en crise, mais surtout dans les pays en voie de développement pour lesquels l'instrument muséal n'est pas du tout adapté.<sup>467</sup>

Desvallées note également que dans une conférence faite à l'Unesco en 1969, Duncan F. Cameron avait rappelé qu'en tant qu'institution, le musée est par définition un produit de l'évolution sociale. Lors de la Conférence générale de l'Icom en 1971, les discussions tournèrent d'ailleurs autour de ce thème, et ce, avant même que l'Icom n'adopte, en 1974, une nouvelle définition allant dans le même sens. Par exemple, John Kinard affirmait lors de la Conférence générale de l'Icom de 1971: "Si les musées veulent satisfaire les besoins de l'homme d'aujourd'hui et de demain, ils doivent s'impliquer dans tous les domaines de la vie"; de plus il poursuit: "Les musées doivent montrer comment le pouvoir du savoir, le pouvoir de la science, celui de l'histoire et celui de tout ce qu'il y a sur

---

466. Grace Morley, *Museums Today*, Department of museology, Faculty of Fine Arts, M. S. University of Baroda, 1981, p. 94.

467. André Desvallées, in *La muséologie selon Georges Henri Rivière*, op. cit., p. 357.

terre et de ce qui arrive lorsque nous en faisons fi, peuvent transformer la vie de l'homme<sup>468</sup>".

C'est en effet au cours de ces années que l'Icom "officialise" en quelque sorte la mission sociale des musées en préconisant la multiplication de l'ancrage de ces institutions dans les sociétés contemporaines, et en introduisant la fonction de communication dans la définition d'un musée. En 1974, l'accent est mis sur la mission culturelle des institutions muséales par l'intermédiaire du contenu et de la finalité profonde de l'institution. De plus, la notion de développement vient s'ajouter à la définition proposée par l'Icom. Le musée ne doit plus être seulement orienté vers le passé, mais aussi vers le présent et le futur. Telle est la définition de 1974:

Le musée est une institution permanente, sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public, et qui fait des recherches concernant les témoins matériels de l'homme et de son environnement, acquiert, ceux-là, les conserve, les communique et notamment les expose à des fins d'études, d'éducation et de délectation.

L'ICOM admet comme répondant à cette définition, outre les musées désignés comme tels:

- a. Les instituts de conservation et galeries d'exposition dépendant des bibliothèques et de centres d'archives;
- b. les sites et monuments archéologiques, ethnographiques et naturels et les sites et monuments historiques ayant la nature d'un musée pour leurs activités d'acquisition, de conservation et de communication;
- c. les institutions qui présentent des spécimens vivants tels que les jardins botaniques et zoologiques, aquariums, vivariums, etc.

La notion de «témoin», comme le fait remarquer Desvallées "permet d'envisager tout type de patrimoine, et laisse entrevoir que les témoins ne sont pas toujours

---

468. John Kinard, "Pour satisfaire les besoins du public d'aujourd'hui", texte de la Conférence générale de l'Icom de 1971, traduit de l'anglais: "To meet the needs of today's audience", *Museum News*, mai 1972, p. 15-16, repris dans André Desvallées (textes choisis et présentés par), *Vagues, une anthologie de la nouvelle muséologie*, France, éd. W, M.N.E.S., 1992, p. 238 et 240.

des objets concrets<sup>469</sup>". Cette définition reflète une conception qui souhaite faire du musée une véritable institution au service de la société, une institution ayant pour objectifs l'étude des rapports des humains, de l'univers et de la société, dans le but de son développement. Ce sont de moins en moins les collections, les objets qui se trouvent au centre des préoccupations des musées, mais les êtres humains. Les musées semblent dès lors ne plus avoir de justification sans une fonction sociale précise.

Les musées et la muséologie aujourd'hui concentrent leur attention sur les êtres humains, non sur les objets, collections, édifices ou activités. (...) En vue de comprendre le processus de préservation, la muséologie s'oriente vers le domaine conceptuel de la relation être humain-objet. Elle interprète aussi la façon dont les gens vivent leur relation au processus de changement et de continuité dans les mondes naturel et social.<sup>470</sup>

Selon Desvallées, c'est alors "une véritable révolution, en regard de la muséologie traditionnelle<sup>471</sup>". Lieux de mémoire et de savoir, les musées doivent aussi servir le développement social, mettre l'accent sur l'accessibilité, sur la diffusion et sur la communication. Aboutissement de toutes les réflexions des années précédentes, ce renouvellement général de la doctrine muséale au début des années 1970 est loin d'être accepté par l'ensemble des musées rassemblés au sein de l'Icom. Les musées traditionnels, dont les musées d'art, défendent leurs positions, et l'ouverture sociale, comme les tendances interdisciplinaires, restent alors encore l'exception.

Mais l'élargissement de la définition du mot musée permet de faire en sorte que les nouvelles institutions muséales soient membre à part entière de l'Icom. Dès

---

469. André Desvallées, in *La muséologie selon Georges Henri Riviere*, *op. cit.*, p. 357.

470. Judith K. Spielbauer, in *La muséologie selon Georges Henri Riviere*, *ibid.*, p. 360.

471. André Desvallées, in *La muséologie selon Georges Henri Riviere*, *ibid.*, p. 357.

lors, le rapport de force entre les nouvelles institutions et les institutions plus traditionnelles va changer, et les idées novatrices vont pouvoir s'affirmer avec plus de force. Aussi, la mise au point constante des définitions au sein de l'Icom témoigne des mouvements profonds de rénovation du musée et du travail des représentants institutionnels des musées du monde entier. Weis fait aussi remarquer que ces définitions manifestent du travail "de toute une profession, en quête d'une affirmation plus pertinente de ses spécificités et de ses rôles"<sup>472</sup>.

Mentionnons qu'en 1983, lors de sa quatorzième assemblée générale à Londres, l'Icom rajoute les deux points suivants à la définition de 1974: d) les parcs naturels; e) les centres scientifiques et planétariums. Ces deux points consacrent ces endroits comme des musées à part entière et non plus seulement comme des lieux qui peuvent leur être assimilés. Ils donnent droit à ces institutions d'être membre de l'organisation internationale. Les parcs naturels avaient déjà été inclus dans la définition de l'Icom en 1961, à condition qu'ils aient un caractère scientifique et éducatif; par la suite, la définition parlait de sites naturels. Quant aux centres scientifiques et aux planétariums, c'est la première fois que la définition les inclue spécifiquement comme étant des musées.

Les centres de sciences, nés dans la seconde moitié des années 1960, se sont effectivement vus à l'origine refuser le nom de musée. Cette nouvelle génération de musées scientifiques opte plutôt pour prendre le nom de centres de sciences, influencée qu'elle est alors par tout ce que les expositions universelles avaient pu apporter comme nouvelles pratiques, ainsi que par les réussites du Museum of Science and Technology de Chicago et du Palais de la Découverte de Paris qui étaient de véritables prototypes du centre de sciences. Parmi les premiers centres

---

472. H. Weis, in *La muséologie selon Georges Henri Rivière*, *ibid.*, p. 87.

de sciences, l'Evolution d'Eindhoven aux Pays-Bas ouvre ses portes en 1966, en 1969, c'est le tour de l'Exploratorium de San Francisco, du Lawrence Hall of Science à Berkeley et de l'Ontario Science Center à Toronto. En 1973 est même créée l'Association des Centres de Science et de Technologie (ASTC: Association of Science-Technology Centers). Cette dernière représente un "véritable véhicule des idées nouvelles qui se développent autour des objectifs et de la fonction des musées des sciences et un moyen de communication et d'échange entre eux<sup>473</sup>".

Dès leurs débuts, laissant de côté le mot musée synonyme pour eux de vitrines poussiéreuses et d'objets statiques, les centres de sciences proposent une approche muséologique différente. La diffusion des connaissances scientifiques dans une atmosphère de loisirs apparaît être leur objectif central.

Décrivant l'approche privilégiée par les centres de sciences, Claude Faubert montre comment ils se distinguent des musées scientifiques:

L'objet comme témoin du passé perd la place d'importance: on le remplace par une illustration animée des lois et principes scientifiques de base et par une présentation dynamique des techniques actuelles. (...) On a constaté qu'une trop grande importance donnée à l'histoire et à la préservation du passé aboutit inévitablement à privilégier ce passé plutôt que l'avenir, la protection plutôt que la communication, l'exposition statique plutôt que l'enseignement vivant. Science et technologie ne se pratiquent pas en regardant des objets derrière une vitrine ou en lisant des livres.<sup>474</sup>

Danilov précise que malgré les différences qui les distinguent, les centres de sciences possèdent de nombreuses caractéristiques similaires. Selon lui, la plupart des institutions sont:

---

473. Michael Templeton, "Centres de Science et de Technologie", *Culture technique*, CRCT, n°4, février 1981, p. 39.

474. Claude Faubert, "La place de l'objet", *Continuité*, hiver 1985, n°26, p. 25.

- largely devoted to the physical and life sciences, engineering, mathematics, industry, and health;
- usually contemporary rather than historic;
- primarily participatory, making extensive use of constructed exhibits that encourage the visitor to conduct experiments and interpret the results,
- publicly and educationally oriented with the intent of making museum-going entertaining as well as enlightening.<sup>475</sup>

Les centres de sciences marquent ainsi un moment de transformation important dans le champ de la muséologie. Au tournant des années 1970, ils se multiplient partout à travers le monde, apportant de nouvelles manières de faire qui, peu à peu, s'implantent dans les musées de sciences existants, mais aussi s'étendent aux autres catégories de musées. Ces centres de sciences introduisent notamment un foisonnement de nouvelles technologies de communication permettant aux visiteurs d'interagir, de participer. Ils se veulent des instruments de communication attrayants, attirant un public toujours plus vaste et l'amenant à s'intéresser aux sciences et à la technologie dans un contexte autre que le scolaire.

La définition de ce qu'est un musée par l'Icom a peu évolué depuis 1983, si ce n'est l'ajout, en 1989, d'un sixième point qui inclut toutes les autres institutions ne faisant pas partie des points précédents, mais "ayant certaines ou toutes les caractéristiques d'un musée, ou donnant à des musées et à des professionnels de musée les moyens de faire des recherches dans les domaines de la muséologie, de l'éducation ou de la formation<sup>476</sup>".

Au fil de la transformation des définitions de l'Icom, on a pu constater une adaptation dans un sens de plus en plus large — pour ne pas dire sans limites — de la définition de l'institution muséale. Les prises de position de cette organisation

---

475 Victor J. Danilov, *Science Center Planning Guide*, Washington, D.C., Association of Science-Technology Centers, 1985, préface.

476. Icom, *Statuts adoptés par la XVI<sup>e</sup> assemblée générale*, article 2, 1989.



ont fortement contribué à influencer ses membres et, par conséquent l'évolution du paysage muséologique à travers le monde. Bernard Deloche avance:

Le musée éclate dans ses fonctions, il cesse d'être un bâtiment de même qu'il n'a plus pour tâche de rassembler des œuvres pour les protéger et les isoler. Le musée d'aujourd'hui marque nettement cette évolution, il essaie d'accueillir en lui l'art vivant (Beaubourg), de s'associer à la création ou de l'annexer, il renonce à tout contenir dans ses murs (ecomusées), il néglige la durée (expositions temporaires), il ne thésaurise plus, mais collecte des informations. Le musée devient centre de traitement et d'analyse. 477

Nous venons de tracer les grandes lignes du renouveau de la pensée muséale sur la scène internationale, de l'après-guerre au tournant des années 1980. À la fois le lieu d'affrontement des positions traditionnelles et modernes, les organismes internationaux dans le domaine des musées ont également fortement contribué à la diffusion de nouvelles idées. Que ce soit lors des assemblées générales, lors de séminaires ou dans les publications de ces organismes, les débats témoignent des transformations en cours dans la structuration et la formation des dispositifs muséaux de divers pays. Dans les années 1970, au Québec, toutes ces idées trouvent un certain écho, on a pu s'en rendre compte au cours de la présentation des documents de réflexion en vue de l'évolution du dispositif muséal de la province. Examinons plus en détail cet état de fait.

### 6.2.2. L'adaptation de la pensée muséale du gouvernement québécois aux nouvelles réalités

Dans la préface du document *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives*, le ministre Vaugois déclare que le retard considérable du Québec

---

477. Bernard Deloche, *Museologica, contradictions et logique du musée*, Librairie philosophique J. Vrin, 1985, première édition, p. 95-97.

dans le domaine de la muséologie comporte toutefois certains avantages: "il nous permet de partir d'un meilleur pied et de nous situer d'emblée, grâce à l'expérience acquise ailleurs, à l'avant-garde dans le domaine de la muséologie<sup>478</sup>". Le ministre reconnaît ainsi l'inspiration que peut puiser son ministère dans les expériences et les réalisations étrangères. Il préconise d'ailleurs que la Direction générale des musées au sein du ministère des Affaires culturelles maintienne des rapports étroits avec les organismes et les associations qui, dans le monde, s'intéressent au progrès de la muséologie, et ce, afin de pouvoir profiter de leurs expériences<sup>479</sup>. De plus, il n'hésite pas à dire qu'il est nécessaire d'élaborer de nouveaux concepts, et ce "en s'inspirant des idées les plus modernes", pour rendre les musées attrayants au public.

Le ministère des Affaires culturelles constate en effet que bien que des efforts aient été tentés depuis 1976 pour attirer le public dans les musées, "dans bien des cas le musée n'intéresse encore qu'une faible portion de la population<sup>480</sup>". Il faut dire qu'à cette époque, bien que diverses réalisations aient vu le jour dans le secteur muséal, il n'y a pas encore de tradition muséologique forte au Québec. Les musées sont souvent affublés d'une image poussiéreuse. Malgré l'expérimentation et le développement de quelques nouvelles formules, telles les centres de la nature et les centres d'interprétation, le retard à rattraper est important. Aucune politique d'ensemble n'a encore été mise sur pied dans ce secteur et beaucoup d'établissements fonctionnent sans grands moyens budgétaires, ni en personnel.

---

478. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives*, op. cit., p. viii.

479. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 89.

480. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, annexe A, p. 143-144.

Pour ce qui est du développement d'une politique muséale pour le Québec, le ministre affirme vouloir s'en tenir à la conception des musées et des centres d'exposition au sens habituel: "on n'a point voulu parler d'écomusées, de musées-jardins, de musées ouverts ni de centres d'interprétation, par exemple" — types d'établissements dont le Livre blanc préconisait toutefois le développement. Cette conception habituelle des musées est à rapprocher de celle du "patrimoine muséologique" défini dans ce même document. En effet, les auteurs de *Musées et muséologie au Québec* constatent que cette notion est souvent définie de façon très large et peu précise.

L'Association générale des Conservateurs des collections publiques de France, par exemple, va jusqu'à étendre le patrimoine à «l'ensemble de tous les biens naturels ou créés par l'homme sans limite de temps ni d'espace». On pourra, à bon droit, penser que, si tout est patrimoine, d'une part, et que, s'il faut préserver le patrimoine, d'autre part, rien ne sera effectivement préservé.<sup>481</sup>

Suite à ce constat, le ministère des Affaires culturelles reconnaît que s'il est vrai que le patrimoine matériel, au sens large, est à la fois formé de sites naturels ou historiques et de biens immobiliers, il est aussi formé de biens mobiliers. Ce sont surtout ces biens mobiliers — qu'ils soient des œuvres d'art, ou qu'ils relèvent de l'anthropologie, de l'ethnographie et des techniques — que le ministère considère comme rentrant dans la définition du patrimoine. Du moins, dans le cadre de ce présent document, et ce, afin que cela corresponde au sens habituel donné au mot musée.

Même s'ils n'ont pas voulu parler, dans ce document, des nouvelles formes d'établissements muséaux, les auteurs de *Musées et muséologie au Québec* soulignent que "le ministère s'intéresse beaucoup à ces nouvelles formules et

---

481. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 13-14.

qu'il les étudie actuellement<sup>482</sup>". Effectivement, René Rivard<sup>483</sup> confirme qu'à partir du milieu des années 1970, le Québec a porté une grande attention à de nouvelles formes de muséologie, notamment en établissant des contacts informels avec la France où les écomusées avaient vu le jour. Nous avons déjà précisé l'influence des contacts privilégiés entre la France et le Québec en matière de culture à partir des années 1960. Ces liens s'intensifient dans les années 1970 et jouent un grand rôle dans le développement du dispositif muséal au Québec. L'avantage de l'utilisation d'une langue commune (le français), fait en sorte que la documentation et les communications traversent rapidement l'Atlantique vers le Québec. René Rivard précise même que la formule de l'écomusée avait été proposée à la section québécoise de Parcs Canada pour l'ensemble historique de Grande-Grave au parc national Forillon en Gaspésie. Mais à cause des statuts limitatifs de cet organisme fédéral, cette formule basée sur la participation populaire n'avait malheureusement pu être adoptée.

Toutefois, plusieurs fonctionnaires ont alors étudié attentivement les parcs français, leurs pratiques de conservation et d'animation. Peu à peu, poursuit Rivard, des stages et des échanges plus formels se sont organisés entre ces deux pays. La formule de l'écomusée semble alors pleine de promesse et le Québec s'y intéresse vivement. Selon lui, le point culminant est atteint en 1979 alors que deux groupes importants font, grâce à l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), des échanges de stages d'un mois qui déboucheront sur la mise sur pied des premiers écomusées au Québec: celui de la Haute-Beauce, puis celui de la Maison du Fier-Monde à Montréal, réalisations qui seront suivies d'autres. Rivard

---

482. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. vi.

483. René Rivard, "Les écomusées au Québec", *Museum. Images de l'écomusée*, n°148, 1985, p. 202-205.

souligne d'ailleurs l'implication grandissante de l'OFQJ dans d'importants programmes d'échange entre la France et le Québec à cette époque. Bientôt le Québec développe certaines différences par rapport aux écomusées d'Europe, affirmant leur caractère propre et contribuant, de ce fait, à l'évolution de la nouvelle muséologie.

Ainsi, si le ministère des Affaires culturelles déclare s'en tenir à la conception habituelle des musées dans le document *Musées et muséologie au Québec*, il en va tout autrement de sa conception de la muséologie qui, elle, se veut novatrice. Dans le développement de son dispositif muséal de la fin des années 1970 — comme d'ailleurs dans l'élaboration et la construction de son dispositif culturel au cours des années 1960-1970 —, le Québec s'est beaucoup référé aux prises de position des organisations internationales et aux expériences étrangères. Soulignons l'invitation faite à l'été 1978 par Denis Vaugeois aux deux muséologues français de renom Georges Henri Rivière et Hugues de Varine. Suite à sa visite au Québec, Rivière publie à l'automne 1978 un texte intitulé "Plaidoyer pour un musée d'histoire naturelle et humaine du Québec"<sup>484</sup>. Nul doute que la présence de ces partisans du renouveau de la pensée muséologique que sont Rivière et de Varine ont influencé la réflexion en cours au ministère des Affaires culturelles du Québec. Elle a sûrement également contribué à donner du poids et de la légitimité aux idées véhiculées alors au sujet de l'évolution du dispositif muséal de la province. Ces idées sont effectivement visibles dans l'esprit du projet d'agrandissement du Musée du Québec, dans celui du document *Musées et muséologie au Québec*, ainsi que dans le projet de développement de la muséologie scientifique dans la province.

---

484. Conseil parmanent des musées, *Rapport du conseiller permanent*, "Plaidoyer pour un musée d'histoire naturelle et humaine du Québec", 1978, photocopié, 15 p.

Le Groupe de travail sur les musées scientifiques note justement que, s'appuyant sur un mouvement de transformation des musées qui a débuté autour des années 1960, la tendance actuelle dans le cas des musées scientifiques consiste justement à mettre l'accent sur la communication avec le public. L'objectif d'une telle démarche consiste essentiellement à encourager la participation du public. Le Rapport Seguin souligne d'ailleurs lui-même que cette préoccupation est au cœur de la démarche actuelle du ministère des Affaires culturelles dans le domaine muséologique.

Dans la préface de *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives*, le ministre Vaugeois n'hésite pas à se référer aux "spécialistes de la muséologie" qui se proposent de repenser le musée et son rôle.

Les spécialistes de la muséologie nous disent, à partir de leur propre expérience, qu'il faut repenser le musée et son rôle, qu'il faut le décroisonner, en faire un lieu familier où le public se retrouve avec plaisir et se sente chez lui, où il apprenne à se mieux connaître, — tout en l'enrichissant, à son tour, de son apport, sous la forme de réactions, de critiques, de suggestions, etc.

Les mêmes spécialistes nous disent encore que le musée contemporain ne saurait se laisser «enfermer» dans une discipline unique, qu'il doit se préoccuper d'«inter-relations», ou, si l'on veut, favoriser l'interdisciplinarité.<sup>485</sup>

Reprenant le point de vue de Pontus Hulten, directeur du Musée national d'art moderne au Centre National Georges-Pompidou à Paris, le ministre des Affaires culturelles déclare: «nous savons aujourd'hui que le cloisonnement entre l'art, la littérature, la science et la vie est une notion qui n'appartient pas au monde du futur...<sup>486</sup>».

---

485. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives*, op. cit., p. viii-ix.

486. Le ministre des Affaires culturelles citant Pontus Hulten, "Le musée de demain", *Revue 2000*, n°32, consacré à l'innovation culturelle, p. 7.

Précisons que le Centre Pompidou, communément appelé Beaubourg, avait été inauguré en 1977. Il représente alors une véritable innovation dans les institutions culturelles et provoque de nombreuses contestations. Pluridisciplinaire, cet établissement se veut à la fois musée et centre de création pour tous les arts, que ce soit la peinture, l'art plastique, le cinéma, la musique, les livres, etc. En affichant sa transparence et son accessibilité, grâce à son architecture industrielle, il se veut également un établissement pleinement ouvert sur son environnement urbain. Synthèse des innovations introduites par les institutions de type écomusées ou centres d'interprétation, ainsi que de celles issues du courant de la nouvelle muséologie, il incarne, lors de sa création, la jonction de ces conceptions novatrices avec celle d'une forme plus traditionnelle de musée circonscrit dans un bâtiment, même si ces activités débordent de ce cadre strict. Il représente le musée comme étant désormais indissociablement à la fois un lieu d'éducation, d'animation, et de loisir, ouvert au grand public et sur son environnement.

Le ministre des Affaires culturelles du Québec, Denis Vaugeois, souhaite répondre à l'invitation de Pontus Hulten, directeur du Musée national d'art moderne au Centre National Georges-Pompidou à Paris, et créer des institutions nouvelles, qu'elles soient muséologiques ou autres. Il faut dire que le succès que rencontre le Centre Pompidou dès son ouverture prouve l'adhésion des visiteurs à cette formule<sup>487</sup>. Cette réussite contribue sans aucun doute à la popularité de son concept auprès de personnalités comme le ministre Vaugeois qui souhaite voir le public québécois investir massivement les institutions

---

487. Dans les sept premiers mois de son ouverture, en 1977, Beaubourg a accueilli plus de quatre millions de visiteurs, six millions pour sa première année d'existence. Cela représente en moyenne 20 000 visiteurs par jour et 40 000 visiteurs les jours de pointe. Voir André Conquet, *Des musées pour quoi faire? Conservatoires du passé ou tremplins pour l'avenir*, Paris, Le Centurion, 1981, p. 60.

muséales. À l'instar de Pontus Hulten, le ministère des Affaires culturelles souhaite en effet que les musées contemporains ne se laissent pas enfermer dans une discipline unique, qu'ils se préoccupent plutôt d'inter-relations et qu'ils favorisent l'interdisciplinarité.

Ayant également visité le Centre National Georges-Pompidou, les membres du Groupe de travail sur les musées scientifiques adhèrent à cette idée. Ils proposent que le Musée National des sciences et de la technologie, par ses caractéristiques systémiques, soit ouvert aussi bien aux sciences physiques, aux sciences naturelles et à la technologie. De plus, le Groupe de travail précise que, pour le choix des thèmes abordés par le Musée, on doit faire appel à des scientifiques, à des techniciens, à des ouvriers spécialisés, à des graphistes et à des communicateurs: "Le personnel scientifique, les animateurs et les «designers» devront travailler de façon concertée et le Conseil national devra favoriser un tel climat de création<sup>488</sup>".

Au delà de la simple coopération entre différents corps professionnels, c'est un véritable parti pris en faveur d'un décloisonnement du savoir que présente le Rapport Seguin. Il note en effet que la société québécoise a "emboîté le pas à toutes les sociétés occidentales qui segmentaient le savoir au nom de l'efficacité. Au Québec comme partout ailleurs, l'absence de généralistes se fait cruellement sentir<sup>489</sup>". Pour contrer cet état de fait, il soutient que: "plutôt que d'isoler la science et la technologie des autres activités culturelles, il serait souhaitable de faire voir les liens qui existent entre elles et de rechercher dans les unes et dans

---

488. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *Rapport final du groupe de travail sur les musées scientifiques*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1980, p. 46.

489. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 8.



les autres le cheminement d'un même esprit critique et créateur, d'un processus identique de production culturelle<sup>490</sup>.

Préconisant ainsi de considérer la culture scientifique et technique comme faisant partie de la culture générale, il reconnaît toutefois ne pas ignorer les obstacles inhérents à une telle démarche, et ce, d'autant plus lorsque la tendance générale est plutôt de séparer l'activité scientifique et les savoir-faire techniques de la culture traditionnelle. Mais il poursuit en affirmant que "le dépassement des clivages devrait être, malgré tout, l'un des objectifs de l'action muséologique en science et en technologie" et "que le Ministère des Affaires culturelles devrait y souscrire". Soulignons que la Société des musées québécois est tout à fait en accord avec ce principe. Elle remarque d'ailleurs:

Toute société distincte, ayant une histoire ou une culture qui lui sont propres, se dote des moyens et des outils pour les mettre en valeur et en permettre le rayonnement. À ce niveau, les musées ont toujours eu un rôle de témoin de cette culture et de catalyseur du dynamisme de cette société.

Toutefois, on oublie trop facilement la marque du temps, de l'histoire, sur l'évolution technologique d'une société et, par ricochet, sur l'essence même de cette société. En effet, l'évolution, la transformation et les spécificités des technologies propres à une société la modèlent aussi sûrement que les changements politiques et sociaux ou que les grands courants artistiques et philosophiques. À ce titre, les témoins matériels de l'industrialisation et de la révolution technologique du Québec font aussi partie du patrimoine de la société distincte qu'est le Québec. La culture scientifique doit s'intégrer à la culture générale.<sup>491</sup>

La SMQ se montre également en accord avec l'approche systémique et ouverte proposée; elle considère que c'est là une méthode efficace pour atteindre les objectifs fixés. Tout au long des propositions du Rapport Seguin, on reconnaît les liens qui unissent les conceptions énoncées à celles exposées dans le document

---

490. Groupe de travail sur les musées scientifiques, *ibid.*, p. 16.

491. Société des musées québécois, mémoire déposé lors de la consultation publique faisant suite à la publication du Rapport Seguin, 1980.

du ministère des Affaires culturelles en vue de l'établissement d'une politique de développement des musées. La volonté du gouvernement québécois d'alors, de favoriser "l'accès au savoir scientifique par l'action muséologique" en s'appuyant sur une intention qui est celle de "l'accès démocratique" illustre le jeu des rapports de force qui a contribué à la structuration de ces énoncés. Il ressort des documents analysés que l'objectif central d'un dispositif muséal moderne, selon le gouvernement québécois, doit nécessairement être la communication et la diffusion des connaissances auprès du plus grand nombre. Non seulement ces nouvelles idées en muséologie rallient-elles les partisans de la nouvelle muséologie, mais elles sont très présentes au sein d'une certaine partie des muséologues et même du personnel du ministère des Affaires culturelles.

Toutefois, l'inscription de ces nouvelles formations discursives dans les rangs gouvernementaux ne suffit pas à leur implantation dans le milieu muséal québécois d'alors. Les opposants à cette évolution de la conception des musées et de la muséologie se font également entendre. Les débats sur l'avenir du dispositif muséal au Québec au tournant des années 1980 nous informent sur les diverses influences qui guident les réflexions en cours et les actions ultérieures. Nous allons justement, dans cette troisième sous-section, tenter de mettre au jour le déplacement des lignes de tension, des rapports de force qui influencent et structurent la production des énoncés concernant le dispositif muséal québécois.

### 6.2.3. La confrontation des anciens et des modernes

*Un jour deux hommes faisaient un voyage en ballon lorsqu'une brusque tempête les fit devier de leur route. Lorsqu'elle se calma, ils réalisèrent qu'ils étaient complètement perdus. Par chance, ils aperçurent un homme qui cheminait au-dessous d'eux. "Hola! crièrent-ils, où sommes-nous?" — "Vous êtes dans un ballon" répondit, du sol, la petite silhouette. Les deux hommes se regardèrent, et l'un dit: "Il doit s'agir d'un conservateur de musée" — "Qu'est-ce qui te fait dire cela?" demanda l'autre. "C'est que l'information qu'il nous a donnée est parfaitement exacte, mais totalement inutile!"<sup>492</sup>*

Le contexte international a fortement influencé, au tournant des années 1980, le renouveau de la pensée muséologique au Québec, telle qu'exprimée par le ministère des Affaires culturelles. Le mémoire élaboré par Boucher sur *Le Musée du Québec ou le musée d'histoire de l'Homme d'ici*, le document ultérieur sur le Musée du Québec en devenir, la proposition de politique muséale présente dans *Musées et muséologie au Québec*, ou le projet de développement de la muséologie scientifique, tous ces écrits contiennent des énoncés qui s'inscrivent directement dans la lignée des nouvelles idées qui circulent alors dans le secteur des musées, mais aussi dans le secteur culturel dans son ensemble.

Qu'il s'agisse des notions d'animation culturelle, de démocratisation de l'accès à la culture, de fonction éducative des musées, de la conception du musée comme instrument culturel ou encore de communication muséologique, toutes ces idées trouvent un fondement plus général dans les discours tenus par les instances internationales telles l'Unesco ou l'Icom au cours de ces années, comme nous avons eu l'occasion de le constater. Mais ces nouvelles formations discursives ne

---

492. Plaisanterie rapportée par Tomislav Sola lors du congrès du Comité pour les actions culturelles et éducatives de l'Icom en 1987 à La Villette, citée dans: Groupe de travail en muséologie des sciences et des techniques, Cité des Sciences et de l'Industrie, *Sciences Muséo*, n°0, juillet 1991, p. 1.

font pas consensus parmi les acteurs œuvrant au sein du dispositif muséal québécois d'alors.

La parution de *Musées et muséologie au Québec*, vers la fin de l'année 1979, donne lieu à de nombreuses consultations et audiences publiques. Mais elle s'effectue au moment même où la controverse sur l'avenir du Musée du Québec bat son plein. Aussi, alors que l'objectif de ce document était de préciser la politique d'ensemble du ministère des Affaires culturelles au sujet du développement des musées, il ne fait qu'alimenter les discussions entourant le projet sur l'avenir du Musée du Québec. De vastes débats ont lieu, qui ont pour conséquence d'exposer au grand jour les batailles opposant les tenants d'une muséologie traditionnelle et les tenants d'un nouveau muséologique.

Le rejet par le ministre des Affaires culturelles, en décembre 1978, du rapport remis par le directeur du Musée du Québec sur le plan de réaménagement de ce musée est une des premières marques de l'opposition qui s'exprime alors entre les diverses conceptions de la muséologie au Québec. Bien que ce rapport ait réussi à faire un certain consensus parmi les gens du musée, le ministre n'y voyait pas suffisamment les traces du nouveau muséologique qu'il souhaitait opérer dans la province. C'est le mémoire élaboré par Pierre Boucher: *Le Musée du Québec ou le musée d'histoire de l'Homme d'ici* qui incarnera plutôt les conceptions novatrices que désire insuffler le ministère des Affaires culturelles à la muséologie québécoise.

Dans le concept proposé alors pour le Musée du Québec, ce ne sont plus les objets en tant que tels qu'il est prévu de mettre en valeur, mais plutôt les messages dont ils sont porteurs. Cette conception — qui se trouve également dans le document *Musées et muséologie au Québec* — implique que les objets

doivent se faire porteurs de messages en s'inscrivant dans une approche thématique et interdisciplinaire où toutes les sciences humaines seraient représentées. Elle va, à l'époque, à l'encontre de la conception dominante en muséologie qui est encore celle "«qui suppose l'objet de musée chargé d'un tel potentiel éducatif qu'il se suffit à lui-même et renvoie le visiteur à ses connaissances et à son propre jugement<sup>493</sup>».

Or, selon le ministère des Affaires culturelles, ce qu'il faut, c'est inverser ce principe et considérer plutôt l'objet comme ne signifiant vraiment quelque chose que dans la mesure où la recherche permet de l'interpréter<sup>494</sup>. Cette approche, notamment appliquée à un musée d'art, vise à rompre avec la perception du musée d'art élitiste telle qu'elle est encore largement ressentie par le public. Elle s'inscrit, comme le souhaitait déjà le Rapport L'Allier, dans un objectif global de démocratisation, de diffusion et de communication.

Comme nous l'avons mentionné dans la sous-section concernant le projet du Musée du Québec, ce sont essentiellement les musées d'art et leurs conservateurs qui s'opposent à cette transformation de la conception de la place et du rôle des objets et de la vocation des musées. Partisans de l'art pour l'art, valorisant l'esthétisme, ces derniers refusent que les collections et la conservation deviennent des fonctions secondaires des musées au profit de la diffusion. Ce qui n'empêche toutefois pas ces musées d'art de développer des programmes

---

493. Cité de Hélène Lamarche-Ouellet, "Quand les éducateurs de musée se rencontrent...", *Muséo-Vision*, vol. 2, n° 4, janvier 1979.

494. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives*, *op. cit.*, p. 8.

éducatifs pour leur public, parallèlement à la présentation des expositions<sup>495</sup>. Ces idées sont majoritairement représentées alors au sein de la SMQ qui a été réticente à ouvrir ses portes aux institutions de nouveau style que sont les centres d'interprétation et les écomusées jusqu'à la fin des années 1970.

Dès lors, il n'est pas étonnant que la réaction de la SMQ à la parution de la proposition de politique muséale du ministère des Affaires culturelles soit très négative. La position officielle de la Société des musées québécois, telle qu'elle est déposée au ministère des Affaires culturelles, repose sur deux prémisses:

- la connaissance que le visiteur acquiert au musée passe par l'objet;
- le rôle premier du musée est de gérer une collection<sup>496</sup>.

On constate que si l'influence de l'Icom s'est fait fortement sentir au sein du gouvernement québécois, les positions de cette organisation ne récoltent alors pas totalement l'adhésion de la SMQ, même si cette dernière reconnaît tout à fait la définition du musée par l'Icom. La SMQ ne rejette pas la fonction de communication et de diffusion, mais elle s'oppose à ce qu'elle devienne prédominante sur les autres fonctions traditionnelles du musée. Pour la SMQ, la mission sociale première du musée n'en est pas une de diffusion, mais de constitution des collections et de conservation.

À partir des prémisses énoncées, la SMQ se prononce sur les différents points de la proposition de politique muséale du ministère des Affaires culturelles. Elle

---

495. Michel Allard note — dans un article du *Devoir* des samedi 20 et dimanche 21 mai 1995, cahier D III —, qu'à partir du milieu des années 60, le Musée des beaux-arts de Montréal et celui d'art contemporain sont parmi les premiers musées à mettre de l'avant des activités d'animation et d'éducation.

496. Ministère des Affaires culturelles, *Le ministère des Affaires culturelles et les musées depuis 10 ans*, Gouvernement du Québec, février 1984, p. 12.

rejette notamment l'idée d'une collection nationale qui dépouille les musées d'État de leurs collections et les prive de leur vocation première: la gestion d'une collection. De plus, elle est contre la création d'une structure de planification et de coordination des musées au niveau de l'État. Ainsi, outre une opposition sur la conception de ce que doit être un musée, le milieu muséal représenté par la SMQ s'oppose également à une trop grande implication du gouvernement dans le fonctionnement du dispositif muséal.

Suite à la consultation publique, révisant sa proposition de politique de développement des musées, la Direction générale des musées au ministère des Affaires culturelles publie, en 1981: *Le musée: un élément de développement culturel*. Ce document reprend pour l'essentiel le contenu de *Musées et muséologie au Québec*. Mais il tente de le concilier avec les positions exprimées par la SMQ en abandonnant l'idée des organismes centraux de gestion ainsi que celle de la collection nationale. Les auteurs de ce document reconnaissent également que la première fonction des musées est celle de conservation. Cette fonction première implique de déployer des actions en vue de l'inventaire des biens, mais aussi de leur préservation et restauration, et ce d'autant plus que le Québec accuse beaucoup de retard dans le domaine de la conservation de son patrimoine, malgré la création en 1979 du Centre de conservation du Québec<sup>497</sup>.

Toutefois, dès les paragraphes suivants, la Direction générale des musées réaffirme que la conservation, plutôt qu'une fin en soi, doit être le support à la diffusion.

---

497. Le rapport de Jean des Gagniers sur *La conservation du patrimoine muséologique du Québec*, Ministère des Affaires culturelles, Gouvernement du Québec, 1981, expose en détail la situation du patrimoine au Québec ainsi que le cheminement prévu par le gouvernement pour les années à venir.

Pour des musées qui, de jour en jour, suivant l'évolution même de la muséologie, cherchent à s'ouvrir davantage au public, la conservation n'est pas une fin en elle-même. Elle est plutôt le support nécessaire à la fonction de diffusion, véritable raison d'être des musées. En effet, on ne développe les collections les plus intéressantes, les plus significatives, et ne les conserve dans les conditions les meilleures que pour en organiser la diffusion au public le plus large; et diffuser, alors, ne signifie pas uniquement rendre accessible, mais aussi rendre à la fois, perceptible et intelligible.<sup>498</sup>

Ces arguments reprennent ceux édictés dans le document *Musées et muséologie au Québec*. Le ministre Vaugeois, adhérant aux nouvelles perspectives sur le rôle des musées, y soutenait que les musées ne doivent pas être au service des collections, mais à celui du public. À cet effet, afin d'épouser les préoccupations du public, le ministère des Affaires culturelles suggérait de se préoccuper de plus en plus des besoins de ce public. Pour cela, il est précisé:

(...) c'est pourquoi nous n'hésiterons pas à faire appel à ceux qui se spécialisent dans l'étude des motivations et des attitudes du public, et en particulier aux sociologues, pour mener ces enquêtes. Car il faut que les établissements muséologiques québécois s'adressent à l'ensemble de la population.<sup>499</sup>

L'intention de s'adresser à l'ensemble de la population implique également, pour les musées, la nécessité de recourir à tous les moyens de communication et de diffusion modernes: imprimés, affiches, films, bandes sonores, diaporamas, etc. Sans oublier bien sûr les expositions, qu'elles soient permanentes, temporaires ou itinérantes. Ces moyens, selon les mots du ministre Vaugeois

(...) facilitent au public la compréhension des biens, objets et œuvres, et lui permettent d'établir, entre chaque pièce muséologique, des liens, — en se rappelant qu'établir des liens entre les choses, c'est penser et, en définitive, connaître. C'est là que sont la force et l'originalité d'un musée.<sup>500</sup>

---

498. Direction générale des musées, *Le musée: un élément de développement culturel*, Ministère des Affaires culturelles, Gouvernement du Québec, avril 1981, p. 16.

499. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives*, op. cit., annexe A, p. 143-144.

500. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. ix.



Le document *Le musée: un élément de développement culturel*, réaffirme ce point de vue. Dès l'introduction, le patrimoine national est présenté comme un puissant moyen d'éducation — d'ailleurs, la première partie de ce document s'intitule "Patrimoine culturel, société et éducation". Dans cet esprit, les musées ont un rôle important à jouer dans la sauvegarde et la diffusion du patrimoine, ainsi que dans l'éducation du public. Notons que ce document revient sur la notion la plus large possible du patrimoine et le premier principe édicté consiste à accorder une égale importance aux témoins anciens, actuels et futur, qu'ils soient naturels ou culturels. Le second principe est de réaffirmer que le musée est un instrument de pédagogie et le troisième vise à favoriser l'accessibilité physique et intellectuelle au patrimoine et donc aux musées.

La Direction générale des musées note que grâce aux actions de diffusion, les musées "deviennent une source considérable de connaissance", ils peuvent ainsi se transformer "en lieux d'éducation permanente" adaptés aux possibilités et aux rythmes des différents individus. Ce faisant, les musées "participent aussi bien au développement de la culture d'une société qu'au développement culturel des individus". Par conséquent, il devient très important de soutenir ces institutions: "cela devient une nécessité, au même titre qu'on supporte les autres maisons d'enseignement<sup>501</sup>".

Ce sont les mêmes arguments qui seront invoqués dans le Rapport Seguin. L'accent sur l'aspect éducatif est même encore plus important du fait du statut particulier des connaissances scientifiques dans la société. En fait, l'État justifie son intervention dans le secteur muséal par deux raisons: "d'une part pour favoriser

---

501. Direction générale des musées, *Le musée: un élément de développement culturel*, op. cit., p. 16-17.

l'accessibilité à des activités muséologiques à la partie la plus large de la population et, d'autre part, pour couvrir des champs importants, mais jusqu'ici trop négligés<sup>502</sup>". Parmi les champs négligés, le document relève encore une fois la science et la technologie et les sciences naturelles. D'ailleurs, le Rapport Seguin ne relevait-il pas que la création de musées scientifiques se trouve clairement inscrite dans une double préoccupation gouvernementale: celle du développement du dispositif muséal, mais aussi celle de la diffusion de l'information scientifique et technique, secteurs où le Québec accuse un certain retard. Le Québec constate alors cela avec d'autant plus d'acuité qu'il est aussi une société industrielle et que le développement de la culture scientifique et technique s'avère de plus en plus nécessaire pour une nation qui se veut moderne. Le Rapport Seguin relève lui-même cet état de fait. Il réaffirme la prise de conscience de la nécessité de développer les fonctions liées à la vulgarisation des sciences au Québec.

Mais comme pour les autres types de musées, la SMQ n'adhère pas pour autant à la priorisation de la fonction de communication sur les autres fonctions du musée, même pour un musée scientifique. Elle s'oppose vigoureusement à la conception d'un musée sans collections et ne conduisant pas de recherche. D'ailleurs, elle parle de la proposition de Musée national du Rapport Seguin comme d'un centre de sciences et non d'un musée. Elle déclare:

L'objectif d'un tel centre semble être d'atteindre le public le plus vaste possible. Objectif louable! Mais ce type de vulgarisation et de mise en marché ne doit pas prendre le pas sur les fonctions fondamentales de tout musée. Car, il n'en reste pas moins que notre patrimoine est détruit ou dispersé; que les institutions muséologiques spécialisées actuelles ne sont pas en mesure d'exercer toutes les

---

502. Direction générale des musées, *ibid.*, p. 20.

tâches de conservation et de recherche; et que le réseau n'est pas encore fortement articulé.<sup>503</sup>

Jean-Claude Guédon s'est justement interrogé sur cette notion de patrimoine scientifique. Parler de patrimoine scientifique peut paraître, au premier abord, une extension de la notion de patrimoine artistique ou architectural. Toutefois, transposé dans le contexte scientifique, le terme de patrimoine soulève des difficultés importantes souligne-t-il. La science se veut universelle, et le patrimoine se veut un lègue, nous dit Guédon. La tentative de construire la notion de patrimoine scientifique correspond donc à des frontières plus étroites, souvent nationales: "le patrimoine scientifique réfère plutôt à l'ensemble des contributions que la collectivité nationale a apporté à l'édifice scientifique universel<sup>504</sup>"; et il s'agit souvent de mettre à l'honneur les héros nationaux. Selon Guédon, on trouve ainsi toute une forme d'histoire des sciences fondée sur les grands hommes et leurs découvertes et, en Europe, les musées des sciences et des techniques reflètent souvent cette vision nationaliste du patrimoine scientifique.

C'est justement en partie pour rompre avec cette vision du patrimoine scientifique que les centres de sciences ont proposé, dans les années 1960, une approche muséologique différente où les objets du patrimoine scientifique et technique occupent un rôle plus secondaire et où la diffusion des connaissances dans un contexte de loisir est privilégiée. Toutefois, ce n'est pas réellement à cette conception que se réfère le Rapport Seguin en proposant le Musée national des

---

503. SMQ, "Pour un véritable réseau muséologique en sciences et en technologie", *Musées*, op. cit., p. 7.

504. Jean-Claude Guédon, "Les musées de sciences, au delà du nationalisme?", *Continuité*, n°26, hiver 1985, p. 18.

sciences et de la technologie. Il ne lui donne d'ailleurs pas le nom de centre de sciences, contrairement à l'interprétation qu'en fait la SMQ. Le fait qu'un musée soit sans collections ne suffit pas à en faire un centre de sciences et, d'ailleurs, le Rapport Seguin, bien que retenant certains principes au centre des centres de sciences — telle la communication avec le public — évite de proposer une formule similaire. Mais pour la Société des musées québécois, la priorisation de la fonction communication et diffusion des connaissances scientifiques suffit à ne plus faire d'un tel établissement un musée.

Mentionnons que depuis la création de l'Ontario Science Center, à Toronto en 1969, le Québec se sentait frustré de ne pas avoir lui aussi un centre de sciences qui contribue à le positionner sur la scène internationale à la pointe de ce qui se fait alors en muséologie des sciences. Nombreux sont ceux qui, au cours des années 1970 ont revendiqué la création au Québec d'un établissement de ce type, où l'on montre la science en train de se faire et où on expérimente les technologies. Mais si les membres du Groupe de travail sur les musées scientifiques ont inscrit l'Ontario Science Center parmi les sites à visiter en vue de l'élaboration de leur projet, ce n'est pas cette formule qui a le plus retenu leur attention. C'est plutôt une approche montrant les liens qui existent entre la science et les autres activités culturelles qui est privilégiée, et non une approche strictement axée sur la participation des visiteurs aux démonstrations scientifiques. À cet effet, l'influence du Centre National Georges-Pompidou se fait beaucoup plus sentir dans les conceptions exposées dans le Rapport Seguin, conceptions préconisant plutôt un décloisonnement du savoir.

Aussi, alors qu'une partie du milieu muséal, dont la Société des musées québécois se fait le porte-parole, articule ses énoncés en vue de la modernisation du dispositif muséal québécois essentiellement autour de la régularité discursive

voulant que la fonction première du musée soit essentiellement la conservation et la préservation des témoins matériels de la mémoire collective, le ministère des Affaires culturelles, quant à lui, s'appuyant sur les nouveaux courants de pensée en muséologie, articule plutôt ses énoncés autour d'une formation discursive novatrice qui instaure le musée en tant qu'acteur social, lieu de communication ayant une mission éducative à remplir. Cette formation discursive va s'affirmer de plus en plus, au cours des années 1980, dans le champ muséal, comme une régularité discursive venant se superposer à celle concernant la constitution et la préservation des collections des musées.

Nous venons de tracer les grandes lignes de tension qui caractérisent l'enchevêtrement des formations discursives du champ muséal dans son ensemble ainsi que leur évolution. Nous avons également mis en évidence comment les énoncés circulant dans le champ muséal québécois au tournant des années 1980 se structuraient en fonction du déplacement de ces lignes de force. Analysons un peu plus en détail sur quelles bases le gouvernement légitime alors son intervention dans le secteur muséal. Cela nous permettra de mettre au jour les autres formations discursives qui structurent les énoncés gouvernementaux concernant le dispositif muséal, en dehors de ceux qui concernent strictement les musées. Cela nous conduira également à établir la productivité tactique des discours gouvernementaux concernant le dispositif muséal en tant que champ d'intervention gouvernemental.

## 7. LE DISPOSITIF MUSÉAL: SPHÈRE D'EXTENSION DE L'ACTION CIVILISATRICE DE L'ÉTAT

---

Nous avons démontré, au chapitre cinq, comment le dispositif muséal québécois renvoie à des énoncés relevant aussi bien des théories sur les fonctions et les missions des institutions muséales, de la définition de ce que recouvre la culture et donc de ce qui est "muséalisable", mais aussi des théories sur le rôle et les missions de l'État en ce qui concerne ses pratiques dans le champ culturel, des modèles d'intervention préconisés sur la scène internationale, des rapports de force politiques, des contextes sociaux et économiques, etc. L'enchevêtrement de ces formations discursives qui sous-tendent le dispositif muséal influence et structure la production d'énoncés qui, ainsi organisés selon certaines régularités, participent également à l'articulation et à la réarticulation des diverses formations discursives.

Au tournant des années 1980, certaines lignes de tension se sont déplacées qui ont conduit à une structuration différente des énoncés relatifs au dispositif muséal. L'État québécois affirme de plus en plus la nécessité de son intervention dans le domaine muséal. Cette intervention est toutefois justifiée par des arguments quelque peu différents de ceux avancés au cours des années 1960-1970. Ce n'est plus uniquement les énoncés relatifs à la conservation et à la préservation du patrimoine compris comme témoin de la mémoire collective qui sont mis de l'avant, mais plutôt des énoncés instaurant les musées comme "des agents essentiels du développement intellectuel de la population", véritable "université

populaire" qui permettent aux visiteurs de mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent.

En insistant sur la fonction éducative des musées et sur le rôle qu'ils peuvent jouer en vue de la diffusion de la connaissance au plus grand nombre, le gouvernement québécois adhère à la nouvelle doctrine muséologique qui s'est développée autour de l'Icom dès les années 1950, mais surtout dans les années 1960. Il nous a semblé utile de questionner historiquement cette question de la fonction éducative des musées, cette conception des musées comme des instruments au service de la société et des connaissances. Les musées scientifiques ont joué un rôle important dans l'évolution de la mission des musées vers l'éducation. De par la nature de leurs collections, de par la place de l'activité scientifique et technique dans la société, de par les savoirs qu'ils mettent en œuvre, ils ont toujours été investis d'une mission pédagogique et considérés comme des instruments au service de la société. Mais le contenu de cette mission a évolué au fil des ans. Elle s'est historiquement déplacée en fonction de lignes de forces relatives aux relations de pouvoir-savoir dans les sociétés occidentales. Dans les années 1960, l'évolution de ces lignes de force a à nouveau contribué au déplacement des énoncés relatifs à la mission éducative des musées. C'est ce que nous nous attacherons à démontrer dans la deuxième section de ce chapitre.

Ayant analysé l'ancrage de l'évolution des enjeux relatifs à la mission des musées, nous reviendrons sur les choix opérés au Québec en vue de la modernisation du dispositif muséal. Nous mettrons en évidence le déplacement des stratégies gouvernementales entourant l'évolution du dispositif muséal québécois au tournant des années 1980.

## 7.1. DE LA NÉCESSITÉ DU RÔLE DE L'ÉTAT DANS LA MODERNISATION DU DISPOSITIF MUSÉAL QUÉBÉCOIS

Dans la préface du document *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives*, le ministre des Affaires culturelles, réitérant le constat du Livre blanc de 1978, constate que dans le domaine des musées et de la muséologie, le Québec accuse un retard considérable. Il fait toutefois remarquer que depuis quelques années, le ministère des Affaires culturelles accorde une attention toute particulière à ce secteur: comités d'étude, rapports, consultations, mesures diverses se succèdent à un rythme rapide.

De plus, dans le communiqué du ministère des Affaires culturelles annonçant la création du Musée national de la civilisation, le ministre Vaugois indique qu'il faut voir dans cette double décision "la détermination du gouvernement du Québec à insuffler les énergies et ressources nécessaires au développement de cet important secteur culturel qu'est la muséologie", ainsi que "le signe tant attendu d'un déblocage majeur du côté muséologique". Examinons les justifications ainsi que la légitimation qu'apporte l'État québécois à son intervention dans ce secteur.

### 7.1.1. La légitimation de l'intervention gouvernementale dans le secteur muséal québécois au tournant des années 1980

Dans le document *Musées et muséologie au Québec*, le rôle du ministère des Affaires culturelles est précisé comme devant être celui de catalyseur du développement muséologique de la province. Le ministre Vaugois déclare:



“D’aucuns pourraient voir là un phénomène nouveau, un intérêt aussi subit qu’inattendu pour un secteur longtemps négligé de notre vie culturelle”. Mais il poursuit en affirmant qu’il n’en est rien. En effet:

Depuis les débuts du ministère, pour ainsi dire, plusieurs ministres et un sous-ministre comme Guy Frégault ont beaucoup réfléchi à cette question, ont esquissé des projets et entrevu de grandes réalisations. Mais les priorités des gouvernements étaient ailleurs. L’école traditionnelle était à la mode. Il en est sorti un réseau de «polyvalentes» et de «cégeps».

Tout ce travail, tous ces efforts, toute cette réflexion ont eu, cependant, un effet bénéfique: ils ont sensibilisé de plus en plus de personnes à la nécessité de doter le Québec d’un réseau varié et bien réparti de musées et de centres d’exposition.<sup>505</sup>

Le ministre des Affaires culturelles énumère les diverses actions entreprises par le gouvernement péquiste pour développer le secteur muséologique au Québec.

Après le musée des Beaux-arts, pour lequel la subvention annuelle est en 4 ans passée de 200 000\$ (17,5% du budget total du musée en 1975-76) à 2 332 900\$ (65% du budget total en 1979-80), ce fut le développement intensif de plusieurs musées régionaux (...). À travers toute cette démarche extrêmement réconfortante et positive, il y eut le vif débat autour de l’avenir du musée du Québec. Grâce au départ des Archives nationales, le musée a doublé, en 1980, ses surfaces d’exposition. Mais ce n’est pas suffisant: aussi la décision a été prise de le rénover et de l’agrandir. Des précisions viendront sous peu à ce sujet.<sup>506</sup>

Il apparaît clairement, dans les déclarations du ministre Vaugeois, que l’État québécois est décidé à jouer un rôle central dans la croissance et le fonctionnement des musées. D’ailleurs, le ministère des Affaires culturelles soutient dans le document *Musées et muséologie au Québec*:

Au cours de la prochaine décennie, le réseau des établissements muséologiques québécois doit devenir l’un des agents essentiels du développement intellectuel de la population, au Québec: c’est en se tournant vers le public, en épousant ses

---

505. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives*, op. cit., p. vii.

506. Ministère des Affaires culturelles, *Communiqué*, “Création d’un Musée national de la civilisation et agrandissement du Musée du Québec”, 11 novembre 1980.

préoccupations et en répondant le mieux possible à ses besoins qu'il y parviendra.<sup>507</sup>

Nous avons là, tel qu'affirmé par le ministère des Affaires culturelles, l'objectif central du gouvernement québécois au tournant des années 1980 concernant le dispositif muséal: faire de ce dernier "l'un des agents essentiels du développement intellectuel de la population". Pour atteindre cet objectif, les moyens énoncés sont de se tourner vers le public, d'épouser ses préoccupations de répondre le mieux possible à ses besoins.

Dans l'introduction du document *Musées et muséologie au Québec*, un rapide retour historique explique que les premiers musées furent le résultat d'une préoccupation exclusive à quelques individus ou groupes restreints, qui, en recueillant des objets, firent apparaître peu à peu la notion de collection. Avec le développement et la multiplication des musées apparut plus tard la notion de muséologie. Dès lors, poursuit-on:

(...) les musées ne pouvaient plus être conçus sans référence au public. On voulut étendre leur rôle éducatif, du public restreint et spécialisé des origines à la plus grande partie de la population désormais accessible à cette forme d'enseignement, grâce à une meilleure exploitation des collections, que l'on s'applique à mieux étudier et dont on tenta de diffuser l'information qu'elles recelaient.

On était dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, et les Américains, par exemple, comprenant que les musées pouvaient devenir d'excellents instruments de formation et d'efficaces agents d'innovation culturelle, prirent l'initiative et furent bientôt à l'avant-garde à cet égard.<sup>508</sup>

Souvenons-nous effectivement — comme nous l'avons vu au cours du chapitre premier — que c'est dans la lignée du mouvement de modernisation des musées de sciences que peu à peu les établissements muséaux se sont ouverts à un public

---

507. Ministère des Affaires culturelles, *Musées et muséologie au Québec: nouvelles perspectives*, op. cit., annexe A, p. 143-144.

508. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 4.

de plus en plus large et à de nouvelles classes sociales. Cette modernisation avait été rendue nécessaire à la fois par des contraintes économiques, par les transformations de l'activité scientifique dans la société ainsi que par l'évolution même des savoirs. Mais comme le précisent les auteurs de *Musées et muséologie au Québec*, c'est surtout le vingtième siècle qui consacre la fonction éducative des musées.

(...) lentement, d'un enseignement entièrement pensé dans les musées mêmes, on est passé et l'on s'efforce encore de passer à un enseignement qui, désormais, corresponde mieux aux goûts et aux préoccupations des divers publics qui fréquentent, ou qu'on veut amener à les fréquenter. Le musée, d'école fermée qu'il était à l'origine, est devenu une «école éclatée», grandement ouverte au large public. Cette période d'adaptation à son nouveau rôle n'est pas terminée et se compare, à cet égard, à l'évolution que vivent les universités.<sup>509</sup>

Le document *Musées et muséologie au Québec* relève que jusqu'à maintenant au Québec, on s'est principalement efforcé de créer un réseau d'établissements qui a surtout favorisé l'accès physique aux musées, mais il souligne que l'accès physique compte peu si, en même temps, n'existe pas l'accès intellectuel. C'est à ce problème qu'il souhaite s'attaquer le plus rapidement possible. À cet effet, les auteurs du document font remarquer que rien n'empêche, au Québec, d'avoir les mêmes préoccupations qu'aux États-Unis en matière de fonction éducative des musées et de diffusion de la connaissance au plus grand nombre. Le ministère des Affaires culturelles précise toutefois que si les établissements ont à jouer un rôle d'éducation, ils ne doivent pas pour autant être conçus ni gérés comme des maisons d'enseignement traditionnelles.

---

509. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 5.

### 7.1.2. Les musées québécois, des instruments pédagogiques et éducatifs

Le lien fait entre le développement par l'État d'un véritable système d'enseignement et la nécessité de mettre sur pied un réseau varié et bien réparti de musées et de centres d'exposition est intéressant à plusieurs niveaux. En situant les établissements d'enseignement et les établissements muséaux sur un même plan, l'État présente son action envers ces derniers comme tout à fait légitime puisque personne ne conteste son intervention en matière d'éducation. En ce sens, ayant donné la priorité au système d'éducation durant les années 1960, le gouvernement québécois considère qu'il peut maintenant étendre son action à d'autres sphères - tels les musées —, sphères qui participent néanmoins à sa mission éducative.

Reprenant les mots de Germain Bazin, le ministre Vaugois soutient: "Le musée moderne est de plus en plus conçu — et il devra l'être toujours davantage — comme un lieu d'éducation permanente, comme «une université populaire, une institution où tous et chacun puissent apprendre et s'enrichir intellectuellement»<sup>510</sup>".

En voulant faire du musée une véritable université populaire, c'est également un rôle d'agent de développement social qu'on lui fait assumer. En effet, le ministère des Affaires culturelles précise que les musées doivent être conçus pour un public "multiple et multiforme", on doit y trouver "un plaisir esthétique, mais aussi suffisamment d'indications pour comprendre certains phénomènes ou

---

510. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. ix.

mieux se situer dans l'évolution de la société, et, d'une façon générale, y accroître ses connaissances<sup>511</sup>."

Le ministère part en effet du principe qu'à une époque où la société se transforme de plus en plus rapidement, les musées répondent à un besoin, celui de mieux faire comprendre aux visiteurs le monde dans lequel ils vivent.

(...), l'homme contemporain est de plus en plus préoccupé de connaître ses origines et les grandes étapes qu'ont franchies ses ancêtres, d'une part et de rattacher à ce passé plus ou moins récent le monde qui change sous ses yeux, d'autre part. C'est à quoi peuvent servir les musées: à lui faire mieux comprendre, dans ses multiples aspects ou manifestations, son milieu de vie propre, mais aussi la société humaine en général, en lui montrant comment l'un et l'autre se sont transformés pour aboutir au monde actuel et comment chacun peut devenir agent de développement et porteur de progrès.<sup>512</sup>

Le mémoire déposé par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, en 1980, en vue de la construction du Musée national de la civilisation reprend pratiquement mot pour mot cette déclaration afin de préciser les objectifs de ce musée. C'est dans ce sens que le gouvernement considère désormais que les musées sont essentiels à une société moderne, et qu'il est absolument nécessaire de se préoccuper constamment de leur développement.

La volonté du ministère des Affaires culturelles de poursuivre le développement du dispositif muséal au Québec au tournant des années 1980 est ainsi présentée comme reposant sur la mission éducative que les établissements muséaux peuvent avoir. La conservation et la préservation du patrimoine semblent être devenus des objectifs secondaires; ce qui motive l'intervention de l'État, c'est la diffusion. Véritable outil de développement culturel, le musée doit passer d'un

---

511. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 7.

512. Ministère des Affaires culturelles, *ibid.*, p. 3.

rôle de conservateur du patrimoine à un rôle de diffuseur culturel, ce rôle justifiant alors pleinement l'intervention de l'État. C'est cet esprit qui guide l'élaboration de la proposition de développement du dispositif muséologique québécois telle qu'elle se trouve présentée dans le document *Musées et muséologie au Québec*. C'est également lui qui motive la décision de développement de la muséologie scientifique au Québec. La mission éducative des musées s'affirme ainsi de plus en plus nettement comme une régularité discursive.

Le document du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement soutient toutefois que bien qu'ils aient en commun cet objectif d'éducation permanente, tous les musées ne peuvent espérer y parvenir de la même manière, car tous n'ont pas la même vocation ni les mêmes moyens. Il est précisé:

On s'accorde aujourd'hui à reconnaître 5 types principaux de musées:

- les musées d'art,
- les musées de science et de technologie,
- les musées d'histoire naturelle,
- les musées d'ethnographie et d'histoire (musée de l'Homme),
- les musées spécialisés.<sup>513</sup>

Cette classification explique en elle-même le fait d'élaborer des approches différentes selon les catégories de musées. Ainsi, elle permet au gouvernement de justifier de conserver une approche plus traditionnelle pour le Musée du Québec et d'élaborer des moyens novateurs pour le Musée national de la civilisation ainsi que pour le Musée des sciences et des techniques. Mais à quoi renvoie exactement cette mission pédagogique et éducatrice des musées?

---

513. Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, *Mémoire sur les projets de construction et de réaménagement du Musée national de la civilisation*, 1980, p. 3.

## 7.2. DES MUSÉES AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ

Dès les années de l'entre-deux-guerres, souligne Dominique Poulot<sup>514</sup>, les musées ont été enrôlés au service du progrès, de la démocratie ou d'autres «modèles»; les enjeux politiques sont alors évidents. Poulot note que l'ouvrage d'Alma S. Wittlin, paru en 1949, est exemplaire à cet égard. Il visait à "réformer les musées européens afin d'accroître leur efficacité dans le combat pour la Liberté<sup>515</sup>". Il remarque également que l'apparition de la notion de politiques culturelles dans les années d'après-guerre accroît encore la prise de conscience de l'enjeu symbolique de la culture, notamment quant à la demande sociale et au prestige national.

Ce n'est effectivement pas un hasard si le concept de politique culturelle s'est développé dans les années 1960, années qui sont aussi celles de l'émergence de la crise des sociétés occidentales. La nouvelle doctrine muséologique élaborée notamment autour de l'Icom, se présente comme un grand progrès vers une discipline faisant du musée une institution au service de la société et des connaissances. Poulot fait remarquer que cette conception s'oppose alors "à la pratique non réfléchie de conservateurs élitistes et dépassés, exclusivement soucieux de l'état des collections<sup>516</sup>". Cet auteur précise également le rôle de

---

514. Dominique Poulot, "Pertes et résurrections du sens au musée", in *Clap, emurer, pour ainsi dire, tout l'univers. La mise en exposition*, Paris, Centre Georges Pompidou, Centre de Création Industrielle, coll. "alors:", 1986, p. 210.

515. Dominique Poulot, "Pertes et résurrections du sens au musée", *ibid.*, p. 211. Il fait référence au livre d'Alma S. Wittlin, *The Museum. Its History and its Tasks in Education*, Londres, 1949.

516. Dominique Poulot, *ibid.*, p. 211.

l'Unesco qui, en 1959, a publié un rapport sur «Le rôle des musées dans l'éducation».

Souvenons-nous effectivement que la nouvelle doctrine muséologique qui s'impose au sein de l'Icom et de l'Unesco dès les années d'après-guerre consacre la mission éducative des musées. Parallèlement, elle la double d'une fonction socioculturelle très importante, au point que cette dernière en vient à prendre le pas sur les fonctions de conservation, remettant ainsi totalement en cause le rôle traditionnel des musées. Insistant sur ce nouveau rôle des institutions muséales, les instances internationales se font largement le porte-parole d'une conception préconisant l'extension du rôle de l'État à ce secteur de la culture que sont les musées. Mais n'a-t-on pas toujours investi le musée d'une telle mission éducative?

Les points de vue sur l'orientation à donner à cette mission des musées scientifiques ont évolué au fil des ans. Nous ferons ressortir les formations discursives sur lesquelles les énoncés concernant la mission des musées scientifiques se sont articulés. Dans la seconde moitié des années 1960, on a pu constater un déplacement significatif de ces lignes de force, déplacement qui a conduit à l'apparition de nouvelles formes de musées scientifiques: les écomusées et les centres d'interprétation, mais aussi les centres de sciences. Ces établissements ont à nouveau considérablement fait évoluer la perspective de la mission des musées scientifiques. Les énoncés les concernant se sont structurés à partir de formations discursives autres que celles concernant les musées de sciences plus traditionnels.



### 7.2.1. Quelle mission éducative pour quels musées?

Joel Bloom note: "The whole point of education is to transmit culture, and museums can play an increasingly important role in this process. It is a mistake to think that preserving culture is distinct from transmitting it through education<sup>517</sup>". Mais il ajoute aussitôt: "I suspect, however, that the nineteenth-century pioneers of American museums had a very different definition of education than that which is developing today". Souvenons-nous que les musées scientifiques américains ont effectivement joué un rôle important dans l'évolution de la mission éducative des musées. Le secteur des musées scientifiques s'est en fait toujours historiquement trouvé au cœur de stratégies diverses. L'introduction de manières de faire inaugurées par les expositions universelles aidant, ainsi que l'affirmation des sciences humaines dans le secteur muséal, les musées dans leur ensemble ont développé leur mission éducative et ont mis l'emphasis sur une pédagogie active dans le but d'élargir leur audience. Mais la mission pédagogique et éducatrice des établissements muséaux n'a pas toujours correspondu exactement à la même notion au fil des époques.

Les expositions universelles, outre qu'elles chantaient la gloire de l'industrie, se sont adressées au peuple en prétendant poursuivre une mission pédagogique et éducative, tout comme ce fut le cas pour les premiers musées de sciences et techniques. Mari Williams<sup>518</sup> note que c'est effectivement pendant le demi-siècle qui précède la Première Guerre mondiale que commencent à être formulés

---

517. Joel Bloom, "Science and technology museums face the future", in John Durant, (ed.), *Museums and the public understanding of science*, London, Science Museum, 1992, p. 16.

518. Mari Williams, "Science, éducation et musées en Grande-Bretagne (1870-1914)", in Brigitte Schröder-Gudehus (sous la direction de), *La société industrielle et ses musées*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1992, p. 39.

nombre des arguments, aujourd'hui familiers, concernant l'idée du besoin d'une éducation scientifique générale et la part revenant aux musées dans ce processus. Avec l'accroissement de l'activité scientifique et technique dans les sociétés occidentales, les scientifiques œuvrent pour mettre la recherche scientifique et l'éducation technique et scientifique à l'ordre du jour des problèmes nationaux. La question de la diffusion de l'information scientifique et technique ne semble donc jamais déconnectée d'objectifs sociaux, économiques et politiques dépassant le simple cadre de la transmission de connaissances et de l'accès démocratique à cette connaissance.

La période qui suit la première Guerre mondiale lègue beaucoup de nouvelles technologies à la société civile qui éprouve alors le sentiment d'un progrès technologique extraordinaire. On considérait même que la science toute puissante allait servir à résoudre les problèmes économiques, les problèmes de société, les problèmes philosophiques. C'est dans ce contexte que plusieurs musées de sciences ont été créés dans l'entre-deux-guerres, dont le Museum of Science and Technology de Chicago (1933), le Philadelphia Franklin Institute Science Museum (1934), le New York Museum of Science and Industry, inauguré au Rockefeller Center (1936), le Palais de la Découverte de Paris (1937). Ces établissements ont tout de suite mis de l'avant leur rôle éducatif, dans le climat d'enthousiasme largement répandu alors pour l'éducation populaire en matière de science et de technologie.

Plus ils s'ouvrent au public, plus ces musées introduisent dans leur personnel - outre les scientifiques - des collaborateurs extérieurs, des présentateurs, chargés

de rendre accessible aux visiteurs les artefacts exposés<sup>519</sup>. De support aux établissements d'enseignement qu'ils étaient jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, à celui de support de la nation en vue d'accroître son prestige et d'aider à son développement, on constate comment le sens attribué à la fonction éducative des musées s'est déplacé entre le XIX<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Même si la mission éducative des musées semble s'être établie comme une régularité discursive, le sens auquel elle renvoie n'a pas été le même à toutes les époques. Cette régularité discursive s'est articulée à des formations discursives différentes au fil des ans, traduisant une certaine évolution des rapports de savoir-pouvoir dans les sociétés occidentales.

André Desvallées relève la différence de fonction associée à la différence de nature des musées:

La trilogie indissociable à laquelle nous sommes habitués et qui réunit les fonctions de conservation, de recherche et de communication n'est pas encore abouti, mais très vite, la communication a été le révélateur d'une certaine friction entre les deux autres fonctions. Ce conflit plus ou moins avoué, plus ou moins latent se poursuit, période après période. Il aboutit à une distinction marquée entre le musée qui conserve les œuvres, souvent uniques, que sont les œuvres des beaux-arts. et les autres, qui conservent avant tout des objets pour l'étude et l'enseignement, même s'ils sont rares.

Ces derniers, affectés brutalement à la catégorie des musées dits scientifiques, se répartissent en plusieurs catégories, selon leur contenu: les témoins de la nature (...), les témoins culturels, les phénomènes scientifiques théoriques (...) ou appliqués.<sup>520</sup>

Dans les années d'après-guerre, les énoncés relatifs à la fonction éducative des musées vont à nouveau s'articuler à d'autres formations discursives. La nouvelle doctrine muséologique élaborée notamment autour de l'Unesco et de l'Icom,

---

519. Jean Chatelain, in *Rencontre de Grenoble, Musée d'histoire naturelle, science et cité*, compte-rendu, Presses Universitaires de Grenoble, 1990, p. 136-140.

520. André Desvallées, in *La muséologie selon Georges Henri Rivière*, op. cit., p. 348-349.

présente alors le musée comme une institution au service de la société et des connaissances, et ce, dans une période où les sociétés occidentales commencent à connaître une certaine crise. Déjà A. E. Parr écrivait en 1950 au sujet des musées:

Si nous voulons retrouver notre position, nous devons trouver et adopter une nouvelle mission et mettre au point un programme plus complet et mieux équilibré, axé davantage sur les problèmes de la vie contemporaine qu'il est urgent de régler.<sup>521</sup>

Alma S. Wittlin s'est elle aussi posé la question de l'interprétation du sens donné au terme éducation lorsqu'il est employé dans le domaine muséal.

What is the museum's interpretation of «education»? Is it our sole desire to feed information into people, or do we understand education to be a process of wider scope: a tuning of people to their best ability to think judicious and to feel humanely? (...)

It should be a fascinating goal to search for the specific, intrinsic contributions these institutions can make to human well-being. We may then at last be in a position to give an answer to the question «would we invent museums if we did not have them?».<sup>522</sup>

Là encore les musées de sciences tiendront un rôle important. C'est effectivement dans la catégorie des musées dits scientifiques que c'est le plus fortement affirmé le renouvellement de la pensée muséologique au cours des années 1960.

---

521. A. E. Parr, "Museums of Nature and Man", *The Museums Journal*, vol. 50, n°8, p. 165-171, cité par Louis Lemieux, "Les musées d'histoire naturelle et leur contexte social", *Actes de la treizième Assemblée générale de l'Icom*, Mexico, 25 octobre-4 novembre 1980, p. 60.

522. Alma S. Wittlin, *Museums: in search of usable future*, Cambridge, Massachusetts and London, England, The MIT Press, 1970, p. 206, 217.

### 7.2.2. Vision culturelle de la science ou vision scientifique de la culture?

Cette crise des sociétés occidentales dans les années 1960, c'est notamment sous l'effet des transformations profondes résultant du rôle croissant joué par les sciences et les techniques qu'elle s'est développée. À l'euphorie du tournant du XX<sup>e</sup> siècle sur les bienfaits des sciences et des techniques succède une méfiance et un mécontentement accru quant à l'utilisation de la science et de la technique ainsi qu'une remise en cause de la notion de progrès. Qu'il s'agisse de la bombe atomique, des menaces sur l'équilibre planétaire et sur la survie de certaines espèces, de la disparition de certaines pratiques sociales, les sciences et les techniques n'ont plus bonne presse. Le rôle croissant qu'elles jouent et la place grandissante qu'on leur accorde implique des transformations profondes de la société toute entière, qu'il s'agisse des modes de travail, du loisir, de la communication, de la consommation, etc.; elles semblent totalement déconnectées de la question culturelle et sont au cœur des grands débats de société au tournant des années 1960<sup>523</sup>.

Ainsi, sous l'effet du développement des sciences et de l'industrialisation croissante associés à une course effrénée au progrès matériel, les sociétés occidentales se trouvent traversées par une crise du social qui se manifeste par de vastes mouvements de contestations dans les diverses couches de la population.

---

523. Une étude de la Cité des sciences de Paris réalisée en 1994 montre qu'aujourd'hui "la science et technologie ne sont perçues ni comme parties prenantes de la culture ni comme systèmes culturels à part entière". Voir à ce sujet: Jacqueline Eidelman et Jacqueline Peignoux, *Image de la cité des Sciences et de l'Industrie chez les enseignants du primaire. Synthèse*, Cité des Sciences et de l'Industrie, Département Évaluation et Prospective, mai 1994, p. 3.

Ces mouvements de contestation conduisent alors à une certaine rupture dans la façon de penser la culture, de penser la société et ses rapports à l'État. En voulant changer la société, changer les rapports entre l'État et la société civile, les contestataires des années 1960-1970, militent en faveur d'un "réarmement civique et moral<sup>524</sup>" de la société afin d'impliquer chacun dans le développement social.

Questionnant la course à la réussite économique et au progrès dans laquelle sont alors engagés les pays occidentaux, refusant certaines conséquences sociales de l'industrialisation croissante, ce mouvement n'est bien sûr pas politiquement neutre. Il donne également lieu à tout un mouvement de réorientation critique des sciences humaines. La place croissante de l'activité scientifique et technique dans les sociétés industrialisées et le processus de professionnalisation et de spécialisation des sciences qui l'accompagne tendent à isoler les pratiques scientifiques du reste de la culture.

C. P. Snow<sup>525</sup> est sans doute l'un des premiers à avoir écrit sur la dualité de la culture et sur la question de la culture scientifique, en 1959. Sa façon de poser historiquement le problème de cette dualité, la vision positiviste des sciences qu'il véhicule ainsi que l'idéologie libérale de son discours ont suscité de multiples réactions et ont été le point de départ de nombreuses discussions. La question de la dualité entre culture et sciences a continué à faire couler beaucoup d'encre depuis. Nous n'allons pas nous y attarder car elle serait l'objet d'une thèse à elle seule. Seul le contexte des débats nous intéresse afin d'éclairer notre perspective sur les musées et sur le rôle des musées scientifiques et techniques.

---

524. Jacques Donzelot, *L'invention du social*, Paris, Seuil, 1994, p. 223.

525. C. P. Snow, *Les deux cultures*, Paris, J. J. Pauvert Éditeur, 1968, 154 p., édition originale, Cambridge University Press, 1959.

Au tournant des années 1960, sciences, techniques et culture ne semblent ainsi plus cheminer ensemble vers un seul objectif qui serait le progrès. Les gouvernements des pays industrialisés et les instances internationales où ils sont représentés réagissent en prônant une conception de la culture qui englobe les sciences et les techniques, et ce, afin d'accroître la diffusion des connaissances scientifiques dans la population. Souvenons-nous que l'Unesco, tout au long des années 1960-1970 a œuvré pour la prise en compte d'une conception large de la culture, conception à laquelle le Québec a d'ailleurs souscrit.

Au début des années 1960, la question du développement scientifique et industriel tend à préoccuper de plus en plus les pays industrialisés. En 1961, ils mettent sur pied l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)<sup>526</sup>. Sous l'égide de cette dernière, et suite aux recommandations d'une commission spéciale, en 1963, les gouvernements des pays membres mettent peu à peu en place des politiques scientifiques<sup>527</sup>. En 1971, une autre commission déplore toutefois que la science soit encore considérée dans la majorité des pays comme un élément de la politique de la culture et de l'éducation<sup>528</sup>. Préconisant une vision plus large de la science et la mise sur pied de véritables politiques scientifiques, cette commission privilégie une vision rejoignant les aspects sociaux et culturels du développement scientifique.

---

526. L'OCDE succède à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) fondée en 1948.

527. OCDE, *La science et la politique des gouvernements. L'influence de la science et de la technique sur la politique nationale et internationale*, Rapport de la Commission consultative spéciale pour le politique scientifique auprès du secrétaire général, 1963.

528. OCDE, *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle*, Commission dirigée par Harvey Brooks, 1971, p. 45.

Ainsi, au tournant des années 1960, la prise en compte des questions sociales dans le développement industriel et économique des pays occidentaux semble inévitable. La crise du social ne peut laisser les gouvernements indifférents. D'un côté, nous avons une vision économique qui préconise une vision élargie du développement scientifique incluant la prise en compte des questions sociales et culturelles — qui est celle de l'OCDE —, de l'autre — sans pour autant que ces mouvements soient en relation directe —, nous avons une vision élargie de la culture incluant le développement scientifique et économique — qui est celle de l'Unesco.

La question de la diffusion de l'information scientifique et technique se trouve donc ainsi, dans les années 1960-1970, au cœur de stratégies diverses traduisant un enchevêtrement complexe de rapports de force, de jeux de savoir et de pouvoir. Le développement scientifique et technique étant de plus en plus fortement perçu comme élément indispensable du progrès, du développement économique et de la compétitivité d'une nation, les arguments en vue d'une légitimation culturelle de la science ne cessent de se répandre. Toutefois, les énoncés traduisant la nécessité de la diffusion de connaissances scientifiques ainsi que sa légitimation culturelle ne partent pas tous des mêmes intentions.

Si pour certains la nécessité de la diffusion de la culture scientifique et technique s'impose pour une meilleure insertion sociale de la population afin que la nation puisse continuer son développement économique et matériel, pour d'autres, il s'agit plutôt de démocratiser l'accès au savoir, de rompre avec le schéma traditionnel de la diffusion des connaissances, afin que ne continue pas à se creuser le fossé entre les "savants" et les "ignorants". Pour d'autres encore, la motivation réside dans le fait de fournir à la population les informations nécessaires afin qu'elle puisse participer aux débats sociaux entourant le



développement scientifique et technique de la société et mieux affronter ses conséquences sociales. Ce mouvement a plusieurs conséquences en ce qui concerne la muséologie des sciences.

De par leur nature et leur vocation, les musées scientifiques et techniques ne restent pas étrangers à ces débats. Ils apparaissent même de plus en plus comme de puissants instruments au service de la société. C'est en effet au cours de ces années que les musées s'attellent à l'action pédagogique, puis à l'action culturelle. Comme le fait remarquer Brigitte Schroeder<sup>529</sup>, c'est alors l'affirmation des vertus civiques de la culture qui sert de fondement politique à la vocation éducative des musées. En plus de lieux de mémoire, de préservation de la culture des nations, on les voit comme des outils de démocratisation de l'accès à la connaissance et à la culture, ainsi que comme instruments au service du développement des sociétés.

### 7.2.3. Les vertus de la muséologie scientifique

Dans les années 1960, la muséologie des sciences apparaît de plus en plus comme un outil de démocratisation de l'accès à la connaissance et à la culture, ainsi que comme un instrument au service du développement des sociétés. Les musées scientifiques et techniques connaissent un développement sans précédent dans de nombreux pays industrialisés. Mais parallèlement, la muséologie des sciences se trouve prise entre diverses tendances qui conduisent à un certain éclatement de ses formes mêmes qui se manifeste aussi bien avec la création des centres de

---

529. Brigitte Schroeder, Conférence donnée lors du Congrès conjoint de la Société des musées québécois et de l'Association des musées canadiens, *Le partage des savoirs*, Montréal, 14 juin 1995.

sciences, mais aussi avec le développement d'écomusées et de centres d'interprétation relatifs aux sciences, aux techniques et à l'industrie.

Dans le contexte des mouvements contestataires des années 1960, face aux sciences et aux techniques, l'image des sciences avait en quelque sorte besoin d'être redorée. Les centres de sciences répondent alors à un besoin de promotion de la science et des techniques auprès de la population, ils s'inscrivent dans une volonté politique de modifier l'attitude du public face à la science et à la technologie. La plupart des centres de sciences présentent des manipulations interactives, des "hands on", destinés à démontrer des phénomènes scientifiques précis. Ils mettent en œuvre une pédagogie active, offrant une forte dimension de spectacle et de jeu, se différenciant ainsi de la pédagogie scolaire. L'animation et le loisir y sont des mots-clés.

Il faut dire que dans les années 1960-1970, des sociologues et des sémioticiens lancent une campagne de démystification de la nécessité historique de la vulgarisation: "Fut ainsi démasquée l'«idéologie» qui sous-tend toute l'entreprise de vulgarisation, accusée d'entretenir, plus qu'elle ne le comble, le fossé entre savants et ignorants<sup>530</sup>". La transmission du savoir à l'ancienne, qui présentait d'un côté des spécialistes et, de l'autre côté, un public ignorant, s'est révélée creuser davantage le fossé entre les scientifiques et le public, plutôt que de les rapprocher. Cette remise en cause de la façon de transmettre le savoir conduit justement dans ces années-là à questionner les liens que les musées doivent entretenir avec d'autres institutions éducatives, et notamment avec l'école. Wittlin s'interroge à ce sujet:

---

530. Bernadette Bensaude-Vincent, "Un public pour la science: l'essor de la vulgarisation au XIXe siècle", *Réseaux*, Paris, CNET, n°58, mars-avril 1993, p. 55.

Should museums exist in isolation from each other or other institutions, or share a site with others? The combination of a teaching institution with a museum is of old standing, but with the international trend in museums toward popular education goes the idea of a Cultural Center embracing a museum, or museums, a library, an archive, a theater, and a concert hall.<sup>531</sup>

Le basculement des musées vers de nouvelles fonctions, outre le fait qu'il permet à certains corps de professionnels d'asseoir leur statut<sup>532</sup>, remet en question le positionnement des musées — surtout celui des musées scientifiques et techniques —, entre éducation et culture. Lors de la treizième Assemblée générale de l'Icom tenue à Mexico en 1980, le représentant du Directeur général de l'Unesco déclare:

L'évolution des schémas de communication dans les années cinquante et soixante a amené les musées à faire partie du système éducatif des sociétés modernes dans un sens informel et extra-scolaire. Ce nouveau rôle de la pédagogie humaniste, conjugué à l'impact des nouveaux média a amené des changements très importants dans la nature du message et dans la façon de la faire passer.<sup>533</sup>

Rappelons que c'est dans la définition du musée présentée dans les statuts de l'Icom en 1974 qu'est inscrite, pour la première fois, la fonction de communication. Aussi, si l'emphase est toujours mise sur la signification éducative d'une visite au musée, on parle désormais plutôt d'éducation informelle. Ce concept, comme le précise d'ailleurs Bloom, désigne tous les

---

531. Alma S. Wittlin, *Museums: in search of usable future*, op. cit., p. 164.

532. Jacqueline Eidelman a démontré que tel était le cas pour les scientifiques au Palais de la Découverte à Paris en 1937: *La création du Palais de la Découverte: professionnalisation de la recherche et culture scientifique dans l'entre-deux guerres*, Thèse de doctorat unique, université Paris V, 1988. Maria Osietzki a démontré le rôle des ingénieurs au Deutsches Museum de Munich: "De l'émancipation de l'ingénieur à la mise en scène idéologique de l'objet. Les premières conceptions muséographiques du *Deutsches Museum*", in Brigitte Schröder-Gudehus (sous la direction de), *La société industrielle et ses musées*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1992, p. 151-169.

533. S. Naqvi, "Allocution du Représentant du Directeur général de l'Unesco", *Actes de la treizième Assemblée générale de l'Icom*, Mexico, 25 octobre-4 novembre 1980, p. 13.

types d'apprentissage qui peuvent se faire en dehors des structures formelles de l'école. "We have developed the new concept of «informal education» to describe the many ways people learn outside the classroom. Informal education includes reading books and magazines, watching television or movies, observing the natural world, visiting a museum<sup>534</sup>".

Même si les centres de sciences sont pluridisciplinaires, en ce sens qu'ils font place aux différentes sciences, ils n'adoptent pas pour autant une approche contextuelle. Leur démarche n'a rien à voir, par exemple, avec celle des dioramas des museums d'histoire naturelle qui consistaient à montrer l'interdépendance cruciale des techniques, des êtres humains et de la nature. Cette approche contextuelle, qui met l'accent sur les questions sociales, se sont plutôt les musées de plein air, les écomusées et les centres d'interprétation qui vont l'incarner dans les années 1960-1970. Jean Clair<sup>535</sup> relève notamment l'influence des dioramas dans la perspective à la fois synchronique et diachronique proposée par les écomusées qui se veulent à la fois des musées de l'espace et du temps. Comme pour les centres de sciences, les écomusées et les centres d'interprétation ne sont pas sans filiation plus ancienne. Il faut remonter au tournant du XX<sup>e</sup> siècle pour comprendre la mouvance dont ils sont issus.

Parallèlement au mouvement glorificateur des sciences et des techniques dans le secteur muséal où la notion de progrès n'est nullement remise en cause mais au contraire valorisée et sacralisée, apparaît, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un tout autre

---

534. Joel Bloom, "Science and technology museums face the future", in John Durant, (ed.), *Museums and the public understanding of science*, London, Science Museum, 1992, p. 17.

535. Jean Clair, "Les origines de la notion d'écomusée", texte de 1976 réédité in André Desvallées, textes choisis et présentés par, *Vagues, une anthologie de la nouvelle muséologie*, France, éd. W, M.N.E.S., coll. "museologia", vol. 1, 1992, p. 437.

courant, critique celui-là, à l'encontre de la science et de la technique ainsi que de la notion de progrès. Il débouche sur la création des premiers musées régionaux et des musées de plein air qui ont vu le jour dans les pays scandinaves. La montée des sciences sociales et des sciences humaines n'est pas étrangère à ce mouvement. Elle va d'ailleurs considérablement marquer le développement ultérieur des musées. Ces musées mettent l'accent sur l'histoire locale, sur les pratiques agricoles et autres, afin de préserver les cultures populaires ainsi que les activités et les techniques traditionnelles qui ont alors tendance à disparaître sous l'effet de l'industrialisation.

Souvenons-nous que les écomusées et les centres d'interprétation sont, dans les années 1960, les héritiers directs de ce courant. Ils questionnent les aspects du développement d'une communauté; ils ne se contentent pas de présenter des objets et des milieux de vie statiques. On y trouve de véritables reconstitutions et on peut assister ou participer à l'utilisation des objets, outils ou techniques présentés. De plus, un des traits les plus originaux des écomusées et des centres d'interprétation consiste en leur préoccupation pour l'écologie, comprise dans son sens le plus large — comme le nom écomusée le laisse d'ailleurs percevoir.

Pour les écomusées, comme déjà pour les musées de plein air, l'environnement naturel et culturel se perçoit comme un tout qu'on reçoit en héritage, que l'on conserve et que l'on transmet en restituant les transformations que lui font connaître les activités humaines. Les objets, qu'ils soient d'art, scientifiques ou techniques font tous partie de cet environnement culturel. Les écomusées et les centres d'interprétation sont interdisciplinaires, ils ne se qualifient pas comme musées scientifiques, et ce même s'ils ont le plus souvent comme projet de préserver des sites industriels, des pratiques ouvrières, des sites naturels. Dans la philosophie des écomusées, le musée est le lieu spécifique où l'on peut étudier les

relations de l'homme à la réalité de l'univers dans sa totalité, il n'y a plus de distinction entre ce qui est culturel et ce qui est scientifique et technique.

La montée de la préoccupation pour l'environnement qui gagne beaucoup de musées au cours des années 1960-1970 est un bon exemple de l'influence de cette conception dans la mesure où elle affirme la dimension sociale du rapport de l'être humain à tout ce qui l'entoure. Elle contribue aussi à une perception de l'environnement considéré comme patrimoine. Dès le début des années 1970, l'Association des musées américains relève qu'une grande majorité de musées — toutes catégories confondues — affiche une préoccupation envers la question de l'environnement. De plus, cette préoccupation se trouve fermement annoncée lors des congrès de l'Icom des années 1971 et 1972. Il y est affirmé que le rôle social du musée doit prendre la forme d'une responsabilité face à la protection de l'environnement, et qu'il doit viser à élargir la compréhension du public de l'interdépendance de la vie et de la biosphère<sup>536</sup>.

Cette responsabilité des musées sera réaffirmée à plusieurs reprises au sein de l'Unesco et de l'Icom. Par exemple, en 1980, lors de la treizième Assemblée générale de l'Icom, le représentant du Directeur général de l'Unesco affirme qu'il s'agit désormais de savoir si le musée remplit de façon socialement satisfaisante son nouveau rôle central dans la vie de la communauté, notamment en ce qui concerne l'environnement naturel et culturel de l'être humain. À cet effet, il déclare:

Il ne faut pas négliger le pouvoir des musées sur la scène culturelle contemporaine. Ce pouvoir ne pourrait-il pas être utilisé dans un but plus

---

536. Pour plus d'informations sur cette question, voir Jean Davallon, Gérard Grandmont, Bernard Schiele, *L'environnement entre au musée*, Lyon et Québec, Presses Universitaires de Lyon, Musée de la civilisation de Québec, 1992, notamment les p. 41-54.

ambitieux que l'éducation humaniste dont les musées ont été les agents depuis un certain temps déjà? Et si cela est possible, le musée n'est-il pas appelé à transmettre un message plus général, à "vulgariser" en collaboration avec les médias, de façon à sensibiliser l'opinion aux grandes questions qui n'ont pas encore été résolues de manière satisfaisante, comme par exemple une meilleure conservation du patrimoine culturel et naturel.<sup>537</sup>

On peut constater que chacun à leur manière, les différents établissements nés dans les années 1960, qu'ils soient centres de sciences, écomusées ou centres d'interprétation, ne veulent plus seulement être des conservateurs du passé. La dynamique est celle du partage des connaissances, sans pour autant négliger le plaisir. Elle s'inscrit dans la pensée muséologique élaborée autour de l'Unesco et de l'Icom, pensée qui vise à la responsabilisation croissante des institutions muséales en leur assignant le rôle de participer à la transformation des sociétés. Notre approche généalogique nous a permis de faire émerger l'enchevêtrement des formations discursives constituant le dispositif de la muséologie scientifique et technique, le jeu complexe des rapports de savoir-pouvoir qui s'y déroulent. Nous avons mis en évidence deux grandes orientations qui ont caractérisé la muséologie scientifique au cours des années 1960 et qui traduisent deux rapports distincts au savoir. Tout cela confirme la place à part qu'occupent ces musées scientifiques dans le paysage muséologique, même si, comme le reconnaissent aussi bien Desvallée<sup>538</sup> que Jean Davallon et Pierre Clément<sup>539</sup>, les contours de ce qu'on appelle la muséologie des sciences et des techniques sont encore flous et incertains. Desvallée précise que le plus souvent on entend seulement par ce

---

537. S. Naqvi, "Allocution du Représentant du Directeur général de l'Unesco", *op. cit.*, p. 13.

538. André Desvallée, "Musées scientifiques, musées techniques, musées industriels", in Brigitte Schrøder-Gudehus (sous la direction de), *La société industrielle et ses musées*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1992, p. 112.

539. Jean Davallon et Pierre Clément, "La muséologie des sciences et des techniques: un nouveau champ de recherche", conférence durant les *Rencontres internationales sur la communication publique des sciences et des techniques*, Madrid, 21-24 mai 1991, p. 2.

titre les sciences dures en y incluant parfois les sciences de la nature; mais tout ce qui est anthropologie sociale et culturelle est souvent exclu, tout se passant comme si les sciences humaines n'étaient pas des sciences! Et pourtant, peu à peu les sciences humaines ont envahi tout le champ de la muséologie, et surtout celui de la muséologie scientifique, contribuant à "culturaliser" en quelque sorte la science.

Chaque pays, selon ses priorités, mettra l'accent sur l'une ou l'autre de ces nouvelles formes de musée à partir des années 1960. En France, notamment sous l'impulsion de Georges Henri Rivière, c'est plutôt la direction de l'écomuséologie qui a été choisie à partir des années 1960, dans le secteur de la muséologie scientifique. Ce pays met en effet l'accent sur la défense des arts et traditions populaires et sur la mise sur pied des écomusées. Ce n'est que plus tard, au cours des années 1970, que la question de l'implantation d'un centre de sciences dans ce pays se posa; les priorités avaient alors changé. Avec la crise de l'énergie et les problèmes de société qu'elle suscite, l'utilité d'une muséologie scientifique et technique destinée à la promotion sociale de la science et de la technique refait surface. La France constate qu'après avoir fait figure de pionnier dans le domaine de la muséologie scientifique et technique avec la création du Conservatoire National des Arts et Métiers puis celle du Palais de la Découverte, elle n'a pas su maintenir l'effort<sup>540</sup>. Elle souhaite alors rattraper son retard par rapport aux autres pays qui possèdent des centres de sciences qui remportent un certain succès auprès du public. Au début des années 1980, les pouvoirs publics français décident donc de considérer les musées des sciences et des techniques comme

---

540. André Conquet, *Des musées pour quoi faire?*, Paris, Le Centurion, p. 45.



des instruments privilégiés de la culture scientifique et technique, cela aboutira à la construction de la Cité des Sciences et de l'Industrie, la Villette.

Le Canada, quant à lui, opte pour la formule du centre de sciences en créant, en 1969, le Centre des Sciences de l'Ontario, mais cela ne l'empêche pas d'accorder aussi beaucoup d'attention aux nouvelles formes muséales, notamment au sein du Service canadien des parcs. Souvenons-nous que ce Service s'est montré très dynamique et novateur dans les années 1970, en développant la formule des centres d'interprétation à travers le pays.

Le Québec a également privilégié la voie de l'écomuséologie et des centres d'interprétation dans les années 1970, notamment grâce à la branche québécoise du Service canadien des parcs. Qu'il s'agisse de muséologie des sciences ou du développement de la muséologie dans son ensemble, l'influence de l'expertise mise en œuvre à partir des centres d'interprétation se fait beaucoup sentir dans le type d'institutions muséales proposées, et ce, même si le ministère des Affaires culturelles ne met pas ses énergies dans la création de tels établissements au tournant des années 1980, mais plutôt dans la rénovation ou la création d'institutions plus considérables comme le Musée du Québec, le Musée national de la civilisation, ou un éventuel Musée des sciences et des techniques.

Ce n'est pas non plus en faveur de la création d'un établissement de type centre de sciences qu'aboutissent les conclusions du rapport Seguin, même si le Musée proposé est un musée sans collections. Les réflexions devant faire preuve d'imagination, elles s'orientent plutôt vers une formule qui emprunte finalement un peu à chacun des modèles. Le Québec ressent la nécessité de promouvoir la culture scientifique et technique, et l'utilité d'un établissement muséologique en sciences et techniques pour cela, mais il est aussi conscient de la nécessité de tenir

compte de la dimension sociale des questions scientifiques et techniques. Il faut dire que lorsque le Groupe de travail sur les musées scientifiques remet son rapport en 1980, cela fait déjà plus de dix ans que les centres de sciences existent. Même si leur succès est toujours aussi grand, certaines faiblesses concernant l'atteinte de leurs objectifs sont apparues nettement. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point dans le chapitre suivant, lors de l'étude de l'évolution du dossier de la muséologie scientifique dans les années 1980 au Québec. Pour le moment, revenons à l'analyse des discours gouvernementaux en ce qui concerne la modernisation du dispositif muséal.

### 7.3. LES STRATÉGIES GOUVERNEMENTALES ENTOURANT L'ÉVOLUTION DU DISPOSITIF MUSÉAL QUÉBÉCOIS

Rappelons-nous que la conservation et la mise en valeur du patrimoine constituaient, des années 1960 au milieu des années 1970, les interventions gouvernementales les plus importantes envers le dispositif culturel. Ces actions allaient dans le sens de l'affirmation par la province de son identité et de la nécessaire connaissance de ses racines. C'est à travers les discours développés en vue de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine québécois que s'est affirmée l'impérative nécessité de développer un réseau muséal au Québec. Souvenons-nous qu'une des premières régularités discursives à avoir guidé la formation des énoncés relatifs aux musées au Québec relevait justement de la question identitaire via le recours au patrimoine.

Dans le chapitre cinq, nous avons mis en évidence la formation du dispositif muséal au Québec. Nous avons démontré comment les énoncés concernant ce

dispositif étaient organisés selon certaines régularités et participaient également à l'articulation et à la réarticulation des diverses formations discursives relevant de l'économie générale des discours sur la culture. Rappelons que dans ces années là, l'analyse des discours gouvernementaux entourant la construction du dispositif muséal au Québec avait laissé apparaître une productivité tactique à deux niveaux:

- le jeu des rapports de pouvoir-savoir avec le gouvernement fédéral, le pouvoir passant par la revendication de l'entière gestion du patrimoine québécois et le savoir relevant de la sensibilisation de la population à la richesse de son patrimoine collectif;
- l'intégration stratégique de ces discours dans la conjoncture internationale, conjoncture internationale qui, par l'influence d'organisations telle l'Unesco, rend l'utilisation de tels discours en quelque sorte nécessaire pour une nation en devenir qui veut montrer qu'elle est désormais une nation moderne.

Au tournant des années 1980 au Québec, sans que ces deux niveaux aient totalement changé, on constate toutefois un certain glissement par rapport aux années 1970. Le jeu des rapports de pouvoir-savoir s'est quelque peu transformé. Le rapport de force Québec-Ottawa n'a pas disparu, mais il s'est relativisé. La problématique de la question identitaire s'est déplacée de l'étape de la sensibilisation et de l'affirmation à celle de sa mise en œuvre en vue de mieux comprendre l'évolution de la société. Quant à l'intégration stratégique des discours gouvernementaux dans la conjoncture internationale, elle est de plus en plus marquée en ce qui concerne l'évolution du dispositif muséal. En fait, les énoncés relatifs aux musées s'autonomisent quelque peu des discours sur la culture pour s'ancrer plus précisément dans des formations discursives relatives spécifiquement à la question muséale.

### 7.3.1. L'évolution du jeu des rapports de pouvoir-savoir Québec-Ottawa au tournant des années 1980

À la fin des années 1970, le Québec n'est plus l'unique province à revendiquer la responsabilité du domaine des affaires culturelles et, par conséquent, des musées. En effet, comme il est mentionné dans le document faisant suite à la Conférence canadienne des arts en 1981:

Au cours des dix dernières années, l'intérêt et l'engagement des provinces à l'égard des affaires culturelles ont connu une croissance remarquable (...). Aujourd'hui, la plupart des provinces possèdent leur propre ministère de la culture et/ou des loisirs (...) les provinces en viennent de plus en plus à la conclusion qu'elles ont ou qu'elles devraient avoir la toute première responsabilité du domaine des affaires culturelles.<sup>541</sup>

Les revendications des provinces deviennent même d'autant plus fortes au début des années 1980, que dans le contexte de la conjoncture économique difficile, les services fédéraux en matière de culture ont tendance à s'amenuiser. Mais les contacts restent toujours informels entre le gouvernement fédéral et les provinces puisqu'il n'existe pas d'organisme officiel de concertation. C'est d'ailleurs la mise en place d'un appareil consultatif fédéral-provincial permanent, devant permettre de consulter tous les intéressés, que recommandera le rapport de 1981 faisant suite à la Conférence canadienne des arts.

Toutefois, Ottawa continue à se vouloir le premier responsable vis-à-vis des arts et de la culture au pays. Notons que le gouvernement fédéral avait même mis sur pied, en 1975, la Commission pour l'unité canadienne. En 1980, il transfère la

---

541. Conférence canadienne des arts, *Perspectives pour l'élaboration d'une politique culturelle. Stratégie II*, document faisant suite à *Une stratégie culturelle. Propositions pour la définition d'une politique fédérale pour les arts et les industries culturelles au Canada*, Gouvernement du Canada, 1981, p. 108.

Direction des arts et de la culture du Secrétariat d'État au Ministère des Communications, tout en recentrant les efforts du Secrétariat d'État sur la promotion du multiculturalisme. Le gouvernement canadien devient ainsi de moins en moins «british» en matière culturelle, réduisant en grande partie la césure entre culture et politique. Léo A. Dorais note que si en 1972, la politique nationale des musées visait à «doter le pays d'un instrument moderne et dynamique d'initiation à la culture», la tendance actuelle semble plutôt d'utiliser la culture et les organismes culturels à des fins intéressées, notamment en vue de la mobilisation de la culture pour l'unité nationale. Dorais poursuit: "les musées deviennent monnaie d'échange dans un processus politique dont l'objectif n'est pas culturel<sup>542</sup>".

Pourtant, dans un rapport sur le secteur des musées au Canada, datant de 1979, on peut lire la définition suivante de ce qu'est un musée:

Un musée est par définition un établissement dans lequel sont rassemblées des collections d'objet présentant un intérêt historique, scientifique ou culturel, en vue de leur conservation et de leur présentation au public. (...) Dans cette perspective, les musées ont pour «mission» non seulement d'exposer des collections, mais également d'offrir des services à des fins de recherche et d'enseignement.<sup>543</sup>

Cette définition ne fait nullement référence aux prises de position de l'Icom, ni à l'évolution de la définition du rôle des institutions muséales. De façon très conservatrice, elle renvoie pour ainsi dire à la conception des musées datant des années 1950 où les nouvelles formes muséales ne sont pas du tout prises en

---

542. Léo A. Dorais, "Vingt ans de politique nationale des musées au Canada: de la démocratisation et décentralisation aux organismes spéciaux de service", *Muse. L'Etat des musées au Canada*, vol. 10, n°2-3, septembre 1992, p. 45.

543. Max O. Brice, *Le secteur des musées au Canada*, Rapport de la Direction de la recherche et des statistiques, Direction générale des arts et de la culture, Secrétariat d'État, Ottawa, Gouvernement du Canada, novembre 1979, p. 4.

compte. Il n'est donc pas question des sites historiques, des centres d'interprétation, des zoos, aquariums, planétariums et jardins botaniques dans ce rapport de 1979. Tout se passe comme si le fédéral ne considérait pas les centres d'interprétation comme des institutions muséales — d'ailleurs, le Service canadien des parcs relève du ministère de l'Environnement. Cette définition ne laisse nullement supposer que le gouvernement fédéral adhère à une conception des institutions muséales en tant qu'instrument au service de la société, néanmoins, en recentrant ses objectifs envers la politique culturelle et, par conséquent, envers les musées vers la promotion de l'unité nationale, c'est bien ainsi qu'Ottawa considère les musées dans ses actions.

Parallèlement au positionnement d'Ottawa, le gouvernement québécois accentue ses revendications. Rappelons que 1980 est aussi l'année du référendum en vue de la souveraineté du Québec. Le gouvernement continue bien sûr de revendiquer l'entière gestion des moyens relatifs à la culture ainsi que l'entière administration des moyens budgétaires accordés au Québec dans le secteur des musées. Il fait remarquer que deux conceptions et deux orientations différentes du développement et du soutien des musées québécois ne peuvent coexister. Néanmoins, il continue à négocier des ententes ponctuelles avec le gouvernement fédéral, ententes qui contribuent à améliorer grandement la situation de ce secteur au cours des années 1970.

Le document du ministère des Affaires culturelles faisant le bilan des actions dans le secteur des musées relève, qu'il s'agisse de conservation, de restauration, ou de formation, que même s'il reste encore du travail, des progrès considérables ont

été réalisés depuis 1974<sup>544</sup>. Même la Société des musées québécois est de cet avis.

Dans un document adopté par son Comité exécutif, on peut lire:

Sous l'impulsion de volontés politiques concrétisées par la mise en œuvre de services techniques et d'appuis financiers, l'essor muséologique au Québec a connu, au cours des années 70 un progrès fulgurant.

Enfin un réseau muséologique naissait. Soutenu par un Service des musées privés — devenu la Direction des musées privés et centres d'exposition — il connaît une poussée de croissance extraordinaire et, avec elle, une intensification de la conservation de notre patrimoine passé et présent. (...)

Pour poursuivre un tel élan et en intensifier l'impact, des ressources humaines qualifiées et des ressources financières furent adaptées de part et d'autre. À la fin des années 70, tout semblait encourager cette dynamique: étude sur la formation en muséologie (Rapport Jentel), étude sur la conservation (Rapport Des Gagniers), «Musées et muséologie au Québec, nouvelles perspectives»... le tout accompagné de recommandations visant à développer le secteur muséologique. Parallèlement, grâce à des ententes Canada/Québec, plusieurs institutions bénéficiaient d'appuis au niveau de l'immobilisation et de l'équipe muséologique.<sup>545</sup>

Ainsi, les multiples actions engagées au cours de ces années en vue du développement du dispositif muséal — mais aussi, plus localement, de celui de la nation québécoise —, tendent à rendre moins prioritaire la préservation du passé, la connaissance de l'histoire et des racines, l'affirmation de l'identité québécoise. Les énoncés relatifs à ces thématiques n'ont pas pour autant disparus, le projet de rénovation du Musée du Québec intitulé *Le Musée du Québec ou le musée d'histoire de l'Homme d'ici* en est la preuve, projet qui visait notamment à renforcer la conscience nationale et où la question identitaire reste très prégnante. Mais cette dernière ne constitue plus seulement une fin en soi dans l'évolution du dispositif muséal. Elle est présentée comme devant servir un autre objectif, celui

---

544. Ministère des Affaires culturelles, *Le ministère des Affaires culturelles et les musées depuis 10 ans*, Gouvernement du Québec, février 1984, p. 38.

545. SMQ, «Les musées, état de la situation. La rançon du progrès», *Musées*, vol. 7, n°1-2, mars-juin 1984, p. 3.

de la compréhension du monde actuel, de la société dans laquelle nous vivons, et ce, à partir de la connaissance de son histoire.

Du cadre de la revendication de la souveraineté culturelle, la volonté de modernisation du dispositif muséal québécois se déplace plus significativement vers des arguments s'ancrant dans le mouvement en faveur de la démocratisation de la culture. Le déplacement des discours gouvernementaux axés sur le projet politique du Québec vers un projet plus "culturel" au sens strict se fait encore plus sentir en ce qui concerne la muséologie des sciences. Le projet "culturel" inclut en l'occurrence la promotion d'une culture scientifique et technique au plus grand nombre, en vue du progrès de la société dans son ensemble.

Déjà le Livre vert de 1976 sur le développement culturel au Québec suggérait de déplacer les priorités. S'inscrivant dans la lignée d'autres formations discursives qui, comme nous l'avons démontré, s'inspirent beaucoup des recommandations des organisations internationales en matière de culture, ce Livre vert proposait de réorienter les actions gouvernementales vers les grands objectifs d'ensemble de la politique culturelle: l'animation, la diffusion et l'accessibilité culturelle. La diffusion devait avoir priorité sur l'acquisition. Le Livre blanc de 1978 conserve les mêmes objectifs et il sert d'ailleurs d'assise aux documents de réflexion sur l'évolution du dispositif muséal québécois au tournant des années 1980, tels que nous les avons présentés.

Il est bon de noter que depuis les années 1960, les actions de l'État ont commencé à porter leurs fruits en ce qui concerne le développement de la province. L'accroissement de la scolarisation, la hausse des revenus, l'allongement du temps libre, la démocratisation de l'accès à la culture ont fait en sorte qu'au cours des années 1960-1970, le public de la culture a déjà augmenté. Ce phénomène



s'accompagne également d'une transformation des goûts, des attitudes et des mentalités sur lesquelles le gouvernement peut prendre appui pour légitimer le renouveau du dispositif muséal qu'il souhaite mettre en œuvre. D'ailleurs, dans le document *Le musée: un élément de développement culturel*, la Direction générale des musées reconnaît que derrière le "grand public" se cache en réalité une grande diversité de publics qu'il faut réussir à attirer et à intéresser par différents moyens d'action.

Ainsi, les discours gouvernementaux entourant le développement du dispositif muséal québécois au tournant des années 1980 contiennent une multiplicité d'éléments discursifs qui peuvent jouer dans des stratégies diverses: positionnement de l'État comme maître-d'œuvre du développement de la province, comme détenteur d'un "savoir moderne", à l'écoute de la population, de ses besoins, ouvert sur l'extérieur et, en cela, voulant se positionner autant face à Ottawa que face aux autres nations modernes. L'intégration stratégique de plus en plus marquée des discours gouvernementaux concernant l'évolution du dispositif muséal dans la conjoncture internationale est tout à fait symptomatique de cette réalité.

### 7.3.2. La productivité tactique des discours gouvernementaux relatifs aux musées au Québec au tournant des années 1980

Qu'il s'agisse du projet d'agrandissement du Musée du Québec, de la réflexion sur la mise en place d'une politique muséologique, ou du développement des musées scientifiques, il ne fait pas de doute qu'en 1979-1980, les intentions du ministère des Affaires culturelles sont de revoir dans leur ensemble les conceptions de la muséologie québécoise. Cette volonté confirme le désir de

positionnement de l'État québécois comme maître d'œuvre indispensable du développement culturel et muséal de la province, mais aussi comme maître d'œuvre de la modernité, les musées étant considérés comme des outils de développement pour la société québécoise.

Au cours des années 1970, les discours gouvernementaux entourant la formation du dispositif muséal québécois relevaient pour une part importante de l'économie générale des discours sur la culture, comme nous l'avons démontré dans le chapitre cinq. Au tournant des années 1980, les discours concernant la modernisation du dispositif muséal québécois se trouvent beaucoup plus structurés par les formations discursives relevant du renouveau de la pensée muséale dans son ensemble. Il faut dire qu'à la fois le secteur des musées s'est considérablement développé sur la scène internationale, mais qu'également il occupe une place grandissante dans la structure administrative du ministère des Affaires culturelles.

Les discours gouvernementaux entourant l'évolution du dispositif muséal au Québec trouvent leurs racines dans un contexte plus général qui est celui de la remise en cause de la conception traditionnelle des musées sur la scène internationale, notamment autour d'organisations telles l'Unesco ou l'Icom. En voulant positionner le dispositif muséal québécois à la pointe des nouvelles tendances en muséologie, le gouvernement confirme sa volonté de faire du Québec une nation moderne, il se positionne comme garant du développement de la province et de la modernité. L'argument de l'accès du Québec au rang de "pays moderne" est souvent invoqué dans les positions gouvernementales, ainsi que celui de son rayonnement international. Par exemple, pour le ministre des Affaires culturelles, l'éclatement du projet du Musée du Québec en deux institutions muséologiques d'envergure permet "d'une part, à la population du

Québec d'avoir accès à des services culturels actuellement disponibles dans la plupart des pays modernes" et favorise d'autre part, "une meilleure connaissance de la culture québécoise à travers le monde<sup>546</sup>". C'est également là un des objectifs du développement du réseau muséologique.

En s'appuyant sur les prises de position et sur les réalisations étrangères, l'État québécois adhère alors à cette nouvelle vision qui fait du dispositif muséal un outil social d'envergure. La structuration de ses énoncés selon des régularités discursives consacrant le rôle social du musée — musée dont la définition s'est d'ailleurs étendue à des établissements très divers — permet au gouvernement québécois d'étendre son intervention dans ce secteur. Si ce processus s'est traduit surtout à la fin des années 1970 au Québec, c'est dans les années 1960 qu'il a fallu chercher les conditions de l'avènement des vastes débats qui ont entouré la question de la démocratisation de la culture et de l'accès au savoir, et, par conséquent, celle du rôle social des musées.

Ces conditions prennent source dans les divers mouvements de contestation qui se sont développés dans les sociétés occidentales et qui ont conduit à une certaine rupture dans la façon de penser la société et la culture. Les musées remplissant un certain nombre de fonctions symboliques, aussi bien pour les gouvernements qui les mettent en place, que pour la population qui les fréquente, ils peuvent être compris comme des institutions reflétant les liens entre les préoccupations de l'État et celles de la société.

Au Québec, ce mouvement en faveur d'un accès démocratique au savoir s'est manifesté au cours de la période d'institutionnalisation de l'État québécois.

---

546. Ministère des Affaires culturelles, *Communiqué*, "Création d'un Musée national de la civilisation et agrandissement du Musée du Québec", 11 novembre 1980.

Comme nous l'avons démontré au quatrième chapitre, le gouvernement se positionne alors comme instance de mobilisation de la société, comme lieu de la négociation du rapport entre l'autonomie de chacun et la responsabilité de tous. Les musées, au cours des années 1970, apparaissent de plus en plus comme des institutions pouvant contribuer à l'action de l'État dans ce sens. Le gouvernement québécois se prévaut donc de sa responsabilité éducatrice pour étendre de plus en plus son action à ce secteur, présentant en quelque sorte le dispositif muséal comme pouvant être une instance de réconciliation de l'individu et du social. En voulant embrasser la gamme entière du savoir humain, des sciences pures aux sciences sociales et humaines, la muséologie des sciences veut être un foyer d'activités, un lieu d'interaction sociale grâce à des débats, des discussions plus ou moins organisées à partir des expositions qu'elle présente. Jacqueline Eidelman observe d'ailleurs que l'institution muséale semble décidée "à troquer son rôle de sacralisateur de la connaissance pour celui d'amplificateur du débat social autour d'une maîtrise conviviale et démocratique des sciences et des techniques<sup>547</sup>".

C'est ainsi la mission civilisatrice et modernisatrice de l'État qui se trouve affirmée par les discours gouvernementaux entourant l'évolution du dispositif muséal québécois au tournant des années 1980. Qu'il s'agisse des énoncés faisant référence à la démocratisation de l'accès au savoir, au musée comme un lieu d'éducation permanente, à son rôle pour la compréhension du monde actuel, à l'accent mis sur l'écoute des visiteurs et la communication avec ces derniers, à la nécessaire diffusion d'une culture scientifique et technique, tous renvoient à cette mission civilisatrice de l'État. Cette dernière fonctionne dès lors comme un

---

547. Jacqueline Eidelman, "La science au musée: des cabinets d'amateurs aux centres de culture scientifique", in Nicolas Witkowski (sous la direction de), *L'état des sciences et des techniques*, Montréal - Paris, Boréal - La Découverte, 1991, p. 104.

régulateur de l'ensemble des énoncés relatifs au dispositif muséal québécois qui réfèrent à l'action pédagogique et éducatrice des institutions muséales et à leur rôle social.

Comme on a pu le constater, les deux niveaux à propos desquels s'affirmait le plus nettement la productivité tactique des discours gouvernementaux concernant le dispositif muséal québécois au cours des années 1970 ont quelque peu évolué. Ce déplacement des lignes de forces traversant le dispositif muséal traduit une évolution de la rationalité ayant guidé les actions et les prises de position du gouvernement québécois au tournant des années 1980. Le dispositif muséal constitue véritablement un lieu où diverses stratégies de pouvoir s'expriment, non sans liens avec le savoir.

L'analyse des discours gouvernementaux entourant l'évolution du dispositif muséal québécois laisse plutôt apparaître une productivité tactique qui serait la suivante:

- au niveau des effets réciproques de pouvoir et de savoir, ces discours assurent le positionnement de l'État comme maître d'œuvre de la modernisation du dispositif muséal, détenteur d'un "savoir moderne" nécessaire à mettre en œuvre en vue du développement personnel des citoyens mais aussi de celui de la province. Consacrant le rôle social du musée agissant en vue d'un accès plus démocratique à la culture, le gouvernement affirme le pouvoir de sa mission civilisatrice.

- au niveau de leur intégration stratégique, on constate que ces discours s'inscrivent dans une conjoncture internationale que tend à faire des musées des puissants instruments au service du développement social. Ces positions ne font

toutefois pas l'unanimité dans le secteur muséal. Elles conduisent à l'affrontement de l'État avec une certaine partie des représentants de ce secteur.

Le tournant des années 1980 a été fécond de documents politiques laissant transparaître un certain projet de société; nous l'avons constaté à partir des documents concernant le secteur des musées. Après cela, nous allons assister à un certain changement de philosophie gouvernementale, les rapports se spécialisent, il est de plus en plus rarement question de politique d'ensemble, seulement des projets spécifiques. Après l'échec du référendum de 1980, le Parti québécois est néanmoins réélu. Mais durant son deuxième mandat (1981-1985), la crise économique qui s'abat sur le monde occidental dès 1981 — la plus grave depuis celle de 1930 — entraîne une lourde récession et une crise des finances publiques qui contribue à ramener à l'avant scène les priorités économiques, autant à Québec qu'à Ottawa. Les signes de reprise se feront attendre jusqu'en 1983 et ils seront plus faibles qu'aux États-Unis.

Malgré cette conjoncture, le ministère des Affaires culturelles du Québec — sous la direction de Clément Richard de 1981 à 1985 — continue à mener sa réflexion sur le développement des musées. Des décisions sont prises quant au développement muséal: l'agrandissement du Musée du Québec, la relocalisation du Musée d'art contemporain, la création du Musée de la civilisation. De plus, le projet de musée des sciences et des techniques fait toujours du chemin. En 1983, un nouveau projet de la Maison des Sciences et des Techniques est présenté. Il est suivi de la proposition d'un plan quinquennal en 1986. Tous ces projets s'inscrivent dans la perspective du développement du dispositif muséal dans toute sa complexité, tel que nous l'avons mis en évidence tout au long des chapitres précédents.

Toutefois, les projets de musée des sciences resteront lettre morte. Quant au Musée du Québec, il dut attendre les années 1990 pour voir son agrandissement se réaliser. De même, le Musée d'art contemporain fut contraint de rester quelques années de plus dans son isolement puisque ce n'est qu'en 1993 qu'il rouvrit ses portes au centre-ville de Montréal. Quant au Musée de la civilisation, décidé en 1980, ce n'est qu'en 1988 qu'il ouvrit ses portes. Ainsi, les différents projets muséologiques élaborés sous le gouvernement de René Lévesque ne réussirent pas vraiment à se concrétiser avant les élections générales de 1985. C'est finalement sous le gouvernement libéral de Robert Bourassa que plusieurs de ces projets muséologiques se réaliseront.

## 8. DE L'ABSENCE D'UN MUSÉE DE SCIENCES ET TECHNIQUES À LA CRÉATION DU MUSÉE DE LA CIVILISATION AU QUÉBEC

---

La décennie 80 va être marquée dans le secteur de la muséologie québécoise par plusieurs éléments, dont les deux plus marquants quant à la structuration du dispositif muséal vont être, d'une part, la poursuite des projets et des études en vue de la création d'un musée à caractère scientifique et d'autre part, l'aboutissement de la création du Musée de la civilisation. Selon nous, le cheminement de chacun de ces projets n'est pas sans rapport l'un avec l'autre. Toutefois, l'un de ces dossiers va aboutir — celui du Musée de la civilisation — et l'autre va finir par être relégué pour une période indéterminée.

La crise économique que connaît alors le pays va avoir certaines influences sur les décisions gouvernementales en ce qui concerne le secteur muséal. En effet, dans les années 1980, les cycles de récession obligent les gouvernements, tant fédéral que provinciaux, à geler les subventions, voire à les réduire, dans la plupart des secteurs. Au Québec, la Société des musées québécois reconnaît que l'essor de la muséologie a connu un progrès fulgurant au cours des années 1970, et que la situation est idyllique par rapport à son état cinq ans auparavant<sup>548</sup>. Toutefois, elle relève qu'au début des années 1980 — au cours du second mandat du Parti

---

548. Voir l'éditorial de Jean Trudel, "Un sens de la continuité", *Musées*, vol. 4, n°1, mars 1981, p. 3.



québécois —, on assiste soudain à un changement de cap, ou plutôt “à une direction tout azimut<sup>549</sup>”.

Après une réorganisation administrative du ministère des Affaires culturelles qui se traduit, en 1982, par l'abolition de la Direction des musées privés et des centres d'exposition, divers programmes d'aide aux musées sont menacés. C'est à la Direction générale des musées que revient la charge du soutien administratif et technique aux musées privés. Cette situation conduit à plusieurs réactions d'intervenants du secteur muséal. Nicole Lemay, alors directrice de la Société des musées québécois, lance en mai 1982 un cri d'angoisse dans *Le Devoir*:

Nous devons congédier du personnel... nous nous acharnons à résorber le déficit accumulé... nous devons augmenter nos heures de travail à 50 heures par semaine sans autre compensation que celle de joindre les deux bouts... les objets des collections sont menacés si une intervention de restauration n'est pas effectuée avec diligence par des spécialistes; le patrimoine est en péril.<sup>550</sup>

Mais en 1983, le ministère des Affaires culturelles annonce qu'il va continuer à investir en vue de l'amélioration du dispositif muséal, quoique de façon quelque peu différente: “nous prenons une orientation nouvelle: de l'idée d'un patrimoine à protéger, nous passons à celle d'un patrimoine à bâtir<sup>551</sup>”. Qu'il s'agisse de l'agrandissement du Musée du Québec et du Musée des Beaux-Arts de Montréal, de la relocalisation du Musée d'art contemporain, de la création du Musée de la civilisation et de celle d'un Musée des sciences et des techniques, c'est effectivement au service de la relance économique que le gouvernement décide

---

549. SMQ, “Les musées, état de la situation. La rançon du progrès”, *Musees*, vol. 7, n°1-2, mars-juin 1984, p. 3.

550. Nicole Lemay, citée par: François T. Beaudet, “Cri d'angoisse: expansion ou consolidation?”, *Les Cahiers de l'Acfas. De la science au musée*, Suites et retombées d'un Colloque tenu en mai 1982 au 50<sup>e</sup> congrès de l'ACFAS, vol. 14, p. 54.

551. Ministère des Affaires culturelles, *Des actions culturelles pour aujourd'hui Programme d'action*, Gouvernement du Québec, 1983, p. 6.

alors de mettre l'essor du dispositif muséal. Malgré la période économique peu favorable, c'est alors près de 100 millions de dollars que le gouvernement de René Lévesque prévoit injecter en travaux culturels, et ce dans toutes les régions de la province. La Société des musées québécois est fière d'un tel intérêt gouvernemental pour les équipements culturels, mais elle s'oppose à l'idée de délaissier le patrimoine à protéger au profit de celui à bâtir. De plus, elle craint que tous ces projets ne deviennent rapidement des éléphants blancs<sup>552</sup>.

Parmi les divers projets muséaux en sciences et techniques élaborés sous les gouvernements péquistes, aucun ne réussira à se concrétiser et à ouvrir ses portes avant les élections de 1985, pas même le Musée de la civilisation d'ailleurs. C'est finalement sous le gouvernement libéral de Robert Bourassa que certaines réalisations verront le jour. La première est l'ouverture du Musée de la civilisation, en 1988, après de multiples péripéties. Analysons successivement l'évolution conjointe des projets de création d'un établissement muséal en sciences et techniques ainsi que du Musée de la civilisation. Chacun à leur manière, ils apportent des éléments de compréhension à la transformation du dispositif muséal québécois.

## 8.1. L'ÉTAT FACE À LA QUESTION DE LA MUSÉOLOGIE SCIENTIFIQUE

À partir de 1980, une certaine ambiguïté va émerger au sein du gouvernement québécois concernant la place de la science. Jusqu'à cette date, nous avons pu

---

552. SMQ, "Les musées, état de la situation. La rançon du progrès", *Musées*, vol. 7, n°1-2, mars-juin 1984, p. 4

constater les efforts du gouvernement provincial visant à inclure tout ce qui relevait de la question scientifique dans la question culturelle. Mais cette année-là, le ministère d'État au Développement culturel publie un Livre blanc intitulé *Un projet collectif: énoncé d'orientations et plan d'action pour la mise en œuvre d'une politique québécoise de la recherche scientifique*<sup>553</sup>. Il y propose d'impressionnantes réformes plaçant la science comme facteur important de l'affirmation nationale ainsi qu'un outil essentiel au développement de la province, qu'il s'agisse du développement politique, économique, social ou culturel. Ce document, réaffirme notamment — à la suite du Rapport Seguin — la nécessité de créer un musée de sciences au Québec. Il faut dire qu'alors, la situation de la muséologie des sciences et techniques est loin d'être brillante. Beaudet<sup>554</sup> insiste sur les nombre des collections disparues, dispersées ou irrémédiablement endommagées dans ce secteur, faute de soin, d'argent, d'efforts et de développement des infrastructures muséologiques.

Bien qu'il ait été élaboré au sein du ministère d'État au Développement culturel, ce document place la science au cœur d'un projet collectif. Il s'ensuit d'ailleurs le remplacement de ce ministère par un ministère d'État au Développement culturel et scientifique, et ce, afin de mettre en œuvre les recommandations de ce Livre blanc. Avec la création de ce ministère d'État, le dossier de la création de musées scientifiques sur le territoire du Québec passe aux mains du ministre chargé plus spécifiquement du développement scientifique. Il quitte ainsi à proprement parler le ministère des Affaires culturelles. Cette action marque le

---

553. Voir Ministère d'État au développement culturel, *Un projet collectif: énoncé d'orientations et plan d'action pour la mise en œuvre d'une politique québécoise de la recherche scientifique*, Québec, 1980, 106 p.

554. François T. Beaudet, "Cri d'angoisse: expansion ou consolidation?", *Les Cahiers de l'Acfas. De la science au musée*, op. cit., p. 54.

début d'une certaine "décolonisation" de la conception de la science au sein du gouvernement québécois, d'une dissociation progressive des sciences et de la culture dans l'appareil gouvernemental et, par conséquent, de la problématique des musées scientifiques de celle des autres types de musées. Il faut dire que la question de la muséologie scientifique avait déjà fait l'objet d'un examen différencié de celle des autres musées à l'occasion du Rapport Seguin. La complexité de ce secteur ainsi que ses spécificités historiques — telles que nous les avons exposées autant dans le premier chapitre que dans le chapitre précédent — est sans doute pour quelque chose dans cette décision du ministère des Affaires culturelles.

Suite à la mise de côté du Rapport Seguin, on assiste à partir de 1981 en quelque sorte à une récupération de la question du développement de la muséologie scientifique par d'autres acteurs que les acteurs gouvernementaux. En effet, à partir de cette date, la ville de Montréal relance le dossier. Elle voit dans la construction d'un Musée des sciences et des techniques sur son territoire un grand intérêt économique et touristique. Voyons l'évolution de ce dossier.

### 8.1.1. Du réseau des musées scientifiques à la Maison des sciences et des techniques

Le Rapport Seguin étant resté lettre morte, c'est le maire de Montréal, Jean Drapeau, qui lors du Sommet économique de Montréal, en mars 1981, relance l'idée du musée de sciences dans la métropole. Il propose alors au gouvernement du Québec de s'associer à l'administration municipale pour mener une étude approfondie des paramètres d'implantation d'un tel musée à Montréal. Le maire

voyait en effet dans la création d'un tel établissement plusieurs avantages pour le développement et le prestige de la ville.

Peu après, en juin 1981, la Commission d'initiative et de développement économiques de Montréal (CIDEM) organise une session de travail pluridisciplinaire pour déterminer la philosophie et la mission de l'établissement projeté. Mentionnons la présence de Claude Faubert du Centre des Sciences de l'Ontario, qui faisait déjà partie du Groupe de travail sur les musées scientifiques. D'emblée on abandonne l'idée de nommer un tel établissement "musée". Cette question avait effectivement soulevé de vastes débats, notamment de la part de la Société des musées québécois, suite à la publication du Rapport Seguin. Souvenons-nous que pour une partie des intervenants, un musée sans collections ne pouvait être un musée. Le terme "maison" permet d'éviter par ailleurs de donner l'appellation Centre de sciences à cette institution. En effet, lors de cette session de travail, le Comité ne propose pas un concept tellement différent de celui du Rapport Seguin, et ce dernier n'avait pas retenu l'option d'un centre de sciences.

Le Comité insiste également beaucoup sur le rôle économique autant que scientifico-culturel d'un tel établissement. Le projet déposé en 1981 frappe en effet par son ampleur: il devrait occuper une surface d'au moins 450 000 pieds carrés. Le Comité n'envisage qu'une seule hypothèse, celle d'un grand musée se classant parmi les tout premiers au monde. Ce faisant, il met en veilleuse l'aspect du musée "éclaté" présent dans le Rapport Seguin, où le Musée national avait un rôle à jouer envers le développement d'une action muséologique en sciences et techniques à travers toute la province. Le Comité laisse également quelque peu de côté l'idée présente dans le Rapport Seguin de la présentation de débats

entourant la finalité de la science dans la société. Il insiste plutôt sur le rattrapage dans le domaine du développement de la culture scientifique et technique.

Cette réunion n'a pas eu de suites officielles immédiates. Ce n'est que le 17 juin 1982 que le Conseil ministériel permanent sur le développement culturel (CMPDC) invite le Secrétariat à la science et à la technologie à s'associer à la Commission d'initiative et de développement économiques de Montréal (CIDEM) pour étudier la possibilité de réaliser «un grand musée scientifique et technique» dans la métropole. Le CMPDC précise que ce musée, en plus de son intérêt économique et touristique, “servirait d'appui à l'action muséologique exercée dans l'ensemble du Québec<sup>555</sup>”. Le gouvernement du Québec accepte cette collaboration qui démontre sa volonté de poursuivre, en collaboration avec la Ville de Montréal, l'étude de ce dossier. Gérald Godin, alors ministre d'État au Développement culturel et scientifique, préconise la constitution d'un groupe de travail sur cette question.

Précisons qu'en 1982, le ministère d'État au Développement culturel et scientifique est aboli au sein du gouvernement québécois, et le poste de ministre d'État au développement scientifique se transforme en un poste de ministre délégué à la Science et à la Technologie. Malgré la disparition du ministère d'État, la recommandation de constituer un groupe de travail sur la Maison des sciences et des techniques est suivie. En septembre 1982, deux groupes de travail sont créés. Le premier, sous la responsabilité de la Commission d'initiative et de développement économiques de Montréal, doit étudier les aspects techniques du

---

555. Groupe de travail sur la Maison des sciences et des techniques et CIDEM (Commission d'Initiative et de Développement Économique), *Maison des sciences et des techniques*, Gouvernement du Québec, Ministère de la Science et de la Technologie, décembre 1983, préface.

projet; le deuxième groupe, animé par le ministre délégué à la Science et de la Technologie, doit définir la mission et l'orientation du musée. Mentionnons que tous les membres du groupe de travail mis sur pied par le ministère sont différents de ceux du Groupe de travail sur les musées scientifiques, à l'exception, encore une fois, de Claude Faubert.

Le poste de ministre délégué à la Science et de la Technologie devient, le 18 août 1983, à proprement parler le ministère de la Science et de la Technologie, sous la direction de Gilbert Paquette. Roland Arpin<sup>556</sup> explique que ce nouveau ministère, à qui on venait de confier un mandat, était alors en quête de dossiers. Il va donc récupérer le dossier de la création d'un Musée des sciences et des techniques à Montréal. Cette décision relève ainsi beaucoup plus des contingences de l'État que d'une ferme volonté de dissocier la question des musées scientifiques des autres musées. Mais elle ne manquera pas d'avoir des conséquences sur la suite des événements.

Le rapport résultant du travail des deux groupes de réflexion sur la Maison des sciences et des techniques est publié en décembre 1983. Ce Rapport relève qu'il existe au Québec une solide tradition dans le domaine de la vulgarisation scientifique et technique. Plus de 60 000 amateurs sont inscrits à un club ou à une fédération de loisirs scientifiques et techniques dans la province. Le Salon des sciences et de la technologie, en 1982, a accueilli plus de 90 000 visiteurs et, en 1983, près de 100 000. De plus, une enquête réalisée par le gouvernement fédéral conclut que les Québécois sont, de tous les Canadiens, les plus intéressés aux

---

556. Entrevue réalisée avec Roland Arpin, Directeur du Musée de la civilisation, le 1er mars 1994.

questions scientifiques et techniques<sup>557</sup>. Cependant, souligne-t-on dans le rapport: "si la demande du public pour une plus grande initiation et sensibilisation aux questions scientifiques est non seulement réelle mais importante, l'engagement du gouvernement dans ce sens jusqu'à maintenant est faible<sup>558</sup>".

Le comité de rédaction du rapport sur la Maison des sciences et des techniques se demande tout d'abord: "qu'entrevoions-nous dans les années à venir qui justifie le développement d'institutions à caractère scientifique et technique?". En réponse à cette question, il affirme:

Communiquer au grand public les connaissances scientifiques et techniques s'impose aujourd'hui avec d'autant plus d'acuité que les changements que nos sociétés traversent sont perçus avec inquiétude. Aussi ces changements ont-ils contribué à accroître l'écart de connaissances qui distingue l'initié du non-initié. La plupart des pays développés ont à faire face à un problème de rattrapage dans le domaine du développement de la culture scientifique et technique et ce, lors même qu'ils intensifient leurs efforts de recherche et de développement scientifiques.<sup>559</sup>

Poursuivant leur analyse de la situation, les auteurs de ce document constatent que dans la période de l'après-guerre, nombre de musées ont délaissé les collections pour mettre l'accent davantage sur la vulgarisation scientifique et technique. Les centres de sciences sont devenus très populaires et des établissements comme l'Exploratorium de San Francisco ou le Centre des sciences de l'Ontario sont à l'avant-garde de la muséologie scientifique et technique. Ils se caractérisent par une orientation de participation et une approche pédagogique décontractée visant à amener le visiteur à apprendre sans peine, à la différence de la salle de cours. Selon ces auteurs:

---

557. Ministère d'État à la Science et à la Technologie, *Sciences et média*, Ottawa, juin 1975

558. Groupe de travail sur la Maison des sciences et des techniques et CIDEM, *Maison des sciences et des techniques*, op. cit., p. 5.

559. *ibid.*, p. 3.



Le monde des grands musées et centres de science existants aujourd'hui est en évolution. Les changements profonds et rapides que traversent nos sociétés incitent ces institutions à rechercher de nouveaux moyens, toujours plus efficaces pour disseminer les connaissances.<sup>560</sup>

Mais les membres du groupe de travail sur la Maison des sciences et des techniques constatent qu'il n'existe à Montréal toujours aucun établissement d'envergure consacré à la vulgarisation scientifique et technique. Des équipements, pour la grande majorité voués aux sciences naturelles suppléent, en quelque sorte, mais ne peuvent remplacer une Maison des sciences et des techniques, soulignent-ils. Reprenant le constat du Rapport Seguin, ils remarquent que le Québec compte, disséminés dans les régions, une douzaine de musées de science. Isolés, vivant en fragile équilibre financier, ils se sont maintenus surtout grâce au dévouement d'une poignée de personnes. Aucun de ces musées, même s'ils recèlent de grandes forces, ne possède les ressources, le site ou encore le budget pour s'imposer comme institution nationale de renom.

Les auteurs du rapport sur la Maison des sciences et des techniques semblent convaincus que l'option du réseau proposé par le Rapport Seguin est la meilleure. Selon eux, une institution à caractère muséologique en sciences et techniques s'impose autant pour répondre aux attentes des Montréalais qu'à celles des régions du Québec: "Un chef-lieu, bien équipé (...), pourrait sans doute maximiser ces équipements existants et amorcer un réseau culturel en science et technologie accessible à tous<sup>561</sup>". Toutefois, ils n'élaborent pas sur ce que pourrait être le réseau. Ils se contentent de définir ce que doit être la Maison des sciences et des techniques, aucune mention n'est faite d'établissements du genre de ceux

---

560 *ibid.*, p. 5

561. *ibid.*, p. 5-6.

des Centres régionaux proposés dans le Rapport Seguin. Ainsi, l'idée du réseau en reste-t-elle à un stade de volonté pieuse.

Le concept muséologique proposé reste très proche du contenu du Rapport Seguin. La Maison des sciences et des techniques doit posséder un caractère nouveau se distinguant des institutions existantes. Vouée à la diffusion des connaissances scientifiques et techniques, elle "devra appartenir à la nouvelle génération de musées qui émerge". Elle se doit d'accorder la priorité à la personne et aux questions que se posent les visiteurs. Elle doit également être à la portée du niveau culturel du plus grand nombre. Il est spécifié que bien que poursuivant plusieurs des objectifs des centres de sciences, l'établissement devra également s'en distinguer. Les auteurs notent que la Maison sera québécoise. Elle incitera:

par le biais de l'initiation à la méthode scientifique, à la réflexion et au travail scientifique et technique. (...) elle tentera de construire des ponts de communication comblant ainsi le fossé entre l'initie et le non-initié, la culture savante et la culture populaire.

Le mot même de «Maison» est choisi parce qu'il évoque des notions de convivialité, de familiarité, des images de bien-être et de loisir. Ces images et ces notions ont tissé la trame de fond de tout le développement conceptuel<sup>562</sup>

La mission élaborée pour la Maison des sciences et des techniques est ambitieuse. En même temps qu'agent de développement de la culture scientifique et technique, la Maison est présentée comme devant être tout à la fois:

lieu d'expérimentation de nouvelles pratiques pédagogiques, centre de références et d'informations adaptées aux besoins des publics, moteur du réseau québécois des établissements voués à la vulgarisation, produit touristique et agent de promotion de l'industrie québécoise.

---

562. *ibid.*, p. 9.

La Maison devra aussi susciter un sentiment de fierté pour les réalisations scientifiques et techniques québécoises et faire partager le patrimoine universel des connaissances et du savoir-faire <sup>563</sup>

Les objectifs particuliers de la Maison des sciences et des techniques doivent essentiellement être dirigés vers la démocratisation des sciences et des techniques et le développement de la culture scientifique et technique, et ce, dans une perspective de décroisement des sciences. Ses objectifs sont les suivants:

- vulgariser l'état des connaissances actuelles, tant scientifiques que techniques, et leur évolution,
- démontrer les liens associant les sciences et les techniques ainsi que les incidences sociales et écologiques de leurs applications,
- présenter des éléments pertinents du patrimoine scientifique et technique québécois;
- atteindre le plus grand public,
- respecter les attentes et les besoins particuliers des régions et des publics québécois,
- accorder une attention particulière au public enfance-jeunesse,
- assumer un rôle de premier plan dans l'ensemble des équipements et institutions voués à la vulgarisation scientifique et technique,
- susciter l'intérêt, le goût d'entreprendre et de poursuivre des études et des carrières scientifiques et techniques,
- sensibiliser à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de la vie au Québec <sup>564</sup>

Les auteurs du rapport sur la Maison des sciences et des techniques présentent le concept muséologique qu'ils ont élaboré pour cette dernière. Quatre caractéristiques distinguent la Maison et fondent son concept<sup>565</sup>.

- La prise en compte des interrogations des visiteurs. Elle conduit à intégrer le volet société/environnement. L'importance accordée à la personne se traduit par l'exposition de données et de concept de sciences sociales mais aussi par

---

<sup>563</sup>. *ibid.*, p. 10

<sup>564</sup>. *ibid.*, p. 11.

<sup>565</sup>. *ibid.*, p. 20-22.

l'intégration de dimensions culturelles. Le but est de susciter l'émerveillement, d'amener les personnes à jeter un regard nouveau et curieux sur l'univers et la société, de provoquer de nouvelles questions, des prises de conscience tout en évitant le ton éditorial et les jugements de valeur.

- Présenter le temps présent. L'approche qui en découle privilégie la société présente, dresse le constat d'avancement des recherches scientifiques actuelles et les grands pôles de recherche, en cerne les origines, apporte une perspective sur l'avenir. Elle n'occulte pas pour autant le passé en retraçant les connaissances scientifiques et techniques inscrites dans les objets techniques usuels.
- Exposer la dimension québécoise. Les éléments de présentation doivent provenir essentiellement du patrimoine culturel québécois: dons, legs ou prêts de l'industrie ou du milieu universitaire qui peuvent contribuer à la constitution de collections d'objets de sciences et techniques. Les collections de sciences naturelles sont mieux connues et plus faciles d'accès. La Maison doit veiller à utiliser le réseau montréalais et québécois existant de ressources matérielles et humaines et d'équipements culturels.
- Encourager la participation du visiteur. Les questions, les préoccupations, les inquiétudes des visiteurs doivent être prises en compte et traduites dans le choix des thèmes. L'animation doit être le moyen privilégié d'action muséologique: ateliers, débats-conférences, présentations animées, etc. De plus des manipulations physiques et la collaboration à des expériences scientifiques doivent susciter les réflexions, les échanges, le dialogue, le partage des connaissances.

L'approche thématique est retenue; il est spécifié que le thème doit présenter une vision des plus globales qui comprend les volets des incidences sociales et des

impacts écologiques des réalisations scientifiques et techniques: volets sciences, techniques, société/environnement. L'exposition permanente doit comprendre trois sections: la terre, la vie et le cosmos. S'inspirant des lignes de force présentes dans la société québécoise, l'exposition permanente doit aussi présenter des concepts fondamentaux de sciences et des principes de systèmes techniques qui évoluent peu. Les expositions temporaires doivent permettre, quant à elle, de se tenir à jour et de suivre l'actualité scientifique et technique en présentant essentiellement les innovations technologiques, les découvertes scientifiques de l'heure<sup>566</sup>.

Des forums sont prévus pour l'échange d'idées sur des questions prêtant à la controverse. Les auteurs du rapport sur la Maison des sciences et des techniques proposent des aires d'animation et des techniques de participation qui permettent de répondre aux multiples attentes du public: lieux de démonstration, mini-laboratoires permettant l'échange entre spécialiste-animateur et profane, place publique avec conférences, films, spectacles, etc. Ils relèvent que les "boutons-poussoirs" invitent à la participation mais que leur contribution pédagogique est fort contestable; leur usage, très répandu à la fin des années 1960, tend ainsi à décroître. Ils soulignent également que l'ordinateur permet de répondre aux questions des visiteurs mais qu'il reste fragile.

En ce qui concerne les aspects techniques du projet de Maison des sciences et des techniques, plusieurs scénarios sont prévus. La Maison doit se situer à Montréal, mais plusieurs sites sont proposés et différentes hypothèses de superficie sont émises. Les partenaires financiers anticipés sont le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec, les administrations locales (ville de

---

566. *ibid.*, p. 23-24.

Montréal) et le secteur privé. La Maison doit être administrée par une société indépendante et elle doit viser à établir des liens durables entre toutes les parties tout en conservant son autonomie. Il est également prévu qu'elle engage une action muséologique régionale, et qu'elle échange avec le réseau muséologique à caractère scientifique et technique du Québec. Il est précisé:

Il ne s'agit pas de demander à ces partenaires de concevoir ou de gérer un espace ou encore de transformer une exposition temporaire en exposition commerciale mais bien d'amener tous les "acteurs économiques", particulièrement les milieux industriels, à collaborer au soutien financier et au contenu de la Maison <sup>567</sup>

Les auteurs précisent de plus que la construction de la Maison des sciences et des techniques constitue un produit touristique nécessaire à la relance de Montréal. Elle peut constituer un pôle d'attraction majeur et contribuer à l'économie régionale et québécoise de façon importante en accroissant le niveau de l'activité économique de la ville et de la région métropolitaine toute entière: accroissement du commerce, création d'emplois, augmentations des investissements, accroissement des revenus des gouvernements, nouveaux débouchés pour les scientifiques, impact sur l'industrie touristique, etc. Il est également mentionné qu'une institution muséologique en sciences et techniques peut contribuer à renforcer la position concurrentielle de Montréal au niveau national et international: "Si cette institution est un maillon manquant dans le réseau culturel québécois, elle est aussi un produit touristique nécessaire à la relance de Montréal<sup>568</sup>". Les arguments économiques sont très présents dans ce projet de mise sur pied de la Maison des sciences et des techniques.

---

567. *ibid.*, p. 24.

568. *ibid.*, p. 7.

L'échéancier prévu est le suivant: après approbation du ministre de la Science et de la Technologie et du Conseil des ministres, les parties en présence opteront pour le choix d'un site. Au cours de 1984-85, le conseil d'administration de la Maison des sciences et des techniques procédera à l'embauche du personnel, à l'élaboration du programme scientifique et architectural, à l'estimation des coûts et à la recherche des financements. L'ouverture de la Maison est finalement prévue pour 1989-90<sup>569</sup>.

Ce rapport sur la Maison des sciences et des techniques est finalement soumis à la consultation publique. Un comité de consultation est créé, mentionnons qu'il compte notamment Fernand Seguin parmi ses membres. Étudions de plus près le contenu des débats ayant entouré ce projet. Nous pourrions ainsi constater si des déplacements se sont opérés dans les rapports de pouvoir-savoir apparus lors de la consultation de 1980 faisant suite au Rapport Seguin.

### 8.1.2. La consultation sur le projet de Maison des sciences et des techniques

La consultation sur le projet de Maison des sciences et des techniques s'est déroulée du 19 décembre 1983 au 21 février 1984. Soixante-dix-neuf (79) mémoires ont été reçus, dont 22 déposés par des personnes et 57 au nom d'organismes. L'origine de ces derniers est la suivante: 4 du gouvernement provincial, 4 du municipal, 8 des universités, 14 des organismes culturels, 8 du secteur privé, 4 des groupes populaires, 12 des associations et corporations

---

<sup>569</sup>. *ibid.*, p. 97-99.

professionnelles, 2 des centres de recherche et 1 des medias. Le rapport du Comité de consultation établit une synthèse des memoires deposees. Cette synthèse renseigne sur les débats alors en vigueur dans la société quebecoise concernant la muséologie scientifique.

On lit notamment dans le rapport de synthèse qu'il apparaît plus que jamais nécessaire "d'établir des liens entre les deux cultures, l'humaniste et la scientifique<sup>570</sup>". Les incidences économiques, sociales, culturelles et environnementales des sciences et des techniques sont fortement soulignées. Un très grand nombre de participants situent la nécessité de créer une Maison des sciences et des techniques dans le cadre d'un nécessaire «rattrapage» du retard du Québec en matière de développement scientifique et technique. Le rôle crucial des sciences et des techniques au sein de l'économie est relevé: productivité, automatisation, transformation du travail, mécanisation, augmentation de la taille des firmes, concentrations, trans-nationalisations, etc. Certains espèrent que les gains de productivité rendus possibles par l'application des connaissances, pourront se traduire par des activités davantage orientées vers la qualité de la vie et ainsi permettre un retour à une nouvelle forme d'humanisme.

La vulgarisation des connaissances fondamentales n'est toutefois pas perçue par tous comme le moyen le plus efficace de démocratiser la science et la technologie. "L'enjeu principal n'est pas de «diluer» des connaissances mais de reconnaître qu'il existe déjà des liens étroits entre la science, la technique et la culture<sup>571</sup>", peut-on lire dans un mémoire. De plus, nombre d'intervenants ont

---

570. Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, Rapport synthèse des consultations, Montréal, mars 1984, p. 4.

571. Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, *ibid.*, p. 3



souligné l'importance de reconnaître qu'il existe dans notre société une pluralité de cultures technique et scientifique et que toute entreprise de démocratisation doit prendre appui sur le respect de celles-ci, à défaut de quoi on ne réussit qu'à déifier davantage la science et à sacraliser la technique.

Le Comité de consultation définit la culture scientifique et technique comme "l'ensemble des rapports que peuvent entretenir les membres d'une société donnée avec les activités scientifiques et techniques et avec leurs résultats et produits". Quant à la promotion de la culture scientifique et technique, il la voit comme "l'amélioration de la qualité de ces rapports<sup>572</sup>". Pour le Comité, il s'agit en fait de:

promouvoir un rapport aux sciences et aux techniques susceptible de privilégier les connaissances permettant aux membres de notre société d'acquérir les moyens à maîtriser, au moins en partie, ces domaines qui, trop souvent, sont perçus comme mystérieux, dominateurs et même menaçants <sup>573</sup>

Tous les mémoires déposés devant le Comité de consultation établissent "qu'il est urgent de doter le Québec d'une institution culturelle où les personnes pourront engager une démarche personnelle et concrète d'appropriation des processus, des connaissances et des savoir-faire scientifiques et techniques<sup>574</sup>". L'analyse de contenu des mémoires révèle que les personnes refusent d'être confinées au rôle passif de consommateur d'informations scientifiques et techniques et qu'il y a nécessité de donner un rôle actif au visiteur. Le Comité de consultation en conclut que la Maison des sciences devra s'adapter aux besoins et désirs des personnes et non l'inverse. Il note que la qualité de la diffusion de la

---

572. Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, *ibid.*, p. 4.

573. Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, *ibid.*, p. 5.

574. Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, *ibid.*, p. 1.

culture scientifique et technique "ne doit pas être jugée, comme c'est trop souvent le cas, exclusivement du point de vue des concepteurs, mais également du point de vue des visiteurs<sup>575</sup>". Deux idées rallient le plus grand nombre de participants:

- 1) la nécessité d'inventer une institution muséologique de troisième génération,
- 2) de créer un établissement plutôt centré sur la découverte (type centre des sciences) que sur l'exploitation de collections.

Il est précisé qu'une Maison des sciences et des techniques devrait prendre en compte la panoplie de techniques et de moyens, de matériaux, nouveaux (télématique grand public, vidéodisque, micro-informatique, etc.). Mais en tant que musée de troisième génération, elle devrait dépasser le musée basé sur les collections ainsi que le centre «participatif», dont le Centre des sciences de l'Ontario est un exemple des plus réussis. Mentionnons qu'en 1982, le Centre des sciences de l'Ontario a reçu plus de 1 610 000 visiteurs. En 1985, Danilov mentionne que plus de 35 millions de personnes visitent chaque année des centres de science et de technologie en Amérique du Nord, faisant ainsi de ces derniers "the best attended museums and cultural institutions<sup>576</sup>".

Néanmoins, il faut dire que dans les années 1980, les discours de valorisation inconditionnelle de la science et de la technique deviennent difficilement tenables; aussi laissent-ils la place à des interrogations. La conception qui entoure l'approche de la diffusion des connaissances scientifiques, telle qu'elle est

---

575. Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, *ibid.*, p. 5

576. Victor J. Danilov, *Science Center Planning Guide*, Washington, D.C., Association of Science-Technology Centers, 1985, préface.

véhiculée par les centres de sciences, a déjà commencé à être remise en question à cette époque, et ce, même si leur popularité dépasse encore souvent les attentes. Le personnel de ces établissements s'est peu à peu rendu compte de certaines faiblesses. Claude Faubert, dans un article, relève notamment que lors de l'évaluation des performances des centres de sciences, on s'est rendu compte que l'aventure scientifique et technique se comprenait mieux lorsqu'elle était présentée dans une perspective historique, ce que ne faisaient pas du tout les centres de sciences. Il est donc apparu souhaitable de modifier leur approche. De plus, ajoute Faubert:

Le public n'a plus cette image de la science triomphaliste qui a réponse à tout ( ) En même temps, les visiteurs ne veulent plus d'expériences qui les laissent sur leur faim. Ils veulent de l'information sur place, afin de mieux comprendre ce qui se passe autour d'eux et être en meilleure position de faire des choix.<sup>577</sup>

L'évolution de ce mouvement se traduit dans les institutions muséales en sciences et techniques, notamment à travers les thématiques privilégiées et à travers les divers types d'actions envisagés pour favoriser la diffusion des connaissances scientifiques et techniques. Nombreux sont les intervenants qui lors de la consultation sur le projet de Maison des sciences et des techniques ont relevé cet aspect. D'ailleurs le Comité note:

Un des moments les plus heureux des sessions d'études publiques restera sans doute celui où presque à l'unanimité, les participants n'ont plus senti la nécessité de cultiver l'opposition entre le musée traditionnel de collections et le centre des sciences ( ) la Maison doit dépasser le stade des simples présentations et privilégier une approche fondée sur la «mise en situation».<sup>578</sup>

On peut lire dans le rapport du Comité de consultation que la Maison ne doit pas se limiter à créer une nouvelle représentation mystificatrice de la science:

---

<sup>577</sup> Claude Faubert, "La place de l'objet", *Continue*, hiver 1985, n°26, p. 25-26.

<sup>578</sup> Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, *op. cit.*, p. 5.

(...) il faut, au contraire, utiliser cet acquis pour permettre au visiteur d'amorcer son propre cheminement, sa propre démarche d'approfondissement ( ). De ce point de vue, la Maison peut être vue comme un instrument d'attraction qui, immédiatement après, joue le rôle de catalyseur propre à stimuler la curiosité du visiteur.<sup>579</sup>

Les auteurs du rapport remarquent que la plupart des musées de sciences se limitent à exposer les résultats et les produits des sciences et des techniques "Ce faisant ils occultent tous les éléments de l'organisation sociale des activités scientifiques et techniques qui, pourtant, sont indispensables pour comprendre la capacité de création incorporée dans les sciences et les techniques<sup>580</sup>". Le Comité poursuit en reconnaissant que cette dimension est excessivement difficile à exposer car la question est complexe et que très peu d'expériences existent sur ce sujet. Il soutient qu'il faut donc innover, car c'est cette dimension qui permettra justement à la Maison des sciences et des techniques "de bien se distinguer par rapport à la plupart des institutions analogues dans le monde".

Il s'agit là d'un élément important de l'argumentation et du discours du Comité de consultation. Ses membres, se faisant les porte-parole des mémoires déposés, se positionnent en faveur d'une différenciation de l'établissement muséal en sciences et techniques par rapport aux institutions existantes, quelles qu'elles soient. Et cette différenciation, c'est principalement de la liaison des sciences et des techniques avec le social et le culturel qu'elle tient sa raison première. Elle caractérise l'aboutissement du musée en tant qu'acteur social d'envergure. On retrouve là les positions exposées dans le Rapport Seguin où il s'agissait essentiellement de communiquer avec les visiteurs, de leur donner les moyens de mieux comprendre la société dans laquelle ils vivent et de la faire progresser.

---

579. Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, *ibid*, p. 6

580. Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, *ibid*, p. 7

On peut lire dans le rapport: "Les mots «démystification» et «vulgarisation» se retrouvent associés à ceux de «craintes», de «peurs», «d'enjeux». La nécessité d'établir un dialogue mature entre le savant et le public pour mieux maîtriser l'avenir a été un thème maintes fois soulevé<sup>581</sup>".

La Société des musées québécois se montre tout à fait d'accord avec la création d'une Maison des sciences et des techniques sans collections et qui ne fasse pas de recherches (du moment qu'elle ne porte pas le nom de musée). Elle insiste néanmoins encore une fois sur le fait qu'il est fondamental que se développent en parallèle des musées spécialisés qui auront le mandat de collecter et de conserver l'héritage scientifique et technique du peuple québécois, d'en rassembler les connaissances et les ressources et d'en diffuser le potentiel<sup>582</sup>. À cet effet, le Comité consultatif suggère que la Maison aide les musées régionaux à constituer et à faire circuler de telles collections<sup>583</sup>.

Relevons le changement de position de la SMQ qui — une fois la réserve faite sur le développement parallèle du réseau — se montre tout à fait en accord sur le fait de créer un musée de troisième génération, voué essentiellement à la diffusion des connaissances scientifiques et techniques et qui, pour cela, utilise des collections. La SMQ voit même dans une telle réalisation, la création d'un établissement qui corresponde à la définition de l'Icom, mais "à l'échelle du Québec". Il faut dire qu'au tournant des années 1980, la SMQ a enfin ouvert ses portes aux institutions de nouveau style que sont les centres d'interprétation, les

---

581. Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, *ibid.*, Annexe A, synthèse des consultations, p. 2.

582. SMQ, "La Maison des sciences et des techniques et les interrelations avec le réseau", *Musées*, vol. 7, n°1-2, mars-juin 1984, p. 8.

583. Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, *op. cit.*, p. 32.

écomusées, etc. Dès lors, le rapport de force entre les multiples représentants d'institutions muséales va commencer à se transformer en son sein et les positions officielles de la SMQ vont laisser transparaître une plus grande ouverture vers l'acceptation de nouvelles fonctions pour les musées.

Il est également intéressant de noter que c'est à la même époque que la France a décidé de créer la Cité des Sciences et de l'Industrie, la Villette. La Villette se veut justement le "prototype d'une nouvelle génération de centres scientifiques et techniques, actifs, vivants et polyvalents<sup>584</sup>". Construite à Paris entre 1983 et 1986 sous la direction d'Adrien Fainsilber, elle se présente ouvertement comme une «cité du futur». Afin de présenter "la science et la technique moderne", l'on prévoit d'élargir l'approche strictement scientifique à la technologie et aux réalisations industrielles, grâce à de nouvelles formes de coopération avec le secteur de l'industrie. Les objectifs sont de familiariser les visiteurs avec le développement de la science et des applications techniques, de les aider à les utiliser et ainsi d'améliorer leur image auprès du public, tout en stimulant l'esprit inventeur et les vocations scientifiques et techniques<sup>585</sup>.

Sans vouloir se situer dans la lignée de La Villette, le projet de la Maison des sciences et des techniques veut pour le moins lui aussi constituer une nouvelle voie entre les musées scientifiques traditionnels et les centres de sciences. Les objectifs clés qui ressortent des consultations à propos de la mission de la Maison sont les suivants<sup>586</sup>:

---

584. Établissement public du Parc de La Villette, *Rapport de la mission d'étude du Musée national des Sciences et de l'Industrie de la Villette*, 1979, p. 4.

585. Établissement public du Parc de La Villette, *ibid.*, p. 4-10.

586. Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, *Rapport synthèse des consultations*, Montréal, mars 1984, Annexe A, synthèse des consultations, p. 3.

- Démocratisation des sciences et des techniques en augmentant l'information scientifique et technique en partant des questions formulées par les publics et en privilégiant en particulier la maîtrise sociale des développements techniques.
- Démystification des sciences en initiant aux connaissances essentielles à la compréhension des phénomènes scientifiques et des réalisations techniques.
- Valorisation des savoirs existants dans le respect de la continuité historique en resituant l'autorité réelle des savoirs scientifiques et techniques ainsi que leurs limites.
- Développement d'une culture scientifique et technique en précisant le rapport de la personne aux sciences et aux techniques pour souligner son statut prioritaire et l'importance de ses inquiétudes face au développement scientifique et technique.

Les fonctions de la Maison des sciences et des techniques tel qu'elles sont récapitulées dans le rapport du Comité de consultation se présentent ainsi. Elles confirment l'adhésion à une vision du musée comme instrument de développement social, mais aussi comme lieu de loisir:

- 1) fonction d'émetteur ou de représentation: la Maison doit être un instrument permettant la diffusion informelle du savoir scientifique et technique, elle doit débarrasser le visiteur de ses préjugés et angoisses envers la science;
- 2) fonction d'écoute: la Maison doit entendre ce qui préoccupe la population;
- 3) fonction d'appel: la Maison doit être le catalyseur. Elle doit pouvoir susciter et organiser des interventions du milieu social (suggestions, etc.);
- 4) fonction d'adaptation: la démarche doit permettre aux visiteurs de pouvoir adopter différents regards sur une question;

5) fonction de détente: amuser, divertir, recourir parfois au spectaculaire, repos, séduction.<sup>587</sup>

Le Comité suggère également d'ouvrir différents champs de recherche autour des activités de la Maison des sciences et des techniques: recherches sur les nouveaux moyens d'apprentissage des sciences et techniques; sur les outils d'évaluation des présentations et des activités; sur les technologies nouvelles de communication en muséologie; sur les contenus.<sup>588</sup> Ce point est innovateur; ce n'est plus sur les collections que la recherche doit porter, mais sur les visiteurs, sur leurs modes d'appropriation des expositions et des contenus.

Concernant les aspects plus techniques, les intervenants devant le Comité ne s'entendent pas tous sur le site d'implantation, ni sur la superficie. La thématique développée ne fait pas non plus l'unanimité. Le Comité relève : "Les suggestions et les commentaires émis quant au «contenu» de la Maison reflètent bien les origines variées des intervenants et leurs nombreux centres d'intérêt<sup>589</sup>". Cette variété des points de vue ne facilitera pas la réalisation et l'aboutissement du projet de Maison des sciences et des techniques, même si tous souhaitent une réalisation rapide du projet. Après cette consultation, le projet de loi visant à créer la Société de la Maison des sciences et des techniques est déposé à l'Assemblée nationale le 14 mars 1984.

---

587. Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, *ibid.*, p. 18-19.

588. Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, *ibid.*, p. 24-25.

589. Comité de consultation sur la Maison des sciences et des techniques, *ibid.*, Annexe A, synthèse des consultations, p. 4.



### 8.1.3. De la Loi créant la Société de la Maison des sciences et des techniques à l'abandon du projet

Le projet de loi 62 sur la Société de la Maison des sciences et des techniques est adopté par l'Assemblée nationale le 22 mai 1984. Cette Loi pourvoit à la constitution et à l'organisation de la Société de la Maison des sciences et des techniques, société mandataire du gouvernement. Cette dernière a pour objet d'établir, administrer et exploiter la Maison des sciences et des techniques qui est, dicit, destinée "à promouvoir la culture scientifique et à faire connaître les sciences et les techniques ainsi que leurs incidences économiques, sociales et environnementales<sup>590</sup>".

La Loi reflète dans son ensemble les recommandations du rapport du Comité de consultation. Elle précise, immédiatement après avoir défini l'objet de la Société, que pour le réaliser cette dernière exerce notamment les fonctions suivantes:

- 1) promouvoir l'organisation d'expositions, d'activités d'animation ou de toute autre activité destinées à faire connaître les sciences et les techniques tant québécoises qu'étrangères;
- 2) établir les modes de collaboration, notamment dans les régions, avec d'autres personnes ou sociétés œuvrant dans le domaine de la muséologie et de la vulgarisation scientifique;
- 3) favoriser, dans l'exercice de ses activités, une approche fondée sur la participation et l'interaction, en utilisant notamment les technologies nouvelles de communication;

---

<sup>590</sup>. Gouvernement du Québec, *Projet de loi 62, Loi sur la Société de la Maison des sciences et des techniques*, adopté le 22 mai 1984, p. 5.

4) susciter à l'égard de ses activités la participation des différents milieux intéressés, notamment les milieux de l'enseignement, de la recherche, de l'industrie et du loisir scientifique.

Une fois la Loi adoptée, la Société de la Maison des sciences et des techniques est instituée et le Conseil des ministres en désigne le Conseil d'administration en octobre 1984. L'ouverture de la Maison est espérée pour 1987. Mais les débats sur le site se poursuivent et on reporte finalement l'ouverture pour 1989. L'approche des élections provinciales de 1985 ne facilite pas la réalisation du projet. Mentionnons qu'un remaniement ministériel a vu, en 1984, le remplacement du ministère de la Science et de la Technologie par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie. Les élections de l'automne 1985 voient le départ du gouvernement péquiste et l'arrivée du gouvernement libéral de Robert Bourassa qui a la ferme intention de rationaliser les dépenses culturelles. Ce changement de gouvernement implique bien entendu un remaniement ministériel et apporte donc son lot de transformations des projets en cours. Lise Bacon est nommé au ministère des Affaires culturelles. Quant à la science et à la technologie, elles se trouvent séparées en 1986. L'une reste au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (MESS) dont Claude Ryan devient le ministre; l'autre est rattachée au ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique.

En février 1986, le Conseil d'administration de la Maison des sciences et des techniques dépose un plan quinquennal 1985-1990 révisé, nouvelle version de celui de septembre 85. Les auteurs de ce document soulignent qu'il est devenu impératif que le Gouvernement sanctionne ce plan dans les plus brefs délais, de manière à ce que la Société puisse tenir son engagement de pourvoir à l'établissement d'une Maison des sciences et des techniques pour le 1er juin 1990.

Suite au travail d'un "Comité contenu" chargé de définir les grandes orientations du concept muséologique et du thème intégrateur de la Maison des sciences et des techniques, le plan quinquennal contient une esquisse sensiblement revue de la thématique des expositions et des programmes d'activités complémentaires. De plus, la Société annonce qu'elle prévoit faire réaliser certaines études au moment pertinent: études de fréquentation, analyse des intérêts et des attentes des publics ainsi que des profils des groupes et personnes ayant intérêt à recevoir plus d'information scientifique et technique, études de faisabilité des interventions prévues et évaluation continue de chaque étape de leur préparation.

Le plan quinquennal précise que la Maison doit susciter les relations avec tous ses partenaires potentiels, avec tous les intervenants qui, par leur compétence au chapitre des interventions, des ressources humaines, matérielles et financières, peuvent s'associer au développement de la culture scientifique et technique au Québec. Les principaux partenaires identifiés sont les suivants: les réseaux de l'enseignement et de la recherche; les organismes de vulgarisation et de loisirs scientifiques et techniques; les intervenants en muséologie scientifique et technique; les groupes, associations et institutions à intérêts spécifiques (gouvernements, entreprises, industries, organismes professionnels particulièrement à l'échelle régionale)<sup>591</sup>.

Les auteurs du plan quinquennal précisent également que le contexte économique oblige à analyser rigoureusement le mode de réalisation d'un tel projet. Si l'unanimité est faite quant aux objectifs recherchés, il convient de

---

591. Société de la Maison des sciences et des techniques, *Plan quinquennal 1985-1990*, Montréal, février 1986, p. 9.

s'assurer des retombées économiques maximales<sup>592</sup>. À cet effet, parmi les hypothèses de 1983, c'est la superficie la plus petite qui est retenue et c'est le site de l'Île Sainte-Hélène qui est choisi. Il est précisé que la Maison deviendra une vitrine dynamique des compétences et des réalisations québécoises en matière de sciences et de technologie et que cela contribuera à la promotion de l'industrie québécoise à l'échelle locale, nationale et internationale. Les auteurs insistent sur le fait que cette Maison se doit de devenir réalité car elle s'inscrit nettement à l'intérieur des possibilités économiques de la société québécoise; elle se révélera un investissement des plus profitables pour son avancement. Elle entend également devenir un élément dynamique majeur de la vie culturelle montréalaise et québécoise<sup>593</sup>. Le projet est estimé à une centaine de millions de dollars. La participation financière des différents partenaires est évaluée de la façon suivante:

- Gouvernement du Québec	54%
- Gouvernement du Canada	22%
- Ville de Montréal	11%
- Secteur privé	13%

Le document présente également toute une série d'échéanciers pour 1985-90. Le projet de Maison des sciences et des techniques est désormais devenu un programme précis de réalisation étalé sur cinq ans et dont les objectifs se sont quelques peu déplacés depuis le projet de 1983. On a pu assister à un glissement de plus en plus net d'une légitimation du projet axée sur la démocratisation de l'accès à la culture vers une promotion de plus en plus intense de la vulgarisation

---

592. Société de la Maison des sciences et des techniques, *ibid.*, p. 3-6.

593. Société de la Maison des sciences et des techniques, *ibid.*, p. 20.

des sciences et des techniques. En 1986, le projet de Maison des sciences et des techniques se veut beaucoup plus une contribution à la promotion de l'industrie québécoise, en plus d'être un élément essentiel à la vie culturelle et touristique de Montréal.

C'est au cours de l'année 1986 que le gouvernement remet en cause le projet de la Maison des sciences et des techniques. Des raisons financières sont invoquées dans un contexte de difficultés économiques. Mais les défenseurs du projet sont nombreux et proposent diverses solutions afin de ne pas clore ce dossier. Le Conseil de la Science et de la Technologie suggère notamment de reporter l'ouverture en 1992 au lieu de 1990 afin de réduire les engagements annuels. Il mentionne aussi la possibilité de repenser l'ampleur du projet en utilisant un édifice déjà existant. Il précise:

(...) le problème du gouvernement du Québec est bien évidemment temporaire. Par conséquent, il faut résoudre ce problème au **moindre coup à long terme**. Faire une économie temporaire en fermant le projet de la Maison des sciences en 1986 aurait pour conséquence de reporter ce projet d'une bonne dizaine d'années au moins et surtout impliquerait la reconstitution coûteuse de compétences péniblement acquises au cours des deux dernières années. Mieux vaut laisser le projet vivre, certes à vitesse réduite, de façon à peaufiner la conception de cette Maison et ainsi partir du bon pied dans deux ans, à un moment où, on l'espère, les finances gouvernementales ne seront pas aussi serrées.<sup>594</sup>

Mais malgré tous ces arguments et malgré l'état d'avancement du projet, le Conseil des ministres du gouvernement québécois décide finalement le 25 juin 1986 d'abandonner le projet de la Maison des sciences et des techniques. Il interrompt également divers autres projets de grande taille. Le gouvernement précise:

---

594. Conseil de la Science et de la Technologie, *Science et Technologie, Conjoncture 1985*, vol. 1: Les enjeux, avril 1986, p. 47.

Malgré la haute valeur des objectifs poursuivis, l'ampleur des ressources qu'il fallait lui consentir, plus d'une centaine de millions en cinq ans, posait cependant des difficultés énormes dans la conjoncture financière qui est la notre. C'est à regret qu'il a fallu mettre un terme au projet. Il n'est donc pas exclu que, dans une conjoncture meilleure, on reprenne l'idée, sur une base peut-être un peu différente, de doter le Québec d'un équipement majeur de calibre international en muséologie scientifique.<sup>595</sup>

On perçoit dans cette formulation que le nouveau ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science ne semblait pas totalement adhérer au projet de la Maison des sciences et des techniques tel qu'il avait été élaboré jusqu'à présent, puisqu'il se propose de reprendre éventuellement l'idée sur une base un peu différente. Les arguments économiques ne semblent donc pas les seuls à l'arrêt du projet et peut-être même n'ont-ils été qu'un prétexte. Le document du ministère relève que le coûteux projet de la Maison des sciences et des techniques a quelque peu contribué à occulter le besoin d'une véritable politique de la muséologie scientifique et a fait en sorte que l'on a négligé la mise en valeur des collections et des sites ainsi que l'exploitation du patrimoine existant. Le ministère souligne qu'il a pourtant déjà existé un groupe de travail interministériel chargé d'élaborer la politique québécoise de la muséologie scientifique. Ce dernier avait d'ailleurs soumis, en 1983, un rapport avec des propositions d'orientation et des recommandations. Mais ce rapport n'a jamais fait véritablement l'objet de discussions au niveau du gouvernement, "victime dans une large mesure de l'importance quasi-exclusive qu'allait prendre la Maison des sciences<sup>596</sup>".

---

595. Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction du développement scientifique, *Énoncé d'orientation sur le développement de la culture scientifique et technique (projet)*, Gouvernement du Québec, novembre 1986, p. 12.

596. Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, *ibid.*, p. 12.

Le ministère remarque que les musées scientifiques ont été jusqu'ici plutôt négligés par le gouvernement du Québec, et ce, malgré la tradition des initiatives entourant le loisir scientifique sous toutes ses formes. Mais précisons que cette tradition du loisir scientifique au Québec est surtout fortement marquée par les sciences naturelles. Ces dernières ont toujours eu une place de choix et ont toujours été bien diffusées dans la province. Suite au rôle déterminant du Frère Marie-Victorin, on les dirait enracinées à jamais dans l'âme québécoise. Mais il n'en est pas tout à fait de même pour la culture scientifique et technique qui ne semble justement pas bénéficier du même soutien dans l'opinion publique. De ce fait, le gouvernement ne sentait pas véritablement d'appui populaire à ce projet.

Bien que peu favorable à la création d'une Maison des sciences et des techniques, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science est toutefois conscient du manque de moyens généralisé du secteur de la muséologie scientifique. Aussi, réitère-t-il plutôt la nécessité d'une politique de muséologie scientifique pour le Québec. En vue de l'élaboration d'une telle politique, il demande, en 1987, un inventaire de la muséologie scientifique au Québec. Cet inventaire est destiné à soutenir l'analyse, l'évaluation et l'élaboration des interventions dans ce secteur culturel: soutien, consolidation, développement. Le rapport de cet inventaire, réalisé par le Groupe Média-Science, est déposé en mars 1988. On y lit que les propositions qui y sont faites "peuvent servir de base de réflexion pour une approche originale et efficace de développement de la muséologie scientifique au Québec<sup>597</sup>".

---

597. Le Groupe Média-Science, *Muséologie scientifique au Québec. Rapport d'inventaire 1987*, mars 1988, p. 1-4.

Le rapport d'inventaire relève que les grands types d'établissements en muséologie scientifique présents dans l'acceptation internationale sont absents de l'inventaire québécois, ce qui ne permet pas de comparaison avec la situation au Canada ou dans les provinces et états voisins. Par contre le nombre et la diversité des établissements pouvant être associés au secteur de la muséologie scientifique et technique surprend, mais en fait leur envergure est moyenne ou réduite. Neuf grandes catégories d'établissements ressortent des résultats de l'inventaire; leur répartition est la suivante:

- musée 25,4%,
- centre d'interprétation 19%,
- parc naturel et zone de conservation 17,5%,
- lieux d'intérêt historique 15,3%,
- observatoire et planétarium 2,1%,
- jardin zoologique et aquarium 10,1%,
- centre d'exposition et musée d'arts 6,3%,
- collection 0,5%, et enfin
- catégories diverses 0,5%.

Cinq regroupements disciplinaires ont été effectués:

- sciences de la vie 42,9%,
- sciences physiques 4,8%,
- sciences de la terre 6,9%,
- sciences humaines et sociales 30,7%,
- sciences appliquées et techniques 10,1%.

On constate une forte concentration dans les sciences de la vie et les sciences humaines et sociales, alors qu'une faiblesse se dégage dans le domaine des sciences appliquées et techniques, des sciences de la terre et des sciences



physiques. Toutefois, les auteurs de l'enquête remarquent que les données sur l'entrée en opération des établissements sont révélatrices de la nouveauté et de l'intérêt pour la science et la technologie, et de la tendance relativement récente à exploiter la formule muséologique pour répondre au besoin d'information sur la science et la technologie (75% de ces initiatives ont moins de 20 ans et plus de 40% des établissements répertoriés ont moins d'une décennie). De plus, ils soulignent qu'il existe de nombreux projets de muséologie scientifique à l'étape de la conception ou de la recherche de financement qui pourraient changer significativement le portrait de la situation au Québec au cours des quelques prochaines années.<sup>598</sup> L'enquête révèle également trois traits fort intéressants de la muséologie scientifique au Québec:

- un développement important des initiatives de mise en valeur du patrimoine naturel à des fins d'éducation;
- une grande diversité et beaucoup d'originalité des initiatives d'envergure locale ou régionale;
- une tendance à l'intégration des préoccupations liées à la culture scientifique et technique dans les musées voués aux arts et à la civilisation.

Les auteurs du rapport précisent que certaines de ces caractéristiques peuvent d'ailleurs servir de modèle dans le développement de nouveaux projets. Si l'on tient compte de la dernière constatation — à savoir la tendance à l'intégration des préoccupations liées à la culture scientifique et technique dans les musées voués aux arts et à la civilisation —, cette recommandation peut être interprétée comme signifiant que la réalisation d'un musée spécifiquement voué aux sciences et aux techniques serait peut-être moins pertinente dans ce contexte...

---

<sup>598</sup>. Le Groupe Média-Science, *ibid.*, p. 74-86.

#### 8.1.4. Le glissement des enjeux entourant la muséologie scientifique

Relancé après le Rapport Seguin, en partie sur la base d'arguments économiques et touristiques, le projet de la Maison des sciences et des techniques n'a pas réussi pour autant à mobiliser suffisamment d'énergies, et ce, malgré la place prépondérante accordée aux impératifs économiques dans le plan quinquennal de la Maison des sciences et des techniques revu et corrigé en 1986. Pourtant, on pouvait croire alors que les arguments de rentabilité économique auraient été suffisamment catalyseurs, d'autant plus que le projet impliquait naturellement des partenaires des milieux scientifiques et industriels qui avaient intérêt à une telle réalisation. Bernard Schiele observe que l'abandon du projet de Maison des sciences et des techniques est en fait l'indice d'une contradiction au sein du mouvement néo-libéral qui se manifeste depuis l'élection de 1985 et l'arrivée au pouvoir de Robert Bourassa. Il sous-estime le poids et l'effet d'entraînement des appareils culturels:

Tout se passe comme si le mouvement néo-libéral québécois, dans son souci de rentabilité immédiate, n'avait pas pris conscience que la performance collective ne se limite pas à un corps limité d'experts, aussi compétents soient-ils, mais découle principalement de la dissémination dans le corps social de savoirs et de savoir-faire qui élèvent le seuil de compétence collective.<sup>599</sup>

Souvenons-nous du rôle moteur qu'ont pu jouer historiquement les institutions muséales, notamment celles en sciences et techniques, en vue du prestige national, de la promotion du progrès, de l'affirmation du pouvoir de certains corps professionnels, de la diffusion de certaines valeurs sociales, etc. Les

---

599. Bernard Schiele, "Autonomie et mondialisation. Politique culturelle et gestion de la culture: le cas de la Maison des sciences et des techniques", communication présentée à l'occasion de la conférence *Québec-Catalogne, deux nations, deux modèles culturels*, 1987, texte photocopié.

arguments relevant de la nécessaire diffusion de la culture scientifique et technique auprès de la population afin de lui permettre de mieux comprendre le monde dans lequel elle vit, mais aussi de lui donner les moyens de participer au progrès et au développement de la province — malgré leur poids — n'ont pas suffi non plus à faire en sorte que le projet aboutisse. Il faut dire qu'en se penchant un peu plus sur ces discours, on s'aperçoit que la situation est complexe et que les projets successifs concernant la Maison des sciences et des techniques ne convergent pas tous, comme ils l'affirment si ouvertement, vers l'unique promotion des sciences et des techniques auprès du plus grand nombre. Le plan quinquennal de 1986 insiste déjà beaucoup sur l'impact économique du projet ainsi que sur l'occasion qu'il représente de mettre en valeur les produits de l'industrie québécoise.

Ainsi, le passage du dossier de la Maison des sciences et des techniques du ministère d'État au Développement culturel et scientifique, puis au ministère de la Science et de la Technologie, puis encore au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie et enfin au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science n'a pas aidé ce dossier à voir le jour. En perdant de ses "attaches culturelles", le projet n'a pas pour autant réussi à s'imposer dans les milieux concernés.

Roland Arpin<sup>600</sup> pense même que si on avait laissé le dossier d'un Musée des sciences et des techniques au ministère de la culture, il se serait mieux développé qu'au ministère de l'Enseignement supérieur. Selon lui, un petit ministère — tel celui de la culture — qui se fait confier un gros dossier ayant une certaine

---

600. Entrevue réalisée avec Roland Arpin, Directeur du Musée de la civilisation, le 1er mars 1994.

visibilité, est mieux à même de le mener à bien qu'un gros ministère — tel celui de l'Enseignement supérieur —, qui a bien des dossiers à traiter. En effet, entre investir dans les universités qui réclament toutes de l'argent et dans un Musée des sciences, le ministère de l'Enseignement supérieur a toujours eu tendance à choisir les universités. Roland Arpin mentionne d'ailleurs que Claude Ryan — qui était alors en charge de ce ministère — n'était pas en faveur d'un tel établissement, et ce, d'autant plus que toutes les universités réclamaient alors plus de moyens. Il ajoute également que si le dossier du Musée de la civilisation s'était également trouvé dans les mains de ce ministère, il ne se serait jamais développé; "là où vous situez un dossier dans l'appareil gouvernemental est très souvent le premier geste pour que ça se développe ou que ça ne se développe pas" affirme-t-il.

Après l'abandon de la Maison des sciences et des techniques, divers dossiers ont été présentés, certains pilotés exclusivement par des acteurs du secteur privé souhaitant faire d'un établissement consacré aux sciences et aux techniques une véritable vitrine promotionnelle valorisant les industries nationales: le Carrefour des Sciences, des Techniques et de l'Industrie en 1989, le Centre d'Exploration pour les Jeunes, en 1989 également. Ce dernier proposait même une formule de financement qui proviendrait à 50% du secteur privé, une première en Amérique du Nord<sup>601</sup>. Le Carrefour des Sciences, quant à lui, cherchait particulièrement à encourager l'interaction entre le monde technologique et le monde des affaires. Le glissement de ces projets dans le secteur privé est donc évident. Mais réaliser de tels établissements coûte cher et finalement, aucun ne se concrétisa.

---

601. Bernard Schiele, Christine Tarpin, "La recomposition du champ muséal au Québec", in Brigitte Schröder-Gudehus (sous la direction de), *La société industrielle et ses musées*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1992, p. 261.

C'est également en 1989 que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science organise une journée de réflexion sur le développement de la muséologie scientifique et technique au Québec, relançant en quelque sorte les débats sur la pertinence d'un projet de Maison des sciences et des techniques. Le Ministère semble alors soutenir l'idée de la nécessité de mettre sur pied un tel établissement, mais il souhaite que des partenaires financiers démontrent également leur intérêt pour une telle idée. En 1992, certains acteurs élaborent des propositions en vue de la mise en œuvre d'un Musée des Sciences et des Techniques dans le Vieux-Port de Montréal. En 1994, c'est dans le complexe Stade-Tour du Parc olympique de Montréal qu'une équipe visait à installer un tel Musée. D'ailleurs, en 1994, un document du Conseil de la Science et de la Technologie, portant sur la culture scientifique et technologique, recommandait encore une fois: "Que les gouvernements, à tous les niveaux, s'associent avec le secteur privé pour créer à Montréal un musée thématique des sciences et des technologies<sup>602</sup>". Aujourd'hui encore un projet est à l'étude dans le Vieux-Port. Toutefois, aucune de ces intentions n'a abouti. Aucun établissement majeur consacré aux sciences et aux techniques n'a réussi à s'implanter au Québec à ce jour, malgré un large accord des intervenants sur la nécessité d'un tel musée.

La conjoncture économique défavorable n'explique pas à elle seule cette situation, nous l'avons dit. L'absence d'un consensus des partenaires sur les enjeux de cette muséologie scientifique et technique, serait mieux à même d'expliquer cette situation, comme l'ont constaté Paul Carle et Jacqueline Eidelman:

---

602. Conseil de la Science et de la Technologie, *Miser sur le savoir. Rapport de conjoncture 1994. Volet 1: La culture scientifique et technologique*, Gouvernement du Québec, 1994, p. 63.

Les principales critiques, adressées au projet lors de consultations publiques, provenaient de milieux divers: des intervenants des milieux muséologiques et de la communication scientifique réclamant leur part du «gâteau», des scientifiques, notamment des sciences sociales réclamant l'addition au projet de savoirs sur les appropriations de savoir, et de nouveaux venus, industriels et commerçants, réclamant une vitrine pour leurs produits et leur part des retombées.<sup>603</sup>

Cette interprétation, combinée au manque de volonté gouvernementale, explique l'abandon du projet de Maison des sciences et des techniques en 1986. Néanmoins si l'on regarde la situation de la muséologie des sciences — comprise au sens large —, elle a, quant à elle, connu un succès surprenant au cours de ces dernières années au Québec. Mentionnons l'ouverture du Musée de la civilisation de Québec en 1988, la création au Jardin botanique de nouveaux espaces tels les jardins de Chine et du Japon, mais aussi la création de l'Insectarium en 1990, du Biodôme en 1992, ou encore celle du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière, en 1992, du Cosmodôme réunissant sous un même toit le Camp spatial et le Centre de sciences de l'espace en décembre 1994, de la Biosphère, centre d'interprétation de l'eau et du Saint-Laurent, qui vient d'ouvrir cette année.

Le dossier d'un musée des sciences et techniques à Montréal et celui du Musée de la civilisation sont apparus sensiblement à la même époque et ont cheminé parallèlement, au début des années 1980, dans les sphères gouvernementales. Mais seul le Musée de la civilisation s'est alors concrétisé. Serait-ce finalement parce que les implications plus identitaires de ce musée l'ont emporté sur la volonté de démocratisation des sciences et des techniques? Ou parce qu'on s'est finalement rendu compte que les sciences et les techniques pouvaient également

---

603. Paul Carle, Jacqueline Eidelman, "Musée et communauté scientifique: les renouvellements muséologiques en France et au Québec vers 1990", *op. cit.*, p. 45.

être abordées dans un musée de la civilisation et qu'il n'y avait pas lieu de créer un établissement spécifique? En examinant un peu plus en détail la création du Musée de la civilisation de Québec, on s'aperçoit que certains acteurs ont effectivement posé la question de la pertinence de la construction de ces deux grands établissements muséaux.

Souvenons-nous que réagissant au plan de relance mis de l'avant par le ministre des Affaires culturelles, Clément Richard, en 1983, la Société des musées québécois s'est montrée réticente aux grandes intentions du ministre. Elle avait alors peur que tous ces établissements prévus ne soient que des éléphants blancs. Sans prendre position sur ce qui lui semblait alors le plus prioritaire, elle émettait toutefois sa préférence pour une certaine rationalisation et concentration des efforts. Mais déjà en mai 1982, lors du Colloque de l'ACFAS "De la science au musée", divers intervenants avaient abordé cette question. Pierre Mayrand se demandait:

Quels sont les liens d'un éventuel musée national des sciences et de la technologie avec le projet d'un musée de la civilisation? En partant du principe que culture et culture scientifique sont synonymes, ne faudrait-il pas envisager une planification conjointe des deux concepts et les inclure dans une démarche unique de révélateur de la civilisation québécoise ou de "l'homme d'ici" comme on s'est plu à la décrire? Nous voyons en effet assez mal un musée de la science (science center) d'une part, et un musée de l'homme d'autre part (...). Ne serait-ce pas l'originalité du musée québécois d'intégrer ces dimensions de l'évolution naturelle et humaine, et par le fait même de rendre plus probable l'attribution de fonds par l'État en période de crise.<sup>604</sup>

Mayrand envisageait alors tout à fait la réalisation du Musée national des sciences et des techniques, tel qu'il avait été proposé dans le Rapport Seguin, intégré à une démarche de civilisation. Il n'était pas le seul d'ailleurs à poser la question en ces

---

604. Pierre Mayrand, présentation lors du Colloque *Perspectives d'un Musée scientifique au Québec*, ACFAS, 14 mai 1982.

termes. Les réflexions des porte-parole de l'ACFAS, lors de ce colloque, étaient du même ordre. Ils réagissaient en ces termes au projet de Maison des sciences et des techniques:

Il serait intéressant de commander à une firme spécialisée un sondage sur la pertinence, dans l'opinion publique, de constituer une Maison des sciences et des techniques à Montréal plutôt qu'un "Musée de la civilisation" à Québec. Souhaitons tout de même ne jamais voir, dans la section humour noir du Musée de la civilisation, toutes les maquettes des maisons des sciences qui ont avorté.<sup>605</sup>

Sans qu'il y ait une volonté claire et affirmée par un grand nombre de personnes de vouloir fusionner le projet de Maison des sciences et des techniques avec celui du Musée de la civilisation, on ne peut que constater que la question du bien-fondé de la création simultanée des deux grands musées s'est posée. Vu que le Musée de la civilisation a réussi à voir le jour, on peut se demander si, effectivement, sa réalisation a contribué à rendre moins pertinent un Musée des sciences et techniques à Montréal. Tentons d'approfondir cette question en analysant l'évolution du dossier relatif au Musée de la civilisation.

## 8.2. DE LA CRÉATION DU MUSÉE DE LA CIVILISATION

Décidée par le gouvernement québécois en 1980, le Musée national de la civilisation marque finalement l'aboutissement de divers projets en cours depuis plusieurs années. Souvenons-nous que dans les années 1960, des discussions s'étaient engagées en vue de réaliser un Musée de l'Homme ou un Institut

---

605. ACFAS, Commentaires sur le Rapport du groupe de travail de la CIDEM et du ministère de la Science et de la Technologie du Québec sur la Maison des sciences et des techniques de Montréal, *Les Cahiers de l'Acfas. De la science au musée*, Suites et retombées d'un Colloque tenu en mai 1982 au 50<sup>e</sup> congrès de l'ACFAS, vol. 14, p. 91.



national de la civilisation. Après nombre de discussions et consultations, le gouvernement tranche finalement le débat en décidant le 9 décembre 1980, de construire le Musée national de la civilisation. Ce Musée, dans la forme qu'il va prendre, représente le point de convergence de nombreux facteurs. Mais son cheminement va être lent et marqué d'embûches, ce n'est finalement que le 19 octobre 1988 qu'il est inauguré sous le nom de Musée de la civilisation de Québec.

Voyons tout d'abord ce qui s'est passé durant cette période. Nous analyserons ensuite en détail les spécificités ainsi que les ancrages du concept du Musée de la civilisation tel qu'il s'est instauré en 1987. Nous resituerons enfin la trajectoire du Musée de la civilisation dans l'enchevêtrement des formations discursives le concernant. Cette institution représente en effet un élément clé au sein du dispositif muséal québécois, elle permet d'en comprendre l'évolution dans toute sa complexité.

### 8.2.1. La longue gestation du Musée de la civilisation

Ce n'est que trois ans et demi après la décision gouvernementale de créer le Musée national de la civilisation qu'est adoptée à l'Assemblée nationale la Loi instituant un tel Musée. Mais souvenons-nous que l'échec du référendum de 1980 avait alors conduit à un remaniement ministériel qui chamboule quelque peu les agendas gouvernementaux et met en suspens le projet du Musée national de la civilisation. Mentionnons que Roland Arpin occupe le poste de sous-ministre au ministère des Affaires culturelles de 1980 à 1984 (date à laquelle il est nommé Secrétaire du Conseil du trésor). En 1981, le ministère des Affaires culturelles

passé sous la direction de Clément Richard et connaît une réorganisation administrative.

C'est finalement en 1982, qu'est mis sur pied un comité de travail chargé de formuler le concept du Musée de la civilisation. Durant ce temps, du côté technique, le ministère des Travaux publics et des Approvisionnements a conservé l'échéancier de mise en œuvre des travaux de construction du nouveau musée. En 1981, les terrains sont acquis et les firmes d'architectes choisies. Les plans et les devis pour la construction de l'édifice sont en préparation. En 1982, la Direction générale des musées divise la gestion des collections du Musée du Québec en deux instances administratives. Elle confie au Musée du Québec la responsabilité des collections d'art, et elle crée une Direction de la mise en valeur des collections d'ethnographie qui est également en charge d'élaborer le concept muséologique du Musée de la civilisation. Son mandat est de définir un plan d'action pour la réalisation de ce projet, plan d'action qui doit estimer à la fois les besoins matériels, financiers et humains et proposer un échéancier détaillé pour la mise en œuvre du programme muséologique.

Ce plan d'action ainsi que le concept muséologique sont acceptés par les autorités du ministère. Clément Richard présente pour approbation au Conseil des ministres, le 13 décembre 1983, le profil du futur Musée de la civilisation, tel qu'il ressort des propositions du Comité de travail. L'objectif premier de ce musée est l'explication du monde contemporain; son approche se veut novatrice et il est prévu que son action ne soit pas entravée par une collection permanente à exploiter formellement dès le départ<sup>606</sup>. Le ministre des Affaires culturelles

---

606. Ministère des Affaires culturelles, *Le ministère des Affaires culturelles et les musées depuis 10 ans*, Gouvernement du Québec, février 1984, p. 46.

propose de renommer le musée national de la civilisation et de l'appeler le "Nouveau Musée, Centre national de l'innovation et de la créativité". Cette dénomination vise alors notamment à contourner les débats entre "anciens" et "modernes" sur ce qu'est traditionnellement un musée (rappelons que pour la SMQ alors, un musée sans collections n'est pas un musée). De plus, il évite d'avoir à définir la civilisation québécoise, et ainsi de faire resurgir les passions nationalistes et politiques.

Gérald Grandmont précise que la formule vient alors d'une équipe dirigée par André Juneau. Elle consiste à proposer "un musée thématique, qui est un espace de communications, qui analyse et présente certains phénomènes de la société québécoise, qui accueille des manifestations étrangères et présente le Québec outre-frontières<sup>607</sup>". La nouveauté de cette approche par rapport à celle mise de l'avant en 1980, note Grandmont, entraîne des avis très partagés. La problématique se veut beaucoup plus contemporaine et elle s'appuie sur les moyens de communication les plus diversifiés. Le Musée est présenté comme un outil de développement social et économique dans une société où tous les niveaux de la structure sociale connaissent une crise.

Le Nouveau Musée se veut un élément essentiel au processus de revitalisation urbaine de la basse ville de Québec. Il se situe aussi dans le cadre du programme de développement des grands musées annoncé par le ministre Richard<sup>608</sup>. Il est intéressant de noter que les dernières pages du document de présentation de ce

---

607. Gérald Grandmont, "Longue gestation d'un jeune musée", *Cap-aux-Diamants*, n°25, printemps 1991, p. 57.

608. Rappelons que ce plan d'action comprend également la relocalisation du Musée d'art contemporain, l'agrandissement du Musée du Québec et du Musée des beaux-arts de Montréal.

projet sont consacrées à des données financières sur le secteur des musées nord-américains ainsi que sur ses retombées économiques. Les retombées économiques du Nouveau Musée sont également estimées à plus de 23 millions de dollars dans la région de Québec dès la première année de son ouverture.

Le Nouveau Musée est présenté comme “un lieu de communication ouvert à tous”, “une place publique ouverte aux différents groupes”. Il apparaît clairement dans les éléments de présentation de la personnalité du Musée que la dimension “Homme d’ici” — qui avait d’ailleurs été fortement critiquée, souvenons-nous en — s’est considérablement amoindrie:

On y aborde des phénomènes qui ne sont pas limités à une période historique donnée, ni à un groupe culturel particulier. Les thèmes choisis sont communs au genre humain, indépendamment des limites géographiques, temporelles et culturelles. Les sujets d’étude y sont traités en tenant compte des préoccupations de la société contemporaine.<sup>609</sup>

Ce que veut le Nouveau Musée, c’est “intégrer la réalité québécoise dans des réseaux politiques, économiques et culturels plus larges”, tout en favorisant “une présence du Québec dans le réseau international des échanges d’expositions et des activités d’animation<sup>610</sup>”. Ce faisant, le Nouveau Musée désire “contribuer à l’avancement de la muséologie québécoise”. En cela, ses objectifs ne sont pas différents de ceux des projets présentés en 1979-1980. Le ministère des Affaires culturelles désire toujours le plus ardemment rattraper le retard qu’il accuse encore dans le secteur des musées — notamment sur l’Ontario<sup>611</sup> —, en se

---

609. Ministère des Affaires culturelles, *Le Nouveau Musée. Centre national de l’innovation et de la créativité*, 1983, p. 7.

610. Ministère des Affaires culturelles, *Le Nouveau Musée*, *ibid.*, p. 7.

611. Le document *Le Nouveau Musée. Centre national de l’innovation et de la créativité*, présente dans ses dernières pages quelques chiffres sur les retombées économiques des musées. Il y est relevé que pour l’année 1978-1979, l’Ontario a dépensé 2,55\$ par habitant dans le secteur des musées, et le Québec seulement 1,50\$.

plaçant, grâce à ce Musée, dans le peloton d'avant-garde de la muséologie nord-américaine.

Quatre grands traits sont exposés comme caractérisant ce Musée<sup>612</sup>:

- un musée populaire où les activités sont orientées selon les besoins et les attentes des usagers;
- un musée accessible et polyvalent qui vise un équilibre entre l'éducation et la détente grâce à des moyens de communication diversifiés;
- un musée réseau qui tisse des liens avec le plus grand nombre de partenaires;
- un musée orienté vers la participation grâce aux multiples activités de communication qu'il développe parallèlement aux expositions, qu'elles soient permanentes, temporaires, itinérantes.

Le concept muséologique repose sur l'analyse des phénomènes actuels: "il présente l'être humain dans ses interactions avec l'environnement et met l'accent sur le dynamisme et la capacité d'adaptation dont font preuve les sociétés". La notion d'interprétation apparaît centrale dans le concept muséologique. C'est aux notions de créativité et d'innovation que fait appel le Musée, notions qui doivent servir de fil conducteur aux expositions et permettre une approche globale et multidisciplinaire: "Le musée choisit des thèmes d'intérêt général et leur applique un traitement multidisciplinaire. À partir d'un sujet donné, il intègre, dans une thématique globale, les visions sectorielles de chacune des sciences sociales, des sciences humaines et des sciences de la nature<sup>613</sup>".

---

612. Ministère des Affaires culturelles, *Le Nouveau Musée*, *ibid.*, p. 7-9.

613. Ministère des Affaires culturelles, *Le Nouveau Musée*, *ibid.*, p. 11.

Cinq grands thèmes sont présentés pour le développement du contenu des expositions, correspondant chacun à un champ particulier du comportement humain. Il est précisé que "l'ensemble rend compte du concept de civilisation".

Les cinq thèmes sont les suivants:

- la matière/les ressources
- la société/le milieu humain
- le langage/la communication
- la pensée/l'imaginaire
- le corps/les mécanismes adaptatifs

Les deux premiers thèmes portent sur l'environnement naturel et social et les trois autres portent sur les moyens de l'être humain pour agir sur cet environnement ainsi que sur les interactions entre l'être humain et son milieu.

Le Musée doit disposer de 7 500 m<sup>2</sup> de surfaces d'exposition, dont 4 750 m<sup>2</sup> réservés aux expositions permanentes. Le coût de construction de l'édifice doit s'élever à 29 millions de dollars auxquels s'ajoutent 28 millions de dollars répartis sur les six prochaines années pour l'élaboration du contenu. Il prévoit engager 132 employés permanents et nécessiter un budget de fonctionnement annuel de 7,6 millions de dollars.

Le Conseil des ministres réfère le document de présentation du Nouveau Musée au Comité ministériel permanent de développement culturel (CMPDC) — dont Camille Laurin est alors à la tête — pour analyse et recommandation. En décembre 1983, le CMPDC se déclare en accord avec le projet du Ministère, mais il demande à monsieur Richard d'apporter des précisions sur les 3 points suivants:

- le chevauchement possible des sujets d'exposition entre le Nouveau Musée et la Maison des sciences et des techniques;
- la responsabilité du Musée par rapport aux collections nationales d'ethnographie;
- le rôle du Musée par rapport à la connaissance et la diffusion de l'histoire du Québec.

En fait, le CMPDC, trouve que le projet a trop perdu de sa perspective identitaire et de sa dimension strictement québécoise. Il aurait souhaité un musée qui soit beaucoup plus axé sur l'histoire et l'ethnologie, du style d'un musée des arts et traditions populaires. Se référant au mémoire du ministère des Travaux publics et des Approvisionnements du 16 octobre 1980, il déplore le fait qu'il ne soit pas question de l'avenir de la collection d'ethnologie et que la perspective historique se soit effacée au profit du regard sur l'avenir<sup>614</sup>. En fait deux visions s'opposent alors, celle du ministère des Affaires culturelles et celle de la CMPDC. Finalement, le concept du Nouveau Musée n'est pas rendu public.

Commentant cette divergence de vue, les auteurs du document *Le ministère des Affaires culturelles et les musées depuis 10 ans*, concluent qu'il reste une étape à franchir, celle d'élaborer un compromis, à savoir:

(...) un musée qui, tout en étant orienté sur la société et l'homme, privilégiera l'homme et la société du Québec, qui en se fixant d'expliquer le monde contemporain, en montrera les origines et le cheminement historique au Québec, et qui en s'affranchissant du carcan des collections qui limiteraient ses possibilités d'expression, n'en favorisera pas moins l'exposition d'objets-

---

614. Ministère des Affaires culturelles, *Le ministère des Affaires culturelles et les musées depuis 10 ans*, Gouvernement du Québec, février 1984, p. 47.

communicateurs de la collection de biens ethnographiques dont il aura à planifier la conservation, la diffusion nationale et l'accroissement scientifique <sup>615</sup>

Après diverses négociations et après avoir fourni des précisions sur les points soulevés par le CMPDC, le ministère des Affaires culturelles retourne un mémoire au Conseil des ministres qui l'approuve. Le nom de Nouveau Musée est abandonné pour revenir à celui de Musée de la civilisation, la perspective historique est affirmée plus clairement, ainsi que la place des collections d'ethnographie, toutefois, le musée reste un musée populaire, accessible et polyvalent, dans la lignée de la muséologie contemporaine.

L'Assemblée nationale adopte finalement, en 1984, la loi 93 qui permet la création en société du Musée de la civilisation. Mentionnons qu'en 1983, le ministère des Affaires culturelles avait fait approuver par l'Assemblée nationale la Loi 35 sur les Musées nationaux. Elle institue alors les deux musées d'État que sont le Musée du Québec et le Musée d'Art contemporain de Montréal en deux sociétés d'État autonomes. Les fonctions du Musée du Québec sont définies comme devant être celles "de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel, et d'assurer une présence de l'art international<sup>616</sup>". C'est en juin 1984 que le projet de Loi 93 modifie la Loi sur les musées nationaux afin d'y ajouter un musée qui est finalement désigné du nom de Musée de la civilisation. Il est précisé que ce Musée se substitue à la Direction de la mise en valeur des collections d'ethnographie du ministère des Affaires culturelles. Ses fonctions sont les suivantes:

---

615. Ministère des Affaires culturelles, *Le ministère des Affaires culturelles et les musées depuis 10 ans*, *ibid.*, p. 47.

616. Gouvernement du Québec, *Projet de loi 35, Loi sur les musées nationaux*, sanctionné le 22 décembre 1983, p. 41.



1° de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation, notamment les cultures matérielles et sociales des occupants du territoire québécois et celles qui les ont enrichies;

2° d'assurer la conservation et la mise en valeur de la collection ethnographique et des autres collections représentatives de notre civilisation;

3° d'assurer une présence du Québec dans le réseau international des manifestations muséologiques par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.<sup>617</sup>

Le projet de Loi précise que le premier directeur général du Musée de la civilisation est nommé par le gouvernement pour un mandat n'excédant pas cinq ans. C'est Guy Doré qui est alors nommé directeur général en 1984. Il a en charge de préparer un document de travail qui énonce le mandat et les objectifs du Musée de la civilisation. En octobre de cette même année, les travaux de construction débutent, et en janvier 1985, le ministre des Affaires culturelles met en place le premier conseil d'administration de cette institution. C'est alors Luc Noppen qui en a la présidence. Souvenons-nous qu'il s'était montré un farouche opposant au projet du Musée de l'Homme d'ici en 1979, en publiant notamment un article retentissant dans la presse. Mais Noppen reste peu et il est remplacé en octobre 1985 par Richard Le Hir.

En mai 1985, la politique générale du Musée de la civilisation est présentée et en septembre 1985, la programmation cadre du Musée est mise sur pied. Le Rapport annuel du Musée de la civilisation pour l'année 1985-1986 explique que la direction du Musée a adopté les principes d'une politique de "faire faire" afin de maintenir le coût des services au plus bas niveau et ainsi d'atteindre les objectifs visés. C'est ainsi à la firme I.M.I. Inc. qu'est confiée la tâche d'établir la

---

617. Gouvernement du Québec, *Projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur les musées nationaux*, sanctionné le 20 juin 1984, p. 55.

programmation générale de ses expositions pour les sept premières années de fonctionnement du Musée de la civilisation.

Le Musée de la civilisation se présente alors comme un musée dont la mission principale est de communiquer et dont la fonction clé est la diffusion. L'équipe en place ne prévoit aucune exposition permanente, uniquement des expositions temporaires dont une grande partie proviendra de l'extérieur. Les technologies de communication ont une place privilégiée. Les thématiques proposées n'ont plus rien en commun avec celles présentées en 1983. Elles portent sur la géographie et l'histoire du Québec, sur les peuples autochtones, sur la civilisation du Québec aujourd'hui et sur l'ouverture et le rayonnement culturel. Cinq "must" thématiques sont proposés: peuples autochtones du Québec, le fait français québécois, le fait britannique au Québec, le fait américain au Québec et la société québécoise aujourd'hui<sup>618</sup>. Signalons que ces documents sont à circulation restreinte et ne font alors pas l'objet de débats publics. Les propositions élaborées ne semblent pas non plus satisfaire les diverses instances gouvernementales qui ne sont pas pressées de débloquer les budgets pour l'avancement du travail d'élaboration des contenus.

En janvier 1986, la Commission des biens culturels émet des inquiétudes quant à la nature et aux fondements du Musée de la civilisation. Elle constate que la politique générale de l'institution n'a fait l'objet d'aucun débat public ni de consultations officielles. De plus, elle fait remarquer que la programmation muséographique détaillée n'a encore fait l'objet d'aucun énoncé public ni d'aucune consultation valable auprès des milieux scientifiques et que finalement, aucun concept d'exposition n'est encore connu à moins de 18 mois de

---

618. Voir Musée de la civilisation, *Programmation cadre*, Québec, septembre 1985.

l'ouverture, prévue alors pour juin 1987. La Commission des biens culturels souligne que le Musée suscite déjà suffisamment de réactions négatives, et qu'il en va de sa crédibilité et de la qualité de l'action culturelle du gouvernement. Elle demande donc au Ministre de presser le Musée de produire dans les plus brefs délais — et de les soumettre à une consultation publique — les documents fondamentaux suivants: la politique générale du Musée, la programmation muséographique détaillée, les concepts d'exposition permanente. Il en va de la crédibilité même du Musée. Suite à cette demande, durant l'année 1986-1987, plusieurs documents sont élaborés et révisés concernant le concept muséal.

Rappelons qu'entre temps, les élections provinciales de 1985 ont porté le Parti libéral de Robert Bourassa au gouvernement et que le ministre des Affaires culturelles est désormais Lise Bacon. Celle-ci se trouve donc confrontée à la nécessité de réagir dans les plus brefs délais afin d'affirmer le désir du gouvernement d'assurer le succès de la future institution nationale qu'est le Musée de la civilisation et qui a déjà fait couler beaucoup d'encre. C'est au début de l'année 1987 qu'elle nomme un nouveau président du Conseil d'administration du Musée, Roger Décary. Le nouveau Conseil d'administration décide alors de nommer un nouveau directeur général, Roland Arpin. Rappelons que ce dernier avait occupé le poste de sous-ministre au ministère des Affaires culturelles de 1980 à 1984, lorsque le concept du Nouveau Musée avait été soumis. De 1984 à 1987, il occupait le poste de Secrétaire du Conseil du trésor.

Ce n'est finalement qu'en mai 1987 que le concept définitif du Musée de la civilisation est arrêté et que son équipe de direction entre en fonction. Accepté par la ministre Lise Bacon, ce concept reçoit l'aval du Conseil des ministres le 26 août 1987. Les fonds sont débloqués, et alors que le dossier du Musée de la civilisation n'arrivait pas à prendre son envol depuis 1979, en un an et demi, il

réussit à faire compléter son aménagement intérieur, à constituer une équipe d'une centaine de personnes, à définir la mission et l'organisation interne de l'institution et à monter les expositions.

C'est ainsi que se termine la saga des années ayant précédé l'ouverture du Musée de la civilisation qui, finalement, est inauguré le 19 octobre 1988. La création de ce Musée qui devait mettre fin au conflit qui opposait, au tournant des années 1980, les tenants et les opposants des nouvelles conceptions en muséologie au Québec n'a finalement pas connu un parcours facile. Le renouveau de la pensée muséologique a eu beaucoup de mal à s'affirmer dans le processus d'élaboration du concept de cette institution nationale. Mais il y est finalement parvenu en donnant lieu à la mise sur pied, sous la direction de Roland Arpin, du Musée de la civilisation tel que nous le connaissons aujourd'hui. Ce renouveau de la pensée muséologique, c'est essentiellement le rôle du musée comme outil de développement culturel et social qu'il consacre.

### 8.2.2. Les spécificités du Musée de la civilisation et leurs multiples ancrages

Le concept du Musée de la civilisation, tel qu'il est défini et adopté par la nouvelle équipe en juin 1987, est approuvé par le Conseil des ministres et publié en août 1987, dans le document intitulé *Musée de la civilisation. Mission, concept et orientations*. Gérald Grandmont relève que Roland Arpin revient au concept

muséologique de 1983 “en le développant et en l’affinant pour que la trajectoire conceptuelle du Musée de la civilisation soit fixée<sup>619</sup>”.

Si, par rapport à 1983, dans le document de 1987, le concept du “Centre national de l’innovation et de la créativité” est abandonné au profit de celui d’“un monde en continuité et en devenir”, un des objectifs fondamentaux du Musée reste d’encourager l’initiative de chacun et d’inciter le visiteur à faire preuve de créativité et de sens de l’innovation. La question de l’ouverture sur la société contemporaine demeure également centrale. Le Musée de la civilisation “intègre les grands courants de la pensée et les préoccupations de la société contemporaine tout en mettant en valeur notre culture<sup>620</sup>”. Les objectifs fondamentaux du Musée sont sensiblement les mêmes que ceux énoncés en 1983.

Répondant en quelque sorte aux critiques du type de celles ayant émané du CMPDC, Roland Arpin présente le Musée de la civilisation comme “enraciné dans notre histoire”. Mais il ajoute aussitôt qu’il aura également une stature internationale et qu’il rayonnera sur la scène internationale. Tout à la fois lieu de plaisir et de réflexion, l’objectif du Musée de la civilisation est de “permettre au visiteur d’établir un rapport critique avec son histoire, sa culture”. Pour cela, il veut donner au public “une connaissance du passé qui lui fournira des éléments de lecture et d’analyse des problèmes présents et peut-être même des solutions pour l’avenir”, il veut faire connaître “un précieux héritage qu’il éclaire par la science et la mise en valeur<sup>621</sup>”.

---

619. Gérald Grandmont, “Longue gestation d’un jeune musée”, *Cap-aux-Diamants*, n°25, printemps 1991, p. 57.

620. Musée de la civilisation, *Mission, concept et orientations*, Québec, août 1987, p. 5.

621. Musée de la civilisation, *ibid.*, p. 5.

Que ce soit en 1983 ou en 1987, on peut lire du Musée qu'il "présente l'être humain dans ses interactions avec l'environnement et met l'accent sur le dynamisme et la capacité d'adaptation des sociétés<sup>622</sup>". Dans les deux cas, le concept muséologique à proprement parler repose sur l'analyse des phénomènes actuels en les replaçant dans une perspective de continuité historique. Le Musée a délibérément choisi d'exprimer une ouverture à l'endroit des problèmes sociaux et des débats de société. C'est pourquoi le traitement de problématiques sociales, l'évolution de la pensée et des mœurs, et la reconnaissance des enjeux collectifs entrent régulièrement dans sa programmation<sup>623</sup>.

La nouvelle équipe de direction du Musée de la civilisation précise que ce ne sont pas les objets qui sont au centre de sa préoccupation, mais la personne humaine. Les objets sont vus avant tout comme des témoins de l'activité humaine. Plutôt qu'un musée au service d'une collection, on est en présence d'une collection au service d'un musée et de ses objectifs de diffusion. Le directeur du musée reconnaît que la mission attribuée au Musée est ambitieuse, voire démesurée, mais qu'en privilégiant l'aventure humaine pour aborder les faits de civilisation, le Musée ramène son vaste mandat à un dénominateur accessible:

Dès l'instant où le Musée a choisi une approche selon laquelle la civilisation est présentée comme le produit d'une lente sédimentation qui, au cours des millénaires, a intégré de multiples faits de civilisation, le choix du champ d'intervention ne peut être que large et généreux. Un Musée centré sur la personne humaine et sur ses expériences, donc un Musée qui choisit de polariser ses thèmes et son action sur le rapport de l'homme à l'histoire, mais aussi sur les rapports de l'homme à son histoire. Cette histoire qui, chaque jour, l'amène à tourner et à retourner dans tous les sens les grandes questions essentielles pour en saisir toute la portée.<sup>624</sup>

---

622. Musée de la civilisation, *ibid.*, p. 21.

623. Roland Arpin, *Le Musée de la civilisation, concept et pratiques*, Québec, Éditions Multimonde, Musée de la civilisation, 1992, p. 49,

624. Roland Arpin, *ibid.*, p. 31-32.

Centré sur la personne humaine, le Musée de la civilisation souhaite enrichir son approche par le recours systématique aux sciences humaines. Selon le directeur du musée, ces dernières fournissent des grilles de lecture et des cadres de référence qui lui permettent de s'ouvrir sur la société contemporaine. Même s'il est enraciné au Québec, le Musée se veut sans frontières:

(...) c'est à la riche gamme des sciences humaines que le Musée fait appel. Sociologie, anthropologie, psychologie... sont autant de secteurs de la connaissance qui se complètent, s'enrichissent, s'expliquent mutuellement, en nourrissant l'approche thématique du Musée. (...) Pour le Musée de la civilisation, se définir comme un musée thématique signifie intégrer deux dimensions: la réflexion sociale, véritable médiation entre l'homme et le monde, et le langage muséologique.<sup>625</sup>

Roland Arpin se demande: "Est-il abusif de parler de la vocation sociale du Musée de la civilisation?"<sup>626</sup>. Effectivement, le Musée place l'individu au centre de tous ses choix. Pour l'équipe de direction, il ne fait aucun doute que ce Musée doit être un véritable outil de développement culturel et social, s'inscrivant dans les nouvelles tendances muséologiques. C'est au nom de l'impératif du service public que Roland Arpin explique que la programmation doit refléter la diversité, l'équilibre, la vigueur intellectuelle. Cette diversité c'est en présentant des expositions, non seulement sur de nombreux thèmes culturels, mais encore sur des thèmes sociaux, économiques, scientifiques et historiques qu'elle s'exprime. D'ailleurs le musée a mis sur pied un axe de recherche thématique pour la programmation, qui veille à être à l'écoute des grandes tendances afin de cerner les thématiques montantes dans la société ainsi que les préoccupations des citoyens.

---

625. Roland Arpin, *ibid.*, p. 41-42.

626. Roland Arpin, *ibid.*, p. 38.

L'approche thématique, globale et multidisciplinaire, est affirmée comme caractéristique de la personnalité du Musée, comme une de ses dimensions motrices. Souvenons-nous que ce type d'approche était largement préconisée dans les documents du ministère des Affaires culturelles concernant les musées en 1979-1980. Que ce soit dans le concept du Musée de "l'Homme d'ici", dans *Musées et muséologie au Québec*, ou dans le projet d'un musée scientifique, il ne faisait pas de doute pour le ministère des Affaires culturelles que les musées devaient s'orienter vers la diffusion et vers une approche thématique. Appliquée au Musée de la civilisation, une telle approche permet d'aborder l'histoire et la culture du Québec en leur imposant une dimension plus large. Grandmont relève:

En choisissant d'aménager sa programmation autour de thèmes, le musée privilégie un ample regard sur les faits qu'il entend exposer, repère des angles de lecture, en structure les interrelations, en hiérarchise les sous-thèmes, en dégage des intentions de communication, formule des messages et conçoit une mise en scène. Cette exigeante méthode conduit à l'interdisciplinarité non seulement par la juxtaposition mais également par la conjonction des savoirs.<sup>627</sup>

Souvenons-nous de l'influence exercée par le Centre Georges-Pompidou de Paris en ce qui concerne le décloisonnement des savoirs. Ce dernier s'inspirait d'ailleurs fortement des nouvelles formes et pratiques muséologiques alors en plein développement. Autant le Rapport Seguin que le document *Musées et muséologie au Québec* s'en étaient fait les porte-parole. Le Musée de la civilisation, quant à lui, est présenté comme visant "à faire découvrir les rapports entre les domaines de connaissances, les diverses disciplines et leur continuité

---

627. Gérald Grandmont, "Les paradoxes de l'innovation en institution", in Emmanuel Wallon (sous la direction de), *L'artiste et le prince. Pouvoirs publics et création*, Musée de la civilisation de Québec - Presses universitaires de Grenoble, 1991, p. 145.



historique<sup>628</sup>". Le concept muséologique large permet "d'aborder tous les types de phénomènes culturels par le biais de l'histoire et de l'ethnologie, mais aussi des arts et de la technique et des sciences<sup>629</sup>". De plus, il est spécifié que le caractère général:

(...) oblige à décroisonner des approches scientifiques par secteurs et évite ainsi une trop grande spécialisation des contenus et du langage. Le Musée choisit des thèmes d'intérêt général et les présente selon une approche multidisciplinaire. À partir d'un sujet donné, il intègre dans une thématique globale, tant la vision des sciences sociales que celle des sciences humaines et des sciences de la nature.<sup>630</sup>

Le Musée de la civilisation affiche ainsi comme objectif de renouveler la conception traditionnelle de la muséologie, en décroisonnant les disciplines pour intégrer une approche thématique dans une démarche globale de civilisation. Pas tout à fait musée de l'homme, ni musée d'anthropologie, plus qu'un centre d'interprétation, mais pas non plus un musée de la science et de la technologie, le Musée de la civilisation fait converger toutes ces préoccupations vers une démarche unique axée sur la connaissance de l'histoire et des diverses composantes de la civilisation québécoise<sup>631</sup>.

Roland Arpin précise d'ailleurs que le Musée a fait une interprétation large du mandat qui lui était assigné, "en présentant des expositions non seulement sur de nombreux thèmes culturels, mais encore sur des thèmes sociaux, économiques, scientifiques et historiques". Il précise que le Musée de la civilisation vise aussi

---

628. Musée de la civilisation, *Mission, concept et orientations*, Québec, août 1987, p. 11.

629. Musée de la civilisation, *ibid.*, p. 22.

630. Musée de la civilisation, *ibid.*, p. 22.

631. Tel est le mandat qui lui est attribué dans la Loi sur les musées nationaux.

bien "à faire valoir et comprendre les grands phénomènes scientifiques et les avancées des sciences humaines<sup>632</sup>".

C'est bien là du décloisonnement le plus complet du savoir dans un musée qu'il s'agit. À cet effet, il est intéressant de relever qu'en 1986, Guy Doré, alors directeur général du Musée de la civilisation, soulignait que la civilisation occidentale moderne "a été enfantée par la science et la technologie". De ce fait, il envisageait de les traiter au Musée de la civilisation comme des agents d'évolution de la société. "Elles ne seront pas traitées pour elles-mêmes comme une finalité mais seront intégrées dans un cadre et un contexte social plus large axé sur la création et l'adaptation de l'Homme à ces nouvelles circonstances<sup>633</sup>".

On comprend mieux dès lors pourquoi s'est posée à plusieurs reprises la question de la spécificité du Musée de la civilisation par rapport à la Maison des sciences et des techniques et pourquoi certains pensaient qu'il était possible de réunir les deux projets. L'intégration des sciences et des techniques, traitées comme agents de développement d'une société, dans les expositions du Musée de la civilisation a certainement contribué à rendre moins pertinent le projet d'une Maison des sciences et des techniques. Dans la conjoncture économique difficile des années 80, les fonds publics n'étaient pas suffisants pour investir dans deux institutions aussi considérables. Les travaux de construction du Musée de la civilisation étant déjà enclenchés lorsque le gouvernement libéral est arrivé au pouvoir, ce projet n'a pu être annulé. Par contre, la construction de la Maison des sciences et des techniques n'ayant pas débuté encore à cette date (il y avait

---

632. Roland Arpin, *Le Musée de la civilisation, concept et pratiques*, op. cit., p. 22, 24.

633. Guy Doré, "La science et la technologie: agents d'évolution de la civilisation", *Musées*, vol. 9, n°2, été 1986, p. 9.

toujours des négociations sur le site), ce projet a tout naturellement été "différé". Le Musée de la civilisation a donc pu, compte tenu de la proximité des concepts et de son mandat très large, élargir son intervention et ainsi investir une partie du champ des sciences et des techniques qui restait vacant. D'ailleurs, en 1994, le Conseil de la Science et de la Technologie notait que le Musée de la civilisation de Québec

(...) a su intégrer, autant dans sa philosophie que dans ses interventions, la science et la technologie comme des composantes à part entière de sa vocation culturelle. La qualité de ses exhibits et surtout l'effort réussi d'éducation et d'information de ses visiteurs explique le succès considérable de cet établissement auprès du public, jeune et adulte.<sup>634</sup>

En effet, si l'on regarde quelques-unes des expositions présentées au Musée de la civilisation depuis son ouverture, on constate que ce dernier pose de manière nouvelle les liens entre civilisation, culture et sciences. L'orientation thématique large lui a permis de présenter des expositions à forte dimension scientifique et technique, qu'il s'agisse d'expositions permanentes: *Messages, Objets de civilisation*, ou temporaires: *50 ans de radio à Québec, Électrique, Au temps des machines à vues, Du cylindre au laser, Homme-oiseau, Vu d'un autre œil, Autopsie d'un sac vert, Être dans son assiette, Art et science des cartes portugaises, Histoires d'amour et d'éprouvettes, Le Saint-Laurent: attention fragile!*, etc.

Le Musée de la civilisation a effectivement choisi d'intégrer la science et la technique à une démarche globale, multidisciplinaire, ayant comme point de focalisation la société dans son ensemble. La nouveauté réside cependant moins dans ce type de démarche, qui n'est pas sans s'inspirer des tendances muséologiques qui ont commencé à s'affirmer dans les années 1960-1970

---

634. Conseil de la Science et de la Technologie, *Miser sur le savoir. Rapport de conjoncture 1994. Volet 1: La culture scientifique et technologique*, Gouvernement du Québec, 1994, p. 64.

(écomusées, centres d'interprétation, etc.), que dans sa mise en œuvre au sein d'une institution muséale.

Le choix pour cette démarche globale — en plus de se refléter dans l'architecture du musée —, a bien sûr des conséquences sur son mode de fonctionnement, sur son organisation, sur le personnel qui y est engagé. Les idées primant sur les objets pour la mise en exposition, ce ne sont pas des conservateurs qui priment dans l'organigramme, contrairement à beaucoup de musées. Ce sont plutôt des chargés de projets qui contrôlent tous les aspects de la réalisation d'une exposition. Ils s'adjoignent des conservateurs, des chercheurs, des éducateurs, des designers, selon les besoins. Grandmont note "le Musée de la civilisation apparaît comme l'exemple d'une pratique intra-institutionnelle de l'innovation qui oscille entre la stabilité et le changement, où l'innovation a été introduite comme un moyen de renouvellement constant de l'institution<sup>635</sup>". Il fait remarquer que le Musée a choisi délibérément d'introduire un rapport constant entre les ressources internes et les contributions externes à l'institution, telles celles de chercheurs, de conservateurs à la pige, de designers créateurs. Il explique que ce choix suscite l'installation d'un réseau complexe d'interrelations humaines où chacun peut ajouter, stimuler, confronter.

Roland Arpin expose son point de vue selon lequel "chaque musée se développe à partir de conjonctures particulières, à un certain moment de l'évolution de la muséologie, dans un contexte socioculturel qui marque son époque<sup>636</sup>". Il poursuit en reconnaissant qu'il en est ainsi du Musée de la civilisation: "un musée

---

635. Gérald Grandmont, "Les paradoxes de l'innovation en institution", in Emmanuel Wallon (sous la direction de), *L'artiste et le prince. Pouvoirs publics et création*, op. cit., p. 146.

636. Roland Arpin, *Le Musée de la civilisation, concept et pratiques*, Québec, Éditions Multimonde, Musée de la civilisation, 1992, p. 36.

ouvert, un musée populaire, un musée accessible, un musée polyvalent, un musée réseau et orienté vers la participation et l'interaction, un musée enraciné dans la société". Ces grands traits qui caractérisent le Musée sont exactement les mêmes que ceux élaborés pour le concept du Nouveau Musée en 1983.

Relevons que les cinq grands secteurs autour desquels le Musée de la civilisation entend grouper ses expositions sont aussi ceux qui étaient proposés en 1983 pour le Nouveau Musée. Ces secteurs sont des points de référence déterminants dans l'aménagement de la programmation thématique. Ils découpent toute l'activité humaine:

- le corps / les mécanismes d'adaptation
- la matière / les ressources physiques
- la société / le milieu humain
- le langage / la communication
- la pensée / l'imaginaire.<sup>637</sup>

Pour Roland Arpin, le Musée de la civilisation se veut d'une "portée culturelle et éducative certaine" et son approche permet de faire "le pont entre l'école, l'éducation continue et le flot d'informations que produisent les médias<sup>638</sup>". D'un point de vue muséographique, le Musée de la civilisation veut offrir une pédagogie dynamique, à géométrie variable, présentant différents niveaux de lecture, et multicomunicationnelle. Souvenons-nous que ces conceptions étaient déjà présentes dans les documents du ministère des Affaires culturelles concernant les musées en 1979-1980. Ce parti pris muséographique reflète le positionnement du Musée de la civilisation à l'endroit de la communication.

---

637. Musée de la civilisation, *Mission, concept et orientations*, Québec, août 1987, p. 21.

638. Roland Arpin, *Le Musée de la civilisation, concept et pratiques*, op. cit., p. 23.

L'exposition doit répondre à la diversité des attentes et des démarches des visiteurs. Roland Arpin souligne:

La conception que nous avons de l'exposition thématique, la complexité des messages et des objectifs à transmettre, la nécessité d'établir les relations entre les éléments nous obligent à exploiter toutes les possibilités qu'offre le média et à privilégier un traitement multicommuniqué.<sup>639</sup>

Cette muséographie de la communication, Georges Henri Rivière en avait déjà élaboré les grands principes, notamment pour le Musée des Arts et Traditions populaires de Paris<sup>640</sup>. Il est d'ailleurs intéressant de noter que Roland Arpin a été approché, il y a quelque temps, afin de faire profiter le Musée des Arts et Traditions populaires de son expertise, ce musée connaissant des difficultés depuis plusieurs années. Cette muséographie de la communication se traduit de plusieurs manières au Musée de la civilisation:

Communication d'abord par les objets et avec les objets qui forment l'âme du Musée et qui établissent des liens mystérieux entre le visiteur, le créateur, l'histoire, la démarche humaine; communication soutenue par la mise en valeur, l'interprétation, les techniques de présentation, les moyens technologiques.<sup>641</sup>

Axé sur la diffusion bien plus que sur la recherche et la conservation<sup>642</sup>, le Musée met en œuvre des stratégies particulières: développement de l'exposition en tant qu'entité, renouvellement fréquent des artefacts exposés, multiplication des expositions temporaires et des expositions itinérantes, recours à des attractions

---

639. Roland Arpin, *ibid.*, p. 26.

640. Pour plus de détails sur les principes muséographiques mis de l'avant par Georges Henri Rivière, voir notamment: *La museologie selon Georges-Henri Rivière*, Cours de muséologie, textes et témoignages, Dunod, 1989, p. 353-356, 361-367.

641. Roland Arpin, *Le Musée de la civilisation, concept et pratiques*, Québec, Éditions Multimonde, Musée de la civilisation, 1992, p. 25.

642. Cela n'empêche toutefois pas le musée d'être responsable d'une importante collection qui contient plus de 50 000 objets et 20 000 documents, ainsi que de conduire des recherches liées au développement et à la diffusion de ses collections.

multiples autour des expositions. En effet, le Musée présente également un programme d'activités éducatives et culturelles intégré à la démarche thématique. Il permet de multiplier les modes de lecture et de compréhension des expositions: conférences, cinéma, ateliers pour les jeunes, parcours de découverte, etc. Tous ces éléments sont des marques de changement de la forme des institutions muséales. Sans oublier, bien sûr, la présence de boutique, de librairie, de restaurant, de cafétéria, d'espaces de rencontre, autant de lieux marquant la diversification de la fonction même du Musée. Pour Roland Arpin, ces activités "ne distraient pas le visiteur et ne transforment pas le musée en un super parc d'amusement", elles concourent plutôt "à cette aventure culturelle et éducative qui ne saurait s'accommoder d'une seule manière de voir<sup>643</sup>".

L'innovation, la créativité, l'approche globale et multidisciplinaire, la gamme variée de thématiques et de sujets d'exposition, la diversité des informations, l'adaptation à tous les publics, la chaleur de l'accueil, tels sont les points qui sont présentés comme communs à chacune des activités du Musée. Pour son directeur, la personnalité du Musée s'exprime dans sa programmation publique, mais également par le soutien que lui assurent quotidiennement les divers services non moins indispensables.

Le Musée conçoit et développe les "produits muséologiques" qu'il offre à "ses publics". Ce sont là les deux pôles de son action, les deux grands objectifs qui gouvernent toutes ses décisions. (...) le Musée est au service du public. De cette conviction, découlent l'ensemble des mesures qui sont prises pour bien accueillir les visiteurs et créer une atmosphère conviviale qui leur donne le goût d'y séjourner et d'y revenir.<sup>644</sup>

---

643. Roland Arpin, "Plaidoyer pour des musées au service de la société", (allocution prononcée au Colloque "Muséologie et environnement" le 6 décembre 1990 à Lyon), in *Les idées en marche*, Musée de la Civilisation, 28 novembre 1990, p. 7-8.

644. Roland Arpin, *Le Musée de la civilisation, concept et pratiques*, op. cit., p. 11.

Dès ses premiers jours, le Musée de la civilisation a, en effet, attiré un public nombreux et enthousiaste, qu'il s'agisse de visiteurs seuls, en groupe ou très fréquemment en famille. Le Musée de la civilisation a dès son origine mis un accent particulier sur l'étude de "ses clientèles". Dans le concept défini en 1987, "les clients du Musée" faisaient l'objet d'une attention particulière et il était spécifié que la connaissance des clientèles est un facteur déterminant dans le choix des programmes ainsi que des services offerts au public<sup>645</sup>. Le Musée de la civilisation a donc développé tout un axe de recherche sur les publics ainsi que sur l'évaluation des expositions, des activités et des services du Musée.

Souvenons-nous que le projet de Maison des sciences souhaitait également mettre sur pied un service de la recherche traitant à la fois de recherches sur les nouveaux moyens d'apprentissage, sur les outils d'évaluation des présentations et des activités, sur les technologies nouvelles de communication en muséologie et sur les contenus. Dans bien des aspects, la Maison des sciences et des techniques mettait de l'avant une conception muséologique qui avait de nombreux points communs avec le Musée de la civilisation, surtout dans les versions du projet d'avant 1986. On ne peut donc que constater le poids d'un certain courant de pensée visant alors à renouveler les formes traditionnelles des musées au ministère des Affaires culturelles du Québec.

---

645. Musée de la civilisation, *Mission, concept et orientations*, Québec, août 1987, p. 10.



### 8.2.3. La trajectoire du Musée de la civilisation dans l'enchevêtrement des formations discursives le concernant

Nous avons vu comment les grandes orientations définies pour le Musée de la civilisation en 1987 étaient proches du concept proposé pour le Nouveau Musée en 1983. Il n'est pas si surprenant de constater que Roland Arpin y soit revenu en l'adaptant quelque peu. N'était-il pas sous-ministre au ministère des Affaires culturelles à cette date? Il a donc cautionné le concept du Nouveau Musée, alors élaboré par l'équipe dirigée par André Juneau à la Direction générale des musées. On peut même penser qu'il y a collaboré activement<sup>646</sup>. Gérald Grandmont soutient d'ailleurs que cette institution n'est pas née d'une longue et minutieuse investigation des forces et des faiblesses de notre système muséologique. Selon lui:

Sa création est sans contredit la résultante d'acquis antérieurs de la muséologie, du pouvoir d'influence de certains fonctionnaires et d'alliances intellectuelles. Ce réseau semble avoir eu l'oreille assez sensible pour entendre et décoder, dans l'environnement culturel, l'écho d'un souhait d'innovation. Les hommes et les femmes qui ont donné feu et lieu à ce musée ont, plus souvent qu'à leur tour, forcé le jeu pour imposer une nouvelle façon de voir la culture.<sup>647</sup>

Cette nouvelle façon de voir, nous constatons que c'est au sein du ministère des Affaires culturelles qu'elle s'est élaborée au cours des années 1970-1980. Nous en avons déjà relevé les multiples ancrages tout au long de cette thèse, nous pouvons désormais affirmer que le Musée de la civilisation — tel qu'il apparaît dans le document de 1987 et tel qu'il se réalisera —, en est l'aboutissement le plus achevé.

---

646. Voir à ce sujet: Geneviève Sicotte, Francine Séguin, Laurent Lapierre, *Roland Arpin et le Musée de la civilisation*, Presses de l'Université du Québec-Presses HEC, 1993, p. 64.

647. Gérald Grandmont, "Les paradoxes de l'innovation en institution", in Emmanuel Wallon (sous la direction de), *L'artiste et le prince. Pouvoirs publics et création*, op. cit., p. 144.

Le Musée de la civilisation est en quelque sorte le résultat de l'engouement du Québec, dans les années 1970, pour les centres d'interprétation, renvoyant au patrimoine naturel et culturel et visant à rompre avec la vieille image des musées d'art. Souvenons-nous des ancrages de cette formule des centres d'interprétation dans le renouveau de la pensée muséologique des années 1960-1970 sur la scène internationale. Parents des écomusées, lieux de mise en œuvre des nouvelles disciplines des sciences humaines et sociales, ils ont permis l'affirmation d'approches multidisciplinaires en muséologie.

Plusieurs des personnalités travaillant au ministère des Affaires culturelles du Québec dans les années 1970 avaient auparavant fait leurs armes dans la section québécoise de Parc Canada. Laurier Lacroix<sup>648</sup> fait justement remarquer que les stratégies et la philosophie du Service canadien des parcs ont effectivement migré vers d'autres institutions, en même temps que le personnel qu'il avait formé. Il est aussi intéressant de souligner qu'en juin 1985, le thème du colloque annuel de la Société des musées québécois consistait à se demander si les musées devraient devenir des centres d'interprétation.

Lors du Congrès de l'Association des musées canadiens en mai 1984, Roland Arpin — alors sous-ministre au ministère des Affaires culturelles — faisait une conférence exposant sa vision des musées d'aujourd'hui. Rejoignant — selon ses propres termes — les réflexions amorcées par cette Association à Mexico en 1980, il plaide pour un musée qui ne soit pas la propriété des conservateurs, qui ne soit pas prisonnier d'une collection, mais qui s'aligne audacieusement sur le multiple, le visuel, l'ouverture et le changement. Ce renouveau de la pensée

---

648. Laurier Lacroix, "Les musées au Québec: vingt ans d'essor—vingt ans de misère?", *Muse. L'état des musées au Canada*, vol. 10, n°2-3, septembre 1992, p. 112.

muséologique, tel que présenté par Arpin, se manifestera de façon évidente dans la conception choisie pour le Musée de la civilisation. Musée général de sciences humaines, le Musée de la civilisation affirme le caractère social dont les nouvelles formes d'institutions muséales ont été petit à petit investies. Le directeur de ce Musée ne manque d'ailleurs pas de souligner l'importance des sciences humaines dans l'orientation du concept de ce Musée: "Un des points de départ, ça a été l'importance des sciences humaines et la richesse des sciences humaines. Le champ des sciences humaines est éminemment propice à l'interdisciplinarité<sup>649</sup>".

On peut ainsi affirmer avec Marcel Fournier, qu'au Québec comme ailleurs, les intellectuels participent de la culture de leur époque. Reprenant les analyses développées par Bourdieu, Fournier constate que les intellectuels d'une même génération possèdent:

(...) la même familiarité avec un ensemble de savoirs, la même sensibilité à un ensemble de problèmes et développent, grâce à divers exercices scolaires, les mêmes habiletés intellectuelles. Bref, ils sont dotés d'un programme homogène de perception, de pensée et d'action qui leur confère une «parenté d'esprit». Cette parenté n'est pas seulement morale ou idéologique, elle est aussi et surtout logique, les intellectuels d'une même génération tendant, surtout lorsqu'ils ont suivi les mêmes itinéraires sociaux, à maîtriser un corps commun de catégories de pensée. Il y a donc un «effet de génération».<sup>650</sup>

Cet effet de génération se fait particulièrement sentir au sein du gouvernement québécois. Il conduit parfois à des confrontations avec les autres acteurs sociaux. Les discours gouvernementaux au sujet du dispositif muséal n'ont pas fait l'unanimité à l'extérieur des sphères de l'État. Ils ont même rencontré une forte opposition auprès des représentants du secteur muséal qui s'en tenaient à une

---

649. Entrevue réalisée avec Roland Arpin, Directeur du Musée de la civilisation, le 1er mars 1994.

650. Marcel Fournier, *L'entrée dans la modernité. Science, culture et société au Québec*, Éditions Saint-Martin, 1986, p. 15.

conception plus traditionnelle du rôle et des fonctions des institutions muséales.

Fournier précise d'ailleurs:

Dans une conjoncture où le gouvernement tente d'élaborer de nouvelles politiques culturelles et de redéfinir les programmes de subvention à la recherche, et où les ressources financières deviennent plus rares, la concurrence entre les groupes de chercheurs et les diverses disciplines tend à s'accroître et à rendre plus difficiles la planification et l'organisation de la recherche. Le récent débat au sujet de l'«avenir du musée du Québec» illustre bien cette situation: devant un projet qui risquait de transformer ce musée en un véritable «musée de l'homme», les spécialistes de l'art, en particulier les professeurs des départements universitaires d'histoire de l'art, qui craignaient de perdre le monopole des discours de l'art qu'ils avaient acquis, ont effectué une dynamique contre-attaque (articles dans les journaux, entrevues à la radio et à la télévision, etc.) et ont amené le ministère des Affaires culturelles à modifier son projet original.<sup>651</sup>

L'éclatement du projet d'agrandissement du Musée du Québec en deux projets distincts permettra finalement au gouvernement de calmer quelque peu le conflit qui oppose les tenants et les opposants des nouvelles conceptions en muséologie. En fait, la décision de créer le Musée de la civilisation tel qu'il nous apparaît aujourd'hui se situe au point de convergence de nombreux facteurs. Cette décision laisse apparaître le jeu complexe des rapports de pouvoir/savoir de plusieurs groupes sociaux, elle laisse transparaître l'enchevêtrement complexe des formations discursives relevant aussi bien du champ politique, économique, social, culturel et, bien sûr, muséal.

Attardons-nous tout d'abord à ce qui relève du champ politique. L'atmosphère dans laquelle a été créé le Musée de la civilisation en 1988, n'était certes plus celle qui prévalait dans les années pré-référendaires où le sentiment nationaliste était très vigoureux. Mais nous avons pu constater que le projet de ce Musée possédait des racines plus profondément ancrées, et qu'il avait fallu remonter aux années

---

651. Marcel Fournier, "Postface", *Questions de culture*, n°1, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1981, p. 184.

1960 pour en saisir toutes les dimensions. Observons à cet égard ce que note Roland Arpin:

Sur le plan politique, le sentiment nationaliste des Québécois s'était développé considérablement depuis les années 60. La mémoire collective, le retour aux sources, la recherche des racines, l'intensification du débat constitutionnel et la présence au pouvoir d'un gouvernement préconisant la souveraineté du Québec étaient autant de facteurs qui rendaient les Québécois plus sensibles à leur histoire. Le seul fait qu'on ait souhaité, au cours des années 80, que le futur musée s'appelle "Le Musée de l'homme d'ici" illustre un peu dans quelle atmosphère il a été créé.<sup>652</sup>

Nous avons effectivement souligné comment s'est mis en place, dans les années 1960, le dispositif culturel au Québec. Nous avons mis en évidence comment le dispositif muséal s'est développé dans ce contexte, essentiellement autour de régularités discursives axées sur la défense des valeurs identitaires du peuple québécois face à Ottawa. C'est alors à la fonction de préservation de la mémoire que pouvaient jouer les musées qu'on a fait appel. Le retard du Québec était d'ailleurs important à cet égard. L'effort a donc été mis sur l'inventaire et l'enregistrement des collections, sur la conservation et la restauration, sur la modernisation des équipements alors que se mettait en place un discours fortement revendicatif face au gouvernement fédéral.

Avec les années, cet aspect identitaire a perdu de sa vigueur. Le concept du Musée de "L'Homme d'ici" a été fortement critiqué. D'une mission centrée sur la conservation et la recherche, les musées se sont vus investir d'une mission beaucoup plus centrée sur la diffusion. Souvenons-nous que déjà le Rapport L'allier en 1976 préconisait une telle évolution. Cela n'a toutefois pas donné lieu à la fin du rapport de force Québec-Ottawa, comme nous l'avons constaté.

---

652. Roland Arpin, *Le Musée de la civilisation, concept et pratiques*, op. cit., p. 19.

Mentionnons d'ailleurs que le gouvernement québécois a choisi de construire le Musée de la civilisation sans l'aide du gouvernement fédéral.

Par ailleurs, dans le processus d'institutionnalisation de l'État que connaissait alors le Québec, les politiques gouvernementales indiquaient avec force la volonté du gouvernement de moderniser et de développer de grandes institutions nationales et notamment le réseau des musées. Au tournant des années 1980, cette dimension prend toute son importance. Le gouvernement veut créer ou renforcer quelques grands musées dans le but d'en faire des éléments moteurs du développement du dispositif muséal québécois. La situation économique encourage alors également le gouvernement à stimuler l'investissement et la construction d'équipements publics. Nous avons vu que ces années-là sont marquées par une effervescence de la réflexion sur les musées et la muséologie au Québec, mais aussi par un essor des investissements<sup>653</sup>.

Si l'on regarde le champ de l'économie, on constate qu'au niveau fédéral, l'aide financière aux musées connaît un freinage marqué depuis 1975, entraînant une situation de crise dans ce secteur. Par contre, au Québec, la crise des musées semble beaucoup moins importante dans les années 1980. Selon Jean Trudel et Barbara Tyler<sup>654</sup>, la raison serait que le rôle que joue la culture dans l'identité de chacun dans cette province a toujours été politiquement et socialement plus respecté. Effectivement, de 0,54% du budget de l'État pour l'année 1983-1984, les crédits du ministère des Affaires culturelles passent à 0,6% en 1987-1988 puis à

---

653. Rappelons que de 28 musées privés subventionnés par l'État en 1974, on en trouve 45 en 1977 et 95 en 1992, dont 38 musées, 20 centres d'exposition et 37 lieux de diffusion du patrimoine. Les données de 1992 proviennent de Laurier Lacroix, "Les musées au Québec: vingt ans d'essor—vingt ans de misère?", *Muse. L'état des musées au Canada*, vol. 10, n°2-3, septembre 1992, p. 111.

654. Jean Trudel et Barbara Tyler, "L'État des musées au Canada", *Muse, ibid.*, p. 3.

0,7% du budget de l'État pour l'année 1988-89. Et c'est finalement dans le contexte d'une relance économique que le projet du Musée de la civilisation voit le jour, même si ces arguments n'étaient pas ceux qui avaient présidé à la décision de le créer.

Dans le reste du Canada, la situation des musées est difficile dans les années 1980. Les affectations budgétaires en faveur de la Corporation des musées nationaux stagnent<sup>655</sup>. De 1976 à 1990, les fonds alloués aux Musées nationaux ou au Conseil des Arts du Canada n'ont pas augmenté en valeur réelle. De ce fait, les établissements canadiens ne peuvent développer davantage leurs activités de collection, conservation et présentation. De plus, la Corporation des Musées Nationaux, créée en 1968, est démantelée en 1987; les crédits disponibles ne répondaient plus à la demande, son budget ayant stagné de 1972 à 1987. Beaucoup de musées se retrouvent au bord du gouffre ou sont contraints à chercher des financements privés pour continuer à vivre. Déjà en 1982, le comité Applebaum—Hébert<sup>656</sup> avait jugé cette situation alarmante et conseillé, dans le *Rapport du comité d'étude de la politique culturelle fédérale*, des initiatives de coopération entre les Musées nationaux et l'ensemble des musées canadiens moins bien pourvus. Il proposait également la création du "Conseil du patrimoine" qui prendrait en charge les Programmes nationaux. Ce Comité invitait également le secteur privé à collaborer au développement des installations patrimoniales.

---

655. Voir Max O. Brice, *Le secteur des musées au Canada*, Rapport de la Direction de la recherche et des statistiques, Direction générale des arts et de la culture, Ministère des Communications, Ottawa, Gouvernement du Canada, novembre 1979, p. 1.

656. L. Applebaum et J. Hébert, (sous la direction de), *Rapport du comité d'étude de la politique culturelle fédérale*, ministère des Approvisionnements et Services, gouvernement du Canada, 1982.

Notons qu'au cours des années 1980, les arguments économiques en faveur de la culture se multiplient. En 1980, la Conférence canadienne des arts observait déjà que les investissements publics consentis au secteur culturel généraient une activité économique importante et ne pouvaient donc être considérés comme investissements fédéraux à fond perdus. Ils s'inscrivaient tout naturellement dans une perspective visant le développement économique du pays: "Les investissements faits dans les arts et industries culturelles créent beaucoup d'emplois; ils sont considérablement profitables aux industries secondaires (...) ainsi qu'à l'industrie touristique<sup>657</sup>". En 1985, au Canada, le secteur culturel se plaçait au onzième rang parmi les industries les plus importantes au pays en termes de revenus générés<sup>658</sup>.

Dans ces circonstances, et dans le contexte de crise économique du début des années 1980, le concept d'économie de la culture va aussi s'affirmer au Québec. Développement culturel et développement économique y sont valorisés. On a pu constater ce processus à travers l'évolution du dossier de la mise sur pied d'une Maison des sciences et des techniques à Montréal. On a aussi pu remarquer les arguments économiques mis de l'avant lors de la réalisation du Musée de la civilisation: revitalisation d'une partie de la basse ville de Québec, attention portée aux "clientèles". L'État québécois attire de plus en plus l'attention sur l'impact économique des activités culturelles, à la fois pour justifier ses interventions et pour inciter des investissements d'autres sources — tant privées que municipales.

---

657. Conférence canadienne des arts, *Une stratégie culturelle. Propositions pour la définition d'une politique fédérale pour les arts et les industries culturelles au Canada*, Gouvernement du Canada, 1980, p. 42.

658. Données fournies par le ministre des Communications Marcel Masse, lors de la Conférence fédérale-provinciale des ministres responsables de la culture, Vancouver, 28 février 1985, cité par Marie-Charlotte De Koninck, *Questions de culture. L'État et la culture*, n°10, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, p. 51-52.



Marcel Fournier fait remarquer que désormais on exige d'un directeur de musée qu'il ait des qualités de gestionnaire. C'est effectivement le cas de Roland Arpin qui fut sous-ministre et secrétaire du Conseil du trésor. Fournier constate le mouvement de bureaucratisation qui gagne les musées:

Dans les institutions muséologiques comme au gouvernement, la perspective «administrative» s'est imposée: il n'est plus seulement question de la qualité et de l'accessibilité mais aussi de la rentabilité des activités muséologiques. (...) Dans les années soixante et soixante-dix, chacune des institutions multipliait des sondages auprès de la clientèle pour connaître son profil socio-économique et ses habitudes culturelles; maintenant elle commande des études d'impact économique.<sup>659</sup>

De Koninck souligne effectivement que depuis trois décennies, au Québec, les instances publiques, provinciale et fédérale, interviennent amplement dans ce qu'il est convenu d'appeler le champ culturel. À l'aide d'un appareil administratif de plus en plus complexe et de mécanismes de consultation divers, la réalité culturelle est appréhendée, sondée, analysée, évaluée. Toutefois, selon elle, une multitude de perspectives caractérisent les interventions du gouvernement:

il s'avère tantôt, à travers son pouvoir de réglementation, gardien des traditions et de l'identité nationale; tantôt protecteur des arts; tantôt garant de l'accessibilité et du droit de tous à la culture; il évoque le réalisme économique et valorise le rôle social de l'artiste; enfin il gère la demande et le développement en vertu des pressions des milieux et de ses capacités d'intervention, tout en composant avec ses autres secteurs de responsabilité. Ces formes d'intervention, difficiles à classer, reflètent des mutations tant au niveau des pratiques (des gestes patrimoniaux aux investissements en faveur des industries culturelles) qu'au niveau des approches. Support de l'innovation, mécène, investisseur en capital et en crédit, démocrate, animateur, l'État est également partenaire.<sup>660</sup>

---

659. Marcel Fournier, "Le musée: l'art de se distinguer", *Parachute*, n°46, mars-avril-mai 1987, p. 91.

660. Marie-Charlotte De Koninck, "Le public: témoin, otage ou arbitre?", in Emmanuel Wallon, *L'artiste et le prince. Pouvoirs publics et création*, op. cit., p. 256.

Confronté à la montée de l'économisme, Gilles Pronovost constate que la sociologie et l'anthropologie, toutes triomphantes qu'elles étaient dans les années 1960 et 1970, ont progressivement perdu le rôle moteur qu'elles s'étaient vu attribuer lors de la Révolution tranquille. Elles ont "progressivement dû céder le terrain de la parole et du politique aux sciences de l'économie et de la gestion, pour ne mentionner que celles-là<sup>661</sup>".

Même si le Musée de la civilisation s'inscrit dans cette mouvance, on a pu constater que le champ de l'économie n'a pas pour autant eu une influence exclusive dans la forme qu'il a prise. Si la préoccupation pour les clientèles est une des caractéristiques du Musée, elle s'inscrit aussi dans une philosophie politique de démocratisation de la connaissance et du savoir, allant dans le sens de la mission civilisatrice de l'État. Par ailleurs, les techniques muséographiques multicomunicationnelles mises de l'avant pour attirer un public varié trouvent leur origine dans une époque plus lointaine. Déjà les expositions universelles avaient mis en œuvres de telles façons de faire. Par ailleurs, l'affirmation des sciences humaines dans le secteur muséal a contribué au développement de techniques pédagogiques. Avec l'émergence des centres de sciences, où la pédagogie est axée sur le multisensoriel et l'interactif, les réflexions sur la pratique pédagogique et éducative des musées se sont multipliées.

Promouvoir la visite au musée comme élément de développement économique ne suffit pas à expliquer le regain d'intérêt qu'ont connu les visites dans les musées au cours des dernières décennies. Si les visiteurs ont investi en plus grand nombre ces institutions, c'est également sous l'effet d'autres facteurs et parce

---

661. Gilles Pronovost, "La formation et l'emploi en sociologie et en anthropologie", *Bulletin d'information de l'ACSALF*, numéro spécial, août 1994, p. 3.

qu'elles ont su se transformer. À cet effet, l'examen du champ social au Québec nous renseigne aussi sur les éléments qui ont pu agir dans la structuration du dispositif muséal. Le directeur du Musée de la civilisation mentionne que sur ce plan, deux facteurs ont marqué le Québec: le développement de l'éducation et l'ouverture au monde.

De 1960 à 1980, le développement de l'éducation et l'augmentation de la fréquentation scolaire eurent un effet sur la consommation des biens et des services culturels et sur le développement des arts d'interprétation et des arts visuels. (...) L'ouverture au monde et l'intérêt pour les autres cultures ont été considérablement marqués par l'Exposition universelle de 1967, tenue à Montréal.<sup>662</sup>

On peut effectivement constater que la participation de la population de 15 ans et plus à des activités culturelles à la fin de la décennie 80, comparée à celle de la fin de la décennie 70, a été marquée par une augmentation importante de la fréquentation des lieux culturels. Le pourcentage du public québécois qui a visité les bibliothèques publiques, les musées, les galeries d'art, les librairies, les sites et les monuments historiques, s'est accru de 5 à 10 points, selon le type d'établissement. Quant à la proportion de Québécoises et de Québécois ayant fréquenté les musées autres que les musées d'art, elle se situait à 17,6% en 1979 et à 24,4 % en 1989. En 1989 toujours, 38% ont visité un site historique ou un monument du patrimoine<sup>663</sup>.

Parallèlement, depuis les années 1960, le développement des musées connaissait un regain exceptionnel dans de nombreux pays et de nouvelles formes de muséographie se développaient. Le souci de la démocratisation de l'accès au savoir, aux connaissances, à la culture conduit à une remise en cause des

---

662. Roland Arpin, *Le Musée de la civilisation, concept et pratiques*, op. cit., pp. 20-21.

663. Ministère de la Culture et des Communications, *Chiffres à l'appui*, Québec, vol. VIII, n°3, avril-mai 1994, p. 3, 11-12.

institutions culturelles traditionnelles, dont certains musées. Le Québec, dans son désir de s'affirmer comme nation moderne, est très sensible à ces arguments mis de l'avant par les organisations internationales. La décentralisation et la démocratisation y sont des objectifs clés dans les années 1970. Ils ont contribué à changer le visage de la société. Le Québec favorise dès lors le développement du réseau des musées régionaux et des centres d'exposition et procède à l'agrandissement, à la restauration, à la relocalisation et à la construction des musées d'État. C'est ainsi au cours de ces années que le gouvernement québécois affirme de plus en plus clairement la mission civilisatrice qu'il entend faire valoir à travers les musées.

Cette mission qui s'impose au Musée ne met plus l'accent sur la préservation de la mémoire, elle insiste sur la diffusion et sur l'éducation des visiteurs dans un contexte de démocratisation, mais aussi de crise des sociétés occidentales. Cette crise des sociétés occidentales, a entraîné dans les années 1960-1970, de nouvelles façons de considérer la culture, mais elle a aussi conduit à repenser et à reformuler les relations de l'État à la société civile, dans une période où l'État québécois en était dans sa pleine période d'institutionnalisation et où le dispositif muséal était aussi en pleine période de structuration. Dans ce contexte, les musées sont apparus au Québec comme des outils intéressants de liaison entre l'État et la société. Comme le fait remarquer Arpin:

Bâtir un musée de la civilisation présentant une approche contemporaine de la muséologie, suggérant de nouvelles manières de voir des faits de civilisation déjà connus et la possibilité d'en découvrir de nouveaux, voilà un projet qui cadrerait tout naturellement avec cette conjoncture. Puiser intensément dans la richesse de la jeune culture québécoise, proposer de jeter des ponts avec des cultures millénaires et permettre aux Québécois de se situer, de se définir par rapport à

d'autres nations, d'autres peuples, voilà qui devenait passionnant dans une conjonction aussi propice.<sup>664</sup>

Roland Arpin affirme qu'au moment même où la formation scolaire est de plus en plus spécialisée, "la société a besoin de nouveaux lieux favorisant, d'une part, une vision large et intégrée des connaissances et, d'autre part, un continuel ressourcement"<sup>665</sup>. Souvenons-nous des ancrages de la mission pédagogique des musées telle qu'elle apparaissait dans les documents gouvernementaux au tournant des années 1980. On y parlait des musées en tant qu'université populaire, lieu de formation continue. C'est la vision à laquelle adhère le directeur du Musée de la civilisation lorsqu'il soutient: "En créant un environnement et des programmes éducatifs visant à l'approfondissement et l'élargissement de la connaissance, le Musée de la civilisation s'inscrit dans ce mouvement d'éducation continue et d'accessibilité large à la culture"<sup>666</sup>. Selon Arpin, le Musée de la civilisation poursuit avec enthousiasme une démarche qui le définit comme un musée d'éducation:

L'éducation s'inscrit au cœur de la pensée et de l'action du Musée. (...) ligne directrice qui parcourt toute son action muséologique. C'est dans l'exercice de la fonction d'éducation que le Musée remplit le plus intensément son rôle d'institution au service des personnes. Éducation et pédagogie renvoient à l'adaptation, à l'évolution, au soutien des démarches individuelles, au respect des dynamiques de groupes, à la capacité de vulgariser les connaissances et de développer des moyens didactiques variés pour favoriser la démarche cognitive.<sup>667</sup>

Pour remplir cette mission, il incombe au Musée de définir les moyens d'éducation qui lui sont particuliers et les voies qui lui appartiennent en propre: la

---

664. Roland Arpin, *Le Musée de la civilisation, concept et pratiques*, op. cit., p. 21.

665. Roland Arpin, *ibid.*, p. 79.

666. Roland Arpin, *ibid.*, p. 79.

667. Roland Arpin, *ibid.*, p. 69.

vulgarisation scientifique, la pédagogie active, la communication directe, l'expérimentation, constituent les principaux moyens que le Musée de la civilisation emploie pour remplir sa mission éducative. Mais là ne s'arrête pas l'action du Musée, sa mission éducative s'étend à une mission de sensibilisation qui amène le Musée à réfléchir sur les grandes questions de l'heure. Roland Arpin affirme d'ailleurs qu'outre le développement de l'éducation, un autre phénomène a eu une influence considérable sur les musées: le développement de la communication et l'avènement des mass médias.

Le Musée de la civilisation se veut effectivement un lieu de débats sur des questions d'actualité, sur des faits de civilisation. En cela, il rompt avec la tradition muséale qui consistait encore beaucoup à conserver et à montrer des éléments du passé. Cette démarche permet au Musée de se positionner de façon spécifique sur la carte de la muséologie québécoise, en tant que véritable dispositif social reliant des acteurs sociaux à des situations sociales. Il concrétise ainsi toutes les idées promues dans les années 1970. Nous avons vu à quel point les divers documents gouvernementaux concernant les musées et la muséologie au tournant des années 1980 étaient eux aussi porteurs de cette façon de voir, qu'il s'agisse de la Maison des sciences et des techniques ou des autres musées.

Même si ces réflexions ne dépassaient guère le cadre du ministère des Affaires culturelles à l'époque, la vision des musées qui a réussi à s'imposer au Québec est celle d'institutions au service de la diffusion de la culture, culture comprise au sens large, comme tout ce qui relève des rapports socio-culturels. En introduisant directement des questions sociales au centre de ses préoccupations, le Musée de la civilisation de Québec inaugurerait une nouvelle démarche qui allait le positionner directement par rapport aux autres types de médias, comme véritable dispositif social ayant une opérativité symbolique propre. D'ailleurs, le

directeur du Musée de la civilisation réaffirme régulièrement le parti pris du Musée à l'endroit de la communication, mais aussi sa différence par rapport aux autres médias.

Remarquons que cette façon de se situer dans le champ de la communication<sup>668</sup> est sensiblement différente de ce qui fut celle des Centres de Sciences. C'est par l'utilisation massive de techniques interactives que ces derniers ont été considérés comme faisant leur entrée dans le champ de la communication. Pour les musées du type de celui du Musée de la civilisation, c'est le positionnement en tant qu'espace public, en tant que média, qui fonde cette attache.

Le Musée de la civilisation, tel qu'il apparaît lors de son ouverture en 1988, est donc marqué par la convergence de nombreux facteurs: contexte politique, économique et social, culturel, état de la muséologie au Québec, , mais aussi sur la scène internationale, développement de l'écomuséologie et des centres d'interprétation, etc. Sa création s'inscrit ainsi dans l'enchevêtrement de formations discursives qui relèvent aussi bien du champ politique, du champ social, du champ économique, du champ culturel et bien sûr du champ muséologique. Institution clé dans le dispositif muséal québécois, ce Musée symbolise le nouveau positionnement des musées dans le champ social. Nous avons vu ce qui caractérise ce positionnement et nous avons méthodiquement

---

<sup>668</sup> Par "champ de la communication", nous entendons bien plus que la simple référence aux technologies de communication. Nous faisons référence au courant de pensée opérant un "repositionnement sociologique de l'approche des médias comme dispositifs sociaux" (Davallon, 1992). Cette approche sociologique des médias, a permis à des auteurs comme Miège, 1989; Quéré, 1982; Beaud, 1984 de réintroduire la dimension symbolique des médias en les considérant comme des dispositifs sociaux reliant des acteurs sociaux à des situations sociales.

mis au jour les circonstances qui l'ont rendu possible au Québec, favorisant la modernisation du dispositif muséal.

Tout au long de cette dernière section, nous avons constaté les ancrages du Musée de la civilisation dans le contexte d'une époque. Reprenant, en 1987, les grandes lignes d'un concept élaboré en 1983, ce musée s'inscrit en ligne directe dans le renouveau de la pensée muséologique qui s'est affirmée au cours des années 1960-1970, et qui a été portée par quelques personnalités au ministère des Affaires culturelles du Québec au cours des années 1970-1980. Ce sont ces nouvelles conceptions qui ont été instituées dans les murs du Musée de la civilisation pour en faire un musée d'un type original. Grandmont souligne que si à l'origine le concept du Musée de la civilisation a pu laisser perplexe bien des observateurs: "il montre aujourd'hui qu'il se nourrissait d'une solide réflexion autant à l'égard des courants de pensée contemporains que des voies nouvelles de la muséologie<sup>669</sup>".

Aussi, après un lent démarrage dans les années 1960, on a assisté au Québec à une expansion accélérée du dispositif muséal au tournant des années 1980. Après un ralentissement au cours des années 1980 du fait d'une conjoncture économique difficile, 1992 a marqué un des points culminants de l'expansion du dispositif muséal québécois. Un grand nombre de musées ont depuis vu le jour: Insectarium, Biodôme, Pointe-à-Callière, Biosphère, Cosmodôme, etc. Selon Laurier Lacroix, ces nouveaux bâtiments "projetent à la fois l'image du retard considérable que le Québec marquait en fait d'équipement muséal adéquat pour

---

669. Gérald Grandmont, "Longue gestation d'un jeune musée", *Cap-aux-Diamants*, n°25, printemps 1991, p. 59.



conserver et présenter son patrimoine, ainsi que celle d'un dynamisme nouveau que jalourent souvent les autres organismes culturels<sup>670</sup>”.

Tous ces musées s'investissent d'une mission médiatique noble quant à la diffusion de questions d'actualité, ils veulent désormais être des lieux de débats, de communication centrés sur les préoccupations des visiteurs. Comme le remarque Roland Schaer, historien des musées, les grands musées deviennent des centres d'activités multiformes:

autour d'un noyau formé par les collections permanentes et les expositions temporaires, s'est constitué aujourd'hui, ancré au cœur de la cité, un espace public caractéristique d'une époque, où le spirituel et la consommation sont inextricablement mêlés, dans ce qu'il est convenu d'appeler la vie «culturelle».<sup>671</sup>

Ces musées s'affirment comme répondant à une nécessité sociale, permettant des débats plus profonds, moins superficiels que dans d'autres médias, grâce au traitement plus affiné qu'il est possible d'effectuer dans une exposition. Le Musée de la civilisation a inauguré ce positionnement en tant que dispositif inscrit dans le champ de la communication, il a été suivi par les dernières-nées des institutions muséales. Dépassant ainsi le débat entre muséologie d'objet et muséologie d'idée, on peut dire que le Musée de la civilisation propose plutôt une muséologie de point de vue, pour reprendre l'expression de Jean Davallon<sup>672</sup>. Cette muséologie de point de vue, elle ne rejette ni le savoir, ni le patrimoine:

Elle est plutôt l'héritière d'une «muséologie d'idée», qui a été développée précisément par les musées de sciences et qui a fait du savoir — et non plus seulement de l'objet de collection — la matière première de l'exposition. Elle est

---

670. Laurier Lacroix, “Les musées au Québec: vingt ans d'essor—vingt ans de misère?”, *Muse. L'état des musées au Canada*, vol. 10, n°2-3, septembre 1992, p. 112.

671. Roland Schaer, *L'invention des musées*, Paris, Découvertes Gallimard/Réunion des musées nationaux, 1993, p. 111.

672. Jean Davallon, “Le musée est-il vraiment un média?”, *Publics et musées*, n°2, décembre 1992, p. 99-123.

aussi l'héritière d'une «muséologie de patrimoine» dont la caractéristique est de présenter à une communauté les supports de sa mémoire et de son histoire, comme les écomusées l'ont fait, d'une manière tout à fait exemplaire. Mais revendiquant un nouvel usage de l'exposition, ces musées entendent proposer un nouveau point de vue sur les savoirs et sur le patrimoine: ils prétendent ouvrir sur une réflexion sociale.<sup>673</sup>

Le renouveau du dispositif muséal au Québec, ne s'est en fait pas brusquement opéré dans les années 1980. Il reposait sur une longue gestation d'idées et d'influences qui s'est graduellement mise en place à partir des années 1960, pour s'imposer dans les années 1970-1980.

---

673. Jean Davallon, propos recueillis par, "Entrevue avec Jacques Hainard: Exposer l'invisible", *Musées*, vol. 15, n°1, printemps 1993, p. 22.

## CONCLUSION

---

Nous avons tenté de comprendre, tout au long de cette thèse, les conditions qui ont rendu possible, au Québec, la constitution du dispositif muséal tel qu'il est apparu — renouvelé —, dans les années 1980, et tel que nous le connaissons aujourd'hui. Ce dispositif, qui s'est essentiellement mis en place dans les années 1970, était à l'origine très fortement axé sur la préservation du patrimoine et de la mémoire collective du Québec. Peu à peu, les éléments qui le structuraient se sont déplacés vers des logiques visant à faire des musées des éléments du développement social et culturel de la province. Dès lors, le passé constituait moins une valeur à promouvoir, qu'un moyen de comprendre le présent en vue du développement individuel et du progrès social. Dans cette optique, c'est tout naturellement que la fonction des musées a glissé progressivement d'un accent mis sur la conservation et la collecte, à un accent mis sur la diffusion et la communication.

Dans son désir d'être de son temps, le Québec s'est beaucoup informé, dès les années 1960, de ce qui se faisait ailleurs en matière culturelle. Dans le chapitre quatrième, nous avons souligné comment l'État se présentait alors comme un levier de changement, comme un agent de modernisation de la société québécoise, et comment ce mouvement s'est accompagné de l'embauche dans la fonction publique de nombreux diplômés en sciences sociales. Nous avons noté que la présence de ces nouveaux spécialistes semblait déterminante pour les

orientations que prend alors le gouvernement. Ce processus est évident en ce qui concerne la structuration du dispositif muséal.

Nous avons mis en évidence les effets de la montée des sciences sociales et humaines dans le champ muséal. Nous avons démontré leur influence sur l'évolution de la mission et du rôle des musées. C'est dans cette mouvance que s'inscrit la nouvelle façon de concevoir les musées au ministère des Affaires culturelles du Québec. Nous avons souligné les ancrages de ce positionnement dans les formations discursives relevant de l'évolution du dispositif muséal dans son ensemble. Sous l'influence de l'Icom, de l'Unesco, et de réalisations étrangères, dans les années 1970, une école de pensée favorisant l'interdisciplinarité se développe au sein de l'appareil gouvernemental. Elle donne notamment lieu à la naissance des centres d'interprétation. La philosophie entourant le concept d'interprétation s'oriente beaucoup plus sur l'aspect diffusion. Elle entre en conflit avec celle des représentants d'une partie du secteur muséal — notamment les musées d'art —, défenseur de la mission de collecte, de conservation et de recherche.

L'influence des sciences humaines et sociales sur la structuration du savoir, Michel Foucault l'a mise en évidence dans *Les mots et les choses*. Il a montré comment cette réorganisation du savoir qui a commencé à se produire vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et qui a donné lieu à ce qu'il appelle l'*épistémè* moderne, s'est opérée sous l'influence des sciences sociales et humaines. Dès lors, les connaissances ont tendance à se rapporter au vécu de l'être humain, à ses activités, à sa domination de la nature, à sa place dans la société et dans l'histoire. Pour Foucault, l'*épistémè* moderne pose comme question centrale et obsédante "qu'est-ce que l'homme?".

Selon Foucault, le savoir avait déjà connu deux grands moments de rupture auparavant: jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle le savoir était basé sur le jeu des ressemblances et des analogies; le XVII<sup>e</sup> siècle marque la rupture avec cette forme de savoir pour s'appuyer sur des méthodes qui se veulent scientifiques, c'est le règne de la science. Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ce sont les sciences sociales et humaines qui gagnent du terrain, et la double problématique de la vie et de l'homme vient traverser et redistribuer l'ordre de l'*épistémè* classique. Si la question de l'homme a été posée, soutient Foucault, la raison est à chercher dans le nouveau mode de rapport de l'histoire et de la vie: "dans cette position double de la vie qui la met à la fois à l'extérieur de l'histoire comme son entour biologique et à l'intérieur de l'historicité humaine, pénétrée par ses techniques de savoir et de pouvoir<sup>674</sup>".

Chacun à leur manière, les établissements muséaux dès le XIX<sup>e</sup> siècle ont répercuté cette modification de la structuration du savoir. Se rapportant de façon centrale au vécu de l'être humain, ces établissements se sont intéressés à mettre en valeur les activités humaines, la domination des humains sur la nature, leur place dans la société et dans l'histoire. La naissance des musées de plein air, des écomusées, des centres d'interprétation, la montée de la problématique de l'environnement sont des exemples frappants de cette évolution. Les musées du type du Musée de la civilisation, que l'on appelle aussi musées de société, en centrant de plus en plus leurs approches sur la personne humaine, s'inscrivent directement dans ce mouvement.

Les vingt dernières années auront donc vu une transformation importante des lieux et des pratiques muséales au Québec, transformation qui transcende les

---

674. Michel Foucault, *La volonté de savoir*, op. cit., p. 189.

temps politiques. Ces changements résultent de l'effet combiné de rapports de pouvoir-savoir venant à la fois de l'intérieur et de l'extérieur du champ muséal québécois. Nous avons étudié le dispositif muséal au Québec dans sa relation discursive avec le champ social qui l'englobe. Notre analyse rend compte de ce dispositif muséal comme d'un dispositif permettant une interrogation sur le système culturel du Québec et sur les valeurs que ce système met en œuvre.

Notre démarche généalogique a permis de mettre au jour l'enchevêtrement des formations discursives dans lequel s'inscrit le dispositif muséal québécois ainsi que l'évolution de cet enchevêtrement. Afin de saisir dans leur complexité tous les paramètres qui ont favorisé une telle évolution, nous avons considéré la question du mouvement de transformation des musées, non pas en terme de globalité — ce qui présupposerait, pour Foucault, une vision totalisante de l'histoire rapportant l'explication des phénomènes à un centre unique —, mais plutôt en terme de généralité<sup>675</sup>, ce qui établit au contraire le jeu des dispersions, des corrélations et des dominances.

Le positionnement théorique que nous avons adopté dans cette thèse nous a permis d'aborder de manière différente à ce qui se fait généralement dans le champ de la muséologie, l'étude du développement et de l'évolution muséale. Elle nous a également permis de dépasser le cadre des analyses qui prennent pour acquis que les musées sont aujourd'hui devenus des médias, sans questionner ce que recouvre cet état de fait. Les musées sont des institutions qui entretiennent un rapport direct au savoir, ce sont des lieux où des pratiques culturelles se déroulent, des lieux où des stratégies d'acteurs se jouent et donc, où les pratiques

---

675. Généralité par opposition à globalité, voir Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, op. cit., p. 17-20.

et les stratégies de pouvoir sont très présentes. En ce sens, la référence au travail de Michel Foucault a été essentielle dans notre démarche. À travers l'analyse des pratiques et des stratégies de pouvoir — contingentes à l'utilisation du savoir —, nous avons réussi à mieux comprendre l'évolution de la muséologie scientifique dans les transformations qu'elle connaît aujourd'hui.

Une telle approche présente une certaine originalité, tant du point de vue d'où elle mène l'analyse, que dans les moyens méthodologiques qu'elle s'est donnée. Plutôt que d'asséner des thèses, la démarche que nous avons adoptée a consisté à suggérer l'abandon de certains postulats et à remettre en cause les façons actuelles de concevoir les connaissances et le savoir. Nous n'avons pas voulu élaborer une théorie universelle sur la fonction, le rôle et la place des musées dans la société. Nous avons plutôt abordé l'histoire de ce secteur en termes d'interrelations conceptuelles et ainsi, mis en évidence les conditions de la structuration du dispositif muséal au Québec. Notre démarche a servi à objectiver les conditions d'émergence et de développement des problématiques entourant la muséologie scientifique, son évolution, tant au plan synchronique que diachronique.

Notre travail, même s'il ouvre des pistes explicatives, n'en reste donc pas moins limité à l'apport d'une meilleure compréhension du cas québécois. Notre approche nous interdit l'extrapolation trop rapide des conclusions à d'autres pays. Il serait nécessaire de recommencer le travail d'analyse du dispositif spécifique à chaque situation. Nous n'avons, pour notre part, qu'élaboré les lignes structurantes du dispositif muséal québécois. Toutefois, en délimitant ce dispositif, nous avons tracé les lignes directrices qui peuvent à leur tour éventuellement servir à procéder à l'analyse généalogique d'autres dispositifs muséaux à travers le monde, mais aussi d'autres dispositifs culturels au Québec.

À travers la genèse du dispositif muséal québécois, nous avons constaté que l'histoire des musées est marquée par tout un réseau de discours sur leur création, qui sont en fait des thèses sur le point de vue d'une époque, et qui ont pour rôle premier d'asseoir la rationalité et l'intérêt de ces institutions. Nous avons mis en évidence les processus sociaux, politiques et culturels dans lesquels les musées sont impliqués. Cette démarche a démontré que la conception de ce qu'est un musée, de ce qui le qualifie, de ses fonctions et de son rôle, a considérablement évolué au cours des siècles. Les musées, lieux où traditionnellement du savoir a été accumulé, notamment lorsqu'ils dépendaient des institutions d'enseignement ou des sociétés savantes, puis où la transmission des connaissances est devenue une fonction essentielle — surtout au tournant du XX<sup>e</sup> siècle — sont à nouveau en pleine évolution depuis quelques décennies. La mission pédagogique et éducative dont ils se prévalent glisse de plus en plus inexorablement vers une mission de communication.

Cette mission de communication — même si elle peut toujours être qualifiée de pédagogique et éducative — semble désormais moins privilégier la transmission d'un savoir et la présentation d'objets et d'artefacts, que la sensibilisation et la responsabilisation du public aux problèmes de société. D'une volonté, qui était celle, dans les années 1960, de fournir des outils de compréhension de la société d'aujourd'hui à partir des acquis des générations antérieures, ne glisse-t-on pas vers une simple mobilisation du public — devenu, pour l'occasion de sa visite au musée avant tout un citoyen — envers une problématique sociale le concernant?

Le thème de la seizième Conférence générale de l'Icom, qui s'est tenue à Québec en 1992, portait justement sur la nature et le rôle des musées dans un monde en pleine mutation, à une époque de changement rapide, à la fois des frontières géopolitiques et idéologiques. La question était posée de savoir si dans ces



circonstances, les musées pouvaient toujours être considérés comme des institutions au service de la société et de son développement. Qu'ils le veuillent ou non, les musées, à partir du moment où la montée des sciences sociales les a conduit à positionner la personne humaine au centre de leurs préoccupations, se trouvent confrontés à jouer un rôle en tant qu'institution au service de la société et de son développement. Mais ce rôle n'est pas fixé une fois pour toute.

L'extension de l'action civilisatrice de l'État à la sphère des musées a mené à la transformation de la mission même des musées. Nous avons vu dans le cas du Québec qu'on est passé d'une mission axée sur la défense du patrimoine et de la mémoire collective à une mission beaucoup plus centrée sur la communication. Dans la période de grandes transformations sociales, économiques et géopolitiques que les sociétés occidentales connaissent actuellement, les musées ne seront-ils pas amenés à servir de plus en plus de lieux de négociations des rapports entre l'État et la société civile? Si tel était le cas, ne pourrait-on pas considérer, dans les années à venir — qui sont celles du désengagement constant de l'État —, les musées comme faisant partie d'un nouveau tissu institutionnel qui pourrait servir à prendre le pouls de la population sur des problématiques sociales, ou encore, à sensibiliser et à impliquer les visiteurs sur ces mêmes problématiques sociales? Jusqu'où les musées peuvent-ils remplir une partie de la mission civilisatrice de l'État, sans y perdre leur âme?

## BIBLIOGRAPHIE

## OUVRAGES

- ALEXANDER Edward P., *Museums in Motion. An Introduction to the History and Functions of Museums*, Nashville, American Association for State and Local History, 1979, 308 p.
- ALLOR Martin et GAGNON Michelle, *L'État de culture*, Montréal, GRECC, 1994, 103 p.
- ARPIN Roland, *Le Musée de la civilisation, concept et pratiques*, Québec, Éditions Multimonde, Musée de la civilisation, 1992, 166 p.
- BALIBAR Etienne, *Écrits pour Althusser*, Paris, La Découverte, 1991.
- BALTHAZAR Louis, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, L'Hexagone, coll. politique et société, 1986, 212 p.
- BASALLA George, "Museums and technological utopianism", QUIMBY I. M. G. et EARLY P. A., (eds), *Technological Innovation and the Decorative Arts*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1974, 373 p.
- BAUDRILLARD Jean, *Oublier Faucault*, Paris, Galilée, 1977,
- BAUDRILLARD Jean, *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Paris, Gallimard, 1972, 268 p.
- BAZIN Germain, *Le Temps des musées*, Liège et Bruxelles, Desoer, 1967, 299 p.
- BEAUCHEMIN Jacques, (Thèse présentée comme exigence partielle du Doctorat en sociologie), *Analyse du discours politique Duplessiste : les aspects éthiques de la régulation dans les discours du Trône, électoral, législatif et constitutionnel de l'Union Nationale, de 1944 à 1960.*, Montréal, Université du Québec à Montréal, Février 1992, 576 p., 2 vol.
- BEAUCHEMIN Jacques, BOURQUE Gilles et DUCHASTEL Jules, "Les traditions de la province de Québec sont immuables mais elles ne sont pas immobiles: tradition et modernité dans les discours constitutionnels, 1940-1960", in *La Culture Inventée : les stratégies culturelles aux 19e et 20e siècles*, Québec, IQRC, 1992, p. 99-132.

- BEAUD Paul, *La société de connivence: Media, médiations et classes sociales*, Paris, Aubier, coll. Res/Babel, 1984, 382 p.
- BÉLISLE Claire, SCHIELE Bernard, (textes réunis par), *Les savoirs dans les pratiques quotidiennes, recherche sur les représentations sociales*, Paris, ed. du CNRS, 1984.
- BENOIST Luc, *Musées et muséologie*, Paris, Presses Universitaires de France, "Que sais-je", 1971, 127 p.
- BERTHELOT Jean-Michel, *L'intelligence du social*, Paris, Presses universitaires de France, 1990, 249 p.
- BLOOM Joel, "Science and technology museums face the future", in DURANT John, (sous la direction de), *Museums and the public understanding of science*, London, 1992, p. 15-20.
- BOUCHER Louise, "Les musées à l'ère des blockbusters et du mécénat privé", in TREMBLAY Gaëtan, (sous la direction de), *Les industries de la culture et de la communication au Québec et au Canada*, Presses de l'Université du Québec - Télé Université, 1990, p. 315-356.
- BOURDIEU Pierre, *Choses dites*, Paris, Éditions de Minuit, 1987, 230 p.
- BOURDIEU Pierre, *La distinction — critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.
- BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude, *La Reproduction*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1970.
- BOURDIEU Pierre, DARBEL Alain, *L'amour de l'art — les musées d'art européens et leur public*, Paris, Les éditions de minuit, 1969 (2ème édition), 251 p.
- BURCAW E., *Introduction to Museum Work*, AASLH, 1975.
- CANGUILHEM Georges, (sous la direction de), *Michel Foucault philosophe. Rencontre internationale Paris 9, 10, 11 janvier 1988*, Paris, Seuil, coll. "Des travaux", 1989, 406 p.
- CAREY James W., *Communication as culture*, Boston, Unwin Hyman, 1989.

- CARLE Paul, *Le cabinet de physique et l'enseignement des sciences au Canada français: le cas du séminaire de Québec et de l'Université Laval (1663-1920)*, thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, Institut d'histoire et de sociopolitique des sciences, mai 1986, 395 p.
- CARLE Paul et EIDELMAN Jacqueline, "Musée et communauté scientifique: les renouveaux muséologiques en France et au Québec vers 1930", in *Faire voir Faire savoir*, Québec, Musée de la civilisation, 1989, p. 35-45.
- CHAIRE DE GESTION DES ARTS, *Pouvoirs publics et politiques culturelles: enjeux nationaux, Actes du Colloque, Montréal, 17, 18, 19 octobre 1991*, École des Hautes Études Commerciales, 1992, 332 p.
- CHARTRAND Luc, DUCHESNE Raymond et GINGRAS Yves, *Histoire des sciences au Québec*, Montréal, Boréal, 1987, 487 p.
- CLAIR Jean, *Considérations sur l'état des beaux-arts. Critique de la modernité*, Paris, Gallimard, 1983, 238 p.
- COLEMAN Laurence Vail, *The Museum in America, a critical study*, Washington D.C., The American association of Museums, 1939.
- CONQUET André, *Des musées pour quoi faire? Conservatoires du passé ou tremplins pour l'avenir*, Paris, Le Centurion, 1981, 90 p.
- CÔTÉ Michel, (sous la direction de), *Tendances de la muséologie au Québec*, Québec, Musée de la civilisation, Société des musées québécois, 1992, 162 p.
- CROW T. E., *Painters and Public Life in Eighteenth-Century*, Paris, New Haven, London, Yale University Press, 1985.
- CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977, 437 p.
- DAGOGNET François, *Le musée sans fin*, Champ Vallon, Coll. Milieux, 1984, 176 p.
- DANILOV Victor J., *America's Science Museums, USA*, 1990.
- DANILOV Victor J., *Science and Technology Centers*, Cambridge, Mass., MIT Press, 1982, 355 p.

- DANILOV Victor J., *Science Center Planning Guide*, Washington, D.C., Association of Science-Technology Centers, 1985, 56 p.
- DAVALLON Jean, (sous la direction de), *Claquemurer, pour ainsi dire, tout l'univers. La mise en exposition*, Paris, Centre Georges Pompidou — Centre de création industrielle, coll. "alors :", 1986, 302 p.
- DAVALLON Jean, GRANDMONT Gérald, SCHIELE Bernard, *L'environnement entre au Musée*, Québec, Presses universitaires de Lyon et Musée de la Civilisation, 1992, 206 p. .
- DE KONNINCK Marie-Charlotte, "Le public: témoin, otage ou arbitre?", in WALLON Emmanuel, (sous la direction de), *L'artiste et le prince. Pouvoirs publics et création*, Musée de la civilisation de Québec - Presses universitaires de Grenoble, 1991, p. 252-259.
- DE VARINE Hugues, "The Modern Museum: requirements and problems of a new approach", *Museum*, vol. 28, n  3, 1976, p. 130-143.
- DECROSSE Anne et NATALI Jean-Paul, (sous la direction de), *Sciences et Médias. Penser, imaginer, connaître*, Paris, Didier érudition, 1988, 187 p.
- DELEUZE Gilles, *Foucault*, Paris, Les Editions de Minuit, coll. "Critique", 1986, 141 p.
- DELOCHE Bernard, *Museologica, contradictions et logique du musée*, Editions W. MNES, coll. "Museologia", 1989, deuxième édition revue et corrigée. (  d. originale 1985) 221 p.
- DESVALLÉES André, (textes choisis et présentés par), *Vagues, une anthologie de la nouvelle muséologie*. 2 vol.,   ditions W, M.N.E.S., 1992 et 1994. 530 p.
- DION Léon, *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1975, 177 p.
- DONZELOT Jacques, *L'invention du social*, Paris, Seuil, coll. "Points", 1994 (  d. originale 1984), 263 p.
- DREYFUS Hubert et RABINOW Paul, *Michel Foucault un parcours philosophique*, Paris, Gallimard, 1984, (  d. originale 1982), 366 p.

- DUCHESNE Raymond, *Sciences, culture et pouvoir politique : le musée de l'Instruction publique et l'histoire naturelle au Canada français, thèse de doctorat*, Montréal, Institut d'histoire et de sociopolitique des sciences, Faculté des arts et des sciences, Université de Montréal, 1984, 312 p.
- DURANT John, (sous la direction de), *Museums and the public understanding of science*, London, Science Museum in association with the Committee on the Public Understanding of Science, 1992, 109 p.
- ECO Umberto, *La guerre du faux*, Paris, Grasset. 1985, 274 p.
- ECOLE DU LOUVRE, *Quels musées pour quelles fins, aujourd'hui ? Séminaires de l'Ecole du Louvre*, Paris, La Documentation française, 1983, 305 p.
- EIDELMAN Jacqueline et PEIGNOUX Jacqueline, *Image de la cité des Sciences et de l'Industrie chez les enseignants du primaire. Synthèse*, Paris, Cité des Sciences et de l'Industrie, Département Évaluation et Prospective, mai 1994.
- EIDELMAN Jacqueline, *La création du Palais de la Découverte: professionnalisation de la recherche et culture scientifique dans l'entre-deux-guerres, Thèse de Doctorat unique*, Paris, Université de Paris V, 1988.
- EIDELMAN Jacqueline, "La science au musée: des cabinets d'amateurs aux centres de culture scientifique", in WITKOWSKI Nicolas, (sous la direction de), *L'état des sciences et des techniques*, Montréal - Paris, Boréal - La Découverte, 1991, p. 103-104.
- ERIBON Didier, *Michel Foucault*, Paris, Flammarion, 1989, 402 p.
- EWALD François, *L'État providence*, Paris, Grasset, 1986, 606 p.
- FINKAY Marike, *Powermatics. A discursive critique of new communications technology*, Routledge & Kegan Paul, 1987.
- FLICHY Patrice, *Les industries de l'imaginaire*, Presses Universitaires de Grenoble — INA, 1980.
- FOUCAULT Michel, *Folie et déraison. Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Plon, 1961.
- FOUCAULT Michel, *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1966.

- FOUCAULT Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969.
- FOUCAULT Michel, *L'ordre du discours*, (*Leçon inaugurale du Collège de France, 2 décembre 1970*), Paris, Gallimard, 1971, 82 p.
- FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, 318 p.
- FOUCAULT Michel, *Histoire de la sexualité. 1: La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, 211 p.
- FOUCAULT Michel, *Power/Knowledge. Selected interviews and other writings 1972-1977*, Oxford, Colin Gordon, 1980, 270 p.
- FOUCAULT Michel, *Histoire de la sexualité. 2: L'usage des plaisirs*, Paris, Gallimard, 1984, 285 p.
- FOUCAULT Michel, *Histoire de la sexualité. 3: Le souci de soi*, Paris, Gallimard, 1984, 284 p.
- FOUCAULT Michel, *Politics, Philosophy, Culture. Interviews and other writings 1977-1984*, London, Routledge, 1988, 330 p.
- FOUCAULT Michel, *Résumé des cours: 1970-1982*, Paris, Julliard, 1989, 171 p.
- FOUCAULT Michel, *Dits et Écrits, 1954-1988, 4 tomes*, Paris, Gallimard, 1994.
- FOURNIER Marcel, *L'entrée dans la modernité. Science, culture et société au Québec*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986, 240 p.
- FRESE H., *Anthropology and the public : the role of museums*, Leiden, E. J. Brill, 1960.
- GALARNEAU Claude, *Les collèges classiques au Canada français*, Québec, Fides, 1978.
- GOULDNER Alvin W., *The Coming Crisis of Western Sociology*, New York & London, Basic Books, Inc., 1970, Third Printing, 528 p.
- HABERMAS Jürgen, *La technique et la science comme idéologie*, Paris, Gallimard, coll. "Les Essais", 1973, 211 p.



- HAINARD Jacques et KAEHR Roland, (Textes réunis et édités par), *Temps perdu Temps retrouvé, voir les choses du passé au présent*, Neuchâtel, Musée d'ethnographie, 1985, 166 p.
- HANDLER Richard, *Nationalism and the Politics of Culture in Québec*, Madison (Wisconsin), The University of Wisconsin Press, 1988, 217 p.
- HEYER Paul, *Communications and History. Theories of Media, Knowledge, and Civilization*, Greenwood Press, 1988.
- HOOPER-GREENHILL Eilean, "The museum in the disciplinary society", in PEARCE Susan M, (ed.), *Museum studies in Material Culture*, London - New-York, Leicester University Press, 1989.
- HOOPER-GREENHILL Eilean, *Museums and the Shaping of Knowledge*, London, New York, Routledge, 1992, 229 p.
- HOOPER-GREENHILL Eilean, "A new communication model for museums", in Kavanagh Gaynor, (ed.), *Museum languages: objects and texts*, Leicester, London, New York, Leicester university press, 1991, p. 49-61.
- HORNE D., *The Great Museum: the Re-presentation of History*, London, Sydney, The Pluto Press, 1984.
- HUDSON Kenneth, *A social history of Museums*, Londres, MacMillan, 1975.
- HUNTER I., *Rethinking the School*, St. Leonards, N.S.W.: Allen and Unwin, 1994.
- INNIS Harold Adams, *The Bias of Communication*, Toronto, The University of Toronto Press, 1951.
- INNIS Harold Adams, *Empire and Communication*, Toronto, The University of Toronto Press, 1952.
- JORDANOVA Ludmilla, "Objects of Knowledge: A Historical Perspective on Museums", in VERGO Peter, (ed.), *The New Museology*, London, Reaktion Books Ltd, 1989, p. 22-40.
- LAISSUS Yves, "Les cabinets d'Histoire naturelle", in TATON René, (sous la direction de), *Enseignement et diffusion des sciences en France au XVIIIe siècle*, Paris, Hermann, 1986, p. 659-666.

- LAPOINTE Andrée, *L'incidence des politiques culturelles sur le développement des musées nationaux Canada - Québec depuis 1950. Thèse de doctorat*, Québec, Département d'histoire, Faculté des Lettres, Université Laval, septembre 1993.
- LATOUCHE Daniel, (textes recueillis par), *Premier mandat, une prospective à court terme du gouvernement péquiste, tomes 1 et 2*, Montréal, Les Éditions de l'Aurore, 1977.
- LEGARÉ Anne et MORF Nicole, *La société distincte de l'État, Québec-Canada 1930-1980*, Montréal, Ed. Hurtubise hmh, coll. Brèches, 1989, 237 p.
- LEMERT Charles C. et GILLAN Garth, *Michel Foucault. Social Theory and Transgression*, New York, Columbia University Press, 1982, 160 p.
- LEMIEUX Louis, "Les musées d'histoire naturelle et leur contexte social", *Actes de la treizième Assemblée générale de l'Icom*, Mexico, 25 octobre-4 novembre 1980.
- LÉVI-STRAUSS Claude, *La pensée sauvage*, Paris, Plon, coll. Agora, 1962, 347 p.
- LINTEAU Paul-André et al., *Histoire de Québec contemporan. Tome 1 et 2*, Montréal, Boréal, 1989.
- MATTELART Armand, MATTELART Michèle, *Penser les médias*, Paris, La Découverte, 1986.
- MIEGE Bernard, *La société conquise par la communication*, Grenoble, Presse Universitaire de Grenoble, 1989.
- MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMUNICATION, *Les Musées*, Paris, La Documentation française, coll. "État et Culture", 1991, 158 p.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS, *Musée d'histoire naturelle, science et cité. Compte-rendu des rencontres de Grenoble 1988*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1990, 171 p.
- MORLAY Grace, *Museums Today*, Baroda, Department of Museology, Faculty of Fine Arts, University of Baroda Press, 1981, 174 p.

- NATALI Jean-Paul, "Musées et muséologies : enjeux", in DECROSSE Anne et NATALI Jean-Paul, (sous la direction de), *Sciences et Médias. Penser, imaginer, connaître*, Paris, Didier Érudition, 1988, p. 71-74.
- OCIM, *Guide des musées de l'Éducation nationale*, Paris, Ouest Éditions, 1991
- O'DOHERTY B., HANKS N., *Museums in Crisis*, New York, George Braziller, 1972.
- PEARCE Susan M., "Collecting reconsidered", in Kavanagh Gaynor, (ed), *Museum languages: objects and texts*, Leicester, London, New York, Leicester university press, 1991, p. 137-153.
- PEARCE Susan M., *Museum studies in Material Culture*, London - New-York, Leicester University Press, 1989, 174 p.
- PEARCE Susan M., (ed.), *Objects of knowledge*, London, The Athlone press, 1990.
- POISSON Georges, *Les Musées de France*, Paris, Presses Universitaires de France, 1950, 126 p.
- POMIAN K., *Collectionneurs, amateurs et curieux. Paris-Venise: XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1987.
- POPOVIC Pierre, *La contradiction du poème*, Balzac, 1992.
- QUERÉ Louis, *Des miroirs équivoques: aux origines de la communication moderne*, Paris, Aubier, coll. Res/Babel, 1982, 214 p.
- RIPLEY S., *The sacred Grove : essays on museums*, New York, Simon & Schuster, 1969.
- RIVIÈRE Georges Henri, *La Muséologie selon Georges Henri RIVIÈRE , Cours de muséologie/Textes et témoignages*, Paris, Bordas, Dunod, 1989, 402 p.
- SCHAER Roland, *L'invention des musées*, Paris, Découvertes Gallimard/Réunion des musées nationaux, 1993, 144 p.
- SCHIELE Bernard, (sous la direction de), *Faire voir—faire savoir. La muséologie scientifique au présent*, Québec, Musée de la civilisation, 1989, 155 p.

- SCHLERETH Thomas J., "Material Culture Research and North American History", in PEARCE Susan M, (eds), *Museum Studies in Material Culture*, London - New-York, Leicester University Press, 1989, p. 11-26.
- SCHRÆDER-GUDEHUS Brigitte, (sous la direction de), *La société industrielle et ses musées*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1992, 286 p.
- SCREVEN C. G., *The measurement and Facilitation of Learning in the Museum Environnement : An Experimental Analysis*, Washington, D. C., Smithsonian Institution Press, 1974.
- SHEETS-PYENSON Susan, *Cathedrals of Science: The Development of Colonial Natural History Museums During the late 19th Century*, Montréal, McGill Queens Press, 1988.
- SHETTEL H., *Strategies for determining exhibit effectiveness*, Pittsburgh, American institute for Research, 1968.
- SICOTTE Geneviève, SÉGUIN Francine et LAPIERRE Laurent, *Roland Arpin et le Musée de la civilisation*, Presses de l'Université du Québec-Presses HEC, 1993, 170 p.
- SNOW C. P., *Les deux cultures*, Paris, J. J. Pauvert Editeur, 1968, (Ed. originale, Cambridge University Press, 1959) 154 p.
- STEWART S., *On Longing: Narratives of the Miniature, the Gigantic, the Souvenir, the Collection*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1984.
- TABORSKY Edwina, *The sociostructural role of the Museum, Ph. D. thesis*, Toronto, Department of Educational Theory, University of Toronto, 1981, 387 p.
- VAN MENSCH Peter, (ed.), *Professionalising the Muses*, Amsterdam, AHA Books, 1989, 163 p.
- VERGO Peter, (ed.), *The New Museology*, London, Reaktion Books Ltd, 1989, 230 p.
- WALLON Emmanuel, (sous la direction de), *L'artiste et le prince. Pouvoirs publics et création*, Grenoble & Québec, Musée de la civilisation de Québec - Presses universitaires de Grenoble, 1991, 288 p.

WITTLIN Alma S., *Museums : in search of usable future*, Cambridge, Massachusetts and London, England, The MIT Press, 1970, 299 p.

## PÉRIODIQUES

ALTHIN T., "Museums of science and technology", *Technology and culture*, vol. IV, n°1, 1963, p.130-147.

ARPIN Roland, "Entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle par la grande porte", *Muse*, Association des Musées Canadiens, Printemps 1994, p. 10-11.

ARPIN Roland, "Plaidoyer pour des musées au service de la société", in *Les idées en marche (allocution prononcée au Colloque "Muséologie et environnement" le 6 décembre 1990 à Lyon)*, Québec Musée de la Civilisation, n°20, 28 novembre 1990, 34 p.

AUDET Michel, "La quête d'un État: la politique québécoise du développement culturel", *Recherches sociographiques*, vol. XX, n°2, 1979, p. 263-275.

BEDINI S., "The evolution of Science Museums", *Technology and Culture*, n°6, 1965, p. 1-29.

BENNETT Tony, "Culture: Theory and Policy", *Culture and Policy, Review of the Institute for Cultural Policy Studies*, vol. 1, n°1, 1989 p. 5-8.

BENNETT Tony, "The exhibitionary complex", *New Formations*, n°4, été 1988, p. 73-102.

BENNETT Tony, "Museums and the public good: economic rationalism and cultural policy", *Culture and Policy*, Griffith University Australia, vol. 1, n°1, 1989, p. 37-50.

BENNETT Tony, "Museums and public culture: History, theory, policy", *Media Information Australia, special issue: Public Culture*, Australian Film Television and Radio School, n°53, août 1989, p. 57-65.

BENNETT Tony, "The political rationality of the museum", *Continuum, an Australian Journal of the Media*, vol. 3, n°1, 1990, p. 35-55.

- BENSAUDE-VINCENT Bernadette, "Un public pour la science: l'essor de la vulgarisation au XIXe siècle", *Réseaux*, Paris, CNET, n°58, mars-avril 1993, p. 47-66.
- BOUCHER P., "A museum policy for Québec", *Gazette CMA*, vol. 10, n°3, été 1977, p. 54-56.
- CAHIERS DE L'ACFAS, *De la science au musée, suites et retombées d'un colloque tenu en mai 1982 au 50e congrès de l'ACFAS*, Montréal, ACFAS, n°14, mai 1982, 94 p.
- CAHIERS DE RECHERCHE, *Muséologie et champs disciplinaires, exposer le savoir, savoir exposer, actes du colloque ACFAS 1990*, Québec, Musée de la Civilisation, n°2, novembre 1990, 146 p.
- CAMERON D. F., "The museum, a Temple or the forum", *Curator*, vol. 14, n°1, 1971, p. 11-24.
- CAMERON D. F., "A viewpoint : the museum as a communication system and implications for museum education", *Curator*, vol. 11, n°1, 1968, p. 33-40.
- CANGUILHEM Georges, "Mort de l'homme ou épuisement du cogito", *Critique*, n°242, juillet 1967, p. 599-618.
- CAP-AUX-DIAMANTS. *Des Trésors de Musées*, Québec, n°25, Printemps 1991.
- CAREY James W., "Technology and Ideology: The case of the Telegraph", SALZMAN Jack, *Prospects, an Annual of American Culture Studies*, Cambridge University Press, 1983, p. 303-325.
- CARLE Paul, "Du grenier à la place publique", *Continuité*, n°26, hiver 1985, p. 10-12.
- CARLE Paul, DUFRESNE Madeleine, MONGEAU Alain et TEATHER L., "Le mouvement de modernisation des musées scientifiques au XXe siècle: le cas du Musée Redpath de l'Université McGill", *Fontanus*, vol. 3, 1990.
- CARLE Paul, DUFRESNE Madeleine, "Les musées scientifiques: de l'Université Laval, et du Séminaire de Québec au XXe siècle", *Musées*, Société des musées québécois, vol. 12, n°2, juin 1990.

- CARLE Paul, EIDELMAN J. et GUÉDON J.-C., "Quelques réflexions sur la muséologie des sciences", *Musées*, Société des musées québécois, vol. 13, n°1, mars 1991, p. 35-39.
- CARLE Paul, GAGNON Pascale et METZENER Michèle, "Florian Crête, c.s.v., et le Musée éducatif de l'Institut des Sourds-Muets (1882-1970): vers une nouvelle muséologie scientifique", *Scientia canadensis*, vol. XVI, n°1, 1992, p. 60-75.
- DAVALLON Jean (propos recueillis par), "Exposer l'invisible. Entrevue avec Jacques Hainard", *Musées*, Montréal, Société des Musées québécois, vol. 15, n°1, printemps 1993, p. 22-26.
- DAVALLON Jean et CLÉMENT Pierre, "La muséologie des sciences et des techniques: un nouveau champ de recherche", (conférence), *Rencontres internationales sur la communication publique des sciences et des techniques*, Madrid, 21-24 mai 1991,
- DAVALLON Jean, "Le musée est-il vraiment un média?", *Publics et musées*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, n°2, décembre 1992, p. 99-123.
- DE KONNINCK Marie-Charlotte, "Financement des musées et des centres d'exposition 1983-84 à 1985-86", in *Chiffres à l'appui*, Ministère des Affaires culturelles, vol. 4, n°4, juin 1987.
- DE ROUX Emmanuel, "Muséomanie et muséofolie", *Le Monde*, 14 janvier 1988.
- DUBÉ Philippe et MONTPETIT Raymond, "Savoir et exotisme. Naissance de nos premiers musées", *Cap-aux-Diamants*, Québec, n°25, Printemps 1991, p. 10-13.
- DUCHESNE Raymond, "De Jacques Cartier à la Big Science", *Continuité*, n°26, hiver 1985, p. 13-16.
- DUCHESNE Raymond et CARLE Paul, "L'ordre des choses: Cabinets et Musées d'Histoire Naturelle au Québec (1824-1900)", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, n°1, été 1990, p. 3-30.
- DUSSAULT Gabriel, "La notion de culture en contexte d'intervention culturelle étatique et ses corrélats structurels", *Recherches sociographiques*, vol. XXI, n°3, septembre-décembre 1980, p. 317-327.

- EIDELMAN Jacqueline, "Politique de la science ou politique de l'esprit? Genèse du Palais de la Découverte", *Cahiers d'histoire et de philosophie des sciences*, n°24, 1988, p. 53-69.
- EISENBEIS M., "Elements for a sociology of museums", *Museum*, vol. 24, n°2, 1972, p. 110-119.
- EL KABBACH Jean-Pierre, (propos recueillis par), "Foucault répond à Sartre", *La Quinzaine Littéraire*, n°46, 1er au 15 mars 1968, p. 20-22.
- EWALD François, "Michel Foucault: le carnet de bord", *Magazine littéraire*, n°262, février 1989, p. 87-88.
- FAUBERT Claude, "La place de l'objet", *Continuité*, n°26, hiver 1985, p. 24-27.
- FAUBERT Claude, "L'expérience du Centre des sciences de l'Ontario", *Bulletin de l'ACFAS*, vol. 4, n°2, automne 1982, p. 15-17.
- FLICHY Patrice, "L'espace de la culture à l'ère des médias", *Silex. L'Etat dans toutes ses cultures*, n°22, 1982,
- FORCES. Pleins feux sur les musées*, Revue trimestrielle éditée par la société d'édition de la Revue Forces, n°98, été 1992.
- FORTIER Frances, "Michel Foucault : Penser autrement", *Nuit Blanche*, n°38, Décembre 1989, Janvier, Février 1990, p. 28-30.
- FOUCAULT Michel, "Governmentality", in BURCHELL Graham et al, (eds), *The Foucault Effect: Studies in Governmentality*, University of Chicago Press, 1991.
- FOUCAULT Michel, "Omnes et singulatim: vers une critique de la raison politique", *Le Débat*, n°41, septembre-novembre 1986, p. 5-35. .
- FOUCAULT Michel, "On governmentality", *I & C*, n°6, automne 1979, p. 5-21.
- FOUCAULT Michel, "Qu'est-ce que les Lumières?", *Magazine littéraire*, n°309, avril 1993, p. 61-74.
- FOURNIER Marcel, "La culture savante comme style de vie. Les intellectuels dans le Québec de naguère", *Questions de culture*, n°1, 1981, p. 131-166.



FOURNIER Marcel, "Le musée: l'art de se distinguer", *Parachute*, n°46, mars-avril-mai 1987

FOURNIER Marcel, "L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec", *Sociologie et sociétés*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, vol. 5, n°1, mai 1973, p. 27-57.

GROUPE DE TRAVAIL EN MUSÉOLOGIE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES, *Sciences Muséo*, Paris, Cité des Sciences et de l'Industrie, n°0, juillet 1991.

GUÉDON Jean-Claude, "La Maison des sciences et des techniques de Montréal", *Museum*, 150, vol. 38, n°2, 1986, p. 133-136.

GUÉDON Jean-Claude, "Les musées des sciences: au-delà du nationalisme ?", *Continuité*, n°26, hiver 85, p. 17-29.

HEYER Paul, "Pour une histoire des communications : quelques parallèles et contrastes entre Michel Foucault et la filière canadienne", *Communication Information*, vol. V, n°2/3, Hiver/Été 1983, p. 247-264.

HOOPER-GREENHILL Eileen, "Some Aspects of a Sociology of Museums", *Museums Journal*, n°1, juin 1982, p. 69-70.

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE, *Les musées scientifiques. Bulletin d'informations mensuelles*, Unesco, Institut international de coopération intellectuelle, 1933-1938.

KUMAR Krishan, "Civil Society: an inquiry into the usefulness of an historical term", *British Journal of Sociology*, vol. 44, n°3, 1993, p. 375-395.

LACROIX Laurier, "Des musées et des collections", *Continuité*, n°32-33, été/automne 1986 p. 27-31.

LAMARCHE-OUELLET Hélène, "Quand les éducateurs de musée se rencontrent...", *Muséo-Vision*, vol. 2, n°4, janvier 1979.

LEMIEUX L., "Canadian Museums and their role in social issues", *Curator*, vol. 14, n°1, mars 1971, p. 50-55.

LÉTOURNEAU Jocelyn, "Le Québec moderne: un chapitre du grand récit collectif des québécois", *Discours social*, vol. 4, n°1-2, 1992, p. 63-87.

- LÉTOURNEAU Jocelyn, "Québec d'après-guerre et mémoire collective de la technocratie", *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. XC, 1991, p. 67-87.
- LÉVI-STRAUSS Claude, "Place de l'anthropologie dans les sciences sociales", *Anthropologie structurale*, Paris, 1958.
- MASCOPI, *Le musée: média de formation ?*, Versailles, CRDP de Versailles, n°3, novembre 1992, 143 p.
- MAGAZINE LITTÉRAIRE. *Foucault aujourd'hui*, n°325, octobre 1994.
- MILGE Bernard, "Les logiques à l'oeuvre dans les nouvelles industries culturelles", *Cahier de recherche sociologique*, Montréal, vol. 4, n°2, automne 1986, p. 93-110.
- MILLS G., "Social anthropology and the art museum", *American Anthropologist*, vol. 57, n°5, 1955, p. 1002-1010.
- MONTPETIT Raymond, "Exposer le savoir et savoir exposer: les champs disciplinaires et la muséologie", *Cahiers de recherche. Muséologie et champs disciplinaires. Exposer le savoir et savoir exposer. Actes du colloque de l'Acfas 1990*, Québec, Musée de la civilisation, n°2, novembre 1990, p. 11-22.
- MUSE. *L'état des musées au Canada*, Ottawa, Association des musées canadiens, vol. 10, n°2 et 3, septembre 1992.
- MUSEES, Société des Musées québécois, vol. 4, n°1, mars 1981.
- MUSEES, Société des Musées québécois, vol. 7, n°3, automne 1984.
- MUSEES, Société des Musées québécois, vol. 7, n°1-2, mars-juin 1984.
- MUSEES, Société des Musées québécois, vol. 9, n°2, été 1986.
- MUSEES. *Dossier: Collections de sciences naturelles*, Société des Musées québécois, vol. 12, n°2, juin 1990.
- MUSEUM. *Images de l'écomusée*, Paris, UNESCO, n°148, 1985.
- PARR A., "The functions of museums: research centers or show places", *Curator*, vol. 6, n°1, 1963, p. 20-31.
- PARR A., "History and the historical museum", *Curator*, vol. 15, n°1, 1972, p. 61.

- POULOT Dominique, "Bilan et perspectives pour une histoire culturelle des musées", *Publics et musées*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, n°2, décembre 1992, p. 125-145.
- POULOT Dominique, "Les musées en mouvement", *Le Debat*, mai 1981, p. 105-115.
- POULOT Dominique, "Les musées: une histoire sociale des représentations", *MScope*, Versailles, CRDP de Versailles, n°3, Novembre 1992, p. 70-74.
- POULOT Dominique, "L'invention de la bonne volonté culturelle: l'image du musée au XIX<sup>e</sup> siècle", *Le mouvement social*, n°131, 1985, p. 35-64.
- QUESTIONS DE CULTURE. *La culture: une industrie*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, n°7, 1984, 214 p.
- QUESTIONS DE CULTURE. *L'État et la culture*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, n°10, 1986, 173 p.
- QUIN Melanie, "Clones, hybrides ou mutants? L'évolution des grands musées scientifiques européens", *Alliage*, vol. Science et culture en Europe, n°16-17, Été-automne 1993, p. 264-272.
- RECHERCHES SOCIOGRAPHIQUES, vol. XXVI, n°1-2, 1985, 303 p.
- RIPLEY S., "Museums and Education", *Curator*, vol. 11, n°3, 1968, p. 183-189.
- RIVARD R., "Redéfinir la muséologie", *Continuité*, Montréal, n°23, 1984.
- RIVIÈRE George Henri, "Role of Museums of art and of human and social sciences", *Museum*, vol. 25, n°1/2, 1973 p. 26-44.
- SCHIELE Bernard, "Autonomie et mondialisation. Politique culturelle et gestion de la culture: le cas de la Maison des sciences et des techniques", (Communication présentée à l'occasion de ), *Conférence Québec-Catalogne, deux nations, deux modèles culturels*, 1987.
- SILEX. *L'État dans toutes ses cultures*, Grenoble, n°22, 1982, 129 p.
- SIMARD Carolle, "La culture institutionnalisée", *Questions de culture. La culture une industrie?*, Institut québécois de recherche sur la culture, n°7, 1984, p. 149-163.

- T. ATHER J. Lynne, "La création des musées au Canada (jusqu'en 1972)", *Muse. L'État des musées au Canada*, vol. 10, n°2 & 3, septembre 1992.
- TEMPLIFTON Michael, "Centres de Science et de Technologie", *Culture technique*, CRTC, n°4, février 1981.
- VAN MENSCH Peter, "Muséologie et musées", *Nouvelles de l'ICOM, Bulletin du Conseil international des musées*, vol. 41, n°3, 1988, p. 5-10.
- VIRON Eliséo, "Le plus vieux média du monde", *Mscope*, Versailles, Centre régional de documentation pédagogique, n°3, novembre 1992, p. 32-37.
- WUTHNOW R. & WITTEN M., "New directions in the study of culture", *Annual Review of Sociology*, n°14, 1988, p. 49-67.

## DOCUMENTS

- ACFAS, (colloque), *Perspectives d'un musée scientifique au Québec*, Association des communicateurs scientifiques du Québec, Centre de loisirs scientifiques de la région de Montréal, 14 mai 1982.
- APPLEBAUM Louis, HÉBERT Jacques, (sous la direction de), *Rapport du comité d'étude de la politique culturelle fédérale*, Ottawa, Ministère des Approvisionnements et Services, gouvernement du Canada, 1982.
- ARBOUR DANIEL ET ASSOCIÉS Inc., *Le centre d'exploration pour les jeunes, programme de mise en œuvre*, Montréal, Arbour Daniel et associés Inc., novembre 1989.
- ASSOCIATION DES MUSÉES CANADIENS, *Expansion et Innovation : vers une nouvelle politique fédérale en matière de musées*, Ottawa, Association des musées canadiens, 1988.
- ASSOCIATION DES MUSÉES CANADIENS, *Procès verbal de la conférence "2001: Le musée et le public canadien"*, Ottawa, Association des musées canadiens, 1978, 104 p.

- BRICE Max O., *Le secteur des musées au Canada Rapport de la Direction de la recherche et des statistiques, Direction générale des arts et de la culture*, Ottawa, Gouvernement du Canada, Ministère des Communications, novembre 1979.
- CARREFOUR DES SCIENCES, DES TECHNIQUES ET DE L'INDUSTRIE DE MONTRÉAL, *Rapport*, Montréal, Carrefour des sciences, des techniques et de l'industrie de Montréal, 1989.
- COMITÉ D'ÉTUDE DE LA POLITIQUE CULTURELLE FÉDÉRALE, *Compte-rendu des mémoires et des audiences publiques*, Ottawa, Ministère des communications, Direction de l'information, 1982, 320 p.
- COMITÉ D'ÉTUDE DE LA POLITIQUE CULTURELLE FÉDÉRALE - HOLMES Jeffrey, *Rapport du Comité d'étude de la politique culturelle fédérale - Le petit Applebert*, Ottawa, Conférence canadienne des arts, 1983, 144 p.
- COMITÉ DE CONSULTATION SUR LA MAISON DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES, *Rapport final du Comité conseil sur la Maison des sciences et des techniques*, Montréal, Comité conseil sur la Maison des sciences et des techniques, 18 mai 1984, 33 p.
- COMITÉ DE CONSULTATION SUR LA MAISON DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES, *Rapport de synthèse, par auteurs, des consultations sur la Maison des sciences et des techniques à Montréal (annexe 2)*, 1984, 300 p.
- COMITÉ DE CONSULTATION SUR LA MAISON DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES, *Rapport synthèse des consultations sur la Maison des sciences et des techniques à Montréal*, (annexe 1), 9 mars 1984.
- COMITÉ INTERNATIONAL DE L'ICOM POUR LA MUSÉOLOGIE, *DoTraM, Documents de Travail sur la Muséologie : La muséologie — science ou seulement travail pratique du musée?*, Stockholm, Comité international de l'ICOM pour la muséologie, n°1, 1980, 67 p.
- COMMUNICATIONS CANADA, *Des enjeux et des choix. Projet d'une politique et de programmes fédéraux intéressant les musées*, Ottawa, Gouvernement du Canada, Ministère des Approvisionnements et Services, mai 1988.

CONFÉRENCE CANADIENNE DES ARTS, *Perspectives pour l'élaboration d'une politique culturelle. Stratégie II. nouvelle contribution à la formulation d'une politique fédérale sur les arts et les industries culturelles au Canada.*, Ottawa, Conférence canadienne des arts, 1981, 150 p.

CONFÉRENCE CANADIENNE DES ARTS, *Une stratégie culturelle: proposition pour la définition d'une politique fédérale pour les arts et les industries culturelles au Canada.*, Ottawa, Conférence canadienne des arts, 1980, 266 p.

CONSEIL DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE, *Miser sur le savoir. Rapport de conjoncture 1994 Volet 1: La culture scientifique et technologique*, Conseil de la Science et de la Technologie, Gouvernement du Québec, 1994.

CONSEIL DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE, *Science et Technologie. Conjoncture 1985, vol. 1: Les enjeux*, Conseil de la Science et de la Technologie, Gouvernement du Québec, avril 1986.

CONSEIL PERMANENT DES MUSÉES, *Rapport du conseiller permanent. Plaidoyer pour un musée d'histoire naturelle et humaine du Québec*, photocopie, 1978, 15 p.

DES GAGNIERS Jean, *La conservation du patrimoine muséologique du Québec*, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1981, 172 p.

DIRECTION GÉNÉRALE DES MUSÉES, *Le musée: un élément de développement culturel*, Ministère des Affaires culturelles, Gouvernement du Québec, avril 1981.

DIXON B., COURTNEY A., BALLEY R., *Le musée et le public canadien*, Ottawa, Direction arts et culture, Secrétariat d'Etat, Gouvernement du Canada, Edition Culturcan, 1974.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PARC DE LA VILLETTE, *Rapport de la mission d'étude du Musée national des Sciences et de l'Industrie de la Villette*, Paris, 1979.

GOVERNEMENT DU CANADA, *La Commission royale d'enquête sur l'avancement des Arts, des Lettres et des Sciences*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 1951.

GROUPE-CONSEIL SUR LA POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC, sous la présidence de ARPIN Roland, *Une politique de la culture et des arts*, Québec, Gouvernement du Québec, 1991.

GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL EN MUSÉOLOGIE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE, *Politique nationale de muséologie*, Québec, Ministère de la Science et de la Technologie, 1984.

GROUPE DE TRAVAIL SUR LES MUSÉES SCIENTIFIQUES, *Rapport Seguin. Rapport final*, Québec, éditeur officiel du Québec, 1980.

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MAISON DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES, CIDEM (Commission d'Initiative et de Développement Économique), *La Maison des Sciences et des Techniques*, Québec, Ministère des Sciences et de la Technologie, décembre 1983.

GROUPE MEDIA SCIENCE, *Muséologie scientifique au Québec, rapport d'inventaire 1987*, mars 1988.

ICOM, *Actes de la 12e Conférence générale et de la 13e Assemblée générale du Conseil international des musées - Mexico, 25 octobre - 4 novembre 1980*, Paris,, Conseil international des musées, 1981, 199 p.

MIERS Sir Henry, MARKHAM Frank, *A Report on the Museums of Canada*, Édinburgh, T. and A. Constable, 1932.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA SCIENCE, Direction du développement scientifique, *Enoncé d'orientation sur le développement de la culture scientifique et technique (projet)*, Gouvernement du Québec, novembre 1986.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES - LAPORTE Pierre, *Livre blanc*, Québec, Gouvernement du Québec, 1965, 221 p.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES - L'ALLIER Jean-Paul, (Document de travail), *Pour l'évolution de la politique culturelle*, Québec, Gouvernement du Québec, mai 1976,

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES, *Musées et muséologie au Québec, nouvelles perspectives, une hypothèse de travail*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1979, 184 p.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES, *Le Musée du Québec en devenir*,  
Gouvernement du Québec, 1979.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES, *Rapport de la consultation du  
Ministère des Affaires culturelles du Québec*, Québec, Ministère des Affaires  
culturelles, 1982, 229 p.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES, *Des actions culturelles pour  
aujourd'hui. programme d'action du Ministère des Affaires culturelles*,  
Québec, Ministère des Affaires culturelles. Direction des Communications,  
1983, 69 p.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES, *Le Nouveau Musée. Centre national  
de l'innovation et de la créativité*, Gouvernement du Québec, 1983.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES, *La politique culturelle du Québec:  
notre culture, notre avenir*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1992,  
150 p.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS, *La politique muséale du Canada : les  
ateliers de l'esprit humain*, Ottawa, Ministère des Approvisionnements et  
Services, 1990.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'APPROVISIONNEMENT, *Mémoire  
sur les projets de construction et de réaménagement du Musée national de la  
civilisation*, 1980.

MINISTÈRE D'ÉTAT À LA SCIENCE ET À LA TECHNOLOGIE, *Sciences et média*,  
Ottawa, Gouvernement du Canada, juin 1975.

MINISTÈRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL - LAURIN Camille, *La  
politique québécoise du développement culturel. Livre blanc sur le  
développement culturel. Vol. 1- Perspectives d'ensemble: de quelle culture  
s'agit-il? Vol. 2- Les trois dimensions d'une politique: genres de vie, création,  
éducation.*, Québec, Gouvernement du Québec, 1978.

MINISTÈRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL, *Un projet collectif :  
énoncé d'orientations et plan d'action pour la mise en œuvre d'une politique  
québécoise de la recherche scientifique*, Québec, Éditeur officiel du Québec,  
1980, 106 p.



MURPHY S.B., MARIN R., *Une politique nationale des musées pour les années quatre-vingts : Exposé d'intention [préliminaire] et mémoire au Comité d'étude de la politique culturelle*, Musées nationaux du Canada, 1981.

MUSEE DE LA CIVILISATION, *Mission, concept et orientations*, Québec, Musée de la civilisation, Août 1987, 29 p.

MUSEE NATIONAUX DU CANADA, *Consultations '85 - L'avenir du système muséal au Canada*, Musées nationaux du Canada, 1985, 32 p.

OCDE, Commission dirigée par Harvey Brooks, *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle*, OCDE, 1971.

OCDE, Rapport de la Commission consultative spéciale pour le politique scientifique auprès du secrétaire général, *La science et la politique des gouvernements. L'influence de la science et de la technique sur la politique nationale et internationale*, OCDE, 1963.

RIGAUD Jacques, "Musées : patrimoine et culture vivante", in ICOM, *Actes de la 12e Conférence générale et de la 13e Assemblée générale du Conseil international des musées - Mexico, 25 octobre - 4 novembre 1980*, Paris, Conseil international des musées, 1981, p. 35-51.

SECRETARIAT D'ÉTAT, DIRECTION GÉNÉRALE DES ARTS ET DE LA CULTURE, *Le secteur des musées au Canada*, Québec, Ministère des Communications, novembre 1979, 70 p.

SOCIÉTÉ DE LA MAISON DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES, *Plan quinquennal de la Maison des Sciences et des Techniques*, Montréal, Société de la Maison des Sciences et des Techniques, février 1986.

UNESCO, *Réflexions préalables sur les politiques culturelles*, Paris, Unesco, 1969.

UNESCO, *Les droits culturels en tant que droits de l'homme*, Paris, Unesco, 1970.

VILLE DE MONTREAL, *Biodôme de Montréal, synthèse du programme préliminaire. Programme d'éducation et de communication*, Montréal, Ville de Montréal, juin 1990.